Code civil

**Code civil**

TITRE PRÉLIMINAIRE  **DE LA PUBLICATION, DES EFFETS ET DE L'APPLICATION DES LOIS EN GÉNÉRAL**

**Art. 1er**   *(Ord. no 2004-164 du 20 févr. 2004, art. 1er, en vigueur le 1er juin 2004)*Les lois et, lorsqu'ils sont publiés au *Journal officiel* de la République française, les actes administratifs entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le lendemain de leur publication. Toutefois, l'entrée en vigueur de celles de leurs dispositions dont l'exécution nécessite des mesures d'application est reportée à la date d'entrée en vigueur de ces mesures.

 En cas d'urgence, entrent en vigueur dès leur publication les lois dont le décret de promulgation le prescrit et les actes administratifs pour lesquels le Gouvernement l'ordonne par une disposition spéciale.

 Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux actes individuels.

**Art. 2**   La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif.

*Sur l'application dans le temps des lois relatives à la nationalité, V. art. 17-1 et 17-2.*



**Art. 3**   Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire.

 Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française.

 Les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français, même résidant en pays étrangers.

**Art. 4**   Le juge qui refusera de juger, sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, pourra être poursuivi comme coupable de déni de justice.

**Art. 5**   Il est défendu aux juges de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire sur les causes qui leur sont soumises.

*Sur la saisine pour avis de la Cour de cassation, V. COJ, art. L. 441-1 s. —* ***C. pr. civ.***

*Sur la question prioritaire de constitutionnalité applicable lorsqu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution, V. Ord. no 58-1067 du 7 nov. 1958, art. 23-1 s. —* ***C. pr. civ., C. const.***

**Art. 6**   On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs.

**Art. 6-1**   *(L. no 2013-404 du 17 mai 2013, art. 13)*Le mariage et la filiation adoptive emportent les mêmes effets, droits et obligations reconnus par les lois, à l'exclusion de ceux prévus *(L. no 2021-1017 du 2 août 2021, art. 6)*«aux chapitres I à IV du» titre VII du livre I du présent code, que les époux ou les parents soient de sexe différent ou de même sexe.

*V. Circ. du 29 mai 2013 de présentation de la loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe (dispositions du code civil) .*



**Art. 6-2**   *(L. no 2021-1017 du 2 août 2021, art. 6)*Tous les enfants dont la filiation est légalement établie ont, dans leurs rapports avec leurs parents, les mêmes droits et les mêmes devoirs, sous réserve des dispositions *(Ord. no 2022-1292 du 5 oct. 2022, art. 1er, en vigueur le 1er janv. 2023)*«propres à l'adoption simple». La filiation fait entrer l'enfant dans la famille de chacun de ses parents.

LIVRE IV  **DES SÛRETÉS** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, ratifiée par L. no 2007-212 du 20 févr. 2007, art. 10-I).*

*L'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, dont les dispositions sont entrées en vigueur le 1er janv. 2022, a modifié profondément le livre IV C. civ. Les changements de numérotation indiqués dans le présent livre résultent de l'Ord. préc. Deux tables de concordance figurent en fin d'ouvrage: des textes dans leur version au 1er janv. 2022 vers les textes antérieurs, et inversement. Pour les dispositions transitoires, V. Ord. préc., art. 37, ss. art. 2488-12.*

**Art. 2284**   Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir.

*Sur les sûretés demandées par les établissements de crédit à l'occasion de leurs concours financiers aux entrepreneurs individuels, V. C. mon. fin., art. L. 313-21. —* ***C. mon. fin.***



**Art. 2285**   Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers; et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

**Art. 2286**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Peut se prévaloir d'un droit de rétention sur la chose:

 1o Celui à qui la chose a été remise jusqu'au paiement de sa créance;

 2o Celui dont la créance impayée résulte du contrat qui l'oblige à la livrer;

 3o Celui dont la créance impayée est née à l'occasion de la détention de la chose;

*(L. no 2008-776 du 4 août 2008, art. 79)*«4o Celui qui bénéficie d'un gage sans dépossession.»

 Le droit de rétention se perd par le dessaisissement volontaire.

**Art. 2287**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Les dispositions du présent livre ne font pas obstacle à l'application des règles prévues en cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ou encore en cas d'ouverture d'une procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers.

*V. C. com., livre VI (sauvegarde des entreprises). —* ***C. com.***



TITRE I  **DES SÛRETÉS PERSONNELLES** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

**Art. 2287-1**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Les sûretés personnelles régies par le présent titre sont le cautionnement, la garantie autonome et la lettre d'intention.

CHAPITRE I  **DU CAUTIONNEMENT**

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*

*Comp. anc. art. 2288 s.*

*Les cautionnements conclus avant le 1er janv. 2022 demeurent soumis à la loi ancienne, y compris pour leurs effets légaux et pour les dispositions d'ordre public (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 37-II). Le chapitre I du titre I du Livre IV dans sa version en vigueur avant le 1er janv. 2022 figure à la suite du présent chapitre.*

SECTION 1  **Dispositions générales**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 2, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Comp. anc. art. 2288 s.*

**Art. 2288**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 2, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le cautionnement est le contrat par lequel une caution s'oblige envers le créancier à payer la dette du débiteur en cas de défaillance de celui-ci.

 Il peut être souscrit à la demande du débiteur principal ou sans demande de sa part et même à son insu.

**Art. 2289**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 2, en vigueur le 1er janv. 2022)*Lorsque la loi subordonne l'exercice d'un droit à la fourniture d'un cautionnement, il est dit légal.

 Lorsque la loi confère au juge le pouvoir de subordonner la satisfaction d'une demande à la fourniture d'un cautionnement, il est dit judiciaire.

**Art. 2290**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 2, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le cautionnement est simple ou solidaire.

 La solidarité peut être stipulée entre la caution et le débiteur principal, entre les cautions, ou entre eux tous.

**Art. 2291**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 2, en vigueur le 1er janv. 2022)*On peut se porter caution, envers le créancier, de la personne qui a cautionné le débiteur principal.

**Art. 2291-1**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 2, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le sous-cautionnement est le contrat par lequel une personne s'oblige envers la caution à lui payer ce que peut lui devoir le débiteur à raison du cautionnement.

SECTION 2  **De la formation et de l'étendue du cautionnement**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Comp. anc. art. 2288 s.*

**Art. 2292**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le cautionnement peut garantir une ou plusieurs obligations, présentes ou futures, déterminées ou déterminables.

**Art. 2293**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable.

 Néanmoins, celui qui se porte caution d'une personne physique dont il savait qu'elle n'avait pas la capacité de contracter est tenu de son engagement.

**Art. 2294**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le cautionnement doit être exprès.

 Il ne peut être étendu au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté. *— Comp. anc. art. 2292.*

**Art. 2295**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2022)*Sauf clause contraire, le cautionnement s'étend aux intérêts et autres accessoires de l'obligation garantie, ainsi qu'aux frais de la première demande, et à tous ceux postérieurs à la dénonciation qui en est faite à la caution. *— Comp. anc. art. 2293.*

**Art. 2296**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur ni être contracté sous des conditions plus onéreuses, sous peine d'être réduit à la mesure de l'obligation garantie.

 Il peut être contracté pour une partie de la dette seulement et sous des conditions moins onéreuses. *— Comp. anc. art. 2290.*

**Art. 2297**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2022)*A peine de nullité de son engagement, la caution personne physique appose elle-même la mention qu'elle s'engage en qualité de caution à payer au créancier ce que lui doit le débiteur en cas de défaillance de celui-ci, dans la limite d'un montant en principal et accessoires exprimé en toutes lettres et en chiffres. En cas de différence, le cautionnement vaut pour la somme écrite en toutes lettres.

 Si la caution est privée des bénéfices de discussion ou de division, elle reconnaît dans cette mention ne pouvoir exiger du créancier qu'il poursuive d'abord le débiteur ou qu'il divise ses poursuites entre les cautions. A défaut, elle conserve le droit de se prévaloir de ces bénéfices.

 La personne physique qui donne mandat à autrui de se porter caution doit respecter les dispositions du présent article.

*L'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021 abroge le titre III du livre III C. consom., «Cautionnement», art. L. 331-1 à L. 333-2, art. consacrés notamment à la mention manuscrite requise en cas de cautionnement (Ord. préc., art. 32-I).*

**Art. 2298**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2022)*La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions, personnelles ou inhérentes à la dette, qui appartiennent au débiteur, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article 2293.

 Toutefois la caution ne peut se prévaloir des mesures légales ou judiciaires dont bénéficie le débiteur en conséquence de sa défaillance, sauf disposition spéciale contraire. *— Comp. anc. art. 2313.*

**Art. 2299**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le créancier professionnel est tenu de mettre en garde la caution personne physique lorsque l'engagement du débiteur principal est inadapté aux capacités financières de ce dernier.

 A défaut, le créancier est déchu de son droit contre la caution à hauteur du préjudice subi par celle-ci.

**Art. 2300**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2022)*Si le cautionnement souscrit par une personne physique envers un créancier professionnel était, lors de sa conclusion, manifestement disproportionné aux revenus et au patrimoine de la caution, il est réduit au montant à hauteur duquel elle pouvait s'engager à cette date.

*L'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021 abroge le titre III du livre III C. consom., «Cautionnement», art. L. 331-1 à L. 333-2, art. consacrés notamment à la proportionnalité du cautionnement (Ord. préc., art. 32-I).*

*V. notes ss. art. L. 332-1 C. consom., ss. C. civ., art. 2298 anc. la jurisprudence relative à cet art., toujours applicable aux cautionnements passés avant le 1er janv. 2022. Pour l'exigence de proportionnalité posée par la jurisprudence hors le champ d'application de cet art., V. notes infra.*



**Art. 2301**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2022)*La personne qui s'oblige au titre d'un cautionnement légal ou judiciaire doit avoir une solvabilité suffisante pour répondre de l'obligation.

 Si cette caution devient insolvable, le débiteur doit lui substituer une autre caution, sous peine d'être déchu du terme ou de perdre l'avantage subordonné à la fourniture du cautionnement.

 Le débiteur peut substituer au cautionnement légal ou judiciaire une sûreté réelle suffisante.

SECTION 3  **Des effets du cautionnement**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*

SOUS-SECTION 1  **Des effets du cautionnement entre le créancier et la caution**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Comp. anc. art. 2298 s.*

**Art. 2302**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le créancier professionnel est tenu, avant le 31 mars de chaque année et à ses frais, de faire connaître à toute caution personne physique le montant du principal de la dette, des intérêts et autres accessoires restant dus au 31 décembre de l'année précédente au titre de l'obligation garantie, sous peine de déchéance de la garantie des intérêts et pénalités échus depuis la date de la précédente information et jusqu'à celle de la communication de la nouvelle information. Dans les rapports entre le créancier et la caution, les paiements effectués par le débiteur pendant cette période sont imputés prioritairement sur le principal de la dette.

 Le créancier professionnel est tenu, à ses frais et sous la même sanction, de rappeler à la caution personne physique le terme de son engagement ou, si le cautionnement est à durée indéterminée, sa faculté de résiliation à tout moment et les conditions dans lesquelles celle-ci peut être exercée.

 Le présent article est également applicable au cautionnement souscrit par une personne morale envers un établissement de crédit ou une société de financement en garantie d'un concours financier accordée à une entreprise.

*Les dispositions des art. 2302 à 2304 C. civ. sont applicables dès le 1er janv. 2022, y compris aux cautionnements et aux sûretés réelles pour autrui constitués antérieurement (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 37-III).*

*L'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021 abroge le titre III du livre III C. consom., «Cautionnement», art. L. 331-1 à L. 333-2, art. consacrés notamment à l'information qui doit être délivrée à la caution (Ord. préc., art. 32-I).*

*Comp. les solutions développées pour l'obligation d'information de l'anc. art. L. 322-12 C. mon. fin. —* ***C. mon. fin.*** *— V. aussi notes ss. anc. art. L. 333-2 C. consom., ss. C. civ., art. 2298 anc.*



**Art. 2303**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le créancier professionnel est tenu d'informer toute caution personne physique de la défaillance du débiteur principal dès le premier incident de paiement non régularisé dans le mois de l'exigibilité de ce paiement, à peine de déchéance de la garantie des intérêts et pénalités échus entre la date de cet incident et celle à laquelle elle en a été informée.

 Dans les rapports entre le créancier et la caution, les paiements effectués par le débiteur pendant cette période sont imputés prioritairement sur le principal de la dette.

*V. ndlr ss. art. 2302.*



**Art. 2304**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*Dans le mois qui en suit la réception, la caution communique à ses frais à la sous-caution personne physique les informations qu'elle a reçues en application des articles 2302 et 2303.

*V. ndlr ss. art. 2302.*



**Art. 2305**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le bénéfice de discussion permet à la caution d'obliger le créancier à poursuivre d'abord le débiteur principal.

 Ne peut se prévaloir de ce bénéfice ni la caution tenue solidairement avec le débiteur, ni celle qui a renoncé à ce bénéfice, non plus que la caution judiciaire. *— Comp. anc. art. 2298, 2319, 2320.*

**Art. 2305-1**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le bénéfice de discussion doit être invoqué par la caution dès les premières poursuites dirigées contre elle.

 La caution doit indiquer au créancier les biens du débiteur susceptibles d'être saisis, qui ne peuvent être des biens litigieux ou grevés d'une sûreté spéciale au profit d'un tiers.

 Si le créancier omet de poursuivre le débiteur, il répond à l'égard de la caution de l'insolvabilité de celui-ci à concurrence de la valeur des biens utilement indiqués. *— Comp. anc. art. 2299 à 2301.*

**Art. 2306**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*Lorsque plusieurs personnes se sont portées cautions de la même dette, elles sont chacune tenues pour le tout.

 Néanmoins, celle qui est poursuivie peut opposer au créancier le bénéfice de division. Le créancier est alors tenu de diviser ses poursuites et ne peut lui réclamer que sa part de la dette.

 Ne peuvent se prévaloir du bénéfice de division les cautions solidaires entre elles, ni les cautions qui ont renoncé à ce bénéfice. *— Comp. anc. art. 2302 et 2303.*

**Art. 2306-1**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le bénéfice de division doit être invoqué par la caution dès les premières poursuites dirigées contre elle.

 Il ne peut être mis en œuvre qu'entre cautions solvables. L'insolvabilité d'une caution au jour où la division est invoquée est supportée par celles qui sont solvables. La caution qui a demandé la division ne peut plus être recherchée à raison de l'insolvabilité d'une autre, survenue postérieurement. *— Comp. anc. art. 2303.*

**Art. 2306-2**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*Si le créancier a divisé de lui-même son action, il ne peut plus revenir sur cette division, même s'il y avait, au temps de l'action, des cautions insolvables. *— Comp. anc. art. 2304.*

**Art. 2307**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'action du créancier ne peut avoir pour effet de priver la caution personne physique du minimum de ressources fixé à l'article L. 731-2 du code de la consommation. *— Comp. anc. art. 2301.*



SOUS-SECTION 2  **Des effets du cautionnement entre le débiteur et la caution**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Comp. anc. art. 2305 s.*

**Art. 2308**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*La caution qui a payé tout ou partie de la dette a un recours personnel contre le débiteur tant pour les sommes qu'elle a payées que pour les intérêts et les frais.

 Les intérêts courent de plein droit du jour du paiement.

 Ne sont restituables que les frais postérieurs à la dénonciation, faite par la caution au débiteur, des poursuites dirigées contre elle.

 Si la caution a subi un préjudice indépendant du retard dans le paiement des sommes mentionnées à l'alinéa premier, elle peut aussi en obtenir réparation.

**Art. 2309**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*La caution qui a payé tout ou partie de la dette est subrogée dans les droits qu'avait le créancier contre le débiteur.

**Art. 2310**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*Lorsqu'il y a plusieurs débiteurs principaux solidaires d'une même dette, la caution dispose contre chacun d'eux des recours prévus aux articles précédents.

**Art. 2311**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*La caution n'a pas de recours si elle a payé la dette sans en avertir le débiteur et si celui-ci l'a acquittée ultérieurement ou disposait, au moment du paiement, des moyens de la faire déclarer éteinte. Toutefois, elle peut agir en restitution contre le créancier.

SOUS-SECTION 3  **Des effets du cautionnement entre les cautions**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Comp. anc. art. 2310.*

**Art. 2312**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2022)*En cas de pluralité de cautions, celle qui a payé a un recours personnel et un recours subrogatoire contre les autres, chacune pour sa part.

SECTION 4  **De l'extinction du cautionnement**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 5, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Comp. anc. art. 2311 s.*

**Art. 2313**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 5, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'obligation de la caution s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations.

 Elle s'éteint aussi par suite de l'extinction de l'obligation garantie.

**Art. 2314**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 5, en vigueur le 1er janv. 2022)*Lorsque la subrogation aux droits du créancier ne peut plus, par la faute de celui-ci, s'opérer en sa faveur, la caution est déchargée à concurrence du préjudice qu'elle subit.

 Toute clause contraire est réputée non écrite.

 La caution ne peut reprocher au créancier son choix du mode de réalisation d'une sûreté. *— Comp. anc. art. 2314.*

**Art. 2315**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 5, en vigueur le 1er janv. 2022)*Lorsqu'un cautionnement de dettes futures est à durée indéterminée, la caution peut y mettre fin à tout moment, sous réserve de respecter le délai de préavis contractuellement prévu ou, à défaut, un délai raisonnable.

**Art. 2316**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 5, en vigueur le 1er janv. 2022)*Lorsqu'un cautionnement de dettes futures prend fin, la caution reste tenue des dettes nées antérieurement, sauf clause contraire.

**Art. 2317**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 5, en vigueur le 1er janv. 2022)*Les héritiers de la caution ne sont tenus que des dettes nées avant le décès.

 Toute clause contraire est réputée non écrite. *— Comp. anc. art. 2294.*

**Art. 2318**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 5, en vigueur le 1er janv. 2022)*En cas de dissolution de la personne morale débitrice ou créancière par l'effet d'une fusion, d'une scission ou de la cause prévue au troisième alinéa de l'article 1844-5, la caution demeure tenue pour les dettes nées avant que l'opération ne soit devenue opposable aux tiers; elle ne garantit celles nées postérieurement que si elle y a consenti à l'occasion de cette opération ou, pour les opérations affectant la société créancière, par avance.

 En cas de dissolution de la personne morale caution pour l'une des causes indiquées au premier alinéa, toutes les obligations issues du cautionnement sont transmises.

**Art. 2319**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 5, en vigueur le 1er janv. 2022)*La caution du solde d'un compte courant ou de dépôt ne peut plus être poursuivie cinq ans après la fin du cautionnement.

**Art. 2320**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 5, en vigueur le 1er janv. 2022)*La simple prorogation de terme, accordée par le créancier au débiteur principal, ne décharge pas la caution.

 Lorsque le terme initial est échu, la caution peut soit payer le créancier et se retourner contre le débiteur, soit, en vertu des dispositions du livre V du code des procédures civiles d'exécution, solliciter la constitution d'une sûreté judiciaire sur tout bien du débiteur à hauteur des sommes garanties. Elle est alors présumée justifier de circonstances susceptibles de menacer le recouvrement de sa créance, sauf preuve contraire apportée par le débiteur. *— Comp. anc. art. 2316.*

CHAPITRE I *[ANCIEN]*  **DU CAUTIONNEMENT**

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*

*L'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021 a profondément remanié le droit du cautionnement applicable à compter du 1er janv. 2022. Les cautionnements conclus avant le 1er janv. 2022 demeurent soumis à la loi ancienne, y compris pour leurs effets légaux et pour les dispositions d'ordre public (Ord. préc., art. 37-II). Le chapitre I du titre I du livre IV dans sa version en vigueur après le 1er janv. 2022 figure avant le présent chapitre.*

SECTION 1 *[ANCIENNE]*  **De la nature et de l'étendue du cautionnement**

*Comp. art. 2288 s.*

**Ancien art. 2288** *Celui qui se rend caution d'une obligation, se soumet envers le créancier à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.*

**Ancien art. 2289** *Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable.*

*On peut néanmoins cautionner une obligation, encore qu'elle pût être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé; par exemple, dans le cas de minorité.*

**Ancien art. 2290** *Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses.*

*Il peut être contracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses.*

*Le cautionnement qui excède la dette, ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses, n'est point nul: il est seulement réductible à la mesure de l'obligation principale.*

**Ancien art. 2291** *On peut se rendre caution sans ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu.*

*On peut aussi se rendre caution, non seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné.*

**Ancien art. 2292** *Le cautionnement ne se présume point; il doit être exprès, et on ne peut pas l'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté.*

**Ancien art. 2293** *Le cautionnement indéfini d'une obligation principale s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais de la première demande, et à tous ceux postérieurs à la dénonciation qui en est faite à la caution.*

*(L. no 98-657 du 29 juill. 1998, art. 101)  «Lorsque ce cautionnement est contracté par une personne physique, celle-ci est informée par le créancier de l'évolution du montant de la créance garantie et de ces accessoires au moins annuellement à la date convenue entre les parties ou, à défaut, à la date anniversaire du contrat, sous peine de déchéance de tous les accessoires de la dette, frais et pénalités.»*

**Ancien art. 2294** *Les engagements des cautions passent à leurs héritiers si l'engagement était tel que la caution y fût obligée.*

**Ancien art. 2295** *(L. no 2009-594 du 27 mai 2009, art. 55)  Le débiteur obligé à fournir une caution doit en présenter une qui ait la capacité de contracter et qui ait un bien suffisant pour répondre de l'objet de l'obligation.*

*Le créancier ne peut refuser la caution présentée par un débiteur au motif qu'elle ne réside pas dans le ressort de la cour d'appel dans lequel elle est demandée.*

**Ancien art. 2296** *La solvabilité d'une caution ne s'estime qu'eu égard à ses propriétés foncières, excepté en matière de commerce, ou lorsque la dette est modique.*

*On n'a point égard aux immeubles litigieux, ou dont la discussion deviendrait trop difficile par l'éloignement de leur situation.*

**Ancien art. 2297** *Lorsque la caution reçue par le créancier, volontairement ou en justice, est ensuite devenue insolvable, il doit en être donné une autre.*

*Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution.*

SECTION 2 *[ANCIENNE]*  **De l'effet du cautionnement**

SOUS-SECTION 1 *[ANCIENNE]*  **De l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution**

*Comp. art. 2302 s.*

**Ancien art. 2298** *La caution n'est obligée envers le créancier à le payer qu'à défaut du débiteur, qui doit être préalablement discuté dans ses biens, à moins que la caution n'ait renoncé au bénéfice de discussion, ou à moins qu'elle ne se soit obligée solidairement avec le débiteur; auquel cas l'effet de son engagement se règle par les principes qui ont été établis pour les dettes solidaires.*

**Ancien art. 2299** *Le créancier n'est obligé de discuter le débiteur principal que lorsque la caution le requiert, sur les premières poursuites dirigées contre elle.*

**Ancien art. 2300** *La caution qui requiert la discussion doit indiquer au créancier les biens du débiteur principal, et avancer les deniers suffisants pour faire la discussion.*

*Elle ne doit indiquer ni des biens du débiteur principal situés hors de l'arrondissement de la cour royale [la cour d'appel] du lieu où le paiement doit être fait, ni des biens litigieux, ni ceux hypothéqués à la dette qui ne sont plus en la possession du débiteur.*

**Ancien art. 2301** *Toutes les fois que la caution a fait l'indication de biens autorisée par l'article précédent, et qu'elle a fourni les deniers suffisants pour la discussion, le créancier est, jusqu'à concurrence des biens indiqués, responsable à l'égard de la caution, de l'insolvabilité du débiteur principal survenue par le défaut de poursuites.  (L. no 98-657 du 29 juill. 1998, art. 103)  «En toute hypothèse, le montant des dettes résultant du cautionnement ne peut avoir pour effet de priver la personne physique qui s'est portée caution d'un minimum de ressources fixé à l'article L. 331-2 du code de la consommation.»*



**Ancien art. 2302** *Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur pour une même dette, elles sont obligées chacune à toute la dette.*

**Ancien art. 2303** *Néanmoins chacune d'elles peut, à moins qu'elle n'ait renoncé au bénéfice de division, exiger que le créancier divise préalablement son action, et la réduise à la part et portion de chaque caution.*

*Lorsque, dans le temps où une des cautions a fait prononcer la division, il y en avait d'insolvables, cette caution est tenue proportionnellement de ces insolvabilités; mais elle ne peut plus être recherchée à raison des insolvabilités survenues depuis la division.*

**Ancien art. 2304** *Si le créancier a divisé lui-même et volontairement son action, il ne peut revenir contre cette division, quoiqu'il y eût, même antérieurement au temps où il l'a ainsi consentie, des cautions insolvables.*

SOUS-SECTION 2 *[ANCIENNE]*  **De l'effet du cautionnement entre le débiteur et la caution**

*Comp. art. 2308 s.*

**Ancien art. 2305** *La caution qui a payé a son recours contre le débiteur principal, soit que le cautionnement ait été donné au su ou à l'insu du débiteur.*

*Ce recours a lieu tant pour le principal que pour les intérêts et les frais; néanmoins la caution n'a de recours que pour les frais par elle faits depuis qu'elle a dénoncé au débiteur principal les poursuites dirigées contre elle.*

*Elle a aussi recours pour les dommages et intérêts, s'il y a lieu.*

**Ancien art. 2306** *La caution qui a payé la dette est subrogée à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur.*

**Ancien art. 2307** *Lorsqu'il y avait plusieurs débiteurs principaux solidaires d'une même dette, la caution qui les a tous cautionnés, a, contre chacun d'eux, le recours pour la répétition du total de ce qu'elle a payé.*

**Ancien art. 2308** *La caution qui a payé une première fois, n'a point de recours contre le débiteur principal qui a payé une seconde fois lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait; sauf son action en répétition contre le créancier.*

*Lorsque la caution aura payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal, elle n'aura point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens pour faire déclarer la dette éteinte; sauf son action en répétition contre le créancier.*

**Ancien art. 2309** *La caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur, pour être par lui indemnisée:*

*1o Lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement;*

*2o Lorsque le débiteur a fait faillite, ou est en déconfiture;*

*3o Lorsque le débiteur s'est obligé de lui rapporter sa décharge dans un certain temps;*

*4o Lorsque la dette est devenue exigible par l'échéance du terme sous lequel elle avait été contractée;*

*5o Au bout de dix années, lorsque l'obligation principale n'a point de terme fixe d'échéance, à moins que l'obligation principale, telle qu'une tutelle, ne soit pas de nature à pouvoir être éteinte avant un temps déterminé.*

SOUS-SECTION 3 *[ANCIENNE]*  **De l'effet du cautionnement entre les cofidéjusseurs**

*Comp. art. 2312.*

**Ancien art. 2310** *Lorsque plusieurs personnes ont cautionné un même débiteur pour une même dette, la caution qui a acquitté la dette, a recours contre les autres cautions, chacune pour sa part et portion;*

*Mais ce recours n'a lieu que lorsque la caution a payé dans l'un des cas énoncés en l'article précédent.*

SECTION 3 *[ANCIENNE]*  **De l'extinction du cautionnement**

*Comp. art. 2313 s.*

**Ancien art. 2311** *L'obligation qui résulte du cautionnement, s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations.*

**Ancien art. 2312** *La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, lorsqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution.*

**Ancien art. 2313** *La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal, et qui sont inhérentes à la dette;*

*Mais elle ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur.*

**Ancien art. 2314** *La caution est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier, ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution.  (L. no 84-148 du 1er mars 1984)  «Toute clause contraire est réputée non écrite.» — Les dispositions de la L. no 84-148 du 1er mars 1984 sont entrées en vigueur un an après sa promulgation (L. préc., art. 62).*

**Ancien art. 2315** *L'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne à en être évincé.*

**Ancien art. 2316** *La simple prorogation de terme, accordée par le créancier au débiteur principal, ne décharge point la caution, qui peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement.*

SECTION 4 *[ANCIENNE]*  **De la caution légale et de la caution judiciaire**

**Ancien art. 2317** *Toutes les fois qu'une personne est obligée, par la loi ou par une condamnation, à fournir une caution, la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les articles 2295 et 2296.*

*Al. 2  abrogé par L. no 2011-525 du 17 mai 2011.*

**Ancien art. 2318** *Celui qui ne peut pas trouver une caution est reçu à donner à sa place un gage en nantissement suffisant.*

**Ancien art. 2319** *La caution judiciaire ne peut point demander la discussion du débiteur principal.*

**Ancien art. 2320** *Celui qui a simplement cautionné la caution judiciaire, ne peut demander la discussion du débiteur principal et de la caution.*

CHAPITRE II  **DE LA GARANTIE AUTONOME**

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*

**Art. 2321**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*La garantie autonome est l'engagement par lequel le garant s'oblige, en considération d'une obligation souscrite par un tiers, à verser une somme soit à première demande, soit suivant des modalités convenues.

 Le garant n'est pas tenu en cas d'abus ou de fraude manifestes du bénéficiaire ou de collusion de celui-ci avec le donneur d'ordre.

 Le garant ne peut opposer aucune exception tenant à l'obligation garantie.

 Sauf convention contraire, cette sûreté ne suit pas l'obligation garantie.

CHAPITRE III  **DE LA LETTRE D'INTENTION**

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*

**Art. 2322**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*La lettre d'intention est l'engagement de faire ou de ne pas faire ayant pour objet le soutien apporté à un débiteur dans l'exécution de son obligation envers son créancier.

TITRE II  **DES SÛRETÉS RÉELLES** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Les textes relatifs aux procédures civiles d'exécution ont été codifiés par l'Ord. no 2011-1895 du 19 déc. 2011 et le Décr. no 2012-783 du 30 mai 2012 dans un code des procédures civiles d'exécution. —* ***C. pr. exéc.***

SOUS-TITRE I  **DISPOSITIONS GÉNÉRALES** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

**Art. 2323**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 6, en vigueur le 1er janv. 2022)*La sûreté réelle est l'affectation d'un bien ou d'un ensemble de biens, présents ou futurs, au paiement préférentiel ou exclusif du créancier.

**Ancien art. 2323** *Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques.*

**Art. 2324**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 6, en vigueur le 1er janv. 2022)*La sûreté réelle est légale, judiciaire ou conventionnelle, selon qu'elle est accordée par la loi à raison de la qualité de la créance, par un jugement à titre conservatoire, ou par une convention.

 Elle est mobilière ou immobilière, selon qu'elle porte sur des biens meubles ou immeubles.

 Elle est générale lorsqu'elle porte sur la généralité des meubles et des immeubles ou des seuls meubles ou des seuls immeubles. Elle est spéciale lorsqu'elle ne porte que sur des biens déterminés ou déterminables, meubles ou immeubles.

**Ancien art. 2324** *Le privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires.*

**Art. 2325**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 6, en vigueur le 1er janv. 2022)*La sûreté réelle conventionnelle peut être constituée par le débiteur ou par un tiers.

 Lorsqu'elle est constituée par un tiers, le créancier n'a d'action que sur le bien affecté en garantie. Les dispositions des articles 2299, 2302 à 2305-1, 2308 à 2312 et 2314 sont alors applicables.

*Comp. anc. art. 2334.*

**Ancien art. 2325** *Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.*

**Art. 2326**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 6, en vigueur le 1er janv. 2022)*Une sûreté réelle peut être constituée sur les biens d'une personne morale de droit privé en vertu de pouvoirs résultant de délibérations ou délégations établies sous signatures privées alors même que la constitution de la sûreté doit l'être par acte authentique. *— Comp. art. 1844-2.*

**Ancien art. 2326** *Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, sont payés par concurrence.*

**Art. 2327**   *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 6, à compter du 1er janv. 2022)  Le privilège, à raison des droits du Trésor royal [public] et l'ordre dans lequel il s'exerce, sont réglés par les lois qui les concernent.*

*Le Trésor royal [public] ne peut cependant obtenir de privilège au préjudice des droits antérieurement acquis à des tiers.*

**Art. 2328**   *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 6, à compter du 1er janv. 2022)  Les privilèges peuvent être sur les meubles ou sur les immeubles.*

SOUS-TITRE II  **DES SÛRETÉS SUR LES MEUBLES** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

**Art. 2329**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Les sûretés sur les meubles sont:

 1o Les privilèges mobiliers;

 2o Le gage de meubles corporels;

 3o Le nantissement de meubles incorporels;

 4o La propriété retenue *(Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 3, en vigueur le 1er févr. 2009)*«ou cédée» à titre de garantie.

*Dans toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, la référence au gage et au créancier gagiste s'entend de la référence au nantissement et au créancier nanti lorsque la sûreté a pour objet un bien meuble incorporel. Réciproquement, la référence au nantissement et au créancier nanti s'entend de la référence au gage et au créancier gagiste lorsque la sûreté a pour objet un bien meuble corporel (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 55, JO 24 mars).*

CHAPITRE I  **DES PRIVILÈGES MOBILIERS** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

**Art. 2330**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 7-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*Les privilèges mobiliers sont accordés par la loi.

 Ils sont généraux ou spéciaux.

 Les dispositions légales qui les régissent sont d'interprétation stricte.

 Ils donnent le droit d'être préféré aux autres créanciers. Sauf disposition contraire, ils ne confèrent pas de droit de suite. Ils se reportent sur la créance de prix du débiteur à l'égard de l'acquéreur. *— Comp. anc. art. 2330.*

**Ancien art. 2330** *Les privilèges sont ou généraux, ou particuliers sur certains meubles.*

SECTION 1  **Des privilèges généraux** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

**Art. 2331**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 7-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*Outre celles prévues par des lois spéciales, les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont:

 1o Les frais de justice, sous la condition qu'ils aient profité au créancier auquel le privilège est opposé;

 2o Les frais funéraires;

 3o Les rémunérations et indemnités suivantes:

 — les rémunérations, pour les six derniers mois, des salariés et apprentis;

 — le salaire différé, pour l'année échue et pour l'année courante, institué par l'article L. 321-13 du code rural et de la pêche maritime;



 — les créances du conjoint survivant instituées par l'article 14 de la loi no 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social et l'article L. 321-21-1 du code rural et de la pêche maritime;



 — l'indemnité de fin de contrat prévue à l'article L. 1243-8 du code du travail et l'indemnité de précarité d'emploi prévue à l'article L. 1251-32 du même code;



 — l'indemnité due en raison de l'inobservation du préavis prévue à l'article L. 1234-5 du code du travail et l'indemnité compensatrice prévue à l'article L. 1226-14 du même code;



 — les indemnités dues pour les congés payés prévues aux articles L. 3141-24 et suivants du même code;

 — les indemnités de licenciement dues en application des conventions collectives de travail, des accords collectifs d'établissement, des règlements de travail, des usages, des dispositions des articles L. 1226-14, L. 1234-9, L. 7112-3 à L. 7112-5 du code du travail pour la totalité de la portion inférieure ou égale au plafond visé à l'article L. 3253-2 du même code et pour le quart de la portion supérieure audit plafond;



 — les indemnités dues, le cas échéant, aux salariés, en application des articles L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 1235-2 à L. 1235-4, L. 1235-11, L. 1235-12, L. 1235-14 et L. 1243-4 du code du travail;



 4o Pendant la dernière année, les produits livrés par un producteur agricole dans le cadre d'un accord interprofessionnel à long terme homologué, ainsi que les sommes dues par tout contractant d'un exploitant agricole en application d'un contrat-type homologué. *— Comp. anc. art. 2331.*

**Ancien art. 2331** *Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant:*

*1o Les frais de justice;*

*2o Les frais funéraires;*

*3o  (L. du 30 nov. 1892)  «Les frais quelconques de la dernière maladie, quelle qu'en ait été la terminaison, concurremment entre ceux à qui ils sont dus»;*

*4o  (L. no 79-11 du 3 janv. 1979)  «Sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions des articles L. 143-10 [L. 3253-2, L. 3253-3 nouv.], L. 143-11 [L. 3253-4 nouv.], L. 742-6 et L. 751-15 [L. 7313-8 nouv.] du code du travail:*

*«Les rémunérations des gens de service pour l'année échue et l'année courante;*

*«Le salaire différé résultant du contrat de travail institué par l'article 63 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises, [ C. rur., art. L. 321-13 s.] , pour l'année échue et l'année courante»;*



*(L. no 89-1008 du 31 déc. 1989, art. 14-II)  «La créance du conjoint survivant instituée par l'article 14 de la loi no 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social»  (L. no 99-574 du 9 juill. 1999, art. 36)  «et la créance du conjoint survivant instituée par l'article L. 321-21-1 du code rural et de la pêche maritime»;*



*(L. no 89-488 du 10 juill. 1989, art. 6)  «Les rémunérations pour les six derniers mois des salariés, apprentis et l'indemnité due par l'employeur aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle, telle que prévue à l'article L. 980-11-1 [abrogé] du code du travail»;*

*(Ord. no 82-130 du 5 févr. 1982)  «L'indemnité de fin de contrat prévue à l'article  (L. no 90-9 du 2 janv. 1990)  «L. 122-3-4 [L. 1243-8 nouv.]» du code du travail et l'indemnité de précarité d'emploi prévue à l'article L. 124-4-4 [L. 1251-32 nouv.] du même code;*

*«L'indemnité due en raison de l'inobservation du délai-congé prévue à l'article L. 122-8 [L. 1234-5 nouv.] du code du travail et l'indemnité compensatrice prévue à l'article L. 122-32-6 [L. 1226-14 nouv.] du même code.»*

*(L. no 79-11 du 3 janv. 1979)  «Les indemnités dues pour les congés payés;*

*«Les indemnités de licenciement dues en application des conventions collectives de travail, des accords collectifs d'établissement, des règlements de travail, des usages, des dispositions des articles L. 122-9 [L. 1234-9 nouv.],  (L. no 81-3 du 7 janv. 1981)  «L. 122-32-6 [L. 1226-14 nouv.]», L. 761-5 [L. 7112-3 nouv.] et L. 761-7 [L. 7112-5 nouv.]  (Abrogé par Ord. no 2004-602 du 24 juin 2004, art. 13-II)  «ainsi que l'indemnité prévue à l'article L. 321-6» du code du travail pour la totalité de la portion inférieure ou égale au plafond visé à l'article L. 143-10 [L. 3253-2 nouv.] du code du travail et pour le quart de la portion supérieure audit plafond»;*

*(Ord. no 82-130 du 5 févr. 1982)  «Les indemnités dues, le cas échéant, aux salariés, en application des articles  (L. no 90-9 du 2 janv. 1990)  «L. 122-3-8, deuxième [troisième] alinéa [L. 1243-4 nouv.], L. 122-14-4 [L. 1235-2, L. 1235-3, L. 1235-11, L. 1235-12 nouv.], L. 122-14-5, deuxième alinéa [L. 1235-5 et L. 1235-14 nouv.], L. 122-32-7 [L. 1226-15 nouv.] et L. 122-32-9 [L. 1226-20 et L. 1226-21 nouv.] du code du travail.»*

*5o  (L. no 64-678 du 6 juill. 1964)  «Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille pendant la dernière année et, pendant le même délai, les produits livrés par un producteur agricole dans le cadre d'un accord interprofessionnel à long terme homologué»  (L. no 80-502 du 4 juill. 1980)  «ainsi que les sommes dues par tout contractant d'un exploitant agricole en application d'un contrat type homologué».*

*(L. du 9 avr. 1898)  «6o La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail;*

*(L. du 11 mars 1932)  «7o Les allocations dues aux ouvriers et employés par les caisses de compensation et autres institutions agréées pour le service des allocations familiales ou par les employeurs dispensés de l'affiliation à une telle institution en vertu de l'article 74 f [abrogé] du livre I du code du travail;*

*«8o Les créances des caisses de compensation et autres institutions agréées pour le service des allocations familiales à l'égard de leurs adhérents, pour les cotisations que ceux-ci se sont engagés à leur verser en vue du paiement des allocations familiales et de la péréquation des charges résultant du versement desdites prestations.»*

*Sur les privilèges affectant les biens constituant l'actif des entreprises d'assurances, V. C. assur., art. L. 327-1 à L. 327-5. —* ***C. assur.***



**Art. 2331-1**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 7-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*Les privilèges du Trésor public et des caisses de Sécurité sociale sont déterminés par les lois qui les concernent.

SECTION 2  **Des privilèges spéciaux** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

**Art. 2332**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 7-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*Outre celles prévues par des lois spéciales, les créances privilégiées sur certains meubles sont:

 1o Toutes les sommes dues en exécution d'un bail ou de l'occupation d'un immeuble, sur le mobilier garnissant les lieux et appartenant au débiteur, y compris, le cas échéant, le mobilier d'exploitation et la récolte de l'année;

 2o Les frais de conservation d'un meuble, sur celui-ci;

 3o Le prix de vente d'un meuble, sur celui-ci;

 4o Les créances nées du contrat de travail de l'auxiliaire salarié d'un travailleur à domicile répondant à la définition de l'article L. 7412-1 du code du travail, sur les sommes dues à ce travailleur par les donneurs d'ouvrage. *— Comp. anc. art. 2332.*



**Ancien art. 2332** *Les créances privilégiées sur certains meubles sont:*

*1o Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année, et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme; savoir, pour tout ce qui est échu, et pour tout ce qui est à échoir, si les baux sont authentiques, ou si, étant sous signature privée, ils ont une date certaine; et, dans ces deux cas, les autres créanciers ont le droit de relouer la maison ou la ferme pour le restant du bail, et de faire leur profit des baux ou fermages, à la charge toutefois de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû;*

*Et, à défaut de baux authentiques, ou lorsque étant sous signature privée ils n'ont pas une date certaine, pour une année à partir de l'expiration de l'année courante.*

*(L. no 48-1311 du 25 août 1948)  «Le même privilège a lieu pour les réparations locatives et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail. Il a lieu également pour toute créance résultant, au profit du propriétaire ou bailleur, de l'occupation des lieux à quelque titre que ce soit.»*

*(L. du 24 mars 1936)  «Néanmoins, les sommes dues pour les semences, pour les engrais et amendements, pour les produits anticryptogamiques et insecticides, pour les produits destinés à la destruction des parasites végétaux et animaux nuisibles à l'agriculture, ou pour les frais de la récolte de l'année, seront payées sur le prix de la récolte, et celles dues pour ustensiles, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au propriétaire, dans l'un et l'autre cas.»*

*Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait fait la revendication, savoir, lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours; et dans celui de quinzaine, s'il s'agit des meubles garnissant une maison;*

*2o La créance sur le gage dont le créancier est saisi;*

*3o Les frais faits pour la conservation de la chose;*

*4o Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme;*

*Si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer ces effets tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la revente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison et que les effets se trouvent dans le même état dans lequel cette livraison a été faite;*

*Le privilège du vendeur ne s'exerce toutefois qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme, à moins qu'il ne soit prouvé que le propriétaire avait connaissance que les meubles et autres objets garnissant sa maison ou sa ferme n'appartenaient pas au locataire;*

*Il n'est rien innové aux lois et usages du commerce sur la revendication;*

*5o Les fournitures d'un aubergiste, sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge;*

*6o  Abrogé par L. no 98-69 du 6 févr. 1998, art. 7-III.*

*7o Les créances résultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, sur les fonds de leur cautionnement et sur les intérêts qui en peuvent être dus;*

*8o  (L. du 28 mai 1913)  «Les créances nées d'un accident au profit des tiers lésés par cet accident ou de leurs ayants droit, sur l'indemnité dont l'assureur de la responsabilité civile se reconnaît ou a été judiciairement reconnu débiteur à raison de la convention d'assurance.*

*«Aucun paiement fait à l'assuré ne sera libératoire tant que les créanciers privilégiés n'auront pas été désintéressés»;*

*(L. du 1er août 1941;   L. du 28 juin 1943)  «9o Les créances nées du contrat de travail de l'auxiliaire salarié d'un travailleur à domicile répondant à la définition de l'article 33 du livre I du code du travail [art. L. 7412-1 du nouveau code du travail], sur les sommes dues à ce travailleur par les donneurs d'ouvrage.»*



*En ce qui concerne le privilège du bailleur en cas de redressement judiciaire du locataire, V. C. com., art. L. 622-16. —* ***C. com.***



*En ce qui concerne le privilège du commissionnaire de transport et celui du voiturier, V. C. com., art. L. 132-2 et L. 133-7. —* ***C. com.***



*En ce qui concerne les privilèges sur les navires, V. C. transp., art. L. 5114-8. —* ***C. transp.***

*Sur les privilèges sur les bateaux de navigation intérieure, V. C. transp., art. L. 4122-11 s. —* ***C. transp.***



*En ce qui concerne les privilèges sur les aéronefs, V. C. transp., art. L. 6122-16 s. —* ***C. transp.***



SECTION 3  **Du classement des privilèges** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

**Art. 2332-1**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Sauf dispositions contraires, les privilèges spéciaux priment les privilèges généraux.

**Art. 2332-2**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Les privilèges généraux s'exercent dans l'ordre de l'article 2331, à l'exception du privilège du Trésor public, dont le rang est déterminé par les lois qui le concernent, et du privilège des caisses de sécurité sociale, qui vient au même rang que le privilège des salariés.

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 7-V, en vigueur le 1er janv. 2022)*«Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang sont payés par concurrence.»

**Art. 2332-3**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Les privilèges spéciaux du bailleur d'immeuble, du conservateur et du vendeur de meuble s'exercent dans l'ordre qui suit:

 1o Le privilège du conservateur, lorsque les frais de conservation sont postérieurs à la naissance des autres privilèges;

 2o Le privilège du bailleur d'immeuble, qui ignorait l'existence des autres privilèges;

 3o Le privilège du conservateur, lorsque les frais de conservation sont antérieurs à la naissance des autres privilèges;

 4o Le privilège du vendeur de meuble;

 5o Le privilège du bailleur d'immeuble, qui connaissait l'existence des autres privilèges.

 Entre les conservateurs du même meuble, la préférence est donnée au plus récent. *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 7-VI, à compter du 1er janv. 2022)  «Entre les vendeurs du même meuble, elle est donnée au plus ancien.»*

 Pour l'application des règles ci-dessus, *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 7-VI, à compter du 1er janv. 2022)  «le privilège de l'hôtelier est assimilé au privilège du bailleur d'immeuble;»* le privilège de l'auxiliaire salarié d'un travailleur à domicile *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 7-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*«est assimilé» au privilège du vendeur de meuble.

**Art. 2332-4**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 7-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*Sauf loi spéciale, le droit de préférence conféré par le gage s'exerce au rang du privilège du bailleur d'immeuble.

**Ancien art. 2332-4** *(L. no 2016-1547 du 18 nov. 2016, art. 99-X)  Les sommes dues aux producteurs agricoles par leurs acheteurs sont payées, lorsque ces derniers font l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, nonobstant l'existence de toute autre créance privilégiée à l'exception de celles garanties par les articles L. 3253-2 et L. 3253-5 du code du travail, à due concurrence du montant total des produits livrés par le producteur agricole au cours des quatre-vingt-dix jours précédant l'ouverture de la procédure.*



CHAPITRE II  **DU GAGE DE MEUBLES CORPORELS**

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*

*La division et l'intitulé de la section 1 [Du droit commun du gage] du chapitre II du sous-titre II du titre II du livre IV sont supprimés à compter du 1er janv. 2022 (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-I). La section 3 du chapitre II du sous-titre II du titre II du livre IV, à laquelle appartenait l'art. 2354, est abrogée; l'abrogation de la section 2, consacrée au gage automobile, est différée dans le temps, au 1er janv. 2023 (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8 et 37-I).*

**Art. 2333**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le gage est une convention par laquelle le constituant accorde à un créancier le droit de se faire payer par préférence à ses autres créanciers sur un bien mobilier ou un ensemble de biens mobiliers corporels, présents ou futurs.

 Les créances garanties peuvent être présentes ou futures; dans ce dernier cas, elles doivent être déterminables.

**Art. 2334**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le gage peut avoir pour objet des meubles immobilisés par destination.

 L'ordre de préférence entre le créancier hypothécaire et le créancier gagiste est déterminé conformément à l'article 2419.

**Ancien art. 2334** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)  Le gage peut être consenti par le débiteur ou par un tiers; dans ce dernier cas, le créancier n'a d'action que sur le bien affecté en garantie.*

**Art. 2335**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le gage de la chose d'autrui peut être annulé à la demande du créancier qui ignorait que la chose n'appartenait pas au constituant. *— Comp. anc. art. 2335.*

**Ancien art. 2335** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)  Le gage de la chose d'autrui est nul. Il peut donner lieu à des dommages et intérêts lorsque le créancier a ignoré que la chose fût à autrui.*

**Art. 2336**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le gage est parfait par l'établissement d'un écrit contenant la désignation de la dette garantie, la quantité des biens donnés en gage ainsi que leur espèce ou leur nature.

**Art. 2337**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)* Le gage est opposable aux tiers par la publicité qui en est faite.

 Il l'est également par la dépossession entre les mains du créancier ou d'un tiers convenu du bien qui en fait l'objet *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*«ou du titre qui, tel un connaissement, le représente».

 Lorsque le gage a été régulièrement publié, les ayants cause à titre particulier du constituant ne peuvent se prévaloir de l'article *(L. no 2008-561 du 17 juin 2008)*«2276».

**Art. 2338**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le gage est publié par une inscription sur un registre spécial dont les modalités sont réglées par décret en Conseil d'État. *— V. C. com., art. R. 521-1 s. —* ***C. com.***



*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-IV)*«Sauf s'il est soumis à l'article 2342, le gage portant sur un véhicule terrestre à moteur ou une remorque immatriculés est publié par une inscription sur un registre tenu par l'autorité administrative dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État. L'inscription d'un tel gage fait obstacle à toute nouvelle inscription sur le même véhicule.» *— V. Décr. no 2023-97 du 14 févr. 2023, infra.*

*L'art. 2338, dans sa rédaction issue de l'art. 8 de l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, est entré en vigueur le 1er janv. 2023. La section 2 du chapitre II du sous-titre II du titre II du livre IV [art. 2351 à 2353] est abrogée à cette même date (Ord. préc., art. 37-I).*

**Art. 2339**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le constituant ne peut exiger la radiation de l'inscription ou la restitution du bien gagé qu'après avoir entièrement payé la dette garantie en principal, intérêts et frais.

**Art. 2340**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Lorsqu'un même bien fait l'objet de plusieurs gages successifs sans dépossession, le rang des créanciers est réglé par l'ordre de leur inscription.

 Lorsqu'un bien donné en gage sans dépossession fait ultérieurement l'objet d'un gage avec dépossession, le droit de préférence du créancier gagiste antérieur est opposable au créancier gagiste postérieur lorsqu'il est régulièrement publié nonobstant le droit de rétention de ce dernier.

**Art. 2341**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Lorsque le gage avec dépossession a pour objet des choses fongibles, le créancier doit les tenir séparées des choses de même nature qui lui appartiennent. A défaut, le constituant peut se prévaloir des dispositions du premier alinéa de l'article 2344.

 Si la convention dispense le créancier de cette obligation, il acquiert la propriété des choses gagées à charge de restituer la même quantité de choses équivalentes.

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-V, en vigueur le 1er janv. 2022)*«Dans le cas visé au premier alinéa, le constituant peut, si la convention le prévoit, aliéner les choses gagées*[,]* à charge de les remplacer par la même quantité de choses équivalentes.»

**Art. 2342**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Lorsque le gage sans dépossession a pour objet des choses fongibles, le constituant peut *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*«, sauf convention contraire,» les aliéner *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-VI, à compter du 1er janv. 2022)  «si la convention le prévoit»* à charge de les remplacer par la même quantité de choses équivalentes.

**Art. 2342-1**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*Lorsque le constituant a la faculté d'aliéner les biens gagés dans les conditions prévues par les articles 2341 ou 2342, les biens acquis en remplacement sont de plein droit compris dans l'assiette du gage.

**Art. 2343**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le constituant doit rembourser au créancier ou au tiers convenu les dépenses utiles ou nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

**Art. 2344**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Lorsque le gage est constitué avec dépossession, le constituant peut réclamer la restitution du bien gagé, sans préjudice de dommages-intérêts, si le créancier ou le tiers convenu ne satisfait pas à son obligation de conservation du gage.

 Lorsque le gage est constitué sans dépossession, le créancier peut se prévaloir de la déchéance du terme de la dette garantie ou solliciter un complément de gage si le constituant ne satisfait pas à son obligation de conservation du gage.

**Art. 2345**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Sauf convention contraire, lorsque le détenteur du bien gagé est le créancier de la dette garantie, il perçoit les fruits de ce bien et les impute sur les intérêts ou, à défaut, sur le capital de la dette.

**Art. 2346**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*A défaut de paiement de la dette garantie, le créancier peut *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«poursuivre *[ancienne rédaction: faire ordonner en justice]* » la vente du bien gagé. Cette vente a lieu selon les modalités *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«prévues par le code des *[ancienne rédaction: prévues par les]*» procédures civiles d'exécution sans que la convention de gage puisse y déroger.

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«Lorsque le gage est constitué en garantie d'une dette professionnelle, le créancier peut faire procéder à la vente publique des biens gagés par un notaire, un huissier de justice, un commissaire-priseur judiciaire *[commissaire de justice]* ou un courtier de marchandises assermenté, huit jours après une simple signification faite au débiteur et, le cas échéant, au tiers constituant du gage.»

**Art. 2347**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le créancier peut aussi faire ordonner en justice que le bien lui demeurera en paiement.

 Lorsque la valeur du bien excède le montant de la dette garantie, la somme égale à la différence est versée au *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-IX, en vigueur le 1er janv. 2022)*«constituant *[ancienne rédaction: débiteur]*» ou, s'il existe d'autres créanciers gagistes, est consignée.

**Art. 2348**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Il peut être convenu, lors de la constitution du gage ou postérieurement, qu'à défaut d'exécution de l'obligation garantie le créancier deviendra propriétaire du bien gagé.

 La valeur du bien est déterminée au jour du transfert par un expert désigné à l'amiable ou judiciairement, à défaut de cotation officielle du bien sur *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-X, en vigueur le 1er janv. 2022)*«une plate-forme de négociation *[ancienne rédaction: un marché organisé]*» au sens du code monétaire et financier. Toute clause contraire est réputée non écrite.

 Lorsque cette valeur excède le montant de la dette garantie, la somme égale à la différence est versée au *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-X, en vigueur le 1er janv. 2022)*«constituant *[ancienne rédaction: débiteur]*» ou, s'il existe d'autres créanciers gagistes, est consignée.

**Art. 2349**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le gage est indivisible nonobstant la divisibilité de la dette entre les héritiers du débiteur ou ceux du créancier.

 L'héritier du débiteur qui a payé sa portion de dette ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

 Réciproquement, l'héritier du créancier, qui a reçu sa portion de créance, ne peut remettre le gage au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui ne sont pas payés.

**Art. 2350**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-XI, en vigueur le 1er janv. 2022)*«séquestre *[ancienne rédaction: dépôt]*» ou la consignation de sommes, effets ou valeurs, ordonné judiciairement à titre de garantie ou à titre conservatoire, emporte affectation spéciale et droit de préférence au sens de l'article 2333.

**Art. 2351**   *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 37-I, à compter du 1er janv. 2023)   (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)  Lorsqu'il porte sur un véhicule terrestre à moteur ou une remorque immatriculés, le gage est opposable aux tiers par la déclaration qui en est faite à l'autorité administrative dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État.*

**Art. 2352**   *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 37-I, à compter du 1er janv. 2023)   (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, en vigueur le 1er juill. 2008)  Par la délivrance du reçu de la déclaration, le créancier gagiste sera réputé avoir conservé le bien remis en gage en sa possession.*

**Art. 2353**   *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 37-I, à compter du 1er janv. 2023)   (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, en vigueur le 1er juill. 2008)  La réalisation du gage est soumise, quelle que soit la qualité du débiteur, aux règles prévues aux articles 2346 à 2348.*

**Art. 2354**   *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-XII, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)  Les dispositions du présent chapitre ne font pas obstacle à l'application des règles particulières prévues en matière commerciale ou en faveur des établissements de prêt sur gage autorisés.*

*L'art. 2354 faisait partie d'une section 3 Dispositions communes, abrogée par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 8-XII, à compter du 1er janv. 2022.*

CHAPITRE III  **DU NANTISSEMENT DE MEUBLES INCORPORELS**

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*

**Art. 2355**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le nantissement est l'affectation, en garantie d'une obligation, d'un bien meuble incorporel ou d'un ensemble de biens meubles incorporels, présents ou futurs.

 Il est conventionnel ou judiciaire.

 Le nantissement judiciaire est régi par les dispositions applicables aux procédures civiles d'exécution.

 Le nantissement conventionnel qui porte sur les créances est régi, à défaut de dispositions spéciales, par le présent chapitre.

 Celui qui porte sur d'autres meubles incorporels est soumis, à défaut de dispositions spéciales, aux règles prévues pour le gage de meubles corporels *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 9-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*«, à l'exclusion du 4o de l'article 2286».

**Art. 2356**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*A peine de nullité, le nantissement de créance doit être conclu par écrit.

 Les créances garanties et les créances nanties sont désignées dans l'acte.

 Si elles sont futures, l'acte doit permettre leur individualisation ou contenir des éléments permettant celle-ci tels que l'indication du débiteur, le lieu de paiement, le montant des créances ou leur évaluation et, s'il y a lieu, leur échéance.

**Art. 2357**   *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 9-II, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)  Lorsque le nantissement a pour objet une créance future, le créancier nanti acquiert un droit sur la créance dès la naissance de celle-ci.*

**Art. 2358**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le nantissement de créance peut être constitué pour un temps déterminé.

 Il peut porter sur une fraction de créance, sauf si celle-ci est indivisible.

**Art. 2359**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le nantissement s'étend aux accessoires de la créance à moins que les parties n'en conviennent autrement.

**Art. 2360**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Lorsque le nantissement porte sur un compte, la créance nantie s'entend du solde créditeur, provisoire ou définitif, au jour de la réalisation de la sûreté sous réserve de la régularisation des opérations en cours, selon les modalités prévues par les procédures civiles d'exécution.

 Sous cette même réserve, au cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou d'une procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers contre le constituant, les droits du créancier nanti portent sur le solde du compte à la date du jugement d'ouverture.

**Art. 2361**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le nantissement d'une créance, présente ou future, prend effet entre les parties et devient opposable aux tiers à la date de l'acte. *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 9-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*«En cas de contestation, la preuve de la date incombe au créancier nanti, qui peut la rapporter par tout moyen.»

**Art. 2361-1**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 9-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*Lorsqu'une même créance fait l'objet de nantissements successifs, le rang des créanciers est réglé par l'ordre des actes. Le créancier premier en date dispose d'un recours contre celui auquel le débiteur aurait fait un paiement.

**Art. 2362**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Pour être opposable au débiteur de la créance nantie, le nantissement de créance doit lui être notifié ou ce dernier doit intervenir à l'acte.

 A défaut, seul le constituant reçoit valablement paiement de la créance.

**Art. 2363**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 9-V, en vigueur le 1er janv. 2022)*Après notification, le créancier nanti bénéficie d'un droit de rétention sur la créance donnée en nantissement et a seul le droit à son paiement tant en capital qu'en intérêts.

 Le créancier nanti, comme le constituant, peut en poursuivre l'exécution, l'autre dûment informé.

**Ancien art. 2363** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)  Après notification, seul le créancier nanti reçoit valablement paiement de la créance donnée en nantissement tant en capital qu'en intérêts.*

*Chacun des créanciers, les autres dûment appelés, peut en poursuivre l'exécution.*

**Art. 2363-1**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 9-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le débiteur de la créance nantie peut opposer au créancier nanti les exceptions inhérentes à la dette. Il peut également opposer les exceptions nées de ses rapports avec le constituant avant que le nantissement ne lui soit devenu opposable.

**Art. 2364**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Les sommes payées au titre de la créance nantie s'imputent sur la créance garantie lorsqu'elle est échue.

 Dans le cas contraire, le créancier nanti les conserve à titre de garantie sur un compte *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 9-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«spécialement affecté» ouvert *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 9-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«à cet effet» auprès d'un établissement habilité à les recevoir à charge pour lui de les restituer si l'obligation garantie est exécutée. En cas de défaillance du débiteur de la créance *(L. no 2007-212 du 20 févr. 2007, art. 10-II-1o)*«garantie» et huit jours après une mise en demeure restée sans effet, le créancier affecte les fonds au remboursement de sa créance dans la limite des sommes impayées.

**Art. 2365**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*En cas de défaillance de son débiteur, le créancier nanti peut se faire attribuer, par le juge ou dans les conditions prévues par la convention, la créance donnée en nantissement ainsi que tous les droits qui s'y rattachent.

 Il peut également attendre l'échéance de la créance nantie.

**Art. 2366**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*S'il a été payé au créancier nanti une somme supérieure à la dette garantie, celui-ci doit la différence au constituant.

CHAPITRE IV  **DE LA PROPRIÉTÉ RETENUE OU CÉDÉE À TITRE DE GARANTIE** *(Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 4, en vigueur le 1er févr. 2009).*

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*

SECTION 1  **De la propriété retenue à titre de garantie** *(Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 5, en vigueur le 1er févr. 2009).*

**Art. 2367**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*La propriété d'un bien peut être retenue en garantie par l'effet d'une clause de réserve de propriété qui suspend l'effet translatif d'un contrat jusqu'au complet paiement de l'obligation qui en constitue la contrepartie.

 La propriété ainsi réservée est l'accessoire de la créance dont elle garantit le paiement.

**Art. 2368**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*La réserve de propriété est convenue par écrit.

**Art. 2369**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*La propriété réservée d'un bien fongible peut s'exercer, à concurrence de la créance restant due, sur des biens de même nature et de même qualité détenus par le débiteur ou pour son compte.

**Art. 2370**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*L'incorporation d'un meuble faisant l'objet d'une réserve de propriété à un autre bien ne fait pas obstacle aux droits du créancier lorsque ces biens peuvent être séparés sans subir de dommage.

**Art. 2371**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*A défaut de complet paiement à l'échéance, le créancier peut demander la restitution du bien afin de recouvrer le droit d'en disposer.

 La valeur du bien repris est imputée, à titre de paiement, sur le solde de la créance garantie.

 Lorsque la valeur du bien repris excède le montant de la dette garantie encore exigible, le créancier doit au débiteur une somme égale à la différence.

**Art. 2372**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)   (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 10-1o, en vigueur le 1er janv. 2022)*«En cas d'aliénation ou de perte du bien, la *[ancienne rédaction: Le droit de]*» propriété se reporte sur la créance du débiteur à l'égard du sous-acquéreur ou sur l'indemnité d'assurance subrogée au bien.

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 10-2o, en vigueur le 1er janv. 2022)*«Le sous-acquéreur ou l'assureur peut alors opposer au créancier les exceptions inhérentes à la dette ainsi que les exceptions nées de ses rapports avec le débiteur avant qu'il ait eu connaissance du report.»

SECTION 2  **De la propriété cédée à titre de garantie**

*(Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 5, en vigueur le 1er févr. 2009)*

SOUS-SECTION 1  **De la fiducie à titre de garantie** *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-II, en vigueur le 1er janv. 2022).*

**Art. 2372-1**   *(L. no 2009-526 du 12 mai 2009, art. 138)*La propriété d'un bien mobilier ou d'un droit peut être cédée à titre de garantie d'une obligation en vertu d'un contrat de fiducie conclu en application des articles 2011 à 2030.

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*«L'obligation garantie peut être présente ou future; dans ce dernier cas, elle doit être déterminable.»

 Par dérogation à l'article 2029, le décès du constituant personne physique ne met pas fin au contrat de fiducie constitué en application de la présente section.

**Art. 2372-2**   *(Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 5, en vigueur le 1er févr. 2009)*En cas de fiducie conclue à titre de garantie, le contrat mentionne à peine de nullité, outre les dispositions prévues à l'article 2018, la dette garantie *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-IV, à compter du 1er janv. 2022)  «et la valeur estimée du bien ou du droit transféré dans le patrimoine fiduciaire»*.

**Art. 2372-3**   *(Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 5, en vigueur le 1er févr. 2009)*A défaut de paiement de la dette garantie et sauf stipulation contraire du contrat de fiducie, le fiduciaire, lorsqu'il est le créancier, acquiert la libre disposition du bien ou du droit cédé à titre de garantie.

 Lorsque le fiduciaire n'est pas le créancier, ce dernier peut exiger de lui la remise du bien, dont il peut alors librement disposer, ou, si le contrat de fiducie le prévoit, la vente du bien ou du droit cédé et la remise de tout ou partie du prix.

 La valeur du bien ou du droit cédé est déterminée par un expert désigné à l'amiable ou judiciairement, sauf si elle résulte d'une cotation officielle sur *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-V, en vigueur le 1er janv. 2022)*«une plate-forme de négociation *[ancienne rédaction: un marché organisé]*» au sens du code monétaire et financier ou si le bien est une somme d'argent. Toute clause contraire est réputée non écrite.

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-V, en vigueur le 1er janv. 2022)*«Si le fiduciaire ne trouve pas d'acquéreur au prix fixé par expert, il peut vendre le bien ou le droit au prix qu'il estime, sous sa responsabilité, correspondre à sa valeur.»

**Art. 2372-4**   *(Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 5, en vigueur le 1er févr. 2009)*Si le bénéficiaire de la fiducie a acquis la libre disposition du bien ou du droit cédé en application de l'article 2372-3, il verse au constituant, lorsque la valeur mentionnée *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*«à l'avant-dernier alinéa *[ancienne rédaction: au dernier alinéa]*» de cet article excède le montant de la dette garantie, une somme égale à la différence entre cette valeur et le montant de la dette, sous réserve du paiement préalable des dettes nées de la conservation ou de la gestion du patrimoine fiduciaire.

 Sous la même réserve, si le fiduciaire procède à la vente du bien ou du droit cédé en application du contrat de fiducie, il restitue au constituant la part du produit de cette vente excédant, le cas échéant, la valeur de la dette garantie.

**Art. 2372-5**   *(Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 5, en vigueur le 1er févr. 2009)*La propriété cédée en application de l'article 2372-1 peut être ultérieurement affectée à la garantie de dettes autres que celles mentionnées par l'acte constitutif pourvu que celui-ci le prévoie expressément.

*(L. no 2009-526 du 12 mai 2009, art. 138)*«Le constituant peut l'offrir en garantie, non seulement au créancier originaire, mais aussi à un nouveau créancier, encore que le premier n'ait pas été payé. Lorsque le constituant est une personne physique, le patrimoine fiduciaire ne peut alors être affecté en garantie d'une nouvelle dette que dans la limite de sa valeur estimée au jour de la recharge.»

 A peine de nullité, la convention de rechargement établie selon les dispositions de l'article 2372-2 est enregistrée sous la forme prévue à l'article 2019. La date d'enregistrement détermine, entre eux, le rang des créanciers.

 Les dispositions du présent article sont d'ordre public et toute clause contraire à celles-ci est réputée non écrite.

**Art. 2372-6**   *Abrogé par L. no 2009-526 du 12 mai 2009, art. 138.*

SOUS-SECTION 2  **De la cession de créance à titre de garantie**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*

**Art. 2373**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*La propriété d'une créance peut être cédée à titre de garantie d'une obligation par l'effet d'un contrat conclu en application des articles 1321 à 1326.

**Art. 2373-1**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*Les créances garanties et les créances cédées sont désignées dans l'acte.

 Si elles sont futures, l'acte doit permettre leur individualisation ou contenir des éléments permettant celle-ci tels que l'indication du débiteur, le lieu de paiement, le montant des créances ou leur évaluation et, s'il y a lieu, leur échéance.

**Art. 2373-2**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*Les sommes payées au cessionnaire au titre de la créance cédée s'imputent sur la créance garantie lorsqu'elle est échue.

 Dans le cas contraire, le cessionnaire les conserve dans les conditions prévues aux articles 2374-3 à 2374-6.

**Art. 2373-3**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*Lorsque la créance garantie est intégralement payée avant que la créance cédée ne le soit, le cédant recouvre de plein droit la propriété de celle-ci.

SOUS-SECTION 3  **De la cession de somme d'argent à titre de garantie**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*

**Art. 2374**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*La propriété d'une somme d'argent, soit en euro soit en une autre monnaie, peut être cédée à titre de garantie d'une ou plusieurs créances, présentes ou futures.

**Art. 2374-1**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*A peine de nullité, la cession doit être conclue par écrit.

 Cet écrit comporte la désignation des créances garanties. Si elles sont futures, l'acte doit permettre leur individualisation ou contenir des éléments permettant celle-ci tels que l'indication du débiteur, le lieu de paiement, le montant des créances ou leur évaluation et, s'il y a lieu, leur échéance.

**Art. 2374-2**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*La cession est opposable aux tiers par la remise de la somme cédée.

**Art. 2374-3**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le cessionnaire dispose librement de la somme cédée, sauf convention contraire qui en précise l'affectation.

**Art. 2374-4**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*Lorsque le cessionnaire n'a pas la libre disposition de la somme cédée, les fruits et intérêts produits par celle-ci accroissent l'assiette de la garantie, sauf clause contraire.

 Lorsque le cessionnaire a la libre disposition de la somme cédée, il peut être convenu d'un intérêt au profit du cédant.

**Art. 2374-5**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*En cas de défaillance du débiteur, le cessionnaire peut imputer le montant de la somme cédée, augmentée s'il y a lieu des fruits et intérêts, sur la créance garantie. Le cas échéant, il restitue l'excédent au cédant.

**Art. 2374-6**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 11-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*Lorsque la créance garantie est intégralement payée, le cessionnaire restitue au cédant la somme cédée, augmentée s'il y a lieu des fruits et intérêts.

SOUS-TITRE III  **DES SÛRETÉS SUR LES IMMEUBLES** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Le sous-titre III du titre II, dans sa rédaction applicable à compter du 1er janv. 2022, comprend les art. 2375 à 2488-5 dans leur rédaction résultant de l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 12 s.*

**Art. 2375**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 12, en vigueur le 1er janv. 2022)*Les sûretés sur les immeubles sont les privilèges, le gage immobilier et les hypothèques.

 La propriété de l'immeuble peut également être retenue ou cédée en garantie.

**Ancien art. 2373** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)  Les sûretés sur les immeubles sont les privilèges,  (L. no 2009-526 du 12 mai 2009, art. 10)  «le gage immobilier» et les hypothèques.*

*La propriété de l'immeuble peut également être retenue  (Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 6, en vigueur le 1er févr. 2009)  «ou cédée» en garantie.*

CHAPITRE I  **DES PRIVILÈGES IMMOBILIERS**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 13, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Le chapitre I du titre II du livre IV dans sa version en vigueur avant le 1er janv. 2022 figure après le présent chapitre.*

**Art. 2376**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 13, en vigueur le 1er janv. 2022)*Les privilèges immobiliers sont accordés par la loi.

 Ils sont généraux.

 Ils sont dispensés de la formalité de l'inscription.

 Les dispositions légales qui les régissent sont d'interprétation stricte.

 Ils donnent le droit d'être préféré aux autres créanciers mais ne confèrent pas de droit de suite.

 Lorsque le privilège porte aussi sur la généralité des meubles du débiteur, il ne s'exerce sur les immeubles qu'à défaut de mobilier suffisant.

*Les privilèges immobiliers spéciaux nés avant le 1er janv. 2022 sont pour l'avenir assimilés à des hypothèques légales, sans préjudice le cas échéant de la rétroactivité de leur rang. Ceux qui n'ont pas fait l'objet des formalités de publicité foncière à cette date seront inscrits au fichier immobilier selon les dispositions applicables avant cette date (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 37-IV).*

**Art. 2377**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 13, en vigueur le 1er janv. 2022)*Outre celles prévues par des lois spéciales, les créances privilégiées sur la généralité des immeubles sont:

 1o Les frais de justice, sous la condition qu'ils aient profité au créancier auquel le privilège est opposé;

 2o Les rémunérations et indemnités suivantes:

 — les rémunérations, pour les six derniers mois, des salariés et apprentis;

 — le salaire différé, pour l'année échue et pour l'année courante, institué par l'article L. 321-13 du code rural et de la pêche maritime;



 — les créances du conjoint survivant instituées par l'article 14 de la loi no 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social et l'article L. 321-21-1 du code rural et de la pêche maritime;



 — l'indemnité de fin de contrat prévue à l'article L. 1243-8 du code du travail et l'indemnité de précarité d'emploi prévue à l'article L. 1251-32 du même code;



 — l'indemnité due en raison de l'inobservation du préavis prévue à l'article L. 1234-5 du code du travail et l'indemnité compensatrice prévue à l'article L. 1226-14 du même code;



 — les indemnités dues pour les congés payés prévues aux articles L. 3141-24 et suivants du même code;

 — les indemnités de licenciement dues en application des conventions collectives de travail, des accords collectifs d'établissement, des règlements de travail, des usages, des dispositions des articles L. 1226-14, L. 1234-9 et L. 7112-3 à L. 7112-5 du code du travail pour la totalité de la portion inférieure ou égale au plafond visé à l'article L. 3253-2 du même code et pour le quart de la portion supérieure audit plafond;



 — les indemnités dues, le cas échéant, aux salariés, en application des articles L. 1226-15, L. 1226-20, L. 1226-21, L. 1235-2 à L. 1235-4, L. 1235-11, L. 1235-12, L. 1235-14 et L. 1243-4 du code du travail. *— Comp. anc. art. 2375.*



**Art. 2378**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 13, en vigueur le 1er janv. 2022)*Les privilèges généraux priment le droit de préférence attaché au gage immobilier et à l'hypothèque.

 Ils s'exercent dans l'ordre de l'article 2377. *— Comp. anc. art. 2376.*

CHAPITRE I *[ANCIEN]*  **DES PRIVILÈGES IMMOBILIERS** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Le chapitre I du titre II du livre IV dans sa version en vigueur après le 1er janv. 2022 figure avant le présent chapitre.*

SECTION 1 *[ANCIENNE]*  **Des privilèges spéciaux** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Les privilèges immobiliers spéciaux nés avant le 1er janv. 2022 sont pour l'avenir assimilés à des hypothèques légales, sans préjudice le cas échéant de la rétroactivité de leur rang. Ceux qui n'ont pas fait l'objet des formalités de publicité foncière à cette date seront inscrits au fichier immobilier selon les dispositions applicables avant cette date (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 37-IV).*

**Ancien art. 2374** *Les créanciers privilégiés sur les immeubles sont:*

*1o Le vendeur, sur l'immeuble vendu, pour le paiement du prix;*

*S'il y a plusieurs ventes successives dont le prix soit dû en tout ou en partie, le premier vendeur est préféré au second, le deuxième au troisième, et ainsi de suite;*

*(L. no 94-624 du 21 juill. 1994, art. 34)  «1o bis Conjointement avec le vendeur et, le cas échéant, avec le prêteur de deniers mentionné au 2o, le syndicat des copropriétaires, sur le lot vendu, pour le paiement des charges et travaux mentionnés  (L. no 2014-366 du 24 mars 2014, art. 73)  «à l'article 10, au c du II de l'article 24 et à l'article 30» de la loi no 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis  (L. no 2014-366 du 24 mars 2014, art. 73)  «et des cotisations au fonds de travaux mentionné à l'article  (L. no 2021-1104 du 22 août 2021, art. 171-IV)  «14-2-1» de la même loi», relatifs à l'année courante et aux quatre dernières années échues  (L. no 2014-366 du 24 mars 2014, art. 73)  «ainsi que des dommages et intérêts alloués par les juridictions et des dépens».*

*«Toutefois, le syndicat est préféré au vendeur et au prêteur de deniers pour les créances afférentes aux charges et travaux de l'année courante et des deux dernières années échues.»*

*(L. no 2014-366 du 24 mars 2014, art. 73)  «1o ter Conjointement avec le vendeur et, le cas échéant, avec le prêteur de deniers mentionné au 2o du présent article, l'opérateur mentionné à l'article L. 615-10 du code de la construction et de l'habitation, si le bien vendu est assorti d'une servitude sur des biens d'intérêt collectif.*



*«Toutefois, l'opérateur est préféré au vendeur et au prêteur de deniers pour les redevances prévues au même article L. 615-10 de l'année courante et des deux dernières années échues;»*

*2o  (L. no 71-579 du 16 juill. 1971, art. 47)  «Même en l'absence de subrogation, ceux qui ont fourni les deniers pour l'acquisition d'un immeuble, pourvu qu'il soit authentiquement constaté, par l'acte d'emprunt que la somme était destinée à cet emploi et, par la quittance du vendeur, que ce paiement a été fait des deniers empruntés»; — Ces dispositions ont un caractère interprétatif. — V. L. no 2007-212 du 20 févr. 2007, art. 10-III.*

*3o Les cohéritiers, sur les immeubles de la succession, pour la garantie des partages faits entre eux, et des soulte ou retour de lots;  (L. no 61-1378 du 19 déc. 1961)  «pour la garantie des indemnités dues en application de l'article  (L. no 2006-728 du 23 juin 2006, art. 29-35o, en vigueur le 1er janv. 2007)  «924», les immeubles donnés ou légués sont assimilés aux immeubles de la succession»;*

*4o Les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux, ou autres ouvrages quelconques, pourvu néanmoins que, par un expert nommé d'office par le tribunal judiciaire dans le ressort duquel les bâtiments sont situés, il ait été dressé préalablement un procès-verbal, à l'effet de constater l'état des lieux relativement aux ouvrages que le propriétaire déclarera avoir dessein de faire, et que les ouvrages aient été, dans les six mois au plus tard de leur perfection, reçus par un expert également nommé d'office.*

*Mais le montant du privilège ne peut excéder les valeurs constatées par le second procès-verbal, et il se réduit à la plus-value existante à l'époque de l'aliénation de l'immeuble et résultant des travaux qui y ont été faits;*

*5o Ceux qui ont prêté les deniers pour payer ou rembourser les ouvriers, jouissent du même privilège, pourvu que cet emploi soit authentiquement constaté par l'acte d'emprunt, et par la quittance des ouvriers ainsi qu'il a été dit ci-dessus pour ceux qui ont prêté les deniers pour l'acquisition d'un immeuble;*

*(L. no 2006-728 du 23 juin 2006, art. 29-33o)  «6o Les créanciers du défunt et les légataires de sommes d'argent sur les immeubles de la succession, ainsi que les créanciers personnels de l'héritier sur les immeubles de ce dernier, pour la garantie des droits qu'ils tiennent de l'article 878;» — La L. du 23 juin 2006 est entrée en vigueur le 1er janv. 2007.*

*(L. no 84-595 du 12 juill. 1984, art. 35)  «7o Les accédants à la propriété titulaires d'un contrat de location-accession régi par la loi no 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière sur l'immeuble faisant l'objet du contrat, pour la garantie des droits qu'ils tiennent de ce contrat;»*

*(L. no 2018-1021 du 23 nov. 2018, art. 194, en vigueur le 1er mars 2019)  «8o L'État, la commune  (Ord. no 2020-1144 du 16 sept. 2020, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2021)  «, l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou la métropole de Lyon», selon le cas, pour la garantie des créances nées de l'application»  (Ord. no 2020-1144 du 16 sept. 2020, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2021)  «de l'article L. 123-3 et du chapitre I du titre I du livre V du code de la construction et de l'habitation.»*



*La mod. issue de l'art. 171 de la L. no 2021-1104 du 22 août 2021 entre en vigueur:   
1o Le 1er janv. 2023, pour les syndicats de copropriétaires comprenant plus de deux cents lots à usage de logements, de bureaux ou de commerces;   
2o Le 1er janv. 2024, pour les syndicats de copropriétaires comprenant un nombre de lots à usage de logements, de bureaux ou de commerces compris entre cinquante et un et deux cents;   
3o Le 1er janv. 2025, pour les syndicats de copropriétaires comprenant au plus cinquante lots à usage de logements, de bureaux ou de commerces (L. préc., art. 171-VI).*

SECTION 2 *[ANCIENNE]*  **Des privilèges généraux** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

**Ancien art. 2375** *(Ord. no 59-71 du 7 janv. 1959)  «Les créances privilégiées sur la généralité des immeubles sont:»*

*(Décr. no 55-678 du 20 mai 1955)  1o Les frais de justice;*

*2o  (L. no 79-11 du 3 janv. 1979)  «Sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions des articles L. 143-10 [L. 3253-2, L. 3253-3 nouv.], L. 143-11 [L. 3253-4 nouv.], L. 742-6 et L. 751-15 [L. 7313-8 nouv.] du code du travail:*

*«Les rémunérations des gens de service pour l'année échue et l'année courante;*

*«Le salaire différé résultant du contrat de travail institué par l'article 63 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises [ C. rur., art. L. 321-13 s.] , pour l'année échue et l'année courante»;*



*(L. no 89-1008 du 31 déc. 1989, art. 14-III)  «La créance du conjoint survivant instituée par l'article 14 de la loi no 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social»  (L. no 99-574 du 9 juill. 1999, art. 36)  «et la créance du conjoint survivant instituée par l'article L. 321-21-1 du code rural et de la pêche maritime»;*



*(L. no 89-488 du 10 juill. 1989, art. 6)  «Les rémunérations pour les six derniers mois des salariés, apprentis et l'indemnité due par l'employeur aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle, telle que prévue à l'article L. 980-11-1 [abrogé] du code du travail»;*

*(Ord. no 82-130 du 5 févr. 1982)  «L'indemnité de fin de contrat prévue à l'article  (L. no 90-9 du 2 janv. 1990)  «L. 122-3-4 [L. 1243-8 nouv.]» du code du travail et l'indemnité de précarité d'emploi prévue à l'article L. 124-4-4 [L. 1251-32 nouv.] du même code;*

*«L'indemnité due en raison de l'inobservation du délai-congé prévue à l'article L. 122-8 [L. 1234-5 nouv.] du code du travail et l'indemnité compensatrice prévue à l'article L. 122-32-6 [L. 1226-14 nouv.] du même code.»*

*(L. no 79-11 du 3 janv. 1979)  «Les indemnités dues pour les congés payés;*

*«Les indemnités de licenciement dues en application des conventions collectives de travail, des accords collectifs d'établissement, des règlements de travail, des usages, des dispositions des articles L. 122-9 [L. 1234-9 nouv.],  (L. no 81-3 du 7 janv. 1981)  «L. 122-32-6 [L. 1226-14 nouv.]», L. 761-5 [L. 7112-3 nouv.] et L. 761-7 [L. 7112-5 nouv.]  (Abrogé par Ord. no 2004-602 du 24 juin 2004, art. 13-II)  «ainsi que l'indemnité prévue à l'article L. 321-6» du code du travail pour la totalité de la portion inférieure ou égale au plafond visé à l'article L. 143-10 [L. 3253-2 nouv.] du code du travail et pour le quart de la portion supérieure audit plafond»;*

*(Ord. no 82-130 du 5 févr. 1982)  «Les indemnités dues, le cas échéant, aux salariés, en application des articles  (L. no 90-9 du 2 janv. 1990)  «L. 122-3-8, deuxième [troisième] alinéa [L. 1243-4 nouv.], L. 122-14-4 [L. 1235-2, L. 1235-3, L. 1235-11, L. 1235-12 nouv.], L. 122-14-5, deuxième alinéa [L. 1235-5 et L. 1235-14 nouv.], L. 122-32-7 [L. 1226-15 nouv.] et L. 122-32-9 [L. 1226-20 et L. 1226-21 nouv.] du code du travail». — Comp. art. 2377.*

**Ancien art. 2376** *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Lorsqu'à défaut de mobilier les créanciers privilégiés énoncés en l'article précédent se présentent pour être payés sur le prix d'un immeuble en concurrence avec les autres créanciers privilégiés sur l'immeuble, ils priment ces derniers et exercent leurs droits dans l'ordre indiqué audit article.*

SECTION 3 *[ANCIENNE]*  **Des cas où les privilèges doivent être inscrits** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

**Ancien art. 2377** *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Entre les créanciers, les privilèges ne produisent d'effet à l'égard des immeubles qu'autant qu'ils sont rendus publics par une inscription  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au fichier immobilier», de la manière déterminée par les articles suivants et par les articles 2426 et 2428.*

**Ancien art. 2378** *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Sont exceptées de la formalité de l'inscription les créances énumérées à l'article 2375  (L. no 94-624 du 21 juill. 1994, art. 34)  «et les créances du syndicat de copropriétaires énumérées à l'article 2374».*

**Ancien art. 2379** *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Le vendeur privilégié, ou le prêteur qui a fourni les deniers pour l'acquisition d'un immeuble, conserve son privilège par une inscription qui doit être prise, à sa diligence, en la forme prévue aux articles 2426 et 2428, et dans le délai de deux mois à compter de l'acte de vente; le privilège prend rang à la date dudit acte.*

*L'action résolutoire établie par l'article 1654 ne peut être exercée après l'extinction du privilège du vendeur, ou à défaut d'inscription de ce privilège dans le délai ci-dessus imparti, au préjudice des tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble du chef de l'acquéreur et qui les ont publiés.*

**Ancien art. 2380** *(L. no 67-547 du 7 juill. 1967)  Dans le cas de vente d'un immeuble à construire conclue à terme conformément à l'article 1601-2, le privilège du vendeur ou celui du prêteur de deniers prend rang à la date de l'acte de vente si l'inscription est prise avant l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la constatation par acte authentique de l'achèvement de l'immeuble.*

**Ancien art. 2381** *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Le cohéritier ou copartageant conserve son privilège sur les biens de chaque lot ou sur le bien licité pour les soulte et retour de lots ou pour le prix de la licitation, par l'inscription faite à sa diligence sur chacun des immeubles, en la forme prévue aux articles 2426 et 2428, et dans un délai de deux mois à dater de l'acte de partage ou de l'adjudication par licitation  (L. no 61-1378 du 19 déc. 1961)  «ou de l'acte fixant l'indemnité prévue par l'article  (L. no 2006-728 du 23 juin 2006, art. 29-35o, en vigueur le 1er janv. 2007)  «924» du présent code»; le privilège prend rang à la date dudit acte ou adjudication.*

**Ancien art. 2382** *Les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux, ou autres ouvrages, et ceux qui ont, pour les payer et rembourser, prêté les deniers dont l'emploi a été constaté, conservent par la double inscription faite:*

*1o Du procès-verbal qui constate l'état des lieux;*

*2o Du procès-verbal de réception, leur privilège à la date de l'inscription du premier procès-verbal.*

**Ancien art. 2383** *(L. no 2006-728 du 23 juin 2006, art. 29-34o)  Les créanciers du défunt et les légataires de sommes d'argent, ainsi que les créanciers personnels de l'héritier, conservent leur privilège par une inscription sur chacun des immeubles visés au 6o de l'article 2374, en la forme prévue aux articles 2426 et 2428 et dans les quatre mois de l'ouverture de la succession. Le privilège prend rang à la date de cette ouverture. — Entrée en vigueur le 1er janv. 2007.*

**Ancien art. 2384** *(L. no 84-595 du 12 juill. 1984, art. 36)  Les accédants à la propriété conservent leur privilège par une inscription prise à leur diligence sur l'immeuble faisant l'objet du contrat de location-accession, en la forme prévue aux articles 2426 et 2428 et dans un délai de deux mois à compter de la signature de ce contrat; le privilège prend rang à la date dudit contrat.*

**Ancien art. 2384-1** *(Ord. no 2007-42 du 11 janv. 2007, art. 1er-II)  Le titulaire de la créance conserve son privilège par la double inscription faite:*

*(Ord. no 2020-1144 du 16 sept. 2020, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2021)  «1o Par l'auteur de l'arrêté de police pris en application de l'article  (Ord. no 2020-71 du 29 janv. 2020, art. 4-II, en vigueur le 1er juill. 2021)  «L. 184-1» du code de la construction et de l'habitation pour les mesures édictées sous peine d'interdiction d'habiter ou d'utiliser les locaux ou de fermeture définitive de l'établissement ou de l'article L. 511-11 du même code comportant une évaluation sommaire du coût des mesures ou des travaux à exécuter»;*

*2o Du titre de recouvrement de la créance par son auteur.*

*(L. no 2009-323 du 25 mars 2009, art. 89)  «Pour les créances nées de l'application  (Ord. no 2020-1144 du 16 sept. 2020, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2021)  «du chapitre I du titre I du livre V ou de l'article L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation» lorsque la démolition du bâtiment déclaré insalubre ou menaçant ruine a été ordonnée, le privilège» prend rang à concurrence du montant évalué ou de celui du titre de recouvrement, s'il lui est inférieur, à compter de la première inscription et à compter de la deuxième inscription pour la fraction du montant du titre de recouvrement qui serait supérieure au montant résultant de la première inscription.*



*(L. no 2009-323 du 25 mars 2009, art. 89)  «Pour les autres créances, le privilège est conservé à concurrence du montant évalué ou de celui du titre de recouvrement, s'il lui est inférieur.» — [Déplacé art. 2404, mod.].*

*L'Ord. no 2007-42 du 11 janv. 2007 est ratifiée par la L. no 2007-290 du 5 mars 2007, art. 50-I.*

*Les modifications issues de l'art. 89 s'appliquent à compter de l'entrée en vigueur de l'Ord. no 2007-42 du 11 janv. 2007 relative au recouvrement des créances de l'État et des communes résultant de mesures de lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux (L. no 2009-323 du 25 mars 2009, art. 89-III).*

**Ancien art. 2384-2** *(Ord. no 2007-42 du 11 janv. 2007, art. 1er-II)  Par dérogation à l'article 2384-1, le privilège peut également être conservé par la seule inscription du titre de recouvrement  (L. no 2009-323 du 25 mars 2009, art. 89)  «, à concurrence de sa valeur».*

*Dans ce cas,  (L. no 2009-323 du 25 mars 2009, art. 89)  «pour les créances nées de l'application  (Ord. no 2020-1144 du 16 sept. 2020, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2021)  «du chapitre I du titre I du livre V ou de l'article L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation» lorsque la démolition du bâtiment déclaré insalubre ou menaçant ruine a été ordonnée,» le privilège prend rang à compter de l'émission du titre s'il est présenté à l'inscription dans un délai de deux mois à compter de l'émission. — V. note ss. art. 2384-1. — [Déplacé art. 2405, mod.].*



**Ancien art. 2384-3** *(Ord. no 2007-42 du 11 janv. 2007, art. 1er-II)  Les frais d'inscription sont à la charge des débiteurs. — [Déplacé art. 2406].*

**Ancien art. 2384-4** *(Ord. no 2007-42 du 11 janv. 2007, art. 1er-II)  Lorsque les mesures prescrites par l'arrêté ou la mise en demeure mentionnés au 1o de l'article 2384-1 ont été exécutées par le propriétaire ou l'exploitant, la publication à leurs frais d'un arrêté de mainlevée avant l'inscription du titre de recouvrement prévue au 2o du même article emporte caducité de la première inscription. Mention est faite de la radiation résultant de cette caducité en marge de l'inscription, aux frais du propriétaire ou de l'exploitant.*

*La radiation de la seconde inscription ne peut intervenir que conformément aux dispositions des articles 2440 et suivants. — [Déplacé art. 2407, mod.].*

**Ancien art. 2385** *Les cessionnaires de ces diverses créances privilégiées exercent tous les mêmes droits que les cédants, en leurs lieu et place.*

**Ancien art. 2386** *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Les hypothèques inscrites sur les immeubles affectés à la garantie des créances privilégiées, pendant le délai accordé par les articles 2379, 2381 et 2383 pour requérir l'inscription du privilège, ne peuvent préjudicier aux créanciers privilégiés.*

*Toutes créances privilégiées soumises à la formalité de l'inscription, à l'égard desquelles les conditions ci-dessus prescrites pour conserver le privilège n'ont pas été accomplies, ne cessent pas néanmoins d'être hypothécaires, mais l'hypothèque ne prend rang, à l'égard des tiers, que de la date des inscriptions.*

CHAPITRE II  **DU GAGE IMMOBILIER** *(L. no 2009-526 du 12 mai 2009, art. 10).*

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*

*Le chapitre II du sous-titre III du titre II du livre IV comprend les art. 2387 à 2392 qui deviennent respectivement les art. 2379 à 2384 (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 14-I, en vigueur le 1er janv. 2022).*

**Art. 2379**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 14-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le gage immobilier est l'affectation d'un immeuble en garantie d'une obligation avec dépossession de celui qui la constitue. *— [Anc. art. 2387 mod.]*

**Ancien art. 2387** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)   (L. no 2009-526 du 12 mai 2009, art. 10)  Le gage immobilier est l'affectation d'un immeuble en garantie d'une obligation; il emporte dépossession de celui qui le constitue.*

**Art. 2380**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 14-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*Les dispositions relatives aux hypothèques prévues aux articles 2390, 2409 à 2413, 2415 et 2450 à 2453 sont applicables au gage immobilier. *— [Anc. art. 2388 mod.]*

**Ancien art. 2388** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)  Les dispositions relatives à l'hypothèque conventionnelle prévues au dernier alinéa de l'article 2397 et aux articles 2413, 2414, 2416, 2417 et 2421 sont applicables  (L. no 2009-526 du 12 mai 2009, art. 10)  «au gage immobilier».*

*Le sont également les dispositions relatives aux effets de l'hypothèque prévues aux articles 2458 à 2460.*

**Art. 2381**    *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le créancier perçoit les fruits de l'immeuble affecté en garantie à charge de les imputer sur les intérêts, s'il en est dû, et subsidiairement sur le capital de la dette.

 Il est tenu, à peine de déchéance, de pourvoir à la conservation et à l'entretien de l'immeuble et peut y employer les fruits perçus avant de les imputer sur la dette. Il peut à tout moment se soustraire à cette obligation en restituant le bien à son propriétaire. *— [Anc. art. 2389.]*

**Art. 2382**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le créancier peut, sans en perdre la possession, donner l'immeuble à bail, soit à un tiers, soit au débiteur lui-même. *— [Anc. art. 2390.]*

**Art. 2383**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Le débiteur ne peut réclamer la restitution de l'immeuble avant l'entier acquittement de sa dette. *— [Anc. art. 2391.]*

**Art. 2384**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006)*Les droits du *(L. no 2009-526 du 12 mai 2009, art. 10)*«créancier titulaire d'un droit de gage immobilier» s'éteignent notamment:

 1o Par l'extinction de l'obligation principale;

 2o Par la restitution anticipée de l'immeuble à son propriétaire. *— [Anc. art. 2392.]*

CHAPITRE III  **DES HYPOTHÈQUES** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Le chapitre III du sous-titre III du titre II du livre IV comporte huit sections (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15, en vigueur le 1er janv. 2022). Compte tenu des modifications de plan et déplacements d'articles, la version en vigueur antérieurement à l'Ord. préc. figure à la suite du présent chapitre III.*

SECTION 1  **Dispositions générales**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*La section 1 comprend les art. 2385 et 2387 à 2391 dans leur rédaction résultant de l'art. 16 de l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021 et l'art. 2394 qui devient l'art. 2386 (Ord. préc., art. 15-I).*

*Comp. anc. art. 2393 s.*

**Art. 2385**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 16-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'hypothèque est l'affectation d'un immeuble en garantie d'une obligation sans dépossession de celui qui la constitue. *— Comp. anc. art. 2393.*

**Art. 2386**   L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisés par la loi. *— [Anc. art. 2394.]*

**Art. 2387**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 16-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'hypothèque est légale, judiciaire ou conventionnelle. *— Comp. anc. art. 2396.*

**Art. 2388**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 16-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*Sont susceptibles d'hypothèques tous les droits réels immobiliers qui sont dans le commerce. *— Comp. anc. art. 2397.*

**Art. 2389**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 16-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'hypothèque s'étend aux améliorations qui surviennent à l'immeuble hypothéqué, ainsi qu'aux accessoires réputés immeubles. *— Comp. anc. art. 2397.*

**Art. 2390**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 16-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'hypothèque s'étend aux intérêts et autres accessoires de la créance garantie. Cette extension profite au tiers subrogé dans la créance garantie pour les intérêts et autres accessoires qui lui sont dus.

**Art. 2391**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 16-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'hypothèque est indivisible, nonobstant la division de la dette: le codébiteur propriétaire de l'immeuble hypothéqué est, sur cet immeuble, tenu pour le tout; chacun des créanciers a l'entier immeuble pour sûreté de sa part dans la créance.

 L'hypothèque est encore indivisible, nonobstant la division de l'immeuble ou la pluralité d'immeubles: chaque partie de l'immeuble divisé, chacun des immeubles est affecté à la sûreté de la totalité de la dette. *— Comp. anc. art. 2393.*

SECTION 2  **Des hypothèques légales**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Comp. anc. art. 2400 s.*

**Art. 2392**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*Les hypothèques légales sont générales ou spéciales.

 Le créancier bénéficiaire d'une hypothèque générale peut inscrire son droit sur tous les immeubles appartenant actuellement à son débiteur. Il peut prendre des inscriptions complémentaires sur les immeubles entrés, par la suite, dans le patrimoine de son débiteur.

 Le créancier bénéficiaire d'une hypothèque spéciale ne peut inscrire son droit que sur l'immeuble sur lequel elle porte.

*Les privilèges immobiliers spéciaux nés avant le 1er janv. 2022 sont pour l'avenir assimilés à des hypothèques légales, sans préjudice le cas échéant de la rétroactivité de leur rang. Ceux qui n'ont pas fait l'objet des formalités de publicité foncière à cette date seront inscrits au fichier immobilier selon les dispositions applicables avant cette date (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 37-IV).*

SOUS-SECTION 1  **Des hypothèques générales**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*

**Art. 2393**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*Outre celles prévues par des lois spéciales, les créances auxquelles une hypothèque légale générale est attachée sont:

 1o Celles de l'un des époux contre l'autre;

 2o Celles des mineurs ou des majeurs en tutelle contre l'administrateur légal ou le tuteur;

*(Abrogé par Ord. no 2022-408 du 23 mars 2022, art. 12, à compter du 1er janv. 2023)  «3o Celles de l'État, des départements, des communes et des établissements publics contre les receveurs et administrateurs comptables;»*

 4o Celles du légataire, sur les biens immeubles de la succession, en vertu de l'article 1017;

 5o Celles des frais funéraires;

 6o Celles ayant fait l'objet d'un jugement, contre le débiteur condamné;

 7o Celles du Trésor public, dans les conditions fixées par le *(L. no 2021-1900 du 30 déc. 2021, art. 130-I-D, en vigueur le 1er janv. 2022)*«livre des procédures fiscales»;

 8o Celles des caisses de sécurité sociale, dans les conditions fixées par le code de la sécurité sociale. *— Comp. anc. art. 2400.*

§ 1  **Des règles particulières à l'hypothèque légale des époux**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Le § 1 comprend les art. 2402, 2405, 2407 et 2408, qui deviennent respectivement les art. 2394 à 2397 (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-II, en vigueur le 1er janv. 2022).*

**Art. 2394**   *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)*Quand les époux ont stipulé la participation aux acquêts, *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*«chacun a, sauf convention contraire,» la faculté d'inscrire l'hypothèque légale pour la sûreté de la créance de participation.

 L'inscription pourra être prise avant la dissolution du régime matrimonial, mais elle n'aura d'effet qu'à compter de cette dissolution et à condition que les immeubles sur lesquels elle porte existent à cette date dans le patrimoine de l'époux débiteur.

 En cas de liquidation anticipée, l'inscription antérieure à la demande a effet du jour de celle-ci, l'inscription postérieure n'ayant effet que de sa date ainsi qu'il est dit à l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2418».

 L'inscription pourra également être prise dans l'année qui suivra la dissolution du régime matrimonial; elle aura alors effet de sa date. *— [Anc. art. 2402 mod.]*

**Art. 2395**   *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)*Quand l'hypothèque légale a été inscrite par application *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*«de l'article précédent», et sauf clause expresse du contrat de mariage l'interdisant, l'époux bénéficiaire de l'inscription peut consentir, au profit des créanciers de l'autre époux ou de ses propres créanciers, une cession de son rang ou une subrogation dans les droits résultant de son inscription.

 Il en est ainsi même *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*«pour» l'hypothèque judiciaire, garantissant la pension alimentaire allouée ou susceptible d'être allouée *(L. no 85-1372 du 23 déc. 1985)*«à un époux, pour lui» ou pour ses enfants.

 Si l'époux bénéficiaire de l'inscription, en refusant de consentir une cession de rang ou subrogation, empêche l'autre époux de faire une constitution d'hypothèque qu'exigerait l'intérêt de la famille ou s'il est hors d'état de manifester sa volonté, les juges pourront autoriser cette cession de rang ou subrogation aux conditions qu'ils estimeront nécessaires à la sauvegarde des droits de l'époux intéressé. Ils ont les mêmes pouvoirs lorsque le contrat de mariage comporte la clause visée au premier alinéa. *— [Anc. art. 2405 mod.]*

**Art. 2396**   *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)*Les jugements pris en application *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-V, en vigueur le 1er janv. 2022)*«de l'article précédent» sont rendus dans les formes réglées par le code de procédure civile.

*(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-V, à compter du 1er janv. 2022)  «Sous réserve des dispositions de l'article 2403,»* L'hypothèque légale des époux est soumise, pour le renouvellement des inscriptions, aux règles de l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-V, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2429». *— [Anc. art. 2407 mod.]*

**Art. 2397**   *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)*Les dispositions des articles *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2393 à 2396» sont portées à la connaissance des époux ou futurs époux dans les conditions fixées par un décret. *— [Anc. art. 2408 mod.]*

§ 2  **Des règles particulières à l'hypothèque légale des mineurs ou des majeurs en tutelle**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Le § 2 comprend les art. 2409 à 2411 qui deviennent respectivement les art. 2398 à 2400 (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-II, en vigueur le 1er janv. 2022).*

**Art. 2398**   *(L. no 64-1230 du 14 déc. 1964)*A l'ouverture de toute tutelle, le conseil de famille *(L. no 2007-308 du 5 mars 2007, art. 10, en vigueur le 1er janv. 2009)*«ou, à défaut, le juge», après avoir entendu le tuteur, décide si une inscription doit être requise sur les immeubles du tuteur. Dans l'affirmative, il fixe la somme pour laquelle il sera pris inscription et désigne les immeubles qui en seront grevés. Dans la négative, il peut, toutefois, décider que l'inscription de l'hypothèque sera remplacée par la constitution d'un gage *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«ou d'un nantissement», dont il détermine lui-même les conditions.

 Au cours de la tutelle, le conseil de famille *(L. no 2007-308 du 5 mars 2007, art. 10, en vigueur le 1er janv. 2009)*«ou, à défaut, le juge» peut toujours ordonner, lorsque les intérêts du mineur ou du majeur en tutelle paraissent l'exiger, qu'il sera pris, soit une première inscription, soit des inscriptions complémentaires, ou qu'un gage *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«ou un nantissement» sera constitué.

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«Au cas d'administration légale des biens du mineur, le juge des tutelles, statuant soit d'office, soit à la requête d'un parent ou allié ou du ministère public, peut pareillement décider qu'une inscription sera prise sur les immeubles de l'administrateur légal, ou que celui-ci devra constituer un gage ou un nantissement.»

 Les inscriptions prévues par le présent article sont prises à la requête du greffier du juge des tutelles, et les frais en sont imputés au compte de la tutelle. *— [Anc. art. 2409 mod.]*

**Art. 2399**   *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)   (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«Le mineur», après sa majorité ou son émancipation, ou le majeur en tutelle, après la mainlevée de la tutelle des majeurs, peut requérir, dans le délai d'un an, l'inscription de son hypothèque légale ou une inscription complémentaire.

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«Ce droit peut être exercé par leurs héritiers dans le même délai ou dans l'année de leur décès s'ils sont décédés alors qu'ils étaient encore mineurs ou majeurs en tutelle.» *— [Anc. art. 2410 mod.]*

**Art. 2400**   *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)*Pendant la minorité et la tutelle des majeurs, l'inscription prise en vertu de l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-IX, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2398» doit être renouvelée conformément à l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-IX, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2429» du code civil, par le greffier du tribunal judiciaire. *— [Anc. art. 2411 mod.]*

§ 3  **Des règles particulières à l'hypothèque légale attachée aux jugements de condamnation**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Le § 3 comprend l'art. 2412 qui devient l'art. 2401 (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-II, en vigueur le 1er janv. 2022).*

**Art. 2401**   *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)   (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-X, en vigueur le 1er janv. 2022)*«L'hypothèque légale attachée aux jugements de condamnation» résulte des jugements, *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-X, en vigueur le 1er janv. 2022)*«contradictoires ou» par défaut, définitifs ou provisoires, en faveur de celui qui les a obtenus.

 Elle résulte également des *(L. no 2016-1547 du 18 nov. 2016, art. 11)*«sentences arbitrales revêtues de l'exequatur» ainsi que des décisions judiciaires rendues *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-X, en vigueur le 1er janv. 2022)*«par les juridictions d'un autre État et revêtues de la force exécutoire en France».

*(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-X, à compter du 1er janv. 2022)  «Sous réserve du droit pour le débiteur de se prévaloir, soit en cours d'instance, soit à tout autre moment, des dispositions des articles 2444 et suivants, le créancier qui bénéficie d'une hypothèque judiciaire peut inscrire son droit sur tous les immeubles appartenant actuellement à son débiteur, sauf à se conformer aux dispositions de l'article 2426. Il peut, sous les mêmes réserves, prendre des inscriptions complémentaires sur les immeubles entrés par la suite dans le patrimoine de son débiteur.» — [Anc. art. 2412 mod.]*

SOUS-SECTION 2  **Des hypothèques spéciales**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*La sous-section 2 comprend les art. 2402 et 2403 dans leur rédaction résultant de l'art. 17 de l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, les art. 2384-1 à 2384-4 qui deviennent les art. 2404 et 2405 dans leur rédaction résultant de l'art. 17 de ladite Ord., l'art. 2406 et l'art. 2407 dans sa rédaction résultant de l'art. 17 de ladite Ord. (Ord. préc., art. 15-II, en vigueur le 1er janv. 2022).*

*Les privilèges immobiliers spéciaux nés avant le 1er janv. 2022 sont pour l'avenir assimilés à des hypothèques légales, sans préjudice le cas échéant de la rétroactivité de leur rang. Ceux qui n'ont pas fait l'objet des formalités de publicité foncière à cette date seront inscrits au fichier immobilier selon les dispositions applicables avant cette date (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 37-IV).*

*Comp. anc. art. 2374 s.*

**Art. 2402**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-XI, en vigueur le 1er janv. 2022)*Outre celles prévues par des lois spéciales, les créances auxquelles une hypothèque légale spéciale est attachée sont les suivantes:

 1o La créance du prix de vente d'un immeuble est garantie sur celui-ci;

 2o La créance de celui qui a fourni les deniers pour l'acquisition d'un immeuble est garantie sur celui-ci pourvu qu'il soit authentiquement constaté par l'acte d'emprunt que la somme était destinée à cet emploi, et par la quittance du vendeur que ce paiement a été fait des deniers empruntés;

 3o Les créances de toute nature du syndicat des copropriétaires relatives à l'année courante ainsi qu'aux quatre dernières années échues sont garanties sur le lot vendu du copropriétaire débiteur;

 4o La créance d'un héritier ou d'un copartageant, par l'effet du partage, du rapport ou de la réduction est garantie sur les immeubles partagés, donnés ou légués;

 5o Les créances sur une personne défunte et les legs de sommes d'argent d'une part, les créances sur la personne de l'héritier d'autre part, sont respectivement garantis sur les immeubles successoraux et les immeubles personnels de l'héritier comme il est dit à l'article 878;

 6o La créance de l'accédant à la propriété titulaire d'un contrat de location-accession régi par la loi no 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière est garantie sur l'immeuble faisant l'objet du contrat, pour la garantie des droits qu'il tient de ce contrat;

 7o Les créances de l'État, de la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou de la métropole de Lyon, selon le cas, nées de l'application de l'article L. 184-1, du chapitre I du titre I du livre V ou de l'article L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation sont garanties sur les immeubles faisant l'objet des mesures prises en application de ces dispositions.



**Art. 2403**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-XI, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'action résolutoire établie par l'article 1654 ne peut être exercée après l'extinction de l'hypothèque spéciale du vendeur, ou à défaut d'inscription de cette hypothèque, au préjudice des tiers qui ont acquis les droits sur l'immeuble du chef de l'acquéreur et qui les ont publiés.

**Art. 2404**   *(Ord. no 2007-42 du 11 janv. 2007, art. 1er-II)*Le titulaire de la créance *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-XII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«visée au 7o de l'article 2402» conserve son *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-XII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«hypothèque» par la double inscription faite:

*(Ord. no 2020-1144 du 16 sept. 2020, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2021)*«1o Par l'auteur de l'arrêté de police pris en application de l'article *(Ord. no 2020-71 du 29 janv. 2020, art. 4-II, en vigueur le 1er juill. 2021)*«L. 184-1» du code de la construction et de l'habitation pour les mesures édictées sous peine d'interdiction d'habiter ou d'utiliser les locaux ou de fermeture définitive de l'établissement ou de l'article L. 511-11 du même code comportant une évaluation sommaire du coût des mesures ou des travaux à exécuter»;

 2o Du titre de recouvrement de la créance par son auteur.

*(L. no 2009-323 du 25 mars 2009, art. 89)*«Pour les créances nées de l'application *(Ord. no 2020-1144 du 16 sept. 2020, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2021)*«du chapitre I du titre I du livre V ou de l'article L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation» lorsque la démolition du bâtiment déclaré insalubre ou menaçant ruine a été ordonnée,» *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-XII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«l'hypothèque» prend rang à concurrence du montant évalué ou de celui du titre de recouvrement, s'il lui est inférieur, à compter de la première inscription et à compter de la deuxième inscription pour la fraction du montant du titre de recouvrement qui serait supérieure au montant résultant de la première inscription.



*(L. no 2009-323 du 25 mars 2009, art. 89)*«Pour les autres créances, *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-XII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«l'hypothèque» est *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-XII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«conservée» à concurrence du montant évalué ou de celui du titre de recouvrement, s'il lui est inférieur.» *— [Anc. art. 2384-1 mod.]*

**Art. 2405**   *(Ord. no 2007-42 du 11 janv. 2007, art. 1er-II)*Par dérogation à l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-XIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2404, l'hypothèque» peut également être *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-XIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«conservée» par la seule inscription du titre de recouvrement *(L. no 2009-323 du 25 mars 2009, art. 89)*«, à concurrence de sa valeur».

*(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-XIII, à compter du 1er janv. 2022)  «Dans ce cas,  (L. no 2009-323 du 25 mars 2009, art. 89)  «pour les créances nées de l'application  (Ord. no 2020-1144 du 16 sept. 2020, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2021)  «du chapitre I du titre I du livre V ou de l'article L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation» lorsque la démolition du bâtiment déclaré insalubre ou menaçant ruine a été ordonnée,» le privilège prend rang à compter de l'émission du titre s'il est présenté à l'inscription dans un délai de deux mois à compter de l'émission.» — [Anc. art. 2384-2 mod.]*

**Art. 2406**   *(Ord. no 2007-42 du 11 janv. 2007, art. 1er-II)*Les frais d'inscription sont à la charge des débiteurs. *— [Anc. art. 2384-3.]*

**Art. 2407**   *(Ord. no 2007-42 du 11 janv. 2007, art. 1er-II)*Lorsque les mesures prescrites par l'arrêté ou la mise en demeure mentionnés au 1o de l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-XIV, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2404» ont été exécutées par le propriétaire ou l'exploitant, la publication à leurs frais d'un arrêté de mainlevée avant l'inscription du titre de recouvrement prévue au 2o du même article emporte caducité de la première inscription. Mention est faite de la radiation résultant de cette caducité en marge de l'inscription, aux frais du propriétaire ou de l'exploitant.

 La radiation de la seconde inscription ne peut intervenir que conformément aux dispositions des articles *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 17-XIV, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2436» et suivants. *— [Anc. art. 2384-4 mod.]*

SECTION 3  **Des hypothèques judiciaires**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*

**Art. 2408**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 18, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'hypothèque judiciaire, qui est constituée à titre conservatoire, est régie par le code des procédures civiles d'exécution. *— Comp. anc. art. 2412.*

SECTION 4  **Des hypothèques conventionnelles**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*La section 4 comprend les art. 2409 à 2411 dans leur rédaction résultant de l'art. 19 de l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, les art. 2414 et 2417 qui deviennent respectivement l'art. 2412 dans sa rédaction résultant de l'art. 19 de ladite Ord. et l'art. 2413, l'art. 2414 dans sa rédaction résultant de l'art. 19 de ladite Ord., les art. 2421 à 2423 qui deviennent respectivement l'art. 2415 et les art. 2416 et 2417 dans leur rédaction résultant de l'art. 19 de ladite Ord. (Ord. préc., art. 15-IV, en vigueur le 1er janv. 2022).*

*Comp. anc. art. 2413 s.*

**Art. 2409**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 19-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'hypothèque conventionnelle est consentie par acte notarié.

 Le mandat d'hypothéquer est donné dans les mêmes formes.

**Art. 2410**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 19-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par celui qui a la capacité de disposer de l'immeuble qu'il y soumet. *— Comp. anc. art. 2413.*

*Sur les actes de gestion du patrimoine des personnes placées en curatelle ou en tutelle, V. Décr. no 2008-1484 du 22 déc. 2008, ss. art. 496.*

**Art. 2411**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 19-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*Celui qui n'a sur l'immeuble qu'un droit conditionnel ne peut consentir qu'une hypothèque soumise à la même condition. *— Comp. anc. art. 2414.*

**Art. 2412**   *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 19-II, à compter du 1er janv. 2022)  «Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résoluble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.»*

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 18)*«L'hypothèque d'un immeuble indivis conserve son effet quel que soit le résultat du partage si elle a été consentie par tous les indivisaires. Dans le cas contraire, elle ne conserve son effet que dans la mesure où l'indivisaire qui l'a consentie est, lors du partage, alloti du ou de ces immeubles indivis ou, lorsque l'immeuble est licité à un tiers, si cet indivisaire est alloti du prix de la licitation.

 «L'hypothèque d'une quote-part dans un ou plusieurs immeubles indivis ne conserve son effet que dans la mesure où l'indivisaire qui l'a consentie est, lors du partage, alloti du ou de ces immeubles indivis; elle le conserve alors dans toute la mesure de cet allotissement sans être limitée à la quote-part qui appartenait à l'indivisaire qui l'a consentie; lorsque l'immeuble est licité à un tiers, elle le conserve également si cet indivisaire est alloti du prix de la licitation.» *— [Anc. art. 2414 mod.]*

**Art. 2413**   Les contrats passés en pays étranger ne peuvent donner d'hypothèque sur les biens de France, s'il n'y a des dispositions contraires à ce principe dans les lois politiques ou dans les traités. *— [Anc. art. 2417.]*

**Art. 2414**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 19-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'hypothèque peut être consentie sur des immeubles présents ou futurs.

 A peine de nullité, l'acte notarié désigne spécialement la nature et la situation de chacun de ces immeubles, ainsi qu'il est dit à l'article 2421.

**Art. 2415**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 20)*L'hypothèque peut être consentie pour sûreté d'une ou plusieurs créances, présentes ou futures. Si elles sont futures, elles doivent être déterminables.

 La cause en est déterminée dans l'acte. *— [Anc. art. 2421.]*

**Art. 2416**   *(L. no 2014-1545 du 20 déc. 2014, art. 48)*L'hypothèque constituée à des fins professionnelles par une personne physique ou morale peut être ultérieurement affectée à la garantie de créances professionnelles autres que celles mentionnées dans l'acte constitutif pourvu que celui-ci le prévoie expressément.

 Le constituant peut alors l'offrir en garantie, dans la limite de la somme prévue dans l'acte constitutif et mentionnée à l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 19-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2417», non seulement au créancier originaire, mais aussi *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 19-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*«, nonobstant toute clause contraire,» à un nouveau créancier encore que le premier n'ait pas été payé.

 La convention de rechargement qu'il passe soit avec le créancier originaire, soit avec le nouveau créancier revêt la forme notariée.

 Elle est publiée, sous la forme prévue à l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 19-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2425», à peine d'inopposabilité aux tiers.

*(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 19-IV, à compter du 1er janv. 2022)  «Sa publication détermine le rang des créanciers bénéficiaires de la même hypothèque.*

*«Sans préjudice du second alinéa de l'article 2424, le présent article est d'ordre public et toute clause contraire à celui-ci est réputée non écrite.» — [Anc. art. 2422 mod.]*

**Art. 2417**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 20)*L'hypothèque est toujours consentie, pour le capital, à hauteur d'une somme déterminée que l'acte notarié mentionne à peine de nullité. Le cas échéant, les parties évaluent à cette fin les rentes, prestations et droits indéterminés, éventuels ou conditionnels. Si la créance est assortie d'une clause de réévaluation, la garantie s'étend à la créance réévaluée, pourvu que l'acte le mentionne. *— V. L. no 2007-212 du 20 févr. 2007, art. 10-III.*

*(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 19-V, à compter du 1er janv. 2022)  «L'hypothèque s'étend de plein droit aux intérêts et autres accessoires.»*

 Lorsqu'elle est consentie pour sûreté d'une ou plusieurs créances futures et pour une durée indéterminée, le constituant peut à tout moment la résilier sauf pour lui à respecter un préavis de trois mois. Une fois résiliée, elle ne demeure que pour la garantie des créances nées antérieurement. *— [Anc. art. 2423 mod.]*

SECTION 5  **Du classement des hypothèques**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-V, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Comp. anc. art. 2425 s.*

**Art. 2418**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 20, en vigueur le 1er janv. 2022)*Les hypothèques légales, judiciaires et conventionnelles n'ont rang que du jour de leur inscription prise au fichier immobilier, dans la forme et de la manière prescrites par la loi.

 Par exception, l'hypothèque prévue au 3o de l'article 2402 est dispensée d'inscription. Elle prime toutes les autres hypothèques pour l'année courante et pour les deux dernières années échues. Elle vient en concours avec l'hypothèque du vendeur et du prêteur de deniers pour les années antérieures.

 Lorsque plusieurs inscriptions sont prises le même jour relativement au même immeuble, leur rang respectif est déterminé comme suit, quel que soit l'ordre qui résulte du registre prévu à l'article 2447:

 — l'inscription d'une hypothèque légale est réputée d'un rang antérieur à celui de l'inscription d'une hypothèque judiciaire ou conventionnelle; et s'il y a plusieurs inscriptions d'hypothèques légales, elles viennent en concurrence, sauf s'il s'agit de l'hypothèque spéciale du vendeur et de l'hypothèque spéciale du prêteur de deniers, la première étant réputée antérieure à la seconde;

 — en présence de plusieurs inscriptions d'hypothèques conventionnelles ou judiciaires, celle qui est prise en vertu du titre portant la date la plus ancienne est réputée d'un rang antérieur; et si les titres ont la même date, elles viennent en concurrence.

**Art. 2419**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 20, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'ordre de préférence entre les créanciers hypothécaires et les créanciers gagistes, dans la mesure où leur gage porte sur des biens réputés immeubles, est déterminé par les dates auxquelles les titres respectifs ont été publiés, nonobstant le droit de rétention des créanciers gagistes.

**Art. 2420**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 20, en vigueur le 1er janv. 2022)*Les créanciers titulaires d'une même hypothèque rechargeable bénéficient du rang de l'inscription de la convention constitutive de la sûreté.

 Toutefois, dans leurs relations réciproques, la date de publication des conventions de rechargement détermine leur rang. Il en va de même à l'égard des créanciers titulaires d'une hypothèque légale ou judiciaire.

SECTION 6  **De l'inscription des hypothèques**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Sur la caducité de l'Ord. no 2024-562 du 19 juin 2024 modifiant et codifiant le droit de la publicité foncière, qui abrogeait et remplaçait la présente section à compter d'une date fixée par Décr. en Conseil d'État et au plus tard le 31 déc. 2028, V. ndlr au-dessus de l'art. 710-1.*



SOUS-SECTION 1  **Du mode d'inscription des hypothèques**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*La sous-section 1 comprend les art. 2426 à 2439 qui deviennent respectivement les art. 2421 à 2427 dans leur rédaction résultant de l'art. 21 de l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, l'art. 2428, les art. 2429 à 2433 dans leur rédaction résultant de l'art. 21 de ladite Ord. et l'art. 2434 (Ord. préc., art. 15-VI, en vigueur le 1er janv. 2022).*

*Comp. anc. art. 2426 s.*

**Art. 2421**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*«Sont inscrites au service chargé de la publicité foncière de la situation des biens les hypothèques légales, judiciaires ou conventionnelles, sous réserve de l'exception prévue au deuxième alinéa de l'article 2418.»

*(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)*L'inscription, qui n'est jamais faite d'office par *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«ce service», ne peut avoir lieu que pour une somme et sur des immeubles déterminés, dans les conditions fixées par l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2423».

 En toute hypothèse, les immeubles sur lesquels l'inscription est requise doivent être individuellement désignés, avec indication de la commune où ils sont situés, à l'exclusion de toute désignation générale, même limitée à une circonscription territoriale donnée. *— [Anc. art. 2426 mod.]*

**Art. 2422**   *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)*Les créanciers *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-II, à compter du 1er janv. 2022)  «privilégiés ou»* hypothécaires ne peuvent prendre utilement inscription sur le précédent propriétaire, à partir de la publication de la mutation opérée au profit d'un tiers. *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-II, à compter du 1er janv. 2022)  «Nonobstant cette publication, le vendeur, le prêteur de deniers pour l'acquisition et le copartageant peuvent utilement inscrire, dans les délais prévus aux articles 2379 et 2381, les privilèges qui leur sont conférés par l'article 2374.»*

 L'inscription ne produit aucun effet entre les créanciers d'une succession si elle n'a été faite par l'un d'eux que depuis le décès, dans le cas où la succession n'est acceptée *(L. no 2006-728 du 23 juin 2006, art. 29-36o)*«qu'à concurrence de l'actif net» ou est déclarée vacante. *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-II, à compter du 1er janv. 2022)  «Toutefois, les privilèges reconnus au vendeur, au prêteur de deniers pour l'acquisition, au copartageant, ainsi qu'aux créanciers et légataires du défunt, peuvent être inscrits, dans les délais prévus aux articles 2379, 2381 et 2383, nonobstant l'acceptation  (L. no 2006-728 du 23 juin 2006, art. 29-36o)  «à concurrence de l'actif net» ou la vacance de la succession.»*

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 22)*«En cas de saisie immobilière ou de procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ou encore en cas de procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, l'inscription des *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-II, à compter du 1er janv. 2022)  «privilèges et»* hypothèques produit les effets réglés par les dispositions du *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*«livre III du code des procédures civiles d'exécution, du livre VII du code de la consommation et» des titres II, III ou IV du livre VI du code de commerce.

 «Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas d'exécution forcée immobilière, l'inscription des *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-II, à compter du 1er janv. 2022)  «privilèges et»* hypothèques produit les effets réglés par les dispositions de la loi du 1er juin 1924.» *— [Anc. art. 2427 mod.]*

**Art. 2423**   *(L. no 98-261 du 6 avr. 1998)*«L'inscription des *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-III, à compter du 1er janv. 2022)  «privilèges et»* hypothèques est opérée par *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«le service chargé de la publicité foncière» sur le dépôt de deux bordereaux datés, signés et certifiés conformes entre eux par le signataire du certificat d'identité prévu *(Décr. no 2007-201 du 15 févr. 2007)*«aux articles 5 et 6 du décret du 4 janvier 1955»; un décret en Conseil d'État détermine les conditions de forme auxquelles le bordereau destiné à être conservé *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«par ce service» doit satisfaire. Au cas où l'inscrivant ne se serait pas servi d'une formule réglementaire, *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«le service chargé de la publicité foncière» accepterait cependant le dépôt, sous réserve des dispositions de l'avant-dernier alinéa du présent article.

 «Toutefois, pour l'inscription *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*«de l'hypothèque légale attachée aux jugements de condamnation et de l'hypothèque judiciaire», le créancier présente en outre, soit par lui-même, soit par un tiers, *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«audit service»:

 «1o L'original, une expédition authentique ou un extrait littéral de la décision judiciaire donnant naissance à l'hypothèque, lorsque celle-ci résulte des dispositions de l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2401»;

 «2o L'autorisation du juge, la décision judiciaire ou le titre pour» *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*«l'hypothèque judiciaire».

*(Décr. no 2007-201 du 15 févr. 2007)*«Chacun des bordereaux contient exclusivement les indications et mentions fixées par décret en Conseil d'État.»

*(L. no 98-261 du 6 avr. 1998)*«Le dépôt est refusé:

 «1o A défaut de présentation du titre générateur de la sûreté pour» *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*«l'hypothèque légale attachée aux jugements de condamnation et pour l'hypothèque judiciaire»;

 «2o A défaut de la mention visée *(Décr. no 2007-201 du 15 févr. 2007)*«de la certification de l'identité des parties prescrite par les articles 5 et 6 du décret du 4 janvier 1955», ou si les immeubles ne sont pas individuellement désignés, avec indication de la commune où ils sont situés.»

 Si *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«le service chargé de la publicité foncière», après avoir accepté le dépôt, constate l'omission d'une des mentions prescrites, ou une discordance entre, d'une part, les énonciations relatives à l'identité des parties ou à la désignation des immeubles contenues dans le bordereau, et, d'autre part, ces mêmes énonciations contenues dans les bordereaux ou titres déjà publiés depuis le 1er janvier 1956, la formalité est rejetée, à moins que le requérant ne régularise le bordereau ou qu'il ne produise les justifications établissant son exactitude, auxquels cas la formalité prend rang à la date de la remise du bordereau constatée au registre de dépôts.

 La formalité est également rejetée *(L. no 98-261 du 6 avr. 1998)*«lorsque les bordereaux comportent un montant de créance garantie supérieur à celui figurant dans le titre pour *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*«l'hypothèque légale attachée aux jugements de condamnation et pour l'hypothèque judiciaire» ainsi que, dans l'hypothèse visée au premier alinéa du présent article,» si le requérant ne substitue pas un nouveau bordereau sur formule réglementaire au bordereau irrégulier en la forme.

 Le décret prévu ci-dessus détermine les modalités du refus du dépôt ou du rejet de la formalité. *— [Anc. art. 2428 mod.]*

*En ce qui concerne: l'inscription d'hypothèque judiciaire prise à titre conservatoire, V. C. pr. exéc., art. L. 531-1 s. ss. art. 2323; ... l'inscription de l'hypothèque sur les biens des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire versée par le Fonds national de solidarité [allocation supplémentaire mentionnée à l'art. L. 815-2 ou à l'art. L. 815-3 CSS], V. CSS, art. R. 815-46 à R. 815-48. —* ***CSS****.*



**Art. 2424**   *(L. no 79-2 du 2 janv. 1979)*Pour les besoins de leur inscription, les *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-IV, à compter du 1er janv. 2022)  «privilèges et»* hypothèques portant sur des lots dépendant d'un immeuble soumis au statut de la copropriété sont réputés ne pas grever la quote-part de parties communes comprise dans ces lots.

 Néanmoins, les créanciers inscrits exercent leurs droits sur ladite quote-part prise dans sa consistance au moment de la mutation dont le prix forme l'objet de la distribution; cette quote-part est tenue pour grevée des mêmes sûretés que les parties privatives et de ces seules sûretés. *— [Anc. art. 2429 mod.]*

*V. Décr. no 55-1350 du 14 oct. 1955, art. 58, ss. art. 2474.*

**Art. 2425**   *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)*Sont publiées *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«au fichier immobilier» sous forme de mentions en marge des inscriptions existantes, les subrogations aux *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-V, à compter du 1er janv. 2022)  «privilèges et»* hypothèques, mainlevées, réductions, cessions d'antériorité et transferts qui ont été consentis, prorogations de délais, changements de domicile et, d'une manière générale, toutes modifications, notamment dans la personne du créancier bénéficiaire de l'inscription, qui n'ont pas pour effet d'aggraver la situation du débiteur.

 Il en est de même pour les dispositions par acte entre vifs ou testamentaires, à charge de restitution, portant sur des créances *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-V, à compter du 1er janv. 2022)  «privilégiées ou»* hypothécaires.

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 24)*«Sont publiées sous la même forme les conventions qui doivent l'être en application de l'article» *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-V, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2416.»

*(Décr. no 59-89 du 7 janv. 1959)*«Les actes et décisions judiciaires constatant ces différentes conventions ou dispositions et les copies, extraits ou expéditions déposés *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«au service chargé de la publicité foncière» en vue de l'exécution des mentions, doivent contenir la désignation des parties conformément au premier alinéa des articles 5 et 6 du décret du 4 janvier 1955. Cette désignation n'a pas à être certifiée.

 «En outre, au cas où la modification mentionnée ne porte que sur parties des immeubles grevés, lesdits immeubles doivent, sous peine de refus du dépôt, être individuellement désignés.» *— [Anc. art. 2430 mod.]*

**Art. 2426**   *(L. du 1er mars 1918;   Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«Le service chargé de la publicité foncière» fait mention, sur le registre prescrit par l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2447» ci-après, du dépôt des bordereaux et remet au requérant tant le titre ou l'expédition du titre que l'un des bordereaux, au pied duquel il mentionne la date du dépôt, le volume et le numéro sous lesquels le bordereau destiné aux archives a été classé.

 La date de l'inscription est déterminée par la mention portée sur le registre des dépôts. *— [Anc. art. 2431 mod.]*

**Art. 2427**   *(Décr. no 59-89 du 7 janv. 1959)*Le créancier *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-VII, à compter du 1er janv. 2022)  «privilégié dont le titre a été inscrit, ou le créancier»* hypothécaire inscrit pour un capital produisant intérêt et arrérages, a le droit d'être colloqué, pour trois années seulement, au même rang que le principal, sans préjudice des inscriptions particulières à prendre, portant hypothèque à compter de leur date, pour les intérêts et arrérages autres que ceux conservés par l'inscription primitive.

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 25;   L. no 2015-992 du 17 août 2015, art. 25)*«Toutefois, le créancier a le droit d'être colloqué pour la totalité des intérêts, au même rang que le principal, lorsque l'hypothèque a été consentie en garantie du prêt viager défini au I de l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«L. 315-1» du code de la consommation.» *— [Anc. art. 2432 mod.]*

**Art. 2428**   *(L. du 1er mars 1918)*Il est loisible à celui qui a requis une inscription, ainsi qu'à ses représentants ou cessionnaires par acte authentique, de changer *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«au service chargé de la publicité foncière» le domicile par lui élu dans cette inscription, à la charge d'en choisir et indiquer un autre *(L. no 98-261 du 6 avr. 1998, en vigueur le 1er juill. 1998)*«situé en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer ou dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon». *— [Anc. art. 2433]*

**Art. 2429**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 26)*L'inscription conserve *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-VIII, à compter du 1er janv. 2022)  «le privilège ou»* l'hypothèque jusqu'à la date que fixe le créancier en se conformant aux dispositions qui suivent.

 Si le principal de l'obligation garantie doit être acquitté à une ou plusieurs dates déterminées, la date extrême d'effet de l'inscription prise avant l'échéance ou la dernière échéance prévue est, au plus, postérieure de un an à cette échéance, sans toutefois que la durée de l'inscription puisse excéder cinquante années.

 Si l'échéance ou la dernière échéance est indéterminée, notamment dans le cas prévu à l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«L. 315-1» du code de la consommation, ou si l'hypothèque est assortie d'une clause de rechargement prévue à l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2416», la durée de l'inscription est au plus de cinquante années au jour de la formalité.

 Si l'échéance ou la dernière échéance est antérieure ou concomitante à l'inscription, la durée de l'inscription est au plus de dix années au jour de la formalité.

 Lorsque la sûreté garantit plusieurs créances et que celles-ci sont telles que plusieurs des trois alinéas précédents sont applicables, le créancier peut requérir soit, pour chacune d'elles, des inscriptions distinctes, soit une inscription unique pour l'ensemble jusqu'à la date la plus éloignée. Il en est de même lorsque le premier de ces trois alinéas étant seul applicable, les différentes créances ne comportent pas les mêmes échéances ou dernières échéances. *— [Anc. art. 2434 mod.]*

**Art. 2430**   *(Ord. no 67-839 du 28 sept. 1967, art. 2)*L'inscription cesse de produire effet si elle n'a pas été renouvelée au plus tard à la date visée au premier alinéa de l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-IX, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2429».

 Chaque renouvellement est requis jusqu'à une date déterminée. Cette date est fixée comme il est dit à l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-IX, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2429» en distinguant suivant que l'échéance ou la dernière échéance, même si elle résulte d'une prorogation de délai, est ou non déterminée et qu'elle est ou non postérieure au jour du renouvellement.

 Le renouvellement est obligatoire, dans le cas où l'inscription a produit son effet légal, notamment en cas de réalisation du gage, jusqu'au paiement ou à la consignation du prix. *— [Anc. art. 2435 mod.]*

**Art. 2431**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 27)*Si l'un des délais prévus aux articles *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-X, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2428 et 2429» n'a pas été respecté, l'inscription n'a pas d'effet au-delà de la date d'expiration de ce délai. *— [Anc. art. 2436 mod.]*

**Art. 2432**   *(Ord. no 67-839 du 28 sept. 1967, art. 2)*Quand il a été pris inscription provisoire *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XI, à compter du 1er janv. 2022)  «de l'hypothèque légale des époux ou»* d'hypothèque judiciaire, les dispositions des articles *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XI, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2429 à 2431» s'appliquent à l'inscription définitive et à son renouvellement. La date retenue pour point de départ des délais est celle de l'inscription définitive ou de son renouvellement. *— [Anc. art. 2437 mod.]*

**Art. 2433**   *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)*S'il n'y a stipulation contraire, les frais des inscriptions, dont l'avance est faite par l'inscrivant, sont à la charge du débiteur, et les frais de la publicité de l'acte de vente, qui peut être requise par le vendeur en vue de l'inscription *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«de son hypothèque légale», sont à la charge de l'acquéreur. *— [Anc. art. 2438 mod.]*

**Art. 2434**   *(Décr. no 59-89 du 7 janv. 1959)*Les actions auxquelles les inscriptions peuvent donner lieu contre les créanciers seront intentées devant le tribunal compétent, par exploits faits à leur personne, ou au dernier des domiciles par eux élus sur les bordereaux d'inscription, et ce, nonobstant le décès, soit des créanciers, soit de ceux chez lesquels ils auront fait élection de domicile. *— [Anc. art. 2439.]*

SOUS-SECTION 2  **De la radiation et de la réduction des inscriptions**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Comp. anc. art. 2440 s.*

§ 1  **Dispositions générales**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Le § 1 comprend les art. 2440 à 2444 qui deviennent respectivement l'art. 2435 dans sa rédaction résultant de l'art. 21 de l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, les art. 2436 et 2437, ainsi que les art. 2438 et 2439 dans leur rédaction résultant de l'art. 21 de ladite Ord. (Ord. préc., art. 15-VI, en vigueur le 1er janv. 2022).*

**Art. 2435**   Les inscriptions sont rayées du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée.

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 28)*«La radiation s'impose au créancier qui n'a pas procédé à la publication, sous forme de mention en marge, prévue au quatrième alinéa de l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2416».» *— [Anc. art. 2440 mod.]*

**Art. 2436**   *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)*Dans l'un et l'autre cas, ceux qui requièrent la radiation déposent *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«au service chargé de la publicité foncière» l'expédition de l'acte authentique portant consentement, ou celle du jugement.

*(Ord. no 67-839 du 28 sept. 1967)*«Aucune pièce justificative n'est exigée à l'appui de l'expédition de l'acte authentique en ce qui concerne les énonciations établissant l'état, la capacité et la qualité des parties, lorsque ces énonciations sont certifiées exactes dans l'acte par le notaire ou l'autorité administrative.»

*(L. no 2007-212 du 20 févr. 2007, art. 10-II-2o)*«La radiation de l'inscription peut être requise» *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 29)*«par le dépôt *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«au service chargé de la publicité foncière» d'une copie authentique de l'acte notarié certifiant que le créancier a, à la demande du débiteur, donné son accord à cette radiation; le contrôle *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«opéré par ce service» se limite à la régularité formelle de l'acte à l'exclusion de sa validité au fond». *— [Anc. art. 2441.]*

**Art. 2437**   La radiation non consentie est demandée au tribunal dans le ressort duquel l'inscription a été faite, si ce n'est lorsque cette inscription a eu lieu pour sûreté d'une condamnation éventuelle ou indéterminée, sur l'exécution ou liquidation de laquelle le débiteur et le créancier prétendus sont en instance ou doivent être jugés dans un autre tribunal; auquel cas la demande en radiation doit y être portée ou renvoyée.

 Cependant la convention faite par le créancier et le débiteur, de porter, en cas de contestation, la demande à un tribunal qu'ils auraient désigné, recevra son exécution entre eux. *— [Anc. art. 2442.]*

**Art. 2438**   La radiation doit être ordonnée par les tribunaux lorsque l'inscription a été faite sans être fondée ni sur la loi, ni sur un titre, ou lorsqu'elle l'a été en vertu d'un titre soit irrégulier, soit éteint ou soldé, ou lorsque les droits *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XIV, à compter du 1er janv. 2022)  «de privilège ou»* d'hypothèque sont effacés par les voies légales. *— [Anc. art. 2443 mod.]*

**Art. 2439**   *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)*Lorsque les inscriptions prises en vertu *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XV, en vigueur le 1er janv. 2022)*«d'une hypothèque légale générale» sont excessives, le débiteur peut demander leur réduction en se conformant aux règles de compétence établies dans l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XV, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2437».

 Sont réputées excessives les inscriptions qui grèvent plusieurs immeubles lorsque la valeur d'un seul ou de quelques-uns d'entre eux excède une somme égale au double du montant des créances en capital et accessoires légaux, augmenté du tiers de ce montant. *— [Anc. art. 2444 mod.]*

§ 2  **Dispositions particulières relatives aux hypothèques des époux et des personnes en tutelle**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*Le § 2 comprend les art. 2446 à 2448 qui deviennent respectivement les art. 2440 et 2441 dans leur rédaction résultant de l'art. 21 de l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021 ainsi que l'art. 2442 (Ord. préc., en vigueur le 1er janv. 2022).*

*Comp. anc. art. 2446 s.*

**Art. 2440**   *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)*Quand l'hypothèque légale a été inscrite par application *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XVI, en vigueur le 1er janv. 2022)*«de l'article 2394», et sauf clause expresse du contrat de mariage l'interdisant, l'époux bénéficiaire de l'inscription peut en donner mainlevée totale ou partielle.

 Il en est ainsi même en ce qui concerne l'hypothèque légale, ou éventuellement l'hypothèque judiciaire, garantissant la pension alimentaire allouée ou susceptible d'être allouée *(L. no 85-1372 du 23 déc. 1985)*«à un époux, pour lui» ou pour ses enfants.

 Si l'époux bénéficiaire de l'inscription, en refusant de réduire son hypothèque ou d'en donner mainlevée, empêche l'autre époux de faire une constitution d'hypothèque ou une aliénation qu'exigerait l'intérêt de la famille ou s'il est hors d'état de manifester sa volonté, les juges pourront autoriser cette réduction ou cette mainlevée aux conditions qu'ils estimeront nécessaires à la sauvegarde des droits de l'époux intéressé. Ils ont les mêmes pouvoirs lorsque le contrat de mariage comporte la clause visée au premier alinéa.

*(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XVI, à compter du 1er janv. 2022)  «Quand l'hypothèque a été inscrite par application de l'article 2404, l'inscription ne peut être rayée ou réduite, pendant la durée du transfert d'administration, qu'en vertu d'un jugement du tribunal qui a ordonné le transfert.*

*«Dès la cessation du transfert d'administration, la radiation ou la réduction peut être faite dans les conditions prévues aux alinéas 1er et 3 ci-dessus.» — [Anc. art. 2446 mod.]*

**Art. 2441**   *(L. no 64-1230 du 14 déc. 1964)*Si la valeur des immeubles sur lesquels l'hypothèque du mineur ou du majeur en tutelle a été inscrite excède notablement ce qui est nécessaire pour garantir la gestion du tuteur, celui-ci peut demander au conseil de famille *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XVII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«ou à défaut au juge des tutelles» de réduire l'inscription aux immeubles suffisants.

 Il peut pareillement lui demander de réduire l'évaluation qui avait été faite de ses obligations envers le *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XVII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«mineur».

 L'administrateur légal peut dans les mêmes cas, lorsqu'une inscription a été prise sur ses immeubles en vertu de l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XVII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2398», demander au juge des tutelles de la réduire, soit quant aux immeubles grevés, soit quant aux sommes garanties.

 Le tuteur et l'administrateur légal peuvent en outre, s'il y a lieu, sous l'observation des mêmes conditions, demander la mainlevée totale de l'hypothèque.

 La radiation partielle ou totale de l'hypothèque sera faite au vu d'un acte de mainlevée signé par un membre du conseil de famille ayant reçu délégation à cet effet *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XVII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«ou à défaut au vu d'une décision du juge des tutelles», en ce qui concerne les immeubles du tuteur, et au vu d'une décision du juge des tutelles, en ce qui concerne les immeubles de l'administrateur légal. *— [Anc. art. 2447 mod.]*

**Art. 2442**   *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)*«Les jugements sur les demandes d'un époux, d'un tuteur ou d'un administrateur légal dans les cas prévus aux articles précédents sont rendus dans les formes réglées au code de procédure civile.»

*(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)*Si le tribunal prononce la réduction de l'hypothèque à certains immeubles, les inscriptions prises sur tous les autres sont radiées. *— [Anc. art. 2448.]*

SOUS-SECTION 3  **De la publicité des registres et de la responsabilité en matière de publicité foncière**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*La sous-section 3 comprend les art. 2449 à 2457 qui deviennent respectivement les art. 2443 et 2444, l'art. 2445 dans sa rédaction résultant de l'art. 21 de la présente Ord., les art. 2446 à 2448 ainsi que l'art. 2449 dans sa rédaction résultant de l'art. 21 de l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021 (Ord. préc., art. 15-VI, en vigueur le 1er janv. 2022).*

*Comp. anc. art. 2449 s.*

**Art. 2443**   *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955;   Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 2, en vigueur le 1er janv. 2013)*«Les services chargés de la publicité foncière» sont tenus de délivrer, à tous ceux qui le requièrent, copie ou extrait des documents, autres que les bordereaux d'inscription, *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 2, en vigueur le 1er janv. 2013)*«qui y sont déposés» dans la limite des cinquante années précédant celle de la réquisition, et copie ou extrait des inscriptions subsistantes, *(Ord. no 67-839 du 28 sept. 1967)*«ou certificat qu'il n'existe aucun document ou inscription entrant dans le cadre de la réquisition».

 Ils sont également tenus de délivrer sur réquisition, dans un délai de dix jours, des copies ou extraits du fichier immobilier *(Ord. no 67-839 du 28 sept. 1967)*«ou certificat qu'il n'existe aucune fiche entrant dans le cadre de la réquisition». *— [Anc. art. 2449.]*

*En application du II de l'art. 21 de la L. du 12 avr. 2000, le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut rejet pour les demandes de renseignements et copies de documents présentées à compter du 12 nov. 2014 (Décr. no 2014-1280 du 23 oct. 2014).*

**Art. 2444**   *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2013)*I. — L'État est responsable du préjudice résultant des fautes commises par chaque service chargé de la publicité foncière dans l'exécution de ses attributions, notamment:

 1o Du défaut de publication des actes et décisions judiciaires déposés dans les services chargés de la publicité foncière et des inscriptions requises, toutes les fois que ce défaut de publication ne résulte pas d'une décision de refus ou de rejet;

 2o De l'omission, dans les certificats délivrés par les services chargés de la publicité foncière, d'une ou plusieurs des inscriptions existantes, à moins dans ce dernier cas que l'erreur ne provienne de désignations insuffisantes ou inexactes qui ne pourraient leur être imputées.

 II. — L'action en responsabilité de l'État pour les fautes commises par chaque service chargé de la publicité foncière est exercée devant le juge judiciaire et, sous peine de forclusion, dans le délai de dix ans suivant le jour où la faute a été commise. *— [Anc. art. 2450.]*

*La responsabilité de l'État est substituée, au 1er janv. 2013, à celle incombant aux conservateurs des hypothèques, au titre des préjudices résultant de l'exécution des missions civiles effectuées par ces derniers jusqu'au 31 déc. 2012. L'État est, corrélativement, substitué aux conservateurs des hypothèques dans les droits et biens qui garantissent cette responsabilité en application du chapitre IV du titre I de la loi du 21 ventôse an VII (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 18).*

**Art. 2445**   *(Ord. no 67-839 du 28 sept. 1967;   Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2013)*«Lorsque le service chargé de la publicité foncière, délivrant un certificat au nouveau titulaire d'un droit» *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XVIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«réel immobilier», omet une inscription *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XVIII, à compter du 1er janv. 2022)  «de privilège ou»* d'hypothèque, le droit demeure, dans les mains du nouveau titulaire, affranchi *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XVIII, à compter du 1er janv. 2022)  «du privilège ou»* de l'hypothèque non *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XVIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«révélée», pourvu que la délivrance du certificat ait été requise par l'intéressé en conséquence de la publication de son titre. *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2013)*«Sans préjudice de son recours éventuel contre l'État», le créancier bénéficiaire de l'inscription omise ne perd pas le droit de se prévaloir du rang que cette inscription lui confère tant que le prix n'a pas été payé par l'acquéreur ou que l'intervention dans l'ordre ouvert entre les autres créanciers est autorisée. *— [Anc. art. 2451 mod.]*

**Art. 2446**   *(Décr. no 59-89 du 7 janv. 1959)*«En dehors des cas où ils sont fondés à refuser le dépôt ou à rejeter une formalité, conformément aux dispositions législatives ou réglementaires sur la publicité foncière, *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2013)*«les services chargés de la publicité foncière» ne peuvent refuser ni retarder l'exécution d'une formalité ni la délivrance des documents régulièrement requis», sous peine des dommages et intérêts des parties; à l'effet de quoi, procès-verbaux des refus ou retardements seront, à la diligence des requérants, dressés sur-le-champ, soit par un juge du tribunal judiciaire, soit par un huissier audiencier du tribunal, soit par un autre huissier *[commissaire de justice]* ou un notaire assisté de deux témoins. *— [Anc. art. 2452.]*

**Art. 2447**   *(Décr. no 59-89 du 7 janv. 1959)   (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2013)*«Les services chargés de la publicité foncière seront tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscriront, jour par jour, et par ordre numérique, les remises qui leur seront faites d'actes, décisions judiciaires, bordereaux et, généralement, de documents déposés en vue de l'exécution d'une formalité de publicité.

 «Ils ne pourront exécuter les formalités qu'à la date et dans l'ordre des remises qui leur auront été faites.»

*(Décr. no 60-4 du 6 janv. 1960)*«Chaque année, une reproduction des registres clôturés pendant l'année précédente sera déposée sans frais au greffe d'un *(Ord. no 2019-964 du 18 sept. 2019, art. 2, en vigueur le 1er janv. 2020)*«tribunal judiciaire» situés *[situé]* dans un arrondissement autre que celui où réside *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2013)*«le service chargé de la publicité foncière.»

*(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)*«Le tribunal au greffe duquel sera déposée la reproduction sera désigné par arrêté du ministre de la justice.

 «Un décret déterminera les modalités d'application du présent article et, notamment, les procédés techniques susceptibles d'être employés pour l'établissement de la reproduction à déposer au greffe.» *— [Anc. art. 2453.]*

**Art. 2448**   *(Décr. no 59-89 du 7 janv. 1959)*Le registre tenu en exécution de l'article précédent est coté et paraphé à chaque page, par première et dernière, par le juge du tribunal judiciaire dans le ressort duquel le bureau est établi. Il est arrêté chaque jour.

*(L. no 98-261 du 6 avr. 1998, en vigueur le 1er juill. 1998)*«Par dérogation à l'alinéa précédent, un document informatique écrit peut tenir lieu de registre; dans ce cas, il doit être identifié, numéroté et daté dès son établissement par des moyens offrant toute garantie en matière de preuve.» *— [Anc. art. 2454.]*

**Art. 2449**   *(L. no 98-261 du 6 avr. 1998, en vigueur le 1er juill. 1998;   Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2013)*Dans les services chargés de la publicité foncière dont le registre est tenu conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 21-XIX, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2448», il est délivré un certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements. Un décret en Conseil d'État précise le contenu de ce certificat. *— [Anc. art. 2457 mod.]*

SECTION 7  **Des effets des hypothèques**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*

SOUS-SECTION 1  **Du droit de préférence et du droit de suite**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*La sous-section 1 comprend les art. 2450 et 2451 dans leur rédaction résultant de l'art. 22 de l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, les art. 2459 et 2460 qui deviennent les art. 2452 et 2453 ainsi que les art. 2454 à 2460 dans leur rédaction résultant de l'art. 22 de ladite Ord. (Ord. préc., art. 15-VII, en vigueur le 1er janv. 2022).*

*Comp. anc. art. 2459 s.*

**Art. 2450**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 22-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le créancier hypothécaire impayé peut poursuivre la vente du bien hypothéqué selon les modalités prévues par le code des procédures civiles d'exécution, auxquelles la convention d'hypothèque ne peut déroger.

 Sur le prix de vente, il est payé par préférence aux créanciers chirographaires. S'il est en concours avec d'autres créanciers hypothécaires, il est payé au rang que lui assignent les articles 2418 à 2420.

**Art. 2451**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 22-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le créancier hypothécaire peut aussi demander en justice que l'immeuble, s'il ne constitue pas la résidence principale du constituant, lui demeure en paiement.

**Art. 2452**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 30)*Il peut être convenu dans la convention d'hypothèque que le créancier deviendra propriétaire de l'immeuble hypothéqué. Toutefois, cette clause est sans effet sur l'immeuble qui constitue la résidence principale du débiteur. *— [Anc. art. 2459.]*

**Art. 2453**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 30)*Dans les cas prévus aux deux articles précédents, l'immeuble doit être estimé par expert désigné à l'amiable ou judiciairement.

 Si sa valeur excède le montant de la dette garantie, le créancier doit au débiteur une somme égale à la différence; s'il existe d'autres créanciers hypothécaires, il la consigne. *— [Anc. art. 2460.]*

**Art. 2454**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 22-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*En cas d'aliénation de l'immeuble, l'hypothèque le suit entre les mains du tiers acquéreur.

 Le tiers acquéreur est ainsi obligé, dans la limite des inscriptions, à toute la dette garantie, en capital et intérêts, quel qu'en soit le montant.

 S'il reste impayé, le créancier hypothécaire peut poursuivre en justice la vente de l'immeuble hypothéqué dans les conditions prévues par le livre III du code des procédures civiles d'exécution.

**Art. 2455**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 22-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le tiers acquéreur qui n'est pas personnellement obligé à la dette peut s'opposer à la vente de l'immeuble s'il demeure d'autres immeubles, hypothéqués à la même dette, en la possession du débiteur principal, et en requérir la discussion préalable selon la forme réglée au chapitre I du titre I du livre IV du présent code. Pendant cette discussion, il est sursis à la vente de l'immeuble hypothéqué.

 Ce tiers acquéreur peut encore, comme le pourrait une caution, opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal.

**Art. 2456**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 22-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*Une fois sommé de payer, et sauf le bénéfice de discussion prévu à l'article précédent, le tiers acquéreur peut:

 — soit payer,

 — soit purger l'immeuble suivant les règles prévues à la sous-section suivante,

 — soit se laisser saisir.

**Art. 2457**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 22-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le tiers acquéreur doit indemniser le créancier hypothécaire du préjudice résultant des dégradations qui ont diminué la valeur de l'immeuble par son fait ou par sa faute. Mais il peut obtenir remboursement, par prélèvement sur le prix de vente, de ses dépenses nécessaires à la conservation de l'immeuble et de celles qui en ont augmenté la valeur, dans la limite de la plus-value estimée au jour de la restitution.

**Art. 2458**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 22-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*Si le prix de vente excède la dette hypothécaire, la différence est pour le tiers acquéreur, sauf les droits de ses créanciers inscrits sur l'immeuble.

**Art. 2459**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 22-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*Après la vente, le tiers acquéreur retrouve les droits réels, notamment les servitudes, qu'il avait sur l'immeuble avant qu'il ne l'acquière.

**Art. 2460**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 22-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le tiers acquéreur qui a payé la dette hypothécaire, ou subi la saisie de l'immeuble hypothéqué, a un recours en garantie dans les conditions du droit commun et un recours subrogatoire contre le débiteur principal.

SOUS-SECTION 2  **De la purge**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*La sous-section 2 comprend l'art. 2461 dans sa rédaction résultant de l'art. 23 de l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, les art. 2475 et 2477 qui deviennent les art. 2462 et 2463 dans leur rédaction résultant de l'art. 23 de ladite Ord. ainsi que les art. 2464 à 2472 [2477 et 2475] dans leur rédaction résultant de l'art. 23 de la même Ord. (Ord. préc., art. 15-VII, en vigueur le 1er janv. 2022).*

*Comp. anc. art. 2475 s.*

**Art. 2461**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'immeuble est, de plein droit, purgé du droit de suite attaché à l'hypothèque dans les cas prévus par la loi, notamment la vente sur saisie immobilière, l'expropriation pour cause d'utilité publique ou les situations prévues par les livres VI du code de commerce ou VII du code de la consommation.

**Art. 2462**   *(Ord. no 59-71 du 7 janv. 1959)*La simple publication *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)*«au service chargé de la publicité foncière» des titres translatifs de propriété ne purge pas les hypothèques *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*«établies» sur l'immeuble.

 Le vendeur ne transmet à l'acquéreur que la propriété et les droits qu'il avait lui-même sur la chose vendue: il les transmet sous l'affectation des mêmes *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-II, à compter du 1er janv. 2022)  «privilèges et»* hypothèques dont la chose vendue était grevée. *— [Anc. art. 2477 mod.]*

**Art. 2463**   *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 31)*Lorsque, à l'occasion de la vente d'un immeuble hypothéqué, tous les créanciers inscrits conviennent avec le débiteur que le prix en sera affecté au paiement total ou partiel de leurs créances ou de certaines d'entre elles, ils exercent leur droit de préférence sur le prix et ils peuvent l'opposer à tout cessionnaire comme à tout créancier saisissant de la créance de prix.

 Par l'effet de ce paiement, l'immeuble est purgé du droit de suite attaché à l'hypothèque.

*(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-III, à compter du 1er janv. 2022)  «A défaut de l'accord prévu au premier alinéa, il est procédé aux formalités de purge conformément aux articles ci-après.»* *— [Anc. art. 2475 mod.]*

**Art. 2464**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*A défaut de l'accord prévu par l'article précédent, le tiers acquéreur peut, une fois la vente publiée, purger l'immeuble du droit de suite attaché à l'hypothèque.

 Il doit, soit avant les poursuites, soit dans le mois de la première sommation de payer qui lui est faite, notifier aux créanciers inscrits un acte où il dit être prêt à acquitter sur-le-champ les dettes hypothécaires, exigibles ou non exigibles, mais jusqu'à concurrence du prix stipulé dans l'acte d'acquisition ou, s'il a reçu l'immeuble par donation, de la valeur qu'il déclare.

**Art. 2465**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*Tout créancier inscrit peut, dans les quarante jours suivant la notification qui lui a été faite, requérir la vente de l'immeuble aux enchères publiques, pourvu qu'il surenchérisse d'un dixième sur le prix stipulé ou sur la valeur déclarée, et qu'il fournisse caution à due concurrence.

**Art. 2466**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le créancier requérant ne peut par son désistement, et même s'il offre de payer la surenchère, empêcher l'adjudication publique, sauf si tous les autres créanciers inscrits y consentent.

**Art. 2467**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*Si aucun créancier ne requiert la mise aux enchères dans le délai et les formes prescrites, la valeur de l'immeuble est définitivement fixée au prix stipulé ou à la valeur déclarée.

 L'immeuble est, en conséquence, libéré de toute hypothèque par le paiement de cette somme aux créanciers inscrits, ou par sa consignation.

**Art. 2468**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*La vente aux enchères, s'il y a lieu, se fait selon les formes établies par le code de procédure civile, à la diligence soit du créancier qui l'a requise, soit du tiers acquéreur.

**Art. 2469**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'adjudicataire est tenu, au-delà du prix de son adjudication, de restituer au tiers acquéreur les coûts de son contrat, y compris de sa publication, ainsi que ceux de la notification et tous les autres frais exposés en vue de la purge.

**Art. 2470**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*Le tiers acquéreur qui se rend adjudicataire, et conserve ainsi la propriété de l'immeuble, n'est pas tenu de faire publier le jugement d'adjudication.

 Il dispose d'un recours contre son vendeur pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé et pour l'intérêt de cet excédent à compter du jour de son paiement.

**Art. 2471**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*Dans le cas où le tiers acquéreur aurait acquis par le même acte, pour un prix global ou à des prix distincts, des immeubles et des meubles, ou plusieurs immeubles, dont certains seuls sont hypothéqués, et qui forment ou non une même exploitation, le prix de chaque immeuble frappé d'inscription sera déclaré dans la notification prévue par l'article 2464, par ventilation, s'il y a lieu, du prix global.

 Le créancier surenchérisseur ne peut, en aucun cas, être contraint d'étendre sa soumission au mobilier ou à d'autres immeubles que ceux qui sont hypothéqués à sa créance; sauf le recours du tiers acquéreur contre ses auteurs, pour l'indemnité du dommage qu'il éprouverait, soit de la division des objets de son acquisition, soit de celle des exploitations.

*Pour les acquisitions d'immeubles par l'État et les établissements publics nationaux, V. CGPPP, (Ord. no 2006-460 du 21 avr. 2006, JO 22 avr.), art. L. 1212-1 et L. 1212-2. —* ***CGPPP****.*

**Art. 2472**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 23-IV, en vigueur le 1er janv. 2022)*Si l'immeuble aliéné comprend un immeuble par destination grevé d'un gage, le créancier gagiste est assimilé à un créancier inscrit pour l'application de la présente sous-section.

 Le tiers acquéreur peut, une fois la vente publiée, purger l'immeuble par destination du droit de suite attaché au gage en application de l'article 2464. La notification indique alors le prix de l'immeuble par destination gagé, par ventilation s'il y a lieu du prix global, et inclut l'engagement, dans les limites et conditions fixées par cet article, de s'acquitter des dettes garanties par le gage.

 Si un créancier gagiste forme surenchère en application de l'article 2465, celle-ci porte sur le seul immeuble par destination gagé.

 Si un créancier gagiste et un créancier hypothécaire forment surenchère, seule celle de ce dernier produit effet.

 Par l'effet du paiement ou de la consignation intervenu en application des deuxièmes alinéas des articles 2463 ou 2467, l'immeuble est libéré de tout gage.

SECTION 8  **De la transmission et de l'extinction des hypothèques**

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022)*

*La section 8 comprend l'art. 2473 dans sa rédaction résultant de l'art. 24 de l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021 et l'art. 2488 qui devient l'art. 2474 dans sa rédaction résultant de l'art. 24 de ladite Ord. (Ord. préc., art. 15-VIII, en vigueur le 1er janv. 2022).*

**Art. 2473**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 24-I, en vigueur le 1er janv. 2022)*L'hypothèque est transmise de plein droit avec la créance garantie. Le créancier hypothécaire peut subroger un autre créancier dans l'hypothèque et conserver sa créance.

 Il peut aussi, par une cession d'antériorité, céder son rang d'inscription à un créancier de rang postérieur dont il prend la place.

**Art. 2474**   *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 24-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*«Les hypothèques s'éteignent notamment»:

 1o Par l'extinction de l'obligation principale *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 33)*«sous réserve du cas prévu à l'article 2422»;

 2o Par la renonciation du créancier à l'hypothèque *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 33)*«sous la même réserve»;

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 24-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*«3o Par la purge;»

*(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 24-II, à compter du 1er janv. 2022)  «4o Par la prescription.*

*«La prescription est acquise au débiteur, quant aux biens qui sont dans ses mains, par le temps fixé pour la prescription des actions qui donnent l'hypothèque ou le privilège.*

*« (Ord. no 59-71 du 7 janv. 1959)  «Quant aux biens qui sont dans la main d'un tiers détenteur, elle lui est acquise par le temps réglé pour la prescription de la propriété à son profit: dans le cas où la prescription suppose un titre, elle ne commence à courir que du jour où ce titre a été publié  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au fichier immobilier».»*

*«Les inscriptions prises par le créancier n'interrompent pas le cours de la prescription établie par la loi en faveur du débiteur ou du tiers détenteur.»*

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 24-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*«4o» *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 33)*«Par la résiliation permise au dernier alinéa de l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 24-II, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2417» et dans la mesure prévue par ce texte.» *— [Anc. art. 2488 mod.]*

**Art. 2475**   *Déplacé à l'art. 2463.*

**Art. 2476**   *Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 24-III, à compter du 1er janv. 2022.*

**Art. 2477**   *Déplacé à l'art. 2462.*

**Art. 2478 *à* 2487**   *Abrogés par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 24-III, à compter du 1er janv. 2022.*

**Art. 2488**   *Déplacé à l'art. 2464.*

*V. ndlr ss. chapitre IV.*



CHAPITRE III *[ANCIEN]*  **DES HYPOTHÈQUES** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Le chapitre III du sous-titre III du titre II du livre IV a été profondément modifié par l'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 15 s. Compte tenu des modifications de plan et déplacements d'articles, la version en vigueur à compter du 1er janv. 2022 dans sa rédaction résultant de l'Ord. préc. figure au-dessus du présent chapitre III ancien.*

SECTION 1 *[ANCIENNE]*  **Dispositions générales** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Comp. art. 2386 s.*

**Ancien art. 2393** *L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation.*

*Elle est, de sa nature, indivisible, et subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces immeubles.*

*Elle les suit dans quelques mains qu'ils passent. — Comp. art. 2385.*

**Ancien art. 2394** *L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisés par la loi. — [Déplacé art. 2386].*

**Ancien art. 2395** *Elle est ou légale, ou judiciaire, ou conventionnelle. — Comp. art. 2387.*

**Ancien art. 2396** *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi.*

*L'hypothèque judiciaire est celle qui résulte des jugements.*

*L'hypothèque conventionnelle est celle qui résulte des conventions.*

**Ancien art. 2397** *Sont seuls susceptibles d'hypothèques:*

*1o Les biens immobiliers qui sont dans le commerce, et leurs accessoires réputés immeubles;*

*2o L'usufruit des mêmes biens et accessoires pendant le temps de sa durée.*

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 17)  «L'hypothèque s'étend aux améliorations qui surviennent à l'immeuble.» — Comp. art. 2388 et 2389.*

**Ancien art. 2398** *Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque.*

**Ancien art. 2399** *Il n'est rien innové par le présent code aux dispositions des lois maritimes concernant les navires et bâtiments de mer.*

*Sur l'hypothèque maritime, V. la section 7 du chapitre I du titre IX du code des douanes (C. transp., art. L. 5114-6). —* ***C. transp.***



*Sur l'hypothèque fluviale, V. C. transp., art. L. 4122-1 s. —* ***C. transp.***



*Sur l'hypothèque des aéronefs, V. C. transp., art. L. 6122-1 s. —* ***C. transp.***



SECTION 2 *[ANCIENNE]*  **Des hypothèques légales** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Comp. art. 2392 s.*

SOUS-SECTION 1 *[ANCIENNE]*  **Dispositions générales** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

**Ancien art. 2400** *(Ord. no 59-71 du 7 janv. 1959)  Indépendamment des hypothèques légales résultant d'autres codes ou de lois particulières, les droits et créances auxquels l'hypothèque légale est attribuée sont:*

*(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)  «1o Ceux d'un époux, sur les biens de l'autre;*

*«2o Ceux des mineurs ou majeurs en tutelle, sur les biens du tuteur ou de l'administrateur légal;»*

*3o Ceux de l'État, des départements, des communes et des établissements publics, sur les biens des receveurs et administrateurs comptables;*

*4o Ceux du légataire, sur les biens de la succession, en vertu de l'article 1017;*

*5o Ceux énoncés en l'article 2331, 2o, 3o, 5o, 6o, 7o et 8o. — V.  Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955, art. 31-5 , ss. art. 2474.*



*Ne sont pas soumis à l'hypothèque légale des mineurs: les biens des tuteurs des pupilles de l'État  (CASF, art. L. 224-9, al. 6 , ss. art. 375-9); ... les biens du délégué à la tutelle des pupilles de la Nation  (code des pensions d'invalidité et des victimes de la guerre, art. L. 474,  D. 1951. 131).*



*Sur la transformation en hypothèques légales de certains privilèges sur les immeubles, V.  Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955, art. 15 , ss. art. 2328.*

**Ancien art. 2401** *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)  «Sous réserve tant des exceptions résultant du présent code, d'autres codes ou de lois particulières que du droit pour le débiteur de se prévaloir»  (Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  «des dispositions des articles 2444 et suivants, le créancier bénéficiaire d'une hypothèque légale peut inscrire son droit sur tous les immeubles appartenant actuellement à son débiteur, sauf à se conformer aux dispositions de l'article 2426. Il peut, sous les mêmes réserves, prendre des inscriptions complémentaires sur les immeubles entrés, par la suite, dans le patrimoine de son débiteur.»*

SOUS-SECTION 2 *[ANCIENNE]*  **Des règles particulières à l'hypothèque légale des époux** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Comp. art. 2394 s.*

**Ancien art. 2402** *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)  Quand les époux ont stipulé la participation aux acquêts, la clause, sauf convention contraire, confère de plein droit à l'un et à l'autre la faculté d'inscrire l'hypothèque légale pour la sûreté de la créance de participation.*

*L'inscription pourra être prise avant la dissolution du régime matrimonial, mais elle n'aura d'effet qu'à compter de cette dissolution et à condition que les immeubles sur lesquels elle porte existent à cette date dans le patrimoine de l'époux débiteur.*

*En cas de liquidation anticipée, l'inscription antérieure à la demande a effet du jour de celle-ci, l'inscription postérieure n'ayant effet que de sa date ainsi qu'il est dit à l'article 2425.*

*L'inscription pourra également être prise dans l'année qui suivra la dissolution du régime matrimonial; elle aura alors effet de sa date. — [Déplacé art. 2394, mod.].*

**Ancien art. 2403** *(L. no 85-1372 du 23 déc. 1985)  «Hors le cas de la participation aux acquêts, l'hypothèque légale ne peut être inscrite que par l'intervention de justice, ainsi qu'il est expliqué au présent article et à l'article suivant.*

*«Si l'un des époux introduit une demande en justice tendant à faire constater une créance contre son conjoint ou les héritiers de celui-ci, il peut, dès l'introduction de la demande, requérir une inscription provisoire de son hypothèque légale en présentant l'original de l'assignation signifiée ainsi qu'un certificat du greffier qui atteste que la juridiction est saisie de l'affaire. Le même droit lui appartient en cas de demande reconventionnelle, sur présentation d'une copie des conclusions.»*

*(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)  L'inscription est valable trois ans et renouvelable. Elle est soumise aux règles des chapitres IV et suivants du présent titre.*

*Si la demande est admise, la décision est mentionnée, à la diligence de l'époux demandeur, en marge de l'inscription provisoire, à peine de nullité de cette inscription, dans le mois à dater du jour où elle est devenue définitive. Elle forme le titre d'une inscription définitive qui se substitue à l'inscription provisoire et dont le rang est fixé à la date de celle-ci. Lorsque le montant du capital de la créance allouée et de ses accessoires excède celui des sommes que conserve l'inscription provisoire, l'excédent ne peut être conservé que par une inscription prise conformément aux dispositions de l'article 2428 et ayant effet de sa date, ainsi qu'il est dit à l'article 2425.*

*Si la demande est entièrement rejetée, le tribunal, à la requête de l'époux défendeur, ordonne la radiation de l'inscription provisoire.*

**Ancien art. 2404** *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)  Pareillement si, pendant le mariage, il y a lieu de transférer d'un époux à l'autre l'administration de certains biens, par application de l'article 1426 ou de l'article 1429, le tribunal, soit dans le jugement même qui ordonne le transfert, soit dans un jugement postérieur, peut décider qu'une inscription de l'hypothèque légale sera prise sur les immeubles du conjoint qui aura la charge d'administrer. Dans l'affirmative, il fixe la somme pour laquelle il sera pris inscription et désigne les immeubles qui en seront grevés. Dans la négative, il peut, toutefois, décider que l'inscription de l'hypothèque sera remplacée par la constitution d'un gage, dont il détermine lui-même les conditions.*

*Si par la suite, des circonstances nouvelles paraissent l'exiger, le tribunal peut toujours décider, par jugement, qu'il sera pris, soit une première inscription, soit des inscriptions complémentaires ou qu'un gage sera constitué.*

*Les inscriptions prévues par le présent article sont prises et renouvelées à la requête du ministère public.*

**Ancien art. 2405** *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)  Quand l'hypothèque légale a été inscrite par application des articles  (L. no 85-1372 du 23 déc. 1985)  «2402 ou 2403», et sauf clause expresse du contrat de mariage l'interdisant, l'époux bénéficiaire de l'inscription peut consentir, au profit des créanciers de l'autre époux ou de ses propres créanciers, une cession de son rang ou une subrogation dans les droits résultant de son inscription.*

*Il en est ainsi même en ce qui concerne l'hypothèque légale, ou éventuellement l'hypothèque judiciaire, garantissant la pension alimentaire allouée ou susceptible d'être allouée  (L. no 85-1372 du 23 déc. 1985)  «à un époux, pour lui» ou pour ses enfants.*

*Si l'époux bénéficiaire de l'inscription, en refusant de consentir une cession de rang ou subrogation, empêche l'autre époux de faire une constitution d'hypothèque qu'exigerait l'intérêt de la famille ou s'il est hors d'état de manifester sa volonté, les juges pourront autoriser cette cession de rang ou subrogation aux conditions qu'ils estimeront nécessaires à la sauvegarde des droits de l'époux intéressé. Ils ont les mêmes pouvoirs lorsque le contrat de mariage comporte la clause visée au premier alinéa. — [Déplacé art. 2395, mod.].*

**Ancien art. 2406** *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)  Quand l'hypothèque a été inscrite par application de l'article 2404, la cession de rang ou la subrogation ne peut résulter, pendant la durée du transfert d'administration, que d'un jugement du tribunal qui a ordonné ce transfert.*

*Dès la cessation du transfert d'administration, la cession de rang ou la subrogation peut être faite dans les conditions prévues à l'article 2405.*

**Ancien art. 2407** *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)  Les jugements pris en application des deux articles précédents sont rendus dans les formes réglées par le code de procédure civile.*

*Sous réserve des dispositions de l'article 2403, l'hypothèque légale des époux est soumise, pour le renouvellement des inscriptions, aux règles de l'article 2434. — [Déplacé art. 2396, mod.].*

**Ancien art. 2408** *(L. no 65-570 du 13 juill. 1965)  Les dispositions des articles  (L. no 85-1372 du 23 déc. 1985)  «2402 à 2407» sont portées à la connaissance des époux ou futurs époux dans les conditions fixées par un décret. — [Déplacé art. 2397, mod.].*

SOUS-SECTION 3 *[ANCIENNE]*  **Des règles particulières à l'hypothèque légale des personnes en tutelle** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Comp. art. 2398 s.*

**Ancien art. 2409** *(L. no 64-1230 du 14 déc. 1964)  A l'ouverture de toute tutelle, le conseil de famille  (L. no 2007-308 du 5 mars 2007, art. 10, en vigueur le 1er janv. 2009)  «ou, à défaut, le juge», après avoir entendu le tuteur, décide si une inscription doit être requise sur les immeubles du tuteur. Dans l'affirmative, il fixe la somme pour laquelle il sera pris inscription et désigne les immeubles qui en seront grevés. Dans la négative, il peut, toutefois, décider que l'inscription de l'hypothèque sera remplacée par la constitution d'un gage, dont il détermine lui-même les conditions.*

*Au cours de la tutelle, le conseil de famille  (L. no 2007-308 du 5 mars 2007, art. 10, en vigueur le 1er janv. 2009)  «ou, à défaut, le juge» peut toujours ordonner, lorsque les intérêts du mineur ou du majeur en tutelle paraissent l'exiger, qu'il sera pris, soit une première inscription, soit des inscriptions complémentaires, ou qu'un gage sera constitué.*

*(Abrogé par L. no 2007-308 du 5 mars 2007, art. 10, à compter du 1er janv. 2009)  «Dans les cas où il y a lieu à l'administration légale selon l'article 389, le juge des tutelles, statuant soit d'office, soit à la requête d'un parent ou allié ou du ministère public, peut pareillement décider qu'une inscription sera prise sur les immeubles de l'administrateur légal, ou que celui-ci devra constituer un gage.»*

*Les inscriptions prévues par le présent article sont prises à la requête du greffier du juge des tutelles, et les frais en sont imputés au compte de la tutelle. — [Déplacé art. 2398, mod.].*

*V.  Décr. no 55-1350 du 14 oct. 1955, art. 87 et 88 , ss. art. 2474.*



**Ancien art. 2410** *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Le pupille, après sa majorité ou son émancipation, ou le majeur en tutelle, après la mainlevée de la tutelle des majeurs, peut requérir, dans le délai d'un an, l'inscription de son hypothèque légale ou une inscription complémentaire.*

*(Ord. no 59-71 du 7 janv. 1959)  «Ce droit peut, en outre, être exercé par les héritiers du pupille ou du majeur en tutelle dans le même délai, et, au cas de décès de  (L. no 2007-308 du 5 mars 2007, art. 10, en vigueur le 1er janv. 2009)  «la personne protégée» avant cessation de la tutelle ou mainlevée de l'interdiction, dans l'année du décès.» — [Déplacé art. 2399, mod.].*

**Ancien art. 2411** *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Pendant la minorité et la tutelle des majeurs, l'inscription prise en vertu de l'article 2409 doit être renouvelée conformément à l'article 2434 du code civil, par le greffier du tribunal judiciaire. — [Déplacé art. 2400, mod.].*



SECTION 3 *[ANCIENNE]*  **Des hypothèques judiciaires** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Comp. art. 2401 s.*

**Ancien art. 2412** *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  L'hypothèque judiciaire résulte des jugements, soit contradictoires, soit par défaut, définitifs ou provisoires, en faveur de celui qui les a obtenus.*

*Elle résulte également des  (L. no 2016-1547 du 18 nov. 2016, art. 11)  «sentences arbitrales revêtues de l'exequatur» ainsi que des décisions judiciaires rendues en pays étrangers et déclarées exécutoires par un tribunal français.*

*Sous réserve du droit pour le débiteur de se prévaloir, soit en cours d'instance, soit à tout autre moment, des dispositions des articles 2444 et suivants, le créancier qui bénéficie d'une hypothèque judiciaire peut inscrire son droit sur tous les immeubles appartenant actuellement à son débiteur, sauf à se conformer aux dispositions de l'article 2426. Il peut, sous les mêmes réserves, prendre des inscriptions complémentaires sur les immeubles entrés par la suite dans le patrimoine de son débiteur.*

*Les contraintes décernées pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et de mutualité sociale agricole confèrent le bénéfice de l'hypothèque judiciaire  (CSS, art. L. 244-9;   C. rur., art. L. 725-3).  —* ***CSS, C. rur.*** *— Il en est de même des contraintes décernées pour le recouvrement des contributions à l'assurance chômage et à l'assurance des créances des salariés  (C. trav., art. L. 5422-16) . —* ***C. trav.***



*En ce qui concerne les sûretés judiciaires constituées à titre conservatoire sur les immeubles, fonds de commerce ou valeurs mobilières, V. C. pr. exéc., art. L. 531-1 s., ss. art. 2323 anc.*



*En ce qui concerne l'hypothèque judiciaire pour le recouvrement des condamnations pécuniaires autres que les amendes pénales, V.  Décr. no 64-1333 du 22 déc. 1964, art. 4, al. 2 , ss. art. 2474.*



SECTION 4 *[ANCIENNE]*  **Des hypothèques conventionnelles** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Comp. art. 2409 s.*

**Ancien art. 2413** *Les hypothèques conventionnelles ne peuvent être consenties que par ceux qui ont la capacité d'aliéner les immeubles qu'ils y soumettent.*

**Ancien art. 2414** *Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résoluble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.*

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 18)  «L'hypothèque d'un immeuble indivis conserve son effet quel que soit le résultat du partage si elle a été consentie par tous les indivisaires. Dans le cas contraire, elle ne conserve son effet que dans la mesure où l'indivisaire qui l'a consentie est, lors du partage, alloti du ou de ces immeubles indivis ou, lorsque l'immeuble est licité à un tiers, si cet indivisaire est alloti du prix de la licitation.*

*«L'hypothèque d'une quote-part dans un ou plusieurs immeubles indivis ne conserve son effet que dans la mesure où l'indivisaire qui l'a consentie est, lors du partage, alloti du ou de ces immeubles indivis; elle le conserve alors dans toute la mesure de cet allotissement sans être limitée à la quote-part qui appartenait à l'indivisaire qui l'a consentie; lorsque l'immeuble est licité à un tiers, elle le conserve également si cet indivisaire est alloti du prix de la licitation.» — [Déplacé art. 2412, mod.].*

**Ancien art. 2415** *Les biens des mineurs, des majeurs en tutelle, et ceux des absents, tant que la possession n'en est déférée que provisoirement, ne peuvent être hypothéqués que pour les causes et dans les formes établies par la loi ou en vertu de jugements.*

**Ancien art. 2416** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 19)  L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par acte notarié.*

**Ancien art. 2417** *Les contrats passés en pays étranger ne peuvent donner d'hypothèque sur les biens de France, s'il n'y a des dispositions contraires à ce principe dans les lois politiques ou dans les traités. — [Déplacé art. 2413].*

**Ancien art. 2418** *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  La constitution d'une hypothèque conventionnelle n'est valable que si le titre authentique constitutif de la créance ou un acte authentique postérieur déclare spécialement la nature et la situation de chacun des immeubles sur lesquels l'hypothèque est consentie, ainsi qu'il est dit à l'article 2426 ci-après.*

**Ancien art. 2419** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 20)  L'hypothèque ne peut, en principe, être consentie que sur des immeubles présents.*

**Ancien art. 2420** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 20)  Par exception à l'article précédent, l'hypothèque peut être consentie sur des immeubles à venir dans les cas et conditions ci-après:*

*1o Celui qui ne possède pas d'immeubles présents et libres ou qui n'en possède pas en quantité suffisante pour la sûreté de la créance peut consentir que chacun de ceux qu'il acquerra par la suite sera affecté au paiement de celle-ci au fur et à mesure de leur acquisition;*

*2o Celui dont l'immeuble présent assujetti à l'hypothèque a péri ou subi des dégradations telles qu'il est devenu insuffisant pour la sûreté de la créance le peut pareillement, sans préjudice du droit pour le créancier de poursuivre dès à présent son remboursement;*

*3o Celui qui possède un droit actuel lui permettant de construire à son profit sur le fonds d'autrui peut hypothéquer les bâtiments dont la construction est commencée ou simplement projetée; en cas de destruction de ceux-ci, l'hypothèque est reportée de plein droit sur les nouvelles constructions édifiées au même emplacement.*

**Ancien art. 2421** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 20)  L'hypothèque peut être consentie pour sûreté d'une ou plusieurs créances, présentes ou futures. Si elles sont futures, elles doivent être déterminables.*

*La cause en est déterminée dans l'acte. — [Déplacé art. 2415].*

**Ancien art. 2422** *(L. no 2014-1545 du 20 déc. 2014, art. 48)  L'hypothèque constituée à des fins professionnelles par une personne physique ou morale peut être ultérieurement affectée à la garantie de créances professionnelles autres que celles mentionnées dans l'acte constitutif pourvu que celui-ci le prévoie expressément.*

*Le constituant peut alors l'offrir en garantie, dans la limite de la somme prévue dans l'acte constitutif et mentionnée à l'article 2423, non seulement au créancier originaire, mais aussi à un nouveau créancier encore que le premier n'ait pas été payé.*

*La convention de rechargement qu'il passe soit avec le créancier originaire, soit avec le nouveau créancier revêt la forme notariée.*

*Elle est publiée, sous la forme prévue à l'article 2430, à peine d'inopposabilité aux tiers.*

*Sa publication détermine le rang des créanciers bénéficiaires de la même hypothèque.*

*Sans préjudice du second alinéa de l'article 2424, le présent article est d'ordre public et toute clause contraire à celui-ci est réputée non écrite. — [Déplacé art. 2416, mod.].*

*L'art. 2422, supprimé par la L. no 2014-344 du 17 mars 2014, a été rétabli par la L. no 2014-1545 du 20 déc. 2014 (L. préc., art. 48).*

**Ancien art. 2423** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 20)  L'hypothèque est toujours consentie, pour le capital, à hauteur d'une somme déterminée que l'acte notarié mentionne à peine de nullité. Le cas échéant, les parties évaluent à cette fin les rentes, prestations et droits indéterminés, éventuels ou conditionnels. Si la créance est assortie d'une clause de réévaluation, la garantie s'étend à la créance réévaluée, pourvu que l'acte le mentionne. — V. L. no 2007-212 du 20 févr. 2007, art. 10-III.*

*L'hypothèque s'étend de plein droit aux intérêts et autres accessoires.*

*Lorsqu'elle est consentie pour sûreté d'une ou plusieurs créances futures et pour une durée indéterminée, le constituant peut à tout moment la résilier sauf pour lui à respecter un préavis de trois mois. Une fois résiliée, elle ne demeure que pour la garantie des créances nées antérieurement. — [Déplacé art. 2417, mod.].*

**Ancien art. 2424** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 20)  L'hypothèque est transmise de plein droit avec la créance garantie. Le créancier hypothécaire peut subroger un autre créancier dans l'hypothèque et conserver sa créance.*

*Il peut aussi, par une cession d'antériorité, céder son rang d'inscription à un créancier de rang postérieur dont il prend la place.*

SECTION 5 *[ANCIENNE]*  **Du classement des hypothèques** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*Comp. art. 2418.*

**Ancien art. 2425** *(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Entre les créanciers, l'hypothèque, soit légale, soit judiciaire, soit conventionnelle, n'a rang que du jour de l'inscription prise par le créancier  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au fichier immobilier», dans la forme et de la manière prescrites par la loi.*

*Lorsque plusieurs inscriptions sont requises le même jour relativement au même immeuble, celle qui est requise en vertu du titre portant la date la plus ancienne est réputée d'un rang antérieur, quel que soit l'ordre qui résulte du registre prévu à l'article 2453.*

*(L. no 98-261 du 6 avr. 1998)  «Toutefois, les inscriptions de séparations de patrimoine prévues par l'article 2383, dans le cas visé au second alinéa de l'article 2386, ainsi que celles des hypothèques légales prévues à l'article 2400, 1o, 2o et 3o, sont réputées d'un rang antérieur à celui de toute inscription d'hypothèque judiciaire ou conventionnelle prise le même jour.*

*«Si plusieurs inscriptions sont prises le même jour relativement au même immeuble, soit en vertu de titres prévus au deuxième alinéa mais portant la même date, soit au profit de requérants titulaires du privilège et des hypothèques visés par le troisième alinéa, les inscriptions viennent en concurrence quel que soit l'ordre du registre susvisé.» — Les dispositions issues de la loi du 6 avr. 1998 entrent en vigueur le 1er juill. 1998.*

*(L. no 2006-1666 du 21 déc. 2006, art. 7-I)  «L'inscription de l'hypothèque légale du Trésor ou d'une hypothèque judiciaire conservatoire est réputée d'un rang antérieur à celui conféré à la convention de rechargement lorsque la publicité de cette convention est postérieure à l'inscription de cette hypothèque.»*

*(L. no 2006-1640 du 21 déc. 2006, art. 39-I)  «Les dispositions du cinquième alinéa s'appliquent à l'inscription de l'hypothèque légale des organismes gestionnaires d'un régime obligatoire de protection sociale.» — Disposition entrant en vigueur le 1er janv. 2007.*

*L'ordre de préférence entre les créanciers privilégiés ou hypothécaires et les porteurs de warrants, dans la mesure où ces derniers sont gagés sur des biens réputés immeubles, est déterminé par les dates auxquelles les titres respectifs ont été publiés, la publicité des warrants demeurant soumise aux lois spéciales qui les régissent.*

CHAPITRE IV *[ABROGÉ]*  **DE L'INSCRIPTION DES PRIVILÈGES ET DES HYPOTHÈQUES** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)*

*L'Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-II, a abrogé les chapitres IV à VII et le chapitre VIII du sous-titre III du titre II du livre IV [De la propriété cédée à titre de garantie] devient le chapitre IV. Il figure à la suite du chapitre VII abrogé afin de conserver la cohérence de la numérotation.*

*Comp. art. 2421 s.*

SECTION 1 *[ABROGÉE]*  **Du mode d'inscription des privilèges et des hypothèques** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*(Abrogée par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)*

**Ancien art. 2426** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Sont inscrits  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au service chargé de la publicité foncière» de la situation des biens:*

*1o Les privilèges sur les immeubles, sous réserve des seules exceptions visées à l'article 2378;*

*2o Les hypothèques légales, judiciaires ou conventionnelles.*

*L'inscription, qui n'est jamais faite d'office par  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «ce service», ne peut avoir lieu que pour une somme et sur des immeubles déterminés, dans les conditions fixées par l'article 2428.*

*En toute hypothèse, les immeubles sur lesquels l'inscription est requise doivent être individuellement désignés, avec indication de la commune où ils sont situés, à l'exclusion de toute désignation générale, même limitée à une circonscription territoriale donnée. — [Déplacé art. 2421, mod.].*

**Ancien art. 2427** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Les créanciers privilégiés ou hypothécaires ne peuvent prendre utilement inscription sur le précédent propriétaire, à partir de la publication de la mutation opérée au profit d'un tiers. Nonobstant cette publication, le vendeur, le prêteur de deniers pour l'acquisition et le copartageant peuvent utilement inscrire, dans les délais prévus aux articles 2379 et 2381, les privilèges qui leur sont conférés par l'article 2374.*

*L'inscription ne produit aucun effet entre les créanciers d'une succession si elle n'a été faite par l'un d'eux que depuis le décès, dans le cas où la succession n'est acceptée  (L. no 2006-728 du 23 juin 2006, art. 29-36o)  «qu'à concurrence de l'actif net» ou est déclarée vacante. Toutefois, les privilèges reconnus au vendeur, au prêteur de deniers pour l'acquisition, au copartageant, ainsi qu'aux créanciers et légataires du défunt, peuvent être inscrits, dans les délais prévus aux articles 2379, 2381 et 2383, nonobstant l'acceptation  (L. no 2006-728 du 23 juin 2006, art. 29-36o)  «à concurrence de l'actif net» ou la vacance de la succession. — La L. du 23 juin 2006 est entrée en vigueur le 1er janv. 2007.*

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 22)  «En cas de saisie immobilière ou de procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ou encore en cas de procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, l'inscription des privilèges et hypothèques produit les effets réglés par les dispositions du livre III du code des procédures civiles d'exécution et par celles des titres II, III ou IV du livre sixième du code de commerce.*

*«Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas d'exécution forcée immobilière, l'inscription des privilèges et hypothèques produit les effets réglés par les dispositions de la loi du 1er juin 1924.» — [Déplacé art. 2422, mod.].*

**Ancien art. 2428** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (L. no 98-261 du 6 avr. 1998)  «L'inscription des privilèges et hypothèques est opérée par  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «le service chargé de la publicité foncière» sur le dépôt de deux bordereaux datés, signés et certifiés conformes entre eux par le signataire du certificat d'identité prévu  (Décr. no 2007-201 du 15 févr. 2007)  «aux articles 5 et 6 du décret du 4 janvier 1955»; un décret en Conseil d'État détermine les conditions de forme auxquelles le bordereau destiné à être conservé  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «par ce service» doit satisfaire. Au cas où l'inscrivant ne se serait pas servi d'une formule réglementaire,  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «le service chargé de la publicité foncière» accepterait cependant le dépôt, sous réserve des dispositions de l'avant-dernier alinéa du présent article.*

*«Toutefois, pour l'inscription des hypothèques et sûretés judiciaires, le créancier présente en outre, soit par lui-même, soit par un tiers,  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «audit service»:*

*«1o L'original, une expédition authentique ou un extrait littéral de la décision judiciaire donnant naissance à l'hypothèque, lorsque celle-ci résulte des dispositions de l'article 2412;*

*«2o L'autorisation du juge, la décision judiciaire ou le titre pour les sûretés judiciaires conservatoires.» — Les dispositions issues de la loi du 6 avr. 1998 entrent en vigueur le 1er juill. 1998.*

*(Décr. no 2007-201 du 15 févr. 2007)  «Chacun des bordereaux contient exclusivement les indications et mentions fixées par décret en Conseil d'État.» — V. Décr. no 55-1350 du 14 oct. 1955, art. 55, 2, mod. par Décr. no 2007-201 du 15 févr. 2007, ss. art. 2474.*



*(L. no 98-261 du 6 avr. 1998)  «Le dépôt est refusé:*

*«1o A défaut de présentation du titre générateur de la sûreté pour les hypothèques et sûretés judiciaires;*

*«2o A défaut de la mention visée  (Décr. no 2007-201 du 15 févr. 2007)  «de la certification de l'identité des parties prescrite par les articles 5 et 6 du décret du 4 janvier 1955», ou si les immeubles ne sont pas individuellement désignés, avec indication de la commune où ils sont situés.»*

*Si  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «le service chargé de la publicité foncière», après avoir accepté le dépôt, constate l'omission d'une des mentions prescrites, ou une discordance entre, d'une part, les énonciations relatives à l'identité des parties ou à la désignation des immeubles contenues dans le bordereau, et, d'autre part, ces mêmes énonciations contenues dans les bordereaux ou titres déjà publiés depuis le 1er janvier 1956, la formalité est rejetée, à moins que le requérant ne régularise le bordereau ou qu'il ne produise les justifications établissant son exactitude, auxquels cas la formalité prend rang à la date de la remise du bordereau constatée au registre de dépôts.*

*La formalité est également rejetée  (L. no 98-261 du 6 avr. 1998)  «lorsque les bordereaux comportent un montant de créance garantie supérieur à celui figurant dans le titre pour les hypothèques et sûretés judiciaires ainsi que, dans l'hypothèse visée au premier alinéa du présent article,» si le requérant ne substitue pas un nouveau bordereau sur formule réglementaire au bordereau irrégulier en la forme.*

*Le décret prévu ci-dessus détermine les modalités du refus du dépôt ou du rejet de la formalité. — [Déplacé art. 2423, mod.].*

*En ce qui concerne: l'inscription d'hypothèque judiciaire prise à titre conservatoire, V. C. pr. exéc., art. L. 531-1 s. ss. art. 2323; ... l'inscription de l'hypothèque sur les biens des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire versée par le Fonds national de solidarité [allocation supplémentaire mentionnée à l'art. L. 815-2 ou à l'art. L. 815-3 CSS], V.  CSS, art. R. 815-46 à R. 815-48.  —* ***CSS****.*



**Ancien art. 2429** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (L. no 79-2 du 2 janv. 1979)  Pour les besoins de leur inscription, les privilèges et hypothèques portant sur des lots dépendant d'un immeuble soumis au statut de la copropriété sont réputés ne pas grever la quote-part de parties communes comprise dans ces lots.*

*Néanmoins, les créanciers inscrits exercent leurs droits sur ladite quote-part prise dans sa consistance au moment de la mutation dont le prix forme l'objet de la distribution; cette quote-part est tenue pour grevée des mêmes sûretés que les parties privatives et de ces seules sûretés. — [Déplacé art. 2424, mod.].*

**Ancien art. 2430** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Sont publiées  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au fichier immobilier» sous forme de mentions en marge des inscriptions existantes, les subrogations aux privilèges et hypothèques, mainlevées, réductions, cessions d'antériorité et transferts qui ont été consentis, prorogations de délais, changements de domicile et, d'une manière générale, toutes modifications, notamment dans la personne du créancier bénéficiaire de l'inscription, qui n'ont pas pour effet d'aggraver la situation du débiteur. — V.  Décr. no 55-1350 du 14 oct. 1955, art. 58 , ss. art. 2474.*



*Il en est de même pour les dispositions par acte entre vifs ou testamentaires, à charge de restitution, portant sur des créances privilégiées ou hypothécaires.*

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 24)  «Sont publiées sous la même forme les conventions qui doivent l'être en application de l'article 2422.»*

*(Décr. no 59-89 du 7 janv. 1959)  «Les actes et décisions judiciaires constatant ces différentes conventions ou dispositions et les copies, extraits ou expéditions déposés  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au service chargé de la publicité foncière» en vue de l'exécution des mentions, doivent contenir la désignation des parties conformément au premier alinéa des articles 5 et 6 du décret du 4 janvier 1955. Cette désignation n'a pas à être certifiée.*

*«En outre, au cas où la modification mentionnée ne porte que sur parties des immeubles grevés, lesdits immeubles doivent, sous peine de refus du dépôt, être individuellement désignés.» — [Déplacé art. 2425, mod.].*

**Ancien art. 2431** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (L. du 1er mars 1918;   Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «Le service chargé de la publicité foncière» fait mention, sur le registre prescrit par l'article 2453 ci-après, du dépôt des bordereaux et remet au requérant tant le titre ou l'expédition du titre que l'un des bordereaux, au pied duquel il mentionne la date du dépôt, le volume et le numéro sous lesquels le bordereau destiné aux archives a été classé.*

*La date de l'inscription est déterminée par la mention portée sur le registre des dépôts. — [Déplacé art. 2426, mod.].*

**Ancien art. 2432** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 59-89 du 7 janv. 1959)  Le créancier privilégié dont le titre a été inscrit, ou le créancier hypothécaire inscrit pour un capital produisant intérêt et arrérages, a le droit d'être colloqué, pour trois années seulement, au même rang que le principal, sans préjudice des inscriptions particulières à prendre, portant hypothèque à compter de leur date, pour les intérêts et arrérages autres que ceux conservés par l'inscription primitive.*

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 25;   L. no 2015-992 du 17 août 2015, art. 25)  «Toutefois, le créancier a le droit d'être colloqué pour la totalité des intérêts, au même rang que le principal, lorsque l'hypothèque a été consentie en garantie du prêt viager défini au I de l'article L. 314-1 du code de la consommation.» — [Déplacé art. 2427, mod.].*



**Ancien art. 2433** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (L. du 1er mars 1918)  Il est loisible à celui qui a requis une inscription, ainsi qu'à ses représentants ou cessionnaires par acte authentique, de changer  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au service chargé de la publicité foncière» le domicile par lui élu dans cette inscription, à la charge d'en choisir et indiquer un autre  (L. no 98-261 du 6 avr. 1998)  «situé en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer ou dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon». — [Déplacé art. 2428]. — Les dispositions issues de la L. du 6 avr. 1998 entrent en vigueur le 1er juill. 1998.*

**Ancien art. 2434** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 26)  L'inscription conserve le privilège ou l'hypothèque jusqu'à la date que fixe le créancier en se conformant aux dispositions qui suivent.*

*Si le principal de l'obligation garantie doit être acquitté à une ou plusieurs dates déterminées, la date extrême d'effet de l'inscription prise avant l'échéance ou la dernière échéance prévue est, au plus, postérieure de un an à cette échéance, sans toutefois que la durée de l'inscription puisse excéder cinquante années.*

*Si l'échéance ou la dernière échéance est indéterminée, notamment dans le cas prévu à l'article L. 314-1 du code de la consommation, ou si l'hypothèque est assortie d'une clause de rechargement prévue à l'article 2422, la durée de l'inscription est au plus de cinquante années au jour de la formalité.*



*Si l'échéance ou la dernière échéance est antérieure ou concomitante à l'inscription, la durée de l'inscription est au plus de dix années au jour de la formalité.*

*Lorsque la sûreté garantit plusieurs créances et que celles-ci sont telles que plusieurs des trois alinéas précédents sont applicables, le créancier peut requérir soit, pour chacune d'elles, des inscriptions distinctes, soit une inscription unique pour l'ensemble jusqu'à la date la plus éloignée. Il en est de même lorsque le premier de ces trois alinéas étant seul applicable, les différentes créances ne comportent pas les mêmes échéances ou dernières échéances. — [Déplacé art. 2429, mod.].*

**Ancien art. 2435** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 67-839 du 28 sept. 1967, art. 2)  L'inscription cesse de produire effet si elle n'a pas été renouvelée au plus tard à la date visée au premier alinéa de l'article 2434.*

*Chaque renouvellement est requis jusqu'à une date déterminée. Cette date est fixée comme il est dit à l'article 2434 en distinguant suivant que l'échéance ou la dernière échéance, même si elle résulte d'une prorogation de délai, est ou non déterminée et qu'elle est ou non postérieure au jour du renouvellement.*

*Le renouvellement est obligatoire, dans le cas où l'inscription a produit son effet légal, notamment en cas de réalisation du gage, jusqu'au paiement ou à la consignation du prix. — [Déplacé art. 2430, mod.].*

**Ancien art. 2436** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 27)  Si l'un des délais prévus aux articles 2434 et 2435 n'a pas été respecté, l'inscription n'a pas d'effet au-delà de la date d'expiration de ce délai. — [Déplacé art. 2431, mod.].*

**Ancien art. 2437** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 67-839 du 28 sept. 1967, art. 2)  Quand il a été pris inscription provisoire de l'hypothèque légale des époux ou d'hypothèque judiciaire, les dispositions des articles 2434 à 2436 s'appliquent à l'inscription définitive et à son renouvellement. La date retenue pour point de départ des délais est celle de l'inscription définitive ou de son renouvellement. — [Déplacé art. 2432, mod.].*

**Ancien art. 2438** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  S'il n'y a stipulation contraire, les frais des inscriptions, dont l'avance est faite par l'inscrivant, sont à la charge du débiteur, et les frais de la publicité de l'acte de vente, qui peut être requise par le vendeur en vue de l'inscription en temps utile de son privilège, sont à la charge de l'acquéreur. — [Déplacé art. 2433, mod.].*

**Ancien art. 2439** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 59-89 du 7 janv. 1959)  Les actions auxquelles les inscriptions peuvent donner lieu contre les créanciers seront intentées devant le tribunal compétent, par exploits faits à leur personne, ou au dernier des domiciles par eux élus sur les bordereaux d'inscription, et ce, nonobstant le décès, soit des créanciers, soit de ceux chez lesquels ils auront fait élection de domicile. — [Déplacé art. 2434].*

*Sur la péremption de plein droit des inscriptions de privilèges ou d'hypothèques éteints par une ordonnance d'expropriation ou une cession amiable réalisée dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique, V.  C. expr., art. L. 12-2 et L. 12-3.  —* ***C. expr.***



SECTION 2 *[ABROGÉE]*  **De la radiation et de la réduction des inscriptions** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*(Abrogée par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)*

SOUS-SECTION 1 *[ABROGÉE]*  **Dispositions générales** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*(Abrogée par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)*

*Comp. art. 2435 s.*

**Ancien art. 2440** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Les inscriptions sont rayées du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée.*

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 28)  «La radiation s'impose au créancier qui n'a pas procédé à la publication, sous forme de mention en marge, prévue au quatrième alinéa de l'article 2422.» — [Déplacé art. 2435, mod.].*

**Ancien art. 2441** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Dans l'un et l'autre cas, ceux qui requièrent la radiation déposent  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au service chargé de la publicité foncière» l'expédition de l'acte authentique portant consentement, ou celle du jugement.*

*(Ord. no 67-839 du 28 sept. 1967)  «Aucune pièce justificative n'est exigée à l'appui de l'expédition de l'acte authentique en ce qui concerne les énonciations établissant l'état, la capacité et la qualité des parties, lorsque ces énonciations sont certifiées exactes dans l'acte par le notaire ou l'autorité administrative.»*

*(L. no 2007-212 du 20 févr. 2007, art. 10-II-2o)  «La radiation de l'inscription peut être requise»  (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 29)  «par le dépôt  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au service chargé de la publicité foncière» d'une copie authentique de l'acte notarié certifiant que le créancier a, à la demande du débiteur, donné son accord à cette radiation; le contrôle  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «opéré par ce service» se limite à la régularité formelle de l'acte à l'exclusion de sa validité au fond». — [Déplacé art. 2436].*

**Ancien art. 2442** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  La radiation non consentie est demandée au tribunal dans le ressort duquel l'inscription a été faite, si ce n'est lorsque cette inscription a eu lieu pour sûreté d'une condamnation éventuelle ou indéterminée, sur l'exécution ou liquidation de laquelle le débiteur et le créancier prétendus sont en instance ou doivent être jugés dans un autre tribunal; auquel cas la demande en radiation doit y être portée ou renvoyée.*

*Cependant la convention faite par le créancier et le débiteur, de porter, en cas de contestation, la demande à un tribunal qu'ils auraient désigné, recevra son exécution entre eux. — [Déplacé art. 2437].*

**Ancien art. 2443** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  La radiation doit être ordonnée par les tribunaux lorsque l'inscription a été faite sans être fondée ni sur la loi, ni sur un titre, ou lorsqu'elle l'a été en vertu d'un titre soit irrégulier, soit éteint ou soldé, ou lorsque les droits de privilège ou d'hypothèque sont effacés par les voies légales. — [Déplacé art. 2438, mod.].*

**Ancien art. 2444** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Lorsque les inscriptions prises en vertu des articles 2401 et 2412 sont excessives, le débiteur peut demander leur réduction en se conformant aux règles de compétence établies dans l'article 2442.*

*Sont réputées excessives les inscriptions qui grèvent plusieurs immeubles lorsque la valeur d'un seul ou de quelques-uns d'entre eux excède une somme égale au double du montant des créances en capital et accessoires légaux, augmenté du tiers de ce montant. — [Déplacé art. 2439, mod.].*

**Ancien art. 2445** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Peuvent aussi être réduites comme excessives, les inscriptions prises d'après l'évaluation faite par le créancier des créances conditionnelles, éventuelles ou indéterminées dont le montant n'a pas été réglé par la convention.*

*L'excès, dans ce cas, est arbitré par les juges, d'après les circonstances, les probabilités et les présomptions de fait, de manière à concilier les droits du créancier avec l'intérêt du crédit à conserver au débiteur, sans préjudice des nouvelles inscriptions à prendre avec hypothèque du jour de leur date, lorsque l'événement aura porté les créances indéterminées à une somme plus forte.*

SOUS-SECTION 2 *[ABROGÉE]*  **Dispositions particulières relatives aux hypothèques des époux et des personnes en tutelle** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*(Abrogée par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)*

**Ancien art. 2446** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (L. no 65-570 du 13 juill. 1965)  Quand l'hypothèque légale a été inscrite par application des articles  (L. no 85-1372 du 23 déc. 1985)  «2402 ou 2403», et sauf clause expresse du contrat de mariage l'interdisant, l'époux bénéficiaire de l'inscription peut en donner mainlevée totale ou partielle.*

*Il en est ainsi même en ce qui concerne l'hypothèque légale, ou éventuellement l'hypothèque judiciaire, garantissant la pension alimentaire allouée ou susceptible d'être allouée  (L. no 85-1372 du 23 déc. 1985)  «à un époux, pour lui» ou pour ses enfants.*

*Si l'époux bénéficiaire de l'inscription, en refusant de réduire son hypothèque ou d'en donner mainlevée, empêche l'autre époux de faire une constitution d'hypothèque ou une aliénation qu'exigerait l'intérêt de la famille ou s'il est hors d'état de manifester sa volonté, les juges pourront autoriser cette réduction ou cette mainlevée aux conditions qu'ils estimeront nécessaires à la sauvegarde des droits de l'époux intéressé. Ils ont les mêmes pouvoirs lorsque le contrat de mariage comporte la clause visée au premier alinéa.*

*Quand l'hypothèque a été inscrite par application de l'article 2404, l'inscription ne peut être rayée ou réduite, pendant la durée du transfert d'administration, qu'en vertu d'un jugement du tribunal qui a ordonné le transfert.*

*Dès la cessation du transfert d'administration, la radiation ou la réduction peut être faite dans les conditions prévues aux alinéas 1er et 3 ci-dessus. — [Déplacé art. 2440, mod.]. — V.  C. pr. civ., art. 1286 s.*



**Ancien art. 2447** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (L. no 64-1230 du 14 déc. 1964)  Si la valeur des immeubles sur lesquels l'hypothèque du mineur ou du majeur en tutelle a été inscrite excède notablement ce qui est nécessaire pour garantir la gestion du tuteur, celui-ci peut demander au conseil de famille de réduire l'inscription aux immeubles suffisants.*

*Il peut pareillement lui demander de réduire l'évaluation qui avait été faite de ses obligations envers le pupille.*

*L'administrateur légal peut dans les mêmes cas, lorsqu'une inscription a été prise sur ses immeubles en vertu de l'article 2409, demander au juge des tutelles de la réduire, soit quant aux immeubles grevés, soit quant aux sommes garanties.*

*Le tuteur et l'administrateur légal peuvent en outre, s'il y a lieu, sous l'observation des mêmes conditions, demander la mainlevée totale de l'hypothèque.*

*La radiation partielle ou totale de l'hypothèque sera faite au vu d'un acte de mainlevée signé par un membre du conseil de famille ayant reçu délégation à cet effet, en ce qui concerne les immeubles du tuteur, et au vu d'une décision du juge des tutelles, en ce qui concerne les immeubles de l'administrateur légal. — [Déplacé art. 2441, mod.].*

**Ancien art. 2448** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (L. no 65-570 du 13 juill. 1965)  «Les jugements sur les demandes d'un époux, d'un tuteur ou d'un administrateur légal dans les cas prévus aux articles précédents sont rendus dans les formes réglées au code de procédure civile.»*

*(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  Si le tribunal prononce la réduction de l'hypothèque à certains immeubles, les inscriptions prises sur tous les autres sont radiées. — [Déplacé art. 2442].*

SECTION 3 *[ABROGÉE]*  **De la publicité des registres et de la responsabilité en matière de publicité foncière** *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 1er, en vigueur le 1er janv. 2013).*

*(Abrogée par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)*

**Ancien art. 2449** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955;   Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 2, en vigueur le 1er janv. 2013)  «Les services chargés de la publicité foncière» sont tenus de délivrer, à tous ceux qui le requièrent, copie ou extrait des documents, autres que les bordereaux d'inscription,  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 2, en vigueur le 1er janv. 2013)  «qui y sont déposés» dans la limite des cinquante années précédant celle de la réquisition, et copie ou extrait des inscriptions subsistantes,  (Ord. no 67-839 du 28 sept. 1967)  «ou certificat qu'il n'existe aucun document ou inscription entrant dans le cadre de la réquisition».*

*Ils sont également tenus de délivrer sur réquisition, dans un délai de dix jours, des copies ou extraits du fichier immobilier  (Ord. no 67-839 du 28 sept. 1967)  «ou certificat qu'il n'existe aucune fiche entrant dans le cadre de la réquisition». — [Déplacé art. 2443].*

**Ancien art. 2450** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 3, en vigueur le 1er janv. 2013)  I. — L'État est responsable du préjudice résultant des fautes commises par chaque service chargé de la publicité foncière dans l'exécution de ses attributions, notamment:*

*1o Du défaut de publication des actes et décisions judiciaires déposés dans les services chargés de la publicité foncière et des inscriptions requises, toutes les fois que ce défaut de publication ne résulte pas d'une décision de refus ou de rejet;*

*2o De l'omission, dans les certificats délivrés par les services chargés de la publicité foncière, d'une ou plusieurs des inscriptions existantes, à moins dans ce dernier cas que l'erreur ne provienne de désignations insuffisantes ou inexactes qui ne pourraient leur être imputées.*

*II. — L'action en responsabilité de l'État pour les fautes commises par chaque service chargé de la publicité foncière est exercée devant le juge judiciaire et, sous peine de forclusion, dans le délai de dix ans suivant le jour où la faute a été commise. — [Déplacé art. 2444]. — Le tribunal judiciaire de Paris est seul compétent pour connaître de ces actions (COJ, art. R. 211-7-1).*

**Ancien art. 2451** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 67-839 du 28 sept. 1967;   Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2013)  «Lorsque le service chargé de la publicité foncière, délivrant un certificat au nouveau titulaire d'un droit visé à l'article 2476», omet une inscription de privilège ou d'hypothèque, le droit demeure, dans les mains du nouveau titulaire, affranchi du privilège ou de l'hypothèque non révélé, pourvu que la délivrance du certificat ait été requise par l'intéressé en conséquence de la publication de son titre.  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2013)  «Sans préjudice de son recours éventuel contre l'État», le créancier bénéficiaire de l'inscription omise ne perd pas le droit de se prévaloir du rang que cette inscription lui confère tant que le prix n'a pas été payé par l'acquéreur ou que l'intervention dans l'ordre ouvert entre les autres créanciers est autorisée. — [Déplacé art. 2445, mod.].*

**Ancien art. 2452** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 59-89 du 7 janv. 1959)  «En dehors des cas où ils sont fondés à refuser le dépôt ou à rejeter une formalité, conformément aux dispositions législatives ou réglementaires sur la publicité foncière,  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2013)  «les services chargés de la publicité foncière» ne peuvent refuser ni retarder l'exécution d'une formalité ni la délivrance des documents régulièrement requis», sous peine des dommages et intérêts des parties; à l'effet de quoi, procès-verbaux des refus ou retardements seront, à la diligence des requérants, dressés sur-le-champ, soit par un juge du tribunal judiciaire, soit par un huissier audiencier du tribunal, soit par un autre huissier ou un notaire assisté de deux témoins. — [Déplacé art. 2446].*

**Ancien art. 2453** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 59-89 du 7 janv. 1959)   (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2013)  «Les services chargés de la publicité foncière seront tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscriront, jour par jour, et par ordre numérique, les remises qui leur seront faites d'actes, décisions judiciaires, bordereaux et, généralement, de documents déposés en vue de l'exécution d'une formalité de publicité.*

*«Ils ne pourront exécuter les formalités qu'à la date et dans l'ordre des remises qui leur auront été faites.»*

*(Décr. no 60-4 du 6 janv. 1960)  «Chaque année, une reproduction des registres clôturés pendant l'année précédente sera déposée sans frais au greffe d'un  (Ord. no 2019-964 du 18 sept. 2019, art. 2, en vigueur le 1er janv. 2020)  «tribunal judiciaire» situés dans un arrondissement autre que celui où réside  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2013)  «le service chargé de la publicité foncière.»*

*(Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955)  «Le tribunal au greffe duquel sera déposée la reproduction sera désigné par arrêté du ministre de la justice.*

*«Un décret déterminera les modalités d'application du présent article et, notamment, les procédés techniques susceptibles d'être employés pour l'établissement de la reproduction à déposer au greffe.» — [Déplacé art. 2447].*

**Ancien art. 2454** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Décr. no 59-89 du 7 janv. 1959)  Le registre tenu en exécution de l'article précédent est coté et paraphé à chaque page, par première et dernière, par le juge du tribunal judiciaire dans le ressort duquel le bureau est établi. Il est arrêté chaque jour.*

*(L. no 98-261 du 6 avr. 1998)  «Par dérogation à l'alinéa précédent, un document informatique écrit peut tenir lieu de registre; dans ce cas, il doit être identifié, numéroté et daté dès son établissement par des moyens offrant toute garantie en matière de preuve.» — Entrée en vigueur le 1er juill. 1998. — [Déplacé art. 2448].*

**Anciens art. 2455 *et* 2456** *Abrogés par Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 15, à compter du 1er janv. 2013.*

**Ancien art. 2457** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (L. no 98-261 du 6 avr. 1998;   Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 4, en vigueur le 1er janv. 2013)  Dans les services chargés de la publicité foncière dont le registre est tenu conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 2454, il est délivré un certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements. Un décret en Conseil d'État précise le contenu de ce certificat. — Entrée en vigueur le 1er juill. 1998. — [Déplacé art. 2449, mod.]. — V.  Décr. no 55-22 du 4 janv. 1955, art. 8-1 , ss. art. 2474.*



CHAPITRE V *[ABROGÉ]*  **DE L'EFFET DES PRIVILÈGES ET DES HYPOTHÈQUES** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)*

*Dans le présent chapitre, la division en sections 1 et 2 résultant de l'Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006 est supprimée par la L. no 2007-212 du 20 févr. 2007, art. 10-II-3o.*

*Comp. art. 2450 s.*

**Ancien art. 2458** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 30)  A moins qu'il ne poursuive la vente du bien hypothéqué selon les modalités prévues par les lois sur les procédures civiles d'exécution, auxquelles la convention d'hypothèque ne peut déroger, le créancier hypothécaire impayé peut demander en justice que l'immeuble lui demeure en paiement. Cette faculté ne lui est toutefois pas offerte si l'immeuble constitue la résidence principale du débiteur.*

**Ancien art. 2459** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 30)  Il peut être convenu dans la convention d'hypothèque que le créancier deviendra propriétaire de l'immeuble hypothéqué. Toutefois, cette clause est sans effet sur l'immeuble qui constitue la résidence principale du débiteur.*

**Ancien art. 2460** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 30)  Dans les cas prévus aux deux articles précédents, l'immeuble doit être estimé par expert désigné à l'amiable ou judiciairement.*

*Si sa valeur excède le montant de la dette garantie, le créancier doit au débiteur une somme égale à la différence; s'il existe d'autres créanciers hypothécaires, il la consigne.*

**Ancien art. 2461** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 59-71 du 7 janv. 1959;   Ord. no 2006-461 du 21 avr. 2006)  Les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrits sur un immeuble, le suivent en quelques mains qu'il passe, pour être» payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions.*

**Ancien art. 2462** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Si le tiers détenteur ne remplit pas les formalités qui seront ci-après établies pour purger sa propriété, il demeure, par l'effet seul des inscriptions, obligé comme détenteur à toutes les dettes hypothécaires, et jouit des termes et délais accordés au débiteur originaire.*

**Ancien art. 2463** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Le tiers détenteur est tenu, dans le même cas, ou de payer tous les intérêts et capitaux exigibles, à quelque somme qu'ils puissent monter, ou de délaisser l'immeuble hypothéqué, sans aucune réserve.*

**Ancien art. 2464** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 2006-461 du 21 avr. 2006)  Faute par le tiers détenteur de satisfaire à l'une de ces obligations, chaque créancier titulaire d'un droit de suite sur l'immeuble a le droit de poursuivre la saisie et la vente de l'immeuble dans les conditions du titre XIX du livre III [C. pr. exéc., Livre III].*

**Ancien art. 2465** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Néanmoins le tiers détenteur qui n'est pas personnellement obligé à la dette, peut s'opposer à la vente de l'héritage hypothéqué qui lui a été transmis, s'il est demeuré d'autres immeubles hypothéqués à la même dette dans la possession du principal ou des principaux obligés, et en requérir la discussion préalable selon la forme réglée au titre Du cautionnement: pendant cette discussion, il est sursis à la vente de l'héritage hypothéqué.*

**Ancien art. 2466** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  L'exception de discussion ne peut être opposée au créancier privilégié ou ayant hypothèque spéciale sur l'immeuble.*

**Ancien art. 2467** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Quant au délaissement par hypothèque, il peut être fait par tous les tiers détenteurs qui ne sont pas personnellement obligés à la dette, et qui ont la capacité d'aliéner.*

**Ancien art. 2468** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Il peut l'être même après que le tiers détenteur a reconnu l'obligation ou subi condamnation en cette qualité seulement: le délaissement n'empêche pas que, jusqu'à  (Ord. no 2006-461 du 21 avr. 2006)  «la vente forcée» le tiers détenteur ne puisse reprendre l'immeuble en payant toute la dette et les frais.*

**Ancien art. 2469** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Le délaissement par hypothèque se fait au greffe du tribunal de la situation des biens: et il en est donné acte par ce tribunal.*

*Sur la pétition du plus diligent des intéressés, il est créé à l'immeuble délaissé un curateur sur lequel la vente de l'immeuble est poursuivie dans les formes prescrites pour  (Ord. no 2006-461 du 21 avr. 2006)  «la saisie immobilière».*

**Ancien art. 2470** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Les détériorations qui procèdent du fait ou de la négligence du tiers détenteur, au préjudice des créanciers hypothécaires ou privilégiés, donnent lieu contre lui à une action en indemnité; mais il ne peut répéter ses  (L. no 2009-526 du 12 mai 2009, art. 10)  «dépenses» et améliorations que jusqu'à concurrence de la plus-value résultant de l'amélioration.*

**Ancien art. 2471** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Les fruits de l'immeuble hypothéqué ne sont dus par le tiers détenteur qu'à compter du jour de la sommation de payer ou de délaisser, et, si les poursuites commencées ont été abandonnées pendant trois ans, à compter de la nouvelle sommation qui sera faite.*

**Ancien art. 2472** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Les servitudes et droits réels que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement ou après  (Ord. no 2006-461 du 21 avr. 2006)  «la vente forcée de l'immeuble».*

*Ses créanciers personnels, après tous ceux qui sont inscrits sur les précédents propriétaires, exercent leur hypothèque à leur rang sur le bien délaissé ou  (Ord. no 2006-461 du 21 avr. 2006)  «vendu».*

**Ancien art. 2473** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Le tiers détenteur, qui a payé la dette hypothécaire, ou délaissé l'immeuble hypothéqué, ou subi  (Ord. no 2006-461 du 21 avr. 2006)  «la vente forcée» de cet immeuble, a le recours en garantie, tel que de droit, contre le débiteur principal.*

**Ancien art. 2474** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Le tiers détenteur qui veut purger sa propriété en payant le prix, observe les formalités qui sont établies dans le chapitre VIII [VI] du présent titre.*

CHAPITRE VI *[ABROGÉ]*  **DE LA PURGE DES PRIVILÈGES ET DES HYPOTHÈQUES** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)*

*Dans le présent chapitre VI, la division en sections 1 et 2 résultant de l'Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006 est supprimée par la L. no 2007-212 du 20 févr. 2007, art. 10-II-4o.*

*Comp. art. 2461 s.*

**Ancien art. 2475** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 31)  Lorsque, à l'occasion de la vente d'un immeuble hypothéqué, tous les créanciers inscrits conviennent avec le débiteur que le prix en sera affecté au paiement total ou partiel de leurs créances ou de certaines d'entre elles, ils exercent leur droit de préférence sur le prix et ils peuvent l'opposer à tout cessionnaire comme à tout créancier saisissant de la créance de prix.*

*Par l'effet de ce paiement, l'immeuble est purgé du droit de suite attaché à l'hypothèque.*

*A défaut de l'accord prévu au premier alinéa, il est procédé aux formalités de purge conformément aux articles ci-après. — [Déplacé art. 2463, mod.].*

**Ancien art. 2476** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 59-71 du 7 janv. 1959)  Les contrats translatifs de la propriété d'immeubles ou droits réels immobiliers que les tiers détenteurs voudront purger de privilèges et hypothèques, seront publiés  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au service chargé de la publicité foncière» de la situation des biens, conformément aux lois et règlements concernant la publicité foncière.*

**Ancien art. 2477** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 59-71 du 7 janv. 1959)  La simple publication  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au service chargé de la publicité foncière» des titres translatifs de propriété ne purge pas les hypothèques et privilèges établis sur l'immeuble.*

*Le vendeur ne transmet à l'acquéreur que la propriété et les droits qu'il avait lui-même sur la chose vendue: il les transmet sous l'affectation des mêmes privilèges et hypothèques dont la chose vendue était grevée. — [Déplacé art. 2462, mod.].*

**Ancien art. 2478** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Si le nouveau propriétaire veut se garantir de l'effet des poursuites autorisées dans le chapitre VI [V] du présent titre, il est tenu, soit avant les poursuites, soit dans le mois, au plus tard, à compter de la première sommation qui lui est faite, de notifier aux créanciers, aux domiciles par eux élus dans leurs inscriptions:*

*1o Extrait de son titre, contenant seulement la date et la qualité de l'acte, le nom et la désignation précise du vendeur ou du donateur, la nature et la situation de la chose vendue ou donnée; et, s'il s'agit d'un corps de biens, la dénomination générale seulement du domaine et des arrondissements dans lesquels il est situé, le prix et les charges faisant partie du prix de la vente, ou l'évaluation de la chose, si elle a été donnée;*

*2o Extrait de la  (Ord. no 59-71 du 7 janv. 1959, art. 25)  «publication» de l'acte de vente;*

*3o  (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 32)  «Un état hypothécaire sommaire sur formalités faisant apparaître les charges réelles qui grèvent l'immeuble».*

**Ancien art. 2479** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  L'acquéreur ou le donataire déclarera, par le même acte, qu'il est prêt à acquitter, sur-le-champ, les dettes et charges hypothécaires, jusqu'à concurrence seulement du prix  (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 32)  «ou, s'il a reçu l'immeuble par donation, de la valeur qu'il a déclarée», sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles.*

**Ancien art. 2480** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Lorsque le nouveau propriétaire a fait cette notification dans le délai fixé, tout créancier dont le titre est inscrit, peut requérir la mise de l'immeuble aux enchères et adjudications publiques, à la charge:*

*1o Que cette réquisition sera signifiée au nouveau propriétaire dans quarante jours, au plus tard, de la notification faite à la requête de ce dernier  (Abrogé par Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 32)  «, en y ajoutant deux jours par cinq myriamètres de distance entre le domicile élu et le domicile réél de chaque créancier requérant»;*

*2o Qu'elle contiendra soumission du requérant, de porter ou faire porter le prix à un dixième en sus de celui qui aura été stipulé dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire;*

*3o Que la même signification sera faite dans le même délai au précédent propriétaire, débiteur principal;*

*4o Que l'original et les copies de ces exploits seront signés par le créancier requérant, ou par son fondé de procuration expresse, lequel, en ce cas, est tenu de donner copie de sa procuration;*

*5o Qu'il offrira de donner caution jusqu'à concurrence du prix et des charges.*

*Le tout à peine de nullité.*

**Ancien art. 2481** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  A défaut, par les créanciers, d'avoir requis la mise aux enchères dans le délai et les formes prescrites, la valeur de l'immeuble demeure définitivement fixée au prix stipulé dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire, lequel est, en conséquence, libéré de tout privilège et hypothèque, en payant ledit prix aux créanciers qui seront en ordre de recevoir, ou en le consignant.*

**Ancien art. 2482** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  En cas de revente sur enchères, elle aura lieu suivant les formes établies pour les  (Ord. no 2006-461 du 21 avr. 2006)  «ventes forcées sur saisie immobilière», à la diligence soit du créancier qui l'aura requise, soit du nouveau propriétaire.*

*Le poursuivant énoncera dans les affiches le prix stipulé dans le contrat, ou déclaré, et la somme en sus à laquelle le créancier s'est obligé de la porter ou faire porter.*

**Ancien art. 2483** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)   (Ord. no 59-71 du 7 janv. 1959)  L'adjudicataire est tenu, au delà au-delà du prix de son adjudication, de restituer à l'acquéreur ou au donataire dépossédé les frais et loyaux coûts de son contrat, ceux de la publication  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au fichier immobilier», ceux de notification et ceux faits par lui pour parvenir à la revente.*

**Ancien art. 2484** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  L'acquéreur ou le donataire qui conserve l'immeuble mis aux enchères, en se rendant dernier enchérisseur, n'est pas tenu de faire  (Ord. no 59-71 du 7 janv. 1959, art. 25)  «publier» le jugement d'adjudication.*

**Ancien art. 2485** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Le désistement du créancier requérant la mise aux enchères, ne peut, même quand le créancier payerait le montant de la soumission, empêcher l'adjudication publique, si ce n'est du consentement exprès de tous les autres créanciers hypothécaires.*

**Ancien art. 2486** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  L'acquéreur qui se sera rendu adjudicataire aura son recours tel que de droit contre le vendeur, pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé par son titre, et pour l'intérêt de cet excédent, à compter du jour de chaque paiement.*

**Ancien art. 2487** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Dans le cas où le titre du nouveau propriétaire comprendrait des immeubles et des meubles, ou plusieurs immeubles, les uns hypothéqués, les autres non hypothéqués, situés dans le même ou  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «relevant du ressort territorial de plusieurs services chargés de la publicité foncière», aliénés pour un seul et même prix, ou pour des prix distincts et séparés, soumis ou non à la même exploitation, le prix de chaque immeuble frappé d'inscriptions particulières et séparées, sera déclaré dans la notification du nouveau propriétaire, par ventilation, s'il y a lieu, du prix total exprimé dans le titre.*

*Le créancier surenchérisseur ne pourra, en aucun cas, être contraint d'étendre sa soumission ni sur le mobilier, ni sur d'autres immeubles que ceux qui sont hypothéqués à sa créance et situés dans le même arrondissement; sauf le recours du nouveau propriétaire contre ses auteurs, pour l'indemnité du dommage qu'il éprouverait, soit de la division des objets de son acquisition, soit de celle des exploitations.*

CHAPITRE VII *[ABROGÉ]*  **DE L'EXTINCTION DES PRIVILÈGES ET DES HYPOTHÈQUES** *(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006).*

*(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)*

*Comp. art. 2473 s.*

**Ancien art. 2488** *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-I, à compter du 1er janv. 2022)  Les privilèges et hypothèques s'éteignent:*

*1o Par l'extinction de l'obligation principale  (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 33)  «sous réserve du cas prévu à l'article 2422»;*

*2o Par la renonciation du créancier à l'hypothèque  (Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 33)  «sous la même réserve»;*

*3o Par l'accomplissement des formalités et conditions prescrites aux tiers détenteurs pour purger les biens par eux acquis;*

*4o Par la prescription.*

*La prescription est acquise au débiteur, quant aux biens qui sont dans ses mains, par le temps fixé pour la prescription des actions qui donnent l'hypothèque ou le privilège.*

*(Ord. no 59-71 du 7 janv. 1959)  «Quant aux biens qui sont dans la main d'un tiers détenteur, elle lui est acquise par le temps réglé pour la prescription de la propriété à son profit: dans le cas où la prescription suppose un titre, elle ne commence à courir que du jour où ce titre a été publié  (Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 11, en vigueur le 1er janv. 2013)  «au fichier immobilier».»*

*Les inscriptions prises par le créancier n'interrompent pas le cours de la prescription établie par la loi en faveur du débiteur ou du tiers détenteur.*

*(Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 33)  «5o Par la résiliation permise au dernier alinéa de l'article 2423 et dans la mesure prévue par ce texte.» — [Déplacé art. 2474, mod.].*

CHAPITRE IV  **DE LA FIDUCIE À TITRE DE GARANTIE** *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-II, en vigueur le 1er janv. 2022).*

*Le chapitre VIII du sous-titre III du titre II du livre IV [De la propriété cédée à titre de garantie] devient le chapitre IV (Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-II).*

*V. Bibl. précédant art. 2011.*



**Art. 2488-1**   *(L. no 2009-526 du 12 mai 2009, art. 138)*La propriété d'un bien immobilier peut être cédée à titre de garantie d'une obligation en vertu d'un contrat de fiducie conclu en application des articles 2011 à 2030.

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-III, en vigueur le 1er janv. 2022)*«L'obligation garantie peut être présente ou future; dans ce dernier cas, elle doit être déterminable.»

 Par dérogation à l'article 2029, le décès du constituant personne physique ne met pas fin au contrat de fiducie constitué en application du présent chapitre.

**Art. 2488-2**   *(Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 7, en vigueur le 1er févr. 2009)*En cas de fiducie conclue à titre de garantie, le contrat mentionne à peine de nullité, outre les dispositions prévues à l'article 2018, la dette garantie *(Abrogé par Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-IV, à compter du 1er janv. 2022)  «et la valeur estimée de l'immeuble transféré dans le patrimoine fiduciaire»*.

**Art. 2488-3**   *(Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 7, en vigueur le 1er févr. 2009)*A défaut de paiement de la dette garantie et sauf stipulation contraire du contrat de fiducie, le fiduciaire, lorsqu'il est le créancier, acquiert la libre disposition du bien cédé à titre de garantie.

 Lorsque le fiduciaire n'est pas le créancier, ce dernier peut exiger de lui la remise du bien, dont il peut alors librement disposer, ou, si la convention le prévoit, la vente du bien et la remise de tout ou partie du prix.

 La valeur du bien est déterminée par un expert désigné à l'amiable ou judiciairement. Toute clause contraire est réputée non écrite.

*(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-V, en vigueur le 1er janv. 2022)*«Si le fiduciaire ne trouve pas d'acquéreur au prix fixé par expert, il peut vendre le bien ou le droit au prix qu'il estime, sous sa responsabilité, correspondre à sa valeur.»

**Art. 2488-4**   *(Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 7, en vigueur le 1er févr. 2009)*Si le bénéficiaire de la fiducie a acquis la libre disposition du bien en application de l'article 2488-3, il verse au constituant, lorsque la valeur mentionnée *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 25-VI, en vigueur le 1er janv. 2022)*«à l'avant-dernier *[ancienne rédaction: au dernier alinéa]*» alinéa de cet article excède le montant de la dette garantie, une somme égale à la différence entre cette valeur et le montant de la dette, sous réserve du paiement préalable des dettes nées de la conservation ou de la gestion du patrimoine fiduciaire.

 Sous la même réserve, si le fiduciaire procède à la vente du bien en application du contrat de fiducie, il restitue au constituant la part du produit de cette vente excédant, le cas échéant, la valeur de la dette garantie.

**Art. 2488-5**   *(Ord. no 2009-112 du 30 janv. 2009, art. 7, en vigueur le 1er févr. 2009)*La propriété cédée en application de l'article 2488-1 peut être ultérieurement affectée à la garantie de dettes autres que celles mentionnées par l'acte constitutif pourvu que celui-ci le prévoie expressément.

*(L. no 2009-526 du 12 mai 2009, art. 138)*«Le constituant peut l'offrir en garantie, non seulement au créancier originaire, mais aussi à un nouveau créancier, encore que le premier n'ait pas été payé. Lorsque le constituant est une personne physique, le patrimoine fiduciaire ne peut alors être affecté en garantie d'une nouvelle dette que dans la limite de sa valeur estimée au jour de la recharge.»

 A peine de nullité, la convention de rechargement établie selon les dispositions de l'article 2488-2 est publiée sous la forme prévue à l'article 2019. La date de publication détermine, entre eux, le rang des créanciers.

 Les dispositions du présent article sont d'ordre public et toute clause contraire à celles-ci est réputée non écrite.

TITRE III  **DE L'AGENT DES SÛRETÉS**

*(Ord. no 2017-748 du 4 mai 2017, art. 1er, en vigueur le 1er oct. 2017,*

*ratifiée par L. no 2019-486 du 22 mai 2019, art. 206)*

*Les dispositions issues de l'art. 1er de l'Ord. no 2017-748 du 4 mai 2017 sont applicables dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 3).*

**Art. 2488-6**   *(Ord. no 2017-748 du 4 mai 2017, art. 1er, en vigueur le 1er oct. 2017)*Toute sûreté ou garantie peut être prise, inscrite, gérée et réalisée par un agent des sûretés, qui agit en son nom propre au profit des créanciers de l'obligation garantie.

 L'agent des sûretés est titulaire des sûretés et garanties.

 Les droits et biens acquis par l'agent des sûretés dans l'exercice de sa mission forment un patrimoine affecté à celle-ci, distinct de son patrimoine propre.

*(L. no 2019-486 du 22 mai 2019, art. 206)*«Les qualités requises du bénéficiaire de la sûreté s'apprécient en la personne du créancier de l'obligation garantie.»

**Art. 2488-7**   *(Ord. no 2017-748 du 4 mai 2017, art. 1er, en vigueur le 1er oct. 2017)*A peine de nullité, la convention par laquelle les créanciers désignent l'agent des sûretés doit être constatée par un écrit qui mentionne sa qualité, l'objet et la durée de sa mission ainsi que l'étendue de ses pouvoirs.

**Art. 2488-8**   *(Ord. no 2017-748 du 4 mai 2017, art. 1er, en vigueur le 1er oct. 2017)*Lorsque l'agent des sûretés agit au profit des créanciers de l'obligation garantie, il doit faire expressément mention de sa qualité.

**Art. 2488-9**   *(Ord. no 2017-748 du 4 mai 2017, art. 1er, en vigueur le 1er oct. 2017)*L'agent des sûretés peut, sans avoir à justifier d'un mandat spécial, exercer toute action pour défendre les intérêts des créanciers de l'obligation garantie et procéder à toute déclaration de créance.

**Art. 2488-10**   *(Ord. no 2017-748 du 4 mai 2017, art. 1er, en vigueur le 1er oct. 2017)*Les droits et biens acquis par l'agent des sûretés dans l'exercice de sa mission ne peuvent être saisis que par les titulaires de créances nées de leur conservation ou de leur gestion, sous réserve de l'exercice d'un droit de suite et hors les cas de fraude.

 L'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire *(L. no 2019-486 du 22 mai 2019, art. 206)*«, de rétablissement professionnel, de surendettement ou de résolution bancaire» à l'égard de l'agent des sûretés est sans effet sur le patrimoine affecté à sa mission.

**Art. 2488-11**   *(Ord. no 2017-748 du 4 mai 2017, art. 1er, en vigueur le 1er oct. 2017)*En l'absence de stipulations contractuelles prévoyant les conditions de son remplacement et si l'agent des sûretés manque à ses devoirs, met en péril les intérêts qui lui sont confiés ou fait l'objet de l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire *(L. no 2019-486 du 22 mai 2019, art. 206)*«, de rétablissement professionnel, de surendettement ou de résolution bancaire», tout créancier bénéficiaire des sûretés et garanties peut demander en justice la désignation d'un agent des sûretés provisoire ou le remplacement de l'agent des sûretés.

 Tout remplacement conventionnel ou judiciaire de l'agent des sûretés emporte de plein droit transmission du patrimoine affecté au nouvel agent des sûretés.

**Art. 2488-12**   *(Ord. no 2017-748 du 4 mai 2017, art. 1er, en vigueur le 1er oct. 2017)*L'agent des sûretés est responsable, sur son patrimoine propre, des fautes qu'il commet dans l'exercice de sa mission.

LIVRE V  **DISPOSITIONS APPLICABLES À MAYOTTE**

*(Ord. no 2002-1476 du 19 déc. 2002, art. 1er;*

*Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006, art. 1er)*

*Les dispositions du présent livre entrent en vigueur le premier jour du dix-huitième mois suivant la publication de l'Ord. no 2002-1476 du 19 déc. 2002 [JO 21 déc.], soit le 1er juin 2004 (Ord. préc., art. 10-I). — Pour les dispositions transitoires, V. Ord. préc., art. 10-II à IX. — Pour les dispositions abrogées et remplacées par le présent livre, V. Ord. préc., art. 11.*

*L'Ord. no 2002-1476 du 19 déc. 2002 préc. est ratifiée par L. no 2003-660 du 21 juill. 2003, art. 65-V (JO 22 juill.).*

*L'Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006 a converti le livre IV en livre V. Ce livre V comprend les art. 2489 à 2534, qui reprennent les art. 2284 à 2328 (Ord. préc., art. 1er). — Cette Ord. est ratifiée par L. no 2007-212 du 20 févr. 2007, art. 10-I (JO 21 févr.).*

**Art. 2489**   Le présent code est applicable à Mayotte dans les conditions définies au présent livre. *— [Anc. art. 2284.]*

**Art. 2490**   Pour l'application du présent code à Mayotte, les termes énumérés ci-après sont remplacés comme suit:

*(Abrogé par Ord. no 2019-964 du 18 sept. 2019, art. 2, à compter du 1er janv. 2020)  «1o "Tribunal de grande instance" ou "tribunal d'instance" par: "tribunal de première instance"»*;

 2o "Cour" ou "cour d'appel" par: "chambre d'appel de Mamoudzou";

 3o "Juge du tribunal judiciaire" par: "président du tribunal de première instance ou son délégué";

 4o "Département" ou "arrondissement" par: "collectivité départementale";

 5o*(Abrogé par Ord. no 2004-1233 du 20 nov. 2004, art. 3)  «"code de procédure civile" ou "code de procédure civile" par: "dispositions de procédure civile applicables à Mayotte"».*

*(Ord. no 2005-870 du 28 juill. 2005)*«6o "décret du 4 janvier 1955" par: "dispositions du titre IV du livre IV *[V]*";

 «7o *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 12, en vigueur le 1er janv. 2013)*"service chargé de la publicité foncière" par: "service de la conservation de la propriété immobilière";

*(Abrogé par Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 12, à compter du 1er janv. 2013)  «8o "conservateur des hypothèques" par: "conservateur de la propriété immobilière";»*

 «9o *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 12, en vigueur le 1er janv. 2013)*"inscription au service chargé de la publicité foncière" par: "inscription au livre foncier";

 «10o "fichier immobilier" par: "livre foncier".» *— Entrée en vigueur le 1er janv. 2008. — [Anc. art. 2285.]*

TITRE PRÉLIMINAIRE  **DISPOSITIONS RELATIVES AU TITRE PRÉLIMINAIRE**

**Art. 2491**   Les articles 1er à 6 sont applicables à Mayotte. *— [Anc. art. 2286.]*

TITRE I  **DISPOSITIONS RELATIVES AU LIVRE PREMIER**

**Art. 2492**   *(L. no 2010-1487 du 7 déc. 2010, art. 17, en vigueur le 31 mars 2011)*Le livre I est applicable à Mayotte sous réserve des dispositions ci-après.

**Art. 2493**   *(L. no 2018-778 du 10 sept. 2018, art. 16, en vigueur le 1er mars 2019)*Pour un enfant né à Mayotte, le premier alinéa de l'article 21-7 et l'article 21-11 ne sont applicables que si, à la date de sa naissance, l'un de ses parents au moins résidait en France de manière régulière, sous couvert d'un titre de séjour, et de manière ininterrompue depuis plus de trois mois.

*Les modifications issues de l'art. 16 de la L. no 2018-778 du 10 sept. 2018 entrent en vigueur le 1er mars 2019 et s'appliquent aux demandes qui lui sont postérieures (L. préc., art. 71-IV; Décr. no 2019-141 du 27 févr. 2019, art. 52).*

**Art. 2494**   *(L. no 2018-778 du 10 sept. 2018, art. 16, en vigueur le 1er mars 2019)*L'article 2493 est applicable dans les conditions prévues à l'article 17-2.

 Toutefois, les articles 21-7 et 21-11 sont applicables à l'enfant né à Mayotte de parents étrangers avant l'entrée en vigueur de la loi no 2018-778 du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie, si l'un des parents justifie avoir résidé en France de manière régulière pendant la période de cinq ans mentionnée aux mêmes articles 21-7 et 21-11.

*Sur l'entrée en vigueur des modifications issues de l'art. 16 de la L. no 2018-778 du 10 sept. 2018, V. ndlr ss. art. 2493.*



**Art. 2495**   *(L. no 2018-778 du 10 sept. 2018, art. 17, en vigueur le 1er mars 2019)*A la demande de l'un des parents et sur présentation de justificatifs, la mention qu'au jour de la naissance de l'enfant, il réside en France de manière régulière, sous couvert d'un titre de séjour, et de manière ininterrompue depuis plus de trois mois est portée sur l'acte de naissance de l'enfant selon des conditions et modalités fixées par décret en Conseil d'État.

 Lorsque l'officier de l'état civil refuse d'apposer la mention, le parent peut saisir le procureur de la République, qui décide, s'il y a lieu, d'ordonner cette mesure de publicité en marge de l'acte, selon des modalités prévues par décret en Conseil d'État.

*Les modifications issues de l'art. 17 de la L. no 2018-778 du 10 sept. 2018 entrent en vigueur le 1er mars 2019 et s'appliquent aux demandes qui lui sont postérieures (L. préc., art. 71-IV; Décr. no 2019-141 du 27 févr. 2019, art. 52).*

*Sur les mentions portées sur l'acte de naissance en application de l'art. 2495, V. Décr. no 2017-890 du 6 mai 2017, art. 9-1 et 38-1, ss. art. 54.*

**Art. 2496**   *Abrogé par Ord. no 2010-590 du 3 juin 2010.*

**Art. 2497**   *Abrogé par Ord. no 2005-759 du 4 juill. 2005, à compter du 1er juill. 2006.   — [Anc. art. 2291.]*

**Art. 2498**   *Abrogé par L. no 2010-1487 du 7 déc. 2010, art. 17, à compter du 31 mars 2011.*

**Art. 2499**   *Abrogé par L. no 2016-1547 du 18 nov. 2016, art. 48, à compter du 1er nov. 2017.*

**Art. 2499-1 *à* 2499-5**   *Abrogés par L. no 2018-778 du 10 sept. 2018, art. 55, à compter du 1er mars 2019.*

TITRE II  **DISPOSITIONS RELATIVES AU LIVRE DEUXIÈME**

**Art. 2500**   *(Ord. no 2005-870 du 28 juill. 2005)*Les articles *(L. no 2015-177 du 16 févr. 2015, art. 2-7o)*«515-14» à 710, à l'exception des articles 642 et 643, sont applicables à Mayotte sous réserve des adaptations prévues aux articles 2501 et 2502.

 Les dispositions intéressant les immeubles ne s'appliquent que sous réserve des dispositions du titre IV du présent livre. *— Entrée en vigueur le 1er janv. 2008. — [Anc. art. 2294.]*

**Art. 2501**   Pour l'application de l'article 524, sont *(L. no 2015-177 du 16 févr. 2015, art. 2-8o)*«soumis au régime des» immeubles par destination, quand ils ont été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds, les poissons des plans d'eau n'ayant aucune communication avec les cours d'eau, canaux et ruisseaux et les poissons des piscicultures et enclos piscicoles. *— [Anc. art. 2295.]*

**Art. 2502**   Pour l'application de l'article 564, les mots: "ou plan d'eau" visé aux articles 432 et 433 du code rural sont remplacés par les mots: "pisciculture ou enclos piscicoles". *— [Anc. art. 2296.]*

TITRE III  **DISPOSITIONS RELATIVES AU LIVRE TROISIÈME**

**Art. 2503**   *(L. no 2006-728 du 23 juin 2006, art. 40)*Les articles 711 à 832-1 et 833 à *(L. no 2008-561 du 17 juin 2008, art. 24)*«2279 *[ancienne rédaction: 2283]*» sont applicables à Mayotte sous réserve des adaptations figurant aux articles 2504 à 2508. *— Entrée en vigueur le 1er janv. 2007.*

**Art. 2504**   *Abrogé par Ord. no 2012-789 du 31 mai 2012.*

**Art. 2505**   *(L. no 2006-728 du 23 juin 2006, art. 40)*Pour l'application à Mayotte du premier alinéa de l'article 833, les références: "831 à 832-4" sont remplacées par les références: "831 à 832-1, 832-3 et 832-4".

 Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 833, les mots: "de l'article 832" sont remplacés par les mots: "des articles 832 et 832-2". *— Entrée en vigueur le 1er janv. 2007.*

**Art. 2506**   *(Abrogé par L. no 2006-728 du 23 juin 2006, art. 20-II, à compter du 1er janv. 2007)  A l'article 1069, les mots: "suivant les prescriptions des articles 2428 et 2430, deuxième alinéa, du présent code" sont remplacés par les mots: "suivant les règles applicables localement en matière d'inscription de privilèges et hypothèques". — [Anc. art. 2300.]*

**Art. 2507**   Pour l'application à Mayotte de l'article 1873-13, les mots: *(L. no 2006-728 du 23 juin 2006, art. 40, en vigueur le 1er janv. 2007)*«"831 à 832-1, 832-3 et 832-4" *[ancienne rédaction: 832 à 832-3]*» sont remplacés par les mots: "832 à 832-2". *— [Anc. art. 2301.]*

**Art. 2508**   *(Ord. no 2005-870 du 28 juill. 2005;   Ord. no 2006-346 du 23 mars 2006;   Ord. no 2012-792 du 7 juin 2012)*Les dispositions du titre XIX du livre III et du titre II du livre IV sont applicables à Mayotte sous réserve des dispositions du titre IV du présent livre et des dispositions suivantes:

 1o Le 4o de l'article 2331 est applicable à Mayotte dans les conditions suivantes:

*(Abrogé par Ord. no 2017-1491 du 25 oct. 2017, art. 13, à compter du 1er janv. 2018)  «a) Au premier alinéa, les mots: "articles L. 143-10 [L. 3253-2, L. 3253-3]*, *L. 143-11 [L. 3253-4], L. 742-6 et L. 751-15 [L. 7313-8]* *du code du travail" sont remplacés par les mots: "articles L. 143-17* *et L. 143-18* *du code du travail applicable dans la collectivité départementale de Mayotte";»*

*b)* Le troisième alinéa n'est pas applicable;

*c)* Le quatrième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes:

 "La créance du conjoint survivant du chef d'une entreprise artisanale ou commerciale qui justifie par tous moyens avoir participé directement et effectivement à l'activité de l'entreprise pendant au moins dix années, sans recevoir de salaire ni être associé aux bénéfices et aux pertes de l'entreprise.

 "Les droits de créance précités sont d'un montant égal à trois fois le salaire minimum interprofessionnel *(Ord. no 2017-1491 du 25 oct. 2017, art. 13, en vigueur le 1er janv. 2018)*«de croissance» annuel en vigueur au jour du décès dans la limite de 25 % de l'actif successoral et, le cas échéant, le montant des droits propres du conjoint survivant dans les opérations de partage successoral et de liquidation du régime matrimonial est diminué de celui de cette créance. Pour la liquidation des droits de succession, cette créance s'ajoute à la part du conjoint survivant.";

*d)* Le cinquième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes:

 "Les rémunérations pour les six derniers mois des salariés et apprentis.";

*(Abrogé par Ord. no 2017-1491 du 25 oct. 2017, à compter du 1er janv. 2018)  «e) Le sixième alinéa n'est pas applicable;*

*«f) Le septième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes:*

*«"L'indemnité due en raison de l'inobservation du délai-congé prévue à l'article L. 122-21* *du code du travail applicable dans la collectivité départementale de Mayotte.";*

*«g) Au neuvième alinéa, les mots: "des articles L. 122-9 [L. 1234-9]*, *(L. no 81-3 du 7 janv. 1981)  «L. 122-32-6 [L. 1226-14], L. 761-5 [L. 7112-3]* *et L. 761-7 [L. 7112-5]* *ainsi que l'indemnité prévue à l'article L. 321-6 [L. 1233-39]* *du code du travail pour la totalité de la portion inférieure ou égale au plafond visé à l'article L. 143-10 [L. 3253-2]* *du code du travail et pour le quart de la portion supérieure audit plafond"s sont remplacés par les mots: "de l'article L. 122-22* *du code du travail applicable dans la collectivité départementale de Mayotte ou des articles 80 c et 80 d de la loi du 29 mars 1935 relative au statut du journaliste";*

*«h) Au dixième alinéa, les mots: "des articles L. 122-3-8, deuxième [troisième]* a*linéa [L. 1243-4], L. 122-14-4 [L. 1235-2, L. 1235-3, L. 1235-11, L. 1235-12], L. 122-14-5, deuxième alinéa [L. 1235-5 et L. 1235-14], L. 122-32-7 [L. 1226-15]* *et L. 122-32-9 [L. 1226-20 et L. 1226-21]* *du code du travail" sont remplacés par les mots: "des articles L. 122-10* *et L. 122-29* *du code du travail applicable dans la collectivité départementale de Mayotte";»*

 2o A l'article 2332, le 9o n'est pas applicable;

 3o A l'article 2377, les mots: "par une inscription *(Ord. no 2010-638 du 10 juin 2010, art. 12, en vigueur le 1er janv. 2013)*«au fichier immobilier», de la manière déterminée par les articles suivants et par les articles 2426 et 2428" sont remplacés par les mots: "par inscription sur le livre foncier tenu par le conservateur de la propriété immobilière, de la manière déterminée par la loi, et à compter de la date de cette inscription, sous réserve des exceptions prévues par les articles suivants";

 4o Aux articles 2425 et 2431, la référence au registre prévu à l'article 2453 est remplacée par la référence au registre des dépôts des actes et documents à inscrire. *— Entrée en vigueur le 1er janv. 2008. — [Anc. art. 2302.]*

TITRE IV  **DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMMATRICULATION DES IMMEUBLES ET AUX DROITS SUR LES IMMEUBLES**

*(Ord. no 2005-870 du 28 juill. 2005,*

*ratifiée par L. no 2007-224 du 21 févr. 2007, art. 20-20o)*

*Le présent titre IV est entré en vigueur le 1er janv. 2008.*

**Art. 2509**   A Mayotte, les droits sur les immeubles, les privilèges et les hypothèques ainsi que les règles concernant l'organisation, la constitution, la transmission et l'extinction des droits réels immobiliers et autres droits et actes soumis à publicité sont ceux de la législation civile de droit commun, sous réserve des dispositions du présent titre. *— [Anc. art. 2303.]*

CHAPITRE I  **DU RÉGIME DE L'IMMATRICULATION DES IMMEUBLES**

SECTION 1  **Dispositions générales**

**Art. 2510**   L'immatriculation d'un immeuble garantit le droit de propriété ainsi que tous les autres droits reconnus dans le titre de propriété établi au terme d'une procédure permettant de révéler l'ensemble des droits déjà constitués sur cet immeuble. Les modalités de cette procédure sont fixées par décret en Conseil d'État. *— [Anc. art. 2304.]*

*V. Décr. no 2008-1086 du 23 oct. 2008 relatif à l'immatriculation et à l'inscription des droits en matière immobilière à Mayotte (JO 25 oct.).*

*En application du II de l'art. 21 de la L. du 12 avr. 2000, le silence gardé par l'administration pendant neuf mois vaut rejet pour les demandes d'immatriculation des immeubles sis à Mayotte présentées à compter du 12 nov. 2014 selon les dispositions des art. 2510 s. (Décr. no 2014-1280 du 23 oct. 2014).*

**Art. 2511**   Sous réserve des dispositions des troisième et quatrième alinéas du présent article, sont immatriculés sur le livre foncier de Mayotte mentionné à l'article 2513 les immeubles de toute nature, bâtis ou non, à l'exception de ceux dépendant du domaine public. Sont inscrites sur le même livre les mutations et constitutions de droits sur ces immeubles.

 Tout immeuble non immatriculé qui fait l'objet d'une vente devant les tribunaux est immatriculé préalablement à l'adjudication dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État.

 Les parcelles d'immeubles sur lesquelles sont édifiées des sépultures privées peuvent être immatriculées.

 Les droits collectifs immobiliers consacrés par la coutume ne sont pas soumis au régime de l'immatriculation. Leur conversion en droits individuels de propriété permet l'immatriculation de l'immeuble. *— [Anc. art. 2305.]*

**Art. 2512**   L'immatriculation des immeubles et l'inscription des droits mentionnés à l'article 2521 sur le livre foncier sont obligatoires quel que soit le statut juridique du propriétaire ou du titulaire des droits.

 Sans préjudice des droits et actions réciproques des parties pour l'exécution de leurs conventions, les droits mentionnés à l'article 2521 ne sont opposables aux tiers que s'ils ont été publiés par voie, selon le cas, d'immatriculation ou d'inscription sur le livre foncier conformément aux dispositions du présent chapitre. *— [Anc. art. 2306.]*

**Art. 2513**   Le livre foncier est constitué des registres destinés à la publicité des droits sur les immeubles.

 Le livre foncier est tenu par le service de la conservation de la propriété immobilière. Il peut être tenu, par ce service, sous forme électronique dans les conditions définies par *(Ord. no 2016-131 du 10 févr. 2016, art. 5-10o, en vigueur le 1er oct. 2016)*«l'article 1366 *[ancienne rédaction: l'article 1316-1]*». *— [Anc. art. 2307.]*

*Sur l'entrée en vigueur des dispositions issues de l'Ord. no 2016-131 du 10 févr. 2016, V. cette Ord., art. 9, ss. art. 1386-1.*

*Sur le livre foncier, V. Décr. no 2008-1086 du 23 oct. 2008 relatif à l'immatriculation et à l'inscription des droits en matière immobilière à Mayotte, art. 6 s. (JO 25 oct.).*

**Art. 2514**   L'immatriculation des immeubles et l'inscription des droits sur les immeubles mentionnés à l'article 2521 a lieu sur requête présentée dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État.

 Une pré-notation peut être inscrite sur décision judiciaire dans le but d'assurer à l'un des droits mentionnés à l'article 2521 son rang d'inscription ou de garantir l'efficacité d'une rectification ultérieure. *— [Anc. art. 2308.]*

*(L. no 2007-224 du 21 févr. 2007, art. 20-20o)*«Une inscription provisoire conservatoire est opérée, sur demande du requérant, par le conservateur pendant le délai imparti pour lever un obstacle à l'inscription requise, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État.»

**Art. 2515**   L'action tendant à la revendication d'un droit sur l'immeuble non révélé au cours de la procédure d'immatriculation est irrecevable. *— [Anc. art. 2309.]*

SECTION 2  **De l'immatriculation des immeubles et de ses effets**

**Art. 2516**   L'immeuble à immatriculer est préalablement borné.

 Toutefois, tout propriétaire, en accord avec les propriétaires limitrophes, peut renoncer au bornage.

 Les bornes appartiennent au propriétaire dont l'immeuble est borné. *— [Anc. art. 2310.]*

**Art. 2517**   L'immatriculation donne lieu à l'établissement, par le conservateur de la propriété immobilière, d'un titre de propriété.

 Le titre de propriété atteste, en tant que de besoin, de la qualité de propriétaire.

 Il constitue devant les juridictions le point de départ des droits sur l'immeuble au moment de l'immatriculation.

 Des titres spéciaux peuvent être établis, sur demande des intéressés, après l'immatriculation de l'immeuble. *— [Anc. art. 2311.]*

**Art. 2518**   Toute modification du titre de propriété postérieure à l'immatriculation ne fait foi des droits qui y sont mentionnés que jusqu'à preuve contraire. *— [Anc. art. 2312.]*

**Art. 2519**   Le titre de propriété et ses inscriptions conservent le droit qu'ils relatent tant qu'ils n'ont pas été annulés ou modifiés et font preuve à l'égard des tiers que la personne qui y est dénommée est investie des droits qui y sont mentionnés. *— [Anc. art. 2313.]*

**Art. 2520**   S'il rejette la requête d'immatriculation ou estime ne pas pouvoir y donner suite, le conservateur la transmet au tribunal.

 Il en est de même s'il existe des oppositions ou des demandes d'inscription dont la mainlevée en la forme authentique n'a pas été donnée ou auxquelles le requérant refuse d'acquiescer.

 Le tribunal peut ordonner l'immatriculation, totale ou partielle, des immeubles ainsi que l'inscription des droits réels et des charges dont il a reconnu l'existence. Il fait rectifier, s'il y a lieu, le bornage et le plan de l'immeuble.

 Le conservateur établit le titre de propriété conformément à la décision du tribunal commandant l'immatriculation, lorsqu'elle est devenue définitive, après rectification éventuelle du bornage et du plan de l'immeuble ou exécution des formalités prescrites. *— [Anc. art. 2314.]*

SECTION 3  **De l'inscription des droits sur l'immeuble**

**Art. 2521**   Sans préjudice d'autres droits dont l'inscription est prévue par les dispositions du présent code, d'autres codes ou de la législation civile applicables à Mayotte, sont inscrits sur le livre foncier, aux fins d'opposabilité aux tiers:

 1o Les droits réels immobiliers suivants:

*a)* La propriété immobilière;

*b)* L'usufruit de la même propriété établi par la volonté de l'homme;

*c)* L'usage et l'habitation;

*d)* L'emphytéose, régie par les dispositions des articles L. 451-1 à L. 451-12 du code rural et de la pêche maritime;



*e)* La superficie;

*f)* Les servitudes;

*(L. no 2009-526 du 12 mai 2009, art. 10)*«*g)* Le gage immobilier;»

*h)* Le droit réel résultant d'un titre d'occupation du domaine public de l'État ou de l'un de ses établissements publics délivré en application du code du domaine de l'État et des collectivités publiques applicable à Mayotte;

*i)* Les privilèges et hypothèques;

 2o Les baux d'une durée supérieure à douze ans et, même pour un bail de moindre durée, les quittances ou cessions d'une durée équivalente à trois années de loyer ou fermage non échus;

 3o Les droits soumis à publicité en vertu des 1o et 2o, résultant des actes ou décisions constatant ou prononçant la résolution, la révocation, l'annulation ou la rescision d'une convention ou d'une disposition à cause de mort.

 Toutefois, les servitudes qui dérivent de la situation naturelle des lieux ou qui sont établies par la loi sont dispensées de publicité. *— [Anc. art. 2315.]*

*V. Décr. no 2008-1086 du 23 oct. 2008 relatif à l'immatriculation et à l'inscription des droits en matière immobilière à Mayotte (JO 25 oct.).*

*En application du II de l'art. 21 de la L. du 12 avr. 2000, le silence gardé par l'administration pendant neuf mois vaut rejet pour les demandes d'inscription des droits portant les immeubles sis à Mayotte, présentées à compter du 12 nov. 2014 selon les dispositions des art. 2521 s. (Décr. no 2014-1280 du 23 oct. 2014).*

**Art. 2522**   Sont inscrites sur le livre foncier, à peine d'irrecevabilité, lorsqu'elles portent sur les droits mentionnés aux 1o et 2o de l'article 2521, les demandes en justice tendant à obtenir la résolution, la révocation, l'annulation ou la rescision d'une convention ou d'une disposition à cause de mort. *— [Anc. art. 2316.]*

**Art. 2523**   Le titulaire d'un des droits mentionnés à l'article 2521 ne peut être inscrit avant que le droit de son auteur immédiat n'ait été lui-même inscrit.

 Le titulaire d'un droit autre que la propriété ne peut être inscrit qu'après l'inscription du propriétaire de l'immeuble, sauf si ce dernier a été acquis par prescription ou accession. *— [Anc. art. 2317.]*

**Art. 2524**   Tout acte portant sur un droit susceptible d'être inscrit doit être, pour les besoins de l'inscription, dressé en la forme authentique par un notaire, une juridiction de droit commun ou une autorité publique.

 Tout acte entre vifs, translatif ou déclaratif de propriété immobilière, tout acte entre vifs portant constitution ou transmission d'une servitude foncière souscrit sous une autre forme doit être suivi, à peine de caducité, d'un acte authentique ou, en cas de refus de l'une des parties, d'une demande en justice, dans les six mois qui suivent la passation de l'acte.

 Les justifications nécessaires aux écrits passés en la forme authentique pour constater les droits transférés ou constitués sur un immeuble immatriculé sont fixées par décret en Conseil d'État. Ce décret détermine également la liste des pièces à fournir pour obtenir l'inscription des droits en cas d'ouverture d'une succession. *— [Anc. art. 2318.]*

**Art. 2525**   Les officiers ministériels et les autorités publiques sont tenus de faire inscrire, sans délai et indépendamment de la volonté des parties, les droits mentionnés à l'article 2521 résultant d'actes dressés devant eux et visés à l'article 2524. *— [Anc. art. 2319.]*

**Art. 2526**   Toute personne qui y a intérêt requiert du conservateur, en produisant les écrits passés en la forme authentique constitutifs des droits à inscrire et autres pièces dont le dépôt est prescrit par le présent titre, l'inscription, la radiation ou la rectification de l'inscription d'un droit. *— [Anc. art. 2320.]*

**Art. 2527**   Le conservateur de la propriété immobilière ou le tribunal lorsqu'il est saisi, vérifie si le droit visé dans la requête est susceptible d'être inscrit, si les actes produits à l'appui de la requête répondent à la forme prescrite, et si l'auteur du droit est lui-même inscrit conformément aux dispositions de l'article 2523. *— [Anc. art. 2321.]*

**Art. 2528**   Les droits soumis à inscription en application de l'article 2521 sont, s'ils n'ont pas été inscrits, inopposables aux tiers qui, sur le même immeuble, ont acquis, du même auteur, des droits concurrents soumis à inscription.

 Ces droits sont également inopposables, s'ils ont été inscrits, lorsque les droits invoqués par ces tiers, ont été antérieurement inscrits.

 Ne peuvent toutefois se prévaloir de cette disposition les tiers qui étaient eux-mêmes chargés de faire publier les droits concurrents, ou leurs ayants cause à titre universel. *— [Anc. art. 2322.]*

**Art. 2529**   Dans le cas où plusieurs formalités de nature à produire des effets opposables aux tiers en vertu de l'article 2528, sont requises le même jour relativement au même immeuble, celle qui est requise en vertu du titre dont la date est la plus ancienne est réputée d'un rang antérieur, quel que soit l'ordre des dépôts enregistrés.

 Lorsqu'une formalité obligatoire en vertu des 1o, à l'exclusion du *i*, et 2o de l'article 2521 et de nature à produire des effets opposables aux tiers en vertu de l'article 2528, et une inscription d'hypothèque, sont requises le même jour relativement au même immeuble, et que l'acte à publier et le titre de l'inscription portent la même date, l'inscription est réputée d'un rang antérieur, quel que soit l'ordre des dépôts enregistrés.

 Si des formalités concurrentes, obligatoires en vertu des 1o, à l'exclusion du *i*, et 2o de l'article 2521 et de nature à produire des effets opposables aux tiers en vertu de l'article 2528 sont requises le même jour et si les actes à publier portent la même date, les formalités sont réputées du même rang.

 Lorsqu'une formalité de nature à produire des effets opposables aux tiers en vertu de l'article 2528 et la publicité d'un commandement valant saisie sont requises le même jour relativement au même immeuble, le rang des formalités est réglé, quel que soit l'ordre des dépôts enregistrés, d'après les dates, d'une part, du titre exécutoire mentionné dans le commandement, d'autre part, du titre de la formalité concurrente; lorsque les titres sont de la même date, la publicité du commandement valant saisie est réputée d'un rang préférable.

 En toute hypothèse, les inscriptions *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 36-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«des hypothèques légales prévues par les articles 2393 (1o, 2o et 3o) et 2402 (5o) *[ancienne rédaction: de séparations de patrimoine prévues par l'article 2383, dans le cas visé au deuxième alinéa de l'article 2386 du même code ainsi que celles des hypothèques légales prévues par l'article 2400 (1o, 2o et 3o)]*» sont réputées d'un rang antérieur à celui de toute autre formalité requise le même jour. *— [Anc. art. 2323.]*

CHAPITRE II  **DISPOSITIONS DIVERSES**

SECTION 1  **Privilèges et hypothèques**

**Art. 2530**   Par dérogation aux dispositions de l'article *(Ord. no 2021-1192 du 15 sept. 2021, art. 36-VII, en vigueur le 1er janv. 2022)*«2377 *[ancienne rédaction: 2375]*», les seuls privilèges généraux sur les immeubles applicables à Mayotte sont les frais de justice et les droits du Trésor public. Ces deux privilèges sont exonérés de l'inscription sur le livre foncier. *— [Anc. art. 2324.]*

**Art. 2531**   Sont seuls susceptibles d'hypothèques:

 1o Les biens immobiliers qui sont dans le commerce et leurs accessoires réputés immeubles;

 2o L'usufruit des mêmes biens et accessoires, pendant le temps de sa durée;

 3o L'emphytéose, pendant le temps de sa durée;

 4o Le droit de superficie. *— [Anc. art. 2325.]*

**Art. 2532**   L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par un acte passé en forme authentique. La transmission et la mainlevée de l'hypothèque ont lieu dans la même forme.

 Les contrats passés hors de Mayotte ne peuvent valablement avoir pour objet de constituer une hypothèque sur des immeubles situés à Mayotte qu'à la condition d'être conformes aux dispositions du présent titre. *— [Anc. art. 2326.]*

SECTION 2  **Expropriation forcée**

**Art. 2533**   *(Abrogé par Ord. no 2011-1895 du 19 déc. 2011, art. 4, à compter du 1er juin 2012)  Le créancier en possession d'un certificat nominatif d'inscription délivré par le conservateur de la propriété immobilière, ou d'un titre exécutoire peut, à défaut de paiement à l'échéance, poursuivre la vente par expropriation forcée des immeubles immatriculés de son débiteur affectés à la créance.*

**Art. 2534**   Pour les besoins de leur publication, les ordonnances d'exécution forcée portant sur des lots dépendant d'un immeuble soumis au statut de la copropriété sont réputées ne pas porter sur la quote-part des parties communes comprises dans ces lots.

 Néanmoins, les créanciers saisissants exercent leur droit sur ladite quote-part, prise dans sa consistance au moment de la mutation dont le prix forme l'objet de la distribution. *— [Anc. art. 2328.]*

**APPENDICE**

**MESURES D'URGENCE SANITAIRE – COVID-19**

**Loi no 2020-290 du 23 mars 2020,**

*D'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19.*

**Art. 4** Par dérogation aux dispositions de l'article L. 3131-13 du code de la santé publique, l'état d'urgence sanitaire est déclaré pour une durée de deux mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.



 L'état d'urgence sanitaire entre en vigueur sur l'ensemble du territoire national. Toutefois, un décret en conseil des ministres pris sur le rapport du ministre chargé de la santé peut en limiter l'application à certaines des circonscriptions territoriales qu'il précise.

 La prorogation de l'état d'urgence sanitaire au delà de la durée prévue au premier alinéa du présent article ne peut être autorisée que par la loi.

 Il peut être mis fin à l'état d'urgence sanitaire par décret en conseil des ministres avant l'expiration du délai fixé au même premier alinéa.

*L'état d'urgence sanitaire déclaré par le Décr. no 2020-1257 du 14 oct. 2020 est prorogé jusqu'au 1er juin 2021 inclus (L. no 2020-1379 du 14 nov. 2020, art. 1er, mod. par L. no 2021-160 du 15 févr. 2021).*

**Art. 11** I. — Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par ordonnances, dans un délai de trois mois à compter de la publication de la présente loi, toute mesure, pouvant entrer en vigueur, si nécessaire, à compter du 12 mars 2020, relevant du domaine de la loi et, le cas échéant, à les étendre et à les adapter aux collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution:

 1o *[...]*

 2o Afin de faire face aux conséquences, notamment de nature administrative ou juridictionnelle, de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, toute mesure:

*a)* Adaptant les délais et procédures applicables au dépôt et au traitement des déclarations et demandes présentées aux autorités administratives, les délais et les modalités de consultation du public ou de toute instance ou autorité, préalables à la prise d'une décision par une autorité administrative et, le cas échéant, les délais dans lesquels cette décision peut ou doit être prise ou peut naître ainsi que les délais de réalisation par toute personne de contrôles, travaux et prescriptions de toute nature imposées par les lois et règlements, à moins que ceux-ci ne résultent d'une décision de justice;

*b)* Adaptant, interrompant, suspendant ou reportant le terme des délais prévus à peine de nullité, caducité, forclusion, prescription, inopposabilité, déchéance d'un droit, fin d'un agrément ou d'une autorisation ou cessation d'une mesure, à l'exception des mesures privatives de liberté et des sanctions. Ces mesures sont rendues applicables à compter du 12 mars 2020 et ne peuvent excéder de plus de trois mois la fin des mesures de police administrative prises par le Gouvernement pour ralentir la propagation de l'épidémie de covid-19;

*c)* Adaptant, aux seules fins de limiter la propagation de l'épidémie de covid-19 parmi les personnes participant à la conduite et au déroulement des instances, les règles relatives à la compétence territoriale et aux formations de jugement des juridictions de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire ainsi que les règles relatives aux délais de procédure et de jugement, à la publicité des audiences et à leur tenue, au recours à la visioconférence devant ces juridictions et aux modalités de saisine de la juridiction et d'organisation du contradictoire devant les juridictions;

*[...]*

*Lorsque le terme de la période d'application des Ord. prises sur le fondement de l'art. 11 de la L. no 2020-390 du 23 mars 2020 est défini par référence à la cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'art. 4 de la même loi, ce terme peut, pour tenir compte de l'évolution de la situation sanitaire, être avancé par décret en Conseil d'État (Ord. no 2020-560 du 13 mai 2020, art. 12).*

**Ordonnance no 2020-304 du 25 mars 2020,**

*Portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété.*

**Art. 1er** Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale pendant la période comprise entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré dans les conditions de l'article 4 de la loi *[no 2020-290]* du 23 mars 2020 susvisée.

TITRE I  **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX JURIDICTIONS DE L'ORDRE JUDICIAIRE STATUANT EN MATIÈRE NON PÉNALE**

CHAPITRE I  ***DISPOSITIONS GÉNÉRALES***

**Art. 2** I. — Les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020 susvisée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période sont applicables aux procédures devant les juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale.

 II. — Par dérogation aux dispositions du I:

 1o Les délais de procédure applicables devant le juge des libertés et de la détention et devant le premier président de la cour d'appel saisi d'un appel formé contre les décisions de ce juge courent selon les règles législatives et réglementaires qui leur sont applicables;

 2o Les délais de procédure applicables devant les juridictions pour enfants sont adaptés dans les conditions prévues par le chapitre III du présent titre;

 3o Les délais mentionnés aux articles L. 311-1 à L. 322-14 et R. 311-1 à R. 322-72 du code des procédures civiles d'exécution sont suspendus *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 1er)*«pendant la période comprise entre le 12 mars 2020 et le 23 juin 2020 inclus».



*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 3** Lorsqu'une juridiction du premier degré est dans l'incapacité totale ou partielle de fonctionner, le premier président de la cour d'appel désigne par ordonnance, après avis du procureur général près cette cour, des chefs de juridiction et des directeurs de greffe des juridictions concernées, une autre juridiction de même nature et du ressort de la même cour pour connaître de tout ou partie de l'activité relevant de la compétence de la juridiction empêchée.

 L'ordonnance détermine les activités faisant l'objet du transfert de compétences et la date à laquelle ce transfert intervient. Elle est prise pour une durée ne pouvant excéder la période mentionnée à l'article 1er. Elle fait l'objet d'une publication dans deux journaux diffusés dans le ressort de la cour et de toute autre mesure de publicité dans tout lieu jugé utile.

 La juridiction désignée est compétente pour les affaires en cours à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance de désignation.

**Art. 4** Lorsqu'une audience ou une audition est supprimée, si les parties sont assistées ou représentées par un avocat ou lorsqu'elles ont consenti à la réception des actes sur le "Portail du justiciable" du ministère de la justice conformément à l'article 748-8 du code de procédure civile, le greffe avise les parties du renvoi de l'affaire ou de l'audition par tout moyen, notamment électronique.



 Dans les autres cas, il les en avise par tout moyen, notamment par lettre simple. Si le défendeur ne comparaît pas à l'audience à laquelle l'affaire est renvoyée et n'a pas été cité à personne, la décision est rendue par défaut.

**Art. 5** *(Abrogé par Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 2-1o)  «Si l'audience de plaidoirie, la clôture de l'instruction ou la décision de statuer selon la procédure sans audience a lieu pendant la période mentionnée à l'article 1er,»* La juridiction peut, sur décision de son président, statuer à juge unique en première instance et en appel dans toutes les affaires qui lui sont soumises.

 Le juge désigné est un magistrat du siège qui n'est ni magistrat honoraire ni magistrat à titre temporaire.

 Devant le tribunal de commerce, le président du tribunal peut, dans toutes les affaires, décider que l'audience sera tenue par l'un des membres de la formation de jugement. Le juge rend compte au tribunal dans son délibéré.

 Le conseil de prud'hommes statue en formation restreinte comprenant un conseiller employeur et un conseiller salarié. *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 2-2o et 3o)*«En cas de partage des voix, l'affaire est renvoyée devant un juge du tribunal judiciaire dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de prud'hommes. Il statue après avoir recueilli par tout moyen l'avis des conseillers présents lors de l'audience de renvoi en départage. Si, au terme de la période mentionnée à l'article 1er, le juge n'a pas tenu l'audience de départage, l'affaire est renvoyée à la formation restreinte présidée par ce juge.

 «En procédure écrite ordinaire, le juge de la mise en état ou le magistrat chargé du rapport peut tenir seul l'audience pour entendre les plaidoiries. Il en informe les parties par tout moyen. Il rend compte au tribunal dans son délibéré.

 «Le présent article s'applique aux affaires dans lesquelles l'audience de plaidoirie ou la mise en délibéré de l'affaire dans le cadre de la procédure sans audience a lieu pendant la période mentionnée à l'article 1er.»

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 6** Les parties peuvent échanger leurs écritures et leurs pièces par tout moyen dès lors que le juge peut s'assurer du respect du contradictoire.

*(Abrogé par Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 3)  «Le président de la juridiction peut décider, avant l'ouverture de l'audience, que les débats se dérouleront en publicité restreinte.*

*«En cas d'impossibilité de garantir les conditions nécessaires à la protection de la santé des personnes présentes à l'audience, les débats se tiennent en chambre du conseil.*

*«Dans les conditions déterminées par le président de la juridiction, des journalistes peuvent assister à l'audience, y compris lorsque les débats se tiennent en chambre du conseil en application de l'alinéa précédent.»*

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 6-1** *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 4)*I. — Les chefs de juridiction définissent les conditions d'accès à la juridiction, aux salles d'audience et aux services qui accueillent du public permettant d'assurer le respect des règles sanitaires en vigueur.

 Ces conditions sont portées à la connaissance du public notamment par voie d'affichage.

 II. — Le juge ou le président de la formation de jugement peut décider, avant l'ouverture de l'audience, que les débats se dérouleront en publicité restreinte ou, en cas d'impossibilité de garantir les conditions nécessaires à la protection de la santé des personnes présentes à l'audience, en chambre du conseil. Dans les conditions déterminées par le juge ou le président de la formation de jugement, des journalistes peuvent assister à l'audience, y compris lorsqu'elle se tient en chambre du conseil en application des dispositions du présent article.

 Lorsque le nombre de personnes admises à l'audience est limité, les personnes qui souhaitent y assister saisissent par tout moyen le juge ou le président de la formation de jugement.

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 7** Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l'audience *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 5-1o)*«ou l'audition» se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 5-1o)*«des personnes y participant» et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.

*(Abrogé par Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 5-2o)  «Lorsqu'une partie est assistée d'un conseil ou d'un interprète, il n'est pas requis que ce dernier soit physiquement présent auprès d'elle.»*

 En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d'entendre les parties et leurs avocats *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 5-3o)*«, ou la personne à auditionner,» par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s'assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.

 Dans les cas prévus au présent article, *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 5-4o)*«les membres de la formation de jugement, le greffier, les parties, les personnes qui les assistent ou les représentent en vertu d'une habilitation légale ou d'un mandat, les techniciens et auxiliaires de justice ainsi que les personnes convoquées à l'audience ou à l'audition peuvent se trouver en des lieux distincts.*[,]*» le juge organise et conduit la procédure. Il s'assure du bon déroulement des échanges entre les parties et veille au respect des droits de la défense et au caractère contradictoire des débats. Le greffe dresse le procès-verbal des opérations effectuées. *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 5-4o)*«Les moyens de communication utilisés par les membres de la formation de jugement garantissent le secret du délibéré.»

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 8** Lorsque la représentation est obligatoire ou que les parties sont assistées ou représentées par un avocat, le juge ou le président de la formation de jugement *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 6-1o)*«peut, à tout moment de la procédure, décider qu'elle se déroule» selon la procédure sans audience. Il en informe les parties par tout moyen.

 A l'exception des procédures en référé, des procédures accélérées au fond et des procédures dans lesquelles le juge doit statuer dans un délai déterminé, les parties disposent d'un délai de quinze jours pour s'opposer à la procédure sans audience. A défaut d'opposition, la procédure est exclusivement écrite. La communication entre les parties est faite par notification entre avocats. Il en est justifié dans les délais impartis par le juge.

*(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 6-2o)*«En matière de soins psychiatriques sans consentement, la personne hospitalisée peut à tout moment demander à être entendue par le juge des libertés et de la détention. Cette audition peut être réalisée par tout moyen permettant de s'assurer de son identité et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.

 «Le présent article s'applique aux affaires dans lesquelles la mise en délibéré de l'affaire est annoncée pendant la période mentionnée à l'article 1er.»

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 9** En cas d'assignation en référé, la juridiction statuant en référé peut rejeter la demande avant l'audience, par ordonnance non contradictoire, si la demande est irrecevable ou s'il n'y a pas lieu à référé.

**Art. 10** Sans préjudice des dispositions relatives à leur notification, les décisions *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 7-1o-a)*«peuvent être» portées à la connaissance des parties *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 7-1o-b)*«ou des personnes intéressées» par tout moyen.

*(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 7-2o)*«Les convocations et les notifications qui sont à la charge du greffe sont adressées par lettre simple lorsqu'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception est prévue.»

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 11** Toute prestation de serment devant une juridiction peut être présentée par écrit. Elle comprend la mention manuscrite des termes de la prestation. Cet écrit est déposé auprès de la juridiction compétente qui en accuse réception.

CHAPITRE I *BIS*  ***DISPOSITIONS RELATIVES À CERTAINS CONTENTIEUX***

*(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 8)*

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 11-1** *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 8)*Par dérogation aux articles 1222 à 1223-1 du code de procédure civile, le dossier d'un majeur protégé peut être communiqué par tous moyens aux mandataires judiciaires à la protection juridique des majeurs, à l'exception du certificat médical qui ne peut être consulté que suivant les règles énoncées aux articles précités.



*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 11-2** *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 8)*La durée des mesures de droit de visite et de remise d'enfant fixées en espace de rencontre par décision du juge aux affaires familiales est réputée avoir été suspendue à compter de la fermeture de l'espace de rencontre et jusqu'à la reprise effective de la mesure par ce service.

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 11-3** *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 8)*Lorsque, trois mois après la saisine du conseil de prud'hommes, l'audience du bureau de conciliation et d'orientation n'a pas eu lieu ou le procès-verbal prévu à l'article R. 1454-10 du code du travail n'a pas été établi et la décision sur le fondement de l'article R. 1454-14 du même code n'a pas été prise, l'affaire est, en l'absence d'opposition du demandeur, renvoyée devant le bureau de jugement approprié au règlement de l'affaire à une date que le greffe indique aux parties par tout moyen.



*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

CHAPITRE I *TER*  ***DISPOSITIONS RELATIVES AU SERVICE D'ACCUEIL UNIQUE DU JUSTICIABLE***

*(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 8)*

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 11-4** *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 8)*Les agents de service de greffe affectés dans un service d'accueil unique du justiciable peuvent assurer la réception par voie électronique et la transmission par voie électronique:

 1o De tous les actes en matière civile, lorsque la représentation n'est pas obligatoire;

 2o En matière prud'homale:

*a)* Des requêtes;

*b)* Des demandes de délivrance de copie certifiée conforme, d'un extrait et d'une copie certifiée conforme revêtue de la formule exécutoire;

 3o Des demandes d'aide juridictionnelle dans les conditions prévues aux articles 26 et 132-9 du décret du 19 décembre 1991 susvisé.

 Dans le cas où il a été reçu par voie électronique, le document original établi sur support papier doit être produit par son auteur avant qu'il ne soit statué sur sa demande.

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

CHAPITRE II  ***PROROGATION DE MESURES PARTICULIÈRES***

**Art. 12** Les mesures de protection juridique des majeurs et les mesures de protection prises en application des articles 515-9 à 515-13 du code civil dont le terme vient à échéance au cours de la période définie à l'article 1er sont prorogées de plein droit jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois suivant la fin de cette période, à moins qu'il n'y ait été mis fin ou que leur terme ait été modifié par le juge compétent avant l'expiration de ce délai.



CHAPITRE III  ***DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX JURIDICTIONS POUR ENFANTS ET RELATIVES À L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE***

**Art. 13** Lorsque le délai prévu pour la mise en œuvre d'une mesure d'assistance éducative expire au cours de la période mentionnée définie à l'article 1er, le juge peut, sans audition des parties et par décision motivée, dire qu'il n'y a plus lieu à assistance éducative s'il estime à la lecture du rapport éducatif remis par le service en charge de la mesure que les conditions de l'article 375 du code civil ne sont plus réunies.



 Il peut, dans les mêmes conditions, s'il estime que les conditions de l'article 375-9-1 du même code ne sont plus réunies, lever la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial.

 A défaut de mise en œuvre des dispositions des deux alinéas précédents, les mesures d'assistance éducative *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 9-1o)*«en milieu ouvert et les mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget» dont le terme vient à échéance au cours de la période définie à l'article 1er sont prorogées de plein droit jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la fin de cette période. *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 9-2o)*«Toutefois, les mesures d'assistance éducative et les mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget arrivées à échéance avant le 1er juin 2020 sont prorogées de plein droit jusqu'au 1er août 2020 inclus.»

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 14** Lorsque le délai prévu pour la mise en œuvre des mesures prononcées en application des articles 375-2 *(Abrogé par Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 10-1o-a)  «, 375-3»* et 375-9-1 du code civil expire au cours de la période mentionnée à l'article 1er, le juge peut, sur proposition du service chargé de la mesure, renouveler la mesure, par décision motivée et sans audition des parties, pour une durée qui *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 10-1o-b)*«ne peut excéder un an.»



*(Abrogé par Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 10-2o)  «1o Neuf mois, s'agissant des mesures prononcées en application de l'article 375-3 du même code;*

*«2o Un an, s'agissant des mesures prononcées en application des articles 375-2 et 375-9-1 du même code.»*

 Le renouvellement est subordonné à l'accord écrit d'un parent au moins et à l'absence d'opposition écrite de l'autre parent à la date de l'échéance initiale de la mesure ou à celle à laquelle il est statué sur le renouvellement. *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 10-3o et 4o)*«Le service en charge de la mesure transmet au juge l'avis du mineur capable de discernement sur le renouvellement envisagé lorsque ce dernier en fait la demande.

 «Une mesure ne peut être renouvelée dans ces conditions qu'une seule fois.»

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 15** Lorsqu'une interdiction de sortie du territoire a été prononcée en même temps que la mesure éducative qui a été renouvelée en application de l'article 14, le juge peut renouveler cette interdiction, dans les mêmes conditions et pour la même durée que la mesure éducative qui l'accompagne.

 Lorsqu'une interdiction de sortie du territoire a été prononcée en même temps qu'une des mesures prévues à l'article 1183 du code de procédure civile et qu'elle expire au cours de la période mentionnée à l'article 1er, le juge peut en reporter l'échéance pour une durée qui ne peut excéder deux mois après la fin de cette période.



**Art. 16** Les délais de quinze jours prévus aux deuxième et troisième alinéas de l'article 1184 du code de procédure civile sont portés à un mois.



**Art. 17** Lorsqu'il expire au cours de la période définie à l'article 1er, le délai de six mois prévu au premier alinéa de l'article 1185 du code de procédure civile est suspendu pendant une durée qui ne peut excéder deux mois après la fin de cette période.



**Art. 18** Saisi dans les conditions prévues par l'article 375 du code civil au cours de la période définie à l'article 1er, le juge peut, sans audition des parties et par décision motivée:



 1o Dire n'y avoir lieu à assistance éducative;

 2o Ordonner une mesure judiciaire d'investigation éducative ou toute autre mesure d'information prévue à l'article 1183 du code de procédure civile;



 3o Ordonner la mesure prévue par l'article 375-2 du code civil pour une durée qui ne peut excéder six mois.



 Il en informe les parents, le tuteur, la personne ou le service à qui l'enfant a été confié, en même temps qu'il délivre l'avis d'ouverture prévu au quatrième alinéa de l'article 1182 du code de procédure civile.



**Art. 19** *(Abrogé par Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 11)  Si l'intérêt de l'enfant l'exige, le juge peut suspendre ou modifier le droit de visite et d'hébergement, par ordonnance motivée et sans audition des parties, pour une durée ne pouvant excéder la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire mentionné à l'article 1er.*

*Le service ou la personne à qui l'enfant est confié maintient les liens entre l'enfant et sa famille par tout moyen, y compris par un moyen de communication audiovisuelle.*

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 20** Le juge des enfants peut décider de tenir les audiences civiles en ayant recours à un moyen de communication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des parties et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats. Le juge s'assure du bon déroulement des échanges entre les parties. Le greffe dresse le procès-verbal des opérations effectuées.

**Art. 21** Au cours de la période définie à l'article 1er, les convocations et notifications peuvent être faites par courrier simple, par voie électronique ou être remises aux parents contre émargement par les services éducatifs.

*(Abrogé par Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 12)  «Durant la même période, les décisions suspendant ou modifiant des droits de visite et d'hébergement dans le but d'assurer le respect de mesures de confinement peuvent être rendues sans contreseing du greffier et notifiées par voie électronique à la personne ou au service à qui l'enfant a été confié.»*

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

TITRE II  **DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COPROPRIÉTÉ**

**Art. 22** *(Ord. no 2020-1400 du 18 nov. 2020, art. 8)*«I. —» Par dérogation aux dispositions de l'article 1102 et du deuxième alinéa de l'article 1214 du code civil et de la loi no 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis *(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*«, lorsque l'assemblée générale appelée à désigner un syndic n'a pas pu ou ne peut se tenir», le contrat de syndic qui expire ou a expiré *(Ord. no 2020-460 du 22 avr. 2020, art. 1er)*«entre le» *(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*«1er janvier 2022 et le 15 février 2022» *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 13)*«inclus» est renouvelé dans les mêmes termes jusqu'à la prise d'effet du nouveau contrat du syndic désigné par la prochaine assemblée générale des copropriétaires. Cette prise d'effet intervient *(Ord. no 2020-460 du 22 avr. 2020, art. 1er)*«au plus tard le» *(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*«15 avril 2022».



*(Ord. no 2020-460 du 22 avr. 2020, art. 1er)*«La rémunération forfaitaire du syndic est déterminée selon les termes du contrat qui expire ou a expiré, au prorata de la durée de son renouvellement dans les conditions définies à l'alinéa précédent.»

*(Abrogé par L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)  «Les dispositions  (Ord. no 2020-460 du 22 avr. 2020, art. 1er)  «des précédents alinéas» ne sont pas applicables lorsque l'assemblée générale des copropriétaires a désigné, avant la publication de la présente ordonnance, un syndic dont le contrat prend effet à compter du 12 mars 2020.*

*« (Ord. no 2020-1400 du 18 nov. 2020, art. 8)  «II. — Par dérogation aux mêmes dispositions, le contrat de syndic qui expire ou a expiré entre le 29 octobre 2020 et le 31 décembre 2020 inclus est renouvelé dans les mêmes termes jusqu'à la prise d'effet du nouveau contrat du syndic désigné par la prochaine assemblée générale des copropriétaires. Cette prise d'effet intervient au plus tard le 31 janvier 2021.*

*«Les dispositions du précédent alinéa ne sont pas applicables lorsque l'assemblée générale des copropriétaires a désigné, avant la publication de l'ordonnance no 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés, un syndic dont le contrat prend effet à compter du 29 octobre 2020.*

*«La rémunération forfaitaire du syndic est déterminée selon les termes du contrat qui expire ou a expiré, au prorata de la durée de son renouvellement dans les conditions définies aux alinéas précédents.»»*

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 22-1** *(Ord. no 2020-1400 du 18 nov. 2020, art. 8)*«I. —» *(Ord. no 2020-460 du 22 avr. 2020, art. 1er)*Par dérogation aux dispositions de l'article 21 et du *c* de l'article 25 de la loi no 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis *(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*«, lorsque l'assemblée générale appelée à élire les membres du conseil syndical n'a pas pu ou ne peut se tenir», le mandat confié par décision de l'assemblée générale aux membres du conseil syndical, qui expire ou a expiré entre le *(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*«1er janvier 2022 et le 15 février 2022» *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 13)*«inclus», est renouvelé jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale des copropriétaires. Cette assemblée générale intervient au plus tard le *(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*«15 avril 2022».

*(Abrogé par L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)  «Les dispositions du précédent alinéa ne sont pas applicables lorsque l'assemblée générale des copropriétaires a désigné les membres du conseil syndical avant la publication de la présente ordonnance.*

*« (Ord. no 2020-1400 du 18 nov. 2020, art. 8)  «II. — Par dérogation aux mêmes dispositions, le mandat confié par décision de l'assemblée générale aux membres du conseil syndical, qui expire ou a expiré entre le 29 octobre 2020 et le 31 décembre 2020 inclus, est renouvelé jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale des copropriétaires. Cette assemblée générale intervient au plus tard le 31 janvier 2021.*

*«Les dispositions du précédent alinéa ne sont pas applicables lorsque l'assemblée générale des copropriétaires a désigné les membres du conseil syndical avant la publication de l'ordonnance no 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés.»»*

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 22-2** *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 13-3o)*I. — Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article 17-1 A de la loi du 10 juillet 1965 susvisée, et *(L. no 2021-689 du 31 mai 2021, art. 8)*«jusqu'au» *(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*«31 juillet 2022», le syndic peut prévoir que les copropriétaires ne participent pas à l'assemblée générale par présence physique.

 Dans ce cas, les copropriétaires participent à l'assemblée générale par visioconférence ou par tout autre moyen de communication électronique permettant leur identification. Ils peuvent également voter par correspondance, avant la tenue de l'assemblée générale, dans les conditions édictées au deuxième alinéa de l'article 17-1 A de la loi du 10 juillet 1965 susvisée.

 Par dérogation aux dispositions de l'article 17 de la loi du 10 juillet 1965 susvisée, lorsque le recours à la visioconférence ou à tout autre moyen de communication électronique *(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*«est impossible pour des raisons techniques et matérielles», le syndic peut prévoir *(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*«, après avis du conseil syndical,» que les décisions du syndicat des copropriétaires sont prises au seul moyen du vote par correspondance. *(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*«Lorsqu'un vote par correspondance est organisé en lieu et place de la tenue d'une assemblée générale donnant lieu à la rémunération forfaitaire prévue au premier alinéa de l'article 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965 susvisée, les prestations fournies par le syndic au titre du traitement de ce vote sont comprises dans le forfait.»

 II. — Lorsque le syndic décide de faire application des dispositions prévues au I et que l'assemblée générale des copropriétaires a déjà été convoquée, il en informe les copropriétaires au moins quinze jours avant la tenue de cette assemblée par tout moyen permettant d'établir avec certitude la date de la réception de cette information.

*(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*) «Lorsque le délai d'information mentionné au premier alinéa du présent II ne peut être respecté, le syndic peut reporter la tenue de l'assemblée générale et, le cas échéant, décider de faire application des deux premiers alinéas du I. Il en informe les copropriétaires, au plus tard le jour prévu pour la tenue de cette assemblée, par tout moyen permettant d'établir avec certitude la date de la réception de cette information. Cette assemblée générale se tient dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la date initialement prévue.»

*Les dispositions issues du 3o de l'art. 13 de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 sont applicables à compter du 1er juin 2020 (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 22-3** *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 13-3o)*Lorsqu'il est fait application de l'article 22-2, il est dérogé aux dispositions des articles 9, 14, 15 et 17 du décret du 17 mars 1967 susvisé dans les conditions suivantes:

 1o L'assemblée générale des copropriétaires est convoquée sans qu'un lieu de réunion soit déterminé, ni indiqué dans la convocation;

 2o La convocation précise que les copropriétaires ne peuvent participer à l'assemblée générale que par visioconférence ou tout autre moyen de communication électronique, sans préjudice de la possibilité de voter par correspondance. Lorsque le recours à la visioconférence ou à tout autre moyen de communication électronique n'est pas possible, la convocation précise que les copropriétaires ne peuvent voter que par correspondance;

 3o Le président de séance certifie exacte la feuille de présence et signe, le cas échéant avec le ou les scrutateurs, le procès-verbal des décisions dans les huit jours suivant la tenue de l'assemblée générale;

 4o Lorsque les décisions sont prises au seul moyen du vote par correspondance, le président du conseil syndical, ou à défaut, l'un de ses membres, ou en leur absence, l'un des copropriétaires votant désigné par le syndic, assure les missions qui incombent au président de séance en application des dispositions du décret du 17 mars 1967 susvisé.

*Les dispositions issues du 3o de l'art. 13 de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 sont applicables à compter du 1er juin 2020 (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 22-4** *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 13-3o)*Par dérogation aux dispositions du troisième alinéa du I de l'article 22 de la loi du 10 juillet 1965 susvisée, et *(L. no 2021-689 du 31 mai 2021, art. 8)*«jusqu'au» *(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*«31 juillet 2022», un mandataire peut recevoir plus de trois délégations de vote si le total des voix dont il dispose lui-même et de celles de ses mandants n'excède pas 15 % des voix du syndicat des copropriétaires.

*Les dispositions issues du 3o de l'art. 13 de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 sont applicables à compter du 1er juin 2020 (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 22-5** *(Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 13-3o)*Par dérogation aux dispositions de l'article 13-1 du décret du 17 mars 1967 susvisé, et *(L. no 2021-689 du 31 mai 2021, art. 8)*«jusqu'au» *(L. no 2022-46 du 22 janv. 2022, art. 9)*«31 juillet 2022», le syndic peut décider des moyens et supports techniques permettant à l'ensemble des copropriétaires de participer à l'assemblée générale par visioconférence, audioconférence ou tout autre moyen de communication électronique permettant leur identification, la transmission de leur voix, ainsi que la retransmission continue et simultanée des délibérations. Ces moyens et supports techniques sont utilisés jusqu'à ce que l'assemblée générale se prononce sur leur utilisation.

*Les dispositions issues du 3o de l'art. 13 de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 sont applicables à compter du 1er juin 2020 (Ord. préc., art. 16).*

**Ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020,**

*Relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période.*

TITRE I  **DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA PROROGATION DES DÉLAIS**

**Art. 1er** I. — Les dispositions du présent titre sont applicables aux délais et mesures qui ont expiré ou qui expirent entre le 12 mars 2020 et *(Ord. no 2020-560 du 13 mai 2020, art. 1er)*«le 23 juin 2020 inclus».

 II. — Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables:

 1o Aux délais et mesures résultant de l'application de règles de droit pénal et de procédure pénale, ou concernant les élections régies par le code électoral et les consultations auxquelles ce code est rendu applicable;

 2o Aux délais concernant l'édiction et la mise en œuvre de mesures privatives de liberté;

*(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 1er)*«3o Aux délais concernant les procédures d'inscription dans un établissement d'enseignement ou d'inscription à un examen conduisant à la délivrance d'un diplôme;

 «3o *bis* Aux délais dont le respect conditionne l'accès aux corps, cadres d'emploi, emplois ou grades de la fonction publique ainsi que le bénéfice de mutations, détachements, mises à disposition ou autres affectations des agents publics;»

 4o Aux obligations financières et garanties y afférentes mentionnées aux articles L. 211-36 et suivants du code monétaire et financier;



*(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 1er)*«4o *bis* Aux obligations qui résultent, pour les personnes mentionnées à l'article L. 561-2 du code monétaire et financier, de la section 4 du chapitre 1er ainsi que du chapitre II du titre VI du livre V du même code;



 «4o *ter* Aux obligations de déclaration prévues par les articles L. 512-3 du code des assurances et L. 546-2 du code monétaire et financier, pour les personnes tenues de s'immatriculer au registre unique mentionné aux articles L. 512-1 du code des assurances et L. 546-1 du code monétaire et financier, ainsi que pour leurs mandants, les entreprises d'assurance auprès desquelles ils ont souscrit un contrat au titre de leur responsabilité civile professionnelle et les établissements de crédit ou les sociétés de financement auprès desquels ils ont souscrit une garantie financière;



 «4o *quater* Aux obligations, notamment de déclaration et de notification imposées en application des livres II, IV, V et VI du code monétaire et financier aux entités, personnes, offres et opérations mentionnées à l'article L. 621-9 du même code ainsi qu'aux obligations imposées en application du I et II de l'article L. 233-7 du code de commerce.



*(Ord. no 2020-666 du 3 juin 2020, art. 1er)*«Toutefois, les dispositions du présent titre sont applicables à l'obligation mentionnée au dernier alinéa du I des articles L. 214-17-2 et L. 214-24-51 et à l'article L. 214-52 du code monétaire et financier. Elles sont également applicables à l'obligation de respecter, au plus tard lors de l'inventaire de clôture de l'exercice suivant celui au cours duquel le fonds de capital investissement a été constitué, les quotas d'investissement mentionnés au V de l'article L. 214-28, au dernier alinéa du I de l'article L. 214-30, au A du V de l'article L. 214-31 et au I de l'article L. 214-159 du même code, dès lors que cette obligation devait être remplie à une échéance fixée entre le 12 mars et le 30 juin 2020 inclus;»



 «4o *quinquies* Aux délais concernant les déclarations prévues aux articles L. 152-1, L. 721-2, L. 741-4, L. 751-4, L. 761-3 et L. 771-1 du code monétaire et financier;»

 5o Aux délais et mesures ayant fait l'objet d'autres adaptations particulières par la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ou en application de celle-ci;

*(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 1er)*«6o Aux délais concernant les déclarations relatives aux produits chimiques et aux installations fabriquant, stockant, traitant ou consommant de tels produits, mentionnées aux articles L. 2342-8 à L. 2342-21 du code de la défense;



 «7o Aux délais de demande de restitution de l'enfant déclaré pupille de l'État à titre provisoire, tels que définis au deuxième alinéa de l'article L. 224-6 du code de l'action sociale et des familles;



 «8o Aux demandes d'aides ainsi qu'aux déclarations et formalités nécessaires pour bénéficier des différents régimes d'aides relevant de la politique agricole commune;

 «9o Aux délais, régis par le code de l'environnement ou le code de la défense, concernant les déclarations d'accident ou d'incident nucléaire ainsi que toute autre procédure de déclaration, d'information ou d'alerte ou acte destiné à assurer la sécurité nucléaire et la protection des installations, des matières et des équipements nucléaires ainsi que celles du transport des substances radioactives et des matières nucléaires;

 «10o Aux délais dans lesquels doivent être présentées les demandes d'attribution de logements destinés aux étudiants et gérés par les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires;

 «11o Aux délais accordés par des procédures d'appels à projets aux personnes souhaitant concourir à la réalisation de politiques publiques et bénéficier à ce titre d'aides publiques;»

*(Ord. no 2020-560 du 13 mai 2020, art. 1er)*«12o Aux délais pour l'établissement des actes de l'état civil relatant des événements survenus à compter du 24 mai 2020;»

*(Ord. no 2020-666 du 3 juin 2020, art. 1er)*«13o Aux délais de livraisons mentionnés dans les contrats portant sur le transfert de la propriété ou la livraison de marchandises d'origine agricole fongibles non périssables et sèches et des produits de leur première transformation, ainsi qu'aux délais mentionnés dans les contrats d'affrètement maritime et fluvial de ces marchandises et produits.»

 III. — Les dispositions du présent titre sont applicables aux mesures restrictives de liberté et aux autres mesures limitant un droit ou une liberté constitutionnellement garanti, sous réserve qu'elles n'entraînent pas une prorogation au-delà du 30 juin 2020.

*Le 13o du II de l'art. 1er de l'Ord. no 2020-306 du 25 mars 2020 issu de l'Ord. no 2020-666 du 3 juin 2020 s'applique aux contrats en cours à l'expiration d'un délai de sept jours suivant le 5 juin 2020 (Ord. no 2020-666 du 3 juin 2020, art. 4).*

**Art. 2** Tout acte, recours, action en justice, formalité, inscription, déclaration, notification ou publication prescrit par la loi ou le règlement à peine de nullité, sanction, caducité, forclusion, prescription, inopposabilité, irrecevabilité, péremption, désistement d'office, application d'un régime particulier, non avenu ou déchéance d'un droit quelconque et qui aurait dû être accompli pendant la période mentionnée à l'article 1er sera réputé avoir été fait à temps s'il a été effectué dans un délai qui ne peut excéder, à compter de la fin de cette période, le délai légalement imparti pour agir, dans la limite de deux mois.

 Il en est de même de tout paiement prescrit par la loi ou le règlement en vue de l'acquisition ou de la conservation d'un droit.

*(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 2)*«Le présent article n'est pas applicable aux délais de réflexion, de rétractation ou de renonciation prévus par la loi ou le règlement, ni aux délais prévus pour le remboursement de sommes d'argent en cas d'exercice de ces droits.»

*(Ord. no 2020-666 du 3 juin 2020, art. 2)*«Lorsque les dispositions du présent article s'appliquent à un délai d'opposition ou de contestation, elles n'ont pas pour effet de reporter la date avant laquelle l'acte subordonné à l'expiration de ce délai ne peut être légalement accompli ou produire ses effets ou avant laquelle le paiement ne peut être libératoire.»

*Les modifications de l'art. 2 par l'Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020 et par l'Ord. no 2020-666 du 3 juin 2020 ont un caractère interprétatif (Ord. préc., art. 2).*

**Art. 3** Les mesures administratives ou juridictionnelles suivantes et dont le terme vient à échéance au cours de la période définie au I de l'article 1er sont prorogées de plein droit jusqu'à l'expiration d'un délai de *(Ord. no 2020-560 du 13 mai 2020, art. 1er)*«trois» mois suivant la fin de cette période:

 1o Mesures conservatoires, d'enquête, d'instruction, de conciliation ou de médiation;

 2o Mesures d'interdiction ou de suspension qui n'ont pas été prononcées à titre de sanction;

 3o Autorisations, permis et agréments;

 4o Mesures d'aide, d'accompagnement ou de soutien aux personnes en difficulté sociale;

*(Abrogé par Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020, art. 15)  «5o Mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial.»*

*(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 3)*«Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'exercice, par le juge ou l'autorité compétente, de ses compétences pour modifier ces mesures ou y mettre fin, ou, lorsque les intérêts dont il a la charge le justifient, pour prescrire leur application ou en ordonner de nouvelles en fixant un délai qu'il détermine. Dans tous les cas, le juge ou l'autorité compétente tient compte, dans la détermination des prescriptions ou des délais à respecter, des contraintes liées à l'état d'urgence sanitaire.»

*Les dispositions issues de l'Ord. no 2020-595 du 20 mai 2020 entrent en vigueur immédiatement. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date et dans les îles Wallis-et-Futuna (Ord. préc., art. 16).*

**Art. 4** Les astreintes, les clauses pénales, les clauses résolutoires ainsi que les clauses prévoyant une déchéance, lorsqu'elles ont pour objet de sanctionner l'inexécution d'une obligation dans un délai déterminé, sont réputées n'avoir pas pris cours ou produit effet, si ce délai a expiré pendant la période définie au I de l'article 1er.

*(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 4)*«Si le débiteur n'a pas exécuté son obligation, la date à laquelle ces astreintes prennent cours et ces clauses produisent leurs effets est reportée d'une durée, calculée après la fin de cette période, égale au temps écoulé entre, d'une part, le 12 mars 2020 ou, si elle est plus tardive, la date à laquelle l'obligation est née et, d'autre part, la date à laquelle elle aurait dû être exécutée.

 «La date à laquelle ces astreintes prennent cours et ces clauses prennent effet, lorsqu'elles ont pour objet de sanctionner l'inexécution d'une obligation, autre que de sommes d'argent, dans un délai déterminé expirant après la période définie au I de l'article 1er, est reportée d'une durée égale au temps écoulé entre, d'une part, le 12 mars 2020 ou, si elle est plus tardive, la date à laquelle l'obligation est née et, d'autre part, la fin de cette période.»

 Le cours des astreintes et l'application des clauses pénales qui ont pris effet avant le 12 mars 2020 sont suspendus pendant la période définie au I de l'article 1er.

**Art. 5** Lorsqu'une convention ne peut être résiliée que durant une période déterminée ou qu'elle est renouvelée en l'absence de dénonciation dans un délai déterminé, cette période ou ce délai sont prolongés s'ils expirent durant la période définie au I de l'article 1er, de deux mois après la fin de cette période.

TITRE II  **AUTRES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX DÉLAIS ET PROCÉDURES EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE**

**Art. 6** Le présent titre s'applique aux administrations de l'État, aux collectivités territoriales, à leurs établissements publics administratifs ainsi qu'aux organismes et personnes de droit public et de droit privé chargés d'une mission de service public administratif, y compris les organismes de sécurité sociale.

**Art. 7** Sous réserve des obligations qui découlent d'un engagement international ou du droit de l'Union européenne, les délais à l'issue desquels une décision, un accord ou un avis de l'un des organismes ou personnes mentionnés à l'article 6 peut ou doit intervenir ou est acquis implicitement et qui n'ont pas expiré avant le 12 mars 2020 sont, à cette date, suspendus jusqu'à la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er.

 Le point de départ des délais de même nature qui auraient dû commencer à courir pendant la période mentionnée au I de l'article 1er est reporté jusqu'à l'achèvement de celle-ci.

 Les mêmes règles s'appliquent aux délais impartis aux mêmes organismes ou personnes pour vérifier le caractère complet d'un dossier ou pour solliciter des pièces complémentaires dans le cadre de l'instruction d'une demande ainsi qu'*(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 5)*«au délai de rétractation fixé au titre de la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique prévue par l'article 72 de la loi no 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

 «Sous réserve des dispositions de l'article 12, les délais prévus pour la consultation ou la participation du public sont suspendus» *(Ord. no 2020-560 du 13 mai 2020, art. 1er)*«jusqu'au 30 mai 2020 inclus».

**Art. 8** Lorsqu'ils n'ont pas expiré avant le 12 mars 2020, les délais imposés par l'administration, conformément à la loi et au règlement, à toute personne pour réaliser des contrôles et des travaux ou pour se conformer à des prescriptions de toute nature sont, à cette date, suspendus jusqu'à la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er, sauf lorsqu'ils résultent d'une décision de justice.

 Le point de départ des délais de même nature qui auraient dû commencer à courir pendant la période mentionnée au I de l'article 1er est reporté jusqu'à l'achèvement de celle-ci.

*(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 6)*«Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'exercice, par l'autorité administrative, de ses compétences pour modifier ces obligations ou y mettre fin, ou, lorsque les intérêts dont elle a la charge le justifie, pour prescrire leur application ou en ordonner de nouvelles, dans le délai qu'elle détermine. Dans tous les cas, l'autorité administrative tient compte, dans la détermination des obligations ou des délais à respecter, des contraintes liées à l'état d'urgence sanitaire.»

**Art. 9** Par dérogation aux dispositions des articles 7 et 8, un décret détermine les catégories d'actes, de procédures et d'obligations pour lesquels, pour des motifs de protection des intérêts fondamentaux de la Nation, de sécurité, de protection de la santé, de la salubrité publique, *(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 7)*«de sauvegarde de l'emploi et de l'activité, de sécurisation des relations de travail et de la négociation collective,» de préservation de l'environnement et de protection de l'enfance et de la jeunesse, le cours des délais reprend.

 Pour les mêmes motifs, un décret peut, pour un acte, une procédure ou une obligation, fixer une date de reprise du délai, à condition d'en informer les personnes concernées.

*(Ord. no 2020-347 du 27 mars 2020, art. 8)*«Les décrets mentionnés aux premier et deuxième alinéas du présent article peuvent, le cas échéant, déroger aux règles fixées à l'article 4 sur le cours des astreintes.»

**Art. 10** I. — Sont suspendus à compter du 12 mars 2020 et *(Ord. no 2020-560 du 13 mai 2020, art. 1er)*«jusqu'au 23 août 2020 inclus» et ne courent qu'à compter de cette dernière date, s'agissant de ceux qui auraient commencé à courir pendant la période précitée, les délais:

 1o Accordés à l'administration pour réparer les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de l'impôt, les insuffisances, les inexactitudes ou les erreurs d'imposition et appliquer les intérêts de retard et les sanctions en application des articles L. 168 à L. 189 du livre des procédures fiscales ou de l'article 354 du code des douanes lorsque la prescription est acquise au 31 décembre 2020;



 2o Accordés à l'administration ou à toute personne ou entité et prévus par les dispositions du titre II *(Ord. no 2020-560 du 13 mai 2020, art. 1er)*«des première, deuxième et troisième parties» du livre des procédures fiscales, à l'exception des délais de prescription prévus par les articles L. 168 à L. 189 du même livre, par les dispositions de l'article L. 198 A du même livre en matière d'instruction sur place des demandes de remboursement de crédits de taxe sur la valeur ajoutée ainsi que par les dispositions *(Ord. no 2020-560 du 13 mai 2020, art. 1er)*«de l'article 67 D» du code des douanes;



*(Ord. no 2020-560 du 13 mai 2020, art. 1er)*«Toutefois, sont suspendus à compter du 12 mars 2020 et jusqu'au 23 juin 2020 inclus et ne courent qu'à compter de cette dernière date, s'agissant de ceux qui auraient commencé à courir pendant cette même période, les délais prévus aux articles L. 18, L. 64 B, L. 80 B, L. 80 C et L. 80 CB du livre des procédures fiscales et ceux prévus à l'article 345 *bis* du code des douanes.»

 3o Prévus à l'article 32 de la loi *[no 2018-727]* du 10 août 2018 susvisée.

 II. — Les dispositions de l'article 2 de la présente ordonnance ne s'appliquent pas aux déclarations servant à l'imposition et à l'assiette, à la liquidation et au recouvrement des impôts, droits et taxes.

**Art. 11** S'agissant des créances dont le recouvrement incombe aux comptables publics, les délais en cours à la date du 12 mars 2020 ou commençant à courir au cours de la période définie au I de l'article 1er prévus à peine de nullité, caducité, forclusion, prescription, inopposabilité ou déchéance d'un droit ou d'une action sont suspendus jusqu'au terme d'un délai de deux mois suivant la fin de la période mentionnée au même I de l'article 1er.

**Art. 11 *bis*** *(Ord. no 2020-428 du 15 avr. 2020, art. 8)*I. — Les dispositions du présent article sont applicables aux accords collectifs conclus *(Ord. no 2020-737 du 17 juin 2020, art. 1er)*«jusqu'au 10 octobre 2020 inclus», et dont l'objet est exclusivement de faire face aux conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 ainsi qu'aux conséquences des mesures prises pour limiter cette propagation.

 II. — Pour la négociation et la conclusion des accords mentionnés au I:

 1o Le délai de quinze jours mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 2232-6 du code du travail est réduit à huit jours;



 2o Le délai d'un mois mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 2232-12 du même code est réduit à huit jours;

 3o Le délai de huit jours mentionné au troisième alinéa de l'article L. 2232-12 du même code est réduit à cinq jours;

*(Abrogé par Ord. no 2020-737 du 17 juin 2020, art. 1er, à compter du 11 août 2020)  «4o Le délai minimum de quinze jours mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 2232-21 du même code est réduit à cinq jours;»*

 5o Le délai d'un mois mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 2232-25-1 du même code est réduit à huit jours.

 III. — Pour l'extension des accords mentionnés au I, le délai d'un mois mentionné au troisième alinéa de l'article L. 2261-19 du code du travail est réduit à huit jours. Un décret peut adapter les délais applicables à la procédure d'extension des accords mentionnés au I.



 IV. — Les dispositions de l'article 2 de *(Ord. no 2020-737 du 17 juin 2020, art. 1er)*«la présente ordonnance» ne s'appliquent pas aux délais mentionnés au présent article.

 V. — Les dispositions du présent article s'appliquent aux délais qui n'ont pas commencé à courir à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

 Les dispositions du 1o du II s'appliquent aux accords conclus à compter du 12 mars 2020 qui n'ont pas fait l'objet de la notification prévue à l'article L. 2232-6 du code du travail à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance.



 Les dispositions du III s'appliquent aux accords conclus à compter du 12 mars 2020 dont l'avis d'extension au *Journal officiel* de la République française n'a pas été publié à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

TITRE II *BIS*  **DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX ENQUÊTES PUBLIQUES ET AUX DÉLAIS APPLICABLES EN MATIÈRE D'URBANISME, D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION** *(Ord. no 2020-460 du 22 avr. 2020, art. 23).*

**Art. 12** Le présent article s'applique à toute enquête publique déjà en cours à la date du 12 mars 2020 ou devant être organisée *(Ord. no 2020-560 du 13 mai 2020, art. 1er)*«entre cette date et le 30 mai 2020 inclus».

 Lorsque le retard résultant de l'interruption de l'enquête publique ou de l'impossibilité de l'accomplir en raison de l'état d'urgence sanitaire est susceptible d'entraîner des conséquences difficilement réparables dans la réalisation de projets présentant un intérêt national et un caractère urgent, l'autorité compétente pour organiser l'enquête publique peut en adapter les modalités:

 1o En prévoyant que l'enquête publique en cours se poursuit en recourant uniquement à des moyens électroniques dématérialisés. La durée totale de l'enquête peut être adaptée pour tenir compte, le cas échéant, de l'interruption due à l'état d'urgence sanitaire. Les observations recueillies précédemment sont dûment prises en compte par le commissaire enquêteur;

 2o En organisant une enquête publique d'emblée conduite uniquement par des moyens électroniques dématérialisés.

 Lorsque la durée de l'enquête *(Ord. no 2020-560 du 13 mai 2020, art. 1er)*«court au-delà du 30 mai 2020,» l'autorité compétente dispose de la faculté de revenir, une fois achevée cette période et pour la durée de l'enquête restant à courir, aux modalités d'organisation de droit commun énoncées par les dispositions qui régissent la catégorie d'enquêtes dont elle relève.

 Dans tous les cas, le public est informé par tout moyen compatible avec l'état d'urgence sanitaire de la décision prise en application du présent article.

**Art. 12 *bis*** *(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 8)*Les délais applicables aux recours et aux déférés préfectoraux à l'encontre d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable ou d'un permis de construire, d'aménager ou de démolir, qui n'ont pas expiré avant le 12 mars 2020 sont, à cette date, suspendus. Ils recommencent à courir à compter *(Ord. no 2020-539 du 7 mai 2020)*«du 24 mai 2020» pour la durée restant à courir le 12 mars 2020, sans que cette durée puisse être inférieure à sept jours.

 Le point de départ des délais de même nature qui auraient dû commencer à courir durant la période comprise entre le 12 mars 2020 et *(Ord. no 2020-539 du 7 mai 2020)*«le 23 mai 2020» est reporté à l'achèvement de celle-ci.

*(Ord. no 2020-539 du 7 mai 2020)*«Les dispositions du présent article s'appliquent également aux recours formés à l'encontre des agréments prévus à l'article L. 510-1 du code de l'urbanisme lorsqu'ils portent sur un projet soumis à autorisation d'urbanisme ainsi qu'aux recours administratifs préalables obligatoires dirigés contre les avis rendus par les commissions départementales d'aménagement commercial dans les conditions prévues au I de l'article L. 752-17 du code de commerce.»



**Art. 12 *ter*** *(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 8)   (Ord. no 2020-460 du 22 avr. 2020, art. 23)*«Sans préjudice de la faculté de prévoir, pour les mêmes motifs que ceux énoncés à l'article 9, une reprise des délais par décret, les délais d'instruction des demandes d'autorisation et de certificats d'urbanisme» et des déclarations préalables prévus par le livre IV du code de l'urbanisme *(Ord. no 2020-539 du 7 mai 2020)*«, y compris les délais impartis à l'administration pour vérifier le caractère complet d'un dossier ou pour solliciter des pièces complémentaires dans le cadre de l'instruction,» ainsi que les procédures de récolement prévues à l'article L. 462-2 du même code, qui n'ont pas expiré avant le 12 mars 2020 sont, à cette date, suspendus. Ils reprennent leur cours à compter *(Ord. no 2020-539 du 7 mai 2020)*«du 24 mai 2020».



 Le point de départ des délais de même nature qui auraient dû commencer à courir pendant la période comprise entre le 12 mars 2020 et *(Ord. no 2020-539 du 7 mai 2020)*«le 23 mai 2020» est reporté à l'achèvement de celle-ci.

 Les mêmes règles s'appliquent aux délais impartis aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics, aux services, autorités ou commissions, pour émettre un avis ou donner un accord dans le cadre de l'instruction d'une demande ou d'une déclaration mentionnée à l'alinéa précédent *(Ord. no 2020-539 du 7 mai 2020)*«ainsi qu'au délai dans lequel une décision de non-opposition à une déclaration préalable ou une autorisation d'urbanisme tacite ou explicite peut être retirée, en application de l'article L. 424-5 du code de l'urbanisme.».



*(Ord. no 2020-460 du 22 avr. 2020, art. 23)*«Les dispositions du présent article s'appliquent également aux demandes d'autorisation de division prévues par le livre I du code de la construction et de l'habitation ainsi qu'aux demandes d'autorisation d'ouverture, de réouverture, d'occupation et de travaux concernant des établissements recevant du public et des immeubles de moyenne ou de grande hauteur prévues par le même livre, lorsque ces opérations ou travaux ne requièrent pas d'autorisation d'urbanisme.»

**Art. 12 *quater*** *(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 8)   (Ord. no 2020-460 du 22 avr. 2020, art. 23)*«Sans préjudice de la faculté de prévoir, pour les mêmes motifs que ceux énoncés à l'article 9, une reprise des délais par décret, les délais relatifs aux procédures de préemption», prévues au titre I du livre II du code de l'urbanisme et au chapitre III du titre IV du livre I du code rural et de la pêche maritime, à l'issue desquels une décision, un accord ou un avis de l'un des organismes ou personnes mentionnés à l'article 6 peut ou doit intervenir ou est acquis implicitement et qui n'ont pas expiré avant le 12 mars 2020, sont, à cette date, suspendus. Ils reprennent leur cours à compter *(Ord. no 2020-539 du 7 mai 2020)*«du 24 mai 2020» pour la durée restant à courir le 12 mars 2020.



 Le point de départ des délais de même nature qui auraient dû commencer à courir pendant la période comprise entre le 12 mars 2020 et *(Ord. no 2020-539 du 7 mai 2020)*«le 23 mai 2020» est reporté à l'achèvement de celle-ci.

**Art. 12 *quinquies*** *(Ord. no 2020-427 du 15 avr. 2020, art. 8)*A compter de l'entrée en vigueur de l'ordonnance no 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19, le cours des délais reprend pour les participations par voie électronique prévues à l'article 9 de la loi no 2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

*(Ord. no 2020-560 du 13 mai 2020, art. 1er)*«A compter du 24 mai 2020, reprennent leur cours les délais relatifs aux avis, actes et procédures qui permettent la réalisation d'opérations d'aménagement, d'ouvrages et de projets immobiliers nécessaires à la préparation, à l'organisation ou au déroulement des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.»

TITRE III  **DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

**Art. 13** Sous réserve des obligations résultant du droit international et du droit de l'Union européenne, les projets de texte réglementaire ayant directement pour objet de prévenir les conséquences de la propagation du covid-19 ou de répondre à des situations résultant de l'état d'urgence sanitaire sont dispensés de toute consultation préalable obligatoire prévue par une disposition législative ou réglementaire, à l'exception de celles du Conseil d'État et des autorités saisies pour avis conforme.

**Ordonnance no 2020-315 du 25 mars 2020,**

*Relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure.*

*L'Ord. no 2020-315 du 25 mars 2020 est annulée en tant qu'elle s'applique aux contrats de voyages et de séjours mentionnés au II et au 2o du III de l'art. L. 211-14 C. tourisme, dits «voyages à forfait» (CE 13 oct. 2023, no 441663).*

**Art. 1er** I. — Le présent article est applicable à la résolution, lorsqu'elle est notifiée entre le 1er mars 2020 et une date antérieure au 15 septembre 2020 inclus:

 1o Des contrats de vente de voyages et de séjours mentionnés au II et au 2o du III de l'article L. 211-14 du code de tourisme vendus par un organisateur ou un détaillant;

 2o Des contrats, autres que ceux mentionnés au 1o ci-dessus, portant sur les services, mentionnés au 2o, au 3o et au 4o du I de l'article L. 211-2 du même code, vendus par des personnes physiques ou morales produisant elles-mêmes ces services;

 3o Des contrats, autres que ceux mentionnés au 1o ci-dessus, portant sur les services, mentionnés au 2o et au 4o du I du même article L. 211-2, vendus par les associations produisant elles-mêmes ces services, notamment celles organisant sur le territoire national des accueils collectifs de mineurs à caractère éducatif mentionnés à l'article L. 227-4 du code de l'action sociale et des familles.



 II. — Par dérogation aux dispositions de la dernière phrase du II de l'article L. 211-14 du code du tourisme et de la première phrase du III du même article, lorsqu'un contrat mentionné au 1o du I du présent article fait l'objet d'une résolution, l'organisateur ou le détaillant peut proposer, à la place du remboursement de l'intégralité des paiements effectués, un avoir que le client pourra utiliser dans les conditions prévues par les dispositions des III à VI du présent article.



 De même, par dérogation aux dispositions du troisième alinéa de l'article 1229 du code civil, lorsqu'un contrat mentionné au 2o ou au 3o du I du présent article fait l'objet d'une résolution en application du second alinéa de l'article 1218 du même code, les personnes physiques ou morales mentionnées à ces 2o et 3o peuvent proposer, à la place du remboursement de l'intégralité des paiements effectués, un avoir que le client pourra utiliser dans les mêmes conditions.



 III. — Le montant de l'avoir prévu au II du présent article est égal à celui de l'intégralité des paiements effectués au titre du contrat résolu mentionné au I de cet article. Lorsque cet avoir est proposé, le client ne peut solliciter le remboursement de ces paiements, sous réserve, au terme de la période de validité de l'avoir prévue au V du présent article, des dispositions du VII de cet article.

 La personne proposant, en application du II du présent article, un avoir, en informe le client sur un support durable au plus tard trente jours après la résolution du contrat, ou, si le contrat a été résolu avant la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, au plus tard trente jours après cette date d'entrée en vigueur. Cette information précise le montant de l'avoir, ainsi que les conditions de délai et de durée de validité prévues au V du présent article.

 Les dispositions de l'article L. 211-18 du code du tourisme sont applicables à l'avoir proposé à la suite de la résolution d'un contrat mentionné au 1o du I du présent article ainsi que, sous réserve qu'il s'agisse également d'un contrat mentionné à ce 1o, au contrat relatif à la prestation pour laquelle cet avoir est utilisé.



 IV. — Les personnes qui ont conclu les contrats mentionnés au I du présent article doivent proposer, afin que leur client puisse utiliser l'avoir mentionné au II de cet article, une nouvelle prestation qui fait l'objet d'un contrat répondant aux conditions suivantes:

 1o La prestation est identique ou équivalente à la prestation prévue par le contrat résolu mentionné à ce I;

 2o Son prix n'est pas supérieur à celui de la prestation prévue par ce contrat résolu mentionné au même I, le voyageur n'étant tenu, le cas échéant, qu'au paiement correspondant au solde du prix de ce contrat;

 3o Elle ne donne lieu à aucune majoration tarifaire autre que celles que, le cas échéant, le contrat résolu prévoyait.

 V. — La proposition mentionnée au IV du présent article est formulée au plus tard dans un délai de trois mois à compter de la notification de la résolution mentionnée au I de cet article. Elle est valable pendant une durée de dix-huit mois.

 VI. — Lorsque les personnes mentionnées au IV du présent article proposent au client qui le leur demande une prestation dont le prix est différent de celui de la prestation prévue par le contrat résolu mentionné au I de cet article, le prix à acquitter au titre de cette nouvelle prestation tient compte de l'avoir mentionné au II du présent article.

 VII. — A défaut de la conclusion du contrat relatif à la nouvelle prestation prévue au IV du présent article avant le terme de la période de validité mentionnée au V de cet article, les personnes mentionnées à ce IV procèdent au remboursement de l'intégralité des paiements effectués au titre du contrat résolu, auquel elles sont tenues en application des dispositions de la dernière phrase du II de article L. 211-14 du code du tourisme et de la première phrase du III du même article ou des dispositions du code civil mentionnées au second alinéa du II du présent article. Elles procèdent, le cas échéant, au remboursement d'un montant égal au solde de l'avoir qui n'a pas été utilisé par le client.



**Ordonnance no 2020-316 du 25 mars 2020,**

*Relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19.*

**Art. 1er** Peuvent bénéficier des dispositions des articles 2 à 4 les personnes physiques et morales de droit privé exerçant une activité économique qui sont susceptibles de bénéficier du fonds de solidarité mentionné à l'article 1er de l'ordonnance no 2020-317 du 25 mars 2020 susvisée. Celles qui poursuivent leur activité dans le cadre d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire peuvent également bénéficier de ces dispositions au vu de la communication d'une attestation de l'un des mandataires de justice désignés par le jugement qui a ouvert cette procédure.

 Les critères d'éligibilité aux dispositions mentionnées ci-dessus sont précisés par décret, lequel détermine notamment les seuils d'effectifs et de chiffre d'affaires des personnes concernées ainsi que le seuil de perte de chiffre d'affaires constatée du fait de la crise sanitaire. *— V. Décr. no 2020-378 du 31 mars 2020.*



**Art. 2** A compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et jusqu'à la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi *[no 2020-290]* du 23 mars 2020 susvisée, ne peuvent procéder à la suspension, à l'interruption ou à la réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau aux personnes mentionnées à l'article 1er pour non-paiement par ces dernières de leurs factures:

 1o Les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie;



 2o Les fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation mentionnée à l'article L. 443-1 du même code;

 3o Les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales.



 En outre, les fournisseurs d'électricité ne peuvent procéder au cours de la même période à une réduction de la puissance distribuée aux personnes concernées.

 Les personnes mentionnées à l'article 1er attestent qu'elles remplissent les conditions pour bénéficier des dispositions du présent article, selon les modalités précisées par le décret mentionné au second alinéa de l'article 1er. *— V. Décr. no 2020-378 du 31 mars 2020.*



**Art. 3** A compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie et les fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation mentionnée à l'article L. 443-1 du même code alimentant plus de 100 000 clients, les fournisseurs d'électricité qui interviennent dans les zones non interconnectées au réseau métropolitain continental, les entreprises locales de distribution définies à l'article L. 111-54 du même code ainsi que les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales sont tenus, à la demande des personnes mentionnées à l'article 1er, de leur accorder le report des échéances de paiement des factures exigibles entre le 12 mars 2020 et la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi *[no 2020-290]* du 23 mars 2020 précitée et non encore acquittées. Ce report ne peut donner lieu à des pénalités financières, frais ou indemnités à la charge des personnes précitées.



 Le paiement des échéances ainsi reportées est réparti de manière égale sur les échéances de paiement des factures postérieures au dernier jour du mois suivant la date de fin de l'état d'urgence sanitaire, sur une durée ne pouvant être inférieure à six mois.

 Lorsqu'elles demandent à leur fournisseur le rééchelonnement du paiement des factures, les personnes mentionnées à l'article 1er attestent qu'elles remplissent les conditions pour bénéficier des dispositions du présent article, selon les modalités précisées par le décret mentionné au second alinéa de l'article 1er.

**Art. 4** Les personnes mentionnées à l'article 1er ne peuvent encourir de pénalités financières ou intérêts de retard, de dommages-intérêts, d'astreinte, d'exécution de clause résolutoire, de clause pénale ou de toute clause prévoyant une déchéance, ou d'activation des garanties ou cautions, en raison du défaut de paiement de loyers ou de charges locatives afférents à leurs locaux professionnels et commerciaux, nonobstant toute stipulation contractuelle et les dispositions des articles L. 622-14 et L. 641-12 du code de commerce.



 Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux loyers et charges locatives dont l'échéance de paiement intervient entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi *[no 2020-290]* du 23 mars 2020 précitée.

**Art. 5** La présente ordonnance est applicable à Wallis-et-Futuna.

**Ordonnance no 2020-538 du 7 mai 2020,**

*Relative aux conditions financières de résolution de certains contrats en cas de force majeure dans les secteurs de la culture et du sport.*

**Art. 1er** I. — Le présent article est applicable à la résolution, lorsqu'elle est notifiée entre le 12 mars 2020 et une date antérieure au 15 septembre 2020 inclus:

 1o Des contrats de vente de titres d'accès à une ou plusieurs prestations de spectacles vivants, y compris dans le cadre de festivals, et leurs éventuels services associés, conclus entre les personnes morales de droit privé exerçant les activités d'entrepreneurs de spectacles vivants au sens de l'article L. 7122-2 du code du travail, responsables de la billetterie, et leurs clients directement ou par l'intermédiaire de distributeurs autorisés par elles;



 2o Des contrats de vente de titres d'accès à une ou plusieurs manifestations sportives, et leurs éventuels services associés, conclus entre les personnes morales de droit privé exerçant les activités d'organisateurs ou propriétaires des droits d'exploitation de manifestations sportives au sens de l'article L. 333-1 du code du sport, responsables de la billetterie, et leurs clients directement ou par l'intermédiaire de distributeurs autorisés par elles.



 Le présent article est également applicable à la résolution des contrats de vente d'abonnements donnant accès aux prestations de spectacles vivants mentionnées au 1o et aux manifestations sportives mentionnées au 2o.

 Les quatre premiers alinéas s'appliquent sous réserve des dispositions prévues au 2o du I de l'article 1er de l'ordonnance du 25 mars 2020 susvisée relatives aux contrats d'accès à un spectacle vivant ou une manifestation sportive faisant partie d'un forfait touristique ou d'une prestation de voyage liée.

 II. — Par dérogation aux dispositions du troisième alinéa de l'article 1229 du code civil, lorsqu'un contrat mentionné au I du présent article fait l'objet d'une résolution en application du second alinéa de l'article 1218 du même code, les entrepreneurs de spectacles vivants ainsi que les organisateurs ou propriétaires des droits d'exploitation d'une manifestation sportive, responsables de la billetterie, peuvent, directement ou par l'intermédiaire de distributeurs autorisés par eux, proposer, en lieu et place du remboursement de toute somme versée et correspondant en tout ou partie au montant des billets d'accès aux prestations visées au I du présent article, un avoir que le client pourra utiliser dans les conditions prévues par les dispositions des III à VII de cet article.



 III. — Le montant de l'avoir prévu au II du présent article est égal à celui de l'intégralité des paiements effectués au titre des prestations non réalisées du contrat résolu mentionné au I de cet article. Lorsque cet avoir est proposé, le client ne peut solliciter le remboursement de ces paiements, sous réserve, au terme de la période de validité de l'avoir prévue au V du présent article, des dispositions du VII de cet article.

 Lorsqu'un avoir est proposé en application du II du présent article, le client est informé sur un support durable au plus tard trente jours après la résolution du contrat, ou, si le contrat a été résolu avant la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, au plus tard trente jours après cette date d'entrée en vigueur. Cette information précise le montant de l'avoir, ainsi que les conditions de délai et de durée de validité prévues au V du présent article.

 IV. — Les entrepreneurs de spectacles vivants ainsi que les organisateurs ou propriétaires des droits d'exploitation d'une manifestation sportive, responsables de la billetterie, qui ont conclu les contrats mentionnés au I du présent article doivent proposer, directement ou par l'intermédiaire de distributeurs autorisés par eux, une nouvelle prestation permettant l'utilisation de l'avoir mentionné au II de cet article et qui fait l'objet d'un contrat répondant aux conditions suivantes:

 1o La prestation est de même nature et de même catégorie que la prestation prévue par le contrat résolu mentionné au I;

 2o Son prix n'est pas supérieur à celui de la prestation prévue par ce contrat résolu mentionné au même I;

 3o Elle ne donne lieu à aucune majoration tarifaire autre que celles résultant de l'achat de services associés, que le contrat résolu prévoyait.

 V. — La proposition mentionnée au IV du présent article est formulée au plus tard dans un délai de trois mois à compter de la notification de la résolution mentionnée au I de cet article. La proposition précise la durée pendant laquelle le client peut l'accepter. Cette durée court à compter de la réception de la proposition et ne peut pas être supérieure à douze mois pour les contrats visés au 1o du I et à dix-huit mois pour les contrats visés au 2o du I.

 VI. — Lorsque les entrepreneurs de spectacles vivants ainsi que les organisateurs ou propriétaires des droits d'exploitation d'une manifestation sportive, responsables de la billetterie, proposent au client qui le leur demande une prestation dont le prix est différent de celui de la prestation prévue par le contrat résolu mentionné au I de cet article, le prix à acquitter au titre de cette nouvelle prestation tient compte de l'avoir mentionné au II du présent article.

 VII. — A défaut de la conclusion du contrat relatif à la nouvelle prestation prévue au IV du présent article ou déterminée en accord avec le client, avant le terme de la période de validité mentionnée au V de cet article, les entrepreneurs de spectacles vivants ainsi que les organisateurs ou propriétaires des droits d'exploitation d'une manifestation sportive, responsables de la billetterie, procèdent ou font procéder au remboursement de l'intégralité des paiements effectués au titre des prestations non réalisées du contrat résolu, auquel ils sont tenus en application des dispositions du code civil mentionnées au II du présent article. Ils procèdent ou font procéder, le cas échéant, au remboursement d'un montant égal au solde de l'avoir qui n'a pas été utilisé par le client.

**Art. 2** I. — Le présent article est applicable à la résolution, lorsqu'elle est notifiée entre le 12 mars 2020 et une date antérieure au 15 septembre 2020 inclus, des contrats d'accès aux établissements dans lesquels sont pratiquées des activités physiques et sportives mentionnés aux article L. 322-1 et L. 322-2 du code du sport et leurs éventuels services associés, conclus entre les personnes morales de droit privé exploitant ces établissements et leurs clients.



 Le premier alinéa s'applique sous réserve des dispositions prévues au 2o du I de l'article 1er de l'ordonnance du 25 mars 2020 susvisée relatives aux contrats de prestations sportives d'un forfait touristique ou d'une prestation de voyage liée.

 II. — Par dérogation aux dispositions du troisième alinéa de l'article 1229 du code civil, lorsqu'un contrat mentionné au I du présent article fait l'objet d'une résolution en application du second alinéa de l'article 1218 du même code, il peut être proposé, en lieu et place du remboursement de toute somme versée et correspondant aux prestations non réalisées des contrats visés au I du présent article, un avoir que le client pourra utiliser dans les conditions prévues par les dispositions des III à VII de cet article.



 III. — Le montant de l'avoir prévu au II du présent article est égal à celui de l'intégralité des paiements effectués au titre des prestations non réalisées du contrat résolu mentionné au I de cet article. Lorsque cet avoir est proposé, le client ne peut solliciter le remboursement de ces paiements, sous réserve, au terme de la période de validité de l'avoir prévue au V du présent article, des dispositions du VII de cet article.

 Lorsqu'un avoir est proposé en application du II du présent article, le client est informé sur un support durable au plus tard trente jours après la résolution du contrat, ou, si le contrat a été résolu avant la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, au plus tard trente jours après cette date d'entrée en vigueur. Cette information précise le montant de l'avoir, ainsi que les conditions de délai et de durée de validité prévues au V du présent article.

 IV. — Les exploitants d'établissements d'activités physiques et sportives qui ont conclu les contrats mentionnés au I du présent article doivent proposer une nouvelle prestation permettant l'utilisation de l'avoir mentionné au II de cet article et qui fait l'objet d'un contrat répondant aux conditions suivantes:

 1o La prestation est identique ou équivalente à la prestation prévue par le contrat résolu mentionné au I;

 2o Son prix n'est pas supérieur à celui de la prestation prévue par ce contrat résolu mentionné au même I;

 3o Elle ne donne lieu à aucune majoration tarifaire autre que celles résultant de l'achat de services associés, que le contrat résolu prévoyait.

 V. — La proposition mentionnée au IV du présent article est formulée au plus tard dans un délai de trois mois à compter de la notification de la résolution mentionnée au I de cet article. La proposition précise la durée pendant de laquelle le client peut l'accepter. Cette durée court à compter de la réception de la proposition et ne peut pas être supérieure à six mois.

 VI. — Lorsque les exploitants d'établissements dans lesquels sont pratiquées des activités physiques et sportives proposent au client qui le leur demande une prestation dont le prix est différent de celui de la prestation prévue par le contrat résolu mentionné au I de cet article, le prix à acquitter au titre de cette nouvelle prestation tient compte de l'avoir mentionné au II du présent article.

 VII. — A défaut de la conclusion du contrat relatif à la nouvelle prestation prévue au IV du présent article ou déterminée en accord avec le client, avant le terme de la période de validité mentionnée au V de cet article, les exploitants d'établissements dans lesquels sont pratiquées des activités physiques et sportives procèdent au remboursement de l'intégralité des paiements effectués au titre des prestations non réalisées du contrat résolu, auquel ils sont tenus en application des dispositions du code civil mentionnées au II du présent article. Ils procèdent, le cas échéant, au remboursement d'un montant égal au solde de l'avoir qui n'a pas été utilisé par le client.

**Circulaire CIV/02/20 du 26 mars 2020,**

*De présentation de l'ordonnance no 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété.*

**PRÉAMBULE**

 L'article 11 de la loi no 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé le Gouvernement à prendre par ordonnances, dans un délai de trois mois toute mesure, pouvant entrer en vigueur, si nécessaire, à compter du 12 mars 2020, relevant du domaine de la loi et, le cas échéant, à les étendre et à les adapter aux collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution, pour adapter *"les règles relatives à la compétence territoriale et aux formations de jugement des juridictions de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire ainsi que les règles relatives aux délais de procédure et de jugement, à la publicité des audiences et à leur tenue, au recours à la visioconférence devant ces juridictions et aux modalités de saisine de la juridiction et d'organisation du contradictoire devant les juridictions"*.

 C'est notamment sur le fondement de cette habilitation qu'a été prise l'ordonnance no 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété. Ses dispositions adaptent le fonctionnement des juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale à l'exigence de prévention de la propagation du virus covid-19. Elles introduisent des règles d'organisation ou de procédure qui dérogent ou écartent celles qui résultent de l'application des dispositions de procédure.

 La présente circulaire présente les conditions de son application par les juridictions.

 L'ordonnance comprend également, dans son chapitre 2, des dispositions relatives aux juridictions pour enfants et à l'assistance éducative qui font l'objet de fiches annexées à la présente circulaire.

1. ***Champ d'application***

 L'article 1er de l'ordonnance prévoit que ses dispositions s'appliquent aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale pendant la période comprise entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré dans les conditions de l'article 4 de la loi no 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19. Par convention cette période est désignée par la suite comme la *"période juridiquement protégée"*.

 Sauf disposition contraire de l'ordonnance, elle s'applique ainsi en première instance, en appel et en cassation. Toutes les juridictions de première instance de l'ordre judiciaire sont concernées, c'est-à-dire également les tribunaux de commerce, les conseils de prud'hommes et les tribunaux paritaires des baux ruraux. Seule la matière pénale étant exclue du champ de l'ordonnance, celle-ci s'applique à toute la matière civile, commerciale, sociale, fiscale mais aussi en matière disciplinaire.

2. ***Dispositions générales***

a. *Adaptation des délais*

 L'article 2 de l'ordonnance prévoit que les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période (ordonnance

 délais et procédures ") s'appliquent aux procédures devant les juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale. Cette dernière ordonnance proroge, de manière générale, le terme des délais échus pendant la période juridiquement protégée.

 Il en va ainsi notamment:

 — des délais de recours; ainsi par exemple, lorsque le délai d'appel (un mois en principe selon l'article 538 du code de procédure civile) expire pendant la période juridiquement protégée, l'appelant peut valablement former appel jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois (délai imparti par l'article 538 précité) suivant l'expiration de cette période;

 — des délais légalement impartis aux parties pour accomplir un acte au cours d'une procédure; ainsi par exemple, lorsque le délai de trois mois pour conclure imparti à peine de caducité à l'appelant par l'article 908 du code de procédure civile expire pendant la période juridiquement protégée, l'appelant peut valablement conclure jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'expiration de cette période;

 — des délais prescrits au juge pour statuer; ainsi, dans le cas où le délai d'un an pour statuer sur la requête aux fins d'ouverture d'une mesure de protection d'un majeur expire pendant la période juridiquement protégée (article 1227 du code de procédure civile), le juge des tutelles peut statuer jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'expiration de cette période.

 S'agissant des délais impartis aux juges pour statuer, cette prorogation s'applique à tous les contentieux, quel que soit leur degré d'urgence. Elle apporte de la souplesse au juge mais ne lui impose pas de statuer au-delà du délai prévu par le droit commun. Pour reprendre l'exemple précédent, les juges des tutelles pourront statuer dans le délai prévu par l'article 1227 du code de procédure civile y compris pendant la période juridiquement protégée.

 Seuls les délais prescrits par la loi ou le règlement sont prorogés. Les délais impartis par le juge ne le sont pas même si le juge conserve la faculté de décider de cette prorogation conformément aux dispositions qui lui sont applicables.

 L'article 3 de l'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020 sur les délais proroge de plein droit certaines mesures judiciaires (mesures d'instruction, conciliation ou médiation notamment).

 Enfin, s'agissant des astreintes, des dispositions particulières sont prévues par l'article 4 de cette même ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020.

 La circulaire de présentation de cette ordonnance peut être utilement consultée pour des explications plus détaillées sur ces dispositions.

 L'article 2 de l'ordonnance no 2020-304 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de copropriété prévoit néanmoins trois exceptions aux dispositions ci-dessus exposées:

 1) Les délais de procédure applicables devant le juge des libertés et de la détention (JLD) et devant le premier président de la cour d'appel saisi d'un appel formé contre les décisions du juge des libertés et de la détention courent selon les règles législatives et réglementaires qui leur sont applicables.

 Cette exclusion est à comprendre avec une autre exclusion, opérée par le 2o du II de l'article 1er de l'ordonnance no 2020-306 *"délais et procédures"* du 25 mars 2020, qui prévoit que les adaptations de délais prévues par cette ordonnance ne sont pas applicables *"aux délais concernant l'édiction et la mise en œuvre des mesures privatives de liberté"*. Cette double exclusion intéresse le JLD lorsqu'il est appelé à statuer sur la prolongation de la rétention administrative des étrangers faisant l'objet d'une mesure d'éloignement (L. 552-1 et suivants du CESEDA), sur leur maintien en zone d'attente (L. 222-1 et suivants du CESEDA) et, enfin, sur l'hospitalisation sans consentement des personnes atteintes de troubles mentaux (articles L. 3211-12-1 et suivants du CSP). Dans ces trois procédures, le JLD statue dans les délais législatifs et réglementaires applicables et les dispositions de fond déterminant la durée de la privation de liberté ne sont pas modifiées.

 2) Les délais de procédure applicables devant les juridictions pour enfants sont adaptés dans les conditions prévues par le chapitre 3 du titre I de l'ordonnance no 2020-304 (articles 13 à 21);

 3) Les délais prévus en matière de saisie-immobilière sont suspendus pendant la période comprise entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire; leur cours reprendra donc à l'expiration de cette période juridiquement protégée pour le temps qui restait à courir au 12 mars 2020.

b. *Incapacité totale ou partielle de fonctionnement d'une juridiction*

 L'article 3 de l'ordonnance prévoit que, lorsqu'une juridiction du premier degré située dans le ressort de la cour d'appel est dans l'incapacité totale ou partielle de fonctionner, le premier président peut désigner par ordonnance, une autre juridiction de même nature du ressort de la cour pour connaitre en tout ou partie de l'activité relevant de cette juridiction empêchée. Cette disposition est applicable aux juridictions de droit commun ainsi qu'aux juridictions spécialisées.

 Elle vise à pallier l'incapacité totale ou partielle pour une juridiction de fonctionner si la crise sanitaire venait à s'aggraver et à affecter significativement les ressources humaines d'une juridiction.

 L'utilisation de cette disposition a donc vocation à rester exceptionnelle, étant précisé que plusieurs dispositions du code de l'organisation judiciaire peuvent être actionnées avant qu'il soit nécessaire d'y recourir. Les articles L. 121-4 et R. 123-17 du code de l'organisation judiciaire offrent en effet d'ores et déjà des possibilités de délégations de magistrats ou d'agents de greffe entre juridictions du ressort de la cour d'appel pour renforcer temporairement une juridiction en souffrance.

 Si néanmoins le premier président d'une cour d'appel estime nécessaire de faire usage des dispositions de l'article 3, son ordonnance est prise après avis du procureur général près cette cour, des chefs de juridictions et des directeurs de greffe des juridictions concernées. En cas de désignation d'un conseil de prud'hommes, il convient de veiller à recueillir l'avis du président du conseil de prud'hommes empêché et de son vice-président. Aucun formalisme n'étant imposé par le texte, cet avis peut donc être recueilli par tous moyens.

 Le premier président de la cour d'appel détermine dans son ordonnance les activités faisant l'objet du transfert de compétence et la date à laquelle le transfert de compétences intervient. La rédaction retenue offre beaucoup de souplesse au premier président dans la désignation des activités transférées. Il peut ainsi choisir de viser l'ensemble d'une matière (ex: assistance éducative) ou encore une procédure particulière (ex: référés). L'ordonnance doit néanmoins être particulièrement précise afin de garantir la sécurité juridique du transfert et la bonne information des acteurs intéressés. Par ailleurs, l'ensemble des actes juridictionnels rendus sur son fondement doit évidemment la viser en en-tête.

 L'ordonnance est prise pour une durée ne pouvant excéder un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire. Il est permis de préciser que, si la première durée fixée par l'ordonnance du premier président est insuffisante et que la juridiction est toujours empêchée, une seconde ordonnance peut être prise pour maintenir le transfert d'activité. La seule limite temporelle reste la cessation de la crise. Il faut à ce titre rappeler que l'article 1 de la présente ordonnance précise que *"les dispositions de la présente ordonnance sont applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale pendant la période comprise entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire"*.

 Deux hypothèses sont donc envisageables. Soit l'ordonnance de désignation du premier président arrive à son terme avant cette date limite, soit ses effets prennent fin automatiquement un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire. En tout état de cause, dans les deux hypothèses visées, les procédures en cours devront être de nouveau transférées à leur juridiction d'origine, seule compétente territorialement pour traiter ces procédures après cessation des effets juridiques de l'ordonnance du premier président.

 Cette ordonnance fait enfin l'objet d'une publication dans deux journaux diffusés dans le ressort de la cour d'appel et de toute autre mesure de publicité dans tout lieu jugé utile, par exemple le site internet de la cour d'appel et des juridictions concernées.

c. *Renvoi des audiences et des auditions*

 En application des plans de continuité d'activité dans chaque juridiction et au regard du caractère non urgent de certaines audiences ou auditions qui devaient avoir lieu pendant l'état d'urgence sanitaire, un certain nombre d'audiences et d'auditions ont été ou seront supprimées par les juridictions et doivent donc donner lieu à un renvoi à une date ultérieure. La décision de renvoi est une mesure d'administration judiciaire prise par la juridiction.

 Afin de faciliter le travail du greffe, l'article 4 de l'ordonnance assouplit les modalités d'information des parties en permettant au greffe de les aviser de ce renvoi par tout moyen. Les modes de communication énumérés à l'article 4 ne sont donc pas limitatifs.

 Cet assouplissement est valable quelles que soient les procédures utilisées, avec ou sans représentation obligatoire des parties. Il est applicable à toutes les juridictions de l'ordre judiciaire, en première instance comme en appel.

 Lorsque les parties sont représentées ou assistées par un avocat, la communication peut notamment être réalisée par:

 • RPVA lorsque la procédure est enregistrée sur WinciTGI ou WinciCA; les tribunaux de proximité ne sont donc pas concernés;

 • courriel, à l'adresse mail professionnelle des avocats, lorsque l'accès au RPVA n'est pas possible.

 Lorsque les parties ont consenti à la réception des actes sur le "Portail du justiciable": la communication peut avoir lieu par ce biais sur les adresses courriel renseignées par les parties lors de leur consentement à l'utilisation de la dématérialisation.

 Dans tous les cas, que les parties soient ou non assistées ou représentées par un avocat, la communication peut être faite par:

 • lettre simple, sous réserve du fonctionnement des services postaux;

 • tout autre moyen permettant d'assurer une communication effective de l'information. Il peut s'agir, par exemple, d'une communication par les chefs de juridiction au bâtonnier du ressort de la liste des audiences/auditions supprimées, d'une information sur le site internet de la juridiction et/ou de celle de la cour d'appel, d'un affichage dans un lieu accessible de la juridiction ou sur sa porte d'entrée, ou encore d'une communication donnée par téléphone par le service d'accueil de la juridiction ou la boite vocale du standard de la juridiction.

 Enfin, lorsque les parties ont consenti à la réception des actes sur le "Portail du justiciable", la communication peut avoir lieu par ce biais, sur les adresses courriel renseignées par les parties lors de leur consentement à l'utilisation de la dématérialisation.

 Pour préserver les droits des défendeurs à bénéficier d'un double degré de juridiction, la décision est toujours rendue par défaut, y compris lorsqu'elle est susceptible d'appel, lorsque les conditions suivantes sont cumulativement réunies:

 • le défendeur n'a pas été assisté ou représenté par un avocat;

 • le défendeur n'a pas consenti à la réception des actes sur le "Portail du justiciable" du ministère de la justice;

 • le défendeur ne comparaît pas à l'audience de renvoi;

 • le défendeur n'a pas été cité à personne.

 L'ordonnance déroge ici aux dispositions de l'article 473 du code de procédure civile.

 Pour permettre au tribunal de qualifier les décisions rendues, une attention particulière doit être apportée à l'identification des dossiers concernés par ces renvois.

d. *Décisions rendues en juge unique*

 Afin de tenir compte de l'éloignement des professionnels, du télétravail et de la difficulté d'organiser des formations collégiales, l'ordonnance prévoit une extension de la possibilité de statuer à juge unique afin de permettre aux juridictions judiciaires d'y recourir plus largement qu'en droit commun.

 Elle prévoit ainsi, à l'article 5, que lorsque l'audience de plaidoirie, la clôture de l'instruction, dans le cadre de la mise en état en procédure écrite ordinaire, ou la décision prise de statuer selon la procédure sans audience interviennent durant la période juridiquement protégée, le président de la juridiction peut décider que l'affaire sera jugée à juge unique.

 Cette disposition s'applique en première instance comme en appel, quelle que soit la matière considérée. Elle s'applique également au tribunal paritaire des baux ruraux.

 Le magistrat qui est alors désigné par le président de la juridiction pour statuer dans l'affaire est un magistrat du siège qui n'est ni un magistrat honoraire, ni un magistrat à titre temporaire. Cette disposition s'applique sans préjudice de l'article 41-10 de l'ordonnance no 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, qui permet aux magistrats à titre temporaire de statuer seuls dans certains contentieux.

 De ce fait, en application de cette disposition, les pôles sociaux des tribunaux judiciaires spécialement désignés siégeront sans les assesseurs représentant respectivement le collège des salariés et celui des employeurs.

 Il convient d'assurer la diffusion la plus large possible de la décision du président de la juridiction, par tout moyen, auprès des auxiliaires de justice mais également des justiciables, par exemple par voie d'affichage dans les lieux accessibles de la juridiction.

 Toute décision rendue dans ce cadre doit viser cette décision du président, ainsi que l'article 5 de l'ordonnance no 2020-304 du 25 mars 2020 permettant de déroger aux règles de la collégialité.

 Devant le conseil des prud'hommes, juridiction paritaire qui ne connaît pas de formation à juge unique, il est prévu que le président de la juridiction peut décider que le conseil statuera en formation restreinte, composée d'un conseiller employeur et un conseiller salarié. Cette disposition ne déroge pas à la saisine préalable obligatoire du bureau de conciliation et d'orientation (BCO) lorsqu'elle est prévue Elle ne modifie en rien les conditions d'intervention du juge professionnel en cas de départage.

 Enfin, devant le tribunal de commerce, la possibilité de connaître de l'affaire à juge rapporteur déjà prévue par l'article 871 du code de procédure civile, mais subordonnée par celui-ci à l'accord des parties, est étendue dans toutes les procédures, y compris collectives. Le troisième alinéa de l'article 5 de l'ordonnance permet en effet au président du tribunal de commerce de décider dans toutes les affaires, sans que les parties puissent s'y opposer, que l'audience sera tenue par l'un des membres de la formation de jugement. Ce juge doit rendre compte au tribunal dans le cadre de son délibéré. La décision reste ainsi collégiale.

e. *Échange des écritures et des pièces*

 L'ordonnance introduit également de la souplesse dans les modalités d'échange des écritures et des pièces entre les parties, en particulier lorsqu'elles ne sont pas représentées ou assistées par un avocat.

 Le premier alinéa de l'article 6 prévoit ainsi que les parties peuvent les échanger par tout moyen, dès lors que le juge est mis en mesure de s'assurer du respect du principe du contradictoire. Il peut donc s'agir aussi bien du RPVA, d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'une lettre simple ou d'un courriel. Cette disposition, relative aux échanges entre les parties, ne déroge cependant pas aux articles 850 et 930-1 du code de procédure civile, qui imposent de transmettre par voie électronique les actes de procédure au tribunal judiciaire en matière de procédure écrite ordinaire et de procédure à jour fixe et à la cour d'appel.

 Quel que soit le moyen de communication que les parties auront choisi, il est toutefois prudent qu'elles se réservent la preuve de ce qu'elles ont bien transmis leurs écritures et pièces à la partie adverse et de la date à laquelle elles l'ont effectué afin de prévenir toute contestation.

 En cas de contestation, elles devront en effet pouvoir justifier de cet envoi au juge, qui s'assure du respect du principe du contradictoire en application des articles 15 et 16 du code de procédure civile. A cet égard, à la différence de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception et du courriel, l'utilisation de la lettre simple ne permet aucunement de s'assurer de la réception des documents adressés (en particulier si la qualité du service postal est dégradée du fait de la crise sanitaire).

 Ces dispositions de l'article 6 de l'ordonnance dérogent notamment aux articles 831 et 861-1 du code de procédure civile, respectivement applicables à la procédure orale ordinaire devant le tribunal judiciaire et aux procédures suivies devant le tribunal de commerce qui imposent aux parties d'échanger entre elles par lettre recommandée avec demande d'avis de réception lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article 446-1 du code de procédure civile.

 Elles dérogent également aux dispositions de l'article 1141 du code de procédure civile relatif aux recours formés contre un obligé alimentaire sur le fondement de l'article L. 6145-11 du code de la santé publique ou de l'article L. 132-7 du code de l'action sociale et des familles, qui fait obligation aux parties de communiquer leurs moyens aux autres parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

f. *Aménagement du principe de publicité des audiences*

 Compte-tenu de la nécessité de respecter les consignes de distanciation sociale, l'ordonnance organise une dérogation au principe général selon lequel les débats sont publics.

 Les alinéas 2 à 4 de l'article 6 de l'ordonnance donnent au président de la juridiction, en première instance comme en appel, une grande latitude pour décider du degré de publicité de l'audience.

 Il peut tout d'abord décider que les débats se dérouleront en publicité restreinte, c'est-à-dire en limitant le nombre de personnes pouvant assister à l'audience. Cette décision est prise avant l'ouverture des débats.

 Lorsqu'il ne lui apparaît pas possible de respecter les conditions nécessaires à la protection de la santé des personnes qui assisteront à l'audience, par exemple parce que la dimension de la salle ne le permet pas, il peut décider que les débats se tiendront en chambre du conseil.

 Dans tous les cas, le président qui a ainsi aménagé ou dérogé au principe de publicité de l'audience détermine les conditions dans lesquelles les journalistes peuvent à assister à l'audience. Le Gouvernement a en effet estimé nécessaire de permettre l'accès aux journalistes aux salles d'audience lorsque la restriction de la publicité est fondée uniquement sur des motifs sanitaires

 En revanche, les journalistes ne pourront en aucun cas assister aux audiences qui se tiennent en chambre du conseil conformément aux dispositions textuelles pérennes qui le prévoient ou le permettent. Conformément au droit commun ils ne pourront notamment pas assister aux audiences qui pourraient être maintenues en matière familiale (article 1074 du code de procédure civile), d'adoption (articles 1170 et 1177 du code de procédure civile), de protection juridique des mineurs et des majeurs (article 1180-15, 1226 et 1245 du code de procédure civile), d'assistance éducative (articles 1189 et 1193 du code de procédure civile), de délégation, retrait total et partiel de l'autorité parentale, déclaration judiciaire de délaissement parental (articles 1208-2 et 1209-1 du code de procédure civile), et enfin en matière de demande d'autorisations et habilitations dans le cadre des régimes matrimoniaux (articles 1287 et 1288 du code de procédure civile).

 De même, cette disposition de l'ordonnance ne prive pas le juge de la possibilité de faire application des dispositions de l'article 435 du code de procédure civile qui lui permettent de décider que les débats ont lieu ou se poursuivent en chambre du conseil s'il doit résulter de leur publicité une atteinte à l'intimité de la vie privée, ou si toutes les parties le demandent, ou s'il survient des désordres de nature à troubler la sérénité de la justice.

 Au regard des particularités de la crise sanitaire liée au covid-19, la régulation de la publicité des audiences peut être conçue de manière globale au sein de la juridiction au-delà d'une seule audience.

 La décision du président de la juridiction n'est pas soumise à un formalisme particulier. La mention de cette décision doit figurer néanmoins dans les décisions rendues à l'issue de ces audiences.

 Il convient qu'une information large de celle-ci soit assurée à destination des parties et avocats mais également du public, par exemple par voie d'affichage à l'entrée de la juridiction ou dans tout lieu accessible du public au sein de celle-ci.

g. *Généralisation de la tenue des audiences par visio-conférence et à défaut par tout moyen de communication électronique*

 Afin de faciliter le traitement des contentieux maintenus pendant la période juridiquement protégée, notamment le contentieux relevant du juge des libertés et de la détention, l'article 7 de l'ordonnance permet de tenir toutes les audiences grâce à un moyen de communication audiovisuelle, c'est-à-dire par visio-conférence et, en cas d'impossibilité technique ou matérielle d'y recourir, par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique. Cette possibilité est ouverte dans tous les contentieux.

 S'agissant spécifiquement du contentieux relevant du juge des libertés et de la détention, il s'agit, en matière de soins sans consentement, d'une dérogation aux dispositions applicables et, en matière de droit des étrangers, d'un élargissement des possibilités de recours à une audience grâce à un moyen de communication audiovisuelle.

 Il s'agit d'une simple faculté pour le juge, qui peut toujours tenir des audiences en présentiel. Toutefois, afin de freiner la propagation du virus covid-19, il convient dans la mesure du possible de privilégier le recours à l'audience grâce à un moyen de communication audiovisuelle ou, à défaut, par tout moyen de communication, y compris téléphonique.

 Le recours à un moyen de télécommunication audiovisuelle s'effectue sur simple décision du juge (pour les décisions rendues par un juge unique) ou du président de la formation de jugement (pour les décisions rendues en formation collégiale). Cette décision est insusceptible de recours. Par dérogation aux dispositions prévues dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), une proposition préalable de l'autorité administrative n'est donc pas nécessaire. Il n'est pas non plus nécessaire de recueillir les observations ou l'accord des parties.

 S'agissant de la décision de tenir l'audience grâce à un moyen de télécommunication audiovisuelle, il convient simplement de viser l'article 7 de l'ordonnance en en-tête de la décision rendue. Il n'est pas nécessaire de motiver le recours à ce dispositif.

 Dans le cas où le magistrat décide d'entendre les parties et leurs avocats par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, il convient de viser également en en-tête de la décision "l'impossibilité technique ou matérielle" de recourir à un moyen de communication audiovisuelle et de la caractériser brièvement. Une telle impossibilité peut

 résulter de situations diverses telles que l'absence ou l'insuffisance du nombre de salles dotées de matériel de visioconférence, ou encore la défectuosité ou le dysfonctionnement du matériel. L'impossibilité technique ou matérielle doit être entendue dans une acception large afin de permettre la poursuite du traitement des contentieux notamment devant le juge des libertés et de la détention.

 Les chefs de juridiction peuvent utilement se rapprocher des établissements de santé et des préfectures et centres de rétention administrative de leur ressort afin d'organiser les modalités de recours à ces différents moyens de communication jusqu'à la fin de la crise sanitaire.

h. *Décisions rendues sans audience*

 Afin de faciliter la continuité de l'activité des juridictions pendant l'état d'urgence sanitaire, l'article 8 de l'ordonnance permet au juge ou au président de la formation de jugement, dans les procédures où la représentation par avocat est obligatoire ou dans les affaires dans lesquelles toutes les parties sont assistées ou représentées par un avocat, de décider que la procédure se déroule sans audience, sans qu'il lui soit nécessaire de recueillir préalablement l'accord des parties.

 Il s'agit d'une extension de la procédure sans audience qui, en droit commun, est subordonnée à l'accord de toutes les parties à la procédure.

 L'article 8 prévoit que la juridiction informe les parties de cette décision par tout moyen. Les parties étant toutes nécessairement assistées ou représentées par un avocat, l'information aux parties est délivrée par ces derniers.

 L'information peut notamment être transmise aux avocats:

 • par RPVA lorsque la procédure est enregistrée sur WinciTGI ou WinciCA; les tribunaux de proximité ne sont donc pas concernés;

 • ou par courriel, à l'adresse mail professionnelle des avocats, lorsque l'accès au RPVA n'est pas possible.

 Les parties disposent alors d'un délai de 15 jours pour s'opposer à la décision prise par la juridiction. Dans cette hypothèse, la juridiction peut faire le choix de maintenir l'audience en retenant l'une des modalités prévues aux articles 5 et 6 de l'ordonnance par exemple (juge unique, publicité restreinte de l'audience). Elle peut également décider de fixer une date d'audience après la période de crise sanitaire.

 Par exception, les parties ne peuvent pas s'opposer à la décision de la juridiction de statuer sans audience dans trois cas:

 — en référé,

 — dans la procédure accélérée au fond,

 — lorsque le juge a un délai déterminé pour statuer (juge des libertés et de la détention, contentieux des funérailles, …).

 La procédure sans audience se déroule ensuite selon les modalités prévues par le droit commun pour cette procédure, sous la réserve suivante cependant: les parties peuvent échanger leurs écritures et leurs pièces par tout moyen, conformément à l'article 6 de l'ordonnance.

 La matière familiale n'étant pas exclue du champ d'application de l'ordonnance, le juge aux affaires familiales peut donc décider d'une procédure sans audience. L'importance de l'oralité dans ces procédures doit néanmoins conduire à recourir avec prudence à la procédure sans audience en matière familiale dans les procédures dans lesquelles les parties ne peuvent pas s'y opposer en raison de l'urgence ou du délai imposé au juge pour statuer (demandes d'ordonnance de protection par exemple).

 L'article 8 de l'ordonnance est également applicable aux contentieux relevant du juge des libertés et de la détention. Celui-ci ou le premier président (ou son délégué) peut décider que la procédure se déroule sans audience et cette décision s'impose aux parties (dans la mesure où le juge doit statuer dans un délai déterminé). Toutefois, les conditions de mise en œuvre d'une telle procédure diffèrent en matière de soins sans consentement et de droit des étrangers. En matière de soins sans consentement, le recours à une telle procédure est toujours possible, dans la mesure où la représentation par avocat est obligatoire (article L. 3211-12-2 du code de la santé publique). S'agissant en revanche du contentieux des étrangers, pour lequel la représentation n'est pas obligatoire (article R. 552-9 du CESEDA), le juge des libertés et de la détention ou le premier président ne peut recourir à la procédure sans audience que si l'étranger est assisté ou représenté par un avocat.

 Au demeurant, il existe en droit positif, en matière de rétention administrative, des dispositions qui permettent déjà au juge des libertés et de la détention de statuer sans audience. Le second alinéa de l'article R. 552-17 du CESEDA prévoit ainsi que le juge saisi d'une demande de mise en liberté hors des audiences prévues aux articles R. 552-9 et R. 552-15 peut rejeter la requête sans avoir préalablement convoqué les parties s'il apparaît qu'aucune circonstance nouvelle de fait ou de droit n'est intervenue depuis le placement en rétention administrative ou son renouvellement, ou que les éléments fournis à l'appui de la demande ne permettent pas de justifier qu'il soit mis fin à la rétention. Cette possibilité existe également en appel (article R. 552-20-1 du CESEDA). En outre, le premier président de la cour d'appel ou son délégué dispose toujours de la faculté de rejeter les déclarations d'appel manifestement irrecevables sans avoir préalablement convoqué les parties (article L. 552-9 du CESEDA). L'ordonnance ne modifie pas les conditions d'application de ces dispositions, qui peuvent toujours être mises en œuvre.

 Dans les procédures qui n'entrent pas dans le champ d'application de cette disposition de l'ordonnance, lorsque les parties ne sont ni assistées ni représentées par un avocat ou qu'elles sont assistées ou représentées par une personne autre qu'un avocat, il est toujours possible d'appliquer le droit commun de la procédure sans audience, subordonné à l'accord de toutes les parties (article L. 212-5-1 du code de l'organisation judiciaire).

 Enfin, le recours à la mise en état conventionnelle peut être fortement encouragé, cette procédure pouvant être mise en œuvre devant toute juridiction de l'ordre judiciaire quelle que soit la procédure suivie (article 1543 du code de procédure civile).

i. *Notifications*

 Afin de faciliter le travail du greffe, l'article 10 de l'ordonnance prévoit de manière large que les décisions pourront être portées à la connaissance des parties par le greffe par tout moyen. Le greffe peut donc utiliser un mode de communication électronique, mais également le courrier ou le courriel.

 Cette communication de la décision aux parties ne se substitue toutefois pas à l'exigence de notification de la décision, indispensable pour faire courir les délais de recours et rendre la décision exécutoire.

 Lorsque les parties sont toutes représentées ou assistées par un avocat, il est préconisé de porter la décision à leur connaissance par l'intermédiaire de ceux-ci. La décision peut leur être adressée par la juridiction soit par RPVA, soit, lorsque l'utilisation du RPVA n'est pas possible, par courriel sur leur boite mail professionnelle ou encore, le cas échéant, leur être remise par dépôt dans leur case dans la juridiction.

 En l'absence d'avocat, la communication de cette décision peut se faire, notamment, par téléphone sur appel du justiciable.

**Point d'attention en cas d'utilisation de boîtes aux lettres structurelles sur la gestion de celles-ci:**

 Dans la mesure où le recours aux boites aux lettres structurelles permettant les échanges entre la juridiction et les avocats d'une part, et la juridiction et les justiciables d'autre part, va être sensiblement accru, il est impératif de veiller à archiver les messages pour éviter tout engorgement de la boite aux lettres, rendant inopérant son fonctionnement.

3. ***Disposition particulières***

a. *Dispositions propres aux référés*

 Afin de faciliter le traitement du contentieux de l'urgence civile et d'éviter l'engorgement des audiences de référé, l'article 9 de l'ordonnance permet au juge des référés de rejeter avant l'audience, par une ordonnance non contradictoire, la demande qui lui est soumise si elle est irrecevable ou s'il considère qu'il n'y a pas lieu à référé.

 Il peut ainsi écarter sans débat et de manière simplifiée les demandes présentées en référé qui lui apparaissent avec évidence irrecevable ou ne remplissant pas les conditions du référé. Sa décision est susceptible d'appel ou de pourvoi en cassation selon le montant et la nature de la demande.

 Cette disposition a vocation à s'appliquer à toutes les juridictions qui statuent en référé: président du tribunal judiciaire, juge des contentieux de la protection, juge aux affaires familiales, président du tribunal de commerce, président du tribunal paritaire des baux ruraux, formation de référé du conseil des prud'hommes ou encore premier président de la cour d'appel.

b. *Prorogation légale des mesures de protection juridique des majeurs*

 L'article 12 de l'ordonnance prévoit que les mesures de protection juridique des majeurs dont le terme vient à échéance durant la période juridiquement protégée sont prorogées de plein droit à l'issue de cette période pour une durée de deux mois, à moins qu'il n'y ait été mis fin ou que leur terme ait été modifié par le juge des tutelles avant l'expiration de ce délai.

 Il n'est donc pas nécessaire de prévoir le renouvellement des mesures par une décision judiciaire pendant l'état d'urgence sanitaire. Les dossiers de renouvellement pourront être régularisés pendant le délai de deux mois, qui suit la fin de la période juridiquement protégée. Ce délai supplémentaire, qui constitue une date butoir, permettra de disposer d'un certificat médical circonstancié pour prononcer le renouvellement ou l'aggravation des mesures, ou d'un certificat médical du médecin traitant du majeur en cas de renouvellement pour 5 ans ou d'allègement. Le renouvellement prononcé en différé prendra ses effets au lendemain de l'échéance normale de la précédente mesure (intervenue pendant la période juridiquement protégée).

c. *Prorogation légale des effets des ordonnances de protection*

 L'article 12 de l'ordonnance prévoit que les mesures de protection prononcées par un juge aux affaires familiales qui arrivent à expiration durant la période juridiquement protégée (état d'urgence sanitaire + un mois) sont prorogées de plein droit à l'issue de cette période pour une durée de deux mois, à moins qu'il n'y ait été mis fin ou que leur terme ait été modifié par le juge aux affaires familiales avant l'expiration de ce délai.

 Cette prorogation fait perdurer les effets de l'ordonnance de protection durant toute la période juridiquement protégée sans qu'il soit nécessaire pour la partie protégée de présenter une nouvelle requête devant le juge pendant la période de confinement. Les juridictions doivent continuer de traiter des procédures d'ordonnance de protection, qui sont des procédures d'urgence; toutefois les ordonnances en cours pendant la période de réduction d'activité continuent de produire leur effet jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois suivant cette période, à moins que le juge n'ait rendu une décision contraire en cours de période juridiquement protégée.

d. *Prestations de serment*

 L'article 11 de l'ordonnance prévoit que toute prestation de serment devant une juridiction peut être présentée par écrit. Elle comprend la mention manuscrite des termes de la prestation de serment. Cet écrit est déposé auprès de la juridiction compétente qui en accuse réception. Un modèle de prestation de serment est joint à la présente circulaire. Sont également annexés les textes relatifs à la prestation de serment et un modèle de prestation de serment et d'accusé réception de prestation de serment.

 \*

 \*\*

 Les dispositions de cette ordonnance permettent d'assouplir les règles encadrant la procédure civile. Celles-ci ont vocation à faciliter le travail des juridictions pendant la crise sanitaire non seulement dans le traitement des contentieux relevant du plan de continuité d'activité de la juridiction mais également pour tout autre contentieux qui serait susceptible d'être pris en charge selon la taille des juridictions et leur capacité à mobiliser des ressources humaines, dans des conditions garantissant la sécurité et la santé des agents au regard de la situation de leur ressort. Elles peuvent notamment être utilisées pour un certain nombre de contentieux signalés par les juridictions comme les majeurs protégés, les requêtes JEX présentant un caractère d'urgence, les procédures à jour fixe, les ordonnances sur requêtes ou le contentieux lié aux funérailles.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE ET À L'ORGANISATION DES JURIDICTIONS POUR ENFANTS

  La crise sanitaire a eu pour conséquence la mise en œuvre de plan de continuité d'activité dans les tribunaux judiciaires, pour concilier la sécurité sanitaire des personnels et le maintien du traitement des contentieux essentiels, dont l'assistance éducative.

 En complément des permanences mises en place dans les tribunaux pour enfants, elle exige une adaptation des dispositions applicables à l'assistance éducative, afin de garantir la protection des enfants, qu'il s'agisse du traitement des situations d'urgence ou de la continuité des mesures en cours, sans pour autant qu'il soit porté atteinte, de manière disproportionnée, aux droits des parents et des représentants légaux.

 Les aménagements des règles de procédures et de droit civil applicables en assistance éducative prévus à cette fin ont pour finalité:

 — d'éviter qu'à l'échéance d'une mesure de placement et en l'absence de décision assurant son renouvellement ou sa continuité, l'enfant soit à nouveau en situation de danger;

 — de prévenir les difficultés de traitement qui seraient posées aux juridictions, si toutes les mesures venant à échéance en même temps à l'issue de cette période d'état d'urgence sanitaire.

 Au-delà des seules considérations procédurales, la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions nécessite d'être expliquée aux services de l'aide sociale à l'enfance des conseils départementaux ainsi qu'aux associations gérant des structures de placement, d'action éducative en milieu ouvert, d'aide à la gestion du budget familial et d'investigation éducative afin de leur permettre d'adapter leurs propres organisations, elles-mêmes en tension. Une attention particulière doit être portée aux modalités de communication avec les enfants, les adolescents et leurs familles, qu'il convient d'adapter en préservant au mieux la qualité des relations et des échanges. En effet, des réorganisations seront nécessaires de part et d'autre pour mettre en œuvre ce nouveau cadre dans un contexte de tension sur les effectifs et pour déterminer les modalités de communication adaptée avec les enfants, les adolescents et leurs familles.

 L'ordonnance no 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, prise dans le respect de l'habilitation prévue par la loi no 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, rend possibles ces aménagements. Dans son chapitre 3, exclusivement consacré aux dispositions particulières aux juridictions pour enfants et relatives à l'assistance éducative, elle prévoit:

 — La prorogation de plein droit des mesures arrivées à échéance le 12 mars et jusqu'à un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire;

 — La possibilité de renouveler ou de lever sans audience les mesures arrivées à échéance le 12 mars et jusqu'à un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire;

 — Le traitement des nouvelles requêtes dont le juge est saisi le 12 mars et jusqu'à un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire;

 — La possibilité de prendre des décisions de modification ou de suspension des droits de visite et d'hébergement sans audience durant toute la période de l'état d'urgence sanitaire;

 — Diverses adaptations procédurales en matière de délais, de convocations et de notifications d'organisation des audiences et d'authentification de la procédure.

 Si les décisions modifiant ou suspendant des droits de visite et d'hébergement ne peuvent être prises sans audience que pendant la période de l'état d'urgence sanitaire, toutes les autres dispositions sont applicables aux décisions arrivant à échéance dans une période allant du 12 mars 2020 jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire.

 L'ensemble de cette période constitue la période juridiquement protégée.

 Les dispositions nouvelles autorisées par les ordonnances (prorogations de plein droit et décisions sans audience) devront être utilisées, afin de permettre une reprise d'activité dans des conditions compatibles avec les capacités de traitement des tribunaux pour enfant, et particulièrement de leurs greffes, et d'éviter:

 — d'une part que toutes les mesures ordonnées n'arrivent à terme à la même échéance à la fin de l'état d'urgence sanitaire;

 — d'autre part que s'y ajoutent les affaires nouvelles et les affaires reportées, lorsque l'ensemble des services retrouvera ses pleines capacités de traitement.

**I.**  **La prorogation de plein droit des mesures arrivant à échéance pendant la période juridiquement protégée**

 Aux termes de l'alinéa 3 de l'article 13 de l'ordonnance no 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété, les mesures d'assistance éducative arrivant à échéance au cours de la période visée à l'article 1 sont prorogées de plein droit jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la fin de la période juridiquement protégée.

 Sont concernées par cette **prorogation d'un mois**:

 — **les mesures de placement prononcées en application de l'article 375-3 du code civil;**

 — **les mesures d'assistance éducative en milieu ouvert prononcées en application de l'article 375-2 du code civil;**

 — **les mesures d'investigation prononcées en application de l'article 1183 du code de procédure civile en ce compris les mesures judiciaires d'investigation éducative.**

**Les mesures d'interdiction de sortie du territoire prononcées en application de l'article 375-7 du code civil et les mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial prononcées en application de l'article 375-9-1 du code civil, sont quant à elles prorogées pour un délai de deux mois** suivant la fin de cette période en application de l'article 3 de l'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période.

 Le premier objectif de ces dispositions est de réserver l'activité des juridictions mineurs aux situations d'urgence ou à celles qui le nécessitent, et notamment en raison de violences intra-familiales qui seraient commises en période de confinement pendant la période d'urgence sanitaire.

 Le second objectif est d'écarter tout risque de caducité des mesures éducatives actuellement en cours ce qui pourrait exposer les enfants à un danger en entraînant des interruptions dans leur prise en charge.

 Le délai de prorogation ne peut s'étendre au-delà d'un maximum de deux mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire. Les juges des enfants conservent la possibilité de statuer sur l'ensemble des mesures prorogées avant l'expiration du nouveau délai, y compris selon les modalités adaptées prévues (décisions sans audience ou audience par moyen de télécommunication audiovisuelle)

 En toute hypothèse, les juges des enfants disposent toujours de la possibilité de solliciter régulièrement les services éducatifs saisis afin d'être informés sans délai des situations qui nécessitent un traitement en urgence.

**II.**  **La possibilité, sous certaines conditions, de statuer sans audience:**

 La nécessité sanitaire de limiter au maximum les contacts entre les justiciables et les professionnels de la justice impose que certaines décisions puissent être prises sans audition des parties, par décision motivée, sous réserve de la réunion de certaines conditions. En revanche, la décision de confirmation ou d'infirmation d'une ordonnance de placement provisoire (OPP) du procureur de la République ou du juge des enfants reste subordonnée à l'organisation d'une audience, dans des conditions aménagées (par le biais d'un moyen audiovisuel de télécommunication dans les conditions fixées par l'article 20 de l'ordonnance et selon des délais allongés voir III ci-dessous).

*a)*  *S'agissant des nouvelles requêtes*

 L'article 18 de l'ordonnance no 2020-304 du 25 mars 2020 permet au juge des enfants, selon son appréciation de la situation, d'ordonner sans audience:

 1o Un non-lieu à assistance éducative;

 2o Une mesure judiciaire d'investigation éducative ou toute autre mesure d'information prévue à l'article 1183 du code de procédure civile;

 3o Une mesure d'assistance éducative en milieu ouvert prévue par l'article 375-2 du code civil pour une durée qui ne peut excéder six mois;

 La mesure d'assistance éducative en milieu ouvert ordonnée dans ce cadre est limitée à une durée de six mois afin de permettre un engagement rapide du suivi éducatif sans pour autant laisser trop longtemps la famille et le service sans détermination des objectifs éducatifs dans le cadre d'un débat contradictoire.

 La mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget nouvelle n'est pas prévue à la fois parce que des mesures sociales et de suspension de certaines créances sont par ailleurs mises en œuvre dans le cadre de la loi no 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, et à la fois parce qu'elles ne revêtent pas un caractère d'urgence nécessitant de statuer sans audience.

 Dans tous les cas, ces décisions nécessitent de procéder à l'examen des requêtes au regard des critères de l'article 375 du code civil. Dans tous les cas, le juge des enfants, s'il l'estime nécessaire, peut organiser une audience qui peut se dérouler, lorsque cela est possible, par le biais d'un moyen audiovisuel de télécommunication dans les conditions prévues à l'article 20 de l'ordonnance.

*b)*  *S'agissant des mesures arrivant à échéance durant la période d'état d'urgence sanitaire:*

 Les mesures d'assistance éducative et les mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial arrivant à échéance entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai d'un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire sont prorogées de plein droit pour une durée d'un mois à l'expiration de cette période.

 Toutefois, le juge des enfants peut également, sous certaines conditions, statuer sur ces mesures sans attendre que la nouvelle échéance soit expirée, par décision motivée et sans audition des parties. Il peut:

**• Prendre une décision de non-lieu à assistance éducative ou de mainlevée de mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (article 13)**

 Cette décision, prise au regard des critères de l'article 375 du code civil à partir des éléments transmis dans son rapport par le service mandaté, doit être motivée.

 Le juge des enfants peut, dans les mêmes conditions, s'il estime que les conditions de l'article 375-9-1 du même code ne sont plus réunies, lever la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial.

 La condition pour statuer est le dépôt du rapport éducatif prévu pour l'échéance de la mesure.

**• Renouveler une mesure de placement, une mesure d'assistance éducative en milieu ouvert ou une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (article 14)**

 Cette décision est strictement encadrée. Outre qu'elle doit être motivée, elle ne peut être prise:

 — Qu'à la double condition:

 • Du dépôt du rapport éducatif prévu pour l'échéance de la mesure dans lequel figure la proposition du service du renouvellement de la mesure;

 • Du recueil de l'accord écrit de l'un des parents pour ce renouvellement et de l'absence d'opposition écrite de l'autre parent à la date de l'échéance initiale de la mesure ou à celle à laquelle il est statué sur le renouvellement.

 — Que pour une durée ne pouvant excéder:

 • Neuf mois s'agissant du renouvellement d'une mesure de placement;

 • Un an s'agissant du renouvellement d'une mesure d'assistance éducative en milieu ouvert (AEMO) ou d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF)

 Ces durées constituent un maximum. Rien ne fait obstacle à ce que le juge qui renouvelle la mesure choisisse une durée moindre, ce qui lui permettra d'adapter sa décision à chaque situation et d'échelonner les échéances des mesures.

 Par conséquent, une mesure d'AEMO, de MJAGBF ou de placement ne peut pas être renouvelée:

 — Si ce renouvellement n'est pas proposé par le service éducatif;

 — Si, à échéance de la mesure et au moment de la décision, aucun des parents n'y a consenti par écrit;

 — Si, à échéance de la mesure et au moment de la décision, un des parents s'y est opposé par écrit.

 L'accord écrit de l'un des parents peut être recueilli par tout moyen et doit être transmis au juge des enfants qui le vise et le verse au dossier d'assistance éducative.

 Un modèle de recueil de l'accord de l'un des parents par le service éducatif figure en annexe de la présente fiche. Ce document a vocation à être communiqué aux services éducatifs suffisamment tôt pour qu'ils aient le temps de renseigner leur proposition, de contacter la famille pour leur expliquer la démarche, de recueillir l'accord ou l'opposition de chacun des parents par écrit (directement sur le document ou par transmission d'un courrier distinct), ainsi que celui du tiers digne de confiance et l'avis du mineur capable de discernement qui souhaite l'exprimer et enfin de retourner le document complété à la juridiction.

 Il convient de rappeler que seule la mesure de placement prononcée en application de l'article 375-3 du code civil peut être renouvelée dans ces conditions sans audition des parties. La mesure de placement provisoire, prononcée en urgence en application de l'article 375-5 du même code ne peut en aucun cas être renouvelée pour quelque durée que ce soit sans audience.

 La situation de crise sanitaire ne peut pas justifier à elle seule la décision de renouvellement de la mesure qui doit être motivée au regard des éléments de danger persistants.

**• Renouveler une mesure d'interdiction de sortie du territoire (article 15)**

 Lorsqu'elle a été ordonnée en même temps qu'une mesure d'aide éducative en milieu ouvert ou une mesure de placement, le juge des enfants a la possibilité de renouveler une interdiction de sortie du territoire dans les mêmes conditions (proposition du service éducatif, accord écrit de l'un au moins des parents et non opposition écrite de l'autre) et pour la même durée que la mesure d'assistance éducative en milieu ouvert ou de placement qui a été renouvelée.

 Lorsqu'elle a été ordonnée en même temps qu'une mesure judiciaire d'investigation éducative (MJIE) ou une autre mesure d'information prévue à l'article 1183 du code de procédure civile, le juge des enfants a la possibilité de renouveler une interdiction de sortie du territoire sans audition des parties pour une durée qui ne peut excéder deux mois après la fin de la période mentionnée à l'article 1er de l'ordonnance.

*c)*  *S'agissant des demandes de suspension ou de modification des droits de visite et d'hébergement*

 Aux termes de l'article 19 de l'ordonnance, le juge des enfants peut, si l'intérêt de l'enfant l'exige, suspendre ou modifier le droit de visite et d'hébergement des parents, des membres de la famille et/ou des tiers dignes de confiance, sans audition des parties, pour une durée ne pouvant excéder la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire. Cette décision doit être motivée, notamment au regard des exigences sanitaires de confinement qui protègent la santé de tous, ou de l'impossibilité de recevoir en urgence la famille pour débattre contradictoirement du principe de la suspension nécessitée par d'autres causes que la situation sanitaire.

 Le service ou la personne à qui l'enfant est confié maintient les liens entre l'enfant et sa famille par tout moyen, y compris par un moyen de télécommunication audiovisuelle.

 Ces dispositions sont strictement limitées à la seule période de l'état d'urgence. De même, les décisions modifiant ou suspendant le droit de visite et d'hébergement ne peuvent perdurer au-delà de cette période à l'issue de laquelle, le droit antérieurement fixé reprend effet, sauf, si le juge estime nécessaire de poursuivre cette suspension, auquel cas il organisera une audience.

**III.**  **Les aménagements de la procédure devant les juridictions pour enfants**

*a)*  *La prolongation des délais pour les ordonnances de placement provisoire*

 L'article 16 prévoit que, en cas d'ordonnance de placement provisoire en urgence du procureur de la République ou du juge des enfants sans audition des parties, le juge des enfants convoque les parties dans un délai maximal d'un mois au lieu de quinze jours. L'audience reste obligatoire mais est organisée plus tardivement pour permettre aux juridictions de garantir les conditions les plus sécurisantes pour les parties et les professionnels.

 Le délai étant allongé, il convient de motiver de façon détaillée les éléments de danger justifiant le placement en urgence de l'enfant afin de ne pas laisser les parents dans l'ignorance des motifs du placement.

*b)*  *La suspension du délai prévu à l'article 1185 du code de procédure civile*

 L'article 17 de l'ordonnance prévoit que le délai de six mois pour statuer au fond prévu au premier alinéa de l'article 1185 du code de procédure civile qui arrive à échéance entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai d'un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire est suspendu pendant une durée de deux mois après la fin de cette période.

*c)*  *La possibilité de recourir à la visio conférence*

 L'article 20 de l'ordonnance permet au juge des enfants de tenir ses audiences en ayant recours à un moyen de communication audiovisuelle.

 La juridiction s'assure de l'identité des parties et de la qualité de la transmission ainsi que de la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.

 Lors du déroulement de l'audience, le juge des enfants s'assure du bon déroulement des échanges entre les parties.

 Le greffe dresse le procès-verbal des opérations effectuées.

*d)*  *Convocations et notifications*

 Les convocations et notifications peuvent être faites par courrier simple, par voie électronique ou être remises aux parents contre émargement par les services éducatifs conformément à l'article 21. Afin d'assurer une information rapide aux parents, la notification par voie électronique à l'attention des services éducatifs en charge de l'enfant doit être favorisée; à charge pour ces-derniers d'en aviser les parents.

*e)*  *Dispense de l'authentification de la procédure par le greffier pour les décisions modifiant les droits de visite et d'hébergement*

 L'article 21 de l'ordonnance prévoit spécifiquement que les décisions de suspension ou modification des droits de visite et d'hébergement pourront être rendues sans contreseing du greffier et notifiées par voie électronique à la personne ou au service à qui l'enfant a été confié. Cette exception aux règles de procédure doit permettre au juge des enfants de rendre un nombre potentiellement important de décisions en période de confinement.

**Circulaire CIV/01/20 du 26 mars 2020,**

*De présentation des dispositions du titre I de l'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période .*

*V. les modifications apportées par la Circ. du 17 avr. 2020, infra.*

**INTRODUCTION GÉNÉRALE**

 L'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période a pour objet de tirer les conséquences de la propagation du covid-19 et des mesures pour limiter cette propagation, sur certains délais. Cette ordonnance comprend un titre I consacré aux dispositions générales relatives à la prorogation des délais et un titre II consacré aux délais et procédures en matière administrative.

 La présente circulaire est consacrée aux dispositions générales. Sont concernées notamment les situations suivantes:

 — les actes et formalités prescrits par la loi ou le règlement qui doivent être réalisés dans un délai déterminé et dont l'inexécution est sanctionnée par un texte (par exemple inscription aux fins de publicité sanctionnée par l'inopposabilité ou la nullité de l'acte ou de la formalité d'enregistrement);

 — les actions en justice, recours et actes de procédure qui doivent être réalisés dans un délai légalement déterminé à peine de sanction (par exemple caducité pour défaut d'enrôlement de la citation dans le délai prescrit, forclusion pour non-respect d'un délai pour agir…); pour les délais de procédure, l'article 2 de l'ordonnance portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale renvoie à la présente ordonnance;

 — les paiements prescrits par des dispositions législatives ou réglementaires en vue de l'acquisition ou la conservation d'un droit (par exemple paiement de la redevance auprès de l'INPI pour le dépôt d'un droit de propriété intellectuelle);

 — certaines mesures administratives ou judiciaires listées à l'article 3;

 — les astreintes quelle que soit leur origine;

 — les clauses contractuelles visant à sanctionner l'inexécution du débiteur dans un certain délai (clauses résolutoires, clauses pénales, clauses de déchéance);

 — les conventions ne pouvant être résiliées ou dénoncées que dans un certain délai;

 — les délais et procédures en matière administrative qui n'ont pas fait l'objet d'un aménagement particulier par ou en application de la loi du 23 mars 2020 mentionnée ci-dessus.

 Aux termes de **l'article 1er** de l'ordonnance, les dispositions de ce premier titre sont ainsi applicables aux délais et mesures qui ont expiré ou **qui expirent entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire** déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19. Par convention, cette période est désignée ci-après par les termes *"période juridiquement protégée"*.

 Par conséquent, **les délais de prorogation prévus par les articles suivants s'ajoutent à ce délai d'un mois suivant l'expiration de la cessation de l'état d'urgence sanitaire**. Ainsi, par exemple, si une disposition du titre I prévoit une prorogation de deux mois pour agir, alors le délai est en réalité prolongé de trois mois à compter de la cessation de l'état d'urgence.

 L'article 1er exclut toutefois du champ d'application du titre I:

 — les délais et mesures résultant de l'application de règles de droit pénal et de procédure pénale, ou concernant les élections régies par le code électoral et les consultations auxquelles ce code est rendu applicable;

 — les délais concernant l'édiction et la mise en œuvre de mesures privatives de liberté (rétention administrative des étrangers et hospitalisation sans consentement);

 — les délais concernant les procédures d'inscription dans un établissement d'enseignement ou aux voies d'accès à la fonction publique (délais d'inscription à un concours, délais de la plateforme "Parcoursup");

 — les obligations financières et garanties y afférentes mentionnées aux articles L. 211-36 et suivants du code monétaire et financier;

 — les délais et mesures ayant fait l'objet d'autres adaptations particulières par la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ou en application de celle-ci.

 L'ensemble des matières non exclues sont couvertes par ces dispositions, ce qui inclut notamment les délais prévus en matière commerciale, qui n'auraient pas été spécifiquement adaptés par d'autres textes pris en application de la loi du 23 mars 2020 précitée *(voir sur ce point, l'ordonnance no 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier. Cette ordonnance proroge de trois mois les délais d'approbation des comptes des personnes morales et entités de droit privé, qui clôturent leurs comptes entre le 30 septembre 2019 et l'expiration d'un délai d'un mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire)*. Les explications qui suivent s'appliquent ainsi, par exemple, aux délais légaux et réglementaires relatifs aux obligations de déclaration ou de publicité des commerçants, prévus par le livre 1er du code de commerce et aux délais relatifs à des actions en justice spécifiques au droit des sociétés, prévus notamment par les titres II et III du livre II du code de commerce.

 Il convient de rappeler sur ce point l'existence d'une ordonnance no 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19. En outre, une ordonnance relative aux procédures du livre VI du code de commerce comportera des dispositions spécifiques en cette matière.

1. ***Les actes et formalités prescrits par la loi ou le règlement ainsi que les actions en justice et les recours***

**L'article 2** prévoit un mécanisme de report du terme ou de l'échéance: pour les actes, actions en justice, recours, formalités, inscriptions, déclarations, notifications ou publications prescrits par la loi ou le règlement, et qui devaient être réalisés pendant la période juridiquement protégée définie à l'article 1er (période d'état d'urgence sanitaire + 1 mois), le délai légalement imparti pour agir court de nouveau à compter de la fin de cette période, dans la limite de deux mois. Il en est de même pour les paiements prescrits par la loi ou le règlement en vue de l'acquisition ou de la conservation d'un droit.

**Le mécanisme du texte**

 L'ordonnance ne prévoit ni une suspension générale ni une interruption générale des délais arrivés à terme pendant la période juridiquement protégée définie à l'article 1er, ni une suppression de l'obligation de réaliser tous les actes ou formalités dont le terme échoit dans la période visée. L'effet de l'article 2 de l'ordonnance est d'interdire que l'acte intervenu dans le nouveau délai imparti puisse être regardé comme tardif.

 Ainsi, alors même qu'il est réalisé après la date ou le terme initialement prévu, l'acte peut, en vertu de l'article 2 de l'ordonnance, être régulièrement effectué avant l'expiration d'un nouveau délai égal au délai qui était initialement imparti par la loi ou le règlement, lequel recommence à courir à compter de la fin de la période juridiquement protégée définie à l'article 1er (c'est-à-dire à l'issue de la période d'état d'urgence sanitaire augmentée d'un mois). Ce délai supplémentaire après la fin de la période juridiquement protégée ne peut toutefois excéder deux mois: soit le délai initial était inférieur à deux mois et l'acte doit être effectué dans le délai imparti par la loi ou le règlement, soit il était supérieur à deux mois et il doit être effectué dans un délai de deux mois.

**Le champ d'application de l'article 2**

 L'article 2 ne concerne que les délais qui sont arrivés à échéance ou les actes qui devaient être accomplis pendant la période juridiquement protégée. Sont en revanche exclus de cette mesure:

 — les actes qui devaient être accomplis avant le 12 mars 2020: leur terme n'est pas reporté;

 — les délais dont le terme est fixé au-delà du mois suivant l'expiration de la cessation de l'état d'urgence sanitaire: le terme de ces délais ne fait l'objet d'aucun report.

 L'alinéa 1er ne vise que les actes prescrits "par la loi ou le règlement" et les délais "légalement imparti[s] pour agir". Il en résulte que les délais prévus contractuellement ne sont pas concernés. Par exemple, le délai pour lever l'option d'une promesse unilatérale de vente à peine de caducité de celle-ci, et qui expire durant la période juridiquement protégée prévue à l'article 1er, n'est pas prorogé en application de cette disposition.

 L'alinéa 2 ne vise de même que les paiements prescrits "par la loi ou le règlement en vue de l'acquisition ou de la conservation d'un droit", ce qui signifie que le paiement des obligations contractuelles n'est pas suspendu pendant la période juridiquement protégée prévue à l'article 1er. Les échéances contractuelles doivent toujours être respectées; seul le jeu de certaines clauses est paralysé par l'article 4 (voir plus loin).

 Néanmoins les dispositions de droit commun restent applicables le cas échéant si leurs conditions sont réunies et sous réserve de l'appréciation du juge, par exemple la suspension de la prescription pour impossibilité d'agir en application de l'article 2234 du code civil, ou encore le jeu de la force majeure en matière contractuelle prévue par l'article 1218 du code civil.

**Exemples**

 \* Situation: une dette est exigible depuis le 20 mars 2015; le délai de prescription quinquennale de l'article 2224 du code civil devait arriver à expiration le 20 mars 2020.

 • Effet de l'article 2 de l'ordonnance: le délai courra encore pendant les deux mois qui suivent la fin du délai d'un mois suivant la cessation de l'état d'urgence = les deux mois qui suivent la fin de la période juridiquement protégée. Et donc le demandeur pourra agir dans ce délai sans que son action puisse être déclarée irrecevable en raison de la prescription.

 \* Un nantissement de fonds de commerce a été constitué le 25 février 2020. Il doit selon l'article L. 142-4 du code de commerce être inscrit à peine de nullité dans les trente jours suivant la date de l'acte constitutif.

 • Ce délai expire durant la période juridiquement protégée. Le nantissement pourra donc être régulièrement publié dans les trente jours qui suivent la fin du délai d'un mois suivant la cessation de l'état d'urgence = dans les trente jours qui suivent la fin de la période juridiquement protégée.

 \* Un cautionnement a été souscrit au profit d'un établissement de crédit en garantie d'un concours financier accordé à une entreprise. L'article L. 313-22 du code monétaire et financier impose au créancier d'informer la caution de l'évolution de la dette garantie avant le 31 mars de chaque année, à peine de déchéance des intérêts échus depuis la précédente information jusqu'à la date de communication de la nouvelle information.

 • L'information pourra être régulièrement délivrée dans les deux mois qui suivent la fin de la période juridiquement protégée, autrement dit, dans les trois mois de la cessation de l'état d'urgence.

2. ***Prorogation des mesures administratives ou juridictionnelles***

 L'article 3 de l'ordonnance proroge de plein droit, jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois suivant la fin de la période juridiquement protégée (fin de l'état d'urgence sanitaire + 1 mois):

 — les mesures conservatoires, d'enquête, d'instruction, de conciliation ou de médiation;

 — les mesures d'interdiction ou de suspension qui n'ont pas été prononcées à titre de sanction;

 — les autorisations, permis et agréments;

 — les mesures d'aide, d'accompagnement ou de soutien aux personnes en difficulté sociale;

 — les mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial.

 Cette prorogation de plein droit ne prive pas le juge ou l'autorité compétente qui a prononcé la mesure avant le 12 mars 2020 du pouvoir de la modifier ou d'y mettre fin.

 Par ailleurs il est prévu que les dispositions du titre I sont applicables aux mesures restrictives de liberté et aux autres mesures limitant un droit ou une liberté constitutionnellement garanti, sous réserve qu'elles n'entraînent pas une prorogation au-delà du 30 juin 2020.

 Les mesures d'enquête, de conciliation ou de médiation sont arrêtées de facto pendant la crise sanitaire: celles-ci sont donc prorogées de plein droit pour deux mois après la période juridiquement protégée afin de permettre aux acteurs de mener à bien leur mission, sans avoir à solliciter systématiquement du juge une prorogation de délais.

 Au titre des mesures d'aide, d'accompagnement ou de soutien aux personnes en difficulté sociale sont concernées les mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP), les mesures d'accompagnement judiciaire (MAJ) et les mesures les mesures d'aide éducative à domicile (AED) qui sont des mesures d'aide éducative contractualisées entre la famille et le département.

 Les dispositions s'appliquent quelle que soit la nature administrative ou juridictionnelle de l'autorité qui les a prononcées; ainsi en est-il des autorités ordinales des professions dont les décisions conservatoires peuvent, selon le cas, revêtir un caractère soit administratif, soit juridictionnel. Des lors, les mesures prorogées comprennent les suspensions prononcées à titre conservatoire, y compris par les ordres et les autorités de régulation professionnelles.

 Par ailleurs, en application des articles 12 et 13 de l'ordonnance no 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale sont également prorogées:

 — pour une durée de deux mois à compter de la fin de la période juridiquement protégée, les mesures de protection juridique des majeurs et les mesures de protection prises en application des articles 515-9 à 515-13 du code civil;

 — pour une durée d'un mois, les mesures d'assistance éducative (si le juge n'a pas dit qu'il n'y avait plus lieu à mesure) *[rectification le 30 mars 2020]*.

 Que deviennent les mesures administratives ou juridictionnelles qui ont été prononcées avant le 12 mars 2020 ou qui sont prononcées pendant la période juridiquement protégée?

|  |  |
| --- | --- |
| DROIT COMMUN | DROIT DÉROGATOIRE = PROROGATION DU DÉLAI MESURES QUI SONT PROROGÉES DE PLEIN DROIT |
| Les mesures qui expirent entre le 12 mars 2020 et la fin du mois qui suit la date de cessation de l’état d’urgence sanitaire prennent fin, sauf si le juge a renouvelé la mesure ou en a prorogé le terme. | Article 12 de l’ordonnance n° 2020-304 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l’ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété ➤ mesures de protection juridique des majeurs ➤ mesures de protection prises en application des articles 515-9 à 515-13 du code civil Condition relative au terme : échéance de leur terme entre le 12 mars 2020 inclus et la fin du mois qui suit la fin de l’état d’urgence sanitaire Prorogation de plein droit : jusqu’à l’expiration d’un délai de deux mois suivant la fin de la période juridiquement protégée Sauf si le juge compétent a mis fin ou modifié la mesure avant l’expiration de ce délai. |
| Article 3 de l’ordonnance n° 2020-306 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d’urgence sanitaire et à l’adaptation des procédures pendant cette même période ➤ mesures conservatoires, d’enquête, d’instruction, de conciliation ou de médiation ➤ mesures d’aide, d’accompagnement ou de soutien aux personnes en difficulté sociale ➤ mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial ➤ mesures d’interdiction ou de suspension qui n’ont pas été prononcées à titre de sanction ➤ autorisations, permis et agréments Condition relative au terme : échéance de leur terme entre le 12 mars 2020 inclus et la fin du mois qui suit la fin de l’état d’urgence sanitaire Prorogation de plein droit : jusqu’à l’expiration d’un délai de deux mois suivant la fin de la période juridiquement protégée Le juge ou l’autorité compétente peut modifier ces mesures de sa propre initiative ou y mettre fin si elles ont été prononcées avant le 12 mars 2020. |
| Dispositions spécifiques pour l’assistance éducative, articles 13 à 21 de l’ordonnance no 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l’ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété Article 13 al. 3 : si le juge n’a pas dit qu’il n’y avait plus lieu à assistance éducative, les mesures d’assistance éducative dont le terme vient à échéance au cours de la période juridiquement protégée sont prorogées de plein droit jusqu’à l’expiration d’un délai d’un mois suivant la fin de cette période |

3. ***Les astreintes, les clauses pénales, les clauses résolutoires et les clauses de déchéance***

**L'article 4** vise à tenir compte des difficultés d'exécution résultant de l'état d'urgence sanitaire en paralysant, durant cette période, les astreintes prononcées par les juridictions ou les autorités administratives ainsi que les clauses contractuelles ayant pour objet de sanctionner l'inexécution du débiteur.

 Il prévoit ainsi d'abord que les astreintes, les clauses pénales, les clauses résolutoires ainsi que les clauses de déchéance, lorsqu'elles ont pour objet de sanctionner l'inexécution d'une obligation dans un délai déterminé, sont réputées n'avoir pas pris cours ou produit effet, si ce délai a expiré pendant la période juridiquement protégée visée à l'article 1er (fin de l'état d'urgence sanitaire + 1 mois). Elles prendront effet un mois après cette période, si le débiteur n'a pas exécuté son obligation d'ici là.

 Il fixe ensuite le sort des astreintes et clauses pénales qui avaient commencé à courir avant le 12 mars 2020: leur cours est suspendu pendant la période juridiquement protégée définie à l'article 1er; elles reprendront effet dès le lendemain.

 En toute hypothèse, lorsque les astreintes auront pris cours ou les clauses produit leur effet avant le 12 mars 2020, le juge ou l'autorité administrative peut y mettre fin s'il est saisi.

**Exemples**

 \* Un contrat doit être exécuté le 20 mars, une clause résolutoire étant stipulée en cas d'inexécution à cette date. Le débiteur n'exécute pas le contrat à la date prévue.

 • Dès lors que l'exécution devait intervenir durant la période juridiquement protégée prévue à l'article 1er de l'ordonnance, la clause résolutoire ne produira pas son effet. Elle le produira en revanche si le débiteur n'a toujours pas exécuté son obligation dans le mois qui suit la fin de la période juridiquement protégée prévue à l'article 1er de l'ordonnance, soit dans les deux mois suivant la cessation de l'état d'urgence.

 \* Un contrat de prêt prévoit des remboursements chaque 20 du mois; le contrat contient une clause permettant au prêteur de prononcer la déchéance du terme en cas de défaut de remboursement d'une mensualité.

 • Si le débiteur ne rembourse pas l'échéance du 20 mars, le prêteur ne pourra pas prononcer la déchéance du terme. Il le pourra de nouveau si l'échéance n'a toujours pas été remboursée un mois après la fin de la période juridiquement protégée prévue à l'article 1er de l'ordonnance, soit dans les deux mois suivant la cessation de l'état d'urgence.

 \* Un contrat, comportant une clause pénale d'un montant de 10.000 euros, devait être exécuté le 5 mars. Le 6 mars, en l'absence d'exécution, le créancier a adressé une mise en demeure à son débiteur par laquelle il lui laissait 10 jours pour exécuter le contrat, la clause devant produire ses effets à l'issue de ce délai en l'absence d'exécution.

 • Ce délai expirant lors de la période juridiquement protégée prévue à l'article 1er de l'ordonnance, la clause pénale ne produit pas ses effets si le débiteur ne s'exécute pas. Elle les produira en revanche si le débiteur n'a toujours pas exécuté son obligation dans le mois qui suit la fin de la période juridiquement protégée prévue à l'article 1er de l'ordonnance, soit dans les deux mois suivant la cessation de l'état d'urgence.

 \* Un contrat devait être exécuté le 1er mars; une clause pénale prévoit une sanction de 100 euros par jour de retard. Le débiteur n'ayant pas achevé l'exécution à la date prévue, la clause pénale a commencé à produire ses effets le 2 mars.

 • Son cours est suspendu à compter du 12 mars et jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la cessation de l'état d'urgence. Elle recommencera à produire son effet le lendemain si le débiteur ne s'est toujours pas exécuté.

 \* Par jugement du 1er février 2020, une juridiction a condamné une entreprise à effectuer des travaux de réparation sous astreinte provisoire de 500 euros par jour de retard à compter de la signification du jugement. La décision a été signifiée le 1er mars 2020, et les travaux n'étaient pas intervenus au 12 mars 2020.

 • Le cours de l'astreinte est suspendu à compter du 12 mars et jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la cessation de l'état d'urgence. Elle recommencera à produire son effet le lendemain si l'entreprise n'a pas réalisé les travaux auxquels elle a été condamnée.

4. ***Contrats renouvelables par tacite reconduction et contrats dont la résiliation est encadrée dans une période déterminée***

**L'article 5** permet à la partie qui n'aurait pas pu résilier un contrat ou s'opposer à son renouvellement dans le délai imparti en raison de l'épidémie de covid-19, de bénéficier d'un délai supplémentaire pour le faire.

 Le texte prévoit ainsi la prolongation de deux mois après la fin de la période de protection juridique définie à l'article 1er, des délais pour résilier ou dénoncer une convention lorsque sa résiliation ou l'opposition à son renouvellement devait avoir lieu dans une période ou un délai qui expire durant la période juridiquement protégée définie au I de l'article 1er.

**Exemples**

 \* Un contrat a été conclu le 25 avril 2019 pour une durée d'un an. Il contient une clause prévoyant que le contrat sera automatiquement renouvelé sauf si l'une des parties adresse une notification à son cocontractant au plus tard un mois avant son terme. Chaque partie avait donc jusqu'au 25 mars pour s'opposer au renouvellement.

 • Ce délai ayant expiré durant la période juridiquement protégée prévue à l'article 1er de l'ordonnance, le contractant pourra encore s'opposer au renouvellement du contrat dans les deux mois qui suivent la fin de cette période, soit dans les trois mois qui suivent la cessation de l'état d'urgence.

 \* Un contrat d'assurance a été souscrit. En cas de survenance de certains événements, l'article L. 113-16 du code des assurances permet à chacune des parties de résilier le contrat dans les trois mois qui suivent la date de l'événement. Si celui-ci s'est produit le 20 décembre 2020, le délai pour résilier expire le 20 mars soit durant la période juridiquement protégée prévue à l'article 1er de l'ordonnance.

 • Par conséquent, chaque partie pourra encore résilier le contrat dans les deux mois qui suivent la fin de cette période, soit dans les trois mois qui suivent la cessation de l'état d'urgence.

**Circulaire CIV/03/20 du 17 avril 2020,**

*De présentation des dispositions du titre I de l'ordonnance no 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19.*

  La présente circulaire vise à présenter le titre I de l'ordonnance no 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de Covid-19. Ce titre I, composé de 4 articles, vient modifier les articles 1er, 2, 3 et 4 de l'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, afin d'en préciser le champ d'application, d'en préciser la portée et de compléter le dispositif mis en place par cette ordonnance. Cette circulaire complète la circulaire du 26 mars 2020 de présentation de cette dernière ordonnance.

 L'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020 a instauré un dispositif de report de divers délais et dates d'échéance. Elle a défini pour cela, au I de l'article 1er, une "période juridiquement protégée" qui court à compter du 12 mars 2020 jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire. A ce jour, compte tenu des dispositions de l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, la durée de l'état d'urgence sanitaire est prévue pour s'achever le 24 mai 2020 à 0 heures, de sorte que la "période juridiquement protégée" s'achèverait un mois plus tard, soit le 23 juin à minuit.

 L'ordonnance du 25 mars 2020 sur les délais, comme d'ailleurs d'autres ordonnances adoptant des mesures d'urgence pour faire face à l'épidémie, ont ainsi défini la fin du régime qu'elles ont instauré en fonction de la fin de l'état d'urgence sanitaire.

 Il convient toutefois de souligner que la date d'achèvement de ce régime dérogatoire n'est ainsi fixée qu'à titre provisoire. En effet, elle méritera d'être réexaminée dans le cadre des mesures législatives de préparation et d'accompagnement de la fin du confinement. Ainsi que le président de la République l'a annoncé dans son allocution du 13 avril 2020, la fin du confinement devrait s'organiser à compter du 11 mai 2020. Selon les modalités de sortie du confinement qui seront définies par le Gouvernement, la fin de la "période juridiquement protégée" sera adaptée pour accompagner, le cas échéant plus rapidement qu'il était initialement prévu, la reprise de l'activité économique et le retour aux règles de droit commun de computation des délais.

I. ***Extension des exclusions au champ d'application du titre I de l'ordonnance no 2020-306 (article 1er)***

 L'article 1er de l'ordonnance no 2020-427 du 15 avril vient compléter et préciser la liste des exclusions au champ d'application du titre I de l'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période.

 L'article 1er de l'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020 désigne certaines matières auxquelles les règles de prorogations de délai prévues par le titre I de cette ordonnance ne s'appliquent pas. L'article 1er de l'ordonnance no 2020-427 du 15 avril 2020 ajoute de nouvelles matières à cette liste d'exclusions. Elles sont toutes présentées dans un tableau en annexe (cf. annexe I).

II. ***Exclusion des délais de rétractation, de renonciation et de réflexion de l'article 2 de l'ordonnance no 2020-306 (article 2)***

 L'article 2 de l'ordonnance précitée no 2020-306 du 25 mars 2020 prévoit un mécanisme de report du terme ou de l'échéance: pour les actes, actions en justice, recours, formalités, inscriptions, déclarations, notifications ou publications prescrits par la loi ou le règlement, et qui devaient être réalisés pendant la période juridiquement protégée définie à l'article 1er (période d'état d'urgence sanitaire + 1 mois), le délai légalement imparti pour agir court de nouveau à compter de la fin de cette période, dans la limite de deux mois.

 L'article 2 de l'ordonnance du 15 avril no 2020-427 précise, à titre interprétatif, que les délais de réflexion, de rétractation et de renonciation sont exclus du champ de l'article 2 de l'ordonnance du 25 mars 2020.

  La *faculté de rétractation*, également dénommée *renonciation* dans certains textes, est définie à l'article 1122 du code civil comme le délai avant l'expiration duquel son bénéficiaire peut rétracter son consentement à un contrat.



 L'exercice d'une telle faculté de rétractation ou de renonciation n'est pas "prescrit" par la loi "à peine" d'une sanction ou de la déchéance d'un droit. Le délai de rétractation ou de renonciation est seulement le délai avant l'expiration duquel son bénéficiaire peut rétracter son consentement. A l'expiration de ce délai, le bénéficiaire est définitivement engagé dans un contrat auquel il a consenti. Une lecture contraire signifierait que toutes les conventions pour lesquelles un tel délai est prévu sont paralysées.

 Le texte clarifie donc que ces délais sont exclus du champ de l'article 2 de l'ordonnance no 2020-306 précitée. Ces derniers s'achèvent par conséquent dans les conditions habituelles, même s'ils expirent durant la période juridiquement protégée au sens de l'article 1er de l'ordonnance no 2020-306.

 Sont notamment concernés les délais suivants:

 — délai de rétractation de 14 jours prévu dans les contrats conclus à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement par un consommateur (article L. 221-18 du code de la consommation);

 — délai de rétractation ou de renonciation de 14 jours prévu en matière de contrat d'assurance ou de services bancaires et financiers conclus à distance par un consommateur (article L. 112-2-1, II du code des assurances; articles L. 222-7 et suivants du code de la consommation; article L. 221-18 du code de la mutualité; article L. 932-15-1 II du code de la sécurité sociale);

 — faculté de renonciation pendant 14 jours pour les contrats d'assurance conclus suite à un démarchage physique (article L. 112-9 du code des assurances; article L. 221-18-1 du code de la mutualité; article L. 932-15-2 du code de la sécurité sociale);

 — délai de renonciation de 30 jours en matière de contrat d'assurance vie conclu à distance (article L. 112-2-1, II, 2o du code des assurances);

 — délai de rétractation de 14 jours pour les contrats de jouissance d'immeuble à temps partagé (article L. 224-79 du code de la consommation);

 — délai de rétractation de 7 jours pour le contrat de courtage matrimonial (article L. 224-91 du code de la consommation);

 — délai de rétractation de 14 jours en matière de crédit à la consommation (article L. 312-19 du code de la consommation);

 — délai de rétractation de 10 jours en cas d'acquisition par un non-professionnel d'un immeuble d'habitation lorsqu'il est précédé d'un avant-contrat (article L. 271-1 du code de la construction et de l'habitation).

*Exemples:*

 \* Un emprunteur a accepté une offre de contrat de crédit à la consommation le 10 mars. Il ne peut plus se rétracter après l'expiration du délai de 14 jours, c'est-à-dire après le 24 mars.

 \* Un acte sous seing privé ayant pour objet l'acquisition d'un immeuble neuf d'habitation a été conclu le 12 mars. L'acte a été adressé à l'acquéreur qui l'a reçu le 14 mars. Après le 24 mars, soit à l'expiration du délai de 10 jours à compter de cette réception, l'acquéreur non professionnel ne peut plus se rétracter.

 En cas d'exercice du droit de rétractation ou de renonciation, la loi ou le règlement prévoit parfois un délai pour la restitution des sommes versées. Ainsi en est-il par exemple de l'article L. 312-26 du code de la consommation qui prévoit qu'en cas de rétractation, l'emprunteur rembourse au prêteur le capital versé et paye les intérêts cumulés sur ce capital depuis la date à laquelle le crédit lui a été versé jusqu'à la date à laquelle le capital est remboursé, au plus tard trente jours après avoir envoyé la notification de la rétractation au prêteur. Il en est de même de l'article L. 132-5-1 du code des assurances en application duquel la renonciation au contrat d'assurance vie entraîne la restitution par l'assureur de l'intégralité des sommes versées par le contractant, dans le délai maximal de soixante jours à compter de la réception de la lettre recommandée. Ces délais ne sont pas davantage soumis à l'article 2 de l'ordonnance précitée no 2020-306 du 25 mars 2020.

*Exemple:*

 \* Le souscripteur d'un contrat d'assurance vie conclu le 5 mars décide finalement d'y renoncer. Il adresse sa renonciation à l'assureur par lettre recommandée reçue par ce dernier le 20 mars. L'assureur doit rembourser les sommes versées par le contractant dans les 60 jours soit avant le 20 mai.

*Le délai de réflexion* correspond quant à lui, aux termes de l'article 1122 du code civil, au délai avant l'expiration duquel le destinataire d'une offre de contracter ne peut manifester son acceptation.



 Ce délai est aussi clairement exclu du champ de l'article 2 de l'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020. Il a en effet seulement pour finalité d'imposer à la partie un certain temps avant qu'elle ne puisse accepter l'offre et donc s'engager. La prorogation de ce délai ne se justifie aucunement. Il ne s'agit pas d'un " acte " devant être réalisé dans un certain délai.

 A l'expiration du délai de réflexion prévu par la loi ou le règlement, le destinataire de l'offre peut donc l'accepter, même si ce délai expire pendant la période juridiquement protégée définie à l'article 1er de l'ordonnance no 2020-306.

 Sont notamment visés les délais de réflexion prévus dans les textes suivants:

 — contrat de crédit immobilier: article L. 313-34 du code de la consommation;

 — renégociation d'un contrat de crédit immobilier: article L. 313-39 du code de la consommation;

 — prêt viager hypothécaire: article L. 315-11 du code de la consommation;

 — contrat relatif à l'enseignement à distance: article L. 444-8 du code de l'éducation;

 — contrat d'acquisition par un non-professionnel d'un immeuble d'habitation lorsqu'il n'est pas précédé d'un avant-contrat (article L. 271-1 alinéa 5 du code de la construction et de l'habitation);

 — convention de divorce par consentement mutuel par acte sous signature privée contresigné par avocats, déposé au rang des minutes d'un notaire (article 229-4 du code civil).

 Il est enfin expressément prévu que cet article 2 de l'ordonnance no 2020-427 du 15 avril 2020 a un caractère interprétatif. Il ne fait qu'expliciter que l'article 2 de l'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020 ne s'applique pas aux délais de réflexion, de rétractation et de renonciation. Dès lors, il a un caractère nécessairement rétroactif. Cela signifie que les délais concernés ne sont pas prorogés, même s'ils ont commencé à courir avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance no 2020-427 (c'est-à-dire avant le 17 avril 2020).

III. ***Précisions relatives aux mesures judiciaires et administratives prorogées en application de l'article 3 de l'ordonnance no 2020-306 (article 3)***

 L'article 3 de l'ordonnance du 25 mars 2020 fixe la liste des mesures judiciaires et administratives dont l'effet est prorogé de plein droit pour une durée de deux mois à compter de l'expiration de la période définie à l'article 1er de cette ordonnance, dès lors que leur échéance est intervenue dans cette période. Le dernier alinéa de cet article prévoyait toutefois que le juge ou l'autorité compétente pouvait modifier ces mesures, ou y mettre fin, lorsqu'elles ont été prononcées avant le 12 mars 2020.

 L'article 3 de l'ordonnance no 2020-427 du 15 avril 2020, à vocation principalement interprétative, modifie cet alinéa pour en clarifier le sens afin de préciser que cet article ne dessaisit pas les autorités compétentes de leurs prérogatives.

 Dans sa nouvelle rédaction, le dernier alinéa de l'article 3 de l'ordonnance rappelle que le juge ou l'autorité compétente qui a prononcé les mesures prorogées de plein droit par l'effet de cet article demeure compétent pour les modifier ou y mettre fin, ou, lorsque les intérêts dont il a la charge le justifient, pour prescrire leur application ou en ordonner de nouvelles en fixant un délai qu'il détermine. L'article 3 de l'ordonnance du 25 mars 2020 n'a en effet vocation à s'appliquer qu'en l'absence de décision spécifique prise par l'autorité compétente dans la période juridiquement protégée; il ne fait pas obstacle à ce que la juridiction ou l'autorité compétente prenne une mesure d'adaptation différente. La nouvelle rédaction précise que, lorsqu'elle prend une décision s'écartant de la prorogation prévue par cet article, cette autorité administrative ou juridictionnelle doit alors prendre en considération les difficultés résultant de la crise sanitaire.

IV. ***Modifications de l'article 4 de l'ordonnance no 2020-306 relatif aux astreintes, clauses pénales, clauses résolutoires et clauses de déchéance (article 4)***

 L'article 4 de l'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020 a créé des règles applicables:

 — aux astreintes, aux clauses pénales, aux clauses résolutoires et aux clauses de déchéance qui sanctionnent l'inexécution d'une obligation dans un délai qui expire pendant la période juridiquement protégée. Elles sont réputées n'avoir pas pris cours ou effet pendant cette période;

 — aux astreintes et clauses pénales qui ont pris cours ou effet avant le 12 mars 2020. Elles sont suspendues

 L'article 4 de l'ordonnance no 2020-427 du 15 avril 2020 modifie la première de ces règles et il ajoute un alinéa relatif aux astreintes, aux clauses pénales, aux clauses résolutoires et aux clauses de déchéance qui sanctionnent l'inexécution d'une obligation dans un délai qui expire après la période juridiquement protégée.

**S'agissant des clauses et des astreintes qui sanctionnent l'inexécution d'une obligation échue *pendant* la période juridiquement protégée définie à l'article 1er de l'ordonnance no 2020-306**, l'article 4 modifie les conditions dans lesquelles ces clauses et astreintes peuvent prendre cours ou effet après cette période.



 L'ordonnance du 25 mars 2020 prévoyait un report forfaitaire d'un mois à compter de la fin de la période juridiquement protégé*[e]* (fin de l'état d'urgence sanitaire + 1 mois). L'article 4 de la présente ordonnance no 2020-427 du 15 avril 2020 prévoit que le report sera égal au temps écoulé entre d'une part, le 12 mars ou la date de naissance de l'obligation si elle est plus tardive, et d'autre part, la date à laquelle l'obligation aurait dû être exécutée. Le report court, à l'instar de ce que prévoyait la précédente ordonnance, à compter de la fin de la période juridiquement protégée (voir schéma *infra*).

 Cette modification permet d'appréhender de manière plus précise les situations impactées par la crise sanitaire actuelle, en tenant compte de l'impact réel qu'auront eu les mesures prises par les autorités pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 sur l'exécution des contrats.

*Exemples*

 \* Un contrat conclu le 1er février 2020 devait être exécuté le 20 mars 2020, une clause résolutoire étant stipulée en cas d'inexécution à cette date. Le débiteur n'exécute pas le contrat à la date prévue.

 — En vertu du dispositif mis en place par l'ordonnance, les effets de la clause seront reportés d'une durée égale au temps écoulé entre le 12 et le 20 mars, ce report courant à compter de la fin de la période juridiquement protégée. Ainsi si la période juridiquement protégée prenait fin le 24 juin, la clause résolutoire prendrait effet le 3 juillet (fin de la période juridiquement protégée + 8 jours).

 \* Un contrat conclu le 15 mars 2020 devait être exécuté avant le 1er mai 2020, une clause pénale prévoyant une sanction de 100 euros par jour de retard. Le débiteur n'exécute pas le contrat à la date prévue.

 — En vertu du dispositif mis en place par l'ordonnance, les effets de la clause seront reportés d'une durée égale au temps écoulé entre le 15 mars et le 1er mai, ce report courant à compter de la fin de la période juridiquement protégée. Ainsi si la période juridiquement protégée prenait fin le 24 juin, la clause pénale commencerait à courir le 9 août (fin de la période juridiquement protégée + 1 mois + 16 jours).

**S'agissant des clauses et des astreintes qui sanctionnent l'inexécution d'une obligation échue *après* la période juridiquement protégée au sens de l'article 1er de l'ordonnance no 2020-306**, l'article 4 de l'ordonnance no 2020-427 du 15 avril 2020 institue un nouveau mécanisme de report, qui obéit à la même logique que celui prévu à l'alinéa précédent.



 En vertu de ce nouveau dispositif, le cours et les effets de ces astreintes et clauses sont reportés d'une durée égale au temps écoulé entre d'une part, le 12 mars ou la date de naissance de l'obligation si elle est plus tardive, et d'autre part, la fin de la période juridiquement protégée. Le report court ici à compter de la date à laquelle les astreintes et clauses auraient dû prendre cours ou produire effet en vertu des stipulations contractuelles (voir schéma *infra*).

 L'objectif de ce dispositif, complémentaire à celui déjà prévu, est de tenir compte des retards qui auront pu être accumulés pendant la période de crise sanitaire, quand bien même l'échéance n'interviendrait qu'après la période juridiquement protégée. Il a également pour ambition de prendre en compte d'éventuelles difficultés de redémarrage pour l'exécution de certains contrats.

 Sont par exemple concernés les chantiers de construction pour lesquels la livraison devait intervenir plus de deux mois après la fin de la période d'état d'urgence sanitaire ou encore les contrats de vente de biens à fabriquer qui auraient dû être livrés plus de deux mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire.

 Le champ d'application de ce nouveau dispositif est toutefois plus restreint que celui prévu à l'alinéa précédent puisqu'il exclut les obligations de sommes d'argent. Il est en effet considéré que les difficultés financières rencontrées par les débiteurs ne sont impactées qu'indirectement par les mesures prises pour lutter contre l'épidémie de Covid-19; ces difficultés ont par ailleurs vocation à être prises en compte par des dispositifs de droit commun, et notamment l'octroi de délais de grâce sur le fondement des dispositions de l'article 1244-1 du code civil.

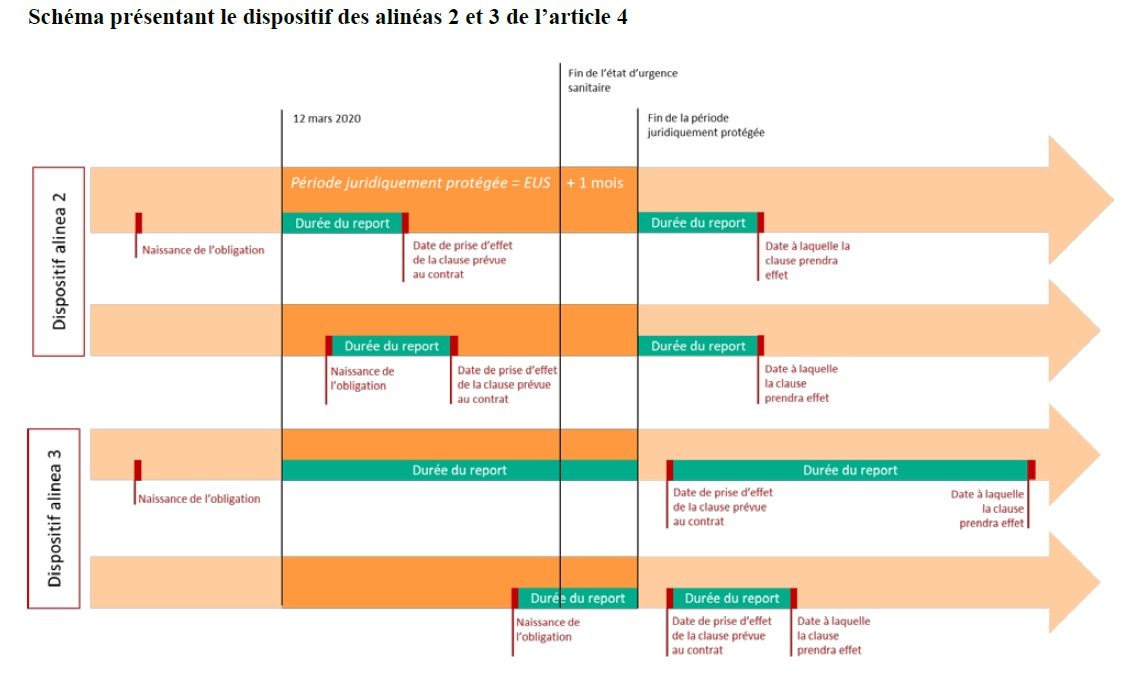
*Exemples*

 \* Un contrat conclu le 1er février 2020 devait être exécuté le 1er juillet 2020, une clause résolutoire étant stipulée en cas d'inexécution à cette date. Le débiteur n'exécute pas le contrat à la date prévue.

 — En vertu du dispositif mis en place par la présente ordonnance, les effets de la clause résolutoire seront reportés d'une durée égale à celle de la période juridiquement protégée, ce report courant à compter du 1er juillet 2020. Ainsi si la période juridiquement protégée devait prendre fin le 24 juin, le report serait de 3 mois et 12 jours; la clause résolutoire prendrait donc effet le 13 octobre 2020.

 \* Un contrat conclu le 1er avril 2020 devait être achevé avant le 1er juillet 2020, une clause pénale prévoyant le versement d'une indemnité forfaitaire en cas d'inexécution. Le débiteur n'exécute pas le contrat à la date prévue.

 — En vertu du dispositif mis en place par la présente ordonnance, les effets de la clause pénale seront reportés d'une durée égale au temps écoulé entre le 1er avril et la fin de la période juridiquement protégée, ce report courant à compter du 1er juillet 2020. Ainsi, si la période juridiquement protégée devait prendre fin le 24 juin, le report serait de 2 mois et 23 jours à compter du 1er juillet 2020 et la clause pénale prendrait donc effet le 24 septembre.



 Ces dispositions sont applicables aux contrats conclus antérieurement à l'entrée en vigueur de l'ordonnance. Les parties demeurent toutefois libres de décider de renoncer à se prévaloir de ce dispositif protecteur. Cette renonciation doit faire l'objet d'une manifestation univoque de volonté.

 Elles sont également applicables aux contrats conclus ou renouvelés postérieurement à l'entrée en vigueur de l'ordonnance, ainsi qu'aux avenants postérieurs à cette entrée en vigueur, mais les parties sont libres d'écarter contractuellement l'application de ces dispositions. S'agissant de contrats conclus alors que la situation sanitaire était connue des parties, celles-ci sont en effet en mesure de les intégrer à l'économie du contrat et de s'organiser contractuellement en conséquence. Elles demeurent donc libres d'aménager contractuellement les délais d'exécution et les conséquences d'une éventuelle inexécution imputable ou non aux mesures prises par les autorités pour lutter contre l'épidémie de Covid-19.

 S'agissant enfin de **l'application territoriale de ces dispositions**, il peut être considéré, sous réserve de l'appréciation souveraine des juridictions, que les dispositions de l'article 4 sont une loi de police au sens de l'article 9 du Règlement no 593/2008 du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles, dit "Rome I". Cette qualification semble pouvoir être retenue au regard de l'objet poursuivi par le dispositif décrit ci-dessus qui vise à atténuer les conséquences économiques des mesures prises pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, aux fins plus globalement d'assurer la sauvegarde de l'organisation économique du pays.

 Pour des fiches techniques plus détaillées et la FAQ:

 — sur internet: http://www.justice.gouv.fr/consequences-juridiques-etat-durgence-sanitaire-12982/

 — sur intranet: http://intranet.justice.gouv.fr/site/dacs/dacs-1715/covid-19-espace-info-civil-commercial-procedure-124820.html

 \*\*\*

 Je vous saurais gré de bien vouloir assurer la diffusion de la présente circulaire auprès de l'ensemble des juridictions concernées et de tenir la Direction des affaires civiles et du sceau informée de toute difficulté qui pourrait survenir dans sa mise en œuvre.

ANNEXE 1

Exclusions au champ d'application du titre I de l'ordonnance no 2020-306 du 25 mars 2020

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Article 1er II de l’ordonnance du 25 mars 2020 | Issus de l’ordonnance du 25 mars 2020 | Issus de l’ordonnance du 15 avril 2020 |
| 1° | Délais et mesures résultant de l'application de règles de droit pénal et de procédure pénale, ou concernant les élections régies par le code électoral et les consultations auxquelles ce code est rendu applicable |  |
| 2° | Délais concernant l'édiction et la mise en oeuvre de mesures privatives de liberté |  |
| 3° | Délais concernant les procédures d'inscription dans un établissement d'enseignement ou aux voies d'accès à la fonction publique | Délais concernant l’inscription aux procédures de délivrance des diplômes, afin de pouvoir assurer le respect d’un certain nombre d’échéances ou de formalités conditionnant la recevabilité de cette inscription. |
| 3° *bis* |  | Délais dont le respect conditionne l’accès aux corps, cadres d’emploi, emplois ou grades de la fonction publique (cette exclusion ayant pour objet d’expliciter la notion de « voies d’accès à la fonction publique » déjà présente au 3° de l’article 1er) ainsi que les procédures de mutations, détachements, mises à dispositions ou autres affectations des agents publics, pour lesquelles les délais doivent être maintenus compte tenu de l’importance des mouvements d’agents publics qui interviennent dans les mois précédant la rentrée scolaire |
| 4° | Obligations financières et garanties y afférentes mentionnées aux articles L. 211-36 et suivants du code monétaire et financier |  |
| 4° bis |  | Obligations qui résultent, pour les personnes mentionnées à l’article L. 561-2 du code monétaire et financier, de la section 4 du chapitre I ainsi que du chapitre II du titre VI du livre V du même code. Cette exclusion a pour objet, s’agissant des mesures relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, d’assurer la mise en oeuvre sans délai, par les entités assujetties, des mesures de gel des avoirs destinées à lutter contre le financement du terrorisme et la prolifération décidés par la direction générale du Trésor, conformément aux obligations internationales et européennes (Conseil de Sécurité de l’ONU, Union Européenne, Groupe d’action financière – GAFI) et de permettre l’information du service à compétence nationale Tracfin, nécessaire à ses activités de renseignement indispensables à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme mais aussi à la lutte contre la criminalité financière en général. |
| 4° ter |  | Obligations de déclaration à l’Organisme pour le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) pesant sur les intermédiaires en assurance et réassurance ainsi qu’en opération de banque et services de paiement, sur leurs mandants, sur les entreprises d’assurance auprès desquelles ces intermédiaires ont souscrit un contrat au titre de leur responsabilité civile professionnelle et sur les établissements de crédits ou les sociétés de financement auprès desquels ils ont souscrit une garantie financière afin d’assurer une mise à jour des informations les concernant à destination tant des particuliers que des entreprises d’assurance et des établissements de crédit soucieux de s’assurer de la régularité de la distribution des produits et services proposés. |
| 4° quater |  | Obligations, notamment de déclaration et de notification imposées en application des livres II, IV, V et VI du code monétaire et financier aux entités, personnes, offres et opérations mentionnées à l’article L. 621-9 du même code ainsi qu’aux obligations imposées en application du I et II de l’article L. 233-7 du code de commerce . Ces exclusions sont justifiées par la nécessité d’une part d’assurer la continuité de la surveillance des marchés, des opérations réalisées par les émetteurs et les acteurs tels que les sociétés de gestion de portefeuille, dépositaires, conseillers en investissements financiers, sociétés civiles de placement immobilier, gestionnaires d’actifs, intermédiaires en opération de banque et services de paiement en période de crise, ainsi que la continuité des systèmes, et d’autre part d’empêcher la suspension des obligations déclaratives imposées en application du I et du II de l’article L. 233-7 du code de commerce. |
| 4° quinquies |  | Délais concernant les déclarations prévues aux articles L. 152-1, L. 721-2, L. 741-4, L. 751-4, L. 761-3 et L. 771-1 du code monétaire et financier, relatifs à la déclaration établie pour chaque transfert physique de capitaux en provenance ou à destination d'un Etat membre (obligation déclarative de capitaux auprès de l'administration des douanes). Cette dérogation permet de maintenir la traçabilité des flux transfrontaliers d'argent liquide, qui participe à la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la fraude fiscale, et les sanctions applicables en cas de manquements à cette obligation déclarative. Les délais relatifs à la déclaration prévue à l'article 3 du règlement (CE) n° 1889/2005 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant ou sortant de la Communauté sont également exclus de l’application de cette ordonnance dès lors que la déclaration résulte d’une obligation prévue par le droit de l’Union européenne. |
| 5° | Délais et mesures ayant fait l'objet d'autres adaptations particulières par la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ou en application de celle-ci. |  |
| 6° |  | Délais concernant les déclarations relatives aux produits chimiques et installations y afférentes, prévues aux articles L. 2342-8 à L. 2342-21 du code de la défense |
| 7° |  | Délais de demande de restitution de l’enfant recueilli à titre provisoire comme pupille de l’Etat définis au deuxième alinéa de l’article L. 224-6 du code de l’action sociale et des familles |
| 8° |  | Demandes d'aides, déclarations et formalités nécessaires pour bénéficier des différents régimes d'aides relevant de la politique agricole commune |
| 9° |  | Délais régis par le code de l'environnement ou le code de la défense, concernant les déclarations d'accident ou d'incident nucléaire ainsi que toute autre procédure de déclaration, d’information ou d’alerte ou acte destiné à assurer la sécurité nucléaire et la protection des installations, des matières et des équipements nucléaires ainsi que celles du transport des substances radioactives et des matières nucléaires. Cette exclusion est justifiée par des motifs de protection des intérêts fondamentaux de la nation, de sécurité, de santé et de salubrité publiques et de protection de l’environnement |
| 10° |  | Délais concernant les demandes d’attribution de logements destinés aux étudiants et gérés par les centres régionaux des oeuvres universitaires et scolaires (163 000 logements étudiants). Le calendrier de cette procédure d’attribution s’articule en effet avec ceux des demandes d’inscription dans les établissements d’enseignement supérieur (Parcoursup) et des demandes d’obtention de bourses sur critères sociaux qui demeurent inchangés compte tenu des modalités exceptionnelles de délivrance du baccalauréat. En outre, une phase complémentaire permet d’ores et déjà de gérer les demandes tardives. Ainsi, l’application des dispositions de l’article 2 de l’ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 pourrait gravement perturber le bon déroulement des opérations d’attribution des logements étudiants dont le nombre est par définition limité |
| 11° |  | Délais applicables aux appels à projets des personnes publiques donnant lieu à une aide publique. Les personnes publiques ont de plus en plus souvent recours au mécanisme des appels à projets notamment pour subventionner des actions qui concourent à la mise en oeuvre des politiques publiques (ex : Agence nationale de la recherche). L’application des dispositions de l’article 2 de l’ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 pourrait paralyser le recours à ces appels à projets en imposant un report de plusieurs mois des délais laissés aux candidats pour présenter leurs projets |

**Ordonnance no 2020-1400 du 18 novembre 2020,**

*Portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés.*

TITRE I  **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX JURIDICTIONS DE L'ORDRE JUDICIAIRE STATUANT EN MATIÈRE NON PÉNALE**

**Art. 1er** Les dispositions du présent titre sont applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret du 14 octobre 2020 susvisé, et prorogé dans les conditions prévues par l'article L. 3131-13 du code de la santé publique *(L. no 2021-689 du 31 mai 2021, art. 8)*«, à l'exception des articles 3, 5 et 7 de la présente ordonnance, qui sont applicables jusqu'au 30 septembre 2021».



 Elles s'appliquent aux instances en cours le lendemain du jour de la publication de la présente ordonnance.

**Art. 2** Lorsqu'une juridiction du premier degré est dans l'incapacité totale ou partielle de fonctionner, le premier président de la cour d'appel désigne par ordonnance, après avis du procureur général près cette cour, des chefs de juridiction et des directeurs de greffe des juridictions concernées, une autre juridiction de même nature et du ressort de la même cour pour connaître de tout ou partie de l'activité relevant de la compétence de la juridiction empêchée.

 L'ordonnance détermine les activités faisant l'objet du transfert de compétences et la date à laquelle ce transfert intervient. Elle est prise pour une durée ne pouvant excéder la période mentionnée à l'article 1er. Elle fait l'objet d'une publication dans deux journaux diffusés dans le ressort de la cour et de toute autre mesure de publicité dans tout lieu jugé utile. Elle est adressée aux bâtonniers des ordres des avocats des ressorts concernés et au Conseil national des barreaux pour diffusion.

 La juridiction désignée est compétente pour les affaires en cours à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance de désignation.

**Art. 3** I. — Les chefs de juridiction définissent les conditions d'accès à la juridiction, aux salles d'audience et aux services qui accueillent du public permettant d'assurer le respect des règles sanitaires en vigueur.

 Ces conditions sont portées à la connaissance du public notamment par voie d'affichage.

 II. — Le juge ou le président de la formation de jugement peut décider, avant l'ouverture de l'audience, que les débats se dérouleront en publicité restreinte ou, en cas d'impossibilité de garantir les conditions nécessaires à la protection de la santé des personnes présentes à l'audience, en chambre du conseil. Selon les modalités déterminées par le juge ou le président de la formation de jugement pour permettre le respect des règles sanitaires en vigueur, les journalistes peuvent assister à l'audience, y compris lorsqu'elle se tient en chambre du conseil en application des dispositions du présent article.

**Art. 4** La juridiction peut, sur décision de son président, statuer à juge unique en première instance et en appel dans toutes les affaires qui lui sont soumises. Le juge désigné est un magistrat du siège qui n'est ni magistrat honoraire ni magistrat à titre temporaire.

 Le président du conseil de prud'hommes, après avis du vice-président, peut décider que le conseil statue en formation restreinte comprenant un conseiller employeur et un conseiller salarié. En cas de partage des voix, l'affaire est renvoyée devant un juge du tribunal judiciaire dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de prud'hommes. Il statue après avoir recueilli par tout moyen l'avis des conseillers présents lors de l'audience de renvoi en départage. Si, au terme de la période mentionnée à l'article 1er, le juge n'a pas tenu l'audience de départage, l'affaire est renvoyée à la formation restreinte présidée par ce juge.

 Le présent article s'applique aux affaires dans lesquelles l'audience de plaidoirie ou la mise en délibéré de l'affaire dans le cadre de la procédure sans audience a lieu pendant la période mentionnée à l'article 1er.

**Art. 5** Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l'audience ou l'audition se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des personnes y participant et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.

 En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d'entendre les parties et leurs avocats, ou la personne à auditionner, par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s'assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.

 Dans les cas prévus au présent article, les membres de la formation de jugement, le greffier, les parties, les personnes qui les assistent ou les représentent en vertu d'une habilitation légale ou d'un mandat, les techniciens et auxiliaires de justice ainsi que les personnes convoquées à l'audience ou à l'audition peuvent se trouver en des lieux distincts. Le juge organise et conduit la procédure. Il s'assure du bon déroulement des échanges entre les parties et veille au respect des droits de la défense et au caractère contradictoire des débats. Le greffe dresse le procès-verbal des opérations effectuées.

 Les moyens de communication utilisés par les membres de la formation de jugement garantissent le secret du délibéré.

**Art. 6** Lorsque la représentation est obligatoire ou que les parties sont assistées ou représentées par un avocat, le juge ou le président de la formation de jugement peut, à tout moment de la procédure, décider que la procédure se déroule selon la procédure sans audience. Il en informe les parties par tout moyen.

 Les parties disposent d'un délai de quinze jours pour s'opposer à la procédure sans audience. En cas d'urgence, le juge ou le président de la formation de jugement peut réduire ce délai. A défaut d'opposition, la procédure est exclusivement écrite. La communication entre les parties est faite par notification entre avocats. Il en est justifié dans les délais impartis par le juge.

 Toutefois, le juge ou le président de la formation de jugement peut décider de tenir une audience s'il estime qu'il n'est pas possible de rendre une décision au regard des preuves écrites ou si l'une des parties en fait la demande.

 En matière de soins psychiatriques sans consentement, la personne hospitalisée peut à tout moment demander à être entendue par le juge des libertés et de la détention. Cette audition peut être réalisée par tout moyen permettant de s'assurer de son identité et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.

 Le présent article s'applique aux affaires dans lesquelles la mise en délibéré de l'affaire est annoncée pendant la période mentionnée à l'article 1er.

**Art. 7** Toute prestation de serment devant une juridiction peut être présentée par écrit. Elle comprend la mention manuscrite des termes de la prestation. Cet écrit est déposé auprès de la juridiction compétente qui en accuse réception.

**Décret no 2020-1405 du 18 novembre 2020,**

*Portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale.*

SECTION 1  ***Dispositions applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale***

**Art. 1er** Les dispositions de la présente section sont applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret *[no 2020-1257]* du 14 octobre 2020 *[…]*, et prorogé dans les conditions prévues par l'article L. 3131-13 du code de la santé publique.



 Elles s'appliquent aux instances en cours le lendemain de la publication du présent décret.

**Art. 2** Lorsqu'une audience ou une audition est supprimée, si les parties sont assistées ou représentées par un avocat ou lorsqu'elles ont consenti à la réception des actes sur le "Portail du justiciable" du ministère de la justice conformément à l'article 748-8 du code de procédure civile et activé leur profil sur ce portail, le greffe avise les parties du renvoi de l'affaire ou de l'audition par tout moyen, notamment électronique.



 Dans les autres cas, il les en avise par tout moyen, notamment par lettre simple. Si le défendeur ne comparaît pas à l'audience à laquelle l'affaire est renvoyée et n'a pas été cité à personne, la décision est rendue par défaut.

**Art. 3** En procédure écrite ordinaire devant le tribunal judiciaire et en procédure avec représentation obligatoire devant la cour d'appel, le juge de la mise en état ou le magistrat chargé du rapport peut tenir seul l'audience pour entendre les plaidoiries. Il en informe les parties par tout moyen. Il rend compte au tribunal dans son délibéré.

 Devant le tribunal de commerce, le président du tribunal peut, dans toutes les affaires, décider que l'audience sera tenue par l'un des membres de la formation de jugement. Le juge rend compte au tribunal dans son délibéré.

**Art. 4** Les parties peuvent échanger leurs écritures et leurs pièces par tout moyen dès lors que le juge peut s'assurer du respect du contradictoire.

**Art. 5** Les agents de service de greffe affectés dans un service d'accueil unique du justiciable peuvent assurer la réception par voie électronique et la transmission par voie électronique:

 1o De tous les actes en matière civile, lorsque la représentation n'est pas obligatoire;

 2o En matière prud'homale:

*a)* Des requêtes;

*b)* Des demandes de délivrance de copie certifiée conforme, d'un extrait et d'une copie certifiée conforme revêtue de la formule exécutoire;

 3o Des demandes d'aide juridictionnelle dans les conditions prévues aux articles *(Décr. no 2020-1717 du 28 déc. 2020, art. 189, en vigueur le 1er janv. 2021)*«32 et 37» du *(Décr. no 2020-1717 du 28 déc. 2020, art. 186, en vigueur le 1er janv. 2021)*«décret no 2020-1717 du 28 décembre 2020 *[…]*».

 Dans le cas où il a été reçu par voie électronique, le document original établi sur support papier doit être produit par son auteur avant qu'il ne soit statué sur sa demande.

**Art. 6** Par dérogation aux articles 1222 à 1223-1 du code de procédure civile, le dossier d'un majeur protégé peut être communiqué par tous moyens aux mandataires judiciaires à la protection juridique des majeurs, à l'exception du certificat médical qui ne peut être consulté que suivant les règles énoncées aux articles précités.



SECTION 2  ***Dispositions diverses et finales***

**Art. 7** I. — Les dispositions du présent article sont applicables dans les conditions prévues à l'article 1er.

 II. — Par dérogation au deuxième alinéa de l'article R. 722-4 du code de commerce, chaque mandataire peut disposer de deux procurations afin de représenter les juges en exercice à l'assemblée générale.



 III. — Par dérogation au troisième alinéa des articles R. 212-28 et R. 312-33 du code de l'organisation judiciaire, chaque mandataire peut disposer de cinq procurations afin de représenter les membres d'une assemblée générale.



**Art. 8** Le présent décret est applicable dans les îles Wallis-et-Futuna au lendemain du jour de sa publication.

**Circulaire JUSC2031844C du 20 novembre 2020,**

*De présentation de l'ordonnance no 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés.*

  L'article 10 de la loi no 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire a autorisé le Gouvernement à prendre par ordonnances, jusqu'au 16 février 2021, toute mesure relevant du domaine de la loi en vue de prolonger ou de rétablir l'application des dispositions prises, le cas échéant modifiées, par voie d'ordonnance et à procéder aux modifications nécessaires à leur prolongation, à leur rétablissement ou à leur adaptation, le cas échéant territorialisée, à l'état de la situation sanitaire, sur le fondement du I de l'article 11, à l'exception du h du 1o et des a, b, d, e et h du 2o, et de l'article 16 de la loi no 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19.

 C'est sur le fondement de cette habilitation qu'a été prise l'ordonnance no 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés.

 Afin d'adapter le fonctionnement des juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale à la situation sanitaire liée à l'épidémie de covid-19, les dispositions de cette ordonnance rétablissent certaines des mesures de niveau législatif précédemment prévues par l'ordonnance no 2020-304 du 25 mars 2020 modifiée par l'ordonnance no 2020-595 du 20 mai 2020. Les règles d'organisation et de procédures ainsi rétablies dérogent ou écartent celles qui résultent de l'application des dispositions de procédure de droit commun.

 La présente circulaire présente les conditions d'application de son titre I par les juridictions, dans ses dispositions applicables aux juridictions de l'ordre judiciaires statuant en matière non pénale.

I. **Champ d'application**

 L'article 1er de l'ordonnance prévoit que ses dispositions s'appliquent aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale pendant la période comprise entre la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance, soit le 20 novembre 2020, et l'expiration d'un délai d'un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret du 14 octobre 2020 susvisé, et prorogé dans les conditions prévues par l'article L. 3131-13 du code de la santé publique.

 A moins qu'il n'en soit disposé autrement, les dispositions de l'ordonnance s'appliquent en première instance, en appel et en cassation. Toutes les juridictions de première instance de l'ordre judiciaire sont donc concernées, c'est-à-dire également les tribunaux de commerce, les conseils de prud'hommes et les tribunaux paritaires des baux ruraux. Seule la matière pénale est exclue du champ d'application de l'ordonnance.

 Il est par ailleurs précisé que les dispositions sont applicables aux instances en cours le lendemain du jour de la publication de la présente ordonnance.

II. **Présentation des dispositions**

a. ***lncapacité totale ou partielle de fonctionnement d'une juridiction***

 L'article 2 de l'ordonnance reprend les dispositions de l'article 3 de l'ordonnance no 2020-304.

 Il prévoit que, lorsqu'une juridiction du premier degré située dans le ressort de la cour d'appel est dans l'incapacité totale ou partielle de fonctionner, le premier président peut désigner par ordonnance, une autre juridiction de même nature du ressort de la cour pour connaitre en tout ou partie de l'activité relevant de cette juridiction empêchée. Cette disposition est applicable aux juridictions de droit commun ainsi qu'aux juridictions spécialisées.

 Elle vise à pallier l'incapacité totale ou partielle pour une juridiction de fonctionner si la crise sanitaire venait à s'aggraver et à affecter significativement les ressources humaines d'une juridiction.

 L'utilisation de cette disposition a donc vocation à rester exceptionnelle, étant précisé que plusieurs dispositions du code de l'organisation judiciaire peuvent être actionnées avant qu'il ne soit nécessaire d'y recourir. Les articles L. 121-4 et R. 123-17 du code de l'organisation judiciaire offrent en effet d'ores et déjà des possibilités de délégations de magistrats ou d'agents de greffe entre juridictions du ressort de la cour d'appel pour renforcer temporairement une juridiction en souffrance.

 Si néanmoins le premier président d'une cour d'appel estime nécessaire de faire usage des dispositions de l'article 2, son ordonnance est prise après avis du procureur général près cette cour, des chefs de juridictions et des directeurs de greffe des juridictions concernées. En cas de désignation d'un conseil de prud'hommes, il convient de veiller à recueillir l'avis du président du conseil de prud'hommes empêché et de son vice-président. Aucun formalisme n'étant imposé par le texte, cet avis peut donc être recueilli par tous moyens. Le premier président veille également, dans la mesure du possible au regard de l'urgence tenant à l'incapacité de fonctionner, à organiser une concertation avec les partenaires sociaux.

 Le premier président de la cour d'appel détermine dans son ordonnance les activités faisant l'objet du transfert de compétence et la date à laquelle le transfert de compétences intervient. La rédaction retenue offre beaucoup de souplesse au premier président dans la désignation des activités transférées. Il peut ainsi choisir de viser l'ensemble d'une matière (ex: assistance éducative) ou encore une procédure particulière (ex: référés). L'ordonnance doit néanmoins être particulièrement precise afin de garantir la sécurité juridique du transfert et la bonne information des acteurs intéressés. Par ailleurs, l'ensemble des actes juridictionnels rendus sur son fondement doit évidemment la viser dans son en-tête.

 L'ordonnance est prise pour une durée ne pouvant excéder un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire. Il est permis de préciser que, si la première durée fixée par l'ordonnance du premier président est insuffisante et que la juridiction est toujours empêchée, une seconde ordonnance peut être prise pour maintenir le transfert d'activité. La seule limite temporelle reste la cessation de la crise. Il faut à ce titre rappeler que l'article 1er de la présente ordonnance précise que les dispositions de la présente ordonnance sont applicables "aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire".

 Deux hypothèses sont donc envisageables. Soit l'ordonnance de désignation du premier président arrive à son terme avant cette date limite, soit ses effets prennent fin automatiquement un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire. En tout état de cause, dans les deux hypothèses visées, les procédures en cours devront être de nouveau transférées à leur juridiction d'origine, seule compétente territorialement pour traiter ces procédures après cessation des effets juridiques de l'ordonnance du premier président.

 Cette ordonnance de désignation fait enfin l'objet d'une publication dans deux journaux diffusés dans le ressort de la cour d'appel et de toute autre mesure de publicité dans tout lieu jugé utile, par exemple le site internet de la cour d'appel et des juridictions concernées. Il est ajouté que l'ordonnance est adressée aux bâtonniers des ordres des avocats des ressorts concernés et au conseil national des barreaux pour qu'ils puissent en assurer la diffusion auprès des membres de la profession. Il s'agit d'une précision supplémentaire par rapport à l'article 3 de l'ordonnance no 2020-304.

b. ***Accès à la juridiction, aux salles d'audience et aux services accueillant du public et aménagement du principe de publicité des audiences***

 \* Le 1 de l'article 3, relatif aux conditions d'accès à la juridiction, aux salles d'audience et aux services qui accueillent le public, reprend dans les mêmes termes les dispositions du 1 de l'article 6-1 de l'ordonnance no 2020-304 modifiée par l'ordonnance no 2020-595.

 Les conditions d'accès à la juridiction, aux salles d'audience et aux services qui accueillent le public seront définies par les chefs de juridiction, qui pourront réguler le flux des personnes qui entrent dans la juridiction et définir le nombre de personnes admises à pénétrer dans une salle d'audience afin d'assurer le respect des règles de distanciation physique. Il convient de rappeler que les juridictions et les salles d'audiences restent ouvertes au public; par suite, les dispositions ici commentées ne sauraient permettre ni de fermer l'accès du public aux juridictions ni d'en réserver l'accès aux seules personnes munies d'une convocation.

 Toutefois, il est nécessaire de garantir le respect de la distanciation physique dans les salles d'audience, notamment dans les procédures orales (en particulier le contentieux civil et du surendettement devant les chambres de proximité) ou dans les salles où le public attend (service des affaires familiales), au regard du nombre de personnes convoquées à l'audience. Les mesures qui pourront être prises en application de ces dispositions auront d'abord pour objet de permettre de fixer la "jauge" des différents lieux ouverts au public et d'organiser la circulation du public dans les lieux ouverts au public de la juridiction.

 L'information du public devra être assurée au moins par voie d'affichage. Les juridictions pourront faire le choix d'en faire mention sur leur site internet par exemple.

 \* Le Il de l'article 3, relatif aux aménagements de la publicité des audiences, reprend à l'identique le Il de l'article 6-1 de l'ordonnance no 2020-304 modifiée par l'ordonnance no 2020-595 du 20 mai 2020. Une clarification concernant les modalités selon lesquelles les journalistes peuvent assister à l'audience est toutefois apportée.

 Cette disposition prévoit tout d'abord que le président de la formation de jugement ou le juge peut, avant l'ouverture des débats, décider qu'ils se dérouleront en publicité restreinte. Le nombre de personnes pouvant accéder à l'audience sera ainsi limité.

 Lorsqu'il n'apparaît pas possible au juge ou au président de la formation de jugement de respecter les conditions nécessaires à la protection de la santé des personnes présentes qui assisteront à l'audience, par exemple parce que la dimension de la salle ne le permet pas, il peut décider que les débats se tiendront en chambre du conseil.

 Dans toutes les cas, le juge ou le président de la formation de jugement qui a ainsi aménagé ou dérogé au principe de publicité de l'audience détermine les modalités selon lesquelles les journalistes peuvent à assister à l'audience pour permettre le respect des conditions sanitaires en vigueur.

 En revanche, les journalistes ne pourront en aucun cas assister aux audiences qui se tiennent en chambre du conseil conformément aux dispositions textuelles pérennes qui le prévoient ou le permettent. Conformément au droit commun, ils ne pourront notamment pas assister aux audiences en matière familiale (article 1074 du code de procédure civile), d'adoption (articles 1170 et 1177 du code de procédure civile), de protection juridique des mineurs et des majeurs (article 1180-15, 1226 et 1245 du code de procédure civile), d'assistance éducative (articles 1189 et 1193 du code de procédure civile), de délégation, retrait total et partiel de l'autorité parentale, déclaration judiciaire de délaissement parental (articles 1208-2 et 1209-1 du code de procédure civile), et enfin en matière de demande d'autorisations et habilitations dans le cadre des régimes matrimoniaux (articles 1287 et 1288 du code de procédure civile).

 De même, cette disposition de l'ordonnance ne prive pas le juge de la possibilité de faire application des dispositions de l'article 435 du code de procédure civile qui lui permettent de décider que les débats ont lieu ou se poursuivent en chambre du conseil, s'il doit résulter de leur publicité une atteinte à l'intimité de la vie privée, ou si toutes les parties le demandent, ou s'il survient des désordres de nature à troubler la sérénité de la justice.

 La décision du juge ou du président de la formation de jugement n'est pas soumise à un formalisme particulier. La mention de cette décision doit figurer néanmoins dans les décisions rendues à l'issue de ces audiences. Il convient qu'une information large de celle-ci soit assurée à destination des parties et avocats mais également du public, par exemple par voie d'affichage à l'entrée de la juridiction ou dans tout lieu accessible du public au sein de celle-ci.

c. ***Décisions rendues en juge unique***

 L'article 4 de l'ordonnance reprend les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance no 2020-304 modifiée. Toutefois, les dispositions relatives à la possibilité de confier à un juge rapporteur la tenue de l'audience pour entendre les plaidoiries devant le tribunal judiciaire, la cour d'appel et le tribunal de commerce, qui sont de nature règlementaire, figurent dans le décret no 2020-1405 du 18 novembre 2020.

 Afin de tenir compte de l'éloignement des professionnels, du télétravail et des difficultés qui pourraient être rencontrées pour organiser des formations collégiales, l'ordonnance prévoit une extension de la possibilité de statuer à juge unique afin de permettre aux juridictions judiciaires d'y recourir plus largement qu'en droit commun. Elle prévoit ainsi, à l'article 4, que lorsque l'audience de plaidoirie, la clôture de l'instruction, dans le cadre de la mise en état en procédure écrite ordinaire, ou la décision prise de statuer selon la procédure sans audience interviennent jusqu'à la fin du mois qui suit la cessation de l'état d'urgence sanitaire, le président de la juridiction peut décider que l'affaire sera jugée à juge unique. Cette disposition s'applique en première instance comme en appel, quelle que soit la matière considérée. Elle s'applique également au tribunal paritaire des baux ruraux.

 Le magistrat qui est alors désigné par le président de la juridiction pour statuer dans l'affaire est un magistrat du siège qui n'est ni un magistrat honoraire, ni un magistrat à titre temporaire. Cette disposition s'applique sans préjudice de l'article 41-10 de l'ordonnance no 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, qui permet aux magistrats à titre temporaire de statuer seuls dans certains contentieux. De ce fait, en application de cette disposition, les pôles sociaux des tribunaux judiciaires spécialement désignés siégeront sans les assesseurs représentant respectivement le collège des salariés et celui des employeurs.

 Devant le conseil des prud'hommes, juridiction paritaire qui ne connaît pas de formation à juge unique, il est prévu que le président de la juridiction peut, après avis du vice-président, décider que le conseil statuera en formation restreinte, composée d'un conseiller employeur et un conseiller salarié. Cette disposition ne déroge pas à la saisine préalable obligatoire du bureau de conciliation et d'orientation (BCO) lorsqu'elle est prévue.

 Il est par ailleurs précisé qu'en cas de partage des voix devant le conseil des prud'hommes (CPH), l'affaire est renvoyée devant un juge du tribunal judiciaire dans le ressort duquel se trouve le CPH. Il statue seul après avoir recueilli l'avis des conseillers présents lors de l'audience de renvoi en départage. Il s'agit d'une extension du dispositif de l'actuel article R. 1454-31 du code du travail qui prévoit déjà que "lorsque lors de l'audience de départage la formation n'est pas réunie au complet, le juge départiteur statue seul à l'issue des débats. Il recueille préalablement l'avis des conseil/ers présents". Si, un mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire, le juge n'a pas encore tenu cette audience, l'affaire est renvoyée à la formation restreinte présidée par le juge du tribunal judiciaire, qui statuera de manière collégiale à moins qu'il ne doive être fait application de l'article R. 1454-31 précité.

 Il convient d'assurer la diffusion la plus large possible de la décision du président de la juridiction, par tout moyen, auprès des auxiliaires de justice mais également des justiciables, par exemple par voie d'affichage dans les lieux accessibles de la juridiction.

 Toute décision rendue dans ce cadre doit viser cette décision du président, ainsi que l'article 4 de l'ordonnance no 2020-1400 du 18 novembre 2020 permettant de déroger aux règles de la collégialité.

 Les règles relatives à la composition de la formation de jugement prévues par cet article s'appliquent dès lors que l'audience de plaidoirie ou la mise en délibéré de l'affaire (dans l'hypothèse d'une procédure sans audience) intervient avant l'expiration du délai d'un mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire.

d. ***Généralisation de la tenue des audiences par visio-conférence et à défaut par tout moyen de communication électronique***

 Afin de faciliter le maintien de l'activité juridictionnelle pendant la période visée à l'article 1er de l'ordonnance, qui court jusqu'à la fin du mois qui suit la cessation de l'état d'urgence sanitaire, notamment le contentieux relevant du juge des libertés et de la détention, l'article 5 de l'ordonnance permet de tenir toutes les audiences grâce à un moyen de communication audiovisuelle, c'est-à-dire par visio-conférence et, en cas d'impossibilité technique ou matérielle d'y recourir, par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique. Cette possibilité est ouverte dans tous les contentieux. L'article permet également son utilisation dans le cadre des auditions et pourra être utilisé par le juge aux affaires familiales et le juge des contentieux de la protection par exemple.

 Cette disposition reprend ainsi à l'identique les termes de l'article 7 de l'ordonnance no 2020-304 modifiée.

 S'agissant spécifiquement du contentieux relevant du juge des libertés et de la détention, il s'agit, en matière de soins sans consentement, d'une dérogation aux dispositions applicables et, en matière de droit des étrangers, d'un élargissement des possibilités de recours à une audience grâce à un moyen de communication audiovisuelle.

 Il s'agit d'une simple faculté pour le juge, qui peut toujours tenir des audiences en présentiel. Toutefois, afin de freiner la propagation de la covid-19, il convient dans la mesure du possible de privilégier le recours à l'audience grâce à un moyen de communication audiovisuelle ou, à défaut, par tout moyen de communication, y compris téléphonique.

 Le recours à un moyen de télécommunication audiovisuelle s'effectue sur simple décision du juge (pour les décisions rendues par un juge unique) ou du président de la formation de jugement (pour les décisions rendues en formation collégiale). Cette décision est insusceptible de recours. Par dérogation aux dispositions prévues dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), une proposition préalable de l'autorité administrative n'est donc pas nécessaire. Il n'est pas non plus nécessaire de recueillir les observations ou l'accord des parties.

 S'agissant de la décision de tenir l'audience grâce à un moyen de télécommunication audiovisuelle, il convient simplement de viser l'article 5 de l'ordonnance no 2020-1400 du 18 novembre 2020 en en-tête de la décision rendue. Il n'est pas nécessaire de motiver le recours à ce dispositif.

 Dans le cas où le magistrat décide d'entendre les parties et leurs avocats par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, il convient de viser également en en­ tête de la décision "l'impossibilité technique ou matérielle" de recourir à un moyen de communication audiovisuelle et de la caractériser brièvement. Une telle impossibilité peut résulter de situations diverses telles que l'absence ou l'insuffisance du nombre de salles dotées de matériel de visioconférence, ou encore la défectuosité ou le dysfonctionnement du matériel. L'impossibilité technique ou matérielle doit être entendue dans une acception large afin de permettre la poursuite du traitement des contentieux notamment devant le juge des libertés et de la détention.

 Les chefs de juridiction peuvent utilement se rapprocher des établissements de santé et des préfectures et centres de rétention administrative de leur ressort afin d'organiser les modalités de recours à ces différents moyens de communication jusqu'à la fin de la crise sanitaire.

 Cette disposition précise encore que lorsqu'un moyen de télécommunication audiovisuel ou un autre moyen de communication électronique est utilisé pour tenir une audience, celle-ci peut ne pas se tenir en un lieu unique.

 Il est enfin rappelé que les moyens de communication utilisés doivent garantir le secret du délibéré lorsque les juges décident de délibérer à distance.

 Conformément à l'article 1er de l'ordonnance, cet article s'applique à toutes les juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale. Il peut donc être appliqué par les tribunaux de commerce, les conseils de prud'hommes, les cours d'appel et la Cour de cassation.

e. ***Procédure sans audience***

 Afin de faciliter la continuité de l'activité des juridictions pendant l'état d'urgence sanitaire, l'article 6 de l'ordonnance reprend la possibilité offerte au juge ou au président de la formation de jugement par l'article 8 de l'ordonnance no 2020-304 modifiée, de décider que la procédure se déroule sans audience, dans les procédures où la représentation par avocat est obligatoire ou dans les affaires dans lesquelles toutes les parties sont assistées ou représentées par un avocat, sans qu'il lui soit nécessaire de recueillir préalablement l'accord des parties. La décision de procéder selon la procédure sans audience peut intervenir à tout moment de la procédure. Elle peut ainsi être prise dès la saisine de la juridiction ou à l'issue de la procédure, lorsque l'affaire est mise en état.

 Il s'agit d'une extension de la procédure sans audience qui, en droit commun, est subordonnée à l'accord de toutes les parties à la procédure. L'article 6 prévoit que la juridiction informe les parties de cette décision par tout moyen. Les parties étant toutes nécessairement assistées ou représentées par un avocat, l'information aux parties est délivrée par ces derniers.

 L'information peut notamment être transmise aux avocats:

 • par RPVA lorsque la procédure est enregistrée sur WinciTGI ou WinciCA; les tribunaux de proximité ne sont donc pas concernés;

 • ou par courriel, à l'adresse mail professionnelle des avocats, lorsque l'accès au RPVA n'est pas possible.

 Les parties disposent alors d'un délai de 15 jours pour s'opposer à la décision prise par la juridiction. Dans cette hypothèse, la juridiction doit tenir l'audience. Elle peut retenir l'une des modalités prévues aux articles 4 et 5 de l'ordonnance (juge unique, publicité restreinte de l'audience).

 Dès lors que les juridictions demeurent ouvertes et que les PCA ne sont pas activés, l'article 6 de l'ordonnance du 18 novembre 2020 n'a pas repris les dispositions de l'article 8 de l'ordonnance no 2020-304 modifiée qui permettaient de passer outre l'opposition des parties pour procéder sans audience dans certaines procédures (référé, procédures accélérées au fond ou procédures dans lesquelles le juge dispose d'un délai déterminé pour statuer). Ainsi, le recours à la procédure sans audience est, en toute circonstance, subordonné à l'absence d'opposition des parties. Enfin, en cas d'urgence, le juge ou le président de la formation de jugement peut réduire le délai imparti aux parties pour s'opposer à la procédure sans audience.

 La procédure sans audience se déroule ensuite selon les modalités prévues par le droit commun pour cette procédure, sous la réserve suivante: l'article 6 précise que la communication entre les parties est faite par notification entre avocats. Il précise par ailleurs, rappelant en cela les termes de l'article L. 212-5-1 du code de l'organisation judiciaire, que le juge ou le président de la formation de jugement peut décider de tenir une audience s'il estime qu'il n'est pas possible de rendre une décision au regard des preuves écrites ou si l'une des parties en fait la demande.

 La matière familiale n'étant pas exclue du champ d'application de l'ordonnance, le juge aux affaires familiales peut décider d'une procédure sans audience dès lors que les deux parties sont assistées ou représentées par un avocat. L'importance de l'oralité dans ces procédures doit néanmoins conduire à recourir avec prudence à la procédure sans audience en cette matière.

 L'article 6 de l'ordonnance est également applicable aux contentieux relevant du juge des libertés et de la détention. Celui-ci ou le premier président (ou son délégué) peut décider que la procédure se déroule sans audience. Toutefois, les conditions de mise en œuvre d'une telle procédure diffèrent en matière de soins sans consentement et de droit des étrangers.

 En matière de soins sans consentement, le recours à une telle procédure est toujours possible (sauf opposition des parties), dans la mesure où la représentation par avocat est obligatoire (article L. 3211-12-2 du code de la santé publique). Toutefois, l'article 6 de l'ordonnance précise que la personne hospitalisée peut à tout moment demander à être entendue par le juge des libertés et de la détention. L'audition est alors réalisée par tout moyen qui permet de s'assurer de son identité, de la qualité de la transmission et de la confidentialité des échanges.

 S'agissant en revanche du contentieux des étrangers, pour lequel la représentation n'est pas obligatoire (article R. 552-9 du CESEDA), le juge des libertés et de la détention ou le premier président ne peut recourir à la procédure sans audience que si l'étranger est assisté ou représenté par un avocat et qu'il ne s'y oppose pas.

 Au demeurant, les dispositions de l'ordonnance ne font pas obstacle, en matière de rétention administrative, aux dispositions qui permettent déjà au juge des libertés et de la détention de statuer sans audience. Le second alinéa de l'article R. 552-17 du CESEDA prévoit ainsi que le juge saisi d'une demande de mise en liberté hors des audiences prévues aux articles R. 552-9 et R. 552-15 peut rejeter la requête sans avoir préalablement convoqué les parties s'il apparaît qu'aucune circonstance nouvelle de fait ou de droit n'est intervenue depuis le placement en rétention administrative ou son renouvellement, ou que les éléments fournis à l'appui de la demande ne permettent pas de justifier qu'il soit mis fin à la rétention. Cette possibilité existe également en appel (article R. 552-20-1 du CESEDA). Enfin, le premier président de la cour d'appel ou son délégué dispose toujours de la faculté de rejeter les déclarations d'appel manifestement irrecevables sans avoir préalablement convoqué les parties (article L. 552-9 du CESEDA). L'ordonnance ne modifie pas les conditions d'application de ces dispositions, qui peuvent toujours être mises en œuvre.

 Dans les procédures qui n'entrent pas dans le champ d'application de cette disposition de l'ordonnance, soit parce que les parties ne sont ni assistées ni représentées par un avocat soit parce qu'elles sont assistées ou représentées par une personne autre qu'un avocat, il demeure possible d'appliquer les dispositions de l'article L. 212-5-1 du code de l'organisation judiciaire et du code de procédure civile qui prévoient la procédure sans audience avec l'accord préalable de toutes les parties.

 Le recours à la mise en état conventionnelle peut être fortement encouragé, cette procédure pouvant être mise en œuvre devant toute juridiction de l'ordre judiciaire quelle que soit la procédure suivie (article 1543 du code de procédure civile).

 Enfin, un dernier alinéa précise le champ d'application de la procédure sans audience: la mise en délibéré de l'affaire doit être annoncée pendant la période mentionnée à l'article 1er de l'ordonnance pour que le dispositif procédural puisse trouver application.

f. ***Prestations de serment***

 L'article 7 de l'ordonnance reprend dans les mêmes termes les dispositions de l'article 11 de l'ordonnance no 2020-304 modifiée.

 Il prévoit que toute prestation de serment devant une juridiction peut être présentée par écrit. Elle comprend la mention manuscrite des termes de la prestation de serment. Cet écrit est déposé auprès de la juridiction compétente qui en accuse réception.

 Un modèle de prestation de serment est joint à la présente circulaire. Sont également annexés les textes relatifs à la prestation de serment et un modèle de prestation de serment et d'accusé réception de prestation de serment.

ANNEXE 1

Tableau comparatif des dispositions de l'ordonnance no 2020-304 modifiée et de l'ordonnance no 2020-1400 du 18 novembre 2020

|  |  |
| --- | --- |
| **Dispositions de l'ordonnance n° 2020-304 modifiée** | **Dispositions de l'ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020** |
| **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX JURIDICTIONS DE L'ORDRE JUDICIAIRE STATUANT EN MATIÈRE NON PÉNALE** | |
| Article 3  Lorsqu'une juridiction du premier degré est dans l'incapacité totale ou partielle de fonctionner, le premier président de la cour d'appel désigne par ordonnance, après avis du procureur général près cette cour, des chefs de juridiction et des directeurs de greffe des juridictions concernées, une autre juridiction de même nature et du ressort de la même cour pour connaître de tout ou partie de l'activité relevant de la compétence de la juridiction empêchée.  L'ordonnance détermine les activités faisant l'objet du transfert de compétences et la date à laquelle ce transfert intervient. Elle est prise pour une durée ne pouvant excéder la période mentionnée à l'article 1er. Elle fait l'objet d'une publication dans deux journaux diffusés dans le ressort de la cour et de toute autre mesure de publicité dans tout lieu jugé utile.  La juridiction désignée est compétente pour les affaires en cours à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance de désignation. | Article 2  Lorsqu'une juridiction du premier degré est dans l'incapacité totale ou partielle de fonctionner, le premier président de la cour d'appel désigne par ordonnance, après avis du procureur général près cette cour, des chefs de juridiction et des directeurs de greffe des juridictions concernées, une autre juridiction de même nature et du ressort de la même cour pour connaître de tout ou partie de l'activité relevant de la compétence de la juridiction empêchée.  L'ordonnance détermine les activités faisant l'objet du transfert de compétences et la date à laquelle ce transfert intervient. Elle est prise pour une durée ne pouvant excéder la période mentionnée à l'article 1er. Elle fait l'objet d'une publication dans deux journaux diffusés dans le ressort de la cour et de toute autre mesure de publicité dans tout lieu jugé utile. Elle est adressée aux bâtonniers des ordres des avocats des ressorts concernés et au Conseil national des barreaux pour diffusion.  La juridiction désignée est compétente pour les affaires en cours à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance de désignation. |
| Article 6-1  1. – Les chefs de juridiction définissent les conditions d'accès à la juridiction, aux salles d'audience et aux services qui accueillent du public permettant d'assurer le respect des règles sanitaires en vigueur.  Ces conditions sont portées à la connaissance du public notamment par voie d'affichage.  Il. – Le juge ou le président de la formation de jugement peut décider, avant l'ouverture de l'audience, que les débats se dérouleront en publicité restreinte ou, en cas d'impossibilité de garantir les conditions nécessaires à la protection de la santé des personnes présentes à l'audience, en chambre du conseil. Dans les conditions déterminées par le juge ou le président de la formation de jugement, des journalistes peuvent assister à l'audience, y compris lorsqu'elle se tient en chambre du conseil en application des dispositions du présent article.  Lorsque le nombre de personnes admises à l'audience est limité, les personnes qui souhaitent y assister saisissent par tout moyen le juge ou le président de la formation de jugement. | Article 3  1. – Les chefs de juridiction définissent les conditions d'accès à la juridiction, aux salles d'audience et aux services qui accueillent du public permettant d'assurer le respect des règles sanitaires en vigueur.  Ces conditions sont portées à la connaissance du public notamment par voie d'affichage.  Il. – Le juge ou le président de la formation de jugement peut décider, avant l'ouverture de l'audience, que les débats se dérouleront en publicité restreinte ou, en cas d'impossibilité de garantir les conditions nécessaires à la protection de la santé des personnes présentes à l'audience, en chambre du conseil. ~~Dans les conditions~~ Selon les modalités déterminées par le juge ou le président de la formation de jugement pour permettre le respect des règles sanitaires en vigueur, les journalistes peuvent assister à l'audience, y compris lorsqu'elle se tient en chambre du conseil en application des dispositions du présent article.  ~~Lorsque le nombre de personnes admises à l'audience est limité, les personnes qui souhaitent y assister saisissent par tout moyen le juge ou le président de la formation de jugement.~~ |
| Article 5  La juridiction peut, sur décision de son président, statuer à juge unique en première instance et en appel dans toutes les affaires qui lui sont soumises. Le juge désigné est un magistrat du siège qui n'est ni magistrat honoraire ni magistrat a titre temporaire. Devant le tribunal de commerce, le président du tribunal peut, dans toutes les affaires, décider que l'audience sera tenue par l'un des membres de la formation de jugement. Le juge rend compte au tribunal dans son délibéré. Le conseil de prud'hommes statue en formation restreinte comprenant un conseiller employeur et un conseiller salarié. En cas de partage des voix, l'affaire est renvoyée devant un juge du tribunal judiciaire dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de prud'hommes. Il statue après avoir recueilli par tout moyen l'avis des conseillers présents lors de l'audience de renvoi en départage. Si, au terme de la période mentionnée à l'article 1er, le juge n'a pas tenu l'audience de départage, l'affaire est renvoyée à la formation restreinte présidée par ce juge.  En procédure écrite ordinaire, le juge de la mise en état ou le magistrat chargé du rapport peut tenir seul l'audience pour entendre les plaidoiries. Il en informe les parties par tout moyen. Il rend compte au tribunal dans son délibéré.  Le présent article s'applique aux affaires dans lesquelles l'audience de plaidoirie ou la mise en délibéré de l'affaire dans le cadre de la procédure sans audience a lieu pendant la période mentionnée à l'article 1er. | Article 4  La juridiction peut, sur décision de son président, statuer à juge unique en première instance et en appel dans toutes les affaires qui lui sont soumises.  Le juge désigné est un magistrat du siège qui n'est ni magistrat honoraire ni magistrat a titre temporaire. ~~Devant le tribunal de commerce, le président du tribunal peut, dans toutes les affaires, décider que l'audience sera tenue par l'un des membres de la formation de jugement. Le juge rend compte au tribunal dans son délibéré.~~  Le président du conseil de prud'hommes, après avis du vice-président, peut décider que le conseil statue en formation restreinte comprenant un conseiller employeur et un conseiller salarié. En cas de partage des voix, l'affaire est renvoyée devant un juge du tribunal judiciaire dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de prud'hommes. Il statue après avoir recueilli par tout moyen l'avis des conseillers présents lors de l'audience de renvoi en départage. Si, au terme de la période mentionnée a l'article 1er, le juge n'a pas tenu l'audience de départage, l'affaire est renvoyée a la formation restreinte présidée par ce juge.  ~~En procédure écrite ordinaire, le juge de la mise en état ou le magistrat chargé du rapport peut tenir seul l'audience pour entendre les plaidoiries. Il en informe les parties par tout moyen. Il rend compte au tribunal dans sont délibéré.~~  Le présent article s'applique aux affaires dans lesquelles l'audience de plaidoirie ou la mise en délibéré de l'affaire dans le cadre de la procédure sans audience a lieu pendant la période mentionnée à l'article 1er. |
| Article 7  Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l'audience ou l'audition se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des personnes y participant et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.  En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d'entendre les parties et leurs avocats, ou la personne à auditionner, par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s'assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.  Dans les cas prévus au présent article, les membres de la formation de jugement, le greffier, les parties, les personnes qui les assistent ou les représentent en vertu d'une habilitation légale ou d'un mandat, les techniciens et auxiliaires de justice ainsi que les personnes convoquées à l'audience ou à l'audition peuvent se trouver en des lieux distincts. Le juge organise et conduit la procédure. Il s'assure du bon déroulement des échanges entre les parties et veille au respect des droits de la défense et au caractère contradictoire des débats. Le greffe dresse le procès-verbal des opérations effectuées.  Les moyens de communication utilisés par les membres de la formation de jugement garantissent le secret du délibéré. | Article 5  Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l'audience ou l'audition se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des personnes y participant et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.  En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d'entendre les parties et leurs avocats, ou la personne à auditionner, par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s'assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.  Dans les cas prévus au présent article, les membres de la formation de jugement, le greffier, les parties, les personnes qui les assistent ou les représentent en vertu d'une habilitation légale ou d'un mandat, les techniciens et auxiliaires de justice ainsi que les personnes convoquées à l'audience ou a l'audition peuvent se trouver en des lieux distincts. Le juge organise et conduit la procédure. Il s'assure du bon déroulement des échanges entre les parties et veille au respect des droits de la défense et au caractère contradictoire des débats. Le greffe dresse le procès-verbal des opérations effectuées.  Les moyens de communication utilisés par les membres de la formation de jugement garantissent le secret du délibéré. |
| Article 8  Lorsque la représentation est obligatoire ou que les parties sont assistées ou représentées par un avocat, le juge ou le président de la formation de jugement peut, à tout moment de la procédure, décider qu'elle se déroule selon la procédure sans audience. Il en informe les parties par tout moyen.  A l'exception des procédures en référé, des procédures accélérées au fond et des procédures dans lesquelles le juge doit statuer dans un délai déterminé, les parties disposent d'un délai de quinze jours pour s'opposer à la procédure sans audience. A défaut d'opposition, la procédure est exclusivement écrite. La communication entre les parties est faite par notification entre avocats. Il en est justifié dans les délais impartis par le juge.  En matière de soins psychiatriques sans consentement, la personne hospitalisée peut a tout moment demander à être entendue par le juge des libertés et de la détention. Cette audition peut etre réalisée par tout moyen permettant de s'assurer de son identité et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.  Le présent article s'applique aux affaires dans lesquelles la mise en délibéré de l'affaire est annoncée pendant la période mentionnée à l'article 1er. | Article 6  Lorsque la représentation est obligatoire ou que les parties sont assistées ou représentées par un avocat, le juge ou le président de la formation de jugement peut, à tout moment de la procédure, décider que la procédure se déroule selon la procédure sans audience. Il en informe les parties par tout moyen.  ~~A l'exception des procédures en référé, des procédures accélérées au fond et des procédures dans lesquelles le juge doit statuer dans un délai déterminé,~~ Les parties disposent d'un délai de quinze jours pour s'opposer a la procédure sans audience. En cas d'urgence, le juge ou le président de la formation de jugement peut réduire ce délai. A défaut d'opposition, la procédure est exclusivement écrite. La communication entre les parties est faite par notification entre avocats. Il en est justifié dans les délais impartis par le juge.  Toutefois, le juge ou le président de la formation de jugement peut décider de tenir une audience s'il estime qu'il n'est pas possible de rendre une décision au regard des preuves écrites ou si l'une des parties en fait la demande.  En matière de soins psychiatriques sans consentement, la personne hospitalisée peut a tout moment demander à être entendue par le juge des libertés et de la détention. Cette audition peut être réalisée par tout moyen permettant de s'assurer de son identité et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.  Le présent article s'applique aux affaires dans lesquelles la mise en délibéré de l'affaire est annoncée pendant la période mentionnée à l'article 1er. |
| Article 11  Toute prestation de serment devant une juridiction peut être présentée par écrit. Elle comprend la mention manuscrite des termes de la prestation. Cet écrit est déposé auprès de la juridiction compétente qui en accuse réception. | Article 7  Toute prestation de serment devant une juridiction peut être présentée par écrit. Elle comprend la mention manuscrite des termes de la prestation. Cet écrit est déposé auprès de la juridiction compétente qui en accuse réception. |

**Circulaire JUSC2031874C du 20 novembre 2020,**

*De présentation du décret no 2020-1405 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale.*

**PRÉAMBULE**

  L'article 10 de la loi no 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire a autorisé le Gouvernement à prendre par ordonnances, jusqu'au 16 février 2021, toute mesure relevant du domaine de la loi en vue de prolonger ou de rétablir l'application des dispositions prises, le cas échéant modifiées, par voie d'ordonnance et à procéder aux modifications nécessaires à leur prolongation, à leur rétablissement ou à leur adaptation, le cas échéant territorialisée, à l'état de la situation sanitaire, sur le fondement du 1 de l'article 11, à l'exception du h du 1o et des a, b, d, e et h du 2o, et de l'article 16 de la loi no 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19.

 Sur le fondement de cette habilitation, l'ordonnance no 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés a été prise.

 Le décret no 2020-1405 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale la complète.

 Les dispositions de ce décret rétablissent certaines des mesures de niveau réglementaire précédemment prévues par l'ordonnance no 2020-304 du 25 mars 2020 modifiée par l'ordonnance no 2020-595 du 20 mai 2020, afin d'adapter l'organisation et la procédure applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale à la situation sanitaire liée à l'épidémie de covid-19. Les règles d'organisation et de procédures ainsi rétablies dérogent ou écartent celles qui résultent de l'application des dispositions de procédure de droit commun.

 La présente circulaire présente les conditions de son application par les juridictions. Elle comprend des dispositions applicables aux juridictions de l'ordre judiciaires statuant en matière non pénale (section 1) et des dispositions diverses (section 2).

1. **Les dispositions applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale**

a. ***Champ d'application***

 L'article 1er du décret prévoit que ses dispositions s'appliquent aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale pendant la période comprise entre la date d'entrée en vigueur du décret, soit le 20 novembre 2020, et l'expiration d'un délai d'un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret du 14 octobre 2020 susvisé, et prorogé dans les conditions prévues par l'article L. 3131-13 du code de la santé publique.

 A moins qu'il n'en soit disposé autrement, les dispositions du décret s'appliquent en première instance, en appel et en cassation. Toutes les juridictions de première instance de l'ordre judiciaire sont donc concernées, c'est-à-dire également les tribunaux de commerce, les conseils de prud'hommes et les tribunaux paritaires des baux ruraux. Seule la matière pénale est exclue du champ d'application de l'ordonnance.

 Il est par ailleurs précisé que les dispositions sont applicables aux instances en cours le lendemain du jour de la publication du présent décret.

b. ***Présentation des dispositions***

i. ***Renvoi des audiences et auditions***

 L'article 2 du décret reprend les dispositions de l'article 4 de l'ordonnance no 2020-304. En effet, des audiences et auditions, dont le caractère est moins urgent, pourront être supprimées par les juridictions et doivent donc donner lieu à un renvoi à une date ultérieure. La décision de renvoi est une mesure d'administration judiciaire prise par la juridiction.

 Afin de faciliter le travail du greffe, cet article assouplit les modalités d'information des parties en permettant au greffe de les aviser de ce renvoi par tout moyen. Les modes de communication énumérés à l'article 2 ne sont donc pas limitatifs.

 Cet assouplissement est valable quelles que soient les procédures utilisées, avec ou sans représentation obligatoire des parties. Il est applicable à toutes les juridictions de l'ordre judiciaire, en première instance comme en appel.

 Lorsque les parties sont représentées ou assistées par un avocat, la communication peut notamment être réalisée par:

 • RPVA lorsque la procédure est enregistrée sur WinciTGI ou WinciCA; les tribunaux de proximité ne sont donc pas concernés;

 • courriel, à l'adresse mail professionnelle des avocats, lorsque l'accès au RPVA n'est pas possible.

 Lorsque les parties ont consenti à la réception des actes sur le "Portail du justiciable" et activé leur profil sur le portail: la communication peut avoir lieu par ce biais sur les adresses courriel renseignées par les parties lors de leur consentement à l'utilisation de la dématérialisation.

 Dans tous les cas, que les parties soient ou non assistées ou représentées par un avocat, la communication peut être faite par:

 • lettre simple;

 • tout autre moyen permettant d'assurer une communication effective de l'information. Il peut s'agir, par exemple, d'une communication par les chefs de juridiction au bâtonnier du ressort de la liste des audiences/auditions supprimées, d'une information sur le site internet de la juridiction et/ou de celle de la cour d'appel, d'un affichage dans un lieu accessible de la juridiction ou sur sa porte d'entrée, ou encore d'une communication donnée par téléphone par le service d'accueil de la juridiction ou la boite vocale du standard de la juridiction.

 Enfin, lorsque les parties ont consenti à la réception des actes sur le "Portail du justiciable" et activé leur profil sur le portail, la communication peut avoir lieu par ce biais, sur les adresses courriel renseignées par les parties lors de leur consentement à l'utilisation de la dématérialisation.

 Pour préserver les droits des défendeurs à bénéficier d'un double degré de juridiction, la décision est toujours rendue par défaut, y compris lorsqu'elle est susceptible d'appel, lorsque les conditions suivantes sont cumulativement réunies:

 • le défendeur n'a pas été assisté ou représenté par un avocat;

 • le défendeur n'a pas consenti à la réception des actes sur le "Portail du justiciable" du ministère de la justice;

 • le défendeur ne comparaît pas à l'audience de renvoi;

 • le défendeur n'a pas été cité à personne.

 Le décret déroge ici aux dispositions de l'article 473 du code de procédure civile.

 Pour permettre au tribunal de qualifier les décisions rendues, une attention particulière doit être apportée à l'identification des dossiers concernés par ces renvois.

ii. ***La possibilité de tenir l'audience à juge rapporteur***

 Le décret reprend également en son article 3, les troisième et cinquième alinéas de l'article 5 de l'ordonnance no 2020-304 modifiée qui permettent de confier à un juge rapporteur la tenue de l'audience de plaidoirie.

 Au premier alinéa de l'article 3, il est précisé qu'en procédure écrite ordinaire mais également en procédure avec représentation obligatoire devant la cour d'appel, le juge de la mise en état ou le magistrat chargé du rapport peut tenir seul l'audience pour entendre les plaidoiries. En sa qualité de juge ou de conseiller rapporteur, il rend compte au tribunal ou à la cour dans son délibéré.

 Cette disposition déroge à l'article 805 du code de procédure civile qui permet aux avocats des parties de s'opposer à ce que l'audience de plaidoiries soit prise par le juge rapporteur en procédure écrite ordinaire et par le conseiller rapporteur en procédure avec représentation obligatoire devant la cour d'appel.

 Le second alinéa de l'article 3 reprend, dans les mêmes termes que le troisième alinéa de l'article 5 de l'ordonnance no 2020-304 modifiée, la possibilité pour le président du tribunal de commerce de décider que, dans toutes les affaires, y compris les procédures collectives, l'audience sera tenue par un juge rapporteur, sans que les parties ne puissent s'y opposer. La décision reste ainsi collégiale. Cette faculté, déjà prévue par l'article 871 du code de procédure civile, est néanmoins subordonnée, en droit commun, à l'accord des parties. Il y est ici dérogé.

iii. ***Échange des écritures et des pièces***

 L'article 4 du décret introduit, dans les mêmes termes que l'article 6 de l'ordonnance no 2020-304, de la souplesse dans les modalités d'échange des écritures et des pièces entre les parties.

 Il prévoit ainsi que les parties peuvent les échanger par tout moyen, dès lors que le juge est mis en mesure de s'assurer du respect du principe du contradictoire. Il peut donc s'agir aussi bien du RPVA, d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'une lettre simple ou d'un courriel.

 Cette disposition, relative aux échanges entre les parties, ne déroge cependant pas aux articles 850 et 930-1 du code de procédure civile, qui imposent de transmettre les actes de procédure par voie électronique d'une part au tribunal judiciaire en matière de procédure écrite ordinaire et de procédure à jour fixe et, d'autre part, à la cour d'appel dans la procédure avec représentation obligatoire.

 Quel que soit le moyen de communication que les parties auront choisi, il est toutefois prudent qu'elles se réservent la preuve de ce qu'elles ont bien transmis leurs écritures et pièces à la partie adverse et de la date à laquelle elles l'ont effectué, afin de prévenir toute contestation.

 En cas de contestation, elles devront en effet pouvoir justifier de cet envoi au juge, qui s'assure du respect du principe du contradictoire en application des articles 15 et 16 du code de procédure civile. A cet égard, à la différence de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception et du courriel, l'utilisation de la lettre simple ne permet aucunement de s'assurer de la réception des documents adressés.

 Ces dispositions de l'article 4 du décret dérogent notamment aux articles 831 et 861-1 du code de procédure civile, respectivement applicables à la procédure orale ordinaire devant le tribunal judiciaire et aux procédures suivies devant le tribunal de commerce qui imposent aux parties d'échanger entre elles par lettre recommandée avec demande d'avis de réception lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article 446-1 du code de procédure civile.

 Elles dérogent également aux dispositions de l'article 1141 du code de procédure civile relatif aux recours formés contre un obligé alimentaire sur le fondement de l'article L. 6145-11 du code de la santé publique ou de l'article L. 132-7 du code de l'action sociale et des familles, qui fait obligation aux parties de communiquer leurs moyens aux autres parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

iv. ***Dispositions relatives au SAUJ***

 L'article 5 du décret rétablit les dispositions de l'article 11-4 de l'ordonnance no 2020-304 modifiée.

 Il permet une nouvelle modalité de saisine du service d'accueil unique du justiciable (SAUJ) par voie électronique. Une partie des actes habituellement réceptionnés par des agents de greffe affectés dans un SAUJ pourront donc temporairement, être réceptionnés et transmis par voie électronique.

 Cette modalité de saisine supplémentaire de la juridiction ne concerne pas les actes en matière pénale habituellement déposés et réceptionnés au sein des SAUJ et listés à l'article R. 123-28 du COJ.

 Seuls les actes en matière civile, lorsque la représentation n'est pas obligatoire, en matière prud'homale, le dépôt de requêtes ou de demandes de copies, et les demandes d'aide juridictionnelle pourront être réceptionnés et transmis par les agents affectés au sein d'un SAUJ par voie dématérialisée.

 L'envoi, par voie électronique, des actes listés *supra* ne dispense pas son auteur d'une remise du document original établi sur support papier avant qu'il ne soit statué sur sa demande.

 Cette modalité, complémentaire d'un accueil physique au sein des SAUJ qui demeurent ouverts, n'a pas vocation à remplacer le dépôt physique des actes. Elle vise notamment, en permettant une régulation des flux au sein de la juridiction, à assurer une protection de la santé des agents affectés au sein des SAUJ ainsi que des personnes vulnérables dont elle évite les déplacements.

 L'utilisation du canal courriel, ainsi que l'adresse qui devra être utilisée devront faire l'objet d'une communication accessible aux justiciables sur le site internet de la juridiction, par téléphone ou sur la porte du tribunal. L'utilisation d'adresses structurelles doit être préconisée.

 Enfin la réception et la transmission des actes précités par voie dématérialisée permettent une saisine facilitée pour l'ensemble des actes dans une période où sortir est un acte dérogatoire. Cette modalité supplémentaire apparaît notamment particulièrement opportune pour la réception de certains actes comme les ordonnances de protection qui présentent une sensibilité renforcée dans le contexte sanitaire actuel.

v. ***Disposition relative à la communication du dossier d'un majeur protégé***

 L'article 6 du décret reprend, dans les mêmes termes, l'article 11-1 de l'ordonnance no 2020-304 modifiée. Il permet la communication, après le jugement, de la décision d'ouverture d'une mesure et du dossier des majeurs protégés aux seuls mandataires professionnels, par tous moyens et notamment par voie dématérialisée, à l'exception du certificat médical qui ne peut être consulté que suivant les règles des articles 1222 à 1223-1 du code de procédure civile. Il s'agit néanmoins d'une simple possibilité, qui tend là encore à réguler, lorsque cela est possible, les flux de personnes au sein des juridictions.

 Les tuteurs familiaux, qui ne gèrent qu'une mesure bénéficiant à leurs proches ne sont pas dans la même situation et devront continuer à se rendre au tribunal pour consulter le dossier.

II. **Dispositions diverses: procurations afin de représenter les juges en exercice à l'assemblée générale devant le tribunal de commerce et le tribunal judiciaire**

 L'article 7 du décret permet d'augmenter le nombre de procurations par mandataire afin de représenter les membres d'une assemblée générale.

 Dans les tribunaux de commerce, par dérogation au deuxième alinéa de l'article R. 722-4 du code de commerce, chaque mandataire peut disposer de deux procurations afin de représenter les juges en exercice à l'assemblée générale. Le passage d'une seule procuration à deux procurations par juge non professionnel permet de limiter la présence des juges consulaires et ainsi d'organiser, le cas échéant, l'élection du président du tribunal de commerce, si son mandat expire en 2020, dans les meilleures conditions sanitaires possibles.

 Une disposition similaire a été prise s'agissant des conseils de prud'hommes dans la loi no 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire (article 11) afin que les assemblées générales électives se tiennent dans le respect des règles dites "barrières".

 Dans les tribunaux judiciaires et les cours d'appel, par dérogation aux articles R. 212-28 et R. 312-33 du code de l'organisation judiciaire, chaque mandataire peut disposer de cinq procurations afin de représenter les membres d'une assemblée générale. Le passage de deux à cinq procurations permet de limiter la présence physique de ses membres et ainsi d'organiser la tenue de cette assemblée dans les meilleures conditions sanitaires possibles.

ANNEXE 1

Tableau comparatif des dispositions de l'ordonnance no 2020-304 modifiée et du décret no 2020-1405 du 18 novembre 2020

|  |  |
| --- | --- |
| **Dispositions de l'ordonnance n° 2020-304 modifiée** | **Dispositions de l'ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020** |
| **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX JURIDICTIONS DE L'ORDRE JUDICIAIRE STATUANT EN MATIÈRE NON PÉNALE** | |
| Article 4  Lorsqu'une audience ou une audition est supprimée, si les parties sont assistées ou représentées par un avocat ou lorsqu'elles ont consenti à la réception des actes sur le « Portail du justiciable » du ministère de la justice conformément à l'article 748-8 du code de procédure civile, le greffe avise les parties du renvoi de l'affaire ou de l'audition par tout moyen, notamment électronique.  Dans les autres cas, il les en avise par tout moyen, notamment par lettre simple. Si le défendeur ne comparaît pas à l'audience à laquelle l'affaire est renvoyée et n'a pas été cité à personne, la décision est rendue par défaut. | Article 2  Lorsqu'une audience ou une audition est supprimée, si les parties sont assistées ou représentées par un avocat ou lorsqu'elles ont consenti à la réception des actes sur le « Portail du justiciable » du ministère de la justice conformément à l'article 748-8 du code de procédure civile et activé leur profil sur ce portail, le greffe avise les parties du renvoi de l'affaire ou de l'audition par tout moyen, notamment électronique.  Dans les autres cas, il les en avise par tout moyen, notamment par lettre simple. Si le défendeur ne comparaît pas à l'audience à laquelle l'affaire est renvoyée et n'a pas été cité à personne, la décision est rendue par défaut. |
| Article 5  [ ... ] Devant le tribunal de commerce, le président du tribunal peut, dans toutes les affaires, décider que l'audience sera tenue par l'un des membres de la formation de jugement. Le juge rend compte au tribunal dans son délibéré.  [...]  En procédure écrite ordinaire, le juge de la mise en état ou le magistrat chargé du rapport peut tenir seul l'audience pour entendre les plaidoiries. Il en informe les parties par tout moyen. Il rend compte au tribunal dans son délibéré. | Article 3  En procédure écrite ordinaire devant le tribunal judiciaire et en procédure avec représentation obligatoire devant la cour d'appel, le juge de la mise en état ou le magistrat chargé du rapport peut tenir seul l'audience pour entendre les plaidoiries. Il en informe les parties par tout moyen. Il rend compte au tribunal dans son délibéré.  Devant le tribunal de commerce, le président du tribunal peut, dans toutes les affaires, décider que l'audience sera tenue par l'un des membres de la formation de jugement. Le juge rend compte au tribunal dans son délibéré. |
| Article 6  Les parties peuvent échanger leurs écritures et leurs pièces par tout moyen dès lors que le juge peut s'assurer du respect du contradictoire. | Article 4  Les parties peuvent échanger leurs écritures et leurs pièces par tout moyen dès lors que le juge peut s'assurer du respect du contradictoire. |
| Article 11-4  Les agents de service de greffe affectés dans un service d'accueil unique du justiciable peuvent assurer la réception par voie électronique et la transmission par voie électronique: 1° De tous les actes en matière civile, lorsque la représentation n'est pas obligatoire; 2° En matière prud'homale: a) Des requêtes; b) Des demandes de délivrance de copie certifiée conforme, d'un extrait et d'une copie certifiée conforme revêtue de la formule exécutoire; 3° Des demandes d'aide juridictionnelle dans les conditions prévues aux articles 26 et 132-9 du décret du 19 décembre 1991 susvisé. Dans le cas où il a été reçu par voie électronique, le document original établi sur support papier doit être produit par son auteur avant qu'il ne soit statué sur sa demande. | Article 5  Les agents de service de greffe affectés dans un service d'accueil unique du justiciable peuvent assurer la réception par voie électronique et la transmission par voie électronique : 1° De tous les actes en matière civile, lorsque la représentation n'est pas obligatoire; 2° En matière prud'homale : a) Des requêtes; b) Des demandes de délivrance de copie certifiée conforme, d'un extrait et d'une copie certifiée conforme revêtue de la formule exécutoire ; 3° Des demandes d'aide juridictionnelle dans les conditions prévues aux articles 26 et 132-9 du décret du 19 décembre 1991 susvisé. Dans le cas où il a été reçu par voie électronique, le document original établi sur support papier doit être produit par son auteur avant qu'il ne soit statué sur sa demande. |
| Article 11-1  Par dérogation aux articles 1222 à 1223-1 du code de procédure civile, le dossier d'un majeur protégé peut être communiqué par tous moyens aux mandataires judiciaires à la protection juridique des majeurs, à l'exception du certificat médical qui ne peut être consulté que suivant les règles énoncées aux articles précités. | Article 6  Par dérogation aüx articles 1222 à 1223-1 du code de procédure civile, le dossier d'un majeur protégé peut être communiqué par tous moyens aux mandataires judiciaires à la protection juridique des majeurs, à l'exception du certificat médical qui ne peut être consulté que suivant les règles énoncées aux articles précités. |
| DISPOSITIONS DIVERSES | |
|  | Article 7  1. – Les dispositions du présent article sont applicables dans les conditions prévues à l'article 1er. Il. – Par dérogation au deuxième alinéa de l'article R. 722-4 du code de commerce, chaque mandataire peut disposer de deux procurations afin de représenter les juges en exercice à l'assemblée générale. Ill. – Par dérogation au troisième alinéa des articles R. 212-28 et R. 312-33 du code de l'organisation judiciaire, chaque mandataire peut disposer de cinq procurations afin de représenter les membres d'une assemblée générale. |

**CONVENTIONS INTERNATIONALES**

**Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales**

*Le décret no 74-360 du 3 mai 1974 (D. et BLD 1974. 181; JO 4 mai) a porté publication de cette convention, signée le 4 nov. 1950, de ses protocoles additionnels nos 1, 3, 4 et 5, signés les 20 mars 1952, 6 mai 1963, 16 sept. 1963 et 20 janv. 1966, ainsi que des déclarations et réserves qui ont été formulées par le Gouvernement de la République française lors de la ratification. — V. aussi Décr. no 81-917 du 9 oct. 1981 (D. et BLD 1981. 349) portant publication de la déclaration d'acceptation du droit de recours individuel, renouvelée par Décr. no 86-1314 du 23 déc. 1986 (D. et ALD 1987. 45), Décr. no 90-415 du 14 mai 1990. — Décr. no 84-315 du 19 avr. 1984 (D. et ALD 1984. 317) portant publication de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européennes des Droits de l'homme, fait à Londres le 6 mai 1969; — Décr. no 86-282 du 28 févr. 1986 (D. et ALD 1986. 271) portant publication du protocole no 6 à cette convention, concernant l'abolition de la peine de mort, fait à Strasbourg le 28 avr. 1983. — Décr. no 88-783 du 22 juin 1988 (D. et ALD 1988. 369) portant publication de la lettre française du 24 mars 1988 relative au retrait d'une déclaration interprétative formulée par le Gouvernement de la République française lors de la ratification de cette convention. — Décr. no 89-37 du 24 janv. 1989 (D. et ALD 1989. 103) portant publication du protocole no 7 à cette convention, ainsi que des déclarations et réserves accompagnant l'instrument français de ratification et de la déclaration française du 1er nov. 1988 (V., les art. 2 à 4, et 7 de ce protocole.). — Décr. no 90-245 du 14 mars 1990 (D. et ALD 1990. 181) portant publication du protocole no 8 à cette convention, fait à Vienne le 19 mars 1985. — Décr. no 98-1055 du 18 nov. 1998 (JO 25 nov.) portant publication du protocole no 11 à cette convention, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la convention, fait à Strasbourg le 11 mai 1994.   
V. Circ. no 87-16-F 2 du 27 juill. 1987 (BOMJ no 27, p. 204) relative à l'application de cette convention.   
Les formalités prévues à l'article 66 de la convention et aux articles 6, 4, 7 et 5 respectivement des protocoles nos 1, 2, 3, 4 et 5 en vue de leur entrée en vigueur ont été accomplies par la France le 3 mai 1974.*

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Considérant la Déclaration universelle des Droits de l'homme, proclamée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948;

Considérant que cette Déclaration tend à assurer la reconnaissance et l'application universelles et effectives des droits qui y sont énoncés;

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, et que l'un des moyens d'atteindre ce but est la sauvegarde et le développement des Droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Réaffirmant leur profond attachement à ces libertés fondamentales qui constituent les assises mêmes de la justice et de la paix dans le monde et dont le maintien repose essentiellement sur un régime politique véritablement démocratique, d'une part, et, d'autre part, sur une conception commune et un commun respect des Droits de l'homme dont ils se réclament;

Résolus, en tant que gouvernements d'États européens animés d'un même esprit et possédant un patrimoine commun d'idéal et de traditions politiques, de respect de la liberté et de prééminence du droit, à prendre les premières mesures propres à assurer la garantie collective de certains des droits énoncés dans la Déclaration universelle;

sont convenus de ce qui suit:

**Art. 1er** Obligation de respecter les droits de l'homme. — Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toute personne relevant de leur juridiction les droits et libertés définis au titre I de la présente Convention.

TITRE I  **DROITS ET LIBERTÉS**

**Art. 2** *Droit à la vie*.  1. Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi. La mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement, sauf en exécution d'une sentence capitale prononcée par un tribunal au cas où le délit est puni de cette peine par la loi.

 2. La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire:

*a*) pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale;

*b*) pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue;

*c*) pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection.

**Art. 3** *Interdiction de la torture*.  Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

**Art. 4** *Interdiction de l'esclavage et du travail forcé*.  1. Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.

 2. Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.

 3. N'est pas considéré comme «travail forcé ou obligatoire» au sens du présent article:

*a*) tout travail requis normalement d'une personne soumise à la détention dans les conditions prévues par l'article 5 de la présente Convention, ou durant sa mise en liberté conditionnelle;

*b*) tout service de caractère militaire ou, dans le cas d'objecteurs de conscience dans les pays où l'objection de conscience est reconnue comme légitime, à un autre service à la place du service militaire obligatoire;

*c*) tout service requis dans le cas de crises ou de calamités qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté;

*d*) tout travail ou service formant partie des obligations civiques normales.

**Art. 5** *Droit à la liberté et à la sûreté*.  1. Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales:

*a*) s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent;

*b*) s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi;

*c*) s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celle-ci;

*d*) s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur, décidée pour son éducation surveillée ou de sa détention régulière, afin de le traduire devant l'autorité compétente;

*e*) s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane ou d'un vagabond;

*f*) s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours.

 2. Toute personne arrêtée doit être informée, dans le plus court délai et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle.

 3. Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1 *c* du présent article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience.

 4. Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

 5. Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions de cet article a droit à réparation.

**Art. 6** *Droit à un procès équitable*.  1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.

 2. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

 3. Tout accusé a droit notamment à:

*a*) être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui;

*b*) disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense;

*c*) se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent;

*d*) interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;

*e*) se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience.

**Art. 7** *Pas de peine sans loi*.  1. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. De même il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise.

 2. Le présent article ne portera pas atteinte au jugement et à la punition d'une personne coupable d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle a été commise, était criminelle d'après les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées.

**Art. 8** *Droit au respect de la vie privée et familiale*.  1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

 2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. *— Sur la liberté de correspondre avec la CEDH, V. Accord europ. 5 mars 1996, art. 3.*



**Art. 9** *Liberté de pensée, de conscience et de religion*.  1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

 2. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

**Art. 10** *Liberté d'expression*.  1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les États de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

 2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions, prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

**Art. 11** *Liberté de réunion et d'association*.  1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

 2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'État.

**Art. 12** *Droit au mariage*.  A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme ont le droit de se marier et de fonder une famille selon les lois nationales régissant l'exercice de ce droit.

**Art. 13** *Droit à un recours effectif*.  Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

**Art. 14** *Interdiction de discrimination*.  La jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

**Art. 15** *Dérogation en cas d'état d'urgence*.  1. En cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation, toute Haute Partie contractante peut prendre des mesures dérogeant aux obligations prévues par la présente Convention, dans la stricte mesure où la situation l'exige et à la condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les autres obligations découlant du droit international.

 2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation à l'article 2, sauf pour le cas de décès résultant d'actes licites de guerre, et aux articles 3, 4 (paragraphe 1) et 7.

 3. Toute Haute Partie contractante qui exerce ce droit de dérogation tient le Secrétaire général du Conseil de l'Europe pleinement informé des mesures prises et des motifs qui les ont inspirées. Elle doit également informer le Secrétaire général du Conseil de l'Europe de la date à laquelle ces mesures ont cessé d'être en vigueur et les dispositions de la Convention reçoivent de nouveau pleine application.

**Art. 16** *Restrictions à l'activité politique des étrangers*.  Aucune des dispositions des articles 10, 11 et 14 ne peut être considérée comme interdisant aux hautes parties contractantes d'imposer des restrictions à l'activité politique des étrangers.

**Art. 17** *Interdiction de l'abus de droit*.  Aucune des dispositions de la présente Convention ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la présente Convention ou à des limitations plus amples de ces droits et libertés que celles prévues à ladite Convention.

**Art. 18** *Limitation de l'usage des restrictions aux droits*.  Les restrictions qui, aux termes de la présente Convention, sont apportées auxdits droits et libertés ne peuvent être appliquées que dans le but pour lequel elles ont été prévues.

TITRE II  **COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME**

**Art. 19** *Institution de la cour*.  Afin d'assurer le respect des engagements résultant pour les Hautes Parties contractantes de la présente Convention et de ses protocoles, il est institué une Cour européenne des Droits de l'Homme, ci-dessous nommée "la Cour". Elle fonctionne de façon permanente.

**Art. 20** *Nombre de juges*.  La cour se compose d'un nombre de juges égal à celui des Hautes Parties contractantes.

**Art. 21** *Conditions d'exercice des fonctions*.  1. Les juges doivent jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des jurisconsultes possédant une compétence notoire.

 2. Les juges siègent à la cour à titre individuel.

 3. Pendant la durée de leur mandat, les juges ne peuvent exercer aucune activité incompatible avec les exigences d'indépendance, d'impartialité ou de disponibilité requise par une activité exercée à plein temps; toute question soulevée en application de ce paragraphe est tranchée par la cour.

**Art. 22** *Élection des juges*.  Les juges sont élus par l'Assemblée parlementaire au titre de chaque Haute Partie contractante, à la majorité des voix exprimées, sur une liste de trois candidats présentés par la Haute Partie contractante.

**Art. 23** *Durée du mandat et révocation*.  1. Les juges sont élus pour une durée de neuf ans. Il ne sont pas rééligibles.

 2. Le mandat des juges s'achève dès qu'ils atteignent l'âge de 70 ans.

 3. Les juges restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Ils continuent toutefois de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

 4. Un juge ne peut être relevé de ses fonctions que si les autres juges décident, à la majorité des deux tiers, que ce juge a cessé de répondre aux conditions requises.

**Art. 24** *Greffe et rapporteurs*.  1. La Cour dispose d'un greffe dont les tâches et l'organisation sont fixées par le règlement de la Cour.

 2. Lorsqu'elle siège en formation de juge unique, la Cour est assistée de rapporteurs qui exercent leurs fonctions sous l'autorité du président de la Cour. Ils font partie du greffe de la Cour.

**Art. 25** *Assemblée plénière*.  La Cour réunie en assemblée plénière:

*a)* Élit, pour une durée de trois ans, son président et un ou deux vice-présidents; ils sont rééligibles;

*b)* Constitue des chambres pour une période déterminée;

*c)* Élit les présidents des chambres de la cour, qui sont rééligibles;

*d)* Adopte le règlement de la cour;

*e)* Élit le greffier et un ou plusieurs greffiers adjoints;

*f)* Fait toute demande au titre de l'article 26, paragraphe 2.

**Art. 26** *Formations de juge unique, comités, Chambres et Grande Chambre*.  1. Pour l'examen des affaires portées devant elle, la cour siège en formations de juge unique, en comités de trois juges, en Chambres de sept juges et en une Grande Chambre de dix-sept juges. Les Chambres de la cour constituent les comités pour une période déterminée.

 2. A la demande de l'Assemblée plénière de la Cour, le Comité des ministres peut, par une décision unanime et pour une période déterminée, réduire à cinq le nombre de juges des Chambres.

 3. Un juge siégeant en tant que juge unique n'examine aucune requête introduite contre la Haute Partie contractante au titre de laquelle ce juge a été élu.

 4. Le juge élu au titre d'une Haute Partie contractante partie au litige est membre de droit de la Chambre et de la Grande Chambre; en cas d'absence de ce juge, ou lorsqu'il n'est pas en mesure de siéger, une personne choisie par le président de la Cour sur une liste soumise au préalable par cette Partie siège en qualité de juge.

 5. Font aussi partie de la Grande Chambre le président de la Cour, les vice-présidents, les présidents des Chambres et d'autres juges désignés conformément au règlement de la Cour. Quand l'affaire est déférée à la Grande Chambre en vertu de l'article 43, aucun juge de la Chambre qui a rendu l'arrêt ne peut y siéger, à l'exception du président de la Chambre et du juge ayant siégé au titre de la Haute Partie contractante intéressée.

**Art. 27** *Compétence des juges uniques*.  1. Un juge unique peut déclarer une requête introduite en vertu de l'article 34 irrecevable ou la rayer du rôle lorsqu'une telle décision peut être prise sans examen complémentaire.

 2. La décision est définitive.

 3. Si le juge unique ne déclare pas une requête irrecevable ou ne la raye pas du rôle, ce juge la transmet à un comité ou à une Chambre pour examen complémentaire.

**Art. 28** *Compétence des comités*.  1. Un comité saisi d'une requête individuelle introduite en vertu de l'article 34 peut, par vote unanime,

 a) la déclarer irrecevable ou la rayer du rôle lorsqu'une telle décision peut être prise sans examen complémentaire; ou

 b) la déclarer recevable et rendre conjointement un arrêt sur le fond lorsque la question relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses Protocoles qui est à l'origine de l'affaire fait l'objet d'une jurisprudence bien établie de la Cour.

 2. Les décisions et arrêts prévus au paragraphe 1 sont définitifs.

 3. Si le juge élu au titre de la Haute Partie contractante partie au litige n'est pas membre du comité, ce dernier peut, à tout moment de la procédure, l'inviter à siéger en son sein en lieu et place de l'un de ses membres, en prenant en compte tous facteurs pertinents, y compris la question de savoir si cette Partie a contesté l'application de la procédure du paragraphe 1.*b*.

**Art. 29** *Décisions des Chambres sur la recevabilité et le fond*.  1. Si aucune décision n'a été prise en vertu des articles 27 ou 28, ni aucun arrêt rendu en vertu de l'article 28, une Chambre se prononce sur la recevabilité et le fond des requêtes individuelles introduites en vertu de l'article 34. La décision sur la recevabilité peut être prise de façon séparée.

 2. Une Chambre se prononce sur la recevabilité et le fond des requêtes étatiques introduites en vertu de l'article 33. Sauf décision contraire de la Cour dans des cas exceptionnels, la décision sur la recevabilité est prise séparément.

**Art. 30** *Dessaisissement en faveur de la Grande Chambre*.  Si l'affaire pendante devant une Chambre soulève une question grave relative à l'interprétation de la Convention ou de ses protocoles, ou si la solution d'une question peut conduire à une contradiction avec un arrêt rendu antérieurement par la cour, la Chambre peut, tant qu'elle n'a pas rendu son arrêt, se dessaisir au profit de la Grande Chambre, à moins que l'une des parties ne s'y oppose.

**Art. 31** *Attributions de la Grande Chambre*.  La Grande Chambre:

*a)* Se prononce sur les requêtes introduites en vertu de l'article 33 ou de l'article 34 lorsque l'affaire lui a été déférée par la Chambre en vertu de l'article 30 ou lorsque l'affaire lui a été déférée en vertu de l'article 43;

*b)* se prononce sur les questions dont la Cour est saisie par le Comité des ministres en vertu de l'article 46, paragraphe 4; et

*c)* Examine les demandes d'avis consultatifs introduites en vertu de l'article 47.

**Art. 32** *Compétence de la cour*.  1. La compétence de la cour s'étend à toutes les questions concernant l'interprétation et l'application de la Convention et de ses protocoles qui lui seront soumises dans les conditions prévues par les articles 33, 34, 46 et 47.

 2. En cas de contestation sur le point de savoir si la cour est compétente, la cour décide.

**Art. 33** *Affaires interétatiques*.  Toute Haute Partie contractante peut saisir la cour de tout manquement aux dispositions de la Convention et de ses protocoles qu'elle croira pouvoir être imputé à une autre Haute Partie contractante.

**Art. 34** *Requêtes individuelles*.  La Cour peut être saisie d'une requête par toute personne physique, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers qui se prétend victime d'une violation par l'une des Hautes Parties contractantes des droits reconnus dans la Convention ou ses protocoles. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver par aucune mesure l'exercice efficace de ce droit.

**Art. 35** *Conditions de recevabilité*.  1. La cour ne peut être saisie qu'après l'épuisement des voies de recours internes, tel qu'il est entendu selon les principes de droit international généralement reconnus, et dans un délai de six mois à partir de la date de la décision interne définitive.

 2. La cour ne retient aucune requête individuelle introduite en application de l'article 34, lorsque:

*a)* Elle est anonyme; ou

*b)* Elle est essentiellement la même qu'une requête précédemment examinée par la cour ou déjà soumise à une autre instance internationale d'enquête ou de règlement, et si elle ne contient pas de faits nouveaux.

 3. La cour déclare irrecevable toute requête individuelle introduite en application de l'article 34, lorsqu'elle estime:

*a)* que la requête est incompatible avec les dispositions de la Convention ou de ses Protocoles, manifestement mal fondée ou abusive; ou

*b)* que le requérant n'a subi aucun préjudice important, sauf si le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses Protocoles exige un examen de la requête au fond et à condition de ne rejeter pour ce motif aucune affaire qui n'a pas été dûment examinée par un tribunal interne.

 4. La cour rejette toute requête qu'elle considère comme irrecevable en application du présent article. Elle peut procéder ainsi à tout stade de la procédure.

**Art. 36** *Tierce intervention*.  1. Dans toute affaire devant une Chambre ou la Grande Chambre, une Haute Partie contractante dont un ressortissant est requérant a le droit de présenter des observations écrites et de prendre part aux audiences.

 2. Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, le président de la cour peut inviter toute Haute Partie contractante qui n'est pas Partie à l'instance ou toute personne intéressée autre que le requérant à présenter des observations écrites ou à prendre part aux audiences.

 3. Dans toute affaire devant une Chambre ou la Grande Chambre, le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe peut présenter des observations écrites et prendre part aux audiences.

**Art. 37** *Radiation*.  1. A tout moment de la procédure, la cour peut décider de rayer une requête du rôle lorsque les circonstances permettent de conclure:

*a)* Que le requérant n'entend plus la maintenir; ou

*b)* Que le litige a été résolu; ou

*c)* Que, pour tout autre motif dont la cour constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête.

 Toutefois, la cour poursuit l'examen de la requête si le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses protocoles l'exige.

 2. La cour peut décider la réinscription au rôle d'une requête lorsqu'elle estime que les circonstances le justifient.

**Art. 38** *Examen contradictoire de l'affaire*.  La Cour examine l'affaire de façon contradictoire avec les représentants des parties et, s'il y a lieu, procède à une enquête pour la conduite efficace de laquelle les Hautes Parties contractantes intéressées fourniront toutes facilités nécessaires.

**Art. 39** *Règlements amiables*.  1. A tout moment de la procédure, la Cour peut se mettre à la disposition des intéressés en vue de parvenir à un règlement amiable de l'affaire s'inspirant du respect des droits de l'homme tels que les reconnaissent la Convention et ses Protocoles.

 2. La procédure décrite au paragraphe 1 est confidentielle.

 3. En cas de règlement amiable, la Cour raye l'affaire du rôle par une décision qui se limite à un bref exposé des faits et de la solution adoptée.

 4. Cette décision est transmise au Comité des ministres qui surveille l'exécution des termes du règlement amiable tels qu'ils figurent dans la décision.

**Art. 40** *Audience publique et accès aux documents*.  1. L'audience est publique à moins que la cour n'en décide autrement en raison de circonstances exceptionnelles.

 2. Les documents déposés au greffe sont accessibles au public à moins que le président de la cour n'en décide autrement.

**Art. 41** *Satisfaction équitable*.  Si la cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable.

**Art. 42** *Arrêts des Chambres*.  Les arrêts des Chambres deviennent définitifs conformément aux dispositions de l'article 44, paragraphe 2.

**Art. 43** *Renvoi devant la Grande Chambre*.  1. Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une Chambre, toute Partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.

 2. Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses protocoles, ou encore une question grave de caractère général.

 3. Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt.

**Art. 44** *Arrêts définitifs*.  1. L'arrêt de la Grande Chambre est définitif.

 2. L'arrêt d'une Chambre devient définitif:

*a)* Lorsque les Parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre; ou

*b)* Trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé; ou

*c)* Lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43.

 3. L'arrêt définitif est publié.

**Art. 45** *Motivation des arrêts et décisions*.  1. Les arrêts, ainsi que les décisions déclarant des requêtes recevables ou irrecevables, sont motivés.

 2. Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.

**Art. 46** *Force obligatoire et exécution des arrêts*.  1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se conformer aux arrêts définitifs de la Cour dans les litiges auxquels elles sont parties.

 2. L'arrêt définitif de la Cour est transmis au Comité des ministres qui en surveille l'exécution.

 3. Lorsque le Comité des ministres estime que la surveillance de l'exécution d'un arrêt définitif est entravée par une difficulté d'interprétation de cet arrêt, il peut saisir la Cour afin qu'elle se prononce sur cette question d'interprétation. La décision de saisir la Cour est prise par un vote à la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de siéger au Comité.

 4. Lorsque le Comité des ministres estime qu'une Haute Partie contractante refuse de se conformer à un arrêt définitif dans un litige auquel elle est partie, il peut, après avoir mis en demeure cette Partie et par décision prise par un vote à la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de siéger au Comité, saisir la Cour de la question du respect par cette Partie de son obligation au regard du paragraphe 1.

 5. Si la Cour constate une violation du paragraphe 1, elle renvoie l'affaire au Comité des ministres afin qu'il examine les mesures à prendre. Si la Cour constate qu'il n'y a pas eu violation du paragraphe 1, elle renvoie l'affaire au Comité des ministres, qui décide de clore son examen.

**Art. 47** *Avis consultatifs*.  1. La cour peut, à la demande du Comité des Ministres, donner des avis consultatifs sur des questions juridiques concernant l'interprétation de la Convention et de ses protocoles.

 2. Ces avis ne peuvent porter ni sur les questions ayant trait au contenu ou à l'étendue des droits et libertés définis au titre I de la Convention et dans les protocoles ni sur les autres questions dont la cour ou le Comité des Ministres pourraient avoir à connaître par suite de l'introduction d'un recours prévu par la Convention.

 3. La décision du Comité des Ministres de demander un avis à la cour est prise par un vote à la majorité des représentants ayant le droit de siéger au Comité.

**Art. 48** *Compétence consultative de la cour*.  La cour décide si la demande d'avis consultatif présentée par le Comité des Ministres relève de sa compétence telle que définie par l'article 47.

**Art. 49** *Motivation des avis consultatifs*.  1. L'avis de la cour est motivé.

 2. Si l'avis n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.

 3. L'avis de la cour est transmis au Comité des Ministres.

**Art. 50** *Frais de fonctionnement de la cour*.  Les frais de fonctionnement de la cour sont à la charge du Conseil de l'Europe.

**Art. 51** *Privilèges et immunités des juges*.  Les juges jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités prévus à l'article 40 du Statut du Conseil de l'Europe et dans les accords conclus au titre de cet article.

TITRE III  **DISPOSITIONS DIVERSES**

**Art. 52** *Enquêtes du Secrétaire général*.  Toute Haute Partie contractante fournira sur demande du Secrétaire général du Conseil de l'Europe les explications requises sur la manière dont son droit interne assure l'application effective de toutes les dispositions de cette Convention.

**Art. 53** *Sauvegarde des droits de l'homme reconnus*.  Aucune des dispositions de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant ou portant atteinte aux Droits de l'homme et aux libertés fondamentales qui pourraient être reconnus conformément aux lois de toute Partie contractante ou à toute autre Convention à laquelle cette Partie contractante est partie.

**Art. 54** *Pouvoirs du Comité des Ministres*.  Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux pouvoirs conférés au Comité des Ministres par le Statut du Conseil de l'Europe.

**Art. 55** *Renonciation à d'autres modes de règlement des différends*.  Les Hautes Parties contractantes renoncent réciproquement, sauf compromis spécial, à se prévaloir des traités, conventions ou déclarations existant entre elles, en vue de soumettre, par voie de requête, un différend né de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention à un mode de règlement autre que ceux prévus par ladite Convention.

**Art. 56** *Application territoriale*.  1. Tout État peut, au moment de la ratification ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, que la présente Convention s'appliquera, sous réserve du paragraphe 4 du présent article, à tous les territoires ou à l'un quelconque des territoires dont il assure les relations internationales.

 2. La Convention s'appliquera au territoire ou aux territoires désignés dans la notification à partir du trentième jour qui suivra la date à laquelle le Secrétaire général du Conseil de l'Europe aura reçu cette notification.

 3. Dans lesdits territoires les dispositions de la présente Convention seront appliquées en tenant compte des nécessités locales.

 4. Tout État qui a fait une déclaration conformément au premier paragraphe de cet article, peut, à tout moment par la suite, déclarer relativement à un ou plusieurs des territoires visés dans cette déclaration qu'il accepte la compétence de la cour pour connaître des requêtes de personnes physiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes de particuliers, comme le prévoit l'article 34 de la Convention.

**Art. 57** *Réserves*.  1. Tout État peut, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification, formuler une réserve au sujet d'une disposition particulière de la Convention, dans la mesure où une loi alors en vigueur sur son territoire n'est pas conforme à cette disposition. Les réserves de caractère général ne sont pas autorisées aux termes du présent article.

 2. Toute réserve émise conformément au présent article comporte un bref exposé de la loi en cause.

**Art. 58** *Dénonciation*.  1. Une Haute Partie contractante ne peut dénoncer la présente Convention qu'après l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard et moyennant un préavis de six mois, donné par une notification adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, qui en informe les autres Parties contractantes.

 2. Cette dénonciation ne peut avoir pour effet de délier la Haute Partie contractante intéressée des obligations contenues dans la présente Convention en ce qui concerne tout fait qui, pouvant constituer une violation de ces obligations, aurait été accompli par elle antérieurement à la date à laquelle la dénonciation produit effet.

 3. Sous la même réserve cesserait d'être Partie à la présente Convention toute Partie contractante qui cesserait d'être Membre du Conseil de l'Europe.

 4. La Convention peut être dénoncée conformément aux dispositions des paragraphes précédents en ce qui concerne tout territoire auquel elle a été déclarée applicable aux termes de l'article 56.

**Art. 59** *Signature et ratification*.  1. La présente Convention est ouverte à la signature des Membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée. Les ratifications seront déposées près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

 2. L'Union européenne peut adhérer à la présente Convention.

 3. La présente Convention entrera en vigueur après le dépôt de dix instruments de ratification.

 4. Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement, la Convention entrera en vigueur dès le dépôt de l'instrument de ratification.

 5. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe notifiera à tous les Membres du Conseil de l'Europe l'entrée en vigueur de la Convention, les noms des Hautes Parties contractantes qui l'auront ratifiée, ainsi que le dépôt de tout instrument de ratification intervenu ultérieurement.

**Convention de La Haye du 15 juin 1955,**

*Sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels.*

*La présente convention est entrée en vigueur le 1er sept. 1964.*

**Art. 1er** La présente convention est applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels.

 Elle ne s'applique pas aux ventes de titres, aux ventes de navires et de bateaux ou d'aéronefs enregistrés, aux ventes par autorité de justice ou sur saisie. Elle s'applique aux ventes sur documents.

 Pour son application sont assimilés aux ventes les contrats de livraison d'objets mobiliers corporels à fabriquer ou à produire lorsque la partie qui s'oblige à livrer doit fournir les matières premières nécessaires à la fabrication ou à la production.

 La seule déclaration des parties relative à l'application d'une loi ou à la compétence d'un juge ou d'un arbitre, ne suffit pas à donner à la vente le caractère international au sens de l'alinéa 1er du présent article.

**Art. 2** La vente est régie par la loi du pays désigné par les parties contractantes.

 Cette désignation doit faire l'objet d'une clause expresse ou résulter indubitablement des dispositions du contrat.

 Les conditions relatives au consentement des parties, quant à la loi déclarée applicable, sont déterminées par cette loi.

**Art. 3** À défaut de loi déclarée applicable par les parties, dans les conditions prévues à l'article précédent, la vente est régie par la loi interne du pays où le vendeur a sa résidence habituelle au moment où il reçoit la commande. Si la commande est reçue par un établissement du vendeur, la vente est régie par la loi interne du pays où est situé cet établissement.

 Toutefois, la vente est régie par la loi interne du pays où l'acheteur a sa résidence habituelle, ou dans lequel il possède l'établissement qui a passé la commande, si c'est dans ce pays que la commande a été reçue soit par le vendeur, soit par son représentant, agent ou commis voyageur.

 S'il s'agit d'un marché de bourse ou d'une vente aux enchères, la vente est régie par la loi interne du pays où se trouve la bourse ou dans lequel sont effectuées les enchères.

**Art. 4** À moins d'une clause expresse contraire, la loi interne du pays où doit avoir lieu l'examen des objets mobiliers corporels délivrés en vertu de la vente est applicable, en ce qui concerne la forme et les délais dans lesquels doivent avoir lieu l'examen et les notifications relatives à l'examen ainsi que les mesures à prendre en cas de refus des objets.

**Art. 5** La présente convention ne s'applique pas:

 1o À la capacité des parties;

 2o À la forme du contrat;

 3o Au transfert de propriété, étant entendu toutefois que les diverses obligations des parties, et notamment celles qui sont relatives aux risques, sont soumises à la loi applicable à la vente en vertu de la présente convention;

 4o Aux effets de la vente à l'égard de toutes personnes autres que les parties.

**Art. 6** Dans chacun des États contractants, l'application de la loi déterminée par la présente convention peut être écartée pour un motif d'ordre public.

**Art. 7** Les États contractants sont convenus d'introduire les dispositions des articles 1-6 de la présente convention dans le droit national de leurs pays respectifs.

**Convention de La Haye du 5 octobre 1961,**

*Sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires.*

**Art. 1er** Une disposition testamentaire est valable quant à la forme si celle-ci répond à la loi interne:

 a) du lieu où le testateur a disposé, ou

 b) d'une nationalité possédée par le testateur, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou

 c) d'un lieu dans lequel le testateur avait son domicile, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou

 d) du lieu dans lequel le testateur avait sa résidence habituelle, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou

 e) pour les immeubles, du lieu de leur situation.

 Aux fins de la présente convention, si la loi nationale consiste en un système non unifié, la loi applicable est déterminée par les règles en vigueur dans ce système et, à défaut de telles règles, par le lien le plus effectif qu'avait le testateur avec l'une des législations composant ce système.

 La question de savoir si le testateur avait un domicile dans un lieu déterminé est régie par la loi de ce même lieu.

**Art. 2** L'article premier s'applique aux dispositions testamentaires révoquant une disposition testamentaire antérieure.

 La révocation est également valable quant à la forme si elle répond à l'une des lois aux termes de laquelle, conformément à l'article 1er, la disposition testamentaire révoquée était valable.

**Art. 3** La présente convention ne porte pas atteinte aux règles actuelles ou futures des États contractants reconnaissant des dispositions testamentaires faites en la forme d'une loi non prévue aux articles précédents.

**Art. 4** La présente convention s'applique également aux formes des dispositions testamentaires faites dans un même acte par deux ou plusieurs personnes.

**Art. 5** Aux fins de la présente convention, les prescriptions limitant les formes de dispositions testamentaires admises et se rattachant à l'âge, à la nationalité ou à d'autres qualités personnelles du testateur, sont considérées comme appartenant au domaine de la forme. Il en est de même des qualités que doivent posséder les témoins requis pour la validité d'une disposition testamentaire.

**Art. 6** L'application des règles de conflits établies par la présente convention est indépendante de toute condition de réciprocité. La convention s'applique même si la nationalité des intéressés ou la loi applicable en vertu des articles précédents ne sont pas celles d'un État contractant.

**Art. 7** L'application d'une des lois déclarées compétentes par la présente convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

**Art. 8** La présente convention s'applique à tous les cas où le testateur est décédé après son entrée en vigueur.

**Art. 9** Chaque État contractant peut se réserver, par dérogation à l'article 1er, alinéa 3, le droit de déterminer selon la loi du for le lieu dans lequel le testateur avait son domicile.

**Art. 10** Chaque État contractant peut se réserver de ne pas reconnaître les dispositions testamentaires faites, en dehors de circonstances extraordinaires, en la forme orale par un de ses ressortissants n'ayant aucune autre nationalité.

**Art. 11** Chaque État contractant peut se réserver de ne pas reconnaître, en vertu de prescriptions de sa loi les visant, certaines formes de dispositions testamentaires faites à l'étranger, si les conditions suivantes sont réunies:

 a) la disposition testamentaire n'est valable en la forme que selon une loi compétente uniquement en raison du lieu où le testateur a disposé,

 b) le testateur avait la nationalité de l'État qui aura fait la réserve,

 c) le testateur était domicilié dans ledit État ou y avait sa résidence habituelle, et

 d) le testateur est décédé dans un État autre que celui où il avait disposé.

 Cette réserve n'a d'effets que pour les seuls biens qui se trouvent dans l'État qui l'aura faite.

**Art. 12** Chaque État contractant peut se réserver d'exclure l'application de la présente convention aux clauses testamentaires qui, selon son droit, n'ont pas un caractère successoral.

**Art. 13** Chaque État contractant peut se réserver, par dérogation à l'article 8, de n'appliquer la présente convention qu'aux dispositions testamentaires postérieures à son entrée en vigueur.

**Convention de New York du 10 décembre 1962,**

*Sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages.*

*Cette convention est entrée en vigueur le 12 janv. 2011.*

PRÉAMBULE

Les États contractants,

Désirant, conformément à la Charte des Nations unies, favoriser le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion;

Rappelant que l'article 16 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que:

"1o A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution;

"2o Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux".

Rappelant en outre que, dans sa résolution 843 (IX) du 17 décembre 1954, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a déclaré que certaines coutumes, anciennes lois et pratiques intéressant le mariage et la famille étaient incompatibles avec les principes énoncés dans la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme;

Réaffirmant que tous les États, y compris ceux qui ont ou assument la responsabilité de l'administration de territoires non autonomes ou de territoires sous tutelle jusqu'à leur accession à l'indépendance, doivent prendre toutes les mesures utiles en vue d'abolir ces coutumes, anciennes lois et pratiques, en assurant, notamment, une entière liberté dans le choix du conjoint, en abolissant totalement le mariage des enfants et la pratique des fiançailles des jeunes filles avant l'âge nubile, en instituant, le cas échéant, les sanctions voulues et en créant un service de l'état civil ou un autre service qui enregistre tous les mariages,

Sont convenus des dispositions suivantes:

**Art. 1er** 1. Aucun mariage ne pourra être contracté légalement sans le libre et plein consentement des deux parties, ce consentement devant être exprimé par elles en personne, en présence de l'autorité compétente pour célébrer le mariage et de témoins, après une publicité suffisante, conformément aux dispositions de la loi.

 2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, la présence de l'une des parties ne sera pas exigée si l'autorité compétente a la preuve que les circonstances sont exceptionnelles et que cette partie a exprimé son consentement, devant une autorité compétente et dans les formes que peut prescrire la loi, et ne l'a pas retiré.

**Art. 2** Les États parties à la présente Convention prendront les mesures législatives nécessaires pour spécifier un âge minimum pour le mariage. Ne pourront contracter légalement mariage les personnes qui n'auront pas atteint cet âge, à moins d'une dispense d'âge accordée par l'autorité compétente pour des motifs graves et dans l'intérêt des futurs époux.

**Art. 3** Tous les mariages devront être inscrits par l'autorité compétente sur un registre officiel.

**Art. 4** 1. La présente Convention sera ouverte, jusqu'au 31 décembre 1963, à la signature de tous les États membres de l'Organisation des Nations unies ou membres de l'une quelconque des institutions spécialisées et de tous autres États que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies aura invités à devenir parties à la Convention.

 2. La présente Convention est sujette à ratification et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

**Art. 5** 1. Tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 4 pourront adhérer à la présente Convention.

 2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

**Art. 6** 1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du huitième instrument de ratification ou d'adhésion.

 2. Pour chacun des États qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du huitième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

**Art. 7** 1. Tout État contractant peut dénoncer la présente Convention par notification écrite au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en a reçu notification.

 2. La présente Convention cessera d'être en vigueur à compter de la date où prendra effet la dénonciation qui ramènera le nombre des parties à moins de huit.

**Art. 8** Tout différend entre deux ou plusieurs États contractants relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, qui n'aura pas été réglé par voie de négociations, sera soumis pour décision à la Cour internationale de justice à la demande de toutes les parties au différend, sauf si lesdites parties sont convenues d'un autre mode de règlement.

**Art. 9** Seront notifiés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies à tous les États membres de l'Organisation et aux États non membres visés au paragraphe 1 de l'article 4 de la présente Convention:

 a) Les signatures apposées et les instruments de ratification reçus conformément à l'article 4;

 b) Les instruments d'adhésion reçus conformément à l'article 5;

 c) La date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément à l'article 6;

 d) Les notifications de dénonciation reçues conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7;

*e)* L'extinction résultant de l'application du paragraphe 2 de l'article 7.

**Art. 10** 1. La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée dans les archives de l'Organisation des Nations unies.

 2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies communiquera une copie certifiée conforme de la Convention à tous les États membres de l'Organisation et aux États non membres visés au paragraphe 1 de l'article 4.

 En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé au nom de leurs gouvernements respectifs la présente Convention, qui a été ouverte à la signature au siège des Nations unies, à New York, le 10 décembre 1962.

**Pacte international de New York du 19 décembre 1966,**

*Relatif aux droits civils et politiques.*

*Ce pacte est entré en vigueur à l'égard de la France le 4 févr. 1981.*

PRÉAMBULE

Les États parties au présent Pacte,

Considérant que, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Reconnaissant que ces droits découlent de la dignité inhérente à la personne humaine,

Reconnaissant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'idéal de l'être humain libre, jouissant des libertés civiles et politiques et libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si des conditions permettant à chacun de jouir de ses droits civils et politiques, aussi bien que de ses droits économiques, sociaux et culturels, sont créées,

Considérant que la Charte des Nations Unies impose aux États l'obligation de promouvoir le respect universel et effectif des droits et des libertés de l'homme,

Prenant en considération le fait que l'individu a des devoirs envers autrui et envers la collectivité à laquelle il appartient et est tenu de s'efforcer de promouvoir et de respecter les droits reconnus dans le présent Pacte,

sont convenus des articles suivants:

PREMIÈRE PARTIE

**Art. 1er** 1. Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

 2. Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance.

 3. Les États parties au présent Pacte, y compris ceux qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes et des territoires sous tutelle, sont tenus de faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de respecter ce droit, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

DEUXIÈME PARTIE

**Art. 2** 1. Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le présent Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

 2. Les États parties au présent Pacte s'engagent à prendre, en accord avec leurs procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent Pacte, les arrangements devant permettre l'adoption de telles mesures d'ordre législatif ou autre, propres à donner effet aux droits reconnus dans le présent Pacte qui ne seraient pas déjà en vigueur.

 3. Les États parties au présent Pacte s'engagent à:

*a)* Garantir que toute personne dont les droits et libertés reconnus dans le présent Pacte auront été violés disposera d'un recours utile, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles;

*b)* Garantir que l'autorité compétente, judiciaire, administrative ou législative, ou toute autre autorité compétente selon la législation de l'État, statuera sur les droits de la personne qui forme le recours et développer les possibilités de recours juridictionnel;

*c)* Garantir la bonne suite donnée par les autorités compétentes à tout recours qui aura été reconnu justifié.

**Art. 3** Les États parties au présent Pacte s'engagent à assurer le droit égal des hommes et des femmes de jouir de tous les droits civils et politiques énoncés dans le présent Pacte.

**Art. 4** 1. Dans le cas où un danger public exceptionnel menace l'existence de la nation et est proclamé par un acte officiel, les États parties au présent Pacte peuvent prendre, dans la stricte mesure où la situation l'exige, des mesures dérogeant aux obligations prévues dans le présent Pacte, sous réserve que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les autres obligations que leur impose le droit international et qu'elles n'entraînent pas une discrimination fondée uniquement sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'origine sociale.

 2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation aux articles 6, 7, 8 (par. 1 et 2), 11, 15, 16 et 18.

 3. Les États parties au présent Pacte qui usent du droit de dérogation doivent, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, signaler aussitôt aux autres États parties les dispositions auxquelles ils ont dérogé ainsi que les motifs qui ont provoqué cette dérogation. Une nouvelle communication sera faite par la même entremise, à la date à laquelle ils ont mis fin à ces dérogations.

**Art. 5** 1. Aucune disposition du présent Pacte ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et des libertés reconnus dans le présent Pacte ou à des limitations plus amples que celles prévues audit pacte.

 2. Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux droits fondamentaux de l'homme reconnus ou en vigueur dans tout État partie au présent Pacte en application de lois, de conventions, de règlements ou de coutumes, sous prétexte que le présent Pacte ne les reconnaît pas ou les reconnaît à un moindre degré.

TROISIÈME PARTIE

**Art. 6** 1. Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie.

 2. Dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves, conformément à la législation en vigueur au moment où le crime a été commis et qui ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du présent Pacte ni avec la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette peine ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent.

 3. Lorsque la privation de la vie constitue le crime de génocide, il est entendu qu'aucune disposition du présent article n'autorise un État partie au présent Pacte à déroger d'aucune manière à une obligation quelconque assumée en vertu des dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

 4. Tout condamné à mort a le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine. L'amnistie, la grâce ou la commutation de la peine de mort peuvent dans tous les cas être accordées.

 5. Une sentence de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de dix-huit ans et ne peut être exécutée contre des femmes enceintes.

 6. Aucune disposition du présent article ne peut être invoquée pour retarder ou empêcher l'abolition de la peine capitale par un État partie au présent Pacte.

*V. Deuxième protocole facultatif fait à New York le 15 déc. 1989, visant à abolir la peine de mort, publié par Décr. no 2008-37 du 10 janv. 2008 (JO 12 janv.).*

**Art. 7** Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique.

**Art. 8** 1. Nul ne sera tenu en esclavage; l'esclavage et la traite des esclaves, sous toutes leurs formes, sont interdits.

 2. Nul ne sera tenu en servitude.

 3. *a)* Nul ne sera astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire;

*b)* L'alinéa *a* du présent paragraphe ne saurait être interprété comme interdisant, dans les pays où certains crimes peuvent être punis de détention accompagnée de travaux forcés, l'accomplissement d'une peine de travaux forcés, infligée par un tribunal compétent;

*c)* N'est pas considéré comme «travail forcé ou obligatoire» au sens du présent paragraphe:

 i) Tout travaux ou service, non visé à l'alinéa *b,* normalement requis d'un individu qui est détenu en vertu d'une décision de justice régulière ou qui, ayant fait l'objet d'une telle décision, est libéré conditionnellement;

 ii) Tout service de caractère militaire et, dans les pays où l'objection de conscience est admise, tout service national exigé des objecteurs de conscience en vertu de la loi;

 iii) Tout service exigé dans les cas de force majeur [*majeure]* ou de sinistres qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté;

 iv) Tout travail ou tout service formant partie des obligations civiques normales.

**Art. 9** 1. Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraires. Nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi.

 2. Tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui.

 3. Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l'intéressé à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement.

 4. Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

 5. Tout individu victime d'arrestation ou de détention illégales a droit à réparation.

**Art. 10** 1. Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.

 2. *a)* Les prévenus sont, sauf dans des circonstances exceptionnelles, séparés des condamnés et sont soumis à une [*un]* régime distinct, approprié à leur condition de personnes non condamnées;

*b)* Les jeunes prévenus sont séparés des adultes et il est décidé de leur cas aussi rapidement que possible.

 3. Le régime pénitentiaire comporte un traitement des condamnés dont le but essentiel est leur amendement et leur reclassement social. Les jeunes délinquants sont séparés des adultes et soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal.

**Art. 11** Nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une obligation contractuelle.

**Art. 12** 1. Quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un État a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence.

 2. Toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien.

 3. Les droits mentionnés ci-dessus ne peuvent être l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus par le présent Pacte.

 4. Nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays.

**Art. 13** Un étranger qui se trouve légalement sur le territoire d'un État partie au présent Pacte ne peut en être expulsé qu'en exécution d'une décision prise conformément à la loi et, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ne s'y opposent, il doit avoir la possibilité de faire valoir les raisons qui militent contre son expulsion et de faire examiner son cas par l'autorité compétente, ou par une ou plusieurs personnes spécialement désignées par ladite autorité, en se faisant représenter à cette fin.

**Art. 14** 1. Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil. Le huis-clos peut être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès soit dans l'intérêt des bonnes mœurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimera absolument nécessaire, lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire la publicité nuirait aux intérêts de la justice; cependant, tout jugement rendu en matière pénale ou civile sera public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il en soit autrement ou si le procès porte sur des différends matrimoniaux ou sur la tutelle des enfants.

 2. Toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

 3. Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes:

*a)* À être informée, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle;

*b)* À disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix;

*c)* À être jugée sans retard excessif;

*d)* Agrave; être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix; si elle n'a pas de défenseur, à être informée de son droit d'en avoir un, et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer;

*e)* À interroger ou faire interroger les témoins à charge et à obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;

*f)* À se faire assister gratuitement d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience;

*g)* À ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable.

 4. La procédure applicable aux jeunes gens qui ne sont pas encore majeurs au regard de la loi pénale tiendra compte de leur âge et de l'intérêt que présente leur rééducation.

 5. Toute personne déclarée coupable d'une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi.

 6. Lorsqu'une condamnation pénale définitive est ultérieurement annulée ou lorsque la grâce est accordée parce qu'un fait nouveau ou nouvellement révélé prouve qu'il s'est produit une erreur judiciaire, la personne qui a subi une peine à raison de cette condamnation sera indemnisée, conformément à la loi, à moins qu'il ne soit prouvé que la non-révélation en temps utile du fait inconnu lui est imputable en tout ou partie.

 7. Nul ne peut être poursuivi ou puni en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif conformément à la loi et à la procédure pénale de chaque pays.

**Art. 15** 1. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier.

 2. Rien dans le présent article ne s'oppose au jugement ou à la condamnation de tout individu en raison d'actes ou omissions qui, au moment où ils ont été commis, étaient tenus pour criminels, d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations.

**Art. 16** Chacun a droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

**Art. 17** 1. Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

 2. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

**Art. 18** 1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement.

 2. Nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix.

 3. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui.

 4. Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions.

**Art. 19** 1. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions.

 2. Toute personne a droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix.

 3. L'exercice des libertés prévues au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires:

*a)* Au respect des droits ou de la réputation d'autrui;

*b)* À la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.

**Art. 20** 1. Toute propagande en faveur de la guerre est interdite par la loi.

 2. Tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi.

**Art. 21** Le droit de réunion pacifique est reconnu. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et les libertés d'autrui.

**Art. 22** 1. Toute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer pour la protection de ses intérêts.

 2. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui. Le présent article n'empêche pas de soumettre à des restrictions légales l'exercice de ce droit par les membres des forces armées et de la police.

 3. Aucune disposition du présent article ne permet aux États parties à la Convention de 1948 de l'Organisation internationale du Travail concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical de prendre des mesures législatives portant atteinte — ou d'appliquer la loi de façon à porter atteinte — aux garanties prévues dans ladite convention.

**Art. 23** 1. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État.

 2. Le droit de se marier et de fonder une famille est reconnu à l'homme et à la femme à partir de l'âge nubile.

 3. Nul mariage ne peut être conclu sans le libre et plein consentement des futurs époux.

 4. Les États parties au présent Pacte prendront les mesures appropriées pour assurer l'égalité de droits et de responsabilités des époux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution. En cas de dissolution, des dispositions seront prises afin d'assurer aux enfants la protection nécessaire.

**Art. 24** 1. Tout enfant, sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'origine nationale ou sociale, la fortune ou la naissance, a droit, de la part de sa famille, de la société et de l'État, aux mesures de protection qu'exige sa condition de mineur.

 2. Tout enfant doit être enregistré immédiatement après sa naissance et avoir un nom.

 3. Tout enfant a le droit d'acquérir une nationalité.

**Art. 25** Tout citoyen a le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 et sans restrictions déraisonnables:

*a)* De prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis;

*b)* De voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs;

*c)* D'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

**Art. 26** Toutes les personnes sont égales devant la loi et ont droit sans discrimination à une égale protection de la loi. À cet égard, la loi doit interdire toute discrimination et garantir à toutes les personnes une protection égale et efficace contre toute discrimination, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique et de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

**Art. 27** Dans les États où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue.

*V.  Décr. no 84-418 du 25 mai 1984  (D. et ALD 1984. 358) portant publication du protocole facultatif se rapportant à ce pacte; ... Décr. no 2008-37 du 10 janv. 2008 (JO 12 janv.) portant publication du deuxième protocole facultatif fait à New York le 15 déc. 1989, visant à abolir la peine de mort.*

DÉCLARATIONS ET RÉSERVES

  L'instrument d'adhésion de la République française comporte les déclarations et réserves suivantes:

 1. Le Gouvernement de la République considère que, conformément à l'article 103 de la Charte des Nations Unies, en cas de conflit entre ses obligations en vertu du Pacte et ses obligations en vertu de la Charte (notamment des articles 1er et 2 de celle-ci), ses obligations en vertu de la Charte prévaudront.

 2. Le Gouvernement de la République émet une réserve concernant le paragraphe 1 de l'article 4 en ce sens, d'une part, que les circonstances énumérées par l'article 16 de la Constitution pour sa mise en œuvre, par l'article 1er de la loi du 3 avril 1878 et par la loi du 9 août 1849 pour la déclaration de l'état de siège, par l'article 1er de la loi no 55-385 du 3 avril 1955 pour la déclaration de l'état d'urgence et qui permettent la mise en application de ces textes, doivent être comprises comme correspondant à l'objet de l'article 4 du Pacte, et, d'autre part, que pour l'interprétation et l'application de l'article 16 de la Constitution de la République française, les termes «dans la stricte mesure où la situation l'exige» ne sauraient limiter le pouvoir du Président de la République de prendre «les mesures exigées par les circonstances».

 3. Le Gouvernement de la République émet une réserve concernant les articles 9 et 14 en ce sens que ces articles ne sauraient faire obstacle à l'application des règles relatives au régime disciplinaire dans les armées.

 4. Le Gouvernement de la République déclare que l'article 13 ne doit pas porter atteinte au chapitre IV de l'ordonnance no 45-2658 du 2 novembre 1945 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France, ni aux autres textes relatifs à l'expulsion des étrangers en vigueur dans les parties du territoire de la République où l'ordonnance du 2 novembre 1945 n'est pas applicable.

 5. Le Gouvernement de la République interprète l'article 14, paragraphe 5, comme posant un principe général auquel la loi peut apporter des exceptions limitées. Il en est ainsi, notamment, pour certaines infractions relevant en premier et dernier ressort du tribunal de police ainsi que pour les infractions de nature criminelle. Au demeurant les décisions rendues en dernier ressort peuvent faire l'objet d'un recours devant la Cour de cassation qui statue sur la légalité de la décision intervenue.

 6. Le Gouvernement de la République déclare que les articles 19, 21 et 22 du Pacte seront appliqués conformément aux articles 10, 11 et 16 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales en date du 4 novembre 1950.

*Al. 2: réserve levée par lettre française du 22 mars 1988, avec effet à cette même date, et publiée par Décr. no 88-818 du 13 juill. 1988 (D. et ALD 1988. 384; JO 19 juill.).*

 7. Le Gouvernement de la République déclare que le terme «guerre», qui figure à l'article 20, paragraphe 1, doit s'entendre de la guerre contraire au droit international et estime, en tout cas, que la législation française en ce domaine est adéquate.

 8. Le Gouvernement français déclare, compte tenu de l'article 2 de la Constitution de la République française, que l'article 27 n'a pas lieu de s'appliquer en ce qui concerne la République.

**Convention de Rome du 10 septembre 1970,**

*Sur la légitimation par mariage.*

*La présente convention est entrée en vigueur le 8 févr. 1976.*

TITRE I

**Art. 1er** Lorsque, selon les dispositions de droit interne de la loi nationale du père ou de la mère, le mariage de ceux-ci a pour conséquence la légitimation d'un enfant naturel, cette légitimation est valable dans les États contractants.

 Cette règle s'applique tant aux légitimations résultant de la seule célébration du mariage qu'aux légitimations constatées ultérieurement par une décision judiciaire.

**Art. 2** Toutefois lors de la signature, de la notification prévue à l'article 11 ou de l'adhésion, chaque État contractant pourra se réserver le droit de ne pas tenir la légitimation pour valable:

*a)* S'il est établi que l'enfant n'est pas né de ceux qui l'ont légitimé;

*b)* Si sa loi ne reconnaît pas la validité du mariage célébré sur son territoire;

*c)* Si sa loi ne reconnaît pas la validité du mariage de son ressortissant;

*d)* Ou si l'enfant né d'un de ses ressortissants est adultérin à l'égard de celui-ci.

 Ce droit ne pourra pas être exercé dans le cas où la loi interne de cet État n'interdirait pas une telle légitimation.

**Art. 3** La validité d'une légitimation conforme aux dispositions de droit interne de la loi nationale du père ou de la mère ne peut être déniée, même au nom de l'ordre public, dans d'autres conditions que celles prévues à l'article 2.

**Art. 4** Les décisions intervenues dans les litiges engagés en application de l'article 2 ne peuvent être invoquées que sur le territoire de l'État contractant où elles ont été rendues.

**Art. 5** Les dispositions qui précèdent sont applicables à l'égard de tous les États, même non contractants. Elles ne mettent pas obstacle à l'application des règles en vigueur dans les États contractants qui seraient plus favorables à la légitimation.

**Art. 6** Lorsque l'acte de naissance de l'enfant a été dressé ou transcrit par l'officier de l'état civil de l'un des États contractants, cet officier mentionne la légitimation dans ses registres après qu'il aura été vérifié par lui-même ou par l'autorité dont il dépend, que les conditions prévues par la présente Convention sont remplies.

 Cette inscription ne peut être subordonnée à aucune procédure judiciaire préalable de reconnaissance. Il en est ainsi alors même qu'il s'agirait d'une légitimation constatée après mariage, par décision judiciaire.

TITRE II

**Art. 7** Lorsqu'un mariage a été célébré dans l'un des États contractants et que les époux ont déclaré qu'ils avaient un ou des enfants communs dont l'acte de naissance a été dressé ou transcrit sur le territoire d'un autre État contractant, l'officier de l'état civil du lieu du mariage, ou toute autre autorité compétente, adresse directement, ou par la voie diplomatique, à l'officier de l'état civil du lieu où l'acte de naissance a été dressé ou transcrit un avis en vue de la mention de la légitimation qui pourrait résulter de ce mariage. À cet avis sont jointes les pièces justificatives dont il dispose. Quand la légitimation a été constatée après mariage par une décision judiciaire, l'avis est transmis à la diligence du ministère public ou de toute autre autorité publique compétente.

 Les avis sont rédigés selon une formule plurilingue dont le modèle est annexé à la présente Convention. Ces avis ainsi que les pièces jointes sont dispensés de toute légalisation sur les territoires respectifs des États contractants.

**Art. 8** Les extraits de l'acte de naissance d'un enfant légitimé doivent être établis comme s'ils concernaient un enfant légitime, sans faire apparaître la légitimation.

**Art. 9** L'application du présent titre n'est pas limitée aux ressortissants des États contractants.

TITRE III

**Art. 10** Au sens de la présente Convention il faut entendre par loi nationale d'une personne la loi de l'État dont elle est ressortissante ou, s'il s'agit d'un réfugié ou d'un apatride, celle qui régit son statut personnel.

 Pour l'application de la présente Convention sont assimilés aux ressortissants d'un État les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi dudit État.

**Art. 11** Les États contractants notifieront au Conseil fédéral suisse l'accomplissement des procédures requises par leur Constitution pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

 Le Conseil fédéral suisse avisera les États contractants et le Secrétaire général de la Commission internationale de l'état civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

ANNEXE

  Avis prévu par l'article 7 de la Convention sur la légitimation par mariage signée à le

*I.*  *Renseignements concernant les parents de l'enfant*

 1. Lieu et date du mariage:

 2. Nom de famille:

 Père:

 Mère:

 3. Prénoms:

 4. Nationalité:

 5. Éventuellement lieu et date du précédent mariage:

 6. Lieu et date de dissolution de ce précédent mariage par:

 Décès:

 Divorce:

 Annulation:

*II.*  *Renseignements concernant l'enfant*

 7. Nom de famille:

 8. Prénoms:

 9. Lieu et date de naissance:

 10. Nationalité:

 11. Lieu et date de la reconnaissance:

 Père:

 Mère:

*III.*  *Renseignements concernant la légitimation constatée après mariage par décision judiciaire*

 12. Lieu et date de la décision:

 13. Date de la légitimation:

*IV.*  *Observations*

 14.

 Lieu:

 Date:

 Sceau:

 Signature:

 Nombre de pièces justificatives annexées:

 (acte de mariage; documents de reconnaissance; document de légitimation, etc.):

 Les renseignements sont écrits en caractères latins, les dates en chiffres arabes, les mois sont représentés par un chiffre d'après leur rang dans l'année.

*Nota: Nom de jeune fille.   
Avant le mariage.   
Avant le mariage des parents.   
S'il y a lieu.   
S'il y a lieu.   
Lorsque cette date n'est pas celle du mariage.*

**Déclaration faite conformément à l'article 15 de la convention sur la légitimation par mariage du 10 septembre 1970**

 Le Gouvernement de la République française déclare, en déposant l'instrument de ratification de la convention sur la légitimation par mariage, signée à Rome le 10 septembre 1970, que les dispositions de ladite convention sont applicables à l'ensemble du territoire de la République française.

**Convention de La Haye du 4 mai 1971,**

*Sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière.*

*La présente convention est entrée en vigueur le 3 juin 1975 pour la France ainsi que pour l'Autriche et la Belgique.*

**Art. 1er** La présente Convention détermine la loi applicable à la responsabilité civile extracontractuelle découlant d'un accident de la circulation routière, quelle que soit la nature de la juridiction appelée à en connaître.

 Par accident de la circulation routière au sens de la présente Convention, on entend tout accident concernant un ou des véhicules, automoteurs ou non, et qui est lié à la circulation sur la voie publique, sur un terrain ouvert au public ou sur un terrain non public mais ouvert à un certain nombre de personnes ayant le droit de le fréquenter.

**Art. 2** La présente Convention ne s'applique pas:

 1. À la responsabilité des fabricants, vendeurs et réparateurs de véhicules;

 2. À la responsabilité du propriétaire de la voie de circulation ou de toute autre personne tenue d'assurer l'entretien de la voie ou la sécurité des usagers;

 3. Aux responsabilités du fait d'autrui, à l'exception de celle du propriétaire du véhicule et de celle du commettant;

 4. Aux recours entre personnes responsables;

 5. Aux recours et aux subrogations concernant les assureurs;

 6. Aux actions et aux recours exercés par ou contre les organismes de sécurité sociale, d'assurance sociale ou autres institutions analogues et les fonds publics de garantie automobile, ainsi qu'aux cas d'exclusion de responsabilité prévus par la loi dont relèvent ces organismes.

**Art. 3** La loi applicable est la loi interne de l'État sur le territoire duquel l'accident est survenu.

**Art. 4** Sous réserve de l'article 5, il est dérogé à la disposition de l'article 3 dans les cas prévus ci-après:

*a)* Lorsqu'un seul véhicule est impliqué dans l'accident et qu'il est immatriculé dans un État autre que celui sur le territoire duquel l'accident est survenu, la loi interne de l'État d'immatriculation est applicable à la responsabilité:

 — envers le conducteur, le détenteur, le propriétaire ou toute autre personne ayant un droit sur le véhicule, sans qu'il soit tenu compte de leur résidence habituelle;

 — envers une victime qui était passager, si elle avait sa résidence habituelle dans un État autre que celui sur le territoire duquel l'accident est survenu;

 — envers une victime se trouvant sur les lieux de l'accident hors du véhicule, si elle avait sa résidence habituelle dans l'État d'immatriculation.

 En cas de pluralité de victimes, la loi applicable est déterminée séparément à l'égard de chacune d'entre elles.

*b)* Lorsque plusieurs véhicules sont impliqués dans l'accident, les dispositions figurant sous lettre *a* ne sont applicables que si tous les véhicules sont immatriculés dans le même État.

*c)* Lorsque des personnes se trouvant sur les lieux de l'accident hors du ou des véhicules sont impliquées dans l'accident, les dispositions figurant sous lettres *a* et *b* ne sont applicables que si toutes ces personnes avaient leur résidence habituelle dans l'État d'immatriculation. Il en est ainsi, alors même qu'elles sont aussi victimes de l'accident.

**Art. 5** La loi applicable en vertu des articles 3 et 4 à la responsabilité envers le passager régit aussi la responsabilité pour les dommages aux biens transportés dans le véhicule, qui appartiennent au passager ou qui lui ont été confiés.

 La loi applicable en vertu des articles 3 et 4 à la responsabilité envers le propriétaire du véhicule régit la responsabilité pour les dommages aux biens transportés par le véhicule, autres que ceux visés à l'alinéa précédent.

 La loi applicable à la responsabilité pour les dommages aux biens se trouvant hors du ou des véhicules est celle de l'État sur le territoire duquel l'accident est survenu. Toutefois, la responsabilité pour les dommages aux effets personnels de la victime se trouvant hors du ou des véhicules est soumise à la loi interne de l'État d'immatriculation, lorsqu'elle est applicable à la responsabilité envers la victime en vertu de l'article 4.

**Art. 6** Pour les véhicules non immatriculés ou immatriculés dans plusieurs États, la loi interne de l'État du stationnement habituel remplace celle de l'État d'immatriculation. Il en est de même lorsque ni le propriétaire, ni le détenteur, ni le conducteur du véhicule n'avaient, au moment de l'accident, leur résidence habituelle dans l'État d'immatriculation.

**Art. 7** Quelle que soit la loi applicable, il doit, dans la détermination de la responsabilité, être tenu compte des règles de circulation et de sécurité en vigueur au lieu et au moment de l'accident.

**Art. 8** La loi applicable détermine notamment:

 1. Les conditions et l'étendue de la responsabilité;

 2. Les causes d'exonération, ainsi que toute limitation et tout partage de responsabilité;

 3. L'existence et la nature des dommages susceptibles de réparation;

 4. Les modalités et l'étendue de la réparation;

 5. La transmissibilité du droit à réparation;

 6. Les personnes ayant droit à réparation du dommage qu'elles ont personnellement subi;

 7. La responsabilité du commettant du fait de son préposé;

 8. Les prescriptions et les déchéances fondées sur l'expiration d'un délai, y compris le point de départ, l'interruption et la suspension des délais.

**Art. 9** Les personnes lésées ont le droit d'agir directement contre l'assureur du responsable, si un tel droit leur est reconnu par la loi applicable en vertu des articles 3, 4 ou 5.

 Si la loi de l'État d'immatriculation, applicable en vertu des articles 4 ou 5, ne connaît pas ce droit, il peut néanmoins être exercé s'il est admis par la loi interne de l'État sur le territoire duquel l'accident est survenu.

 Si aucune de ces lois ne connaît ce droit, il peut être exercé s'il est admis par la loi du contrat d'assurance.

**Art. 10** L'application d'une des lois déclarées compétentes par la présente Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

**Art. 11** L'application des articles 1er à 10 de la présente Convention est indépendante de toute condition de réciprocité. La Convention s'applique même si la loi applicable n'est pas celle d'un État contractant.

**Art. 12** Toute unité territoriale faisant partie d'un État à système juridique non unifié est considérée comme un État pour l'application des articles 2 à 11, lorsqu'elle a son propre système de droit concernant la responsabilité civile extracontractuelle en matière d'accidents de la circulation routière.

**Art. 13** Un État à système juridique non unifié n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux accidents survenus sur son territoire, lorsqu'ils concernent des véhicules qui ne sont immatriculés que dans les unités territoriales de cet État.

**Art. 14** Un État à système juridique non unifié pourra, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à tous ses sytèmes de droit ou seulement à un ou plusieurs d'entre eux et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

 Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément les systèmes de droit auxquels la Convention s'applique.

**Art. 15** La présente Convention ne déroge pas aux conventions auxquelles les États contractants sont ou seront Partie et qui, dans des matières particulières, règlent la responsabilité civile extracontractuelle découlant d'un accident de la circulation routière.

**Convention de Bâle du 16 mai 1972,**

*Relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments.*

*La présente convention est entrée en vigueur le 20 mars 1976.*

Les États membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres;

Désirant instituer un système permettant à un testateur de faire inscrire son testament afin, d'une part, de réduire les risques que celui-ci soit ignoré ou connu tardivement et, d'autre part, de faciliter après le décès du testateur la découverte de ce testament;

Convaincus qu'un tel système faciliterait notamment la découverte de testaments dressés à l'étranger,

sont convenus de ce qui suit:

**Art. 1er** Les États contractants s'engagent à établir, selon les dispositions de la présente Convention, un système d'inscription des testaments, afin de faciliter, après le décès du testateur, la découverte de son testament.

**Art. 2** Pour l'application de la présente Convention, chacun des États contractants créera ou désignera un organisme unique ou plusieurs organismes qui seront chargés des inscriptions prévues par la Convention et qui répondront aux demandes de renseignements présentées conformément au paragraphe 2 de l'article 8.

**Art. 3** 1. En vue de faciliter les liaisons internationales, chacun des États contractants devra désigner un organisme national qui, par la voie directe:

 a) Fera procéder, dans les autres États contractants, aux inscriptions prévues à l'article 6;

 b) Recevra les demandes de renseignements provenant des organismes nationaux des autres États contractants et y donnera suite dans les conditions prévues à l'article 8.

 2. Chacun des États contractants communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe la dénomination et l'adresse de l'organisme national désigné en vertu du paragraphe précédent.

**Art. 4** 1. Devront faire l'objet d'une inscription dans un État contractant:

 a) Les testaments par acte authentique dressés par un notaire, une autorité publique ou toute personne, habilités à cet effet par la loi dudit État, ainsi que les autres testaments qui ont fait l'objet d'un acte officiel de dépôt auprès d'une de ces autorités ou personnes ayant qualité pour les recevoir en dépôt;

 b) Les testaments olographes qui, si la législation dudit État le permet, ont été remis à un notaire, à une autorité publique ou à toute personne, habilités à cet effet par la loi dudit État, sans qu'un acte officiel de dépôt ait été dressé. Si la législation de cet État ne l'interdit pas, le testateur pourra s'opposer à l'inscription.

 2. Devront également faire l'objet d'une inscription, s'ils revêtent une forme qui, selon le paragraphe précédent, entraînerait l'inscription, le retrait, la révocation et les autres modifications des testaments inscrits conformément au présent article.

 3. Chacun des États contractants aura la faculté de ne pas appliquer les dispositions du présent article aux testaments déposés auprès des autorités militaires.

**Art. 5** 1. L'inscription devra être faite à la requête du notaire, de l'autorité publique ou de la personne, visés au paragraphe 1 de l'article 4.

 2. Toutefois, chacun des États contractants pourra prévoir que la demande d'inscription, dans des cas spéciaux déterminés par sa législation et dans les conditions fixées par celle-ci, pourra être faite par le testateur.

**Art. 6** 1. L'inscription n'est soumise en ce qui concerne le testateur, à aucune condition de nationalité ou de résidence.

 2. A la demande du testateur, le notaire, l'autorité publique ou la personne, visés à l'article 4, feront procéder à l'inscription non seulement dans l'État où le testament aura été dressé ou déposé, mais également, par l'intermédiaire des organismes nationaux, dans les autres États contractants.

**Art. 7** 1. La demande d'inscription contiendra au moins les indications suivantes:

 a) Nom de famille et prénoms du testateur ou disposant (y compris s'il y a lieu, le nom de jeune fille);

 b) Date et lieu (ou si le lieu n'est pas connu, le pays) de naissance;

 c) Adresse ou domicile déclaré;

 d) Dénomination et date de l'acte dont l'inscription est requise;

 e) Nom et adresse du notaire, de l'autorité publique ou de la personne qui a reçu l'acte ou le détient en dépôt.

 2. Ces données devront figurer dans l'inscription sous la forme déterminée par chaque État contractant.

 3. La durée de l'inscription pourra être fixée par la législation de chacun des États contractants.

**Art. 8** 1. L'inscription doit rester secrète du vivant du testateur.

 2. Après le décès du testateur, toute personne pourra, sur présentation d'un extrait de l'acte de décès ou de tout autre document justifiant du décès, obtenir les renseignements visés à l'article 7.

 3. Si le testament a été rédigé par deux ou plusieurs personnes, les dispositions du paragraphe 2 du présent article s'appliqueront lors du décès d'un des testateurs, nonobstant les dispositions du paragraphe 1.

**Art. 9** Les services rendus entre les États contractants en application des dispositions de la présente Convention sont fournis gratuitement.

**Art. 10** La présente Convention ne porte pas atteinte aux règles qui, dans chacun des États contractants, concernent la validité des testaments et autres actes visés par la présente Convention.

**Art. 11** Chacun des États contractants aura la faculté d'étendre, dans les conditions qu'il établira, le système d'inscription prévu par la présente Convention, à tout testament non visé à l'article 4 ou à toute autre disposition pouvant avoir une incidence sur la dévolution d'une succession. Dans ce cas, notamment les dispositions du paragraphe 2 de l'article 6 seront applicables.

**Convention de La Haye du 2 octobre 1973,**

*Sur la loi applicable aux obligations alimentaires.*

*La présente convention est entrée en vigueur à l'égard de la France le 1er oct. 1977.*

CHAPITRE I  ***CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION***

**Art. 1er** La présente Convention s'applique aux obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime.

**Art. 2** La Convention ne règle que les conflits de lois en matière d'obligations alimentaires.

 Les décisions rendues en application de la Convention ne préjugent pas de l'existence d'une des relations visées à l'article 1er.

**Art. 3** La loi désignée par la Convention s'applique indépendamment de toute condition de réciprocité, même s'il s'agit de la loi d'un État non contractant.

CHAPITRE II  ***LOI APPLICABLE***

**Art. 4** La loi interne de la résidence habituelle du créancier d'aliments régit les obligations alimentaires visées à l'article 1er.

 En cas de changement de la résidence habituelle du créancier, la loi interne de la nouvelle résidence habituelle s'applique à partir du moment où le changement est survenu.

**Art. 5** La loi nationale commune s'applique lorsque le créancier ne peut obtenir d'aliments du débiteur en vertu de la loi visée à l'article 4.

**Art. 6** La loi interne de l'autorité saisie s'applique lorsque le créancier ne peut obtenir d'aliments du débiteur en vertu des lois visées aux articles 4 et 5.

**Art. 7** Dans les relations alimentaires entre collatéraux et entre alliés, le débiteur peut opposer à la prétention du créancier l'absence d'obligation à son égard suivant leur loi nationale commune ou, à défaut de nationalité commune, suivant la loi interne de sa résidence habituelle.

**Art. 8** Par dérogation aux articles 4 à 6, la loi appliquée au divorce régit, dans l'État contractant où celui-ci est prononcé ou reconnu, les obligations alimentaires entre époux divorcés et la révision des décisions relatives à ces obligations.

 L'alinéa qui précède s'applique également aux cas de séparation de corps, de nullité ou d'annulation du mariage.

**Art. 9** Le droit d'une institution publique d'obtenir le remboursement de la prestation fournie au créancier est soumis à la loi qui régit l'institution.

**Art. 10** La loi applicable à l'obligation alimentaire détermine notamment:

 1o Si, dans quelle mesure et à qui le créancier peut réclamer des aliments;

 2o Qui est admis à intenter l'action alimentaire et quels sont les délais pour l'intenter;

 3o Les limites de l'obligation du débiteur, lorsque l'institution publique qui a fourni des aliments au créancier demande le remboursement de sa prestation.

**Art. 11** L'application de la loi désignée par la Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

 Toutefois, même si la loi applicable en dispose autrement, il doit être tenu compte des besoins du créancier et des ressources du débiteur dans la détermination du montant de la prestation alimentaire.

CHAPITRE III  ***DISPOSITIONS DIVERSES***

**Art. 12** La Convention ne s'applique pas aux aliments réclamés dans un État contractant pour la période antérieure à son entrée en vigueur dans cet État.

**Art. 13** Tout État contractant pourra, conformément à l'article 24, se réserver le droit de n'appliquer la Convention qu'aux obligations alimentaires:

 1o Entre époux et ex-époux;

 2o Envers une personne âgée de moins de vingt et un ans et qui n'a pas été mariée.

**Art. 14** Tout État contractant pourra, conformément à l'article 24, se réserver le droit de ne pas appliquer la Convention aux obligations alimentaires:

 1o Entre collatéraux;

 2o Entre alliés;

 3o Entre époux divorcés, séparés de corps, ou dont le mariage a été déclaré nul ou annulé, lorsque la décision de divorce, de séparation, de nullité ou d'annulation de mariage a été rendue par défaut dans un État où la partie défaillante n'avait pas sa résidence habituelle.

**Art. 15** Tout État contractant pourra, conformément à l'article 24, faire une réserve aux termes de laquelle ses autorités appliqueront sa loi interne lorsque le créancier et le débiteur ont la nationalité de cet État, et si le débiteur y a sa résidence habituelle.

**Art. 16** Si la loi d'un État qui connaît, en matière d'obligations alimentaires, deux ou plusieurs systèmes de droit d'application territoriale ou personnelle doit être prise en considération — comme en cas de référence à la loi de la résidence habituelle du créancier ou du débiteur ou à la loi nationale commune — il y a lieu d'appliquer le système désigné par les règles en vigueur dans cet État ou, à défaut, le système avec lequel les intéressés ont les liens les plus étroits.

**Art. 17** Un État contractant dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'obligations alimentaires n'est pas tenu d'appliquer la Convention aux conflits de lois intéressant uniquement ses unités territoriales.

**Art. 18** La Convention remplace, dans les rapports entre les États qui y sont Parties, la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants, conclue à La Haye, le 24 octobre 1956.

 Toutefois, l'alinéa premier ne s'applique pas à l'État qui, par la réserve prévue à l'article 13, a exclu l'application de la présente Convention aux obligations alimentaires envers une personne âgée de moins de vingt et un ans et qui n'a pas été mariée.

**Art. 19** La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels un État contractant est ou sera Partie et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

CHAPITRE IV  ***DISPOSITIONS FINALES***

**Convention de La Haye du 2 octobre 1973,**

*Concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires.*

*La présente convention est entrée en vigueur à l'égard de la France le 1er oct. 1977.*

CHAPITRE I  ***CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION***

**Art. 1er** La présente Convention s'applique aux décisions en matière d'obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime, rendues par les autorités judiciaires ou administratives d'un État contractant entre:

 1. Un créancier et un débiteur d'aliments; ou

 2. Un débiteur d'aliments et une institution publique qui poursuit le remboursement de la prestation fournie à un créancier d'aliments.

 Elle s'applique également aux transactions passées dans cette matière devant ces autorités et entre ces personnes.

**Art. 2** La Convention s'applique aux décisions et aux transactions, quelle que soit leur dénomination.

 Elle s'applique également aux décisions ou transactions modifiant une décision ou une transaction antérieure, même au cas où celle-ci proviendrait d'un État non contractant.

 Elle s'applique sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments et quelle que soit la nationalité ou la résidence habituelle des parties.

**Art. 3** Si la décision ou la transaction ne concerne pas seulement l'obligation alimentaire, l'effet de la convention reste limité à cette dernière.

CHAPITRE II  ***CONDITIONS DE LA RECONNAISSANCE ET DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS***

**Art. 4** La décision rendue dans un État contractant doit être reconnue ou déclarée exécutoire dans un autre État contractant:

 1. Si elle a été rendue par une autorité considérée comme compétente au sens des articles 7 ou 8; et

 2. Si elle ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'État d'origine.

 Les décisions exécutoires par provision et les mesures provisionnelles sont, quoique susceptibles de recours ordinaire, reconnues ou déclarées exécutoires dans l'État requis si pareilles décisions peuvent y être rendues et exécutées.

**Art. 5** La reconnaissance ou l'exécution de la décision peut néanmoins être refusée:

 1. Si la reconnaissance ou l'exécution de la décision est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis; ou

 2. Si la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure; ou

 3. Si un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'État requis, première saisie; ou

 4. Si la décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et sur le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, elle réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis.

**Art. 6** Sans préjudice des dispositions de l'article 5, une décision par défaut n'est reconnue ou déclarée exécutoire que si l'acte introductif d'instance contenant les éléments essentiels de la demande a été notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'État d'origine et si, compte tenu des circonstances, cette partie a disposé d'un délai suffisant pour présenter sa défense.

**Art. 7** L'autorité de l'État d'origine est considérée comme compétente au sens de la Convention:

 1. Si le débiteur ou le créancier d'aliments avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance; ou

 2. Si le débiteur et le créancier d'aliments avaient la nationalité de l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance; ou

 3. Si le défendeur s'est soumis à la compétence de cette autorité soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond sans réserves touchant à la compétence.

**Art. 8** Sans préjudice des dispositions de l'article 7, les autorités d'un État contractant qui ont statué sur la réclamation en aliments sont considérées comme compétentes au sens de la Convention si ces aliments sont dus en raison d'un divorce, d'une séparation de corps, d'une annulation ou d'une nullité de mariage intervenu devant une autorité de cet État reconnue comme compétente en cette matière selon le droit de l'État requis.

**Art. 9** L'autorité de l'État requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État d'origine a fondé sa compétence.

**Art. 10** Lorsque la décision porte sur plusieurs chefs de la demande en aliments et que la reconnaissance ou l'exécution ne peut être accordée pour le tout, l'autorité de l'État requis applique la Convention à la partie de la décision qui peut être reconnue ou déclarée exécutoire.

**Art. 11** Lorsque la décision a ordonné la prestation d'aliments par paiements périodiques, l'exécution est accordée tant pour les paiements échus que pour ceux à échoir.

**Art. 12** L'autorité de l'État requis ne procède à aucun examen au fond de la décision, à moins que la Convention n'en dispose autrement.

CHAPITRE III  ***PROCÉDURE DE LA RECONNAISSANCE ET DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS***

**Art. 13** La procédure de la reconnaissance ou de l'exécution de la décision est régie par le droit de l'État requis, à moins que la Convention n'en dispose autrement.

**Art. 14** La reconnaissance ou l'exécution partielle d'une décision peut toujours être demandée.

**Art. 15** Le créancier d'aliments qui, dans l'État d'origine, a bénéficié en tout ou en partie de l'assistance judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens, bénéficie, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, de l'assistance la plus favorable ou de l'exemption la plus large prévue par le droit de l'État requis.

**Art. 16** Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais et dépens dans les procédures visées par la Convention.

**Art. 17** La partie qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution d'une décision doit produire:

 1. Une expédition complète et conforme de la décision;

 2. Tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'État d'origine et, le cas échéant, qu'elle y est exécutoire;

 3. S'il s'agit d'une décision par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document de nature à prouver que l'acte introductif d'instance contenant les éléments essentiels de la demande a été régulièrement notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'État d'origine;

 4. Le cas échéant, toute pièce de nature à prouver qu'elle a obtenu l'assistance judiciaire ou une exemption de frais et dépens dans l'État d'origine;

 5. Sauf dispense de l'autorité de l'État requis, la traduction certifiée conforme des documents mentionnés ci-dessus.

 À défaut de production des documents mentionnés ci-dessus ou si le contenu de la décision ne permet pas à l'autorité de l'État requis de vérifier que les conditions de la Convention sont remplies, cette autorité impartit un délai pour produire tous documents nécessaires.

 Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

CHAPITRE IV  ***DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX INSTITUTIONS PUBLIQUES***

**Art. 18** La décision rendue contre un débiteur d'aliments à la demande d'une institution publique qui poursuit le remboursement de prestations fournies au créancier d'aliments est reconnue et déclarée exécutoire conformément à la Convention:

 1. Si ce remboursement peut être obtenu par cette institution selon la loi qui la régit; et

 2. Si l'existence d'une obligation alimentaire entre ce créancier et ce débiteur est prévue par la loi interne désignée par le droit international privé de l'État requis.

**Art. 19** Une institution publique peut, dans la mesure des prestations fournies au créancier, demander la reconnaissance ou l'exécution d'une décision rendue entre le créancier et le débiteur d'aliments si, d'après la loi qui la régit, elle est de plein droit habilitée à invoquer la reconnaissance ou à demander l'exécution de la décision à la place du créancier.

**Art. 20** Sans préjudice des dispositions de l'article 17, l'institution publique qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution doit produire tout document de nature à prouver qu'elle répond aux conditions prévues par l'article 18, chiffre 1, ou par l'article 19, et que les prestations ont été fournies au créancier d'aliments.

CHAPITRE V  ***TRANSACTIONS***

**Art. 21** Les transactions exécutoires dans l'État d'origine sont reconnues et déclarées exécutoires aux mêmes conditions que les décisions, en tant que ces conditions leur sont applicables.

CHAPITRE VI  ***DISPOSITIONS DIVERSES***

**Art. 22** Les États contractants dont la loi impose des restrictions aux transferts de fonds accorderont la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés comme aliments ou à couvrir des frais et dépens encourus pour toute demande régie par la Convention.

**Art. 23** La Convention n'empêche pas qu'un autre instrument international liant l'État d'origine et l'État requis ou que le droit non conventionnel de l'État requis soient invoqués pour obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'une décision ou d'une transaction.

**Art. 24** La Convention est applicable quelle que soit la date à laquelle la décision a été rendue.

 Lorsque la décision a été rendue avant l'entrée en vigueur de la Convention dans les rapports entre l'État d'origine et l'État requis, elle ne sera déclarée exécutoire dans ce dernier État que pour les paiements à échoir après cette entrée en vigueur.

**Art. 25** Tout État contractant peut, à tout moment, déclarer que les dispositions de la convention seront étendues, dans ses relations avec les États qui auront fait la même déclaration, à tout acte authentique dressé par-devant une autorité ou un officier public, reçu et exécutoire dans l'État d'origine, dans la mesure où ces dispositions peuvent être appliquées à ces actes.

**Art. 26** Tout État contractant pourra, conformément à l'article 34, se réserver le droit de ne pas reconnaître ni déclarer exécutoires:

 1. Les décisions et les transactions portant sur les aliments dus pour la période postérieure au mariage ou au vingt et unième anniversaire du créancier par un débiteur autre que l'époux ou l'ex-époux du créancier;

 2. Les décisions et les transactions en matière d'obligations alimentaires:

*a)* Entre collatéraux;

*b)* Entre alliés;

 3. Les décisions et les transactions ne prévoyant pas la prestation d'aliments par paiements périodiques.

 Aucun État contractant qui aura fait l'usage d'une réserve ne pourra prétendre à l'application de la Convention aux décisions et aux transactions exclues dans sa réserve.

**Art. 27** Si un État contractant connaît, en matière d'obligations alimentaires, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet État vise le système juridique que son droit désigne comme applicable à une catégorie particulière de personnes.

**Art. 28** Si un État contractant comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles différents systèmes de droit s'appliquent en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution de décisions en matière d'obligations alimentaires:

 1. Toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'État d'origine vise la loi, la procédure ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle la décision a été rendue;

 2. Toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'État requis vise la loi, la procédure ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle la reconnaissance ou l'exécution est invoquée;

 3. Toute référence faite, dans l'application des chiffres 1 et 2, soit à la loi ou à la procédure de l'État d'origine soit à la loi ou à la procédure de l'État requis doit être interprétée comme comprenant tous les règles et principes légaux appropriés de l'État contractant qui régissent les unités territoriales qui le forment;

 4. Toute référence à la résidence habituelle du créancier ou du débiteur d'aliments dans l'État d'origine vise sa résidence habituelle dans l'unité territoriale dans laquelle la décision a été rendue.

 Tout État contractant peut, en tout temps, déclarer qu'il n'appliquera pas l'une ou plusieurs de ces règles à une ou plusieurs dispositions de la Convention.

**Art. 29** La présente Convention remplace, dans les rapports entre les États qui y sont Parties, la Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants, conclue à La Haye le 15 avril 1958.

CHAPITRE VII  ***DISPOSITIONS FINALES***

**Convention de La Haye du 2 octobre 1973,**

*Sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits.*

*La présente convention est entrée en vigueur à l'égard de la France le 1er oct. 1977.*

**Art. 1er** La présente Convention détermine la loi applicable à la responsabilité des fabricants et autres personnes visées à l'article 3 pour les dommages causés par un produit, y compris les dommages résultant d'une description inexacte du produit ou de l'absence d'indication adéquate concernant ses qualités, ses caractères spécifiques ou son mode d'emploi.

 Lorsque la propriété ou la jouissance du produit a été transférée à la personne lésée par celle dont la responsabilité est invoquée, la Convention ne s'applique pas dans leurs rapports respectifs.

 La présente Convention s'applique quelle que soit la juridiction ou l'autorité appelée à connaître du litige.

**Art. 2** Au sens de la présente Convention:

*a)* Le mot «produit» comprend les produits naturels et les produits industriels, qu'ils soient bruts ou manufacturés, meubles ou immeubles;

*b)* Le mot «dommage» comprend tout dommage aux personnes ou aux biens, ainsi que la perte économique; toutefois le dommage causé au produit lui-même, ainsi que la perte économique qui en résulte, sont exclus, à moins qu'ils ne s'ajoutent à d'autres dommages;

*c)* Le mot «personne» vise les personnes morales aussi bien que les personnes physiques.

**Art. 3** La présente Convention s'applique à la responsabilité des personnes suivantes:

 1. Les fabricants de produits finis ou de parties constitutives;

 2. Les producteurs de produits naturels;

 3. Les fournisseurs de produits;

 4. Les autres personnes, y compris les réparateurs et les entrepositaires, constituant la chaîne de préparation et de distribution commerciale des produits.

 La présente Convention s'applique aussi à la responsabilité des agents ou préposés de l'une des personnes énumérées ci-dessus.

**Art. 4** La loi applicable est la loi interne de l'État sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit, si cet État est aussi:

*a)* L'État de la résidence habituelle de la personne directement lésée, ou

*b)* L'État de l'établissement principal de la personne dont la responsabilité est invoquée, ou

*c)* L'État sur le territoire duquel le produit a été acquis par la personne directement lésée.

**Art. 5** Nonobstant les dispositions de l'article 4, la loi applicable est la loi interne de l'État de la résidence habituelle de la personne directement lésée, si cet État est aussi:

*a)* L'État de l'établissement principal de la personne dont la responsabilité est invoquée, ou

*b)* L'État sur le territoire duquel le produit a été acquis par la personne directement lésée.

**Art. 6** Quand aucune des lois désignées aux articles 4 et 5 ne s'applique, la loi applicable est la loi interne de l'État du principal établissement de la personne dont la responsabilité est invoquée, à moins que le demandeur ne se fonde sur la loi interne de l'État sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit.

**Art. 7** Ni la loi de l'État sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit, ni la loi de l'État de la résidence habituelle de la personne directement lésée, prévues par les articles 4, 5 et 6, ne sont applicables si la personne dont la responsabilité est invoquée établit qu'elle ne pouvait pas raisonnablement prévoir que le produit ou ses propres produits de même type seraient mis dans le commerce dans l'État considéré.

**Art. 8** La loi applicable détermine notamment:

 1. Les conditions et l'étendue de la responsabilité;

 2. Les causes d'exonération, ainsi que toute limitation et tout partage de responsabilité;

 3. La nature des dommages pouvant donner lieu à réparation;

 4. Les modalités et l'étendue de la réparation;

 5. La transmissibilité du droit à réparation;

 6. Les personnes ayant droit à réparation du dommage qu'elles ont personnellement subi;

 7. La responsabilité du commettant du fait de son préposé;

 8. Le fardeau de la preuve, dans la mesure où les règles de la loi applicable à ce sujet font partie du droit de la responsabilité;

 9. Les prescriptions et les déchéances fondées sur l'expiration d'un délai, y compris le point de départ, l'interruption et la suspension des délais.

**Art. 9** L'application des articles 4, 5 et 6 ne fait pas obstacle à ce que soient prises en considération les règles de sécurité en vigueur dans l'État sur le territoire duquel le produit a été introduit sur le marché.

**Art. 10** L'application d'une des lois déclarées compétentes par la présente Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

**Art. 11** L'application des précédents articles de la présente Convention est indépendante de toute condition de réciprocité. La Convention s'applique même si la loi applicable n'est pas celle d'un État contractant.

**Art. 12** Lorsqu'un État comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles en matière de responsabilité du fait des produits, chaque unité territoriale est considérée comme un État aux fins de la détermination de la loi applicable selon la Convention.

**Art. 13** Un État dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière de responsabilité du fait des produits ne sera pas tenu d'appliquer la présente Convention lorsqu'un État dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu d'appliquer la loi d'un autre État en vertu des articles 4 et 5 de la présente Convention.

**Art. 14** Tout État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales qui ont leurs propres règles de droit en matière de responsabilité du fait des produits pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à une ou plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

 Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

**Art. 15** La présente Convention ne déroge pas aux Conventions relatives à des matières particulières auxquelles les États contractants sont ou seront Parties et qui concernent la responsabilité du fait des produits.

**Art. 16** Tout État contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra se réserver le droit:

 1. De ne pas appliquer les dispositions de l'article 8, chiffre 9;

 2. De ne pas appliquer la Convention aux produits agricoles bruts.

 Aucune autre réserve ne sera admise.

 Tout État contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 19, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

 Tout État contractant pourra à tout moment retirer une réserve qu'il aura faite; l'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification du retrait.

**Convention de Washington du 26 octobre 1973,**

*Portant loi uniforme sur la forme d'un testament international.*

*Cette convention est entrée en vigueur le 1er déc. 1994.*

Les États signataires de la présente Convention,

Désirant assurer dans une plus large mesure le respect des actes de dernière volonté par l'établissement d'une forme supplémentaire de testament appelée désormais «Testament international» dont l'emploi réduirait la nécessité de la recherche de la loi applicable,

ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

**Art. 1er** 1. Chacune des Parties contractantes s'engage à introduire dans sa législation, au plus tard dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, les règles sur le testament international formant l'Annexe à la présente Convention.

 2. Chacune des Parties contractantes peut introduire les dispositions de l'Annexe dans sa législation, soit en reproduisant le texte authentique, soit en traduisant celui-ci dans sa ou ses langues officielles.

 3. Chacune des Parties contractantes peut introduire dans sa propre législation toutes les dispositions complémentaires qui seraient nécessaires pour que les dispositions de l'Annexe prennent pleinement effet sur son territoire.

 4. Chacune des Parties contractantes remettra au Gouvernement dépositaire le texte des règles introduites dans sa législation nationale afin d'appliquer les dispositions de la présente Convention.

**Art. 2** 1. Chacune des Parties contractantes complètera les dispositions de l'Annexe dans sa législation dans le délai prévu à l'article qui précède, par la désignation des personnes qui, sur son territoire, sont habilitées à instrumenter en matière de testaments internationaux. Elle peut aussi désigner en tant que personne habilitée à instrumenter à l'égard de ses ressortissants ses agents diplomatiques et consulaires à l'étranger, pour autant que la loi locale ne s'y oppose pas.

 2. Elle notifiera cette désignation, ainsi que toute modification ultérieure de celle-ci, au Gouvernement dépositaire.

**Art. 3** La qualité de la personne habilitée à instrumenter en matière de testament international conférée conformément à la loi d'une Partie contractante est reconnue sur le territoire des autres Parties contractantes.

**Art. 4** La valeur de l'attestation prévue à l'article 10 de l'Annexe est reconnue sur les territoires de toutes les Parties contractantes.

**Art. 5** 1. Les conditions requises pour être témoin d'un testament international sont régies par la loi en vertu de laquelle la personne habilitée a été désignée. Il en est de même à l'égard des interprètes éventuellement appelés à intervenir.

 2. Toutefois, la seule qualité d'étranger ne constitue pas un obstacle pour être témoin d'un testament international.

**Art. 6** 1. Les signatures du testateur, de la personne habilitée et des témoins, soit sur un testament international, soit sur l'attestation, sont dispensées de toute légalisation ou formalité analogue.

 2. Toutefois, les autorités compétentes de toute Partie contractante peuvent, le cas échéant, s'assurer de l'authenticité de la signature de la personne habilitée.

**Art. 7** La conservation du testament international est régie par la loi en vertu de laquelle la personne habilitée a été désignée.

**Art. 8** Aucune réserve à la présente Convention ni à son Annexe n'est admise.

ANNEXE

Loi uniforme sur la forme d'un testament international

**Art. 1er**   1. Un testament est valable, en ce qui concerne la forme, quels que soient notamment le lieu où il a été fait, la situation des biens, la nationalité, le domicile ou la résidence du testateur, s'il est fait dans la forme du testament international, conformément aux dispositions des articles 2 à 5 ci-après.

 2. La nullité du testament en tant que testament international n'affecte pas sa validité éventuelle quant à la forme en tant que testament d'une autre espèce.

**Art. 2**   La présente loi ne s'applique pas aux formes des dispositions testamentaires faites dans un même acte par deux ou plusieurs personnes.

**Art. 3**   1. Le testament doit être fait par écrit.

 2. Il n'est pas nécessairement écrit par le testateur lui-même.

 3. Il peut être écrit en une langue quelconque, à la main ou par un autre procédé.

**Art. 4**   1. Le testateur déclare en présence de deux témoins et d'une personne habilitée à instrumenter à cet effet que le document est son testament et qu'il en connaît le contenu.

 2. Le testateur n'est pas tenu de donner connaissance du contenu du testament aux témoins ni à la personne habilitée.

**Art. 5**   1. En présence des témoins et de la personne habilitée, le testateur signe le testament ou, s'il l'a signé précédemment, reconnaît et confirme sa signature.

 2. Si le testateur est dans l'incapacité de signer, il en indique la cause à la personne habilitée qui en fait mention sur le testament. En outre, le testateur peut être autorisé par la loi en vertu de laquelle la personne habilitée a été désignée à demander à une autre personne de signer en son nom.

 3. Les témoins et la personne habilitée apposent sur le champ leur signature sur le testament, en la présence du testateur.

**Art. 6**   1. Les signatures doivent être apposées à la fin du testament.

 2. Si le testament comporte plusieurs feuillets, chaque feuillet doit être signé par le testateur ou, s'il est dans l'incapacité de signer, par la personne signant en son nom ou, à défaut, par la personne habilitée. Chaque feuillet doit en outre être numéroté.

**Art. 7**   1. La date du testament est celle de sa signature par la personne habilitée.

 2. Cette date doit être apposée à la fin du testament par la personne habilitée.

**Art. 8**   En l'absence de règle obligatoire sur la conservation des testaments, la personne habilitée demande au testateur s'il désire faire une déclaration concernant la conservation de son testament. Dans ce cas, et à la demande expresse du testateur, le lieu où il a l'intention de faire conserver son testament sera mentionné dans l'attestation prévue à l'article 9.

**Art. 9**   La personne habilitée joint au testament une attestation conforme aux dispositions de l'article 10 établissant que les obligations prescrites par la présente loi ont été respectées.

**Art. 10**   L'attestation établie par la personne habilitée sera rédigée dans la forme suivante ou dans une forme équivalente:

 ATTESTATION

 (Convention du 26 octobre 1973)

 1. Je

 (Nom, adresse et qualité.)

 personne habilitée à instrumenter en matière de testament international,

 2. Atteste que le (date),

 à (lieu)

 3. (testateur)

 (Nom, adresse, date et lieu de naissance.)

 en ma présence et en celle des témoins.

 4. *a)*

 (Nom, adresse, date et lieu de naissance.)

*b)*

 (Nom, adresse, date et lieu de naissance.)

 a déclaré que le document ci-joint est son testament et qu'il en connaît le contenu.

 5. J'atteste en outre que:

 6. *a)* En ma présence et en celle des témoins,

 1. Le testateur a signé le testament ou a reconnu et confirmé sa signature déjà apposée;

 2. (\*) Le testateur, ayant déclaré être dans l'impossibilité de signer lui-même son testament pour les raisons suivantes:

 — j'ai mentionné ce fait sur le testament;

 — (\*) la signature a été apposée par

 (Nom, adresse.)

 7. *b)* Les témoins et moi-même avons signé le testament.

 8. *c)* (\*) Chaque feuillet du testament a été signé par

 et numéroté.

 9. *d)* Je me suis assuré de l'identité du testateur et des témoins désignés ci-dessus.

 10. *e)* Les témoins remplissaient les conditions requises selon la loi en vertu de laquelle j'instrumente.

 11. *f)* (\*) Le testateur a désiré faire la déclaration suivante concernant la conservation de son testament:

 12. Lieu:

 13. Date:

 14. Signature et, le cas échéant, sceau:

**Art. 11**   La personne habilitée conserve un exemplaire de l'attestation et en remet un autre au testateur.

**Art. 12**   Sauf preuve contraire, l'attestation de la personne habilitée est acceptée comme preuve suffisante de la validité formelle de l'instrument en tant que testament au sens de la présente loi.

**Art. 13**   L'absence ou l'irrégularité d'une attestation ne porte pas atteinte à la validité formelle d'un testament établi conformément à la présente loi.

**Art. 14**   Le testament international est soumis aux règles ordinaires de révocation des testaments.

**Art. 15**   Pour l'interprétation et l'application des dispositions de la présente loi, il sera tenu compte de son origine internationale et de la nécessité de son interprétation uniforme.

 (\*) À compléter le cas échéant.

**Convention de La Haye du 14 mars 1978,**

*Sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux.*

*La présente convention est entrée en vigueur le 1er sept. 1992.*

CHAPITRE I  ***CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION***

**Art. 1er** La présente Convention détermine la loi applicable aux régimes matrimoniaux.

 Elle ne s'applique pas:

 1. Aux obligations alimentaires entre époux;

 2. Aux droits successoraux du conjoint survivant;

 3. À la capacité des époux.

**Art. 2** La Convention s'applique même si la nationalité ou la résidence habituelle des époux ou la loi applicable en vertu des articles ci-dessous ne sont pas celles d'un État contractant.

CHAPITRE II  ***LOI APPLICABLE***

**Art. 3** Le régime matrimonial est soumis à la loi interne désignée par les époux avant le mariage.

 Les époux ne peuvent désigner que l'une des lois suivantes:

 1. La loi d'un État dont l'un des époux a la nationalité au moment de cette désignation;

 2. La loi de l'État sur le territoire duquel l'un des époux a sa résidence habituelle au moment de cette désignation;

 3. La loi du premier État sur le territoire duquel l'un des époux établira une nouvelle résidence habituelle après le mariage.

 La loi ainsi désignée s'applique à l'ensemble de leurs biens.

 Toutefois, que les époux aient ou non procédé à la désignation prévue par les alinéas précédents, ils peuvent désigner, en ce qui concerne les immeubles ou certains d'entre eux, la loi du lieu où ces immeubles sont situés. Ils peuvent également prévoir que les immeubles qui seront acquis par la suite seront soumis à la loi du lieu de leur situation.

**Art. 4** Si les époux n'ont pas, avant le mariage, désigné la loi applicable à leur régime matrimonial, celui-ci est soumis à la loi interne de l'État sur le territoire duquel ils établissent leur première résidence habituelle après le mariage.

 Toutefois, dans les cas suivants, le régime matrimonial est soumis à la loi interne de l'État de la nationalité commune des époux:

 1. Lorsque la déclaration prévue par l'article 5 a été faite par cet État et que son effet n'est pas exclu par l'alinéa 2 de cet article;

 2. Lorsque cet État n'est pas partie à la Convention, que sa loi interne est applicable selon son droit international privé et que les époux établissent leur première résidence habituelle après le mariage:

*a)* Dans un État ayant fait la déclaration prévue par l'article 5, ou

*b)* Dans un État qui n'est pas partie à la Convention et dont le droit international privé prescrit également l'application de leur loi nationale;

 3. Lorsque les époux n'établissent pas sur le territoire du même État leur première résidence habituelle après le mariage.

 À défaut de résidence habituelle des époux sur le territoire du même État et à défaut de nationalité commune, leur régime matrimonial est soumis à la loi interne de l'État avec lequel, compte tenu de toutes les circonstances, il présente les liens les plus étroits.

**Art. 5** Tout État pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, faire une déclaration entraînant l'application de sa loi interne, selon l'article 4, alinéa 2, chiffre 1.

 Cette déclaration n'aura pas d'effet pour des époux qui conservent tous deux leur résidence habituelle sur le territoire de l'État où, au moment du mariage, l'un et l'autre avaient leur résidence habituelle depuis cinq ans au moins, sauf si cet État est un État contractant ayant fait la déclaration prévue par l'alinéa premier du présent article, ou un État non partie à la Convention et dont le droit international privé prescrit l'application de la loi nationale.

**Art. 6** Les époux peuvent, au cours du mariage, soumettre leur régime matrimonial à une loi interne autre que celle jusqu'alors applicable.

 Les époux ne peuvent désigner que l'une des lois suivantes:

 1. La loi d'un État dont l'un des époux a la nationalité au moment de cette désignation;

 2. La loi de l'État sur le territoire duquel l'un des époux a sa résidence habituelle au moment de cette désignation.

 La loi ainsi désignée s'applique à l'ensemble de leurs biens.

 Toutefois, que les époux aient ou non procédé à la désignation prévue par les alinéas précédents ou par l'article 3, ils peuvent désigner, en ce qui concerne les immeubles ou certains d'entre eux, la loi du lieu où ces immeubles sont situés. Ils peuvent également prévoir que les immeubles qui seront acquis par la suite seront soumis à la loi du lieu de leur situation.

**Art. 7** La loi compétente en vertu des dispositions de la Convention demeure applicable aussi longtemps que les époux n'en ont désigné aucune autre et même s'ils changent de nationalité ou de résidence habituelle.

 Toutefois, si les époux n'ont ni désigné la loi applicable ni fait de contrat de mariage, la loi interne de l'État où ils ont tous deux leur résidence habituelle devient applicable, au lieu et place de celle à laquelle leur régime matrimonial était antérieurement soumis.

 1. À partir du moment où ils y fixent leur résidence habituelle, si la nationalité de cet État est leur nationalité commune, ou dès qu'ils acquièrent cette nationalité, ou

 2. Lorsque, après le mariage, cette résidence habituelle a duré plus de dix ans, ou

 3. À partir du moment où ils fixent leur résidence habituelle, si le régime matrimonial était soumis à la loi de l'État de la nationalité commune uniquement en vertu de l'article 4, alinéa 2, chiffre 3.

**Art. 8** Le changement de la loi applicable en vertu de l'article 7, alinéa 2, n'a d'effet que pour l'avenir, et les biens appartenant aux époux antérieurement à ce changement ne sont pas soumis à la loi désormais applicable.

 Toutefois, les époux peuvent, à tout moment et dans les formes prévues à l'article 13, soumettre l'ensemble de leurs biens à la nouvelle loi, sans préjudice, en ce qui concerne les immeubles, des dispositions de l'article 3, alinéa 4, et de l'article 6, alinéa 4. L'exercice de cette faculté ne porte pas atteinte aux droits des tiers.

**Art. 9** Les effets du régime matrimonial sur un rapport juridique entre un époux et un tiers sont soumis à la loi applicable au régime matrimonial en vertu de la Convention.

 Toutefois, le droit d'un État contractant peut prévoir que la loi applicable au régime matrimonial ne peut être opposée par un époux à un tiers lorsque l'un ou l'autre a sa résidence habituelle sur son territoire, à moins:

 1. Que des conditions de publicité ou d'enregistrement prévues par ce droit aient été remplies, ou

 2. Que le rapport juridique entre cet époux et le tiers ait pris naissance alors que le tiers connaissait ou devait connaître la loi applicable au régime matrimonial.

 Le droit de l'État contractant où un immeuble est situé peut prévoir une règle analogue pour les rapports juridiques entre un époux et un tiers concernant cet immeuble.

 Tout État contractant a la possibilité de spécifier au moyen d'une déclaration la portée des alinéas 2 et 3 du présent article.

**Art. 10** Les conditions relatives au consentement des époux quant à la loi déclarée applicable sont déterminées par cette loi.

**Art. 11** La désignation de la loi applicable doit faire l'objet d'une stipulation expresse ou résulter indubitablement des dispositions d'un contrat de mariage.

**Art. 12** Le contrat de mariage est valable quant à la forme si celle-ci répond soit à la loi interne applicable au régime matrimonial, soit à la loi interne en vigueur au lieu où le contrat a été passé. Il doit toujours faire l'objet d'un écrit daté et signé des deux époux.

**Art. 13** La désignation par stipulation expresse de la loi applicable doit revêtir la forme prescrite pour les contrats de mariage soit par la loi interne désignée, soit par la loi interne du lieu où intervient cette désignation. Elle doit toujours faire l'objet d'un écrit daté et signé des deux époux.

**Art. 14** L'application de la loi déterminée par la Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

CHAPITRE III  ***DISPOSITIONS DIVERSES***

**Art. 15** Aux fins de la Convention, une nationalité n'est considérée comme nationalité commune des époux que dans les cas suivants:

 1. Les deux époux avaient cette nationalité avant le mariage;

 2. Un époux a volontairement acquis la nationalité de l'autre au moment du mariage ou ultérieurement soit par une déclaration prévue à cet effet, soit en ne déclinant pas cette acquisition alors qu'il savait que ce droit lui était ouvert;

 3. Les deux époux ont volontairement acquis cette nationalité après le mariage.

 Sauf dans les cas visés par l'article 7, alinéa 2, chiffre 1, les dispositions se référant à la nationalité commune ne sont pas applicables lorsque les époux ont plus d'une nationalité commune.

**Art. 16** Aux fins de la Convention, lorsqu'un État comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de régimes matrimoniaux, toute référence à la loi nationale d'un tel État est entendue comme visant le système déterminé par les règles en vigueur dans cet État.

 À défaut de telles règles, on entend par État dont un époux a la nationalité, au sens des articles 3, alinéa 2, chiffre 1, et 6, alinéa 2, chiffre 1, l'unité territoriale où cet époux a eu en dernier lieu sa résidence habituelle; de même, pour l'application de l'article 4, alinéa 2, on entend par État de la nationalité commune des époux l'unité territoriale où l'un et l'autre a eu, en dernier lieu, une résidence habituelle.

**Art. 17** Aux fins de la Convention, lorsqu'un État comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de régimes matrimoniaux, toute référence à la résidence habituelle dans un tel État est interprétée comme visant la résidence habituelle dans une unité territoriale de cet État.

**Art. 18** Un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de régimes matrimoniaux n'est pas tenu d'appliquer les règles de la Convention aux conflits entre les lois de ces unités, lorsque la loi d'aucun autre État n'est applicable en vertu de la Convention.

**Art. 19** Aux fins de la Convention, lorsqu'un État connaît, en matière de régimes matrimoniaux, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi d'un tel État est entendue comme visant le système de droit déterminé par les règles en vigueur dans cet État.

 À défaut de telles règles, la loi interne de l'État de la nationalité commune des époux s'applique dans le cas prévu à l'article 4, alinéa premier, et la loi interne de l'État dans lequel ils avaient tous deux leur résidence habituelle reste applicable dans le cas prévu à l'article 7, alinéa 2, chiffre 2. À défaut de nationalité commune des époux, l'article 4, alinéa 3, s'applique.

**Art. 20** La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels un État contractant est ou sera Partie et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

**Art. 21** La Convention ne s'applique, dans chaque État contractant, qu'aux époux qui se sont mariés ou qui désignent la loi applicable à leur régime matrimonial après son entrée en vigueur pour cet État.

 Tout État contractant pourra, par déclaration, étendre l'application de la Convention à d'autres époux.

CHAPITRE IV  ***CLAUSES FINALES***

**Convention de La Haye du 14 mars 1978,**

*Sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaires et à la représentation.*

*La présente convention est entrée en vigueur le 1er mai 1992.*

CHAPITRE I  ***CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION***

**Art. 1er** La présente Convention détermine la loi applicable aux relations à caractère international se formant lorsqu'une personne, l'intermédiaire, a le pouvoir d'agir, agit ou prétend agir avec un tiers pour le compte d'une autre personne, le représenté.

 Elle s'étend à l'activité de l'intermédiaire consistant à recevoir et à communiquer des propositions ou à mener des négociations pour le compte d'autres personnes.

 La Convention s'applique, que l'intermédiaire agisse en son propre nom ou au nom du représenté et que son activité soit habituelle ou occasionnelle.

**Art. 2** La Convention ne s'applique pas à:

*a)* La capacité des parties;

*b)* La forme des actes;

*c)* La représentation légale dans le droit de la famille, des régimes matrimoniaux et des successions;

*d)* La représentation en vertu d'une décision d'une autorité judiciaire ou administrative, ou s'exerçant sous le contrôle direct d'une telle autorité;

*e)* La représentation liée à une procédure de caractère judiciaire;

*f)* La représentation par le capitaine de navire agissant dans l'exercice de ses fonctions.

**Art. 3** Aux fins de la présente Convention:

*a)* L'organe, le gérant ou l'associé d'une société, d'une association ou de toute autre entité légale, dotée ou non de la personnalité morale, n'est pas considéré comme l'intermédiaire de celle-ci, dans la mesure où, dans l'exercice de ses fonctions, il agit en vertu de pouvoirs conférés par la loi ou les actes constitutifs de cette entité légale;

*b)* Le «trustee» n'est pas considéré comme un intermédiaire agissant pour le compte du «trust», du constituant ou du bénéficiaire.

**Art. 4** La loi désignée par la Convention s'applique même s'il s'agit de la loi d'un État non contractant.

CHAPITRE II  ***RELATIONS ENTRE LE REPRÉSENTÉ ET L'INTERMÉDIAIRE***

**Art. 5** La loi interne choisie par les parties régit le rapport de représentation entre le représenté et l'intermédiaire.

 Le choix de cette loi doit être exprès ou résulter avec une certitude raisonnable des dispositions du contrat et des circonstances de la cause.

**Art. 6** Dans la mesure où elle n'a pas été choisie dans les conditions prévues à l'article 5, la loi applicable est la loi interne de l'État dans lequel, au moment de la formation du rapport de représentation, l'intermédiaire a son établissement professionnel ou, à défaut, sa résidence habituelle.

 Toutefois, la loi interne de l'État dans lequel l'intermédiaire doit exercer à titre principal son activité est applicable, si le représenté a son établissement professionnel ou, à défaut, sa résidence habituelle dans cet État.

 Lorsque le représenté ou l'intermédiaire a plusieurs établissements professionnels, le présent article se réfère à l'établissement auquel le rapport de représentation se rattache le plus étroitement.

**Art. 7** Lorsque la création du rapport de représentation n'est pas l'objet exclusif du contrat, la loi désignée par les articles 5 et 6 ne s'applique que si:

*a)* La création de ce rapport est le principal objet du contrat,

 ou

*b)* Ce rapport est séparable de l'ensemble du contrat.

**Art. 8** La loi applicable en vertu des articles 5 et 6 régit la formation et la validité du rapport de représentation, les obligations des parties et les conditions d'exécution, les conséquences de l'inexécution et l'extinction de ces obligations.

 Cette loi s'applique en particulier:

*a)* À l'existence, l'étendue, la modification et la cessation des pouvoirs de l'intermédiaire, ainsi qu'aux conséquences de leur dépassement ou de leur emploi abusif;

*b)* À la faculté pour l'intermédiaire de déléguer tout ou partie de ses pouvoirs et de désigner un intermédiaire additionnel;

*c)* À la faculté pour l'intermédiaire de conclure un contrat pour le compte du représenté, lorsqu'il existe un risque de conflit d'intérêts entre lui-même et le représenté;

*d)* À la clause de non-concurrence et à la clause de ducroire;

*e)* À l'indemnité de clientèle;

*f)* Aux chefs de dommages pouvant donner lieu à réparation.

**Art. 9** Quelle que soit la loi applicable au rapport de représentation, on aura égard en ce qui concerne les modalités d'exécution à la loi du lieu d'exécution.

**Art. 10** Le présent chapitre ne s'applique pas lorsque le contrat créant le rapport de représentation est un contrat de travail.

CHAPITRE III  ***RELATIONS AVEC LE TIERS***

**Art. 11** Dans les rapports entre le représenté et le tiers, l'existence et l'étendue des pouvoirs de l'intermédiaire, ainsi que les effets des actes de l'intermédiaire dans l'exercice réel ou prétendu de ses pouvoirs, sont régis par la loi interne de l'État dans lequel l'intermédiaire avait son établissement professionnel au moment où il a agi.

 Toutefois, la loi interne de l'État dans lequel l'intermédiaire a agi est applicable si:

*a)* Le représenté a son établissement professionnel ou, à défaut, sa résidence habituelle dans cet État et que l'intermédiaire ait agi au nom du représenté; ou

*b)* Le tiers a son établissement professionnel ou, à défaut, sa résidence habituelle dans cet État; ou

*c)* L'intermédiaire a agi en bourse ou pris part à une vente aux enchères; ou

*d)* L'intermédiaire n'a pas d'établissement professionnel.

 Lorsque l'une des parties a plusieurs établissements professionnels, le présent article se réfère à l'établissement auquel l'acte de l'intermédiaire se rattache le plus étroitement.

**Art. 12** Aux fins de l'application de l'article 11, alinéa 1er, lorsque l'intermédiaire agissant en vertu d'un contrat de travail le liant au représenté n'a pas d'établissement professionnel personnel, il est réputé avoir son établissement au lieu où est situé l'établissement professionnel du représenté auquel il est attaché.

**Art. 13** Aux fins de l'application de l'article 11, alinéa 2, l'intermédiaire, lorsqu'il a communiqué avec le tiers d'un État à un autre par courrier, télégramme, télex, téléphone ou autres moyens similaires, est considéré comme ayant alors agi au lieu de son établissement professionnel ou, à défaut, de sa résidence habituelle.

**Art. 14** Nonobstant l'article 11, lorsque la loi applicable aux questions couvertes par ledit article a fait l'objet, de la part du représenté ou du tiers, d'une désignation écrite acceptée expressément par l'autre partie, la loi ainsi désignée est applicable à ces questions.

**Art. 15** La loi applicable en vertu du présent chapitre régit également les relations entre l'intermédiaire et le tiers dérivant du fait que l'intermédiaire a agi dans l'exercice de ses pouvoirs, au-delà de ses pouvoirs ou sans pouvoirs.

CHAPITRE IV  ***DISPOSITIONS GÉNÉRALES***

**Art. 16** Lors de l'application de la présente Convention, il pourra être donné effet aux dispositions impératives de tout État avec lequel la situation présente un lien effectif, si et dans la mesure où, selon le droit de cet État, ces dispositions sont applicables quelle que soit la loi désignée par ses règles de conflit.

**Art. 17** L'application d'une des lois désignées par la présente Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

**Art. 18** Tout État contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra se réserver le droit de ne pas appliquer la Convention:

 1. À la représentation exercée par une banque ou un groupe de banques en matière d'opération de banque;

 2. À la représentation en matière d'assurances;

 3. Aux actes d'un fonctionnaire public agissant dans l'exercice de ses fonctions pour le compte d'une personne privée.

 Aucune autre réserve ne sera admise.

 Tout État contractant pourra également, en notifiant une extension de la convention conformément à l'article 25, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

 Tout État contractant pourra à tout moment retirer une réserve qu'il aura faite; l'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification du retrait.

**Art. 19** Lorsqu'un État comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles en matière de contrats d'intermédiaires et de représentation, chaque unité territoriale est considérée comme un État aux fins de la détermination de la loi applicable selon la Convention.

**Art. 20** Un État dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière de contrats d'intermédiaires et de représentation ne sera pas tenu d'appliquer la présente convention lorsqu'un État dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu d'appliquer la loi d'un autre État en vertu de la présente Convention.

**Art. 21** Un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales qui ont leurs propres règles de droit en matière de contrats d'intermédiaires et de représentation pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou à une ou plusieurs d'entre elles et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

 Ces déclarations seront notifiées au Ministère des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

**Art. 22** La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels un État contractant est ou sera Partie et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

CHAPITRE V  ***CLAUSES FINALES***

**Convention de Vienne du 11 avril 1980,**

*Sur les contrats de vente internationale de marchandises.*

*La présente convention est entrée en vigueur le 1er janv. 1988.*

Les États parties à la présente Convention,

Ayant présents à l'esprit les objectifs généraux inscrits dans les résolutions relatives à l'instauration d'un nouvel ordre économique international que l'Assemblée générale a adoptées à sa sixième session extraordinaire,

Considérant que le développement du commerce international sur la base de l'égalité et des avantages mutuels est un élément important dans la promotion de relations amicales entre les États,

Estimant que l'adoption de règles uniformes applicables aux contrats de vente internationale de marchandises et compatibles avec les différents systèmes sociaux, économiques et juridiques contribuera à l'élimination des obstacles juridiques aux échanges internationaux et favorisera le développement du commerce international,

sont convenus de ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE  **CHAMP D'APPLICATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

CHAPITRE I  ***CHAMP D'APPLICATION***

**Art. 1er** 1. La présente Convention s'applique aux contrats de vente de marchandises entre des parties ayant leur établissement dans des États différents:

*a)* Lorsque ces États sont des États contractants; ou

*b)* Lorsque les règles du droit international privé mènent à l'application de la loi d'un État contractant.

 2. Il n'est pas tenu compte du fait que les parties ont leur établissement dans des États différents lorsque ce fait ne ressort ni du contrat, ni de transactions antérieures entre les parties, ni de renseignements donnés par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat.

 3. Ni la nationalité des parties ni le caractère civil ou commercial des parties ou du contrat ne sont pris en considération pour l'application de la présente Convention.

**Art. 2** La présente Convention ne régit pas les ventes:

*a)* De marchandises achetées pour un usage personnel, familial ou domestique, à moins que le vendeur, à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat, n'ait pas su et n'ait pas été censé savoir que ces marchandises étaient achetées pour un tel usage;

*b)* Aux enchères;

*c)* Sur saisie ou de quelque autre manière par autorité de justice;

*d)* De valeurs mobilières, effets de commerce et monnaies;

*e)* De navires, bateaux, aéroglisseurs et aéronefs;

*f)* D'électricité.

**Art. 3** 1. Sont réputés ventes les contrats de fourniture de marchandises à fabriquer ou à produire, à moins que la partie qui commande celle-ci n'ait à fournir une part essentielle des éléments matériels nécessaires à cette fabrication ou production.

 2. La présente Convention ne s'applique pas aux contrats dans lesquels la part prépondérante de l'obligation de la partie qui fournit les marchandises consiste en une fourniture de main-d'œuvre ou d'autres services.

**Art. 4** La présente Convention régit exclusivement la formation du contrat de vente et les droits et obligations qu'un tel contrat fait naître entre le vendeur et l'acheteur. En particulier, sauf disposition contraire expresse de la présente Convention, celle-ci ne concerne pas:

*a)* La validité du contrat ni celle d'aucune de ses clauses non plus que celle des usages;

*b)* Les effets que le contrat peut avoir sur la propriété des marchandises vendues.

**Art. 5** La présente Convention ne s'applique pas à la responsabilité du vendeur pour décès ou lésions corporelles causés à quiconque par les marchandises.

**Art. 6** Les parties peuvent exclure l'application de la présente Convention ou, sous réserve des dispositions de l'article 12, déroger à l'une quelconque de ses dispositions ou en modifier les effets.

CHAPITRE II  ***DISPOSITIONS GÉNÉRALES***

**Art. 7** 1. Pour l'interprétation de la présente convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application ainsi que d'assurer le respect de la bonne foi dans le commerce international.

 2. Les questions concernant les matières régies par la présente Convention et qui ne sont pas expressément tranchées par elle seront réglées selon les principes généraux dont elle s'inspire ou, à défaut de ces principes, conformément à la loi applicable en vertu des règles du droit international privé.

**Art. 8** 1. Aux fins de la présente Convention, les indications et les autres comportements d'une partie doivent être interprétés selon l'intention de celle-ci lorsque l'autre partie connaissait ou ne pouvait ignorer cette intention.

 2. Si le paragraphe précédent n'est pas applicable, les indications et autres comportements d'une partie doivent être interprétés selon le sens qu'une personne raisonnable de même qualité que l'autre partie, placée dans la même situation, leur aurait donné.

 3. Pour déterminer l'intention d'une partie ou ce qu'aurait compris une personne raisonnable, il doit être tenu compte des circonstances pertinentes, notamment des négociations qui ont pu avoir lieu entre les parties, des habitudes qui se sont établies entre elles, des usages et de tout comportement ultérieur des parties.

**Art. 9** 1. Les parties sont liées par les usages auxquels elles ont consenti et par les habitudes qui se sont établies entre elles.

 2. Sauf convention contraire des parties, celles-ci sont réputées s'être tacitement référées dans le contrat et pour la formation à tout usage dont elles avaient connaissance ou auraient dû avoir connaissance et qui, dans le commerce international, est largement connu et régulièrement observé par les parties à des contrats de même type dans la branche commerciale considérée.

**Art. 10** Aux fins de la présente Convention:

*a)* Si une partie a plus d'un établissement, l'établissement à prendre en considération est celui qui a la relation la plus étroite avec le contrat et son exécution eu égard aux circonstances connues des parties ou envisagées par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat;

*b)* Si une partie n'a pas d'établissement, sa résidence habituelle en tient lieu.

**Art. 11** Le contrat de vente n'a pas à être conclu ni constaté par écrit et n'est soumis à aucune autre condition de forme. Il peut être prouvé par tous moyens, y compris par témoins.

**Art. 12** Toute disposition de l'article 11, de l'article 29 ou de la deuxième partie de la présente Convention autorisant une forme autre que la forme écrite, soit pour la conclusion ou pour la modification ou la résiliation amiable d'un contrat de vente soit pour toute offre, acceptation ou autre manifestation d'intention, ne s'applique pas dès lors qu'une des parties a son établissement dans un État contractant qui a fait une déclaration conformément à l'article 96 de la présente Convention. Les parties ne peuvent déroger au présent article ni en modifier les effets.

**Art. 13** Aux fins de la présente Convention, le terme «écrit» doit s'entendre également des communications adressées par télégramme ou par télex.

DEUXIÈME PARTIE  **FORMATION DU CONTRAT**

**Art. 14** 1. Une proposition de conclure un contrat adressée à une ou plusieurs personnes déterminées constitue une offre si elle est suffisamment précise et si elle indique la volonté de son auteur d'être lié en cas d'acceptation. Une proposition est suffisamment précise lorsqu'elle désigne les marchandises et, expressément ou implicitement, fixe la quantité et le prix ou donne des indications permettant de les déterminer.

 2. Une proposition adressée à des personnes indéterminées est considérée seulement comme une invitation à l'offre, à moins que la personne qui a fait la proposition n'ait clairement indiqué le contraire.

**Art. 15** 1. Une offre prend effet lorsqu'elle parvient au destinataire;

 2. Une offre, même si elle est irrévocable, peut être rétractée si la rétractation parvient au destinataire avant ou en même temps que l'offre.

**Art. 16** 1. Jusqu'à ce qu'un contrat ait été conclu, une offre peut être révoquée si la révocation parvient au destinataire avant que celui-ci ait expédié une acceptation.

 2. Cependant, une offre ne peut être révoquée:

*a)* Si elle indique, en fixant un délai déterminé pour l'acceptation, ou autrement, qu'elle est irrévocable; ou

*b)* S'il était raisonnable pour le destinataire de considérer l'offre comme irrévocable et s'il a agi en conséquence.

**Art. 17** Une offre, même irrévocable, prend fin lorsque son rejet parvient à l'auteur de l'offre.

**Art. 18** 1. Une déclaration ou autre comportement du destinataire indiquant qu'il acquiesce à une offre constitue une acceptation. Le silence ou l'inaction à eux seuls ne peuvent valoir acceptation.

 2. L'acceptation d'une offre prend effet au moment où l'indication d'acquiescement parvient à l'auteur de l'offre. L'acceptation ne prend pas effet si cette indication ne parvient pas à l'auteur de l'offre dans le délai qu'il a stipulé ou, à défaut d'une telle stipulation, dans un délai raisonnable, compte tenu des circonstances de la transaction et de la rapidité des moyens de communication utilisés par l'auteur de l'offre. Une offre verbale doit être acceptée immédiatement, à moins que les circonstances n'impliquent le contraire.

 3. Cependant, si, en vertu de l'offre, des habitudes qui se sont établies entre les parties ou des usages, le destinataire de l'offre peut indiquer qu'il acquiesce en accomplissant un acte se rapportant, par exemple, à l'expédition des marchandises ou au paiement du prix, sans communication à l'auteur de l'offre, l'acceptation prend effet au moment où cet acte est accompli, pour autant qu'il le soit dans les délais prévus par le paragraphe précédent.

**Art. 19** 1. Une réponse qui tend à être l'acceptation d'une offre, mais qui contient des additions, des limitations ou autres modifications, est un rejet de l'offre et constitue une contre-offre.

 2. Cependant, une réponse qui tend à être l'acceptation d'une offre, mais qui contient des éléments complémentaires ou différents n'altérant pas substantiellement les termes de l'offre, constitue une acceptation, à moins que l'auteur de l'offre, sans retard injustifié, n'en relève les différences verbalement ou n'adresse un avis à cet effet. S'il ne le fait pas, les termes du contrat sont ceux de l'offre, avec les modifications comprises dans l'acceptation.

 3. Des éléments complémentaires ou différents relatifs notamment au prix, au paiement, à la qualité et à la quantité des marchandises, au lieu et au moment de la livraison, à l'étendue de la responsabilité d'une partie à l'égard de l'autre ou au règlement des différends, sont considérés comme altérant substantiellement les termes de l'offre.

**Art. 20** 1. Le délai d'acceptation fixé par l'auteur de l'offre dans un télégramme ou une lettre commence à courir au moment où le télégramme est remis pour expédition ou à la date qui apparaît sur la lettre ou, à défaut, à la date qui apparaît sur l'enveloppe. Le délai d'acceptation que l'auteur de l'offre fixe par téléphone, par télex ou par d'autres moyens de communication instantanés commence à courir au moment où l'offre parvient au destinataire.

 2. Les jours fériés ou chômés qui tombent pendant que court le délai d'acceptation sont comptés dans le calcul de ce délai. Cependant, si la notification ne peut être remise à l'adresse de l'auteur de l'offre le dernier jour du délai, parce que celui-ci tombe un jour férié ou chômé au lieu d'établissement de l'auteur de l'offre, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

**Art. 21** 1. Une acceptation tardive produit néanmoins effet en tant qu'acceptation si, sans retard, l'auteur de l'offre en informe verbalement le destinataire ou lui adresse un avis à cet effet.

 2. Si la lettre ou autre écrit contenant une acceptation tardive révèle qu'elle a été expédiée dans des conditions telles que, si sa transmission avait été régulière, elle serait parvenue à temps à l'auteur de l'offre, l'acceptation tardive produit effet en tant qu'acceptation à moins que, sans retard, l'auteur de l'offre n'informe verbalement le destinataire de l'offre qu'il considère que son offre avait pris fin ou qu'il ne lui adresse un avis à cet effet.

**Art. 22** L'acceptation peut être rétractée si la rétractation parvient à l'auteur de l'offre avant le moment où l'acceptation aurait pris effet ou à ce moment.

**Art. 23** Le contrat est conclu au moment où l'acceptation d'une offre prend effet conformément aux dispositions de la présente Convention.

**Art. 24** Aux fins de la présente partie de la Convention, une offre, une déclaration d'acceptation ou toute autre manifestation d'intention «parvient» à son destinataire lorsqu'elle lui est faite verbalement ou est délivrée par tout autre moyen au destinataire lui-même, à son établissement, à son adresse postale ou, s'il n'y a pas d'établissement ou d'adresse postale, à sa résidence habituelle.

TROISIÈME PARTIE  **VENTE DE MARCHANDISES**

CHAPITRE I  ***DISPOSITIONS GÉNÉRALES***

**Art. 25** Une contravention au contrat commise par l'une des parties est essentielle lorsqu'elle cause à l'autre partie un préjudice tel qu'elle la prive substantiellement de ce que celle-ci était en droit d'attendre du contrat, à moins que la partie en défaut n'ait pas prévu un tel résultat et qu'une personne raisonnable de même qualité placée dans la même situation ne l'aurait pas prévu non plus.

**Art. 26** Une déclaration de résolution du contrat n'a d'effet que si elle est faite par notification à l'autre partie.

**Art. 27** Sauf disposition contraire expresse de la présente partie de la Convention, si une notification, demande ou autre communication est faite par une partie au contrat conformément à la présente partie et par un moyen approprié aux circonstances, un retard ou une erreur dans la transmission de la communication ou le fait qu'elle n'est pas arrivée à destination ne prive pas cette partie au contrat du droit de s'en prévaloir.

**Art. 28** Si, conformément aux dispositions de la présente Convention, une partie a le droit d'exiger de l'autre l'exécution d'une obligation, un tribunal n'est tenu d'ordonner l'exécution en nature que s'il le ferait en vertu de son propre droit pour des contrats de vente semblables non régis par la présente Convention.

**Art. 29** 1. Un contrat peut être modifié ou résilié par accord amiable entre les parties.

 2. Un contrat écrit qui contient une disposition stipulant que toute modification ou résiliation amiable doit être faite par écrit ne peut être modifié ou résilié à l'amiable sous une autre forme. Toutefois, le comportement de l'une des parties peut l'empêcher d'invoquer une telle disposition si l'autre partie s'est fondée sur ce comportement.

CHAPITRE II  ***OBLIGATIONS DU VENDEUR***

**Art. 30** Le vendeur s'oblige, dans les conditions prévues au contrat et par la présente Convention, à livrer les marchandises, à en transférer la propriété et, s'il y a lieu, à remettre les documents s'y rapportant.

SECTION 1  ***Livraison des marchandises et remise des documents***

**Art. 31** Si le vendeur n'est pas tenu de livrer les marchandises en un autre lieu particulier, son obligation de livraison consiste:

*a)* Lorsque le contrat de vente implique un transport des marchandises, à remettre les marchandises au premier transporteur pour transmission à l'acheteur;

*b)* Lorsque, dans les cas non visés au précédent alinéa, le contrat porte sur un corps certain ou sur une chose de genre qui doit être prélevée sur une masse déterminée ou qui doit être fabriquée ou produite et lorsque, au moment de la conclusion du contrat, les parties savaient que les marchandises se trouvaient ou devaient être fabriquées ou produites en un lieu particulier, à mettre les marchandises à la disposition de l'acheteur en ce lieu;

*c)* Dans les autres cas, à mettre les marchandises à la disposition de l'acheteur au lieu où le vendeur avait son établissement au moment de la conclusion du contrat.

**Art. 32** 1. Si, conformément au contrat ou à la présente Convention, le vendeur remet les marchandises à un transporteur et si les marchandises ne sont pas clairement identifiées aux fins du contrat par l'apposition d'un signe distinctif sur les marchandises, par des documents de transport ou par tout autre moyen, le vendeur doit donner à l'acheteur avis de l'expédition en désignant spécifiquement les marchandises.

 2. Si le vendeur est tenu de prendre des dispositions pour le transport des marchandises, il doit conclure les contrats nécessaires pour que le transport soit effectué jusqu'au lieu prévu par les moyens de transport appropriés aux circonstances et selon les conditions usuelles pour un tel transport.

 3. Si le vendeur n'est pas tenu de souscrire lui-même une assurance de transport, il doit fournir à l'acheteur, à la demande de celui-ci, tous renseignements dont il dispose qui sont nécessaires à la conclusion de cette assurance.

**Art. 33** Le vendeur doit livrer les marchandises:

*a)* Si une date est fixée par le contrat ou déterminable par référence au contrat, à cette date;

*b)* Si une période de temps est fixée par le contrat ou déterminable par référence au contrat, à un moment quelconque au cours de cette période, à moins qu'il ne résulte des circonstances que c'est à l'acheteur de choisir une date; ou

*c)* Dans tous les autres cas, dans un délai raisonnable à partir de la conclusion du contrat.

**Art. 34** Si le vendeur est tenu de remettre les documents se rapportant aux marchandises, il doit s'acquitter de cette obligation au moment, au lieu et dans la forme prévus au contrat. En cas de remise anticipée, le vendeur conserve, jusqu'au moment prévu pour la remise, le droit de réparer tout défaut de conformité des documents, à condition que l'exercice de ce droit ne cause à l'acheteur ni inconvénients ni frais déraisonnables. Toutefois, l'acheteur conserve le droit de demander des dommages-intérêts conformément à la présente Convention.

SECTION 2  ***Conformité des marchandises et droits ou prétentions des tiers***

**Art. 35** 1. Le vendeur doit livrer des marchandises dont la quantité, la qualité et le type répondent à ceux qui sont prévus au contrat, et dont l'emballage ou le conditionnement correspond à celui qui est prévu au contrat.

 2. À moins que les parties n'en soient convenues autrement, les marchandises ne sont conformes au contrat que si:

*a)* Elles sont propres aux usages auxquels serviraient habituellement des marchandises du même type;

*b)* Elles sont propres à tout usage spécial qui a été porté expressément ou tacitement à la connaissance du vendeur au moment de la conclusion du contrat, sauf s'il résulte des circonstances que l'acheteur ne s'en est pas remis à la compétence ou à l'appréciation du vendeur ou qu'il n'était pas raisonnable de sa part de le faire;

*c)* Elles possèdent les qualités d'une marchandise que le vendeur a présentée à l'acheteur comme échantillon ou modèle;

*d)* Elles sont emballées ou conditionnées selon le mode habituel pour les marchandises du même type ou, à défaut de mode habituel, d'une manière propre à les conserver et à les protéger.

 3. Le vendeur n'est pas responsable, au regard des alinéas *a* et *d* du paragraphe précédent, d'un défaut de conformité que l'acheteur connaissait ou ne pouvait ignorer au moment de la conclusion du contrat.

**Art. 36** 1. Le vendeur est responsable, conformément au contrat et à la présente Convention, de tout défaut de conformité qui existe au moment du transfert des risques à l'acheteur, même si ce défaut n'apparaît qu'ultérieurement.

 2. Le vendeur est également responsable de tout défaut de conformité qui survient après le moment indiqué au paragraphe précédent et qui est imputable à l'inexécution de l'une quelconque de ses obligations, y compris à un manquement à une garantie que, pendant une certaine période, les marchandises resteront propres à leur usage normal ou à un usage spécial ou conserveront des qualités ou caractéristiques spécifiées.

**Art. 37** En cas de livraison anticipée, le vendeur a le droit, jusqu'à la date prévue pour la livraison, soit de livrer une partie ou une quantité manquante, ou des marchandises nouvelles en remplacement des marchandises non conformes au contrat, soit de réparer tout défaut de conformité des marchandises, à condition que l'exercice de ce droit ne cause à l'acheteur ni inconvénients ni frais déraisonnables. Toutefois, l'acheteur conserve le droit de demander des dommages-intérêts conformément à la présente Convention.

**Art. 38** 1. L'acheteur doit examiner les marchandises ou les faire examiner dans un délai aussi bref que possible eu égard aux circonstances.

 2. Si le contrat implique un transport des marchandises, l'examen peut être différé jusqu'à leur arrivée à destination.

 3. Si les marchandises sont déroutées ou réexpédiées par l'acheteur sans que celui-ci ait eu raisonnablement la possibilité de les examiner et si, au moment de la conclusion du contrat, le vendeur connaissait ou aurait dû connaître la possibilité de ce déroutage ou de cette réexpédition, l'examen peut être différé jusqu'à l'arrivée des marchandises à leur nouvelle destination.

**Art. 39** 1. L'acheteur est déchu du droit de se prévaloir d'un défaut de conformité s'il ne le dénonce pas au vendeur, en précisant la nature de ce défaut, dans un délai raisonnable à partir du moment où il l'a constaté ou aurait dû le constater.

 2. Dans tous les cas, l'acheteur est déchu du droit de se prévaloir d'un défaut de conformité, s'il ne le dénonce pas au plus tard dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle les marchandises lui ont été effectivement remises, à moins que ce délai ne soit incompatible avec la durée d'une garantie contractuelle.

**Art. 40** Le vendeur ne peut pas se prévaloir des dispositions des articles 38 et 39 lorsque le défaut de conformité porte sur des faits qu'il connaissait ou ne pouvait ignorer et qu'il n'a pas révélés à l'acheteur.

**Art. 41** Le vendeur doit livrer les marchandises libres de tout droit ou prétention d'un tiers, à moins que l'acheteur n'accepte de prendre les marchandises dans ces conditions. Toutefois, si ce droit ou cette prétention est fondé sur la propriété industrielle ou autre propriété intellectuelle, l'obligation du vendeur est régie par l'article 42.

**Art. 42** 1. Le vendeur doit livrer les marchandises libres de tout droit ou prétention d'un tiers fondé sur la propriété industrielle ou autre propriété intellectuelle, qu'il connaissait ou ne pouvait ignorer au moment de la conclusion du contrat, à condition que ce droit ou cette prétention soit fondé sur la propriété industrielle ou autre propriété intellectuelle:

*a)* En vertu de la loi de l'État où les marchandises doivent être revendues ou utilisées, si les parties ont envisagé au moment de la conclusion du contrat que les marchandises seraient revendues ou utilisées dans cet État; ou

*b)* Dans tous les autres cas, en vertu de la loi de l'État où l'acheteur a son établissement.

 2. Dans les cas suivants, le vendeur n'est pas tenu de l'obligation prévue au paragraphe précédent:

*a)* Au moment de la conclusion du contrat, l'acheteur connaissait ou ne pouvait ignorer l'existence du droit ou de la prétention; ou

*b)* Le droit ou la prétention résulte de ce que le vendeur s'est conformé aux plans techniques, dessins, formules ou autres spécification analogues fournis par l'acheteur.

**Art. 43** 1. L'acheteur perd le droit de se prévaloir des dispositions des articles 41 et 42 s'il ne dénonce pas au vendeur le droit ou la prétention du tiers, en précisant la nature de ce droit ou de cette prétention, dans un délai raisonnable à partir du moment où il en a eu connaissance ou aurait dû en avoir connaissance.

 2. Le vendeur ne peut pas se prévaloir des dispositions du paragraphe précédent s'il connaissait le droit ou la prétention du tiers et sa nature.

**Art. 44** Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 39 et du paragraphe 1 de l'article 43, l'acheteur peut réduire le prix conformément à l'article 50 ou demander des dommages-intérêts, sauf pour le gain manqué, s'il a une excuse raisonnable pour n'avoir pas procédé à la dénonciation requise.

SECTION 3  ***Moyens dont dispose l'acheteur en cas de contravention au contrat par le vendeur***

**Art. 45** 1. Si le vendeur n'a pas exécuté l'une quelconque des obligations résultant pour lui du contrat de vente ou de la présente Convention, l'acheteur est fondé à:

*a)* Exercer les droits prévus aux articles 46 à 52;

*b)* Demander les dommages-intérêts prévus aux articles 74 à 77.

 2. L'acheteur ne perd pas le droit de demander des dommages-intérêts lorsqu'il exerce son droit de recourir à un autre moyen.

 3. Aucun délai de grâce ne peut être accordé au vendeur par un juge ou par un arbitre lorsque l'acheteur se prévaut d'un des moyens dont il dispose en cas de contravention au contrat.

**Art. 46** 1. L'acheteur peut exiger du vendeur l'exécution de ses obligations, à moins qu'il ne soit prévalu d'un moyen incompatible avec cette exigence.

 2. Si les marchandises ne sont pas conformes au contrat, l'acheteur ne peut exiger du vendeur la livraison de marchandises de remplacement que si le défaut de conformité constitue une contravention essentielle au contrat et si cette livraison est demandée au moment de la dénonciation du défaut de conformité faite conformément à l'article 39 ou dans un délai raisonnable à compter de cette dénonciation.

 3. Si les marchandises ne sont pas conformes au contrat, l'acheteur peut exiger du vendeur qu'il répare le défaut de conformité, à moins que cela ne soit déraisonnable compte tenu de toutes les circonstances. La réparation doit être demandée au moment de la dénonciation du défaut de conformité faite conformément à l'article 39 ou dans un délai raisonnable à compter de cette dénonciation.

**Art. 47** 1. L'acheteur peut impartir au vendeur un délai supplémentaire de durée raisonnable pour l'exécution de ses obligations.

 2. À moins qu'il n'ait reçu du vendeur une notification l'informant que celui-ci n'exécuterait pas ses obligations dans le délai ainsi imparti, l'acheteur ne peut, avant l'expiration de ce délai, se prévaloir d'aucun des moyens dont il dispose en cas de contravention au contrat. Toutefois, l'acheteur ne perd pas, de ce fait, le droit de demander des dommages-intérêts pour retard dans l'exécution.

**Art. 48** 1. Sous réserve de l'article 49, le vendeur peut, même après la date de la livraison réparer à ses frais tout manquement à ses obligations, à condition que cela n'entraîne pas un retard déraisonnable et ne cause à l'acheteur ni inconvénients déraisonnables ni incertitude quant au remboursement par le vendeur des frais faits par l'acheteur. Toutefois, l'acheteur conserve le droit de demander des dommages-intérêts conformément à la présente Convention.

 2. Si le vendeur demande à l'acheteur de lui faire savoir s'il accepte l'exécution et si l'acheteur ne lui répond pas dans un délai raisonnable, le vendeur peut exécuter ses obligations dans le délai qu'il a indiqué dans sa demande. L'acheteur ne peut, avant l'expiration de ce délai, se prévaloir d'un moyen incompatible avec l'exécution par le vendeur de ses obligations.

 3. Lorsque le vendeur notifie à l'acheteur son intention d'exécuter ses obligations dans un délai déterminé, il est présumé demander à l'acheteur de lui faire connaître sa décision conformément au paragraphe précédent.

 4. Une demande ou une notification faite par le vendeur en vertu des paragraphes 2 ou 3 du présent article n'a d'effet que si elle est reçue par l'acheteur.

**Art. 49** 1. L'acheteur peut déclarer le contrat résolu:

*a)* Si l'inexécution par le vendeur de l'une quelconque des obligations résultant pour lui du contrat ou de la présente Convention constitue une contravention essentielle au contrat; ou

*b)* En cas de défaut de livraison, si le vendeur ne livre pas les marchandises dans le délai supplémentaire imparti par l'acheteur conformément au paragraphe 1 de l'article 47 ou s'il déclare qu'il ne les livrera pas dans le délai ainsi imparti.

 2. Cependant, lorsque le vendeur a livré les marchandises, l'acheteur est déchu du droit de déclarer le contrat résolu s'il ne l'a pas fait:

*a)* En cas de livraison tardive, dans un délai raisonnable à partir du moment où il a su que la livraison avait été effectuée;

*b)* En cas de contravention autre que la livraison tardive, dans un délai raisonnable:

 i) À partir du moment où il a eu connaissance ou aurait dû avoir connaissance de cette contravention;

 ii) Après l'expiration de tout délai supplémentaire imparti par l'acheteur conformément au paragraphe 1 de l'article 47 ou après que le vendeur a déclaré qu'il n'exécuterait pas ses obligations dans ce délai supplémentaire;

 ou

 iii) Après l'expiration de tout délai supplémentaire indiqué par le vendeur conformément au paragraphe 2 de l'article 48 ou après que l'acheteur a déclaré qu'il n'accepterait pas l'exécution.

**Art. 50** En cas de défaut de conformité des marchandises au contrat, que le prix ait été ou non déjà payé, l'acheteur peut réduire le prix proportionnellement à la différence entre la valeur que les marchandises effectivement livrées avaient au moment de la livraison et la valeur que des marchandises conformes auraient eue à ce moment. Cependant, si le vendeur répare tout manquement à ses obligations conformément à l'article 37 ou à l'article 48 ou si l'acheteur refuse d'accepter l'exécution par le vendeur conformément à ces articles, l'acheteur ne peut réduire le prix.

**Art. 51** 1. Si le vendeur ne livre qu'une partie des marchandises ou si une partie seulement des marchandises livrées est conforme au contrat, les articles 46 à 50 s'appliquent en ce qui concerne la partie manquante ou non conforme.

 2. L'acheteur ne peut déclarer le contrat résolu dans sa totalité que si l'inexécution partielle ou le défaut de conformité constitue une contravention essentielle au contrat.

**Art. 52** 1. Si le vendeur livre les marchandises avant la date fixée, l'acheteur a la faculté d'en prendre livraison ou de refuser d'en prendre livraison.

 2. Si le vendeur livre une quantité supérieure à celle prévue au contrat, l'acheteur peut accepter ou refuser de prendre livraison de la quantité excédentaire. Si l'acheteur accepte d'en prendre livraison en tout ou en partie, il doit la payer au tarif du contrat.

CHAPITRE III  ***OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR***

**Art. 53** L'acheteur s'oblige, dans les conditions prévues au contrat et par la présente Convention, à payer le prix et à prendre livraison des marchandises.

SECTION 1  ***Paiement du prix***

**Art. 54** L'obligation qu'a l'acheteur de payer le prix comprend celle de prendre les mesures et d'accomplir les formalités destinées à permettre le paiement du prix qui sont prévues par le contrat ou par les lois et les règlements.

**Art. 55** Si la vente est valablement conclue sans que le prix des marchandises vendues ait été fixé dans le contrat expressément ou implicitement ou par une disposition permettant de le déterminer, les parties sont réputées, sauf indications contraires, s'être tacitement référées au prix habituellement pratiqué au moment de la conclusion du contrat, dans la branche commerciale considérée, pour les mêmes marchandises vendues dans des circonstances comparables.

**Art. 56** Si le prix est fixé d'après le poids des marchandises, c'est le poids net qui, en cas de doute, détermine ce prix.

**Art. 57** 1. Si l'acheteur n'est pas tenu de payer le prix en un autre lieu particulier, il doit payer le vendeur:

*a)* À l'établissement de celui-ci; ou

*b)* Si le paiement doit être fait contre la remise des marchandises ou des documents, au lieu de cette remise.

 2. Le vendeur doit supporter toute augmentation des frais accessoires au paiement qui résultent de son changement d'établissement après la conclusion du contrat.

**Art. 58** 1. Si l'acheteur n'est pas tenu de payer le prix à un autre moment déterminé, il doit le payer lorsque, conformément au contrat et à la présente Convention, le vendeur met à sa disposition soit les marchandises soit des documents représentatifs des marchandises. Le vendeur peut faire du paiement une condition de la remise des marchandises ou des documents.

 2. Si le contrat implique un transport des marchandises, le vendeur peut en faire l'expédition sous condition que celles-ci ou les documents représentatifs ne seront remis à l'acheteur que contre paiement du prix.

 3. L'acheteur n'est pas tenu de payer le prix avant d'avoir eu la possibilité d'examiner les marchandises, à moins que les modalités de livraison ou de paiement dont sont convenues les parties ne lui en laissent pas la possibilité.

**Art. 59** L'acheteur doit payer le prix à la date fixée au contrat ou résultant du contrat et de la présente Convention, sans qu'il soit besoin d'aucune demande ou autre formalité de la part du vendeur.

SECTION 2  ***Prise de livraison***

**Art. 60** L'obligation de l'acheteur de prendre livraison consiste:

*a)* À accomplir tout acte qu'on peut raisonnablement attendre de lui pour permettre au vendeur d'effectuer la livraison; et

*b)* À retirer les marchandises.

SECTION 3  ***Moyens dont dispose le vendeur en cas de contravention au contrat par l'acheteur***

**Art. 61** 1. Si l'acheteur n'a pas exécuté l'une quelconque des obligations résultant pour lui du contrat de vente ou de la présente Convention, le vendeur est fondé à:

*a)* Exercer les droits prévus aux articles 62 à 65;

*b)* Demander les dommages-intérêts prévus aux articles 74 à 77.

 2. Le vendeur ne perd pas le droit de demander des dommages-intérêts lorsqu'il exerce son droit de recourir à un autre moyen.

 3. Aucun délai de grâce ne peut être accordé à l'acheteur par un juge ou par un arbitre lorsque le vendeur se prévaut d'un des moyens dont il dispose en cas de contravention au contrat.

**Art. 62** Le vendeur peut exiger de l'acheteur le paiement du prix, la prise de livraison des marchandises ou l'exécution des autres obligations de l'acheteur, à moins qu'il ne se soit prévalu d'un moyen incompatible avec ces exigences.

**Art. 63** 1. Le vendeur peut impartir à l'acheteur un délai supplémentaire de durée raisonnable pour l'exécution de ses obligations.

 2. À moins qu'il n'ait reçu de l'acheteur une notification l'informant que celui-ci n'exécuterait pas ses obligations dans le délai ainsi imparti, le vendeur ne peut, avant l'expiration de ce délai, se prévaloir d'aucun des moyens dont il dispose en cas de contravention au contrat. Toutefois, le vendeur ne perd pas, de ce fait, le droit de demander des dommages-intérêts pour retard dans l'exécution.

**Art. 64** 1. Le vendeur peut déclarer le contrat résolu:

*a)* Si l'inexécution par l'acheteur de l'une quelconque des obligations résultant pour lui du contrat ou de la présente Convention constitue une contravention essentielle au contrat; ou

*b)* Si l'acheteur n'exécute pas son obligation de payer le prix ou ne prend pas livraison des marchandises dans le délai supplémentaire imparti par le vendeur conformément au paragraphe 1 de l'article 63 ou s'il déclare qu'il ne le fera pas dans le délai ainsi imparti.

 2. Cependant, lorsque l'acheteur a payé le prix, le vendeur est déchu du droit de déclarer le contrat résolu s'il ne l'a pas fait:

*a)* En cas d'exécution tardive par l'acheteur, avant d'avoir su qu'il y avait eu exécution; ou

*b)* En cas de contravention par l'acheteur autre que l'exécution tardive, dans un délai raisonnable :

 i) À partir du moment où le vendeur a eu connaissance ou aurait dû avoir connaissance de cette contravention; ou

 ii) Après l'expiration de tout délai supplémentaire imparti par le vendeur conformément au paragraphe 1 de l'article 63 ou après que l'acheteur a déclaré qu'il n'exécuterait pas ses obligations dans ce délai supplémentaire.

**Art. 65** 1. Si le contrat prévoit que l'acheteur doit spécifier la forme, la mesure ou d'autres caractéristiques des marchandises et si l'acheteur n'effectue pas cette spécification à la date convenue ou dans un délai raisonnable à compter de la réception d'une demande du vendeur, celui-ci peut, sans préjudice de tous autres droits qu'il peut avoir, effectuer lui-même cette spécification d'après les besoins de l'acheteur dont il peut avoir connaissance.

 2. Si le vendeur effectue lui-même la spécification, il doit en faire connaître les modalités à l'acheteur et lui impartir un délai raisonnable pour une spécification différente. Si, après réception de la communication du vendeur, l'acheteur n'utilise pas cette possibilité dans le délai ainsi imparti, la spécification effectuée par le vendeur est définitive.

CHAPITRE IV  ***TRANSFERT DES RISQUES***

**Art. 66** La perte ou la détérioration des marchandises survenue après le transfert des risques à l'acheteur ne libère pas celui-ci de son obligation de payer le prix, à moins que ces événements ne soient dus à un fait du vendeur.

**Art. 67** 1. Lorsque le contrat de vente implique un transport des marchandises et que le vendeur n'est pas tenu de les remettre en un lieu déterminé, les risques sont transférés à l'acheteur à partir de la remise des marchandises au premier transporteur pour transmission à l'acheteur conformément au contrat de vente. Lorsque le vendeur est tenu de remettre les marchandises à un transporteur en un lieu déterminé, les risques ne sont pas transférés à l'acheteur tant que les marchandises n'ont pas été remises au transporteur en ce lieu. Le fait que le vendeur soit autorisé à conserver les documents représentatifs des marchandises n'affecte pas le transfert des risques.

 2. Cependant, les risques ne sont pas transférés à l'acheteur tant que les marchandises n'ont pas été clairement identifiées aux fins du contrat, que ce soit par l'apposition d'un signe distinctif sur les marchandises, par des documents de transport, par un avis donné à l'acheteur ou par tout autre moyen.

**Art. 68** En ce qui concerne les marchandises vendues en cours de transport, les risques sont transférés à l'acheteur à partir du moment où le contrat est conclu. Toutefois, si les circonstances l'impliquent, les risques sont à la charge de l'acheteur à compter du moment où les marchandises ont été remises au transporteur qui a émis les documents constatant le contrat de transport. Néanmoins, si, au moment de la conclusion du contrat de vente, le vendeur avait connaissance ou aurait dû avoir connaissance du fait que les marchandises avaient péri ou avaient été détériorées et qu'il n'en a pas informé l'acheteur, la perte ou la détérioration est à la charge du vendeur.

**Art. 69** 1. Dans les cas non visés par les articles 67 et 68, les risques sont transférés à l'acheteur lorsqu'il retire les marchandises ou, s'il ne le fait pas en temps voulu, à partir du moment où les marchandises sont mises à sa disposition et où il commet une contravention au contrat en n'en prenant pas livraison.

 2. Cependant, si l'acheteur est tenu de retirer les marchandises en un lieu autre qu'un établissement du vendeur, les risques sont transférés lorsque la livraison est due et que l'acheteur sait que les marchandises sont mises à sa disposition en ce lieu.

 3. Si la vente porte sur des marchandises non encore individualisées, les marchandises ne sont réputées avoir été mises à la disposition de l'acheteur que lorsqu'elles ont été clairement identifiées aux fins du contrat.

**Art. 70** Si le vendeur a commis une contravention essentielle au contrat, les dispositions des articles 67, 68 et 69 ne portent pas atteinte aux moyens dont l'acheteur dispose en raison de cette contravention.

CHAPITRE V  ***DISPOSITIONS COMMUNES AUX OBLIGATIONS DU VENDEUR ET DE L'ACHETEUR***

SECTION 1  ***Contravention anticipée et contrats à livraisons successives***

**Art. 71** 1. Une partie peut différer l'exécution de ses obligations lorsqu'il apparaît, après la conclusion du contrat, que l'autre partie n'exécutera pas une partie essentielle de ses obligations du fait:

*a)* D'une grave insuffisance dans la capacité d'exécution de cette partie ou sa solvabilité; ou

*b)* De la manière dont elle s'apprête à exécuter ou exécute le contrat.

 2. Si le vendeur a déjà expédié les marchandises lorsque se révèlent les raisons prévues au paragraphe précédent, il peut s'opposer à ce que les marchandises soient remises à l'acheteur, même si celui-ci détient un document lui permettant de les obtenir. Le présent paragraphe ne concerne que les droits respectifs du vendeur et de l'acheteur sur les marchandises.

 3. La partie qui diffère l'exécution, avant ou après l'expédition des marchandises, doit adresser immédiatement une notification à cet effet à l'autre partie, et elle doit procéder à l'exécution si l'autre partie donne des assurances suffisantes de la bonne exécution de ses obligations.

**Art. 72** 1. Si, avant la date de l'exécution du contrat, il est manifeste qu'une partie commettra une contravention essentielle au contrat, l'autre partie peut déclarer celui-ci résolu.

 2. Si elle dispose du temps nécessaire, la partie qui a l'intention de déclarer le contrat résolu doit le notifier à l'autre partie dans des conditions raisonnables pour lui permettre de donner des assurances suffisantes de la bonne exécution de ses obligations.

 3. Les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas si l'autre partie a déclaré qu'elle n'exécuterait pas ses obligations.

**Art. 73** 1. Dans les contrats à livraisons successives, si l'inexécution par l'une des parties d'une obligation relative à une livraison constitue une contravention essentielle au contrat en ce qui concerne cette livraison, l'autre partie peut déclarer le contrat résolu par ladite livraison.

 2. Si l'inexécution par l'une des parties d'une obligation relative à une livraison donne à l'autre partie de sérieuses raisons de penser qu'il y aura contravention essentielle au contrat en ce qui concerne des obligations futures, elle peut déclarer le contrat résolu pour l'avenir, à condition de le faire dans un délai raisonnable.

 3. L'acheteur qui déclare le contrat résolu pour une livraison peut, en même temps, le déclarer résolu pour les livraisons déjà reçues ou pour les livraisons futures si, en raison de leur connexité, ces livraisons ne peuvent être utilisées aux fins envisagées par les parties au moment de la conclusion du contrat.

SECTION 2  ***Dommages-intérêts***

**Art. 74** Les dommages-intérêts pour une contravention au contrat commise par une partie sont égaux à la perte subie et au gain manqué par l'autre partie par suite de la contravention. Ces dommages-intérêts ne peuvent être supérieurs à la perte subie et au gain manqué que la partie en défaut avait prévus ou aurait dû prévoir au moment de la conclusion du contrat, en considérant les faits dont elle avait connaissance ou aurait dû avoir connaissance, comme étant des conséquences possibles de la contravention au contrat.

**Art. 75** Lorsque le contrat est résolu et que, d'une manière raisonnable et dans un délai raisonnable après la résolution, l'acheteur a procédé à un achat de remplacement ou le vendeur à une vente compensatoire, la partie qui demande des dommages-intérêts peut obtenir la différence entre le prix du contrat et le prix de l'achat de remplacement ou de la vente compensatoire ainsi que tous autres dommages-intérêts qui peuvent être dus en vertu de l'article 74.

**Art. 76** 1. Lorsque le contrat est résolu et que les marchandises ont un prix courant, la partie qui demande des dommages-intérêts peut, si elle n'a pas procédé à un achat de remplacement ou à une vente compensatoire au titre de l'article 75, obtenir la différence entre le prix fixé dans le contrat et le prix courant au moment de la résolution ainsi que tous autres dommages-intérêts qui peuvent être dus au titre de l'article 74. Néanmoins, si la partie qui demande des dommages-intérêts a déclaré le contrat résolu après avoir pris possession des marchandises, c'est le prix courant au moment de la prise de possession qui est applicable et non pas le prix courant au moment de la résolution.

 2. Aux fins du paragraphe précédent, le prix courant est celui du lieu où la livraison des marchandises aurait dû être effectuée ou, à défaut de prix courant en ce lieu, le prix courant pratiqué en un autre lieu qu'il apparaît raisonnable de prendre comme lieu de référence, en tenant compte des différences dans les frais de transport des marchandises.

**Art. 77** La partie qui invoque la contravention au contrat doit prendre les mesures raisonnables, eu égard aux circonstances, pour limiter la perte, y compris le gain manqué, résultant de la contravention. Si elle néglige de le faire, la partie en défaut peut demander une réduction des dommages-intérêts égale au montant de la perte qui aurait dû être évitée.

SECTION 3  ***Intérêts***

**Art. 78** Si une partie ne paie pas le prix ou toute autre somme due, l'autre partie a droit à des intérêts sur cette somme, sans préjudice des dommages-intérêts qu'elle serait fondée à demander en vertu de l'article 74.

SECTION 4  ***Exonération***

**Art. 79** 1. Une partie n'est pas responsable de l'inexécution de l'une quelconque de ses obligations si elle prouve que cette inexécution est due à un empêchement indépendant de sa volonté et que l'on ne pouvait raisonnablement attendre d'elle qu'elle le prenne en considération au moment de la conclusion du contrat, qu'elle le prévienne ou le surmonte ou qu'elle ne prévienne ou surmonte les conséquences.

 2. Si l'inexécution par une partie est due à l'inexécution par un tiers qu'elle a chargé d'exécuter tout ou partie du contrat, cette partie n'est exonérée de sa responsabilité que dans le cas:

*a)* Où elle l'est en vertu des dispositions du paragraphe précédent; et

*b)* Où le tiers serait lui aussi exonéré si les dispositions de ce paragraphe lui étaient appliquées.

 3. L'exonération prévue par le présent article produit effet pendant la durée de l'empêchement.

 4. La partie qui n'a pas exécuté doit avertir l'autre partie de l'empêchement et de ses effets sur sa capacité d'exécuter. Si l'avertissement n'arrive pas à destination dans un délai raisonnable à partir du moment où la partie qui n'a pas exécuté a connu ou aurait dû connaître l'empêchement, celle-ci est tenue à des dommages-intérêts du fait de ce défaut de réception.

 5. Les dispositions du présent article n'interdisent pas à une partie d'exercer tous ses droits autres que celui d'obtenir des dommages-intérêts en vertu de la présente Convention.

**Art. 80** Une partie ne peut pas se prévaloir d'une inexécution par l'autre partie dans la mesure où cette inexécution est due à un acte ou à une omission de sa part.

SECTION 5  ***Effets de la résolution***

**Art. 81** 1. La résolution du contrat libère les deux parties de leurs obligations, sous réserve des dommages-intérêts qui peuvent être dus. Elle n'a pas d'effet sur les stipulations du contrat relatives au règlement des différends ou aux droits et obligations des parties en cas de résolution.

 2. La partie qui a exécuté le contrat totalement ou partiellement peut réclamer restitution à l'autre partie de ce qu'elle a fourni ou payé en exécution du contrat. Si les deux parties sont tenues d'effectuer des restitutions, elles doivent y procéder simultanément.

**Art. 82** 1. L'acheteur perd le droit de déclarer le contrat résolu ou d'exiger du vendeur la livraison de marchandises de remplacement s'il lui est impossible de restituer les marchandises dans un état sensiblement identique à celui dans lequel il les a reçues.

 2. Le paragraphe précédent ne s'applique pas:

*a)* Si l'impossibilité de restituer les marchandises ou de les restituer dans un état sensiblement identique à celui dans lequel l'acheteur les a reçues n'est pas due à un acte ou à une omission de sa part;

*b)* Si les marchandises ont péri ou sont détériorées, en totalité ou en partie, en conséquence de l'examen prescrit à l'article 36; ou

*c)* Si l'acheteur, avant le moment où il a constaté ou aurait dû constater le défaut de conformité, a vendu tout ou partie des marchandises dans le cadre d'une opération commerciale normale ou a consommé ou transformé tout ou partie des marchandises conformément à l'usage normal.

**Art. 83** L'acheteur qui a perdu le droit de déclarer le contrat résolu ou d'exiger du vendeur la livraison de marchandises de remplacement en vertu de l'article 82 conserve le droit de se prévaloir de tous les autres moyens qu'il tient du contrat et de la présente Convention.

**Art. 84** 1. Si le vendeur est tenu de restituer le prix, il doit aussi payer des intérêts sur le montant de ce prix à compter du jour du paiement.

 2. L'acheteur doit au vendeur l'équivalent de tout profit qu'il a retiré des marchandises ou d'une partie de celles-ci:

*a)* Lorsqu'il doit les restituer en tout ou partie, ou

*b)* Lorsqu'il est dans l'impossibilité de restituer tout ou partie des marchandises ou de les restituer en tout ou en partie dans un état sensiblement identique à celui dans lequel il les a reçues et que néanmoins il a déclaré le contrat résolu ou a exigé du vendeur la livraison de marchandises de remplacement.

SECTION 6  ***Conservation des marchandises***

**Art. 85** Lorsque l'acheteur tarde à prendre livraison des marchandises ou qu'il n'en paie pas le prix, alors que le paiement du prix et la livraison doivent se faire simultanément, le vendeur, s'il a les marchandises en sa possession ou sous son contrôle, doit prendre les mesures raisonnables, eu égard aux circonstances, pour en assurer la conservation. Il est fondé à les retenir jusqu'à ce qu'il ait obtenu de l'acheteur le remboursement de ses dépenses raisonnables.

**Art. 86** 1. Si l'acheteur a reçu les marchandises et entend exercer tout droit de les refuser en vertu du contrat ou de la présente Convention, il doit prendre les mesures raisonnables, eu égard aux circonstances, pour en assurer la conservation. Il est fondé à les retenir jusqu'à ce qu'il ait obtenu du vendeur le remboursement de ses dépenses raisonnables.

 2. Si les marchandises expédiées à l'acheteur ont été mises à sa disposition à leur lieu de destination et si l'acheteur exerce le droit de les refuser, il doit en prendre possession pour le compte du vendeur à condition de pouvoir le faire sans paiement du prix et sans inconvénients ou frais déraisonnables. Cette disposition ne s'applique pas si le vendeur est présent au lieu de destination ou s'il y a en ce lieu une personne ayant qualité pour prendre les marchandises en charge pour son compte. Les droits et obligations de l'acheteur qui prend possession des marchandises en vertu du présent paragraphe sont régis par le paragraphe précédent.

**Art. 87** La partie qui est tenue de prendre des mesures pour assurer la conservation des marchandises peut les déposer dans les magasins d'un tiers aux frais de l'autre partie, à condition que les frais qui en résultent ne soient pas déraisonnables.

**Art. 88** 1. La partie qui doit assurer la conservation des marchandises conformément aux articles 85 ou 86 peut les vendre par tous moyens appropriés si l'autre partie a apporté un retard déraisonnable à prendre possession des marchandises ou à les reprendre ou à payer le prix ou les frais de leur conservation, sous réserve de notifier à cette autre partie, dans des conditions raisonnables, son intention de vendre.

 2. Lorsque les marchandises sont sujettes à une détérioration rapide ou lorsque leur conservation entraînerait des frais déraisonnables, la partie qui est tenue d'assurer la conservation des marchandises conformément aux articles 85 ou 86 doit raisonnablement s'employer à les vendre. Dans la mesure du possible, elle doit notifier à l'autre partie son intention de vendre.

 3. La partie qui vend les marchandises a le droit de retenir sur le produit de la vente un montant égal aux frais raisonnables de conservation et de vente des marchandises. Elle doit le surplus à l'autre partie.

QUATRIÈME PARTIE  **DISPOSITIONS FINALES**

**Art. 90** La présente Convention ne prévaut pas sur un accord international déjà conclu ou à conclure qui contient des dispositions concernant les matières régies par la présente Convention, à condition que les parties au contrat aient leur établissement dans des États parties à cet Accord.

**Art. 100** 1. La présente Convention s'applique à la formation des contrats conclus à la suite d'une proposition intervenue après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard des États contractants visés à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 1er ou de l'État contractant visé à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 1er.

 2. La présente Convention s'applique uniquement aux contrats conclus après son entrée en vigueur à l'égard des États contractants visés à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 1er ou de l'État contractant visé à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 1er.

**Convention européenne de Luxembourg du 20 mai 1980,**

*Sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants.*

*La présente convention est entrée en vigueur le 1er sept. 1983.*

Les États membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Reconnaissant que dans les États membres du Conseil de l'Europe la prise en considération de l'intérêt de l'enfant est d'une importance décisive en matière de décisions concernant sa garde;

Considérant que l'institution de mesures destinées à faciliter la reconnaissance et l'exécution des décisions concernant la garde d'un enfant aura pour effet d'assurer une meilleure protection de l'intérêt des enfants;

Estimant souhaitable, dans ce but, de souligner que le droit de visite des parents est le corollaire normal du droit de garde;

Constatant le nombre croissant de cas où des enfants ont été déplacés sans droit à travers une frontière internationale et les difficultés rencontrées pour résoudre de manière adéquate les problèmes soulevés par ces cas;

Désireux d'introduire des dispositions appropriées permettant le rétablissement de la garde des enfants lorsque cette garde a été arbitrairement interrompue;

Convaincus de l'opportunité de prendre, à cet effet, des mesures adaptées aux différents besoins et aux différentes circonstances;

Désireux d'établir des relations de coopération judiciaire entre leurs autorités,

sont convenus de ce qui suit:

**Art. 1er** Aux fins de la présente Convention, on entend par:

*a)* «enfant» une personne, quelle que soit sa nationalité, pour autant qu'elle n'a pas encore atteint l'âge de seize ans et qu'elle n'a pas le droit de fixer elle-même sa résidence selon la loi de sa résidence habituelle ou de sa nationalité ou selon la loi interne de l'État requis;

*b)* «autorité» toute autorité judiciaire ou administrative;

*c)* «décision relative à la garde» toute décision d'une autorité dans la mesure où elle statue sur le soin de la personne de l'enfant, y compris le droit de fixer sa résidence, ainsi que sur le droit de visite;

*d)* «déplacement sans droit» le déplacement d'un enfant à travers une frontière internationale en violation d'une décision relative à sa garde rendue dans un État contractant et exécutoire dans un tel État; est aussi considéré comme un déplacement sans droit:

 i. le non-retour d'un enfant à travers une frontière internationale, à l'issue de la période d'exercice d'un droit de visite relatif à cet enfant ou à l'issue de tout autre séjour temporaire dans un territoire autre que celui dans lequel s'exerce la garde;

 ii. un déplacement déclaré ultérieurement comme illicite au sens de l'article 12.

TITRE I  **AUTORITÉS CENTRALES**

**Art. 2** 1. Chaque État contractant désignera une autorité centrale qui exercera les fonctions prévues dans la présente Convention.

 2. Les États fédéraux et les États dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs autorités centrales dont ils déterminent les compétences.

 3. Toute désignation effectuée en application du présent article doit être notifiée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

**Art. 3** 1. Les autorités centrales des États contractants doivent coopérer entre elles et promouvoir une concertation entre les autorités compétentes de leurs pays respectifs. Elles doivent agir avec toute la diligence nécessaire.

 2. En vue de faciliter la mise en œuvre de la présente Convention, les autorités centrales des États contractants:

*a)* Assurent la transmission des demandes de renseignements émanant des autorités compétentes et qui concernent des points de droit ou de fait relatifs à des procédures en cours;

*b)* Se communiquent réciproquement sur leur demande des renseignements concernant leur droit relatif à la garde des enfants et son évolution;

*c)* Se tiennent mutuellement informées des difficultés susceptibles de s'élever à l'occasion de l'application de la Convention et s'emploient, dans toute la mesure du possible, à lever les obstacles à son application.

**Art. 4** 1. Toute personne qui a obtenu dans un État contractant une décision relative à la garde d'un enfant et qui désire dans un autre État contractant la reconnaissance ou l'exécution de cette décision peut s'adresser, à cette fin, par requête, à l'autorité centrale de tout État contractant.

 2. La requête doit être accompagnée des documents mentionnés à l'article 13.

 3. L'autorité centrale saisie, si elle est autre que l'autorité centrale de l'État requis, transmet les documents à cette dernière par voie directe et sans délai.

 4. L'autorité centrale saisie peut refuser son intervention lorsqu'il est manifeste que les conditions requises par la présente Convention ne sont pas remplies.

 5. L'autorité centrale saisie informe sans délai le demandeur des suites de sa demande.

**Art. 5** 1. L'autorité centrale de l'État requis prend ou fait prendre dans les plus brefs délais toutes dispositions qu'elle juge appropriées, en saisissant, le cas échéant, ses autorités compétentes, pour:

*a)* Retrouver le lieu où se trouve l'enfant;

*b)* Éviter, notamment par les mesures provisoires nécessaires, que les intérêts de l'enfant ou du demandeur ne soient lésés;

*c)* Assurer la reconnaissance ou l'exécution de la décision;

*d)* Assurer la remise de l'enfant au demandeur lorsque l'exécution de la décision est accordée;

*e)* Informer l'autorité requérante des mesures prises et des suites données.

 2. Lorsque l'autorité centrale de l'État requis a des raisons de croire que l'enfant se trouve dans le territoire d'un autre État contractant, elle transmet les documents à l'autorité centrale de cet État, par voie directe et sans délai.

 3. À l'exception des frais de rapatriement, chaque État contractant s'engage à n'exiger du demandeur aucun paiement pour toute mesure prise pour le compte de celui-ci en vertu du paragraphe 1 du présent article par l'autorité centrale de cet État, y compris les frais et dépens du procès et, lorsque c'est le cas, les frais entraînés par la participation d'un avocat.

 4. Si la reconnaissance ou l'exécution est refusée et si l'autorité centrale de l'État requis estime devoir donner suite à la demande du requérant dans cet État une action au fonds, cette autorité met tout en œuvre pour assurer la représentation du requérant dans cette procédure dans des conditions non moins favorables que celles dont peut bénéficier une personne qui est résidente et ressortissante de cet État et, à cet effet, elle peut notamment saisir ses autorités compétentes.

**Art. 6** 1. Sous réserve des arrangements particuliers conclus entre les autorités centrales intéressées et des dispositions du paragraphe 3 du présent article:

*a)* Les communications adressées à l'autorité centrale de l'État requis sont rédigées dans la langue ou dans l'une des langues officielles de cet État ou accompagnées d'une traduction dans cette langue;

*b)* L'autorité centrale de l'État requis doit néanmoins accepter les communications rédigées en langue française ou anglaise ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues.

 2. Les communications émanant de l'autorité centrale de l'État requis, y compris les résultats des enquêtes effectuées, peuvent être rédigées dans la ou dans l'une des langues officielles de cet État ou en français ou en anglais.

 3. Tout État contractant peut exclure l'application en tout ou en partie des dispositions du paragraphe 1, *b,* du présent article. Lorsqu'un État contractant a fait cette réserve, tout autre État contractant peut également l'appliquer à l'égard de cet État.

TITRE II  **RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION DES DÉCISIONS ET RÉTABLISSEMENT DE LA GARDE DES ENFANTS**

**Art. 7** Les décisions relatives à la garde rendues dans un État contractant sont reconnues et, lorsqu'elles sont exécutoires dans l'État d'origine, elles sont mises à exécution dans tout autre État contractant.

**Art. 8** 1. En cas de déplacement sans droit, l'autorité centrale de l'État requis fera procéder immédiatement à la restitution de l'enfant:

*a)* Lorsqu'au moment de l'introduction de l'instance dans l'État où la décision a été rendue ou à la date du déplacement sans droit, si celui-ci a eu lieu antérieurement, l'enfant ainsi que ses parents avaient la seule nationalité de cet État et que l'enfant avait sa résidence habituelle sur le territoire dudit État, et

*b)* Qu'une autorité centrale a été saisie de la demande de restitution dans un délai de six mois à partir du déplacement sans droit.

 2. Si, conformément à la loi de l'État requis, il ne peut être satisfait aux prescriptions du paragraphe 1 du présent article sans l'intervention d'une autorité judiciaire, aucun des motifs de refus prévus dans la présente Convention ne s'appliquera dans la procédure judiciaire.

 3. Si un accord homologué par une autorité compétente est intervenu entre la personne qui a la garde de l'enfant et une autre personne pour accorder à celle-ci un droit de visite et qu'à l'expiration de la période convenue l'enfant, ayant été emmené à l'étranger, n'a pas été restitué à la personne qui en avait la garde, il est procédé au rétablissement du droit de garde conformément aux paragraphes 1 *b* et 2 du présent article. Il en est de même en cas de décision de l'autorité compétente accordant ce même droit à une personne qui n'a pas la garde de l'enfant.

**Art. 9** 1. Dans les cas de déplacement sans droit autres que ceux prévus à l'article 8 et si une autorité centrale a été saisie dans un délai de six mois à partir du déplacement, la reconnaissance et l'exécution ne peuvent être refusées que:

*a)* Si, lorsqu'il s'agit d'une décision rendue en l'absence du défendeur ou de son représentant légal, l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur régulièrement et en temps utile pour qu'il puisse se défendre; toutefois, cette absence de signification ou de notification ne saurait constituer une cause de refus de reconnaissance ou d'exécution lorsque la signification ou la notification n'a pas eu lieu parce que le défendeur a dissimulé l'endroit où il se trouve à la personne qui a engagé l'instance dans l'État d'origine;

*b)* Si, lorsqu'il s'agit d'une décision rendue en l'absence du défendeur ou de son représentant légal, la compétence de l'autorité qui l'a rendue n'est pas fondée:

 i. sur la résidence habituelle du défendeur, ou

 ii. sur la dernière résidence habituelle commune des parents de l'enfant autant que l'un d'eux y réside encore habituellement, ou

 iii. sur la résidence habituelle de l'enfant;

*c)* Si la décision est incompatible avec une décision relative à la garde devenue exécutoire dans l'État requis avant le déplacement de l'enfant, à moins que l'enfant n'ait eu sa résidence habituelle sur le territoire de l'État requérant dans l'année précédant son déplacement.

 2. Si aucune autorité centrale n'a été saisie, les dispositions du paragraphe 1 du présent article sont également applicables lorsque la reconnaissance et l'exécution sont demandées dans un délai de six mois à partir du déplacement sans droit.

 3. En aucun cas la décision ne peut faire l'objet d'un examen au fond.

**Art. 10** 1. Dans les cas autres que ceux visés aux articles 8 et 9, la reconnaissance ainsi que l'exécution peuvent être refusées non seulement pour les motifs prévus à l'article 9, mais en outre pour l'un des motifs suivants:

*a)* S'il est constaté que les effets de la décision sont manifestement incompatibles avec les principes fondamentaux du droit régissant la famille et les enfants dans l'État requis;

*b)* S'il est constaté qu'en raison de changements de circonstances incluant l'écoulement du temps mais excluant le seul changement de résidence de l'enfant à la suite d'un déplacement sans droit, les effets de la décision d'origine ne sont manifestement plus conformes à l'intérêt de l'enfant;

*c)* Si, au moment de l'introduction de l'instance dans l'État d'origine:

 i. l'enfant avait la nationalité de l'État requis ou sa résidence habituelle dans cet État alors qu'aucun de ces liens de rattachement n'existait avec l'État d'origine;

 ii. l'enfant avait à la fois la nationalité de l'État d'origine et de l'État requis et sa résidence habituelle dans l'État requis;

*d)* Si la décision est incompatible avec une décision rendue, soit dans l'État requis, soit dans un État tiers tout en étant exécutoire dans l'État requis, à la suite d'une procédure engagée avant l'introduction de la demande de reconnaissance ou d'exécution, et si le refus est conforme à l'intérêt de l'enfant.

 2. Dans les mêmes cas, la procédure en reconnaissance ainsi que la procédure en exécution peuvent être suspendues pour l'un des motifs suivants:

*a)* Si la décision d'origine fait l'objet d'un recours ordinaire;

*b)* Si une procédure concernant la garde de l'enfant, engagée avant que la procédure dans l'État d'origine n'ait été introduite, est pendante dans l'État requis;

*c)* Si une autre décision relative à la garde de l'enfant fait l'objet d'une procédure d'exécution ou de toute autre procédure relative à la reconnaissance de cette décision.

**Art. 11** 1. Les décisions sur le droit de visite et les dispositions des décisions relatives à la garde qui portent sur le droit de visite sont reconnues et mises à exécution dans les mêmes conditions que les autres décisions relatives à la garde.

 2. Toutefois, l'autorité compétente de l'État requis peut fixer les modalités de la mise en œuvre et de l'exercice du droit de visite compte tenu notamment des engagements pris par les parties à ce sujet.

 3. Lorsqu'il n'a pas été statué sur le droit de visite ou lorsque la reconnaissance ou l'exécution de la décision relative à la garde est refusée, l'autorité centrale de l'État requis peut saisir ses autorités compétentes pour statuer sur le droit de visite, à la demande de la personne invoquant ce droit.

**Art. 12** Lorsqu'à la date à laquelle l'enfant est déplacé à travers une frontière internationale il n'existe pas de décision exécutoire sur sa garde rendue dans un État contractant, les dispositions de la présente Convention s'appliquent à toute décision ultérieure relative à la garde de cet enfant et déclarant le déplacement illicite, rendue dans un État contractant à la demande de toute personne intéressée.

TITRE III  **PROCÉDURE**

**Art. 13** 1. La demande tendant à la reconnaissance ou l'exécution dans un autre État contractant d'une décision relative à la garde doit être accompagnée:

*a)* D'un document habilitant l'autorité centrale de l'État requis à agir au nom du requérant ou à désigner à cette fin un autre représentant;

*b)* D'une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité;

*c)* Lorsqu'il s'agit d'une décision rendue en l'absence du défendeur ou de son représentant légal, de tout document de nature à établir que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été régulièrement signifié ou notifié au défendeur;

*d)* Le cas échéant, de tout document de nature à établir que, selon la loi de l'État d'origine, la décision est exécutoire;

*e)* Si possible, d'un exposé indiquant le lieu où pourrait se trouver l'enfant dans l'État requis;

*f)* De propositions sur les modalités du rétablissement de la garde de l'enfant.

 2. Les documents mentionnés ci-dessus doivent, le cas échéant, être accompagnés d'une traduction selon les règles établies à l'article 6.

**Art. 14** Tout État contractant applique à la reconnaissance et à l'exécution d'une décision relative à la garde une procédure simple et rapide. À cette fin, il veille à ce que la demande d'exequatur puisse être introduite sur simple requête.

**Art. 15** 1. Avant de statuer sur l'application du paragraphe 1, *b* de l'article 10, l'autorité relevant de l'État requis:

*a)* Doit prendre connaissance du point de vue de l'enfant, à moins qu'il n'y ait une impossibilité pratique, eu égard notamment à l'âge et à la capacité de discernement de celui-ci; et

*b)* Peut demander que des enquêtes appropriées soient effectuées.

 2. Les frais des enquêtes effectuées dans un État contractant sont à la charge de l'État dans lequel elles ont été effectuées.

 3. Les demandes d'enquête et leurs résultats peuvent être adressés à l'autorité concernée par l'intermédiaire des autorités centrales.

**Art. 16** Aux fins de la présente Convention, aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

TITRE IV  **RÉSERVES**

**Art. 17** 1. Tout État contractant peut faire la réserve selon laquelle, dans les cas prévus aux articles 8 et 9 de l'un de ces articles, la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives à la garde pourront être refusées pour ceux des motifs prévus à l'article 10 qui seront indiqués dans la réserve.

 2. La reconnaissance et l'exécution des décisions rendues dans un État contractant ayant fait la réserve prévue au paragraphe 1 du présent article peuvent être refusées dans tout autre État contractant pour l'un des motifs additionnels indiqués dans cette réserve.

**Art. 18** Tout État contractant peut faire la réserve selon laquelle il n'est pas lié par les dispositions de l'article 12. Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas aux décisions visées à l'article 12 qui ont été rendues dans un État contractant qui a fait cette réserve.

TITRE V  **AUTRES INSTRUMENTS**

**Art. 19** La présente Convention n'empêche pas qu'un autre instrument international liant l'État d'origine et l'État requis ou le droit non conventionnel de l'État requis soient invoqués pour obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'une décision.

**Art. 20** 1. La présente Convention ne porte pas atteinte aux engagements qu'un État contractant peut avoir à l'égard d'un État non contractant en vertu d'un instrument international portant sur des matières régies par la présente Convention.

 2. Lorsque deux ou plusieurs États contractants ont établi ou viennent à établir une législation uniforme dans le domaine de la garde des enfants ou un système particulier de reconnaissance ou d'exécution des décisions dans ce domaine, ils auront la faculté d'appliquer entre eux cette législation ou ce système à la place de la présente Convention ou de toute partie de celle-ci. Pour se prévaloir de cette disposition, ces États devront notifier leur décision au Secrétaire général du Conseil de l'Europe. Toute modification ou révocation de cette décision doit également être notifiée.

TITRE VI  **CLAUSES FINALES**

Déclaration et réserve faite par le Gouvernement français:

*Déclaration:*

  — Que conformément aux dispositions de l'article 2, le Ministère de la Justice, Bureau de l'Entraide Judiciaire Internationale (13, place Vendôme, 75001 Paris) est désigné comme Autorité centrale;

**RÉSERVE:**

  — Que conformément aux dispositions des articles 27 et 17, il fait la réserve selon laquelle dans les cas prévus aux articles 8 et 9, la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives à la garde pourront être refusées pour ceux des motifs prévus à l'article 10 de la Convention.

**Convention de Rome du 19 juin 1980,**

*Sur la loi applicable aux obligations contractuelles (ensemble un protocole et deux déclarations communes).*

*La présente convention est entrée en vigueur le 1er avr. 1991.*

**Convention de La Haye du 25 octobre 1980,**

*Sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.*

*La présente convention est entrée en vigueur le 1er déc. 1983.*Les États signataires de la présente Convention,   
Profondément convaincus que l'intérêt de l'enfant est d'une importance primordiale pour toute question relative à sa garde,   
Désirant protéger l'enfant, sur le plan international, contre les effets nuisibles d'un déplacement ou d'un non-retour illicites et établir des procédures en vue de garantir le retour immédiat de l'enfant dans l'État de sa résidence habituelle, ainsi que d'assurer la protection du droit de visite,   
ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I  ***CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION***

**Art. 1er** La présente Convention a pour objet:

*a)* D'assurer le retour immédiat des enfants déplacés ou retenus illicitement dans tout État contractant;

*b)* De faire respecter effectivement dans les autres États contractants les droits de garde et de visite existant dans un État contractant.

**Art. 2** Les États contractants prennent toutes mesures appropriées pour assurer, dans les limites de leur territoire, la réalisation des objectifs de la Convention. À cet effet, ils doivent recourir à leurs procédures d'urgence.

**Art. 3** Le déplacement ou le non-retour d'un enfant est considéré comme illicite:

*a)* Lorsqu'il a lieu en violation d'un droit de garde, attribué à une personne, une institution ou tout autre organisme, seul ou conjointement, par le droit de l'État dans lequel l'enfant avait sa résidence habituelle immédiatement avant son déplacement ou son non-retour; et

*b)* Que ce droit était exercé de façon effective seul ou conjointement, au moment du déplacement ou du non-retour, ou l'eût été si de tels événements n'étaient survenus.

 Le droit de garde visé en *a* peut notamment résulter d'une attribution de plein droit, d'une décision judiciaire ou administrative, ou d'un accord en vigueur selon le droit de cet État.

**Art. 4** La Convention s'applique à tout enfant qui avait sa résidence habituelle dans un État contractant immédiatement avant l'atteinte aux droits de garde ou de visite. L'application de la Convention cesse lorsque l'enfant parvient à l'âge de seize ans.

**Art. 5** Au sens de la présente Convention:

*a)* Le «droit de garde» comprend le droit portant sur les soins de la personne de l'enfant et en particulier celui de décider de son lieu de résidence;

*b)* Le «droit de visite» comprend le droit d'emmener l'enfant pour une période limitée dans un lieu autre que celui de sa résidence habituelle.

CHAPITRE II  ***AUTORITÉS CENTRALES***

**Art. 6** Chaque État contractant désigne une autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

 Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des organisations territoriales autonomes, est libre de désigner plus d'une autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale des pouvoirs de chacune de ces autorités. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'autorité centrale à laquelle les demandes peuvent être adressées en vue de leur transmission à l'autorité centrale compétente au sein de cet État.

**Art. 7** Les autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes dans leurs États respectifs, pour assurer le retour immédiat des enfants et réaliser les autres objectifs de la présente Convention.

 En particulier, soit directement, soit avec le concours de tout intermédiaire, elles doivent prendre toutes les mesures appropriées:

*a)* Pour localiser un enfant déplacé ou retenu illicitement;

*b)* Pour prévenir de nouveaux dangers pour l'enfant ou des préjudices pour les parties concernées, en prenant ou en faisant prendre des mesures provisoires;

*c)* Pour assurer la remise volontaire de l'enfant ou faciliter une solution amiable;

*d)* Pour échanger, si cela s'avère utile, des informations relatives à la situation sociale de l'enfant;

*e)* Pour fournir des informations générales concernant le droit de leur État relatives à l'application de la Convention;

*f)* Pour introduire ou favoriser l'ouverture d'une procédure judiciaire ou administrative, afin d'obtenir le retour de l'enfant et, le cas échéant, de permettre l'organisation ou l'exercice effectif du droit de visite;

*g)* Pour accorder ou faciliter, le cas échéant, l'obtention de l'assistance judiciaire et juridique, y compris la participation d'un avocat;

*h)* Pour assurer, sur le plan administratif, si nécessaire et opportun, le retour sans danger de l'enfant;

*i)* Pour se tenir mutuellement informées sur le fonctionnement de la Convention et, autant que possible, lever les obstacles éventuellement rencontrés lors de son application.

CHAPITRE III  ***RETOUR DE L'ENFANT***

**Art. 8** La personne, l'institution ou l'organisme qui prétend qu'un enfant a été déplacé ou retenu en violation d'un droit de garde peut saisir soit l'autorité centrale de la résidence habituelle de l'enfant, soit celle de tout autre État contractant, pour que celles-ci prêtent leur assistance en vue d'assurer le retour de l'enfant.

 La demande doit contenir:

*a)* Des informations portant sur l'identité du demandeur, de l'enfant et de la personne dont il est allégué qu'elle a emmené ou retenu l'enfant;

*b)* La date de naissance de l'enfant, s'il est possible de se la procurer;

*c)* Les motifs sur lesquels se base le demandeur pour réclamer le retour de l'enfant;

*d)* Toutes informations disponibles concernant la localisation de l'enfant et l'identité de la personne avec laquelle l'enfant est présumé se trouver.

 La demande peut être accompagnée ou complétée par:

*e)* Une copie authentifiée de toute décision ou de tout accord utiles;

*f)* Une attestation ou une déclaration avec affirmation émanant de l'autorité centrale, ou d'une autre autorité compétente de l'État de la résidence habituelle, ou d'une personne qualifiée, concernant le droit de l'État en la matière;

*g)* Tout autre document utile.

**Art. 9** Quand l'autorité centrale qui est saisie d'une demande en vertu de l'article 8 a des raisons de penser que l'enfant se trouve dans un autre État contractant, elle transmet la demande directement et sans délai à l'autorité centrale de cet État contractant et en informe l'autorité centrale requérante ou, le cas échéant, le demandeur.

**Art. 10** L'autorité centrale de l'État où se trouve l'enfant prendra ou fera prendre toute mesure propre à assurer sa remise volontaire.

**Art. 11** Les autorités judiciaires ou administratives de tout État contractant doivent procéder d'urgence en vue du retour de l'enfant.

 Lorsque l'autorité judiciaire ou administrative saisie n'a pas statué dans un délai de six semaines à partir de sa saisine, le demandeur ou l'autorité centrale de l'État requis, de sa propre initiative ou sur requête de l'autorité centrale de l'État requérant, peut demander une déclaration sur les raisons de ce retard. Si la réponse est reçue par l'autorité centrale de l'État requis, cette autorité doit la transmettre à l'autorité centrale de l'État requérant ou, le cas échéant, au demandeur.

**Art. 12** Lorsqu'un enfant a été déplacé ou retenu illicitement au sens de l'article 3 et qu'une période de moins d'un an s'est écoulée à partir du déplacement ou du non-retour au moment de l'introduction de la demande devant l'autorité judiciaire ou administrative de l'État contractant où se trouve l'enfant, l'autorité saisie ordonne son retour immédiat.

 L'autorité judiciaire ou administrative, même saisie après l'expiration de la période d'un an prévue à l'alinéa précédent, doit aussi ordonner le retour de l'enfant, à moins qu'il ne soit établi que l'enfant s'est intégré dans son nouveau milieu.

 Lorsque l'autorité judiciaire ou administrative de l'État requis a des raisons de croire que l'enfant a été emmené dans un autre État, elle peut suspendre la procédure ou rejeter la demande de retour de l'enfant.

**Art. 13** Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'autorité judiciaire ou administrative de l'État requis n'est pas tenue d'ordonner le retour de l'enfant, lorsque la personne, l'institution ou l'organisme qui s'oppose à son retour établit:

*a)* Que la personne, l'institution ou l'organisme qui avait le soin de la personne de l'enfant n'exerçait pas effectivement le droit de garde à l'époque du déplacement ou du non-retour, ou avait consenti ou a acquiescé postérieurement à ce déplacement ou à ce non-retour; ou

*b)* Qu'il existe un risque grave que le retour de l'enfant ne l'expose à un danger physique ou psychique, ou de toute autre manière ne le place dans une situation intolérable.

 L'autorité judiciaire ou administrative peut aussi refuser d'ordonner le retour de l'enfant si elle constate que celui-ci s'oppose à son retour et qu'il a atteint un âge et une maturité où il se révèle approprié de tenir compte de cette opinion.

 Dans l'appréciation des circonstances visées dans cet article, les autorités judiciaires ou administratives doivent tenir compte des informations fournies par l'autorité centrale ou toute autre autorité compétente de l'État de la résidence habituelle de l'enfant sur sa situation sociale.

**Art. 14** Pour déterminer l'existence d'un déplacement ou d'un non-retour illicite au sens de l'article 3, l'autorité judiciaire ou administrative de l'État requis peut tenir compte directement du droit et des décisions judiciaires ou administratives reconnues formellement ou non dans l'État de la résidence habituelle de l'enfant, sans avoir recours aux procédures spécifiques sur la preuve de ce droit ou pour la reconnaissance des décisions étrangères qui seraient autrement applicables.

**Art. 15** Les autorités judiciaires ou administratives d'un État contractant peuvent, avant d'ordonner le retour de l'enfant, demander la production par le demandeur d'une décision ou d'une attestation émanant des autorités de l'État de la résidence habituelle de l'enfant constatant que le déplacement ou le non-retour était illicite au sens de l'article 3 de la Convention, dans la mesure où cette décision ou cette attestation peut être obtenue dans cet État. Les autorités centrales des États contractants assistent dans la mesure du possible le demandeur pour obtenir une telle décision ou attestation.

**Art. 16** Après avoir été informées du déplacement illicite d'un enfant ou de son non-retour dans le cadre de l'article 3, les autorités judiciaires ou administratives de l'État contractant où l'enfant a été déplacé ou retenu ne pourront statuer sur le fond du droit de garde jusqu'à ce qu'il soit établi que les conditions de la présente Convention pour un retour de l'enfant ne sont pas réunies, ou jusqu'à ce qu'une période raisonnable ne se soit écoulée sans qu'une demande en application de la Convention n'ait été faite.

**Art. 17** Le seul fait qu'une décision relative à la garde ait été rendue ou soit susceptible d'être reconnue dans l'État requis ne peut justifier le refus de renvoyer l'enfant dans le cadre de cette Convention, mais les autorités judiciaires ou administratives de l'État requis peuvent prendre en considération les motifs de cette décision qui rentreraient dans le cadre de l'application de la Convention.

**Art. 18** Les dispositions de ce chapitre ne limitent pas le pouvoir de l'autorité judiciaire ou administrative d'ordonner le retour de l'enfant à tout moment.

**Art. 19** Une décision sur le retour de l'enfant rendue dans le cadre de la Convention n'affecte pas le fond du droit de garde.

**Art. 20** Le retour de l'enfant conformément aux dispositions de l'article 2 peut être refusé quand il ne serait pas permis par des principes fondamentaux de l'État requis sur la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

CHAPITRE IV  ***DROIT DE VISITE***

**Art. 21** Une demande visant l'organisation ou la protection de l'exercice effectif d'un droit de visite peut être adressée à l'autorité centrale d'un État contractant selon les mêmes modalités qu'une demande visant au retour de l'enfant.

 Les autorités centrales sont liées par les obligations de coopération visées à l'article 7 pour assurer l'exercice paisible du droit de visite et l'accomplissement de toute condition à laquelle l'exercice de ce droit serait soumis, et pour que soient levées, dans toute la mesure du possible, les obstacles de nature à s'y opposer.

 Les autorités centrales soit directement, soit par des intermédiaires, peuvent entamer ou favoriser une procédure légale en vue d'organiser ou de protéger le droit de visite et les conditions auxquelles l'exercice de ce droit pourrait être soumis.

CHAPITRE V  ***DISPOSITIONS GÉNÉRALES***

**Art. 22** Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais et dépens dans le contexte des procédures judiciaires ou administratives visées par la Convention.

**Art. 23** Aucune légalisation ni formalité similaire ne sera requise dans le contexte de la Convention.

**Art. 24** Toute demande, communication ou autre document sont envoyés dans leur langue originale à l'autorité centrale de l'État requis et accompagnés d'une traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de cet État ou, lorsque cette traduction est difficilement réalisable, d'une traduction en français ou en anglais.

 Toutefois, un État contractant pourra, en faisant la réserve prévue à l'article 42, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais, dans toute demande, communication ou autre document adressés à son autorité centrale.

**Art. 25** Les ressortissants d'un État contractant et les personnes qui résident habituellement dans cet État auront droit, pour tout ce qui concerne l'application de la Convention, à l'assistance judiciaire et juridique dans tout autre État contractant, dans les mêmes conditions que s'ils étaient eux-mêmes ressortissants de cet autre État et y résidaient habituellement.

**Art. 26** Chaque autorité centrale supportera ses propres frais en appliquant la Convention.

 L'autorité centrale et les autres services publics des États contractants n'imposeront aucun frais en relation avec les demandes introduites en application de la Convention. Notamment, ils ne peuvent réclamer du demandeur le paiement des frais et dépens du procès ou, éventuellement, des frais entraînés par la participation d'un avocat. Cependant, ils peuvent demander le paiement des dépenses causées ou qui seraient causées par les opérations liées au retour de l'enfant.

 Toutefois, un État contractant pourra, en faisant la réserve prévue à l'article 42, déclarer qu'il n'est tenu au paiement des frais visés à l'alinéa précédent, liés à la participation d'un avocat ou d'un conseiller juridique, ou aux frais de justice, que dans la mesure où ces coûts peuvent être couverts par son système d'assistance judiciaire et juridique.

 En ordonnant le retour de l'enfant ou en statuant sur le droit de visite dans le cadre de la Convention, l'autorité judiciaire ou administrative peut, le cas échéant, mettre à la charge de la personne qui a déplacé ou qui a retenu l'enfant, ou qui a empêché l'exercice du droit de visite, le paiement de tous frais nécessaires engagés par le demandeur ou en son nom, notamment des frais de voyage, des frais de représentation judiciaire du demandeur et de retour de l'enfant, ainsi que de tous les coûts et dépenses faits pour localiser l'enfant.

**Art. 27** Lorsqu'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies ou que la demande n'est pas fondée, une autorité centrale n'est pas tenue d'accepter une telle demande. En ce cas, elle informe immédiatement de ses motifs le demandeur ou, le cas échéant, l'autorité centrale qui lui a transmis la demande.

**Art. 28** Une autorité centrale peut exiger que la demande soit accompagnée d'une autorisation par écrit lui donnant le pouvoir d'agir pour le compte du demandeur, ou de désigner un représentant habilité à agir en son nom.

**Art. 29** La Convention ne fait pas obstacle à la faculté pour la personne, l'institution ou l'organisme qui prétend qu'il y a eu une violation du droit de garde ou de visite au sens des articles 3 ou 21 de s'adresser directement aux autorités judiciaires ou administratives des États contractants, par application ou non des dispositions de la Convention.

**Art. 30** Toute demande, soumise à l'autorité centrale ou directement aux autorités judiciaires ou administratives d'un État contractant par application de la Convention, ainsi que tout document ou information qui y serait annexé ou fourni par une autorité centrale, seront recevables devant les tribunaux ou les autorités administratives des États contractants.

**Art. 31** Au regard d'un État qui connaît en matière de garde des enfants deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes:

*a)* Toute référence à la résidence habituelle dans cet État vise la résidence habituelle dans une unité territoriale de cet État;

*b)* Toute référence à la loi de l'État de la résidence habituelle vise la loi de l'unité territoriale dans laquelle l'enfant a sa résidence habituelle.

**Art. 32** Au regard d'un État connaissant en matière de garde des enfants deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet État vise le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

**Art. 33** Un État dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière de garde des enfants ne sera pas tenu d'appliquer la Convention lorsqu'un État dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu de l'appliquer.

**Art. 34** Dans les matières auxquelles elle s'applique, la Convention prévaut sur la Convention du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs, entre les États parties aux deux Conventions. Par ailleurs, la présente Convention n'empêche pas qu'un autre instrument international liant l'État d'origine et l'État requis, ni que le droit non conventionnel de l'État requis, ne soient invoqués pour obtenir le retour d'un enfant qui a été déplacé ou retenu illicitement ou pour organiser le droit de visite.

**Art. 35** La Convention ne s'applique entre les États contractants qu'aux enlèvements ou aux non-retours illicites qui se sont produits après son entrée en vigueur dans ces États.

 Si une déclaration a été faite conformément aux articles 39 ou 40, la référence à un État contractant faite à l'alinéa précédent signifie l'unité ou les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

**Art. 36** Rien dans la Convention n'empêche deux ou plusieurs États contractants, afin de limiter les restrictions auxquelles le retour de l'enfant peut être soumis, de convenir entre eux de déroger à celles de ses dispositions qui peuvent impliquer de telles restrictions.

CHAPITRE VI  ***CLAUSES FINALES***

**Convention franco-algérienne du 21 juin 1988,**

*Relative aux enfants issus de couples mixtes séparés franco-algériens.*

*La présente convention est entrée en vigueur le 1er août 1988.*Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire,   
— désireux de renforcer leur coopération judiciaire;   
— soucieux d'assurer une meilleure protection de la personne des enfants issus de couples mixtes séparés et leur libre circulation entre les deux pays;   
— convaincus de la nécessité de sauvegarder en priorité l'intérêt de ces enfants;   
— conscients de ce que l'intérêt de l'enfant commande que celui-ci puisse conserver des relations paisibles et régulières avec ses parents séparés, où qu'ils résident,   
sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I  ***DISPOSITIONS GÉNÉRALES***

**Art. 1er** Les ministères de la justice sont désignés comme autorités centrales chargées de satisfaire aux obligations définies dans la présente convention. À cet effet, les autorités centrales communiquent directement entre elles et leur intervention est gratuite. Elles s'engagent à promouvoir, en matière de protection des mineurs, la coopération des autorités compétentes.

**Art. 2** L'autorité centrale de chacun des deux États doit prendre, sur demande de l'autorité centrale de l'autre État, toutes les mesures appropriées pour:

*a)* Rechercher le lieu où se trouve l'enfant en cause;

*b)* Fournir des informations relatives à la situation sociale de l'enfant ou relatives à une procédure judiciaire le concernant en adressant notamment copies des décisions judiciaires intervenues;

*c)* Faciliter toute solution amiable pouvant assurer la remise ou la visite de l'enfant;

*d)* Favoriser l'organisation ou l'exercice effectif du droit de visite;

*e)* Assurer la remise de l'enfant au demandeur lorsque l'exécution de la décision est accordée;

*f)* Informer l'autorité centrale requérante des mesures prises et des suites données;

*g)* Faciliter l'exercice effectif du droit de visite accordé à un ressortissant de l'autre État sur son territoire ou à partir de son territoire.

**Art. 3** Pour l'application de la présente convention, les parties jouiront de plein droit sur le territoire de chacun des deux États de l'assistance judiciaire sans considération de ressources.

**Art. 4** 1o Les mesures de protection judiciaires ou administratives concernant la personne d'un mineur ressortissant exclusif de l'un des deux États sont prises après consultation du consulat compétent de cet État.

 2o Sont portées, dès qu'elles sont prises, à la connaissance du consulat territorialement compétent les mesures de protection judiciaires ou administratives concernant la personne d'un mineur né d'un ressortissant exclusif de l'un des deux États.

CHAPITRE II  ***MAINTIEN DES RELATIONS DE L'ENFANT AVEC LES DEUX PARENTS***

**Art. 5** Pour le besoin de la présente convention est considérée comme compétente la juridiction du lieu du domicile conjugal entendu comme lieu de vie familiale commune.

**Art. 6** Les parties contractantes s'engagent à garantir aux conjoints séparés l'exercice effectif du droit de visite interne et transfrontière.

 Toute décision judiciaire rendue par les juridictions des parties contractantes et statuant sur la garde de l'enfant attribue un droit de visite y compris transfrontière à l'autre parent.

 En cas de circonstances exceptionnelles mettant directement en danger la santé physique ou morale de l'enfant le juge adapte les modalités d'exercice de ce droit en conformité avec l'intérêt de l'enfant.

**Art. 7** Tout refus opposé par le parent bénéficiaire du droit de garde à l'exercice effectif du droit de visite interne ou transfrontière accordé par décision judiciaire à l'autre parent expose aux poursuites pénales pour non-représentation d'enfants prévues et réprimées par les législations pénales des deux États.

 Le Procureur de la République territorialement compétent saisi par l'autre parent engage sans délai des poursuites pénales contre l'auteur de l'infraction.

**Art. 8** Les parties contractantes s'engagent à garantir à l'issue de la visite transfrontière le retour effectif de l'enfant sur le territoire d'où il est parti.

 1o Lorsque à l'expiration de la période fixée par l'autorité judiciaire compétente au sens de l'article 5 pour la visite transfrontière, l'enfant ayant été emmené dans l'autre pays n'a pas été restitué à la personne qui en avait la garde, la reconnaissance et l'exécution immédiate des dispositions judiciaires exécutoires portant sur le droit de visite transfrontière ne peuvent être refusées et ce nonobstant toute décision rendue ou action exercée relativement à la garde de l'enfant.

 2o Les dispositions du paragraphe 1o du présent article sont applicables au cas où le déplacement de l'enfant s'est effectué en dehors des périodes fixées par l'autorité judiciaire compétente.

**Art. 9** Les décisions judiciaires exécutoires ou revêtues de l'exequatur, selon le cas, emportent autorisation de sortie du territoire national.

**Art. 10** La décision accordant la reconnaissance et l'exécution des dispositions judiciaires portant sur le droit de visite transfrontière est rendue avec exécution provisoire nonobstant l'exercice de tout droit de recours.

**Art. 11** Aux fins de la mise en œuvre de l'article 8, le parent qui a la garde de l'enfant saisit l'autorité centrale ou directement le Procureur de la République du lieu où s'exerce habituellement la garde.

 Le Procureur de la République compétent requiert sans délai l'utilisation de la force publique pour une exécution forcée assurant le retour effectif de l'enfant sur le territoire d'où il est parti.

CHAPITRE III  ***DISPOSITIONS PARTICULIÈRES***

**Art. 12** Les parties contractantes s'engagent à faire examiner les litiges pendants au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention, en s'inspirant de ses dispositions et en tenant compte de l'intérêt de l'enfant.

 À cette fin il est institué dès la signature de la présente convention une commission paritaire chargée de faciliter le règlement des litiges. Le mandat de cette commission expire un an après son installation.

 Cette commission est saisie par l'un des parents. Elle est habilitée à demander aux autorités centrales désignées à l'article 1er que des enquêtes soient effectuées dans chaque État par les autorités administratives et judiciaires compétentes. Elle émet des avis motivés sur le droit de garde et le droit de visite ainsi que sur les modalités de leur organisation.

 Tout parent intéressé peut, au vu de cet avis, demander au juge qui a fixé le droit de garde et le droit de visite de modifier sa décision conformément aux dispositions de la présente convention qui sont alors applicables.

 Pour faciliter la solution de ces litiges, les parties contractantes prennent les mesures appropriées pour ne pas engager ou pour suspendre les poursuites relatives à ces litiges.

CHAPITRE IV  ***DISPOSITIONS FINALES***

**Convention de New York du 26 janvier 1990,**

*Relative aux droits de l'enfant.*

*Cette convention est entrée en vigueur le 6 sept. 1990.*

***Préambule***

Les États parties à la présente Convention,

Considérant que, conformément aux principes proclamés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine ainsi que l'égalité et le caractère inaliénable de leurs droits sont le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde;

Ayant présent à l'esprit le fait que les peuples des Nations Unies ont, dans la Charte, proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme et dans la dignité et la valeur de la personne humaine, et qu'ils ont résolu de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande;

Reconnaissant que les Nations Unies, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ont proclamé et sont convenues que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont énoncés, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation;

Rappelant que, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Nations Unies ont proclamé que l'enfant a droit à une aide et à une assistance spéciales;

Convaincus que la famille, unité fondamentale de la société et milieu naturel pour la croissance et le bien-être de tous ses membres, et en particulier des enfants, doit recevoir la protection et l'assistance dont elle a besoin pour pouvoir jouer pleinement son rôle dans la communauté,

Reconnaissant que l'enfant, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, doit grandir dans le milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension;

Considérant qu'il importe de préparer pleinement l'enfant à avoir une vie individuelle dans la société et de l'élever dans l'esprit des idéaux proclamés dans la Charte des Nations Unies, et en particulier dans un esprit de paix, de dignité, de tolérance, de liberté, d'égalité et de solidarité;

Ayant présent à l'esprit que la nécessité d'accorder une protection spéciale à l'enfant a été énoncée dans la Déclaration de Genève de 1924 sur les droits de l'enfant et dans la Déclaration des droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale le 20 novembre 1959, et qu'elle a été reconnue dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (en particulier aux articles 23 et 24), dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (en particulier à l'article 10) et dans les statuts et instruments pertinents des institutions spécialisées et des organisations internationales qui se préoccupent du bien-être de l'enfant;

Ayant présent à l'esprit que, comme indiqué dans la Déclaration des droits de l'enfant, «l'enfant, en raison de son manque de maturité physique et intellectuelle, a besoin d'une protection spéciale et de soins spéciaux, notamment d'une protection juridique appropriée, avant comme après la naissance»;

Rappelant les dispositions de la Déclaration sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international, de l'ensemble des règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing) et de la Déclaration sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence et de conflit armé;

Reconnaissant qu'il y a dans tous les pays du monde des enfants qui vivent dans des conditions particulièrement difficiles, et qu'il est nécessaire d'accorder à ces enfants une attention particulière;

Tenant dûment compte de l'importance des traditions et valeurs culturelles de chaque peuple dans la protection et le développement harmonieux de l'enfant;

Reconnaissant l'importance de la coopération internationale pour l'amélioration des conditions de vie des enfants dans tous les pays, et en particulier dans les pays en développement,

sont convenus de ce qui suit:

**PREMIÈRE PARTIE**

**Art. 1er** Au sens de la présente Convention, un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable.

**Art. 2** 1. Les États parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation.

 2. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour que l'enfant soit effectivement protégé contre toutes formes de discrimination ou de sanction motivées par la situation juridique, les activités, les opinions déclarées ou les convictions de ses parents, de ses représentants légaux ou des membres de sa famille.

**Art. 3** 1. Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

 2. Les États parties s'engagent à assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être, compte tenu des droits et des devoirs de ses parents, de ses tuteurs ou des autres personnes légalement responsables de lui, et ils prennent à cette fin toutes les mesures législatives et administratives appropriées.

 3. Les États parties veillent à ce que le fonctionnement des institutions, services et établissements qui ont la charge des enfants et assurent leur protection soit conforme aux normes fixées par les autorités compétentes, particulièrement dans le domaine de la sécurité et de la santé et en ce qui concerne le nombre et la compétence de leur personnel ainsi que l'existence d'un contrôle approprié.

**Art. 4** Les États parties s'engagent à prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les droits reconnus dans la présente Convention. Dans le cas des droits économiques, sociaux et culturels, ils prennent ces mesures dans toutes les limites des ressources dont ils disposent et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale.

**Art. 5** Les États parties respectent la responsabilité, le droit et le devoir qu'ont les parents ou, le cas échéant, les membres de la famille élargie ou de la communauté, comme prévu par la coutume locale, les tuteurs ou autres personnes légalement responsables de l'enfant, de donner à celui-ci, d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités, l'orientation et les conseils appropriés à l'exercice des droits que lui reconnaît la présente Convention.

**Art. 6** 1. Les États parties reconnaissent que tout enfant a un droit inhérent à la vie.

 2. Les États parties assurent dans toute la mesure possible la survie et le développement de l'enfant.

**Art. 7** 1. L'enfant est enregistré aussitôt sa naissance et a dès celle-ci le droit à un nom, le droit d'acquérir une nationalité et, dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux.

 2. Les États parties veillent à mettre ces droits en œuvre conformément à leur législation nationale et aux obligations que leur imposent les instruments internationaux applicables en la matière, en particulier dans les cas où faute de cela l'enfant se trouverait apatride.

**Art. 8** 1. Les États parties s'engagent à respecter le droit de l'enfant de préserver son identité, y compris sa nationalité, son nom et ses relations familiales, tels qu'ils sont reconnus par la loi, sans ingérence illégale.

 2. Si un enfant est illégalement privé des éléments constitutifs de son identité ou de certains d'entre eux, les États parties doivent lui accorder une assistance et une protection appropriées, pour que son identité soit rétablie aussi rapidement que possible.

**Art. 9** 1. Les États parties veillent à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses parents contre leur gré, à moins que les autorités compétentes ne décident, sous réserve de révision judiciaire et conformément aux lois et procédures applicables, que cette séparation est nécessaire dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Une décision en ce sens peut être nécessaire dans certains cas particuliers, par exemple lorsque les parents maltraitent ou négligent l'enfant, ou lorsqu'ils vivent séparément et qu'une décision doit être prise au sujet du lieu de résidence de l'enfant.

 2. Dans tous les cas prévus au paragraphe 1 du présent article, toutes les parties intéressées doivent avoir la possibilité de participer aux délibérations et de faire connaître leurs vues.

 3. Les États parties respectent le droit de l'enfant séparé de ses deux parents ou de l'un d'eux d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant.

 4. Lorsque la séparation résulte de mesures prises par un État partie, telles que la détention, l'emprisonnement, l'exil, l'expulsion ou la mort (y compris la mort, quelle qu'en soit la cause, survenue en cours de détention) des deux parents ou de l'un d'eux, ou de l'enfant, l'État partie donne sur demande aux parents, à l'enfant ou, s'il y a lieu, à un autre membre de la famille les renseignements essentiels sur le lieu où se trouvent le membre ou les membres de la famille, à moins que la divulgation de ces renseignements ne soit préjudiciable au bien-être de l'enfant. Les États parties veillent en outre à ce que la présentation d'une telle demande n'entraîne pas en elle-même de conséquences fâcheuses pour la personne ou les personnes intéressées.

**Art. 10** 1. Conformément à l'obligation incombant aux États parties en vertu du paragraphe 1 de l'article 9, toute demande faite par un enfant ou ses parents en vue d'entrer dans un État partie ou de le quitter aux fins de réunification familiale est considérée par les États parties dans un esprit positif, avec humanité et diligence. Les États parties veillent en outre à ce que la présentation d'une telle demande n'entraîne pas de conséquences fâcheuses pour les auteurs de la demande et les membres de leur famille.

 2. Un enfant dont les parents résident dans des États différents a le droit d'entretenir, sauf circonstances exceptionnelles, des relations personnelles et des contacts directs réguliers avec ses deux parents.

 À cette fin, et conformément à l'obligation incombant aux États parties en vertu du paragraphe 2 de l'article 9, les États parties respectent le droit qu'ont l'enfant et ses parents de quitter tout pays, y compris le leur, et de revenir dans leur propre pays. Le droit de quitter tout pays ne peut faire l'objet que des restrictions prescrites par la loi qui sont nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et qui sont compatibles avec les autres droits reconnus dans la présente Convention.

**Art. 11** 1. Les États parties prennent des mesures pour lutter contre les déplacements et les non-retours illicites d'enfants à l'étranger.

 2. À cette fin, les États parties favorisent la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux ou l'adhésion aux accords existants.

**Art. 12** 1. Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.

 2. À cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'un organisme approprié, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale.

**Art. 13** 1. L'enfant a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen du choix de l'enfant.

 2. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires:

*a)* Au respect des droits ou de la réputation d'autrui, ou

*b)* À la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.

**Art. 14** 1. Les États parties respectent le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

 2. Les États parties respectent le droit et le devoir des parents ou, le cas échéant, des représentants légaux de l'enfant, de guider celui-ci dans l'exercice du droit susmentionné d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités.

 3. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut être soumise qu'aux seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires pour préserver la sûreté publique, l'ordre public, la santé et la moralité publiques, ou les libertés et droits fondamentaux d'autrui.

**Art. 15** 1. Les États parties reconnaissent les droits de l'enfant à la liberté d'association et à la liberté de réunion pacifique.

 2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique ou de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui.

**Art. 16** 1. Nul enfant ne fera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

 2. L'enfant a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

**Art. 17** Les États parties reconnaissent l'importance de la fonction remplie par les médias et veillent à ce que l'enfant ait accès à une information et à des matériels provenant de sources nationales et internationales diverses, notamment ceux qui visent à promouvoir son bien-être social, spirituel et moral ainsi que sa santé physique et mentale. À cette fin, les États parties:

*a)* Encouragent les médias à diffuser une information et des matériels qui présentent une utilité sociale et culturelle pour l'enfant et répondent à l'esprit de l'article 29;

*b)* Encouragent la coopération internationale en vue de produire, d'échanger et de diffuser une information et des matériels de ce type provenant de différentes sources culturelles, nationales et internationales;

*c)* Encouragent la production et la diffusion de livres pour enfants;

*d)* Encouragent les médias à tenir particulièrement compte des besoins linguistiques des enfants autochtones ou appartenant à un groupe minoritaire;

*e)* Favorisent l'élaboration de principes directeurs appropriés destinés à protéger l'enfant contre l'information et les matériels qui nuisent à son bien-être, compte tenu des dispositions des articles 13 et 18.

**Art. 18** 1. Les États parties s'emploient de leur mieux à assurer la reconnaissance du principe selon lequel les deux parents ont une responsabilité commune pour ce qui est d'élever l'enfant et d'assurer son développement. La responsabilité d'élever l'enfant et d'assurer son développement incombe au premier chef aux parents ou, le cas échéant, à ses représentants légaux. Ceux-ci doivent être guidés avant tout par l'intérêt supérieur de l'enfant.

 2. Pour garantir et promouvoir les droits énoncés dans la présente Convention, les États parties accordent l'aide appropriée aux parents et aux représentants légaux de l'enfant dans l'exercice de la responsabilité qui leur incombe d'élever l'enfant et assurent la mise en place d'institutions, d'établissements et de services chargés de veiller au bien-être des enfants.

 3. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour assurer aux enfants dont les parents travaillent le droit de bénéficier des services et établissements de garde d'enfants pour lesquels ils remplissent les conditions requises.

**Art. 19** 1. Les États parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié.

 2. Ces mesures de protection comprendront, selon qu'il conviendra, des procédures efficaces pour l'établissement de programmes sociaux visant à fournir l'appui nécessaire à l'enfant et à ceux à qui il est confié, ainsi que pour d'autres formes de prévention, et aux fins d'identification, de rapport, de renvoi, d'enquête, de traitement et de suivi pour les cas de mauvais traitements de l'enfant décrits ci-dessus, et comprendre également, selon qu'il conviendra, des procédures d'intervention judiciaire.

**Art. 20** 1. Tout enfant qui est temporairement ou définitivement privé de son milieu familial, ou qui, dans son propre intérêt, ne peut être laissé dans ce milieu, a droit à une protection et une aide spéciales de l'État.

 2. Les États parties prévoient pour cet enfant une protection de remplacement conforme à leur législation nationale.

 3. Cette protection de remplacement peut notamment avoir la forme du placement dans une famille, de la Kafalah de droit islamique, de l'adoption ou, en cas de nécessité, du placement dans un établissement pour enfants approprié. Dans le choix entre ces solutions, il est dûment tenu compte de la nécessité d'une certaine continuité dans l'éducation de l'enfant, ainsi que de son origine ethnique, religieuse, culturelle et linguistique.

**Art. 21** Les États parties qui admettent et/ou autorisent l'adoption s'assurent que l'intérêt supérieur de l'enfant est la considération primordiale en la matière, et:

*a)* Veillent à ce que l'adoption d'un enfant ne soit autorisée que par les autorités compétentes, qui vérifient, conformément à la loi et aux procédures applicables et sur la base de tous les renseignements fiables relatifs au cas considéré, que l'adoption peut avoir lieu eu égard à la situation de l'enfant par rapport à ses père et mère, parents et représentants légaux et que, le cas échéant, les personnes intéressées ont donné leur consentement à l'adoption en connaissance de cause, après s'être entourées des avis nécessaires;

*b)* Reconnaissent que l'adoption à l'étranger peut être envisagée comme un autre moyen d'assurer les soins nécessaires à l'enfant, si celui-ci ne peut, dans son pays d'origine, être placé dans une famille nourricière ou adoptive ou être convenablement élevé;

*c)* Veillent, en cas d'adoption à l'étranger, à ce que l'enfant ait le bénéfice de garanties et de normes équivalant à celles existant en cas d'adoption nationale;

*d)* Prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que, en cas d'adoption à l'étranger, le placement de l'enfant ne se traduise pas par un profit matériel indu pour les personnes qui en sont responsables;

*e)* Poursuivent les objectifs du présent article en concluant des arrangements ou des accords bilatéraux ou multilatéraux, selon les cas, et s'efforcent dans ce cadre de veiller à ce que les placements d'enfants à l'étranger soient effectués par des autorités ou des organes compétents.

**Art. 22** 1. Les États parties prennent les mesures appropriées pour qu'un enfant qui cherche à obtenir le statut de réfugié ou qui est considéré comme réfugié en vertu des règles et procédures du droit international ou national applicable, qu'il soit seul ou accompagné de ses père et mère ou de toute personne, bénéficie de la protection et de l'assistance humanitaire voulues pour lui permettre de jouir des droits que lui reconnaissent la présente Convention et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ou de caractère humanitaire auxquels lesdits États sont parties.

 2. À cette fin, les États parties collaborent, selon qu'ils le jugent nécessaire, à tous les efforts faits par l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales compétentes collaborant avec l'Organisation des Nations Unies pour protéger et aider les enfants qui se trouvent en pareille situation et pour rechercher les père et mère ou autres membres de la famille de tout enfant réfugié en vue d'obtenir les renseignements nécessaires pour le réunir à sa famille. Lorsque ni le père, ni la mère, ni aucun autre membre de la famille ne peut être retrouvé, l'enfant se voit accorder, selon les principes énoncés dans la présente Convention, la même protection que tout autre enfant définitivement ou temporairement privé de son milieu familial pour quelque raison que ce soit.

**Art. 23** 1. Les États parties reconnaissent que les enfants mentalement ou physiquement handicapés doivent mener une vie pleine et décente, dans des conditions qui garantissent leur dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la collectivité.

 2. Les États parties reconnaissent le droit des enfants handicapés de bénéficier de soins spéciaux et encouragent et assurent, dans la mesure des ressources disponibles, l'octroi, sur demande, aux enfants handicapés remplissant les conditions requises et à ceux qui en ont la charge, d'une aide adaptée à l'état de l'enfant et à la situation de ses parents ou de ceux à qui il est confié.

 3. Eu égard aux besoins particuliers des enfants handicapés, l'aide fournie conformément au paragraphe 2 du présent article est gratuite chaque fois qu'il est possible, compte tenu des ressources financières de leurs parents ou de ceux à qui l'enfant est confié, et elle est conçue de telle sorte que les enfants handicapés aient effectivement accès à l'éducation, à la formation, aux soins de santé, à la rééducation, à la préparation à l'emploi et aux activités récréatives, et bénéficient de ces services de façon propre à assurer une intégration sociale aussi complète que possible et leur épanouissement personnel, y compris dans le domaine culturel et spirituel.

 4. Dans un esprit de coopération internationale, les États parties favorisent l'échange d'informations pertinentes dans le domaine des soins de santé préventifs et du traitement médical, psychologique et fonctionnel des enfants handicapés, y compris par la diffusion d'informations concernant les méthodes de rééducation et les services de formation professionnelle, ainsi que l'accès à ces données, en vue de permettre aux États parties d'améliorer leurs capacités et leurs compétences et d'élargir leur expérience dans ces domaines. À cet égard, il est tenu particulièrement compte des besoins des pays en développement.

**Art. 24** 1. Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier de services médicaux et de rééducation. Ils s'efforcent de garantir qu'aucun enfant ne soit privé du droit d'avoir accès à ces services.

 2. Les États parties s'efforcent d'assurer la réalisation intégrale du droit susmentionné et, en particulier, prennent les mesures appropriées pour:

*a)* Réduire la mortalité parmi les nourrissons et les enfants;

*b)* Assurer à tous les enfants l'assistance médicale et les soins de santé nécessaires, l'accent étant mis sur le développement des soins de santé primaires;

*c)* Lutter contre la maladie et la malnutrition, y compris dans le cadre des soins de santé primaires, grâce notamment à l'utilisation de techniques aisément disponibles et à la fourniture d'aliments nutritifs et d'eau potable, compte tenu des dangers et des risques de pollution du milieu naturel;

*d)* Assurer aux mères des soins prénatals et postnatals appropriés;

*e)* Faire en sorte que tous les groupes de la société, en particulier les parents et les enfants, reçoivent une information sur la santé et la nutrition de l'enfant, les avantages de l'allaitement au sein, l'hygiène et la salubrité de l'environnement et la prévention des accidents, et bénéficient d'une aide leur permettant de mettre à profit cette information;

*f)* Développer les soins de santé préventifs, les conseils aux parents et l'éducation et les services en matière de planification familiale.

 3. Les États parties prennent toutes les mesures efficaces appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants.

 4. Les États parties s'engagent à favoriser et à encourager la coopération internationale en vue d'assurer progressivement la pleine réalisation du droit reconnu dans le présent article. À cet égard, il est tenu particulièrement compte des besoins des pays en développement.

**Art. 25** Les États parties reconnaissent à l'enfant qui a été placé par les autorités compétentes pour recevoir des soins, une protection ou un traitement physique ou mental, le droit à un examen périodique dudit traitement et de toute autre circonstance relative à son placement.

**Art. 26** 1. Les États parties reconnaissent à tout enfant le droit de bénéficier de la sécurité sociale, y compris les assurances sociales, et prennent les mesures nécessaires pour assurer la pleine réalisation de ce droit en conformité avec leur législation nationale.

 2. Les prestations doivent, lorsqu'il y a lieu, être accordées compte tenu des ressources et de la situation de l'enfant et des personnes responsables de son entretien, ainsi que de toute autre considération applicable à la demande de prestation faite par l'enfant ou en son nom.

**Art. 27** 1. Les États parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

 2. C'est aux parents ou autres personnes ayant la charge de l'enfant qu'incombe au premier chef la responsabilité d'assurer, dans les limites de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, les conditions de vie nécessaires au développement de l'enfant.

 3. Les États parties adoptent les mesures appropriées, compte tenu des conditions nationales et dans la mesure de leurs moyens, pour aider les parents et autres personnes ayant la charge de l'enfant à mettre en œuvre ce droit et offrent, en cas de besoin, une assistance matérielle et des programmes d'appui, notamment en ce qui concerne l'alimentation, le vêtement et le logement.

 4. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées en vue d'assurer le recouvrement de la pension alimentaire de l'enfant auprès de ses parents ou des autres personnes ayant une responsabilité financière à son égard, que ce soit sur leur territoire ou à l'étranger. En particulier, pour tenir compte des cas où la personne qui a une responsabilité financière à l'égard de l'enfant vit dans un État autre que celui de l'enfant, les États parties favorisent l'adhésion à des accords internationaux ou la conclusion de tels accords ainsi que l'adoption de tous autres arrangements appropriés.

**Art. 28** 1. Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation, et en particulier, en vue d'assurer l'exercice de ce droit progressivement et sur la base de l'égalité des chances:

*a)* Ils rendent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous;

*b)* Ils encouragent l'organisation de différentes formes d'enseignement secondaire, tant général que professionnel, les rendent ouvertes et accessibles à tout enfant, et prennent des mesures appropriées, telles que l'instauration de la gratuité de l'enseignement et l'offre d'une aide financière en cas de besoin;

*c)* Ils assurent à tous l'accès à l'enseignement supérieur, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés;

*d)* Ils rendent ouvertes et accessibles à tout enfant l'information et l'orientation scolaires et professionnelles;

*e)* Ils prennent des mesures pour encourager la régularité de la fréquentation scolaire et la réduction des taux d'abandon scolaire.

 2. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que la discipline scolaire soit appliquée d'une manière compatible avec la dignité de l'enfant en tant qu'être humain et conformément à la présente Convention.

 3. Les États parties favorisent et encouragent la coopération internationale dans le domaine de l'éducation, en vue notamment de contribuer à éliminer l'ignorance et l'analphabétisme dans le monde et de faciliter l'accès aux connaissances scientifiques et techniques et aux méthodes d'enseignement modernes. À cet égard, il est tenu particulièrement compte des besoins des pays en développement.

**Art. 29** 1. Les États parties conviennent que l'éducation de l'enfant doit viser à:

*a)* Favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités;

*b)* Inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies;

*c)* Inculquer à l'enfant le respect de ses parents, de son identité, de sa langue et de ses valeurs culturelles, ainsi que le respect des valeurs nationales du pays dans lequel il vit, du pays duquel il peut être originaire et des civilisations différentes de la sienne;

*d)* Préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux et religieux, et avec les personnes d'origine autochtone;

*e)* Inculquer à l'enfant le respect du milieu naturel.

 2. Aucune disposition du présent article ou de l'article 28 ne sera interprétée d'une manière qui porte atteinte à la liberté des personnes physiques ou morales de créer et de diriger des établissements d'enseignement, à condition que les principes énoncés au paragraphe 1 du présent article soient respectés et que l'éducation dispensée dans ces établissements soit conforme aux normes minimales que l'État aura prescrites.

**Art. 30** Dans les États où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques ou des personnes d'origine autochtone, un enfant autochtone ou appartenant à une de ces minorités ne peut être privé du droit d'avoir sa propre vie culturelle, de professer et de pratiquer sa propre religion ou d'employer sa propre langue en commun avec les autres membres de son groupe.

**Art. 31** 1. Les États parties reconnaissent à l'enfant le droit au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge, et de participer librement à la vie culturelle et artistique.

 2. Les États parties respectent et favorisent le droit de l'enfant de participer pleinement à la vie culturelle et artistique, et encouragent l'organisation à son intention de moyens appropriés de loisirs et d'activités récréatives, artistiques et culturelles, dans des conditions d'égalité.

**Art. 32** 1. Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

 2. Les États parties prennent des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives pour assurer l'application du présent article. À cette fin, et compte tenu des dispositions pertinentes des autres instruments internationaux, les États parties, en particulier:

*a)* Fixent un âge minimum ou des âges minimum d'admission à l'emploi;

*b)* Prévoient une réglementation appropriée des horaires de travail et des conditions d'emploi;

*c)* Prévoient des peines ou autres sanctions appropriées pour assurer l'application effective du présent article.

**Art. 33** Les États parties prennent toutes les mesures appropriées, y compris des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives, pour protéger les enfants contre l'usage illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, tels que les définissent les conventions internationales pertinentes, et pour empêcher que des enfants ne soient utilisés pour la production et le trafic illicites de ces substances.

**Art. 34** Les États parties s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle. À cette fin, les États prennent en particulier toutes les mesures appropriées sur les plans national, bilatéral et multilatéral pour empêcher:

*a)* Que des enfants ne soient incités ou contraints à se livrer à une activité sexuelle illégale;

*b)* Que des enfants ne soient exploités à des fins de prostitution ou autres pratiques sexuelles illégales;

*c)* Que des enfants ne soient exploités aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique.

**Art. 35** Les États parties prennent toutes les mesures appropriées sur les plans national, bilatéral et multilatéral pour empêcher l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants à quelque fin que ce soit et sous quelque forme que ce soit.

**Art. 36** Les États parties protègent l'enfant contre toutes autres formes d'exploitation préjudiciables à tout aspect de son bien-être.

**Art. 37** Les États parties veillent à ce que:

*a)* Nul enfant ne soit soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ni la peine capitale ni l'emprisonnement à vie sans possibilité de libération ne doivent être prononcés pour les infractions commises par des personnes âgées de moins de dix-huit ans;

*b)* Nul enfant ne soit privé de liberté de façon illégale ou arbitraire. L'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant doit être en conformité avec la loi, n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible;

*c)* Tout enfant privé de liberté soit traité avec humanité et avec le respect dû à la dignité de la personne humaine, et d'une manière tenant compte des besoins des personnes de son âge. En particulier, tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes, à moins que l'on n'estime préférable de ne pas le faire dans l'intérêt supérieur de l'enfant, et il a le droit de rester en contact avec sa famille par la correspondance et par des visites, sauf circonstances exceptionnelles;

*d)* Les enfants privés de liberté aient le droit d'avoir rapidement accès à l'assistance juridique ou à toute autre assistance appropriée, ainsi que le droit de contester la légalité de leur privation de liberté devant un tribunal ou une autre autorité compétente, indépendante et impartiale, et à ce qu'une décision rapide soit prise en la matière.

**Art. 38** 1. Les États parties s'engagent à respecter et à faire respecter les règles du droit humanitaire international qui leur sont applicables en cas de conflit armé et dont la protection s'étend aux enfants.

 2. Les États parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour veiller à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités.

 3. Les États parties s'abstiennent d'enrôler dans leurs forces armées toute personne n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans. Lorsqu'ils incorporent des personnes de plus de quinze ans mais de moins de dix-huit ans, les États parties s'efforcent d'enrôler en priorité les plus âgées.

 4. Conformément à l'obligation qui leur incombe en vertu du droit humanitaire international de protéger la population civile en cas de conflit armé, les États parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants qui sont touchés par un conflit armé bénéficient d'une protection et de soins.

**Art. 39** Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour faciliter la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale de tout enfant victime de toute forme de négligence, d'exploitation ou de sévices, de torture ou de toute autre forme de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou de conflit armé. Cette réadaptation et cette réinsertion se déroulent dans des conditions qui favorisent la santé, le respect de soi et la dignité de l'enfant.

**Art. 40** 1. Les États parties reconnaissent à tout enfant suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale le droit à un traitement qui soit de nature à favoriser son sens de la dignité et de la valeur personnelle, qui renforce son respect pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales d'autrui, et qui tienne compte de son âge ainsi que de la nécessité de faciliter sa réintégration dans la société et de lui faire assumer un rôle constructif au sein de celle-ci.

 2. À cette fin, et compte tenu des dispositions pertinentes des instruments internationaux, les États parties veillent en particulier:

*a)* À ce qu'aucun enfant ne soit suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale en raison d'actions ou d'omissions qui n'étaient pas interdites par le droit national ou international au moment où elles ont été commises;

*b)* À ce que tout enfant suspecté ou accusé d'infraction à la loi pénale ait au moins le droit aux garanties suivantes:

 i) Être présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie;

 ii) Être informé dans le plus court délai et directement des accusations portées contre lui, ou, le cas échéant, par l'intermédiaire de ses parents ou représentants légaux, et bénéficier d'une assistance juridique ou de toute autre assistance appropriée pour la préparation et la présentation de sa défense;

 iii) Que sa cause soit entendue sans retard par une autorité ou une instance judiciaire compétentes, indépendantes et impartiales, selon une procédure équitable aux termes de la loi, en présence de son conseil juridique ou autre et, à moins que cela ne soit jugé contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant en raison notamment de son âge ou de sa situation, en présence de ses parents ou représentants légaux;

 iv) Ne pas être contraint de témoigner ou de s'avouer coupable; interroger ou faire interroger les témoins à charge, et obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans des conditions d'égalité;

 v) S'il est reconnu avoir enfreint la loi pénale, faire appel de cette décision et de toute mesure arrêtée en conséquence devant une autorité ou une instance judiciaire supérieure compétentes, indépendantes et impartiales, conformément à la loi;

 vi) Se faire assister gratuitement d'un interprète s'il ne comprend ou ne parle pas la langue utilisée;

 vii) Que sa vie privée soit pleinement respectée à tous les stades de la procédure.

 3. Les États parties s'efforcent de promouvoir l'adoption de lois, de procédures, la mise en place d'autorités et d'institutions spécialement conçues pour les enfants suspectés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale, et en particulier:

*a)* D'établir un âge minimum au-dessous duquel les enfants seront présumés n'avoir pas la capacité d'enfreindre la loi pénale;

*b)* De prendre des mesures, chaque fois que cela est possible et souhaitable, pour traiter ces enfants sans recourir à la procédure judiciaire, étant cependant entendu que les droits de l'homme et les garanties légales doivent être pleinement respectés.

 4. Toute une gamme de dispositions, relatives notamment aux soins, à l'orientation et à la supervision, aux conseils, à la probation, au placement familial, aux programmes d'éducation générale et professionnelle et aux solutions autres qu'institutionnelles seront prévues en vue d'assurer aux enfants un traitement conforme à leur bien-être et proportionné à leur situation et à l'infraction.

**Art. 41** Aucune des dispositions de la présente Convention ne porte atteinte aux dispositions plus propices à la réalisation des droits de l'enfant qui peuvent figurer:

*a)* Dans la législation d'un État partie; ou

*b)* Dans le droit international en vigueur pour cet État.

**DEUXIÈME PARTIE**

**Art. 42** Les États parties s'engagent à faire largement connaître les principes et les dispositions de la présente Convention, par des moyens actifs et appropriés, aux adultes comme aux enfants.

**Art. 43** 1. Aux fins d'examiner les progrès accomplis par les États parties dans l'exécution des obligations contractées par eux en vertu de la présente Convention, il est institué un Comité des droits de l'enfant qui s'acquitte des fonctions définies ci-après.

 2. Le comité se compose de dix-huit experts de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine visé par la présente Convention. Ses membres sont élus par les États parties parmi leurs ressortissants et siègent à titre personnel, compte tenu de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable et eu égard aux principaux systèmes juridiques.

 3. Les membres du comité sont élus au scrutin secret sur une liste de personnes désignées par les États parties. Chaque État partie peut désigner un candidat parmi ses ressortissants.

 4. La première élection aura lieu dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Les élections auront lieu ensuite tous les deux ans. Quatre mois au moins avant la date de chaque élection, le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera par écrit les États parties à proposer leurs candidats dans un délai de deux mois. Le secrétaire général dressera ensuite la liste alphabétique des candidats ainsi désignés, en indiquant les États parties qui les ont désignés, et la communiquera aux États parties à la présente Convention.

 5. Les élections ont lieu lors des réunions des États parties, convoquées par le secrétaire général au siège de l'Organisation des Nations Unies. À ces réunions, pour lesquelles le quorum est constitué par les deux tiers des États parties, les candidats élus au comité sont ceux qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des voix des représentants des États parties et votants.

 6. Les membres du comité sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles si leur candidature est présentée à nouveau. Le mandat de cinq des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans. Les noms de ces cinq membres seront tirés au sort par le président de la réunion immédiatement après la première élection.

 7. En cas de décès ou de démission d'un membre du comité, ou si, pour toute autre raison, un membre déclare ne plus pouvoir exercer ses fonctions au sein du comité, l'État partie qui avait présenté sa candidature nomme un autre expert parmi ses ressortissants pour pourvoir le poste ainsi vacant jusqu'à l'expiration du mandat correspondant, sous réserve de l'approbation du comité.

 8. Le comité adopte son règlement intérieur.

 9. Le comité élit son bureau pour une période de deux ans.

 10. Les réunions du comité se tiennent normalement au Siège de l'Organisation des Nations Unies, ou en tout autre lieu approprié déterminé par le comité. Le comité se réunit normalement chaque année. La durée de ses sessions est déterminée et modifiée, si nécessaire, par une réunion des États parties à la présente Convention, sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale.

 11. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies met à la disposition du comité le personnel et les installations qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu de la présente Convention.

 12. Les membres du comité institué en vertu de la présente Convention reçoivent, avec l'approbation de l'assemblée générale, des émoluments prélevés sur les ressources de l'Organisation des Nations Unies dans les conditions et selon les modalités fixées par l'assemblée générale.

**Art. 44** 1. Les États parties s'engagent à soumettre au comité, par l'entremise du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des rapports sur les mesures qu'ils auront adoptées pour donner effet aux droits reconnus dans la présente Convention et sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits:

*a)* Dans les deux ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention pour les États parties intéressés;

*b)* Par la suite, tous les cinq ans.

 2. Les rapports établis en application du présent article doivent, le cas échéant, indiquer les facteurs et les difficultés empêchant les États parties de s'acquitter pleinement des obligations prévues dans la présente Convention. Ils doivent également contenir des renseignements suffisants pour donner au Comité une idée précise de l'application de la Convention dans le pays considéré.

 3. Les États parties ayant présenté au comité un rapport initial complet n'ont pas, dans les rapports qu'ils lui présentent ensuite conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 1 du présent article, à répéter les renseignements de base antérieurement communiqués.

 4. Le comité peut demander aux États parties tous renseignements complémentaires relatifs à l'application de la Convention.

 5. Le comité soumet tous les deux ans à l'assemblée générale, par l'entremise du conseil économique et social, un rapport sur ses activités.

 6. Les États parties assurent à leurs rapports une large diffusion dans leur propre pays.

**Art. 45** Pour promouvoir l'application effective de la Convention et encourager la coopération internationale dans le domaine visé par la Convention:

*a)* Les institutions spécialisées, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organes des Nations Unies ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de l'application des dispositions de la présente Convention qui relèvent de leur mandat. Le Comité peut inviter les institutions spécialisées, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et tous autres organismes compétents qu'il jugera appropriés à donner des avis spécialisés sur l'application de la Convention dans les domaines qui relèvent de leurs mandats respectifs. Il peut inviter les institutions spécialisées, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organes des Nations Unies à lui présenter des rapports sur l'application de la Convention dans les secteurs qui relèvent de leur domaine d'activité;

*b)* Le Comité transmet, s'il le juge nécessaire, aux institutions spécialisées, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance et aux autres organismes compétents tout rapport des États parties contenant une demande ou indiquant un besoin de conseils ou d'assistance techniques, accompagné, le cas échéant, des observations et suggestions du Comité touchant ladite demande ou indication;

*c)* Le Comité peut recommander à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de procéder pour le Comité à des études sur des questions spécifiques touchant les droits de l'enfant;

*d)* Le Comité peut faire des suggestions et des recommandations d'ordre général fondées sur les renseignements reçus en application des articles 44 et 45 de la présente Convention. Ces suggestions et recommandations d'ordre général sont transmises à tout État partie intéressé et portées à l'attention de l'Assemblée générale, accompagnées, le cas échéant, des observations des États parties.

**TROISIÈME PARTIE**

DÉCLARATIONS ET RÉSERVE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

  1. Le Gouvernement de la République déclare que la présente Convention, notamment l'article 6, ne saurait être interprétée comme faisant obstacle à l'application des dispositions de la législation française relative à l'interruption volontaire de la grossesse.

 2. Le Gouvernement de la République déclare, compte tenu de l'article 2 de la Constitution de la République française, que l'article 30 n'a pas lieu de s'appliquer en ce qui concerne la République.

 3. Le Gouvernement de la République interprète l'article 40, paragraphe 2, *b,* v, comme posant un principe général auquel la loi peut apporter des exceptions limitées. Il en est ainsi, notamment, pour certaines infractions relevant en premier et dernier ressort du tribunal de police ainsi que pour les infractions de nature criminelle. Au demeurant les décisions rendues en dernier ressort peuvent faire l'objet d'un recours devant la Cour de cassation qui statue sur la légalité de la décision intervenue.

**Convention de La Haye du 29 mai 1993,**

*Sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.*

*La présente convention est entrée en vigueur le 1er oct. 1998.*Les États signataires de la présente Convention,   
Reconnaissant que, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, l'enfant doit grandir dans un milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension;   
Rappelant que chaque État devrait prendre, par priorité, des mesures appropriées pour permettre le maintien de l'enfant dans sa famille d'origine;   
Reconnaissant que l'adoption internationale peut présenter l'avantage de donner une famille permanente à l'enfant pour lequel une famille appropriée ne peut être trouvée dans son État d'origine;   
Convaincus de la nécessité de prévoir des mesures pour garantir que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect de ses droits fondamentaux, ainsi que pour prévenir l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants;   
Désirant établir à cet effet des dispositions communes qui tiennent compte des principes reconnus par les instruments internationaux, notamment par la *Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant* du 20 novembre 1989 et par la Déclaration des Nations Unies sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international (Résolution de l'Assemblée générale 41/85, du 3 décembre 1986), sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I  ***CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION***

**Art. 1er** La présente Convention a pour objet:

*a)* D'établir des garanties pour que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et dans le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international;

*b)* D'instaurer un système de coopération entre les États contractants pour assurer le respect de ces garanties et prévenir ainsi l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants;

*c)* D'assurer la reconnaissance dans les États contractants des adoptions réalisées selon la Convention.

**Art. 2** 1. La Convention s'applique lorsqu'un enfant résidant habituellement dans un État contractant («l'État d'origine») a été, est ou doit être déplacé vers un autre État contractant («l'État d'accueil»), soit après son adoption dans l'État d'origine par des époux ou une personne résidant habituellement dans l'État d'accueil, soit en vue d'une telle adoption dans l'État d'accueil ou dans l'État d'origine.

 2. La Convention ne vise que les adoptions établissant un lien de filiation.

**Art. 3** La Convention cesse de s'appliquer si les acceptations visées à l'article 17, lettre *c,* n'ont pas été données avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de dix-huit ans.

CHAPITRE II  ***CONDITIONS DES ADOPTIONS INTERNATIONALES***

**Art. 4** Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'État d'origine:

*a)* Ont établi que l'enfant est adoptable;

*b)* Ont constaté, après avoir dûment examiné les possibilités de placement de l'enfant dans son État d'origine, qu'une adoption internationale répond à l'intérêt supérieur de l'enfant;

*c)* Se sont assurées:

 1o Que les personnes, institutions et autorités dont le consentement est requis pour l'adoption ont été entourées des conseils nécessaires et dûment informées sur les conséquences de leur consentement, en particulier sur le maintien ou la rupture, en raison d'une adoption, des liens de droit entre l'enfant et sa famille d'origine.

 2o Que celles-ci ont donné librement leur consentement dans les formes légales requises, et que ce consentement a été donné ou constaté par écrit;

 3o Que les consentements n'ont pas été obtenus moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte et qu'ils n'ont pas été retirés, et

 4o Que le consentement de la mère, s'il est requis, n'a été donné qu'après la naissance de l'enfant, et

*d)* Se sont assurées, eu égard à l'âge et à la maturité de l'enfant:

 1o Que celui-ci a été entouré de conseils et dûment informé sur les conséquences de l'adoption et de son consentement à l'adoption, si celui-ci est requis;

 2o Que les souhaits et avis de l'enfant ont été pris en considération;

 3o Que le consentement de l'enfant à l'adoption, lorsqu'il est requis, a été donné librement, dans les formes légales requises, et que son consentement a été donné ou constaté par écrit, et

 4o Que ce consentement n'a pas été obtenu moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte.

**Art. 5** Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'État d'accueil:

*a)* Ont constaté que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter;

*b)* Se sont assurées que les futurs parents adoptifs ont été entourés des conseils nécessaires, et

*c)* Ont constaté que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans cet État.

CHAPITRE III  ***AUTORITÉS CENTRALES ET ORGANISMES AGRÉÉS***

**Art. 6** 1. Chaque État contractant désigne une autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

 2. Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes est libre de désigner plus d'une autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'autorité centrale compétente au sein de cet État.

**Art. 7** 1. Les autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes de leurs États pour assurer la protection des enfants et réaliser les autres objectifs de la Convention.

 2. Elles prennent directement toutes mesures appropriées pour:

*a)* Fournir des informations sur la législation de leurs États en matière d'adoption et d'autres informations générales, telles que des statistiques et formules types;

*b)* S'informer mutuellement sur le fonctionnement de la Convention et, dans la mesure du possible, lever les obstacles à son application.

**Art. 8** Les autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques, toutes mesures appropriées pour prévenir les gains matériels indus à l'occasion d'une adoption et empêcher toute pratique contraire aux objectifs de la Convention.

**Art. 9** Les autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques ou d'organismes dûment agréés dans leur État, toutes mesures appropriées, notamment pour:

*a)* Rassembler, conserver et échanger des informations relatives à la situation de l'enfant et des futurs parents adoptifs, dans la mesure nécessaire à la réalisation de l'adoption;

*b)* Faciliter, suivre et activer la procédure en vue de l'adoption;

*c)* Promouvoir dans leurs États le développement de services de conseils pour l'adoption et pour le suivi de l'adoption;

*d)* Échanger des rapports généraux d'évaluation sur les expériences en matière d'adoption internationale;

*e)* Répondre, dans la mesure permise par la loi de leur État, aux demandes motivées d'informations sur une situation particulière d'adoption formulées par d'autres autorités centrales ou par des autorités publiques.

**Art. 10** Peuvent seuls bénéficier de l'agrément et le conserver les organismes qui démontrent leur aptitude à remplir correctement les missions qui pourraient leur être confiées.

**Art. 11** Un organisme agréé doit:

*a)* Poursuivre uniquement des buts non lucratifs dans les conditions et limites fixées par les autorités compétentes de l'État d'agrément;

*b)* Être dirigé et géré par des personnes qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale, et

*c)* Être soumis à la surveillance d'autorités compétentes de cet État pour sa composition, son fonctionnement et sa situation financière.

**Art. 12** Un organisme agréé dans un État contractant ne pourra agir dans un autre État contractant que si les autorités compétentes des deux États l'ont autorisé.

**Art. 13** La désignation des autorités centrales et, le cas échéant, l'étendue de leurs fonctions ainsi que le nom et l'adresse des organismes agréés sont communiqués par chaque État contractant au Bureau permanent de la conférence de La Haye de droit international privé.

CHAPITRE IV  ***CONDITIONS PROCÉDURALES DE L'ADOPTION INTERNATIONALE***

**Art. 14** Les personnes résidant habituellement dans un État contractant, qui désirent adopter un enfant dont la résidence habituelle est située dans un autre État contractant, doivent s'adresser à l'autorité centrale de l'État de leur résidence habituelle.

**Art. 15** 1. Si l'autorité centrale de l'État d'accueil considère que les requérants sont qualifiés et aptes à adopter, elle établit un rapport contenant des renseignements sur leur identité, leur capacité légale et leur aptitude à adopter, leur situation personnelle, familiale et médicale, leur milieu social, les motifs qui les animent, leur aptitude à assumer une adoption internationale ainsi que sur les enfants qu'ils seraient aptes à prendre en charge.

 2. Elle transmet le rapport à l'autorité centrale de l'État d'origine.

**Art. 16** 1. Si l'autorité centrale de l'État d'origine considère que l'enfant est adoptable:

*a)* Elle établit un rapport contenant des renseignements sur l'identité de l'enfant, son adoptabilité, son milieu social, son évolution personnelle et familiale, son passé médical et celui de sa famille, ainsi que sur ses besoins particuliers;

*b)* Elle tient dûment compte des conditions d'éducation de l'enfant ainsi que de son origine ethnique, religieuse et culturelle;

*c)* Elle s'assure que les consentements visés à l'article 4 ont été obtenus; et

*d)* Elle constate, en se fondant notamment sur les rapports concernant l'enfant et les futurs parents adoptifs, que le placement envisagé est dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

 2. Elle transmet à l'autorité centrale de l'État d'accueil son rapport sur l'enfant, la preuve des consentements requis et les motifs de son constat sur le placement en veillant à ne pas révéler l'identité de la mère et du père si, dans l'État d'origine, cette identité ne peut pas être divulguée.

**Art. 17** Toute décision de confier un enfant à des futurs parents adoptifs ne peut être prise dans l'État d'origine que:

*a)* Si l'autorité centrale de cet État s'est assurée de l'accord des futurs parents adoptifs;

*b)* Si l'autorité centrale de l'État d'accueil a approuvé cette décision, lorsque la loi de cet État ou l'autorité centrale de l'État d'origine le requiert;

*c)* Si les autorités centrales des deux États ont accepté que la procédure en vue de l'adoption se poursuive; et

*d)* S'il a été constaté conformément à l'article 5 que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter et que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans l'État d'accueil.

**Art. 18** Les Autorités centrales des deux États prennent toutes mesures utiles pour que l'enfant reçoive l'autorisation de sortie de l'État d'origine, ainsi que celle d'entrée et de séjour permanent dans l'État d'accueil.

**Art. 19** 1. Le déplacement de l'enfant vers l'État d'accueil ne peut avoir lieu que si les conditions de l'article 17 ont été remplies.

 2. Les autorités centrales des deux États veillent à ce que ce déplacement s'effectue en toute sécurité, dans des conditions appropriées et, si possible, en compagnie des parents adoptifs ou des futurs parents adoptifs.

 3. Si ce déplacement n'a pas lieu, les rapports visés aux articles 15 et 16 sont renvoyés aux autorités expéditrices.

**Art. 20** Les autorités centrales se tiennent informées sur la procédure d'adoption et les mesures prises pour la mener à terme, ainsi que sur le déroulement de la période probatoire, lorsque celle-ci est requise.

**Art. 21** 1. Lorsque l'adoption doit avoir lieu après le déplacement de l'enfant dans l'État d'accueil et que l'autorité centrale de cet État considère que le maintien de l'enfant dans la famille d'accueil n'est plus de son intérêt supérieur, cette autorité prend les mesures utiles à la protection de l'enfant en vue notamment:

*a)* De retirer l'enfant aux personnes qui désiraient l'adopter et d'en prendre soin provisoirement;

*b)* En consultation avec l'autorité centrale de l'État d'origine, d'assurer sans délai un nouveau placement de l'enfant en vue de son adoption ou, à défaut, une prise en charge alternative durable, une adoption ne peut avoir lieu que si l'autorité centrale de l'État d'origine a été dûment informée sur les nouveaux parents adoptifs;

*c)* En dernier ressort, d'assurer le retour de l'enfant, si son intérêt l'exige.

 2. Eu égard notamment à l'âge et à la maturité de l'enfant, celui-ci sera consulté et, le cas échéant, son consentement obtenu sur les mesures à prendre conformément au présent article.

**Art. 22** 1. Les fonctions conférées à l'autorité centrale par le présent chapitre peuvent être exercées par des autorités publiques ou par des organismes agréés conformément au chapitre III, dans la mesure prévue par la loi de son État.

 2. Un État contractant peut déclarer auprès du dépositaire de la Convention que les fonctions conférées à l'autorité centrale par les articles 15 à 21 peuvent aussi être exercées dans cet État, dans la mesure prévue par la loi et sous le contrôle des autorités compétentes de cet État, par des organismes ou personnes qui:

*a)* Remplissent les conditions de moralité, de compétence professionnelle, d'expérience et de responsabilité requises par cet État; et

*b)* Sont qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale.

 3. L'État contractant qui fait la déclaration visée au paragraphe 2 informe régulièrement le Bureau permanent de la conférence de La Haye de droit international privé des noms et adresses de ces organismes et personnes.

 4. Un État contractant peut déclarer auprès du dépositaire de la Convention que les adoptions d'enfants dont la résidence habituelle est située sur son territoire ne peuvent avoir lieu que si les fonctions conférées aux autorités centrales sont exercées conformément au paragraphe 1er.

 5. Nonobstant toute déclaration effectuée conformément au paragraphe 2, les rapports prévus aux articles 15 et 16 sont, dans tous les cas établis sous la responsabilité de l'autorité centrale ou d'autres autorités ou organismes, conformément au paragraphe 1er.

CHAPITRE V  ***RECONNAISSANCE ET EFFETS DE L'ADOPTION***

**Art. 23** 1. Une adoption certifiée conforme à la Convention par l'autorité compétente de l'État contractant où elle a eu lieu est reconnue de plein droit dans les autres États contractants. Le certificat indique quand et par qui les acceptations visées à l'article 17, lettre *c,* ont été données.

 2. Tout État contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, notifiera au dépositaire de la Convention l'identité et les fonctions de l'autorité ou des autorités qui, dans cet État, sont compétentes pour délivrer le certificat. Il lui notifiera aussi toute modification dans la désignation de ces autorités.

**Art. 24** La reconnaissance d'une adoption ne peut être refusée dans un État contractant que si l'adoption est manifestement contraire à son ordre public, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

**Art. 25** Tout État contractant peut déclarer au dépositaire de la Convention qu'il ne sera pas tenu de reconnaître en vertu de celle-ci les adoptions faites conformément à un accord conclu en application de l'article 39, paragraphe 2.

**Art. 26** 1. La reconnaissance de l'adoption comporte celle:

*a)* Du lien de filiation entre l'enfant et ses parents adoptifs;

*b)* De la responsabilité parentale des parents adoptifs à l'égard de l'enfant;

*c)* De la rupture du lien préexistant de filiation entre l'enfant et sa mère et son père, si l'adoption produit cet effet dans l'État contractant où elle a eu lieu.

 2. Si l'adoption a pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, l'enfant jouit, dans l'État d'accueil et dans tout autre État contractant où l'adoption est reconnue, des droits équivalents à ceux résultant d'une adoption produisant cet effet dans chacun de ces États.

 3. Les paragraphes précédents ne portent pas atteinte à l'application de toute disposition plus favorable à l'enfant, en vigueur dans l'État contractant qui reconnaît l'adoption.

**Art. 27** 1. Lorsqu'une adoption faite dans l'État d'origine n'a pas pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, elle peut, dans l'État d'accueil qui reconnaît l'adoption conformément à la Convention, être convertie en une adoption produisant cet effet:

*a)* Si le droit de l'État d'accueil le permet; et

*b)* Si les consentements visés à l'article 4, lettres *c* et *d,* ont été ou sont donnés en vue d'une telle adoption.

 2. L'article 23 s'applique à la décision de conversion.

CHAPITRE VI  ***DISPOSITIONS GÉNÉRALES***

**Art. 28** La Convention ne déroge pas aux lois de l'État d'origine qui requièrent que l'adoption d'un enfant résidant habituellement dans cet État doive avoir lieu dans cet État ou qui interdisent le placement de l'enfant dans l'État d'accueil ou son déplacement vers cet État avant son adoption.

**Art. 29** Aucun contact entre les futurs parents adoptifs et les parents de l'enfant ou toute autre personne qui a la garde de celui-ci ne peut avoir lieu tant que les dispositions de l'article 4, lettres *a* à *c,* et de l'article 5, lettre *a,* n'ont pas été respectées, sauf si l'adoption a lieu entre membres d'une même famille ou si les conditions fixées par l'autorité compétente de l'État d'origine sont remplies.

**Art. 30** 1. Les autorités compétentes d'un État contractant veillent à conserver les informations qu'elles détiennent sur les origines de l'enfant, notamment celles relatives à l'identité de sa mère et de son père, ainsi que les données sur le passé médical de l'enfant et de sa famille.

 2. Elles assurent l'accès de l'enfant ou de son représentant à ces informations, avec les conseils appropriés, dans la mesure permise par la loi de leur État.

**Art. 31** Sous réserve de l'article 30, les données personnelles rassemblées ou transmises conformément à la Convention, en particulier celles visées aux articles 15 et 16, ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été rassemblées ou transmises.

**Art. 32** 1. Nul ne peut tirer un gain matériel indu en raison d'une intervention à l'occasion d'une adoption internationale.

 2. Seuls peuvent être demandés et payés les frais et dépenses, y compris les honoraires raisonnables des personnes qui sont intervenues dans l'adoption.

 3. Les dirigeants, administrateurs et employés d'organismes intervenant dans une adoption ne peuvent recevoir une rémunération disproportionnée par rapport aux services rendus.

**Art. 33** Toute autorité compétente qui constate qu'une des dispositions de la Convention a été méconnue ou risque manifestement de l'être en informe aussitôt l'autorité centrale de l'État dont elle relève. Cette autorité centrale a la responsabilité de veiller à ce que les mesures utiles soient prises.

**Art. 34** Si l'autorité compétente de l'État destinataire d'un document le requiert, une traduction certifiée conforme doit être produite. Sauf dispense, les frais de traduction sont à la charge des futurs parents adoptifs.

**Art. 35** Les autorités compétentes des États contractants agissent rapidement dans les procédures d'adoption.

**Art. 36** Au regard d'un État qui connaît, en matière d'adoption, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes:

*a)* Toute référence à la résidence habituelle dans cet État vise la résidence habituelle dans une unité territoriale de cet État;

*b)* Toute référence à la loi de cet État vise la loi en vigueur dans l'unité territoriale concernée;

*c)* Toute référence aux autorités compétentes ou aux autorités publiques de cet État vise les autorités habilitées à agir dans l'unité territoriale concernée;

*d)* Toute référence aux organismes agréés de cet État vise les organismes agréés dans l'unité territoriale concernée.

**Art. 37** Au regard d'un État qui connaît, en matière d'adoption, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet État vise le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

**Art. 38** Un État dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'adoption ne sera pas tenu d'appliquer la Convention lorsqu'un État dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu de l'appliquer.

**Art. 39** 1. La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des États contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les États liés par de tels instruments.

 2. Tout État contractant pourra conclure avec un ou plusieurs autres États contractants des accords en vue de favoriser l'application de la Convention dans leurs rapports réciproques. Ces accords ne pourront déroger qu'aux dispositions des articles 14 à 16 et 18 à 21. Les États qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

**Art. 40** Aucune réserve à la Convention n'est admise.

**Art. 41** La Convention s'applique chaque fois qu'une demande visée à l'article 14 a été reçue après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État d'accueil et l'État d'origine.

**Art. 42** Le secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention.

CHAPITRE VII  ***CLAUSES FINALES***

DÉCLARATIONS DE LA FRANCE

  Conformément à l'article 6-1, la France désigne comme autorité centrale:

 L'autorité centrale pour l'adoption internationale, dont le secrétariat est assuré par la Mission de l'adoption internationale, 244, boulevard Saint-Germain, 75303 Paris 07 SP.

 Conformément à l'article 22-4, la France déclare que les adoptions d'enfants dont la résidence habituelle est située en France ne peuvent avoir lieu que si les fonctions conférées aux autorités centrales sont exercées par des autorités publiques ou des organismes agréés conformément au chapitre III de la convention.

 Conformément à l'article 23, la France déclare que la Mission de l'adoption internationale, 244, boulevard Saint-Germain, 75303 Paris 07 SP, est l'autorité compétente pour délivrer les certificats visés à l'article 23-1 de la convention quand l'adoption a lieu en France ou lorsqu'une décision d'adoption étrangère a fait l'objet, en France, d'une conversion en vertu de l'article 27-2.

 Conformément à l'article 25, la France déclare qu'elle ne sera pas tenue de reconnaître en vertu de la convention les adoptions faites conformément à un accord conclu en application de l'article 39 paragraphe 2.

 Conformément à l'article 45, la France déclare que la convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de la République française à l'exception des territoires d'outre-mer.

**Convention de Strasbourg du 25 janvier 1996,**

*Sur l'exercice des droits des enfants (Publiée par Décr. no 2008-36 du 10 janv. 2008, JO 12 janv.).*

*Le présent accord est entré en vigueur le 1er janv. 2008.*

Les États membres du Conseil de l'Europe et les autres États, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Tenant compte de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant, et en particulier de l'article 4 qui exige que les États Parties prennent toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les droits reconnus dans ladite Convention;

Prenant note du contenu de la Recommandation 1121 (1990) de l'assemblée parlementaire, relative aux droits des enfants;

Convaincus que les droits et les intérêts supérieurs des enfants devraient être promus et qu'à cet effet les enfants devraient avoir la possibilité d'exercer ces droits, en particulier dans les procédures familiales les intéressant;

Reconnaissant que les enfants devraient recevoir des informations pertinentes afin que leurs droits et leurs intérêts supérieurs puissent être promus, et que l'opinion de ceux-là doit être dûment prise en considération;

Reconnaissant l'importance du rôle des parents dans la protection et la promotion des droits et des intérêts supérieurs de leurs enfants et considérant que les États devraient, le cas échéant, également prendre part à celles-là;

Considérant, toutefois, que, en cas de conflit, il est opportun que les familles essayent de trouver un accord avant de porter la question devant une autorité judiciaire,

sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I **CHAMP D'APPLICATION ET OBJET DE LA CONVENTION, ET DÉFINITIONS**

**Art. 1er** *Champ d'application et objet de la Convention.*  1. La présente Convention s'applique aux enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans.

 2. L'objet de la présente Convention vise à promouvoir, dans l'intérêt supérieur des enfants, leurs droits, à leur accorder des droits procéduraux et à en faciliter l'exercice en veillant à ce qu'ils puissent, eux-mêmes, ou par l'intermédiaire d'autres personnes ou organes, être informés et autorisés à participer aux procédures les intéressant devant une autorité judiciaire.

 3. Aux fins de la présente Convention, les procédures intéressant les enfants devant une autorité judiciaire sont des procédures familiales, en particulier celles relatives à l'exercice des responsabilités parentales, s'agissant notamment de la résidence et du droit de visite à l'égard des enfants.

 4. Tout État doit, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner, par déclaration adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, au moins trois catégories de litiges familiaux devant une autorité judiciaire auxquelles la présente Convention a vocation à s'appliquer.

 5. Toute Partie peut, par déclaration additionnelle, compléter la liste des catégories de litiges familiaux auxquelles la présente Convention a vocation à s'appliquer ou fournir toute information relative à l'application des articles 5, 9, paragraphe 2, 10, paragraphe 2, et 11.

 6. La présente Convention n'empêche pas les Parties d'appliquer des règles plus favorables à la promotion et à l'exercice des droits des enfants.

**Art. 2** *Définitions.*  Aux fins de la présente Convention, l'on entend par:

 a) «Autorité judiciaire», un tribunal ou une autorité administrative ayant des compétences équivalentes;

 b) «Détenteurs des responsabilités parentales», les parents et autres personnes ou organes habilités à exercer tout ou partie des responsabilités parentales;

 c) «Représentant», une personne, telle qu'un avocat, ou un organe nommé pour agir auprès d'une autorité judiciaire au nom d'un enfant;

 d) «Informations pertinentes», les informations appropriées, eu égard à l'âge et au discernement de l'enfant, qui lui seront fournies afin de lui permettre d'exercer pleinement ses droits, à moins que la communication de telles informations ne nuise à son bien-être.

CHAPITRE II **MESURES D'ORDRE PROCÉDURAL POUR PROMOUVOIR L'EXERCICE DES DROITS DES ENFANTS**

A. ***Droits procéduraux d'un enfant***

**Art. 3** *Droit d'être informé et d'exprimer son opinion dans les procédures.*  Un enfant qui est considéré par le droit interne comme ayant un discernement suffisant, dans les procédures l'intéressant devant une autorité judiciaire, se voit conférer les droits suivants, dont il peut lui-même demander à bénéficier:

 a) Recevoir toute information pertinente;

 b) Etre consulté et exprimer son opinion;

 c) Etre informé des conséquences éventuelles de la mise en pratique de son opinion et des conséquences éventuelles de toute décision.

**Art. 4** *Droit de demander la désignation d'un représentant spécial.*  1. Sous réserve de l'article 9, l'enfant a le droit de demander, personnellement ou par l'intermédiaire d'autres personnes ou organes, la désignation d'un représentant spécial dans les procédures l'intéressant devant une autorité judiciaire, lorsque le droit interne prive les détenteurs des responsabilités parentales de la faculté de représenter l'enfant en raison d'un conflit d'intérêts avec celui-là.

 2. Les États sont libres de prévoir que le droit visé au paragraphe 1 ne s'applique qu'aux seuls enfants considérés par le droit interne comme ayant un discernement suffisant.

**Art. 5** *Autres droits procéduraux possibles.*  Les Parties examinent l'opportunité de reconnaître aux enfants des droits procéduraux supplémentaires dans les procédures intéressant les enfants devant une autorité judiciaire, en particulier:

 a) Le droit de demander à être assistés par une personne appropriée de leur choix afin de les aider à exprimer leur opinion;

 b) Le droit de demander eux-mêmes, ou par l'intermédiaire d'autres personnes ou organes, la désignation d'un représentant distinct, dans les cas appropriés, un avocat;

 c) Le droit de désigner leur propre représentant;

 d) Le droit d'exercer tout ou partie des prérogatives d'une partie à de telles procédures.

B. ***Rôle des autorités judiciaires***

**Art. 6** *Processus décisionnel.*  Dans les procédures intéressant un enfant, l'autorité judiciaire, avant de prendre toute décision, doit:

 a) Examiner si elle dispose d'informations suffisantes afin de prendre une décision dans l'intérêt supérieur de celui-là et, le cas échéant, obtenir des informations supplémentaires, en particulier de la part des détenteurs de responsabilités parentales;

 b) Lorsque l'enfant est considéré par le droit interne comme ayant un discernement suffisant:

 — s'assurer que l'enfant a reçu toute information pertinente;

 — consulter dans les cas appropriés l'enfant personnellement, si nécessaire en privé, elle-même ou par l'intermédiaire d'autres personnes ou organes, sous une forme appropriée à son discernement, à moins que ce ne soit manifestement contraire aux intérêts supérieurs de l'enfant;

 — permettre à l'enfant d'exprimer son opinion;

 c) Tenir dûment compte de l'opinion exprimée par celui-ci.

**Art. 7** *Obligation d'agir promptement.*  Dans les procédures intéressant un enfant, l'autorité judiciaire doit agir promptement pour éviter tout retard inutile. Des procédures assurant une exécution rapide de ses décisions doivent y concourir. En cas d'urgence, l'autorité judiciaire a, le cas échéant, le pouvoir de prendre des décisions qui sont immédiatement exécutoires.

**Art. 8** *Possibilité d'autosaisine.*  Dans les procédures intéressant un enfant, l'autorité judiciaire a le pouvoir, dans les cas déterminés par le droit interne où le bien-être de l'enfant est sérieusement menacé, de se saisir d'office.

**Art. 9** *Désignation d'un représentant.*  1. Dans les procédures intéressant un enfant, lorsqu'en vertu du droit interne les détenteurs des responsabilités parentales se voient privés de la faculté de représenter l'enfant à la suite d'un conflit d'intérêts avec lui, l'autorité judiciaire a le pouvoir de désigner un représentant spécial pour celui-là dans de telles procédures.

 2. Les Parties examinent la possibilité de prévoir que, dans les procédures intéressant un enfant, l'autorité judiciaire ait le pouvoir de désigner un représentant distinct, dans les cas appropriés, un avocat, pour représenter l'enfant.

C. ***Rôle des représentants***

**Art. 10**   Dans le cas des procédures intéressant un enfant devant une autorité judiciaire, le représentant doit, à moins que ce ne soit manifestement contraire aux intérêts supérieurs de l'enfant:

 a) Fournir toute information pertinente à l'enfant, si ce dernier est considéré par le droit interne comme ayant un discernement suffisant;

 b) Fournir des explications à l'enfant, si ce dernier est considéré par le droit interne comme ayant un discernement suffisant, relatives aux conséquences éventuelles de la mise en pratique de son opinion et aux conséquences éventuelles de toute action du représentant;

 c) Déterminer l'opinion de l'enfant et la porter à la connaissance de l'autorité judiciaire.

 2. Les Parties examinent la possibilité d'étendre les dispositions du paragraphe 1 aux détenteurs des responsabilités parentales.

D. ***Extension de certaines dispositions***

F. ***Autres mesures***

**Art. 13** *Médiation et autres méthodes de résolution des conflits.*  Afin de prévenir ou de résoudre les conflits, et d'éviter des procédures intéressant les enfants devant une autorité judiciaire, les Parties encouragent la mise en œuvre de la médiation ou de toute autre méthode de résolution des conflits et leur utilisation pour conclure un accord, dans les cas appropriés déterminés par les Parties.

**Art. 14** *Aide judiciaire et conseil juridique.*  Lorsque le droit interne prévoit l'aide judiciaire ou le conseil juridique pour la représentation des enfants dans les procédures les intéressant devant une autorité judiciaire, de telles dispositions s'appliquent aux questions visées aux articles 4 et 9.

**Art. 15** *Relations avec d'autres instruments internationaux.*  La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application d'autres instruments internationaux qui traitent de questions spécifiques à la protection des enfants et des familles, auxquels une Partie à la présente Convention est, ou devient, Partie.

***Déclarations***

**Art. 1er, § 4**   La France désigne, conformément à l'article 1er, paragraphe 4, les catégories de litiges familiaux suivantes auxquelles la Convention a vocation à s'appliquer devant une autorité judiciaire:

 — procédures relatives aux modalités d'exercice de l'autorité parentale;

 — procédures relatives à la détermination de la résidence de l'enfant;

 — procédures relatives à l'organisation des modalités des rencontres des titulaires de l'autorité parentale avec l'enfant;

 — procédures fixant les modalités du lien de l'enfant avec des tiers;

 — procédure d'assistance éducative pour les enfants en danger.

**Art. 2, alinéa b**   La France interprète la notion de «détenteurs des responsabilités parentales» telle que définie à l'article 2 (b) de la Convention comme visant les représentants légaux de l'enfant au sens du droit français.

**Convention de La Haye du 19 octobre 1996,**

*Concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants.*

*Entrée en vigueur le 1er févr. 2011.*

CHAPITRE I  ***CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION***

**Art. 1er** La présente Convention a pour objet:

*a)* De déterminer l'État dont les autorités ont compétence pour prendre des mesures tendant à la protection de la personne ou des biens de l'enfant;

*b)* De déterminer la loi applicable par ces autorités dans l'exercice de leur compétence;

*c)* De déterminer la loi applicable à la responsabilité parentale;

*d)* D'assurer la reconnaissance et l'exécution des mesures de protection dans tous les États contractants;

*e)* D'établir entre les autorités des États contractants la coopération nécessaire à la réalisation des objectifs de la Convention.

 2. Aux fins de la Convention, l'expression "responsabilité parentale" comprend l'autorité parentale ou tout autre rapport d'autorité analogue déterminant les droits, les pouvoirs et les obligations des parents, d'un tuteur ou autre représentant légal à l'égard de la personne ou des biens de l'enfant.

**Art. 2** La Convention s'applique aux enfants à partir de leur naissance et jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de dix-huit ans.

**Art. 3** Les mesures prévues à l'article 1er peuvent porter notamment sur:

*a)* L'attribution, l'exercice et le retrait total ou partiel de la responsabilité parentale, ainsi que la délégation de celle-ci;

*b)* Le droit de garde, comprenant le droit portant sur les soins de la personne de l'enfant, et en particulier celui de décider de son lieu de résidence, ainsi que le droit de visite, comprenant le droit d'emmener l'enfant pour une période limitée dans un lieu autre que celui de sa résidence habituelle;

*c)* La tutelle, la curatelle et les institutions analogues;

*d)* La désignation et les fonctions de toute personne ou organisme chargé de s'occuper de la personne ou des biens de l'enfant, de le représenter ou de l'assister;

*e)* Le placement de l'enfant dans une famille d'accueil ou dans un établissement, ou son recueil légal par kafala ou par une institution analogue;

*f)* La supervision par les autorités publiques des soins dispensés à l'enfant par toute personne ayant la charge de cet enfant;

*g)* L'administration, la conservation ou la disposition des biens de l'enfant.

**Art. 4** Sont exclus du domaine de la Convention:

*a)* L'établissement et la contestation de la filiation;

*b)* La décision sur l'adoption et les mesures qui la préparent, ainsi que l'annulation et la révocation de l'adoption;

*c)* Les nom et prénoms de l'enfant;

*d)* L'émancipation;

*e)* Les obligations alimentaires;

*f)* Les trusts et successions;

*g)* La sécurité sociale;

*h)* Les mesures publiques de caractère général en matière d'éducation et de santé;

*i)* Les mesures prises en conséquence d'infractions pénales commises par des enfants;

*j)* Les décisions sur le droit d'asile et en matière d'immigration.

CHAPITRE II  ***COMPÉTENCE***

**Art. 5** 1. Les autorités, tant judiciaires qu'administratives, de l'État contractant de la résidence habituelle de l'enfant sont compétentes pour prendre des mesures tendant à la protection de sa personne ou de ses biens.

 2. Sous réserve de l'article 7, en cas de changement de la résidence habituelle de l'enfant dans un autre État contractant, sont compétentes les autorités de l'État de la nouvelle résidence habituelle.

**Art. 6** 1. Pour les enfants réfugiés et les enfants qui, par suite de troubles prévalant dans leur pays, sont internationalement déplacés, les autorités de l'État contractant sur le territoire duquel ces enfants sont présents du fait de leur déplacement exercent la compétence prévue au paragraphe premier de l'article 5.

 2. La disposition du paragraphe précédent s'applique également aux enfants dont la résidence habituelle ne peut être établie.

**Art. 7** 1. En cas de déplacement ou de non-retour illicite de l'enfant, les autorités de l'État contractant dans lequel l'enfant avait sa résidence habituelle immédiatement avant son déplacement ou son non-retour conservent leur compétence jusqu'au moment où l'enfant a acquis une résidence habituelle dans un autre État et que:

*a)* Toute personne, institution ou autre organisme ayant le droit de garde a acquiescé au déplacement ou au non-retour; ou

*b)* L'enfant a résidé dans cet autre État pour une période d'au moins un an après que la personne, l'institution ou tout autre organisme ayant le droit de garde a connu ou aurait dû connaître le lieu où se trouvait l'enfant, aucune demande de retour présentée pendant cette période n'est encore en cours d'examen, et l'enfant s'est intégré dans son nouveau milieu.

 2. Le déplacement ou le non-retour de l'enfant est considéré comme illicite:

*a)* Lorsqu'il a lieu en violation d'un droit de garde, attribué à une personne, une institution ou tout autre organisme, seul ou conjointement, par le droit de l'État dans lequel l'enfant avait sa résidence habituelle immédiatement avant son déplacement ou son non-retour, et

*b)* Que ce droit était exercé de façon effective, seul ou conjointement, au moment du déplacement ou du non-retour, ou l'eût été si de tels événements n'étaient survenus.

 Le droit de garde visé à la lettre *a* peut notamment résulter d'une attribution de plein droit, d'une décision judiciaire ou administrative, ou d'un accord en vigueur selon le droit de cet État.

 3. Tant que les autorités mentionnées au paragraphe 1 conservent leur compétence, les autorités de l'État contractant où l'enfant a été déplacé ou retenu ne peuvent prendre que les mesures urgentes nécessaires à la protection de la personne ou des biens de l'enfant, conformément à l'article 11.

**Art. 8** 1. A titre d'exception, l'autorité de l'État contractant compétente en application des articles 5 ou 6, si elle considère que l'autorité d'un autre État contractant serait mieux à même d'apprécier dans un cas particulier l'intérêt supérieur de l'enfant, peut

 — soit demander à cette autorité, directement ou avec le concours de l'Autorité centrale de cet État, d'accepter la compétence pour prendre les mesures de protection qu'elle estimera nécessaires;

 — soit surseoir à statuer et inviter les parties à saisir d'une telle demande l'autorité de cet autre État.

 2. Les États contractants dont une autorité peut être requise ou saisie dans les conditions fixées au paragraphe précédent sont:

*a)* Un État dont l'enfant possède la nationalité;

*b)* Un État dans lequel sont situés des biens de l'enfant;

*c)* Un État dont une autorité est saisie d'une demande en divorce ou séparation de corps des parents de l'enfant, ou en annulation de leur mariage;

*d)* Un État avec lequel l'enfant présente un lien étroit.

 3. Les autorités concernées peuvent procéder à un échange de vues.

 4. L'autorité requise ou saisie dans les conditions prévues au paragraphe 1 peut accepter la compétence, en lieu et place de l'autorité compétente en application des articles 5 ou 6, si elle considère que tel est l'intérêt supérieur de l'enfant.

**Art. 9** 1. Les autorités des États contractants mentionnés à l'article 8, paragraphe 2, si elles considèrent qu'elles sont les mieux à même d'apprécier dans un cas particulier l'intérêt supérieur de l'enfant, peuvent:

 — soit demander à l'autorité compétente de l'État contractant de la résidence habituelle de l'enfant, directement ou avec le concours de l'Autorité centrale de cet État, de leur permettre d'exercer la compétence pour prendre les mesures de protection qu'elles estiment nécessaires;

 — soit inviter les parties à présenter une telle demande devant les autorités de l'État contractant de la résidence habituelle de l'enfant.

 2. Les autorités concernées peuvent procéder à un échange de vues.

 3. L'autorité à l'origine de la demande ne peut exercer la compétence en lieu et place de l'autorité de l'État contractant de la résidence habituelle de l'enfant que si cette autorité a accepté la demande.

**Art. 10** 1. Sans préjudice des articles 5 à 9, les autorités d'un État contractant, dans l'exercice de leur compétence pour connaître d'une demande en divorce ou séparation de corps des parents d'un enfant résidant habituellement dans un autre État contractant, ou en annulation de leur mariage, peuvent prendre, si la loi de leur État le permet, des mesures de protection de la personne ou des biens de l'enfant:

*a)* Si, au commencement de la procédure, l'un des parents réside habituellement dans cet État et que l'un d'eux ait *[a]* la responsabilité parentale à l'égard de l'enfant; et

*b)* Si la compétence de ces autorités pour prendre de telles mesures a été acceptée par les parents, ainsi que par toute autre personne ayant la responsabilité parentale à l'égard de l'enfant et si cette compétence est conforme à l'intérêt supérieur de l'enfant.

 2. La compétence prévue au paragraphe premier pour prendre des mesures de protection de l'enfant cesse dès lors que la décision faisant droit ou rejetant la demande en divorce, séparation de corps ou annulation du mariage est devenue définitive ou que la procédure a pris fin pour un autre motif.

**Art. 11** 1. Dans tous les cas d'urgence, les autorités de chaque État contractant sur le territoire duquel se trouve l'enfant ou des biens lui appartenant sont compétentes pour prendre les mesures de protection nécessaires.

 2. Les mesures prises en application du paragraphe précédent à l'égard d'un enfant ayant sa résidence habituelle dans un État contractant cessent d'avoir effet dès que les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 10 ont pris les mesures exigées par la situation.

 3. Les mesures prises en application du paragraphe premier à l'égard d'un enfant ayant sa résidence habituelle dans un État non contractant cessent d'avoir effet dans chaque État contractant dès qu'y sont reconnues les mesures exigées par la situation, prises par les autorités d'un autre État.

**Art. 12** 1. Sous réserve de l'article 7, les autorités d'un État contractant sur le territoire duquel se trouve l'enfant ou des biens lui appartenant sont compétentes pour prendre des mesures de protection de la personne ou des biens de l'enfant, ayant un caractère provisoire et une efficacité territoriale restreinte à cet État, pour autant que de telles mesures ne soient pas incompatibles avec celles déjà prises par les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 10.

 2. Les mesures prises en application du paragraphe précédent à l'égard d'un enfant ayant sa résidence habituelle dans un État contractant cessent d'avoir effet dès que les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 10 se sont prononcées sur les mesures que pourrait exiger la situation.

 3. Les mesures prises en application du paragraphe premier à l'égard d'un enfant ayant sa résidence habituelle dans un État non contractant cessent d'avoir effet dans l'État contractant où elles ont été prises dès qu'y sont reconnues les mesures exigées par la situation, prises par les autorités d'un autre État.

**Art. 13** Les autorités d'un État contractant qui sont compétentes selon les articles 5 à 10 pour prendre des mesures de protection de la personne ou des biens de l'enfant doivent s'abstenir de statuer si, lors de l'introduction de la procédure, des mesures correspondantes ont été demandées aux autorités d'un autre État contractant alors compétentes en vertu des articles 5 à 10 et sont encore en cours d'examen.

 La disposition du paragraphe précédent ne s'applique pas si les autorités devant lesquelles la demande de mesures a été initialement présentée ont renoncé à leur compétence.

**Art. 14** Les mesures prises en application des articles 5 à 10 restent en vigueur dans les limites qui sont les leurs, même lorsqu'un changement des circonstances a fait disparaître l'élément sur lequel était fondée la compétence, tant que les autorités compétentes en vertu de la Convention ne les ont pas modifiées, remplacées ou levées.

CHAPITRE III  ***LOI APPLICABLE***

**Art. 15** 1. Dans l'exercice de la compétence qui leur est attribuée par les dispositions du chapitre II, les autorités des États contractants appliquent leur loi.

 2. Toutefois, dans la mesure où la protection de la personne ou des biens de l'enfant le requiert, elles peuvent exceptionnellement appliquer ou prendre en considération la loi d'un autre État avec lequel la situation présente un lien étroit.

 3. En cas de changement de la résidence habituelle de l'enfant dans un autre État contractant, la loi de cet autre État régit, à partir du moment où le changement est survenu, les conditions d'application des mesures prises dans l'État de l'ancienne résidence habituelle.

**Art. 16** 1. L'attribution ou l'extinction de plein droit d'une responsabilité parentale, sans intervention d'une autorité judiciaire ou administrative, est régie par la loi de l'État de la résidence habituelle de l'enfant.

 2. L'attribution ou l'extinction d'une responsabilité parentale par un accord ou un acte unilatéral, sans intervention d'une autorité judiciaire ou administrative, est régie par la loi de l'État de la résidence habituelle de l'enfant au moment où l'accord ou l'acte unilatéral prend effet.

 3. La responsabilité parentale existant selon la loi de l'État de la résidence habituelle de l'enfant subsiste après le changement de cette résidence habituelle dans un autre État.

 4. En cas de changement de la résidence habituelle de l'enfant, l'attribution de plein droit de la responsabilité parentale à une personne qui n'est pas déjà investie de cette responsabilité est régie par la loi de l'État de la nouvelle résidence habituelle.

**Art. 17** L'exercice de la responsabilité parentale est régi par la loi de l'État de la résidence habituelle de l'enfant. En cas de changement de la résidence habituelle de l'enfant, il est régi par la loi de l'État de la nouvelle résidence habituelle.

**Art. 18** La responsabilité parentale prévue à l'article 16 pourra être retirée ou ses conditions d'exercice modifiées par des mesures prises en application de la Convention.

**Art. 19** 1. La validité d'un acte passé entre un tiers et une autre personne qui aurait la qualité de représentant légal selon la loi de l'État où l'acte a été passé ne peut être contestée, ni la responsabilité du tiers engagée, pour le seul motif que l'autre personne n'avait pas la qualité de représentant légal en vertu de la loi désignée par les dispositions du présent chapitre, sauf si le tiers savait ou devait savoir que la responsabilité parentale était régie par cette loi.

 2. Le paragraphe précédent ne s'applique que dans le cas où l'acte a été passé entre personnes présentes sur le territoire d'un même État.

**Art. 20** Les dispositions du présent chapitre sont applicables même si la loi qu'elles désignent est celle d'un État non contractant.

**Art. 21** 1. Au sens du présent chapitre, le terme "loi" désigne le droit en vigueur dans un État, à l'exclusion des règles de conflit de lois.

 2. Toutefois, si la loi applicable en vertu de l'article 16 est celle d'un État non contractant et que les règles de conflit de cet État désignent la loi d'un autre État non contractant qui appliquerait sa propre loi, la loi de cet autre État est applicable. Si la loi de cet autre État non contractant ne se reconnaît pas applicable, la loi applicable est celle désignée par l'article 16.

**Art. 22** L'application de la loi désignée par les dispositions du présent chapitre ne peut être écartée que si cette application est manifestement contraire à l'ordre public, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

CHAPITRE IV  ***RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION***

**Art. 23** 1. Les mesures prises par les autorités d'un État contractant sont reconnues de plein droit dans les autres États contractants.

 2. Toutefois, la reconnaissance peut être refusée:

*a)* Si la mesure a été prise par une autorité dont la compétence n'était pas fondée sur un chef de compétence prévu au chapitre II;

*b)* Si la mesure a été prise, hors le cas d'urgence, dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, sans qu'ait été donnée à l'enfant la possibilité d'être entendu, en violation des principes fondamentaux de procédure de l'État requis;

*c)* À la demande de toute personne prétendant que cette mesure porte atteinte à sa responsabilité parentale, si cette mesure a été prise, hors le cas d'urgence, sans qu'ait été donnée à cette personne la possibilité d'être entendue;

*d)* Si la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public de l'État requis, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant;

*e)* Si la mesure est incompatible avec une mesure prise postérieurement dans l'État non contractant de la résidence habituelle de l'enfant, lorsque cette dernière mesure réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis;

*f)* Si la procédure prévue à l'article 33 n'a pas été respectée.

**Art. 24** Sans préjudice de l'article 23, paragraphe 1, toute personne intéressée peut demander aux autorités compétentes d'un État contractant qu'il soit statué sur la reconnaissance ou la non-reconnaissance d'une mesure prise dans un autre État contractant. La procédure est régie par la loi de l'État requis.

**Art. 25** L'autorité de l'État requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État qui a pris la mesure a fondé sa compétence.

**Art. 26** 1. Si les mesures prises dans un État contractant et qui y sont exécutoires comportent des actes d'exécution dans un autre État contractant, elles sont, dans cet autre État, déclarées exécutoires ou enregistrées aux fins d'exécution, sur requête de toute partie intéressée, selon la procédure prévue par la loi de cet État.

 2. Chaque État contractant applique à la déclaration d'exequatur ou à l'enregistrement une procédure simple et rapide.

 3. La déclaration d'exequatur ou l'enregistrement ne peuvent être refusés que pour l'un des motifs prévus à l'article 23, paragraphe 2.

**Art. 27** Sous réserve de ce qui est nécessaire pour l'application des articles qui précèdent, l'autorité de l'État requis ne procédera à aucune révision au fond de la mesure prise.

**Art. 28** Les mesures prises dans un État contractant, qui sont déclarées exécutoires ou enregistrées aux fins d'exécution dans un autre État contractant, y sont mises à exécution comme si elles avaient été prises par les autorités de cet autre État. La mise à exécution des mesures se fait conformément à la loi de l'État requis dans les limites qui y sont prévues, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

CHAPITRE V  ***COOPÉRATION***

**Art. 29** 1. Chaque État contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

 2. Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet État.

**Art. 30** 1. Les Autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir la coopération entre les autorités compétentes de leur État pour réaliser les objectifs de la Convention.

 2. Elles prennent, dans le cadre de l'application de la Convention, les dispositions appropriées pour fournir des informations sur leur législation, ainsi que sur les services disponibles dans leur État en matière de protection de l'enfant.

**Art. 31** L'Autorité centrale d'un État contractant prend soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques ou d'autres organismes, toutes dispositions appropriées pour:

*a)* Faciliter les communications et offrir l'assistance prévues aux articles 8 et 9 et au présent chapitre;

*b)* Faciliter *[,]* par la médiation, la conciliation ou tout autre mode analogue, des ententes à l'amiable sur la protection de la personne ou des biens de l'enfant, dans les situations auxquelles s'applique la Convention;

*c)* Aider, sur demande d'une autorité compétente d'un autre État contractant, à localiser l'enfant lorsqu'il paraît que celui-ci est présent sur le territoire de l'État requis et a besoin de protection.

**Art. 32** Sur demande motivée de l'Autorité centrale ou d'une autre autorité compétente d'un État contractant avec lequel l'enfant a un lien étroit, l'Autorité centrale de l'État contractant dans lequel l'enfant a sa résidence habituelle et dans lequel il est présent peut, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques ou d'autres organismes:

*a)* Fournir un rapport sur la situation de l'enfant;

*b)* Demander à l'autorité compétente de son État d'examiner l'opportunité de prendre des mesures tendant à la protection de la personne ou des biens de l'enfant.

**Art. 33** 1. Lorsque l'autorité compétente en vertu des articles 5 à 10 envisage le placement de l'enfant dans une famille d'accueil ou dans un établissement, ou son recueil légal par kafala ou par une institution analogue, et que ce placement ou ce recueil aura lieu dans un autre État contractant, elle consulte au préalable l'Autorité centrale ou une autre autorité compétente de ce dernier État. Elle lui communique à cet effet un rapport sur l'enfant et les motifs de sa proposition sur le placement ou le recueil.

 2. La décision sur le placement ou le recueil ne peut être prise dans l'État requérant que si l'Autorité centrale ou une autre autorité compétente de l'État requis a approuvé ce placement ou ce recueil, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

**Art. 34** 1. Lorsqu'une mesure de protection est envisagée, les autorités compétentes en vertu de la Convention peuvent, si la situation de l'enfant l'exige, demander à toute autorité d'un autre État contractant qui détient des informations utiles pour la protection de l'enfant de les lui communiquer.

 2. Chaque État contractant pourra déclarer que les demandes prévues au paragraphe premier ne pourront être acheminées que par l'intermédiaire de son Autorité centrale.

**Art. 35** 1. Les autorités compétentes d'un État contractant peuvent demander aux autorités d'un autre État contractant de prêter leur assistance à la mise en œuvre de mesures de protection prises en application de la Convention, en particulier pour assurer l'exercice effectif d'un droit de visite, ainsi que du droit de maintenir des contacts directs réguliers.

 2. Les autorités d'un État contractant dans lequel l'enfant n'a pas sa résidence habituelle peuvent, à la demande d'un parent résidant dans cet État et souhaitant obtenir ou conserver un droit de visite, recueillir des renseignements ou des preuves et se prononcer sur l'aptitude de ce parent à exercer le droit de visite et sur les conditions dans lesquelles il pourrait l'exercer. L'autorité compétente en vertu des articles 5 à 10 pour statuer sur le droit de visite devra, avant de se prononcer, prendre en considération ces renseignements, preuves ou conclusions.

 3. Une autorité compétente en vertu des articles 5 à 10 pour statuer sur le droit de visite peut suspendre la procédure jusqu'au terme de la procédure prévue au paragraphe 2, notamment lorsqu'elle est saisie d'une demande tendant à modifier ou supprimer le droit de visite conféré par les autorités de l'État de l'ancienne résidence habituelle.

 Cet article n'empêche pas une autorité compétente en vertu des articles 5 à 10 de prendre des mesures provisoires jusqu'au terme de la procédure prévue au paragraphe 2.

**Art. 36** Dans le cas où l'enfant est exposé à un grave danger, les autorités compétentes de l'État contractant dans lequel des mesures de protection de cet enfant ont été prises ou sont en voie de l'être, si elles sont informées du changement de résidence ou de la présence de l'enfant dans un autre État, avisent les autorités de cet État de ce danger et des mesures prises ou en cours d'examen.

**Art. 37** Une autorité ne peut demander ou transmettre des informations en application de ce chapitre si elle est d'avis qu'une telle demande ou transmission pourrait mettre en danger la personne ou les biens de l'enfant, ou constituer une menace grave pour la liberté ou la vie d'un membre de sa famille.

**Art. 38** 1. Sans préjudice de la possibilité de réclamer des frais raisonnables correspondant aux services fournis, les Autorités centrales et les autres autorités publiques des États contractants supportent leurs frais découlant de l'application des dispositions du présent chapitre.

 2. Un État contractant peut conclure des accords avec un ou plusieurs autres États contractants sur la répartition des frais.

**Art. 39** Tout État contractant pourra conclure avec un ou plusieurs autres États contractants des accords en vue de favoriser dans leurs rapports réciproques l'application du présent chapitre. Les États qui ont conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

CHAPITRE VI  ***DISPOSITIONS GÉNÉRALES***

**Art. 40** 1. Les autorités de l'État contractant de la résidence habituelle de l'enfant ou de l'État contractant où une mesure de protection a été prise peuvent délivrer au titulaire de la responsabilité parentale ou à toute personne à qui est confiée la protection de la personne ou des biens de l'enfant, à sa demande, un certificat indiquant sa qualité et les pouvoirs qui lui sont conférés.

 2. La qualité et les pouvoirs indiqués par le certificat sont tenus pour établis, sauf preuve contraire.

 3. Chaque État contractant désigne les autorités habilitées à établir le certificat.

**Art. 41** Les données personnelles rassemblées ou transmises conformément à la Convention ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été rassemblées ou transmises.

**Art. 42** Les autorités auxquelles des informations sont transmises en assurent la confidentialité conformément à la loi de leur État.

**Art. 43** Les documents transmis ou délivrés en application de la Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue.

**Art. 44** Chaque État contractant peut désigner les autorités à qui les demandes prévues aux articles 8, 9 et 33 doivent être envoyées.

**Art. 45** 1. Les désignations mentionnées aux articles 29 et 44 sont communiquées au Bureau permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé.

 2. La déclaration mentionnée à l'article 34, paragraphe 2, est faite au dépositaire de la Convention.

**Art. 46** Un État contractant dans lequel des systèmes de droit ou des ensembles de règles différents s'appliquent en matière de protection de l'enfant et de ses biens n'est pas tenu d'appliquer les règles de la Convention aux conflits concernant uniquement ces différents systèmes ou ensembles de règles.

**Art. 47** Au regard d'un État dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ou ensembles de règles ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes:

 1. Toute référence à la résidence habituelle dans cet État vise la résidence habituelle dans une unité territoriale;

 2. Toute référence à la présence de l'enfant dans cet État vise la présence de l'enfant dans une unité territoriale;

 3. Toute référence à la situation des biens de l'enfant dans cet État vise la situation des biens de l'enfant dans une unité territoriale;

 4. Toute référence à l'État dont l'enfant possède la nationalité vise l'unité territoriale désignée par la loi de cet État ou, en l'absence de règles pertinentes, l'unité territoriale avec laquelle l'enfant présente le lien le plus étroit;

 5. Toute référence à l'État dont une autorité est saisie d'une demande en divorce ou séparation de corps des parents de l'enfant, ou en annulation de leur mariage, vise l'unité territoriale dont une autorité est saisie d'une telle demande;

 6. Toute référence à l'État avec lequel l'enfant présente un lien étroit vise l'unité territoriale avec laquelle l'enfant présente ce lien;

 7. Toute référence à l'État où l'enfant a été déplacé ou retenu vise l'unité territoriale dans laquelle l'enfant a été déplacé ou retenu;

 8. Toute référence aux organismes ou autorités de cet État, autres que les Autorités centrales, vise les organismes ou autorités habilités à agir dans l'unité territoriale concernée;

 9. Toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'État où une mesure a été prise vise la loi, la procédure ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle cette mesure a été prise;

 10. Toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'État requis vise la loi, la procédure ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle la reconnaissance ou l'exécution est invoquée.

**Art. 48** Pour identifier la loi applicable en vertu du chapitre III, lorsqu'un État comprend deux ou plusieurs unités territoriales dont chacune a son propre système de droit ou un ensemble de règles ayant trait aux questions régies par la présente Convention, les règles suivantes s'appliquent:

*a)* En présence de règles en vigueur dans cet État identifiant l'unité territoriale dont la loi est applicable, la loi de cette unité s'applique;

*b)* En l'absence de telles règles, la loi de l'unité territoriale définie selon les dispositions de l'article 47 s'applique.

**Art. 49** Pour identifier la loi applicable en vertu du chapitre III, lorsqu'un État comprend deux ou plusieurs systèmes de droit ou ensembles de règles applicables à des catégories différentes de personnes pour les questions régies par la présente Convention, les règles suivantes s'appliquent:

*a)* En présence de règles en vigueur dans cet État identifiant laquelle de ces lois est applicable, cette loi s'applique;

*b)* En l'absence de telles règles, la loi du système ou de l'ensemble de règles avec lequel l'enfant présente le lien le plus étroit s'applique.

**Art. 50** La présente Convention n'affecte pas la Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, dans les relations entre les Parties aux deux Conventions. Rien n'empêche cependant que des dispositions de la présente Convention soient invoquées pour obtenir le retour d'un enfant qui a été déplacé ou retenu illicitement, ou pour organiser le droit de visite.

**Art. 51** Dans les rapports entre les États contractants, la présente Convention remplace la *Convention du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs et la Convention pour régler la tutelle des mineurs*, signée à La Haye le 12 juin 1902, sans préjudice de la reconnaissance des mesures prises selon la Convention du 5 octobre 1961 précitée.

**Art. 52** 1. La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des États contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les États liés par de tels instruments.

 2. La Convention n'affecte pas la possibilité pour un ou plusieurs États contractants de conclure des accords qui contiennent, en ce qui concerne les enfants habituellement résidents dans l'un des États Parties à de tels accords, des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

 3. Les accords à conclure par un ou plusieurs États contractants sur des matières réglées par la présente Convention n'affectent pas, dans les rapports de ces États avec les autres États contractants, l'application des dispositions de la présente Convention.

 4. Les paragraphes précédents s'appliquent également aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les États concernés de liens spéciaux, notamment de nature régionale.

**Art. 53** 1. La Convention ne s'applique qu'aux mesures prises dans un État après l'entrée en vigueur de la Convention pour cet État.

 2. La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des mesures prises après son entrée en vigueur dans les rapports entre l'État où les mesures ont été prises et l'État requis.

**Art. 54** 1. Toute communication à l'Autorité centrale ou à toute autre autorité d'un État contractant est adressée dans la langue originale et accompagnée d'une traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de cet État ou, lorsque cette traduction est difficilement réalisable, d'une traduction en français ou en anglais.

 2. Toutefois, un État contractant pourra, en faisant la réserve prévue à l'article 60, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais.

**Art. 55** 1. Un État contractant pourra, conformément à l'article 60:

*a)* Réserver la compétence de ses autorités pour prendre des mesures tendant à la protection des biens d'un enfant situés sur son territoire;

*b)* Se réserver de ne pas reconnaître une responsabilité parentale ou une mesure qui serait incompatible avec une mesure prise par ses autorités par rapport à ces biens.

 2. La réserve pourra être restreinte à certaines catégories de biens.

**Art. 56** Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention.

CHAPITRE VII  ***CLAUSES FINALES***

**Art. 57** 1. La Convention est ouverte à la signature des États qui étaient membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa dix-huitième session.

 2. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du ministère des affaires étrangères du royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

**Art. 58** 1. Tout autre État pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 61, paragraphe 1.

 2. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.

 3. L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'État adhérent et les États contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 63, lettre *b*. Une telle objection pourra également être élevée par tout État au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au dépositaire.

**Art. 59** 1. Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par la présente Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

 2. Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

 3. Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet État.

**Art. 60** 1. Tout État contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou au moment d'une déclaration faite en vertu de l'article 59, faire soit l'une, soit les deux réserves prévues aux articles 54, paragraphe 2, et 55. Aucune autre réserve ne sera admise.

 2. Tout État pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au dépositaire.

 3. L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée au paragraphe précédent.

**Art. 61** 1. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 57.

 2. Par la suite, la Convention entrera en vigueur:

*a)* Pour chaque État ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

*b)* Pour chaque État adhérent, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après l'expiration du délai de six mois prévu à l'article 58, paragraphe 3;

*c)* Pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'article 59, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification visée dans cet article.

**Art. 62** 1. Tout État Partie à la Convention pourra dénoncer celle-ci par une notification adressée par écrit au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales auxquelles s'applique la Convention.

 2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question.

**Art. 63** Le dépositaire notifiera aux États membres de la Conférence de La Haye de droit international privé ainsi qu'aux États qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 58:

*a)* Les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 57;

*b)* Les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 58;

*c)* La date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 61;

*d)* Les déclarations mentionnées aux articles 34, paragraphe 2, et 59;

*e)* Les accords mentionnés à l'article 39;

*f)* Les réserves visées aux articles 54, paragraphe 2, et 55 et le retrait des réserves prévu à l'article 60, paragraphe 2;

*g)* Les dénonciations visées à l'article 62.

**Convention d'Oviedo du 4 avril 1997,**

*Pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine.*

*Le traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne est entré en vigueur le 1er décembre 2009. Par conséquent, à partir de cette date, toute mention de la Communauté européenne doit être lue comme l'Union européenne.   
Cette convention est entrée en vigueur pour la France le 1er avr. 2012.*

**Préambule**

Les États membres du Conseil de l'Europe, les autres États et la Communauté européenne signataires de la présente Convention,

Considérant la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, proclamée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948;

Considérant la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950;

Considérant la Charte sociale européenne du 18 octobre 1961;

Considérant le Pacte international sur les droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 16 décembre 1966;

Considérant la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel du 28 janvier 1981;

Considérant également la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989;

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, et que l'un des moyens d'atteindre ce but est la sauvegarde et le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Conscients des rapides développements de la biologie et de la médecine;

Convaincus de la nécessité de respecter l'être humain à la fois comme individu et dans son appartenance à l'espèce humaine et reconnaissant l'importance d'assurer sa dignité;

Conscients des actes qui pourraient mettre en danger la dignité humaine par un usage impropre de la biologie et de la médecine;

Affirmant que les progrès de la biologie et de la médecine doivent être utilisés pour le bénéfice des générations présentes et futures;

Soulignant la nécessité d'une coopération internationale pour que l'Humanité tout entière bénéficie de l'apport de la biologie et de la médecine;

Reconnaissant l'importance de promouvoir un débat public sur les questions posées par l'application de la biologie et de la médecine, et sur les réponses à y apporter;

Désireux de rappeler à chaque membre du corps social ses droits et ses responsabilités;

Prenant en considération les travaux de l'Assemblée parlementaire dans ce domaine, y compris la Recommandation 1160 (1991) sur l'élaboration d'une convention de bioéthique;

Résolus à prendre, dans le domaine des applications de la biologie et de la médecine, les mesures propres à garantir la dignité de l'être humain et les droits et libertés fondamentaux de la personne,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I  ***DISPOSITIONS GÉNÉRALES***

**Art. 1er** *Objet et finalité*.  Les Parties à la présente Convention protègent l'être humain dans sa dignité et son identité et garantissent à toute personne, sans discrimination, le respect de son intégrité et de ses autres droits et libertés fondamentales à l'égard des applications de la biologie et de la médecine.

 Chaque Partie prend dans son droit interne les mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente Convention.

**Art. 2** *Primauté de l'être humain*.  L'intérêt et le bien de l'être humain doivent prévaloir sur le seul intérêt de la société ou de la science.

**Art. 3** *Accès équitable aux soins de santé*.  Les Parties prennent, compte tenu des besoins de santé et des ressources disponibles, les mesures appropriées en vue d'assurer, dans leur sphère de juridiction, un accès équitable à des soins de santé de qualité appropriée.

**Art. 4** *Obligations professionnelles et règles de conduite*.  Toute intervention dans le domaine de la santé, y compris la recherche, doit être effectuée dans le respect des normes et obligations professionnelles, ainsi que des règles de conduite applicables en l'espèce.

CHAPITRE II  ***CONSENTEMENT***

**Art. 5** *Règle générale*.  Une intervention dans le domaine de la santé ne peut être effectuée qu'après que la personne concernée y a donné son consentement libre et éclairé.

 Cette personne reçoit préalablement une information adéquate quant au but et à la nature de l'intervention ainsi que quant à ses conséquences et ses risques.

 La personne concernée peut, à tout moment, librement retirer son consentement.

**Art. 6** *Protection des personnes n'ayant pas la capacité de consentir*.  1. Sous réserve des articles 17 et 20, une intervention ne peut être effectuée sur une personne n'ayant pas la capacité de consentir, que pour son bénéfice direct.

 2. Lorsque, selon la loi, un mineur n'a pas la capacité de consentir à une intervention, celle-ci ne peut être effectuée sans l'autorisation de son représentant, d'une autorité ou d'une personne ou instance désignée par la loi.

 L'avis du mineur est pris en considération comme un facteur de plus en plus déterminant, en fonction de son âge et de son degré de maturité.

 3. Lorsque, selon la loi, un majeur n'a pas, en raison d'un handicap mental, d'une maladie ou pour un motif similaire, la capacité de consentir à une intervention, celle-ci ne peut être effectuée sans l'autorisation de son représentant, d'une autorité ou d'une personne ou instance désignée par la loi.

 La personne concernée doit dans la mesure du possible être associée à la procédure d'autorisation.

 4. Le représentant, l'autorité, la personne ou l'instance mentionnés aux paragraphes 2 et 3 reçoivent, dans les mêmes conditions, l'information visée à l'article 5.

 5. L'autorisation visée aux paragraphes 2 et 3 peut, à tout moment, être retirée dans l'intérêt de la personne concernée.

**Art. 7** *Protection des personnes souffrant d'un trouble mental*.  La personne qui souffre d'un trouble mental grave ne peut être soumise, sans son consentement, à une intervention ayant pour objet de traiter ce trouble que lorsque l'absence d'un tel traitement risque d'être gravement préjudiciable à sa santé et sous réserve des conditions de protection prévues par la loi comprenant des procédures de surveillance et de contrôle ainsi que des voies de recours.

**Art. 8** *Situations d'urgence*.  Lorsqu'en raison d'une situation d'urgence le consentement approprié ne peut être obtenu, il pourra être procédé immédiatement à toute intervention médicalement indispensable pour le bénéfice de la santé de la personne concernée.

**Art. 9** *Souhaits précédemment exprimés*.  Les souhaits précédemment exprimés au sujet d'une intervention médicale par un patient qui, au moment de l'intervention, n'est pas en état d'exprimer sa volonté seront pris en compte.

CHAPITRE III  ***VIE PRIVÉE ET DROIT À L'INFORMATION***

**Art. 10** *Vie privée et droit à l'information*.  1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée s'agissant des informations relatives à sa santé.

 2. Toute personne a le droit de connaître toute information recueillie sur sa santé. Cependant, la volonté d'une personne de ne pas être informée doit être respectée.

 3. A titre exceptionnel, la loi peut prévoir, dans l'intérêt du patient, des restrictions à l'exercice des droits mentionnés au paragraphe 2.

CHAPITRE IV  ***GÉNOME HUMAIN***

**Art. 11** *Non-discrimination*.  Toute forme de discrimination à l'encontre d'une personne en raison de son patrimoine génétique est interdite.

**Art. 12** *Tests génétiques prédictifs*.  Il ne pourra être procédé à des tests prédictifs de maladies génétiques ou permettant soit d'identifier le sujet comme porteur d'un gène responsable d'une maladie soit de détecter une prédisposition ou une susceptibilité génétique à une maladie qu'à des fins médicales ou de recherche médicale, et sous réserve d'un conseil génétique approprié.

**Art. 13** *Interventions sur le génome humain*.  Une intervention ayant pour objet de modifier le génome humain ne peut être entreprise que pour des raisons préventives, diagnostiques ou thérapeutiques et seulement si elle n'a pas pour but d'introduire une modification dans le génome de la descendance.

**Art. 14** *Non-sélection du sexe*.  L'utilisation des techniques d'assistance médicale à la procréation n'est pas admise pour choisir le sexe de l'enfant à naître, sauf en vue d'éviter une maladie héréditaire grave liée au sexe.

CHAPITRE V  ***RECHERCHE SCIENTIFIQUE***

**Art. 15** *Règle générale*.  La recherche scientifique dans le domaine de la biologie et de la médecine s'exerce librement sous réserve des dispositions de la présente Convention et des autres dispositions juridiques qui assurent la protection de l'être humain.

**Art. 16** *Protection des personnes se prêtant à une recherche*.  Aucune recherche ne peut être entreprise sur une personne à moins que les conditions suivantes ne soient réunies:

i. il n'existe pas de méthode alternative à la recherche sur des êtres humains, d'efficacité comparable;

ii. les risques qui peuvent être encourus par la personne ne sont pas disproportionnés par rapport aux bénéfices potentiels de la recherche;

iii. le projet de recherche a été approuvé par l'instance compétente, après avoir fait l'objet d'un examen indépendant sur le plan de sa pertinence scientifique, y compris une évaluation de l'importance de l'objectif de la recherche, ainsi que d'un examen pluridisciplinaire de son acceptabilité sur le plan éthique;

iv. la personne se prêtant à une recherche est informée de ses droits et des garanties prévues par la loi pour sa protection;

v. le consentement visé à l'article 5 a été donné expressément, spécifiquement et est consigné par écrit. Ce consentement peut, à tout moment, être librement retiré.

**Art. 17** *Protection des personnes qui n'ont pas la capacité de consentir à une recherche*.  1. Une recherche ne peut être entreprise sur une personne n'ayant pas, conformément à l'article 5, la capacité d'y consentir que si les conditions suivantes sont réunies:

i. les conditions énoncées à l'article 16, alinéas i à iv, sont remplies;

ii. les résultats attendus de la recherche comportent un bénéfice réel et direct pour sa santé;

iii. la recherche ne peut s'effectuer avec une efficacité comparable sur des sujets capables d'y consentir;

iv. l'autorisation prévue à l'article 6 a été donnée spécifiquement et par écrit; et

v. la personne n'y oppose pas de refus.

 2. A titre exceptionnel et dans les conditions de protection prévues par la loi, une recherche dont les résultats attendus ne comportent pas de bénéfice direct pour la santé de la personne peut être autorisée si les conditions énoncées aux alinéas i, iii, iv et v du paragraphe 1 ci-dessus ainsi que les conditions supplémentaires suivantes sont réunies:

i. la recherche a pour objet de contribuer, par une amélioration significative de la connaissance scientifique de l'état de la personne, de sa maladie ou de son trouble, à l'obtention, à terme, de résultats permettant un bénéfice pour la personne concernée ou pour d'autres personnes dans la même catégorie d'âge ou souffrant de la même maladie ou trouble ou présentant les mêmes caractéristiques;

ii. la recherche ne présente pour la personne qu'un risque minimal et une contrainte minimale.

**Art. 18** *Recherche sur les embryons in vitro*.  1. Lorsque la recherche sur les embryons *in vitro* est admise par la loi, celle-ci assure une protection adéquate de l'embryon.

 2. La constitution d'embryons humains aux fins de recherche est interdite.

CHAPITRE VI  ***PRÉLÈVEMENT D'ORGANES ET DE TISSUS SUR DES DONNEURS VIVANTS À DES FINS DE TRANSPLANTATION***

**Art. 19** *Règle générale*.  1. Le prélèvement d'organes ou de tissus aux fins de transplantation ne peut être effectué sur un donneur vivant que dans l'intérêt thérapeutique du receveur et lorsque l'on ne dispose pas d'organe ou de tissu appropriés d'une personne décédée ni de méthode thérapeutique alternative d'efficacité comparable.

 2. Le consentement visé à l'article 5 doit avoir été donné expressément et spécifiquement, soit par écrit, soit devant une instance officielle.

**Art. 20** *Protection des personnes qui n'ont pas la capacité de consentir au prélèvement d'organe*.  1. Aucun prélèvement d'organe ou de tissu ne peut être effectué sur une personne n'ayant pas la capacité de consentir conformément à l'article 5.

 2. A titre exceptionnel et dans les conditions de protection prévues par la loi, le prélèvement de tissus régénérables sur une personne qui n'a pas la capacité de consentir peut être autorisé si les conditions suivantes sont réunies:

i. on ne dispose pas d'un donneur compatible jouissant de la capacité de consentir;

ii. le receveur est un frère ou une sœur du donneur;

iii. le don doit être de nature à préserver la vie du receveur;

iv. l'autorisation prévue aux paragraphes 2 et 3 de l'article 6 a été donnée spécifiquement et par écrit, selon la loi et en accord avec l'instance compétente,

v. le donneur potentiel n'y oppose pas de refus.

CHAPITRE VII  ***INTERDICTION DU PROFIT ET UTILISATION D'UNE PARTIE DU CORPS HUMAIN***

**Art. 21** *Interdiction du profit*.  Le corps humain et ses parties ne doivent pas être, en tant que tels, source de profit.

**Art. 22** *Utilisation d'une partie du corps humain prélevée*.  Lorsqu'une partie du corps humain a été prélevée au cours d'une intervention, elle ne peut être conservée et utilisée dans un but autre que celui pour lequel elle a été prélevée que conformément aux procédures d'information et de consentement appropriées.

CHAPITRE VIII  ***ATTEINTE AUX DISPOSITIONS DE LA CONVENTION***

**Art. 23** *Atteinte aux droits ou principes*.  Les Parties assurent une protection juridictionnelle appropriée afin d'empêcher ou faire cesser à bref délai une atteinte illicite aux droits et principes reconnus dans la présente Convention.

**Art. 24** *Réparation d'un dommage injustifié*.  La personne ayant subi un dommage injustifié résultant d'une intervention a droit à une réparation équitable dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

**Art. 25** *Sanctions*.  Les Parties prévoient des sanctions appropriées dans les cas de manquement aux dispositions de la présente Convention.

**Convention de La Haye du 13 janvier 2000,**

*Sur la protection internationale des adultes.*

*Entrée en vigueur le 1er janv. 2009.*

Les États signataires de la présente Convention,

Considérant qu'il convient d'assurer dans les situations à caractère international la protection des adultes qui, en raison d'une altération ou d'une insuffisance de leurs facultés personnelles, ne sont pas en état de pourvoir à leurs intérêts,

Désirant éviter des conflits entre leurs systèmes juridiques en matière de compétence, loi applicable, reconnaissance et exécution des mesures de protection des adultes,

Rappelant l'importance de la coopération internationale pour la protection des adultes,

Affirmant que l'intérêt de l'adulte ainsi que le respect de sa dignité et de sa volonté doivent être des considérations primordiales,

Sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I  ***CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION***

**Art. 1er** 1. La présente Convention s'applique, dans les situations à caractère international, à la protection des adultes qui, en raison d'une altération ou d'une insuffisance de leurs facultés personnelles, ne sont pas en état de pourvoir à leurs intérêts.

 2. Elle a pour objet:

*a)* de déterminer l'État dont les autorités ont compétence pour prendre des mesures tendant à la protection de la personne ou des biens de l'adulte;

*b)* de déterminer la loi applicable par ces autorités dans l'exercice de leur compétence;

*c)* de déterminer la loi applicable à la représentation de l'adulte;

*d)* d'assurer la reconnaissance et l'exécution des mesures de protection dans tous les États contractants;

*e)* d'établir entre les autorités des États contractants la coopération nécessaire à la réalisation des objectifs de la Convention.

**Art. 2** 1. Au sens de la présente Convention, un adulte est une personne ayant atteint l'âge de 18 ans.

 2. La Convention s'applique également aux mesures concernant un adulte qui n'avait pas atteint l'âge de 18 ans lorsqu'elles ont été prises.

**Art. 3** Les mesures prévues à l'article premier peuvent porter notamment sur:

*a)* la détermination de l'incapacité et l'institution d'un régime de protection;

*b)* la mise de l'adulte sous la sauvegarde d'une autorité judiciaire ou administrative;

*c)* la tutelle, la curatelle et les institutions analogues;

*d)* la désignation et les fonctions de toute personne ou organisme chargé de s'occuper de la personne ou des biens de l'adulte, de le représenter ou de l'assister;

*e)* le placement de l'adulte dans un établissement ou tout autre lieu où sa protection peut être assurée;

*f)* l'administration, la conservation ou la disposition des biens de l'adulte;

*g)* l'autorisation d'une intervention ponctuelle pour la protection de la personne ou des biens de l'adulte.

**Art. 4** 1. Sont exclus du domaine de la Convention:

*a)* les obligations alimentaires;

*b)* la formation, l'annulation et la dissolution du mariage ou d'une relation analogue ainsi que la séparation de corps;

*c)* les régimes matrimoniaux et les régimes de même nature applicables aux relations analogues au mariage;

*d)* les trusts et successions;

*e)* la sécurité sociale;

*f)* les mesures publiques de caractère général en matière de santé;

*g)* les mesures prises à l'égard d'une personne en conséquence d'infractions pénales commises par cette personne;

*h)* les décisions sur le droit d'asile et en matière d'immigration;

*i)* les mesures ayant pour seul objet de sauvegarder la sécurité publique.

 2. Le paragraphe premier n'affecte pas, dans les matières qui y sont mentionnées, la qualité d'une personne à agir comme représentant de l'adulte.

CHAPITRE II  ***COMPÉTENCE***

**Art. 5** 1. Les autorités, tant judiciaires qu'administratives, de l'État contractant de la résidence habituelle de l'adulte sont compétentes pour prendre des mesures tendant à la protection de sa personne ou de ses biens.

 2. En cas de changement de la résidence habituelle de l'adulte dans un autre État contractant, sont compétentes les autorités de l'État de la nouvelle résidence habituelle.

**Art. 6** 1. Pour les adultes qui sont réfugiés et ceux qui, par suite de troubles survenant dans leur pays, sont internationalement déplacés, les autorités de l'État contractant sur le territoire duquel ces adultes sont présents du fait de leur déplacement exercent la compétence prévue à l'article 5, paragraphe premier.

 2. La disposition du paragraphe précédent s'applique également aux adultes dont la résidence habituelle ne peut être établie.

**Art. 7** 1. Sauf pour les adultes qui sont réfugiés ou qui, par suite de troubles survenant dans l'État de leur nationalité, sont internationalement déplacés, les autorités d'un État contractant dont l'adulte possède la nationalité sont compétentes pour prendre des mesures tendant à la protection de sa personne ou de ses biens, si elles considèrent qu'elles sont mieux à même d'apprécier l'intérêt de l'adulte et après avoir avisé les autorités compétentes en vertu des articles 5 ou 6, paragraphe 2.

 2. Cette compétence ne peut être exercée si les autorités compétentes en vertu des articles 5, 6, paragraphe 2, ou 8 ont informé les autorités de l'État national de l'adulte qu'elles ont pris toutes les mesures requises par la situation ou décidé qu'aucune mesure ne devait être prise ou qu'une procédure est pendante devant elles.

 3. Les mesures prises en vertu du paragraphe premier cessent d'avoir effet dès que les autorités compétentes en vertu des articles 5, 6, paragraphe 2, ou 8 ont pris des mesures requises par la situation ou ont décidé qu'il n'y a pas lieu de prendre des mesures. Ces autorités en informent les autorités ayant pris les mesures en application du paragraphe premier.

**Art. 8** 1. Les autorités de l'État contractant ayant compétence en vertu des articles 5 ou 6, si elles considèrent que tel est l'intérêt de l'adulte, peuvent, de leur propre initiative ou à la demande de l'autorité d'un autre État contractant, requérir les autorités de l'un des États mentionnés au paragraphe 2 de prendre des mesures tendant à la protection de la personne ou des biens de l'adulte. La requête peut porter sur tout ou partie de cette protection.

 2. Les États contractants dont une autorité peut être requise dans les conditions fixées au paragraphe précédent sont:

*a)* un État dont l'adulte possède la nationalité;

*b)* l'État de la précédente résidence habituelle de l'adulte;

*c)* un État dans lequel sont situés des biens de l'adulte;

*d)* l'État dont les autorités ont été choisies par écrit par l'adulte pour prendre des mesures tendant à sa protection;

*e)* l'État de la résidence habituelle d'une personne proche de l'adulte disposée à prendre en charge sa protection;

*f)* l'État sur le territoire duquel l'adulte est présent, en ce qui concerne la protection de sa personne.

 3. Dans le cas où l'autorité désignée en vertu des dispositions des paragraphes précédents n'accepte pas sa compétence, les autorités de l'État contractant ayant compétence en vertu des articles 5 ou 6 conservent la compétence.

**Art. 9** Les autorités d'un État contractant dans lequel se trouvent des biens de l'adulte sont compétentes pour prendre des mesures de protection relatives à ces biens, pour autant que ces mesures soient compatibles avec celles prises par les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 8.

**Art. 10** 1. Dans tous les cas d'urgence, les autorités de chaque État contractant sur le territoire duquel se trouvent l'adulte ou des biens lui appartenant sont compétentes pour prendre les mesures de protection nécessaires.

 2. Les mesures prises en application du paragraphe précédent à l'égard d'un adulte ayant sa résidence habituelle dans un État contractant cessent d'avoir effet dès que les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 9 ont pris les mesures exigées par la situation.

 3. Les mesures prises en application du paragraphe premier à l'égard d'un adulte ayant sa résidence habituelle dans un État non contractant cessent d'avoir effet dans chaque État contractant dès qu'y sont reconnues les mesures exigées par la situation, prises par les autorités d'un autre État.

 4. Les autorités ayant pris des mesures en application du paragraphe premier en informent, dans la mesure du possible, les autorités de l'État contractant de la résidence habituelle de l'adulte.

**Art. 11** 1. A titre d'exception, les autorités d'un État contractant sur le territoire duquel l'adulte est présent sont compétentes pour prendre des mesures concernant la protection de la personne de l'adulte, ayant un caractère temporaire et une efficacité territoriale restreinte à cet État, pour autant que ces mesures soient compatibles avec celles déjà prises par les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 8 et après avoir avisé les autorités compétentes en vertu de l'article 5.

 2. Les mesures prises en application du paragraphe précédent à l'égard d'un adulte ayant sa résidence habituelle dans un État contractant cessent d'avoir effet dès que les autorités compétentes en vertu des articles 5 à 8 se sont prononcées sur les mesures que pourrait exiger la situation.

**Art. 12** Sous réserve de l'article 7, paragraphe 3, les mesures prises en application des articles 5 à 9 restent en vigueur dans les limites qui sont les leurs, même lorsqu'un changement des circonstances a fait disparaître l'élément sur lequel était fondée la compétence, tant que les autorités compétentes en vertu de la Convention ne les ont pas modifiées, remplacées ou levées.

CHAPITRE III  ***LOI APPLICABLE***

**Art. 13** 1. Dans l'exercice de la compétence qui leur est attribuée par les dispositions du chapitre II, les autorités des États contractants appliquent leur loi.

 2. Toutefois, dans la mesure où la protection de la personne ou des biens de l'adulte le requiert, elles peuvent exceptionnellement appliquer ou prendre en considération la loi d'un autre État avec lequel la situation présente un lien étroit.

**Art. 14** Lorsqu'une mesure prise dans un État contractant est mise en œuvre dans un autre État contractant, les conditions de son application sont régies par la loi de cet autre État.

**Art. 15** 1. L'existence, l'étendue, la modification et l'extinction des pouvoirs de représentation conférés par un adulte, soit par un accord soit par un acte unilatéral, pour être exercés lorsque cet adulte sera hors d'état de pourvoir à ses intérêts, sont régies par la loi de l'État de la résidence habituelle de l'adulte au moment de l'accord ou de l'acte unilatéral, à moins qu'une des lois mentionnées au paragraphe 2 ait été désignée expressément par écrit.

 2. Les États dont la loi peut être désignée sont les suivants:

*a)* un État dont l'adulte possède la nationalité;

*b)* l'État d'une résidence habituelle précédente de l'adulte;

*c)* un État dans lequel sont situés des biens de l'adulte, pour ce qui concerne ces biens.

 3. Les modalités d'exercice de ces pouvoirs de représentation sont régies par la loi de l'État où ils sont exercés.

**Art. 16** Les pouvoirs de représentation prévus à l'article 15, lorsqu'ils ne sont pas exercés de manière à assurer suffisamment la protection de la personne ou des biens de l'adulte, peuvent être retirés ou modifiés par des mesures prises par une autorité ayant compétence selon la Convention. Pour retirer ou modifier ces pouvoirs de représentation, la loi déterminée à l'article 15 doit être prise en considération dans la mesure du possible.

**Art. 17** 1. La validité d'un acte passé entre un tiers et une autre personne qui aurait la qualité de représentant de l'adulte selon la loi de l'État où l'acte a été passé ne peut être contestée, ni la responsabilité du tiers engagée, pour le seul motif que l'autre personne n'avait pas la qualité de représentant en vertu de la loi désignée par les dispositions du présent chapitre, sauf si le tiers savait ou devait savoir que cette qualité était régie par cette loi.

 2. Le paragraphe précédent ne s'applique que dans le cas où l'acte a été passé entre personnes présentes sur le territoire d'un même État.

**Art. 18** Les dispositions du présent chapitre sont applicables même si la loi qu'elles désignent est celle d'un État non contractant.

**Art. 19** Au sens du présent chapitre, le terme "loi" désigne le droit en vigueur dans un État, à l'exclusion des règles de conflit de lois.

**Art. 20** Le présent chapitre ne porte pas atteinte aux dispositions de la loi de l'État dans lequel la protection de l'adulte doit être assurée, dont l'application s'impose quelle que soit la loi qui serait autrement applicable.

**Art. 21** L'application de la loi désignée par les dispositions du présent chapitre ne peut être écartée que si cette application est manifestement contraire à l'ordre public.

CHAPITRE IV  ***RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION***

**Art. 22** 1. Les mesures prises par les autorités d'un État contractant sont reconnues de plein droit dans les autres États contractants.

 2. Toutefois, la reconnaissance peut être refusée:

*a)* si la mesure a été prise par une autorité dont la compétence n'était pas fondée sur un chef de compétence prévu ou conforme aux dispositions du chapitre II;

*b)* si la mesure a été prise, hors le cas d'urgence, dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, sans qu'ait été donnée à l'adulte la possibilité d'être entendu, en violation des principes fondamentaux de procédure de l'État requis;

*c)* si la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public de l'État requis ou est contraire à une disposition de la loi de cet État dont l'application s'impose quelle que soit la loi qui serait autrement applicable;

*d)* si la mesure est incompatible avec une mesure prise postérieurement dans un État non contractant qui aurait été compétent en vertu des articles 5 à 9, lorsque cette dernière mesure réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis;

*e)* si la procédure prévue à l'article 33 n'a pas été respectée.

**Art. 23** Sans préjudice de l'article 22, paragraphe premier, toute personne intéressée peut demander aux autorités compétentes d'un État contractant qu'il soit statué sur la reconnaissance ou la non-reconnaissance d'une mesure prise dans un autre État contractant. La procédure est régie par la loi de l'État requis.

**Art. 24** L'autorité de l'État requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État qui a pris la mesure a fondé sa compétence.

**Art. 25** 1. Si les mesures prises dans un État contractant et qui y sont exécutoires comportent des actes d'exécution dans un autre État contractant, elles sont, dans cet autre État, déclarées exécutoires ou enregistrées aux fins d'exécution, sur requête de toute partie intéressée, selon la procédure prévue par la loi de cet État.

 2. Chaque État contractant applique à la déclaration d'exequatur ou à l'enregistrement une procédure simple et rapide.

 3. La déclaration d'exequatur ou l'enregistrement ne peuvent être refusés que pour l'un des motifs prévus à l'article 22, paragraphe 2.

**Art. 26** Sous réserve de ce qui est nécessaire pour l'application des articles qui précèdent, l'autorité de l'État requis ne procédera à aucune révision au fond de la mesure prise.

**Art. 27** Les mesures prises dans un État contractant, qui sont déclarées exécutoires ou enregistrées aux fins d'exécution dans un autre État contractant, y sont mises à exécution comme si elles avaient été prises par les autorités de cet autre État. La mise à exécution des mesures se fait conformément à la loi de l'État requis dans les limites qui y sont prévues.

CHAPITRE V  ***COOPÉRATION***

**Art. 28** 1. Chaque État contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

 2. Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet État.

**Art. 29** 1. Les Autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir la coopération entre les autorités compétentes de leur État pour réaliser les objectifs de la Convention.

 2. Elles prennent, dans le cadre de l'application de la Convention, les dispositions appropriées pour fournir des informations sur leur législation, ainsi que sur les services disponibles dans leur État en matière de protection de l'adulte.

**Art. 30** L'Autorité centrale d'un État contractant prend, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques ou d'autres organismes, toutes dispositions appropriées pour:

*a)* faciliter les communications, par tous les moyens, entre les autorités compétentes dans les situations auxquelles s'applique la Convention;

*b)* aider, sur demande d'une autorité compétente d'un autre État contractant, à localiser l'adulte lorsqu'il paraît que celui-ci est présent sur le territoire de l'État requis et a besoin de protection.

**Art. 31** Les autorités compétentes d'un État contractant peuvent encourager, soit directement, soit par l'entremise d'autres organismes, l'utilisation de la médiation, de la conciliation ou de tout autre mode analogue permettant les ententes à l'amiable sur la protection de la personne ou des biens de l'adulte, dans les situations auxquelles s'applique la Convention.

**Art. 32** 1. Lorsqu'une mesure de protection est envisagée, les autorités compétentes en vertu de la Convention peuvent, si la situation de l'adulte l'exige, demander à toute autorité d'un autre État contractant qui détient des informations utiles pour la protection de l'adulte de les lui communiquer.

 2. Chaque État contractant peut déclarer que les demandes prévues au paragraphe premier ne pourront être acheminées que par l'intermédiaire de son Autorité centrale.

 3. Les autorités compétentes d'un État contractant peuvent demander aux autorités d'un autre État contractant de prêter leur assistance à la mise en œuvre de mesures de protection prises en application de la Convention.

**Art. 33** 1. Lorsque l'autorité compétente en vertu des articles 5 à 8 envisage le placement de l'adulte dans un établissement ou tout autre lieu où sa protection peut être assurée, et que ce placement aura lieu dans un autre État contractant, elle consulte au préalable l'Autorité centrale ou une autre autorité compétente de ce dernier État. Elle lui communique à cet effet un rapport sur l'adulte et les motifs de sa proposition sur le placement.

 2. La décision de placement ne peut être prise dans l'État requérant si l'Autorité centrale ou une autre autorité compétente de l'État requis manifeste son opposition dans un délai raisonnable.

**Art. 34** Dans le cas où l'adulte est exposé à un grave danger, les autorités compétentes de l'État contractant dans lequel des mesures de protection de cet adulte ont été prises ou sont en voie de l'être, si elles sont informées du changement de résidence ou de la présence de l'adulte dans un autre État, avisent les autorités de cet État de ce danger et des mesures prises ou en cours d'examen.

**Art. 35** Une autorité ne peut demander ou transmettre des informations en application de ce chapitre si elle est d'avis qu'une telle demande ou transmission pourrait mettre en danger la personne ou les biens de l'adulte, ou constituer une menace grave pour la liberté ou la vie d'un membre de sa famille.

**Art. 36** 1. Sans préjudice de la possibilité de réclamer des frais raisonnables correspondant aux services fournis, les Autorités centrales et les autres autorités publiques des États contractants supportent leurs frais découlant de l'application des dispositions du présent chapitre.

 2. Un État contractant peut conclure des accords avec un ou plusieurs autres États contractants sur la répartition des frais.

**Art. 37** Tout État contractant pourra conclure avec un ou plusieurs autres États contractants des accords en vue de favoriser dans leurs rapports réciproques l'application du présent chapitre. Les États qui ont conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

CHAPITRE VI  ***DISPOSITIONS GÉNÉRALES***

**Art. 38** 1. Les autorités de l'État contractant dans lequel une mesure de protection a été prise ou un pouvoir de représentation confirmé peuvent délivrer à toute personne à qui est confiée la protection de la personne ou des biens de l'adulte, à sa demande, un certificat indiquant sa qualité et les pouvoirs qui lui sont conférés.

 2. La qualité et les pouvoirs indiqués par le certificat sont tenus pour établis, à la date du certificat, sauf preuve contraire.

 3. Chaque État contractant désigne les autorités habilitées à établir le certificat.

**Art. 39** Les données personnelles rassemblées ou transmises conformément à la Convention ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été rassemblées ou transmises.

**Art. 40** Les autorités auxquelles des informations sont transmises en assurent la confidentialité conformément à la loi de leur État.

**Art. 41** Les documents transmis ou délivrés en application de la Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue.

**Art. 42** Chaque État contractant peut désigner les autorités à qui les demandes prévues aux articles 8 et 33 doivent être envoyées.

**Art. 43** 1. Les désignations mentionnées aux articles 28 et 42 seront communiquées au Bureau permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé au plus tard à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci. Les modifications de ces désignations seront également communiquées au Bureau permanent.

 2. La déclaration mentionnée à l'article 32, paragraphe 2, est faite au dépositaire de la Convention.

**Art. 44** Un État contractant dans lequel des systèmes de droit ou des ensembles de règles différents s'appliquent en matière de protection de la personne ou des biens de l'adulte n'est pas tenu d'appliquer les règles de la Convention aux conflits concernant uniquement ces différents systèmes ou ensembles de règles.

**Art. 45** Au regard d'un État dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ou ensembles de règles ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes:

*a)* toute référence à la résidence habituelle dans cet État vise la résidence habituelle dans une unité territoriale;

*b)* toute référence à la présence de l'adulte dans cet État vise la présence de l'adulte dans une unité territoriale;

*c)* toute référence à la situation des biens de l'adulte dans cet État vise la situation des biens de l'adulte dans une unité territoriale;

*d)* toute référence à l'État dont l'adulte possède la nationalité vise l'unité territoriale désignée par la loi de cet État ou, en l'absence de règles pertinentes, l'unité territoriale avec laquelle l'adulte présente le lien le plus étroit;

*e)* toute référence à l'État dont les autorités ont été choisies par l'adulte vise:

 — l'unité territoriale si l'adulte a choisi les autorités de cette unité territoriale;

 — l'unité territoriale d'un État avec laquelle l'adulte présente le lien le plus étroit si l'adulte a choisi les autorités de cet État sans spécifier l'unité territoriale dans l'État;

*f)* toute référence à la loi d'un État avec lequel la situation présente un lien étroit vise la loi d'une unité territoriale avec laquelle la situation présente un lien étroit;

*g)* toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'État où une mesure a été prise vise la loi ou la procédure en vigueur dans cette unité territoriale ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle cette mesure a été prise;

*h)* toute référence à la loi, à la procédure ou à l'autorité de l'État requis vise la loi ou la procédure en vigueur dans cette unité territoriale ou l'autorité de l'unité territoriale dans laquelle la reconnaissance ou l'exécution est invoquée;

*i)* toute référence à l'État de la mise en œuvre de la mesure de protection vise l'unité territoriale de la mise en œuvre de la mesure;

*j)* toute référence aux organismes ou autorités de cet État, autres que les Autorités centrales, vise les organismes ou autorités habilités à agir dans l'unité territoriale concernée.

**Art. 46** Pour identifier la loi applicable en vertu du chapitre III, lorsqu'un État comprend deux ou plusieurs unités territoriales dont chacune a son propre système de droit ou un ensemble de règles ayant trait aux questions régies par la présente Convention, les règles suivantes s'appliquent:

*a)* en présence de règles en vigueur dans cet État identifiant l'unité territoriale dont la loi est applicable, la loi de cette unité s'applique;

*b)* en l'absence de telles règles, la loi de l'unité territoriale définie selon les dispositions de l'article 45 s'applique.

**Art. 47** Pour identifier la loi applicable en vertu du chapitre III, lorsqu'un État comprend deux ou plusieurs systèmes de droit ou ensembles de règles applicables à des catégories différentes de personnes pour les questions régies par la présente Convention, les règles suivantes s'appliquent:

*a)* en présence de règles en vigueur dans cet État identifiant laquelle de ces lois est applicable, cette loi s'applique;

*b)* en l'absence de telles règles, la loi du système ou de l'ensemble de règles avec lequel l'adulte présente le lien le plus étroit s'applique.

**Art. 48** Dans les rapports entre les États contractants, la présente Convention remplace la Convention concernant l'interdiction et les mesures de protection analogues, signée à La Haye le 17 juillet 1905.

**Art. 49** 1. La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des États contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les États liés par de tels instruments.

 2. La Convention n'affecte pas la possibilité pour un ou plusieurs États contractants de conclure des accords qui contiennent, en ce qui concerne les adultes résidant habituellement dans l'un des États Parties à de tels accords, des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

 3. Les accords à conclure par un ou plusieurs États contractants sur des matières réglées par la présente Convention n'affectent pas, dans les rapports de ces États avec les autres États contractants, l'application des dispositions de la présente Convention.

 4. Les paragraphes précédents s'appliquent également aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les États concernés de liens spéciaux, notamment de nature régionale.

**Art. 50** 1. La Convention ne s'applique qu'aux mesures prises dans un État après l'entrée en vigueur de la Convention pour cet État.

 2. La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des mesures prises après son entrée en vigueur dans les rapports entre l'État où les mesures ont été prises et l'État requis.

 3. La Convention s'applique à compter de son entrée en vigueur dans un État contractant aux pouvoirs de représentation conférés antérieurement dans des conditions correspondant à celles prévues à l'article 15.

**Art. 51** 1. Toute communication à l'Autorité centrale ou à toute autre autorité d'un État contractant est adressée dans la langue originale et accompagnée d'une traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de cet État ou, lorsque cette traduction est difficilement réalisable, d'une traduction en français ou en anglais.

 2. Toutefois, un État contractant pourra, en faisant une réserve conformément à l'article 56, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais.

**Art. 52** Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention.

CHAPITRE VII  ***CLAUSES FINALES***

**Règlement (CE) no 864/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007,**

*Sur la loi applicable aux obligations non contractuelles («Rome II»).*

*V. ss. C. civ., art. 3.*

**Règlement (CE) no 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008,**

*Sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I).*

*V. ss. C. civ., art. 3.*

**Règlement (CE) no 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008,**

*Relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires (JOUE 10 janv. 2009, L. 7, p. 1).*

*Sur l'entrée en vigueur, V. art. 76.  
Les considérants sont consultables sur le* ***C. pr. civ.*** *Dalloz Expert et sur le site Dalloz.fr .*



CHAPITRE I  ***CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS***

**Art. 1er** *Champ d'application*.  1. Le présent règlement s'applique aux obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance.

 2. Dans le présent règlement, on entend par «État membre» tous les États membres auxquels le présent règlement s'applique.

**Art. 2** *Définitions*.  1. Aux fins du présent règlement on entend par:

 1) «décision»: une décision en matière d'obligations alimentaires rendue par une juridiction d'un État membre, quelle que soit la dénomination qui lui est donnée, telle qu'arrêt, jugement, ordonnance ou mandat d'exécution, ainsi qu'une décision du greffier fixant le montant des frais du procès. Aux fins des chapitres VII et VIII, on entend par «décision» également une décision en matière d'obligations alimentaires rendue dans un État tiers;

 2) «transaction judiciaire»: une transaction en matière d'obligations alimentaires approuvée par une juridiction ou conclue devant une juridiction au cours d'une procédure;

 3) «acte authentique»:

 a) un acte en matière d'obligations alimentaires dressé ou enregistré formellement en tant qu'acte authentique dans l'État membre d'origine et dont l'authenticité:

 i) porte sur la signature et le contenu de l'acte authentique, et

 ii) a été établie par une autorité publique ou toute autre autorité habilitée à ce faire; ou

 b) une convention en matière d'obligations alimentaires conclue avec des autorités administratives de l'État membre d'origine ou authentifiée par celles-ci;

 4) «État membre d'origine»: l'État membre dans lequel, selon le cas, la décision a été rendue, la transaction judiciaire approuvée ou conclue et l'acte authentique établi;

 5) «État membre d'exécution»: l'État membre dans lequel est demandée l'exécution de la décision, de la transaction judiciaire ou de l'acte authentique;

 6) «État membre requérant»: l'État membre dont l'autorité centrale transmet une demande en vertu du chapitre VII;

 7) «État membre requis»: l'État membre dont l'autorité centrale reçoit une demande en vertu du chapitre VII;

 8) «État partie à la convention de La Haye de 2007»: un État partie à la Convention de La Haye du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille (ci-après dénommée «la convention de La Haye de 2007»), dans la mesure où ladite convention s'applique entre la Communauté et cet État;

 9) «juridiction d'origine»: la juridiction qui a rendu la décision à exécuter;

 10) «créancier»: toute personne physique à qui des aliments sont dus ou sont allégués être dus;

 11) «débiteur»: toute personne physique qui doit des aliments ou dont il est allégué qu'elle doit des aliments.

 2. Aux fins du présent règlement, la notion de «juridiction» inclut les autorités administratives des États membres compétentes en matière d'obligations alimentaires, pour autant que ces autorités offrent des garanties en ce qui concerne leur impartialité et le droit des parties à être entendues, et que les décisions qu'elles rendent conformément à la législation de l'État membre où elles sont établies

 i) puissent faire l'objet d'un recours devant une autorité judiciaire ou d'un contrôle par une telle autorité, et

 ii) aient une force et un effet équivalent à une décision d'une autorité judiciaire dans la même matière. *— JOUE L 299 du 16 nov. 2005, p. 62.*

 Ces autorités administratives sont énumérées à l'annexe X. Cette annexe est établie et modifiée selon la procédure de gestion visée à l'article 73, paragraphe 2, à la demande de l'État membre dans lequel est établie l'autorité administrative concernée.

 3. Aux fins des articles 3, 4 et 6, la notion de «domicile» remplace celle de «nationalité» dans les États membres qui utilisent cette notion en tant que facteur de rattachement en matière familiale.

 Aux fins de l'article 6, les parties qui ont leur «domicile» dans différentes unités territoriales d'un même État membre sont considérées comme ayant leur «domicile» commun dans cet État membre.

CHAPITRE II  ***COMPÉTENCE***

**Art. 3** *Dispositions générales*.  Sont compétentes pour statuer en matière d'obligations alimentaires dans les États membres:

 a) la juridiction du lieu où le défendeur a sa résidence habituelle, ou

 b) la juridiction du lieu où le créancier a sa résidence habituelle, ou

 c) la juridiction qui est compétente selon la loi du for pour connaître d'une action relative à l'état des personnes lorsque la demande relative à une obligation alimentaire est accessoire à cette action, sauf si cette compétence est fondée uniquement sur la nationalité d'une des parties, ou

 d) la juridiction qui est compétente selon la loi du for pour connaître d'une action relative à la responsabilité parentale lorsque la demande relative à une obligation alimentaire est accessoire à cette action, sauf si cette compétence est fondée uniquement sur la nationalité d'une des parties.

**Art. 4** *Élection de for*.  1. Les parties peuvent convenir que la juridiction ou les juridictions ci-après d'un État membre sont compétentes pour régler les différends en matière d'obligations alimentaires nés ou à naître entre elles:

 a) une juridiction ou les juridictions d'un État membre dans lequel l'une des parties a sa résidence habituelle;

 b) une juridiction ou les juridictions de l'État membre dont l'une des parties a la nationalité;

 c) en ce qui concerne les obligations alimentaires entre époux ou ex-époux:

*i)* la juridiction compétente pour connaître de leurs différends en matière matrimoniale, ou

*ii)* une juridiction ou les juridictions de l'État membre qui a été celui de leur dernière résidence habituelle commune pendant au moins un an.

 Les conditions visées aux points a), b) ou c) doivent être réunies au moment de la conclusion de la convention relative à l'élection de for ou au moment de l'introduction de l'instance.

La compétence attribuée par convention est exclusive, sauf si les parties en disposent autrement.

 2. Une convention relative à l'élection de for est conclue par écrit. Toute transmission par voie électronique qui permet de consigner durablement la convention est considérée comme revêtant une forme écrite.

 3. Le présent article n'est pas applicable dans un litige portant sur une obligation alimentaire à l'égard d'un enfant de moins de dix-huit ans.

 4. Si les parties sont convenues d'attribuer une compétence exclusive à une juridiction ou aux juridictions d'un État partie à la convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale *(JOUE L 339 du 21 déc. 2007, p. 3)*, signée le 30 octobre 2007 à Lugano (ci-après dénommée «la convention de Lugano»), dès lors que celui-ci n'est pas un État membre, ladite convention s'applique sauf en ce qui concerne les litiges visés au paragraphe 3. *— V. Conv. Lugano du 30 oct. 2007, Appendice, vo Droit européen et international. —* ***C. pr. civ.***

**Art. 5** *Compétence fondée par la comparution du défendeur*.  Outre les cas où sa compétence résulte d'autres dispositions du présent règlement, la juridiction d'un État membre devant laquelle le défendeur comparaît est compétente. Cette règle n'est pas applicable si la comparution a pour objet de contester la compétence.

**Art. 6** *Compétence subsidiaire*.  Lorsque aucune juridiction d'un État membre n'est compétente en vertu des articles 3, 4 et 5, et qu'aucune juridiction d'un État partie à la convention de Lugano qui n'est pas un État membre n'est compétente en vertu des dispositions de ladite convention, les juridictions de l'État membre de la nationalité commune des parties sont compétentes.

**Art. 7** *Forum necessitatis*.  Lorsque aucune juridiction d'un État membre n'est compétente en vertu des articles 3, 4, 5 et 6, les juridictions d'un État membre peuvent, dans des cas exceptionnels, connaître du litige si une procédure ne peut raisonnablement être introduite ou conduite, ou se révèle impossible dans un État tiers avec lequel le litige a un lien étroit.

 Le litige doit présenter un lien suffisant avec l'État membre de la juridiction saisie.

**Art. 8** *Limite aux procédures*.  1. Lorsqu'une décision a été rendue dans un État membre ou dans un État partie à la convention de La Haye de 2007 où le créancier a sa résidence habituelle, le débiteur ne peut introduire une procédure pour modifier la décision ou obtenir une nouvelle décision dans un autre État membre tant que le créancier continue à résider habituellement dans l'État dans lequel la décision a été rendue.

 2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas:

 a) lorsque les parties sont convenues, conformément à l'article 4, que les juridictions de cet autre État membre sont compétentes;

 b) lorsque le créancier se soumet à la compétence des juridictions de cet autre État membre en vertu de l'article 5;

 c) lorsque l'autorité compétente de l'État d'origine partie à la convention de La Haye de 2007 ne peut ou refuse d'exercer sa compétence pour modifier la décision ou rendre une nouvelle décision, ou

 d) lorsque la décision rendue dans l'État d'origine partie à la convention de La Haye de 2007 ne peut être reconnue ou déclarée exécutoire dans l'État membre dans lequel des procédures tendant à la modification de la décision ou à l'obtention d'une nouvelle décision sont envisagées.

**Art. 9** *Saisine d'une juridiction*.  Aux fins du présent chapitre, une juridiction est réputée saisie:

 a) à la date à laquelle l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent est déposé auprès de la juridiction, à condition que le demandeur n'ait pas négligé par la suite de prendre les mesures qu'il était tenu de prendre pour que l'acte soit notifié ou signifié au défendeur, ou

 b) si l'acte doit être notifié ou signifié avant d'être déposé auprès de la juridiction, à la date à laquelle il est reçu par l'autorité chargée de la notification ou de la signification, à condition que le demandeur n'ait pas négligé par la suite de prendre les mesures qu'il était tenu de prendre pour que l'acte soit déposé auprès de la juridiction.

**Art. 10** *Vérification de la compétence*.  La juridiction d'un État membre saisie d'une affaire pour laquelle elle n'est pas compétente en vertu du présent règlement se déclare d'office incompétente.

**Art. 11** *Vérification de la recevabilité*.  1. Lorsque le défendeur qui a sa résidence habituelle sur le territoire d'un État autre que l'État membre où l'action a été intentée ne comparaît pas, la juridiction compétente sursoit à statuer aussi longtemps qu'il n'est pas établi que le défendeur a été mis à même de recevoir l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent en temps utile pour qu'il ait pu se défendre ou que toute diligence a été faite à cette fin.

 2. L'article 19 du règlement (CE) no 1393/2007 s'applique en lieu et place des dispositions du paragraphe 1 du présent article si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a dû être transmis d'un État membre à un autre en exécution dudit règlement. *— V. Règl. (CE) no 1393/2007 du 13 nov. 2007, App., vo Droit européen et international. —* ***C. pr. civ.***

 3. Lorsque les dispositions du règlement (CE) no 1393/2007 ne sont pas applicables, l'article 15 de la convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale s'applique si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a dû être transmis à l'étranger en exécution de cette convention. *— V. Règl. (CE) no 1393/2007 du 13 nov. 2007, App., vo Droit européen et international. —* ***C. pr. civ.***

**Art. 12** *Litispendance*.  1. Lorsque des demandes ayant le même objet et la même cause sont formées entre les mêmes parties devant des juridictions d'États membres différents, la juridiction saisie en second lieu sursoit d'office à statuer jusqu'à ce que la compétence du tribunal premier saisi soit établie.

 2. Lorsque la compétence du tribunal premier saisi est établie, le tribunal saisi en second lieu se dessaisit en faveur de celui-ci.

**Art. 13** *Connexité*.  1. Lorsque des demandes connexes sont pendantes devant des juridictions d'États membres différents, la juridiction saisie en second lieu peut surseoir à statuer.

 2. Lorsque ces demandes sont pendantes au premier degré, la juridiction saisie en second lieu peut également se dessaisir, à la demande de l'une des parties, à condition que le tribunal premier saisi soit compétent pour connaître des demandes en question et que sa loi permette leur jonction.

 3. Sont connexes, au sens du présent article, les demandes liées entre elles par un rapport si étroit qu'il y a intérêt à la instruire et à les juger en même temps afin d'éviter des solutions qui pourraient être inconciliables si les causes étaient jugées séparément.

**Art. 14** *Mesures provisoires et conservatoires*.  Les mesures provisoires ou conservatoires prévues par la loi d'un État membre peuvent être demandées aux autorités judiciaires de cet État, même si, en vertu du présent règlement, une juridiction d'un autre État membre est compétente pour connaître du fond.

CHAPITRE III  ***LOI APPLICABLE***

**Art. 15** *Détermination de la loi applicable*.  La loi applicable en matière d'obligations alimentaires est déterminée conformément au protocole de La Haye du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires (ci-après dénommé «le protocole de La Haye de 2007») pour les États membres liés par cet instrument.

CHAPITRE IV  ***RECONNAISSANCE, FORCE EXÉCUTOIRE ET EXÉCUTION DES DÉCISIONS***

**Art. 16** *Champ d'application du présent chapitre*.  1. Le présent chapitre régit la reconnaissance, la force exécutoire et l'exécution des décisions visées par le présent règlement.

 2. La section 1 s'applique aux décisions rendues dans un État membre lié par le protocole de La Haye de 2007.

 3. La section 2 s'applique aux décisions rendues dans un État membre non lié par le protocole de La Haye de 2007.

 4. La section 3 s'applique à toutes les décisions.

SECTION 1  ***Décisions rendues dans un État membre lié par le protocole de La Haye de 2007***

**Art. 17** *Suppression de l'exequatur*.  1. Une décision rendue dans un État membre lié par le protocole de La Haye de 2007 est reconnue dans un autre État membre sans qu'il soit nécessaire de recourir à aucune procédure et sans qu'il soit possible de s'opposer à sa reconnaissance.

 2. Une décision rendue dans un État membre lié par le protocole de La Haye de 2007 qui est exécutoire dans cet État jouit de la force exécutoire dans un autre État membre sans qu'une déclaration constatant la force exécutoire soit nécessaire.

**Art. 18** *Mesures conservatoires*.  Une décision exécutoire emporte de plein droit l'autorisation de procéder aux mesures conservatoires prévues par la loi de l'État membre d'exécution.

**Art. 19** *Droit de demander un réexamen*.  1. Un défendeur qui n'a pas comparu dans l'État membre d'origine a le droit de demander le réexamen de la décision devant la juridiction compétente dudit État membre lorsque:

 a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent ne lui a pas été signifié ou notifié en temps utile et de telle manière qu'il ait pu se défendre, ou

 b) il s'est trouvé dans l'impossibilité de contester la créance alimentaire pour cause de force majeure ou en raison de circonstances extraordinaires sans qu'il y ait eu faute de sa part,   
à moins qu'il n'ait pas exercé de recours à l'encontre de la décision alors qu'il était en mesure de le faire.

 2. Le délai pour demander le réexamen court à compter du jour où le défendeur a eu effectivement connaissance du contenu de la décision et où il a été en mesure d'agir, au plus tard à compter du jour de la première mesure d'exécution ayant pour effet de rendre ses biens indisponibles en tout ou partie. Le défendeur agit sans tarder et en tout état de cause dans un délai de 45 jours. Ce délai ne comporte pas de prorogation à raison de la distance.

 3. Si la juridiction rejette la demande de réexamen visée au paragraphe 1 au motif qu'aucune des conditions de réexamen énoncées audit paragraphe n'est remplie, la décision reste valable.

 Si la juridiction décide que le réexamen est justifié au motif que l'une des conditions énoncées au paragraphe 1 est remplie, la décision est nulle et non avenue. Toutefois, le créancier ne perd pas les avantages résultant de l'interruption des délais de prescription ou de déchéance ni le droit de demander rétroactivement des aliments qu'il aurait acquis par l'action initiale.

**Art. 20** *Documents aux fins de l'exécution*.  1. Aux fins de l'exécution d'une décision dans un autre État membre, le demandeur fournit aux autorités compétentes chargées de l'exécution:

 a) une copie de la décision réunissant les conditions nécessaires pour en établir l'authenticité;

 b) l'extrait de la décision délivré par la juridiction d'origine au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe I;

 c) le cas échéant un document établissant l'état des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué;

 d) le cas échéant, la translittération ou la traduction du contenu du formulaire visé au point b) dans la langue officielle de l'État membre d'exécution ou, si cet État membre a plusieurs langues officielles, dans la ou l'une des langues officielles de la procédure judiciaire du lieu où l'exécution est demandée, conformément au droit de cet État membre, ou dans une autre langue que l'État membre d'exécution aura déclaré pouvoir accepter. Chaque État membre peut indiquer la ou les langues officielles des institutions de l'Union européenne, autres que la ou les siennes, dans laquelle ou lesquelles il accepte que le formulaire soit rempli.

 2. Les autorités compétentes de l'État membre d'exécution ne peuvent exiger du demandeur qu'il fournisse une traduction de la décision. Une traduction peut cependant être exigée si l'exécution de la décision est contestée.

 3. Une traduction au titre du présent article doit être faite par une personne habilitée à effectuer des traductions dans l'un des États membres.

**Art. 21** *Refus ou suspension de l'exécution*.  1. Les motifs de refus ou de suspension de l'exécution prévus par la loi de l'État membre d'exécution s'appliquent pour autant qu'ils ne soient pas incompatibles avec l'application des paragraphes 2 et 3.

 2. À la demande du débiteur, l'autorité compétente de l'État membre d'exécution refuse, intégralement ou partiellement, l'exécution de la décision de la juridiction d'origine lorsque le droit d'obtenir l'exécution de la décision de la juridiction d'origine est prescrit, aux termes de la loi de l'État membre d'origine ou de l'État membre d'exécution, le plus long délai de prescription étant retenu.

 De plus, l'autorité compétente de l'État membre d'exécution peut, à la demande du débiteur, refuser, intégralement ou partiellement, l'exécution de la décision de la juridiction d'origine si celle-ci est inconciliable avec une décision rendue dans l'État membre d'exécution ou avec une décision rendue dans un autre État membre ou dans un État tiers, laquelle réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État membre d'exécution.

 Une décision ayant pour effet de modifier, en raison d'un changement de circonstances, une décision antérieure relative à des aliments n'est pas considérée comme une décision inconciliable au sens du deuxième alinéa.

 3. A la demande du débiteur, l'autorité compétente de l'État membre d'exécution peut suspendre, intégralement ou partiellement, l'exécution de la décision de la juridiction d'origine lorsque la juridiction compétente de l'État membre d'origine est saisie d'une demande de réexamen de la décision de la juridiction d'origine conformément à l'article 19.

 En outre, l'autorité compétente de l'État membre d'exécution suspend, à la demande du débiteur, l'exécution de la décision de la juridiction d'origine si la force exécutoire est suspendue dans l'État membre d'origine.

**Art. 22** *Absence d'effet sur l'existence des relations de famille*.  La reconnaissance et l'exécution d'une décision en matière d'obligations alimentaires en vertu du présent règlement n'impliquent en aucune manière la reconnaissance des relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance qui sont à l'origine des obligations alimentaires ayant donné lieu à la décision.

SECTION 2  ***Décisions rendues dans un État membre non lié par le protocole de La Haye de 2007***

**Art. 23** *Reconnaissance*.  1. Les décisions rendues dans un État membre non lié par le protocole de La Haye de 2007 sont reconnues dans les autres États membres, sans qu'il soit nécessaire de recourir à aucune procédure.

 2. En cas de contestation, toute partie intéressée qui invoque à titre principal la reconnaissance d'une décision peut faire constater, selon les procédures prévues dans la présente section, que la décision doit être reconnue.

 3. Si la reconnaissance est invoquée de façon incidente devant une juridiction d'un État membre, celle-ci est compétente pour en connaître.

**Art. 24** *Motifs de refus de reconnaissance*.  Une décision n'est pas reconnue si:

 a) la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public de l'État membre dans lequel la reconnaissance est demandée. Le critère de l'ordre public ne peut être appliqué aux règles de compétence;

 b) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur défaillant en temps utile et de telle manière qu'il ait pu se défendre, à moins qu'il n'ait pas exercé de recours à l'encontre de la décision alors qu'il était en mesure de le faire;

 c) elle est inconciliable avec une décision rendue entre les mêmes parties dans l'État membre dans lequel la reconnaissance est demandée;

 d) elle est inconciliable avec une décision rendue antérieurement dans un autre État membre ou dans un État tiers entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet et la même cause, lorsque la décision rendue antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État membre dans lequel la reconnaissance est demandée.

 Une décision ayant pour effet de modifier, en raison d'un changement de circonstances, une décision antérieure relative à des aliments n'est pas considérée comme une décision inconciliable au sens des points *c)* ou *d)*.

**Art. 25** *Sursis à statuer*.  La juridiction d'un État membre devant laquelle est invoquée la reconnaissance d'une décision rendue dans un État membre non lié par le protocole de La Haye de 2007 sursoit à statuer si la force exécutoire de la décision est suspendue dans l'État membre d'origine du fait de l'exercice d'un recours.

**Art. 26** *Force exécutoire*.  Une décision rendue dans un État membre non lié par le protocole de La Haye de 2007 et qui y est exécutoire est mise à exécution dans un autre État membre après y avoir été déclarée exécutoire sur demande de toute partie intéressée.

**Art. 27** *Compétence territoriale*.  1. La demande de déclaration constatant la force exécutoire est présentée à la juridiction ou à l'autorité compétente de l'État membre d'exécution dont cet État membre a transmis le nom à la Commission conformément à l'article 71.

 2. La compétence territoriale est déterminée par la résidence habituelle de la partie contre laquelle l'exécution est demandée, ou par le lieu de l'exécution.

**Art. 28** *Procédure*.  1. La demande de déclaration constatant la force exécutoire est accompagnée des documents suivants:

 a) une copie de la décision réunissant les conditions nécessaires pour en établir l'authenticité;

 b) un extrait de la décision délivré par la juridiction d'origine au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe II, sans préjudice de l'article 29;

 c) le cas échéant, la translittération ou la traduction du contenu du formulaire visé au point b) dans la langue officielle de l'État membre d'exécution ou, si cet État membre a plusieurs langues officielles, dans la ou l'une des langues officielles de la procédure judiciaire du lieu où la demande est présentée, conformément au droit de cet État membre, ou dans une autre langue que l'État membre d'exécution aura déclaré pouvoir accepter. Chaque État membre peut indiquer la ou les langues officielles des institutions de l'Union européenne, autres que la ou les siennes, dans laquelle ou lesquelles il accepte que le formulaire soit rempli.

 2. La juridiction ou l'autorité compétente saisie de la demande ne peut exiger du demandeur qu'il fournisse une traduction de la décision. Une traduction peut cependant être exigée dans le cadre du recours prévu aux articles 32 ou 33.

 3. Une traduction au titre du présent article doit être faite par une personne habilitée à effectuer des traductions dans l'un des États membres.

**Art. 29** *Défaut de production de l'extrait*.  1. À défaut de production de l'extrait visé à l'article 28, paragraphe 1, point b), la juridiction ou l'autorité compétente peut impartir un délai pour le produire ou accepter un document équivalent ou, si elle s'estime suffisamment éclairée, en dispenser.

 2. Dans le cas visé au paragraphe 1, il est produit une traduction des documents si la juridiction ou l'autorité compétente l'exige. La traduction est faite par une personne habilitée à effectuer des traductions dans l'un des États membres.

**Art. 30** *Déclaration constant la force exécutoire*.  La décision est déclarée exécutoire sans examen au titre de l'article 24, dès l'achèvement des formalités prévues à l'article 28 et au plus tard dans les 30 jours suivant l'achèvement de ces formalités, sauf impossibilité due à des circonstances exceptionnelles. La partie contre laquelle l'exécution est demandée ne peut, à ce stade de la procédure, présenter d'observations.

**Art. 31** *Communication de la décision relative à la demande de déclaration*.  1. La décision relative à la demande de déclaration constatant la force exécutoire est aussitôt portée à la connaissance du demandeur suivant les modalités déterminées par la loi de l'État membre d'exécution.

 2. La déclaration constatant la force exécutoire est signifiée ou notifiée à la partie contre laquelle l'exécution est demandée, accompagnée de la décision si celle-ci n'a pas encore été signifiée ou notifiée à cette partie.

**Art. 32** *Recours contre la décision relative à la demande de déclaration*.  1. L'une ou l'autre partie peut former un recours contre la décision relative à la demande de déclaration constatant la force exécutoire.

 2. Le recours est porté devant la juridiction dont l'État membre concerné a transmis le nom à la Commission conformément à l'article 71.

 3. Le recours est examiné selon les règles de la procédure contradictoire.

 4. Si la partie contre laquelle l'exécution est demandée ne comparaît pas devant la juridiction saisie du recours formé par le demandeur, les dispositions de l'article 11 sont applicables, même si la partie contre laquelle l'exécution est demandée n'a pas sa résidence habituelle dans l'un des États membres.

 5. Le recours contre la déclaration constatant la force exécutoire est formé dans un délai de 30 jours à compter de sa signification ou de sa notification. Si la partie contre laquelle l'exécution est demandée a sa résidence habituelle dans un autre État membre que celui dans lequel la déclaration constatant la force exécutoire a été délivrée, le délai est de 45 jours et court à compter du jour où la signification ou la notification a été faite à personne ou à domicile. Ce délai ne comporte pas de prorogation à raison de la distance.

**Art. 33** *Pourvoi contre la décision rendue sur le recours*.  La décision rendue sur le recours ne peut faire l'objet d'un pourvoi qu'au moyen de la procédure que l'État membre concerné a communiquée à la Commission conformément à l'article 71.

**Art. 34** *Refus ou révocation d'une déclaration constatant la force exécutoire*.  1. La juridiction saisie d'un recours prévu aux articles 32 ou 33 ne peut refuser ou révoquer une déclaration constatant la force exécutoire de la décision que pour l'un des motifs prévus à l'article 24.

 2. Sous réserve de l'article 32, paragraphe 4, la juridiction saisie d'un recours prévu à l'article 32 statue dans un délai de 90 jours à compter de sa saisine, sauf impossibilité due à des circonstances exceptionnelles.

 3. La juridiction saisie d'un recours prévu à l'article 33 statue à bref délai.

**Art. 35** *Sursis à statuer*.  La juridiction saisie d'un recours prévu aux articles 32 ou 33 sursoit à statuer, à la demande de la partie contre laquelle l'exécution est demandée, si l'exécution de la décision est suspendue dans l'État membre d'origine du fait de l'exercice d'un recours.

**Art. 36** *Mesures provisoires et conservatoires*.  1. Lorsqu'une décision doit être reconnue en application de la présente section, rien n'empêche le demandeur de demander qu'il soit procédé à des mesures provisoires, ou conservatoires, prévues par la loi de l'État membre d'exécution, sans qu'il soit nécessaire que cette décision soit déclarée exécutoire au sens de l'article 30.

 2. La déclaration constatant la force exécutoire emporte de plein droit l'autorisation de procéder à des mesures conservatoires.

 3. Pendant le délai prévu à l'article 32, paragraphe 5, pour former un recours contre la déclaration constatant la force exécutoire et jusqu'à ce qu'il ait été statué sur celui-ci, il ne peut être procédé qu'à des mesures conservatoires sur les biens de la partie contre laquelle l'exécution est demandée.

**Art. 37** *Force exécutoire partielle*.  1. Lorsque la décision a statué sur plusieurs chefs de la demande et que la déclaration constatant la force exécutoire ne peut être délivrée pour le tout, la juridiction ou l'autorité compétente la délivre pour un ou plusieurs d'entre eux.

 2. Le demandeur peut demander que la déclaration constatant la force exécutoire soit limitée à certaines parties d'une décision.

**Art. 38** *Absence d'impôt, de droit ou de taxe*.  Aucun impôt, droit ou taxe proportionnel à la valeur du litige n'est perçu dans l'État membre d'exécution à l'occasion de la procédure tendant à la délivrance d'une déclaration constatant la force exécutoire.

SECTION 3  ***Dispositions communes***

**Art. 39** *Force exécutoire par provision*.  La juridiction d'origine peut déclarer la décision exécutoire par provision, nonobstant un éventuel recours, même si le droit national ne prévoit pas la force exécutoire de plein droit.

**Art. 40** *Invocation d'une décision reconnue*.  1. Une partie qui souhaite faire valoir dans un autre État membre une décision reconnue au sens de l'article 17, paragraphe 1, ou en vertu de la section 2, doit produire une copie de celle-ci réunissant les conditions nécessaires pour en établir l'authenticité.

 2. Le cas échéant, la juridiction devant laquelle la décision reconnue est invoquée peut demander à la partie qui souhaite la faire valoir de produire un extrait délivré par la juridiction d'origine en utilisant le formulaire dont le modèle figure, selon le cas, à l'annexe I ou à l'annexe II.

 La juridiction d'origine délivre cet extrait également à la demande de toute partie intéressée.

 3. Le cas échéant, la partie invoquant la décision reconnue fournit une translittération ou une traduction du contenu du formulaire visé au paragraphe 2 dans la langue officielle de l'État membre concerné ou, si cet État membre a plusieurs langues officielles, dans la ou l'une des langues officielles de la procédure judiciaire du lieu où la décision reconnue est invoquée, conformément au droit de cet État membre, ou dans une autre langue que l'État membre concerné aura déclaré pouvoir accepter. Chaque État membre peut indiquer la ou les langues officielles des institutions de l'Union européenne, autres que la ou les siennes, dans laquelle ou lesquelles il accepte que le formulaire soit rempli.

 4. Une traduction au titre du présent article doit être faite par une personne habilitée à effectuer des traductions dans l'un des États membres.

**Art. 41** *Procédure et conditions d'exécution*.  1. Sous réserve des dispositions du présent règlement, la procédure d'exécution des décisions rendues dans un autre État membre est régie par le droit de l'État membre d'exécution. Une décision rendue dans un État membre qui est exécutoire dans l'État membre d'exécution y est exécutée dans les mêmes conditions qu'une décision rendue dans cet État membre d'exécution.

 2. La partie qui demande l'exécution d'une décision rendue dans un autre État membre n'est pas tenue d'avoir, dans l'État membre d'exécution, une adresse postale ni un représentant autorisé, sans préjudice des personnes compétentes en matière de procédure d'exécution.

**Art. 42** *Absence de révision quant au fond*.  En aucun cas une décision rendue dans un État membre ne peut faire l'objet d'une révision quant au fond dans l'État membre dans lequel la reconnaissance, la force exécutoire ou l'exécution est demandée.

**Art. 43** *Recouvrement non prioritaire des frais*.  Le recouvrement de tous frais encourus pour l'application du présent règlement n'a pas priorité sur le recouvrement des aliments.

CHAPITRE V  ***ACCÈS À LA JUSTICE***

**Art. 44** *Droit à l'aide judiciaire*.  1. Les parties à un litige relevant du présent règlement bénéficient d'un accès effectif à la justice dans un autre État membre, y compris dans le cadre des procédures d'exécution et des recours, selon les conditions définies dans le présent chapitre.

 Dans les cas couverts par le chapitre VII, cet accès effectif est assuré par l'État membre requis à tout demandeur ayant sa résidence dans l'État membre requérant.

 2. Pour assurer un tel accès effectif, les États membres fournissent une aide judiciaire conformément au présent chapitre, à moins que le paragraphe 3 ne s'applique.

 3. Dans les cas couverts par le chapitre VII, un État membre n'est pas tenu de fournir une telle aide judiciaire si et dans la mesure où les procédures de cet État permettent aux parties d'agir sans avoir besoin d'aide judiciaire et que l'autorité centrale fournit gratuitement les services nécessaires.

 4. Les conditions d'accès à l'aide judiciaire ne sont pas plus restrictives que celles fixées dans les affaires internes équivalentes.

 5. Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, n'est imposé pour garantir le paiement des frais et dépens dans les procédures en matière d'obligations alimentaires.

**Art. 45** *Contenu de l'aide judiciaire*.  L'aide judiciaire accordée au titre du présent chapitre désigne l'assistance nécessaire pour permettre aux parties de connaître et de faire valoir leurs droits et pour garantir que leurs demandes, présentées par l'intermédiaire des autorités centrales ou directement aux autorités compétentes, seront traitées de façon complète et efficace. Elle inclut le cas échéant les aspects suivants:

 a) des conseils précontentieux en vue d'arriver à un règlement avant d'intenter une procédure judiciaire;

 b) l'assistance juridique en vue de saisir une autorité ou une juridiction, et la représentation en justice;

 c) l'exonération ou la prise en charge des frais de justice, et les honoraires des mandataires désignés pour accomplir des actes durant la procédure;

 d) dans les États membres où la partie qui succombe est condamnée à régler les frais de la partie adverse, si le bénéficiaire de l'aide judiciaire succombe, les frais de la partie adverse dès lors qu'elle aurait couvert ces frais si le bénéficiaire avait eu sa résidence habituelle dans l'État membre de la juridiction saisie;

 e) l'interprétation;

 f) la traduction des documents exigés par la juridiction ou l'autorité compétente et soumis par le bénéficiaire de l'aide judiciaire, qui sont nécessaires au règlement du litige;

 g) les frais de déplacement que le bénéficiaire de l'aide judiciaire doit exposer lorsque la loi ou la juridiction de l'État membre concerné exige la présence physique à l'audience des personnes concernées par l'introduction de la demande et lorsque la juridiction décide que les personnes concernées ne peuvent être entendues à sa satisfaction par aucun autre moyen.

**Art. 46** *Aide judiciaire gratuite pour les demandes d'aliments destinés aux enfants introduites par l'intermédiaire des autorités centrales*.  1. L'État membre requis fournit une aide judiciaire gratuite pour toutes les demandes relatives aux obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant envers une personne âgée de moins de 21 ans présentée par un créancier en vertu de l'article 56.

 2. Nonobstant le paragraphe 1, l'autorité compétente de l'État membre requis peut, en ce qui a trait aux demandes autres que celles prévues à l'article 56, paragraphe 1, points a) et b), refuser l'octroi d'une aide judiciaire gratuite si elle considère que la demande ou quelque recours que ce soit est manifestement dépourvu de fondement.

**Art. 47** *Cas ne relevant pas de l'article 46*.  1. Dans les cas ne relevant pas de l'article 46 et sous réserve des articles 44 et 45, l'aide judiciaire peut être accordée conformément au droit national, en particulier quant aux conditions de l'évaluation des ressources du demandeur ou du bien-fondé de la demande.

 2. Nonobstant le paragraphe 1, une partie qui, dans l'État membre d'origine, a bénéficié en tout ou en partie de l'aide judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens a droit, dans le cadre de toute procédure de reconnaissance, de force exécutoire ou d'exécution, à l'aide judiciaire la plus favorable ou à l'exemption la plus large prévue par le droit de l'État membre d'exécution.

 3. Nonobstant le paragraphe 1, une partie qui, dans l'État membre d'origine, a bénéficié d'une procédure gratuite devant une autorité administrative énumérée à l'annexe X a droit, dans le cadre de toute procédure de reconnaissance, de force exécutoire ou d'exécution, à l'aide judiciaire conformément au paragraphe 2.

 AÀ cet effet, elle produit un document établi par l'autorité compétente de l'État membre d'origine attestant qu'elle remplit les conditions économiques pour pouvoir bénéficier en tout ou en partie de l'aide judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens.

 Les autorités compétentes aux fins du présent paragraphe sont énumérées à l'annexe XI. Cette annexe est établie et modifiée selon la procédure de gestion visée à l'article 73, paragraphe 2.

CHAPITRE VI  ***TRANSACTIONS JUDICIAIRES ET ACTES AUTHENTIQUES***

**Art. 48** *Application du présent règlement aux transactions judiciaires et aux actes authentiques*.  1. Les transactions judiciaires et les actes authentiques exécutoires dans l'État membre d'origine sont reconnus dans un autre État membre et y jouissent de la même force exécutoire que les décisions, conformément au chapitre IV.

 2. Les dispositions du présent règlement sont applicables, en tant que de besoin, aux transactions judiciaires et aux actes authentiques.

 3. L'autorité compétente de l'État membre d'origine délivre, à la demande de toute partie intéressée, un extrait de la transaction judiciaire ou de l'acte authentique au moyen du formulaire dont le modèle figure, selon le cas, aux annexes I et II ou aux annexes III et IV.

CHAPITRE VII  ***COOPÉRATION ENTRE AUTORITÉS CENTRALES***

**Art. 49** *Désignation des autorités centrales*.  1. Chaque État membre désigne une autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par le présent règlement.

 2. Un État membre fédéral, un État membre dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État membre ayant des unités territoriales autonomes est libre de désigner plus d'une autorité centrale et spécifie l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État membre qui fait usage de cette faculté désigne l'autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'autorité centrale compétente au sein de cet État. Si une communication est envoyée à une autorité centrale qui n'est pas compétente, cette dernière est tenue de la transmettre à l'autorité centrale compétente et d'en informer l'expéditeur.

 3. Chaque État membre informe la Commission, conformément à l'article 71, de la désignation de l'autorité centrale ou des autorités centrales ainsi que de leurs coordonnées et, le cas échéant, de l'étendue de leurs fonctions visées au paragraphe 2.

**Art. 50** *Fonctions générales des autorités centrales*.  1. Les autorités centrales:

*a)* coopèrent entre elles, notamment en échangeant des informations, et promeuvent la coopération entre les autorités compétentes de leur État membre pour réaliser les objectifs du présent règlement;

*b)* recherchent, dans toute la mesure du possible, des solutions aux difficultés pouvant survenir dans le cadre de l'application du présent règlement.

 2. Les autorités centrales prennent des mesures pour faciliter l'application du présent règlement et renforcer leur coopération.

 A cette fin, il est fait usage du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale créé par la décision 2001/470/CE.

**Art. 51** *Fonctions spécifiques des autorités centrales*.  1. Les autorités centrales fournissent une assistance relative aux demandes prévues à l'article 56, notamment en:

 a) transmettant et recevant ces demandes;

 b) introduisant ou facilitant l'introduction de procédures relatives à ces demandes.

 2. Concernant ces demandes, les autorités centrales prennent toutes les mesures appropriées pour:

 a) accorder ou faciliter l'octroi d'une aide judiciaire, lorsque les circonstances l'exigent;

 b) aider à localiser le débiteur ou le créancier, notamment en application des articles 61, 62 et 63;

 c) faciliter la recherche des informations pertinentes relatives aux revenus et, si nécessaire, au patrimoine du débiteur ou du créancier, y compris la localisation des biens, notamment en application des articles 61, 62 et 63;

 d) encourager les règlements amiables afin d'obtenir un paiement volontaire des aliments, lorsque cela s'avère approprié par le recours à la médiation, à la conciliation ou à d'autres modes analogues;

 e) faciliter l'exécution continue des décisions en matière d'aliments, y compris les arrérages;

 f) faciliter le recouvrement et le virement rapide des paiements d'aliments;

 g) faciliter l'obtention d'éléments de preuve documentaire ou autre, sans préjudice du règlement (CE) no 1206/2001;

 h) fournir une assistance pour établir la filiation lorsque cela est nécessaire pour le recouvrement d'aliments;

 i) introduire ou faciliter l'introduction de procédures afin d'obtenir toute mesure nécessaire et provisoire à caractère territorial et ayant pour but de garantir l'aboutissement d'une demande pendante d'aliments;

 j) faciliter la signification et la notification des actes, sans préjudice du règlement (CE) no 1393/2007.

 3. Les fonctions conférées à l'autorité centrale en vertu du présent article peuvent être exercées, dans la mesure prévue par la loi de l'État membre concerné, par des organismes publics ou d'autres organismes soumis au contrôle des autorités compétentes de cet État membre. La désignation de tout organisme, public ou autre, ainsi que ses coordonnées et l'étendue de ses fonctions sont communiquées par l'État membre à la Commission conformément à l'article 71.

 4. Le présent article et l'article 53 n'imposent en aucun cas à une autorité centrale l'obligation d'exercer des attributions qui relèvent exclusivement des autorités judiciaires selon la loi de l'État membre requis.

**Art. 52** *Procuration*.  L'autorité centrale de l'État membre requis ne peut exiger une procuration du demandeur que si elle agit en son nom dans des procédures judiciaires ou dans des procédures engagées devant d'autres autorités ou afin de désigner un représentant à ces fins.

**Art. 53** *Requêtes en vue de mesures spécifiques*.  1. Une autorité centrale peut, sur requête motivée, demander à une autre autorité centrale de prendre les mesures spécifiques appropriées prévues à l'article 51, paragraphe 2, points b), c), g), h), i) et j), lorsque aucune demande prévue à l'article 56 n'est pendante. L'autorité centrale requise prend les mesures s'avérant appropriées si elle considère qu'elles sont nécessaires pour aider un demandeur potentiel à présenter une demande prévue à l'article 56 ou à déterminer si une telle demande doit être introduite.

 2. Lorsqu'une requête en vue de mesures prévues à l'article 51, paragraphe 2, points b) et c), est présentée, l'autorité centrale requise recherche les informations demandées, si nécessaire en application de l'article 61. Toutefois, les informations visées à l'article 61, paragraphe 2, points b), c) et d), ne peuvent être recherchées que si le créancier produit une copie d'une décision, d'une transaction judiciaire ou d'un acte authentique à exécuter, le cas échéant accompagnée de l'extrait prévu aux articles 20, 28 ou 48.

 L'autorité centrale requise communique les informations obtenues à l'autorité centrale requérante. Lorsque ces informations ont été obtenues en application de l'article 61, cette communication ne porte que sur l'adresse du défendeur potentiel dans l'État membre requis. Dans le cadre d'une requête en vue d'une reconnaissance, d'une déclaration constatant la force exécutoire ou d'une exécution, la communication porte en outre sur la seule existence de revenus ou d'un patrimoine du débiteur dans cet État.

 Si l'autorité centrale requise n'est pas en mesure de fournir les informations demandées, elle en informe sans délai l'autorité centrale requérante, en lui précisant les raisons de cette impossibilité.

 3. Une autorité centrale peut également prendre des mesures spécifiques, à la requête d'une autre autorité centrale, dans une affaire de recouvrement d'aliments pendante dans l'État membre requérant et comportant un élément d'extranéité.

 4. Pour les requêtes présentées en application du présent article, les autorités centrales utilisent le formulaire dont le modèle figure à l'annexe V.

**Art. 54** *Frais de l'autorité centrale*.  1. Chaque autorité centrale prend en charge ses propres frais découlant de l'application du présent règlement.

 2. Les autorités centrales ne peuvent mettre aucun*[s]* frais à la charge du demandeur pour les services qu'elles fournissent en vertu du présent règlement, sauf s'il s'agit de frais exceptionnels découlant d'une requête de mesures spécifiques prévue à l'article 53.

 Aux fins du présent paragraphe, les frais liés à la localisation du débiteur ne sont pas considérés comme exceptionnels.

 3. L'autorité centrale requise ne peut pas recouvrer les frais exceptionnels mentionnés au paragraphe 2 sans avoir obtenu l'accord préalable du demandeur sur la fourniture de ces services à un tel coût.

**Art. 55** *Demandes par l'intermédiaire des autorités centrales*.  Toute demande prévue au titre du présent chapitre est transmise à l'autorité centrale de l'État membre requis par l'intermédiaire de l'autorité centrale de l'État membre dans lequel le demandeur a sa résidence.

**Art. 56** *Demandes disponibles*.  1. Un créancier qui poursuit le recouvrement d'aliments en vertu du présent règlement peut présenter les demandes suivantes:

 a) la reconnaissance ou la reconnaissance et la déclaration constatant la force exécutoire d'une décision;

 b) l'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État membre requis;

 c) l'obtention d'une décision dans l'État membre requis lorsqu'il n'existe aucune décision, y compris l'établissement de la filiation si nécessaire;

 d) l'obtention d'une décision dans l'État membre requis lorsque la reconnaissance et la déclaration constatant la force exécutoire d'une décision rendue dans un État autre que l'État membre requis n'est pas possible;

 e) la modification d'une décision rendue dans l'État membre requis;

 f) la modification d'une décision rendue dans un État autre que l'État membre requis.

 2. Un débiteur à l'encontre duquel existe une décision en matière d'aliments peut présenter les demandes suivantes:

 a) la reconnaissance d'une décision ayant pour effet de suspendre ou de restreindre l'exécution d'une décision antérieure dans l'État membre requis;

 b) la modification d'une décision rendue dans l'État membre requis;

 c) la modification d'une décision rendue dans un État autre que l'État membre requis.

 3. Pour les demandes relevant du présent article, l'assistance et la représentation visées à l'article 45, point b) sont fournies par l'autorité centrale de l'État membre requis directement ou par l'intermédiaire d'autorités publiques ou d'autres organes ou personnes.

 4. Sauf disposition contraire du présent règlement, les demandes visées aux paragraphes 1 et 2 sont traitées conformément au droit de l'État membre requis et sont soumises aux règles de compétence applicables dans cet État membre.

**Art. 57** *Contenu de la demande*.  1. Toute demande prévue à l'article 56 est présentée au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe VI ou à l'annexe VII.

 2. Toute demande prévue à l'article 56 comporte au moins:

 a) une déclaration relative à la nature de la demande ou des demandes;

 b) le nom et les coordonnées du demandeur, y compris son adresse et sa date de naissance;

 c) le nom du défendeur et, lorsqu'elles sont connues, son adresse et sa date de naissance;

 d) le nom et la date de naissance des personnes pour lesquelles des ae)liments sont demandés;

 les motifs sur lesquels la demande est fondée;

 f) lorsque la demande est formée par le créancier, les informations relatives au lieu où les paiements doivent être effectués ou transmis électroniquement;

 g) les noms et coordonnées de la personne ou du service de l'autorité centrale de l'État membre requérant responsable du traitement de la demande.

 3. Aux fins du paragraphe 2, point b), l'adresse personnelle du demandeur peut être remplacée par une autre adresse dans les cas de violences familiales, si le droit national de l'État membre requis n'exige pas, aux fins des procédures à engager, que le demandeur fournisse son adresse personnelle.

 4. Au besoin, la demande comporte également les informations suivantes lorsqu'elles sont connues:

 a) la situation financière du créancier;

 b) la situation financière du débiteur, y compris le nom et l'adresse de l'employeur du débiteur, ainsi que la localisation et la nature des biens du débiteur;

 c) toute autre information permettant de localiser le défendeur.

 5. La demande est accompagnée de toute information ou tout document justificatif nécessaire, y compris, le cas échéant, pour établir le droit du demandeur à l'aide judiciaire. Les demandes prévues à l'article 56, paragraphe 1, points a) et b), et paragraphe 2, point a), ne sont accompagnées, selon le cas, que des documents énumérés aux articles 20, 28 ou 48 ou à l'article 25 de la convention de La Haye de 2007.

**Art. 58** *Transmission, réception et traitement des demandes et des affaires par l'intermédiaire des autorités centrales*.  1. L'autorité centrale de l'État membre requérant assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'examen de la demande.

 2. Après s'être assurée que la demande satisfait aux exigences du présent règlement, l'autorité centrale de l'État membre requérant la transmet à l'autorité centrale de l'État membre requis.

 3. Dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande, l'autorité centrale requise en accuse réception au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe VIII, avise l'autorité centrale de l'État membre requérant des premières démarches qui ont été ou qui seront entreprises pour traiter la demande et peut solliciter tout document ou toute information supplémentaire qu'elle estime nécessaire. Dans ce même délai de 30 jours, l'autorité centrale requise informe l'autorité centrale requérante des nom et coordonnées de la personne ou du service chargé de répondre aux questions relatives à l'état d'avancement de la demande.

 4. Dans un délai de 60 jours suivant l'accusé de réception, l'autorité centrale requise informe l'autorité centrale requérante de l'état de la demande.

 5. Les autorités centrales requérante et requise s'informent mutuellement:

 a) de l'identité de la personne ou du service responsable d'une affaire particulière;

 b) de l'état d'avancement de l'affaire,   
et répondent en temps utile aux demandes de renseignements.

 6. Les autorités centrales traitent une affaire aussi rapidement qu'un examen adéquat de son contenu le permet.

 7. Les autorités centrales utilisent entre elles les moyens de communication les plus rapides et efficaces dont elles disposent.

 8. Une autorité centrale requise ne peut refuser de traiter une demande que s'il est manifeste que les conditions requises par le présent règlement ne sont pas remplies. Dans ce cas, cette autorité centrale informe aussitôt l'autorité centrale requérante des motifs de son refus au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe IX.

 9. L'autorité centrale requise ne peut rejeter une demande au seul motif que des documents ou des informations supplémentaires sont nécessaires. Elle peut toutefois demander à l'autorité centrale requérante de fournir ces documents ou ces informations supplémentaires. Si l'autorité centrale requérante ne les fournit pas dans un délai de 90 jours ou dans un délai plus long spécifié par l'autorité centrale requise, cette dernière peut décider de cesser de traiter la demande. Dans ce cas, elle informe aussitôt l'autorité centrale requérante au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe IX.

**Art. 59** *Langues*.  1. Le formulaire de requête ou de demande est rempli dans la langue officielle de l'État membre requis ou, s'il existe plusieurs langues officielles dans cet État membre, dans la langue officielle ou l'une des langues officielles du lieu où est établie l'autorité centrale concernée, ou dans toute autre langue officielle des institutions de l'Union européenne que l'État membre requis aura indiqué pouvoir accepter, sauf dispense de traduction de l'autorité centrale de cet État membre.

 2. Les documents accompagnant le formulaire de requête ou de demande ne sont traduits dans la langue déterminée conformément au paragraphe 1 que si une traduction est nécessaire pour fournir l'assistance demandée, sans préjudice des articles 20, 28, 40 et 66.

 3. Toute autre communication entre les autorités centrales se fait dans la langue déterminée conformément au paragraphe 1, sauf si les autorités centrales en conviennent autrement.

**Art. 60** *Réunions*.  1. Afin de faciliter l'application du présent règlement, les autorités centrales se réunissent régulièrement.

 2. La convocation de ces réunions s'effectue conformément à la décision 2001/470/CE.

**Art. 61** *Accés des autorités centrales aux informations*.  1. Dans les conditions prévues au présent chapitre et par exception à l'article 51, paragraphe 4, l'autorité centrale requise met en œuvre tous les moyens appropriés et raisonnables pour obtenir les informations visées au paragraphe 2 nécessaires pour faciliter, dans une affaire déterminée, l'obtention, la modification, la reconnaissance, la constatation de la force exécutoire ou l'exécution d'une décision.

 Les autorités publiques ou les administrations qui, dans le cadre de leurs activités habituelles, détiennent, au sein de l'État membre requis, les informations visées au paragraphe 2 et qui sont responsables de leur traitement au sens de la directive 95/46/CE fournissent, sous réserve des limitations justifiées par des raisons de sécurité nationale ou de sûreté publique, celles-ci à l'autorité centrale requise à sa demande dans les cas où cette dernière n'a pas accès directement à ces informations.

 Les États membres peuvent désigner les autorités publiques ou les administrations à même de fournir à l'autorité centrale requise les informations visées au paragraphe 2. Lorsqu'un État membre procède à une telle désignation, il veille à ce que son choix des autorités et des administrations permette à son autorité centrale d'avoir accès, conformément au présent article, aux informations requises.

 Toute autre personne morale qui détient, au sein de l'État membre requis, les informations visées au paragraphe 2 et qui est responsable de leur traitement au sens de la directive 95/46/CE fournit celles-ci à l'autorité centrale requise à sa demande si elle y est autorisée par le droit de l'État membre requis.

 L'autorité centrale requise transmet, en tant que de besoin, les informations ainsi obtenues à l'autorité centrale requérante.

 2. Les informations visées au présent article sont celles déjà détenues par les autorités, administrations ou personnes visées au paragraphe 1. Elles sont adéquates, pertinentes et non excessives, et concernent:

 a) l'adresse du débiteur ou du créancier;

 b) les revenus du débiteur;

 c) l'identification de l'employeur du débiteur et/ou du/des compte(s) bancaire(s) dont le débiteur est titulaire;

 d) le patrimoine du débiteur.

 Pour obtenir ou modifier une décision, seules les informations visées au point a) peuvent être demandées par l'autorité centrale requise.

 Pour faire reconnaître, déclarer exécutoire ou exécuter une décision, toutes les informations visées au premier alinéa peuvent être demandées par l'autorité centrale requise. Toutefois, les informations visées au point d) ne peuvent être demandées que si les informations visées aux points b) et c) sont insuffisantes pour permettre l'exécution de la décision.

**Art. 62** *Transmission et utilisatuin des informations*.  1. Les autorités centrales transmettent au sein de leur État membre, selon le cas, les informations visées à l'article 61, paragraphe 2, aux juridictions compétentes, aux autorités compétentes chargées de signifier ou de notifier des actes et aux autorités compétentes chargées de l'exécution d'une décision.

 2. Toute autorité ou juridiction à laquelle des informations ont été transmises en application de l'article 61 ne peut utiliser celles-ci que pour faciliter le recouvrement de créances alimentaires.

 A l'exception des informations portant sur l'existence même d'une adresse, de revenus ou d'un patrimoine dans l'État membre requis, les informations visées à l'article 61, paragraphe 2 ne peuvent être divulguées à la personne qui a saisi l'autorité centrale requérante, sous réserve de l'application des règles de procédure devant une juridiction.

 3. Toute autorité qui traite une information qui lui a été transmise en application de l'article 61 ne peut conserver cette information au-delà de la période nécessaire aux fins pour lesquelles elle a été transmise.

 4. Toute autorité traitant des informations qui lui ont été communiquées en application de l'article 61 assure la confidentialité de ces informations, conformément au droit national.

**Art. 63** *Avis à la personne visée par la collecte des informations*.  1. L'avis à la personne visée par la collecte des informations de la communication de tout ou partie de celles-ci est effectué conformément au droit national de l'État membre requis.

 2. Lorsque cet avis risque de porter préjudice au recouvrement effectif de la créance alimentaire, il peut être différé pour une durée qui ne saurait excéder 90 jours à compter de la date à laquelle les informations ont été fournies à l'autorité centrale requise.

CHAPITRE VIII  ***ORGANISMES PUBLICS***

**Art. 64** *Organismes publics en qualité de demandeurs*.  1. Aux fins d'une demande de reconnaissance et de déclaration constatant la force exécutoire de décisions ou aux fins de l'exécution de décisions, le terme «créancier» inclut un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou un organisme auquel est dû le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments.

 2. Le droit d'un organisme public d'agir à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou de demander le remboursement de prestations fournies au créancier à titre d'aliments est soumis à la loi qui régit l'organisme.

 3. Un organisme public peut demander la reconnaissance et la déclaration constatant la force exécutoire ou demander l'exécution:

 a) d'une décision rendue contre un débiteur à la demande d'un organisme public qui poursuit le paiement de prestations fournies à titre d'aliments;

 b) d'une décision rendue entre un créancier et un débiteur, à concurrence des prestations fournies au créancier à titre d'aliments.

 4. L'organisme public qui demande la reconnaissance et la déclaration constatant la force exécutoire ou qui sollicite l'exécution d'une décision produit, sur demande, tout document de nature à établir son droit en application du paragraphe 2 et le paiement des prestations au créancier.

CHAPITRE IX  ***DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES***

**Art. 65** *Légalisation ou formalité analogue*.  Aucune légalisation ni formalité analogue n'est exigée dans le contexte du présent règlement.

**Art. 66** *Traduction de pièces justificatives*.  Sans préjudice des articles 20, 28 et 40, la juridiction saisie ne peut demander aux parties de fournir une traduction des pièces justificatives établies dans une langue autre que la langue de procédure que si elle estime cette traduction nécessaire pour rendre sa décision ou pour respecter les droits de la défense.

**Art. 67** *Recouvrement des frais*.  Sans préjudice de l'article 54, l'autorité compétente de l'État membre requis peut recouvrer les frais auprès de la partie perdante bénéficiaire de l'aide judiciaire gratuite en vertu de l'article 46, à titre exceptionnel et si la situation financière de cette dernière le permet.

**Art. 68** *Relations avec d'autres instruments communautaires*.  1. Sous réserve de l'article 75, paragraphe 2, le présent règlement modifie le règlement (CE) no 44/2001 en remplaçant les dispositions dudit règlement applicables en matière d'obligations alimentaires.

 2. Le présent règlement remplace, en matière d'obligations alimentaires, le règlement (CE) no 805/2004, sauf pour les titres exécutoires européens portant sur des obligations alimentaires délivrés dans un État membre non lié par le protocole de La Haye de 2007.

 3. En matière d'obligations alimentaires, le présent règlement ne porte pas préjudice à l'application de la directive 2003/8/CE, sous réserve du chapitre V.

 4. Le présent règlement ne porte pas préjudice à l'application de la directive 95/46/CE.

**Art. 69** *Relations avec les conventions et accords internationaux existants*.  1. Le présent règlement n'affecte pas l'application des conventions et accords bilatéraux ou multilatéraux auxquels un ou plusieurs États membres sont parties lors de l'adoption du présent règlement et qui portent sur des matières régies par le présent règlement, sans préjudice des obligations des États membres en vertu de l'article 307 du traité.

 2. Nonobstant le paragraphe 1 et sans préjudice du paragraphe 3, le présent règlement prévaut, entre les États membres, sur les conventions et accords qui portent sur des matières régies par le présent règlement et auxquels des États membres sont parties.

 3. Le présent règlement ne fait pas obstacle à l'application de la convention du 23 mars 1962 entre la Suède, le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Norvège sur le recouvrement des créances alimentaires par les États membres qui y sont parties compte tenu du fait que ladite convention prévoit en ce qui concerne la reconnaissance, la force exécutoire et l'exécution de décisions:

 a) des procédures simplifiées et accélérées pour l'exécution de décisions en matière d'aliments, et

 b) une aide judiciaire plus favorable que celle prévue au chapitre V du présent règlement.

 Toutefois, l'application de ladite convention ne saurait priver le défendeur de la protection que lui offrent les articles 19 et 21 du présent règlement.

**Art. 70** *Informations mises à disposition du public*.  Les États membres fournissent dans le cadre du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale créé par la décision 2001/470/CE les informations suivantes en vue de leur mise à disposition du public:

 a) une description des législations et procédures nationales concernant les obligations alimentaires;

 b) une description des mesures prises pour satisfaire aux obligations prévues à l'article 51;

 c) une description de la manière dont l'accès effectif à la justice est assuré, comme l'exige l'article 44;

 d) une description des règles et procédures nationales d'exécution, y compris des informations sur toutes les limites imposées dans ce domaine, en particulier les règles sur la protection du débiteur et sur les délais ou prescriptions.

 Les États membres tiennent en permanence ces informations à jour.

**Art. 71** *Informations concernant les coordonnées et les langues*.  1. Le 18 septembre 2010 au plus tard, les États membres communiquent à la Commission:

 a) le nom et les coordonnées des juridictions ou autorités compétentes pour statuer sur les demandes de déclaration constatant la force exécutoire, conformément à l'article 27, paragraphe 1, et sur les recours formés contre les décisions rendues sur ces demandes, conformément à l'article 32, paragraphe 2;

 b) les procédures de pourvoi visées à l'article 33;

 c) la procédure de réexamen aux fins de l'application de l'article 19 ainsi que le nom et les coordonnées des juridictions compétentes;

 d) le nom et les coordonnées de leurs autorités centrales et, le cas échéant, de l'étendue de leurs fonctions, conformément à l'article 49, paragraphe 3;

 e) le nom et les coordonnées de leurs organismes publics ou autres et, le cas échéant, l'étendue de leurs fonctions, conformément à l'article 51, paragraphe 3;

 f) le nom et les coordonnées des autorités compétentes en matière d'exécution aux fins de l'article 21;

 g) les langues acceptées pour la traduction des documents visés aux articles 20, 28 et 40;

 h) les langues acceptées par leurs autorités centrales pour les communications, visées à l'article 59, avec les autres autorités centrales.

 Les États membres communiquent à la Commission toute modification ultérieure de ces informations.

 2. La Commission publie au *Journal officiel de l'Union européenne* les informations communiquées conformément au paragraphe 1, à l'exception des adresses et autres coordonnées des juridictions et autorités visées aux points a), c) et f).

 3. La Commission tient toutes les informations communiquées conformément au paragraphe 1 à la disposition du public par tout autre moyen approprié, notamment par le biais du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale créé par la décision 2001/470/CE.

**Art. 72** *Modification des formulaires*.  Toute modification des formulaires prévus au présent règlement est adoptée suivant la procédure consultative visée à l'article 73, paragraphe 3.

**Art. 73** *Comité*.  1. La Commission est assistée par le comité institué par l'article 70 du règlement (CE) no 2201/2003. *— V. Règl. (CE) no 2201/2003 du 22 nov. 2003, App., vo Droit européen et international. —* ***C. pr. civ.***



 2. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, les articles 4 et 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent.

 La période prévue à l'article 4, paragraphe 3, de la décision 1999/468/CE est fixée à trois mois. *— V. Décis. no 1999/468/CE.*

 3. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, les articles 3 et 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent.

**Art. 74** *Clause de réexamen*.  Au plus tard cinq ans à compter de la date d'application déterminée conformément à l'article 76, troisième alinéa, la Commission présente au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen un rapport sur l'application du présent règlement, y compris une évaluation des expériences pratiques en matière de coopération entre autorités centrales, notamment concernant l'accès de celles-ci aux informations détenues par les autorités publiques et les administrations, et une évaluation du fonctionnement de la procédure de reconnaissance, de déclaration de la force exécutoire et d'exécution applicable aux décisions rendues dans un État membre non lié par le protocole de La Haye de 2007. Le rapport est accompagné, le cas échéant, de propositions d'adaptation.

**Art. 75** *Dispositions transitoires*.  1. Le présent règlement ne s'applique qu'aux procédures engagées, aux transactions judiciaires approuvées ou conclues et aux actes authentiques établis postérieurement à sa date d'application, sous réserve des paragraphes 2 et 3.

 2. Les sections 2 et 3 du chapitre IV s'appliquent:

 a) aux décisions rendues dans les États membres avant la date d'application du présent règlement pour lesquelles la reconnaissance et la déclaration constatant la force exécutoire sont demandées après cette date;

 b) aux décisions rendues après la date d'application du présent règlement à la suite de procédures engagées avant cette date, dans la mesure où ces décisions relèvent, aux fins de la reconnaissance et de l'exécution, du champ d'application du règlement (CE) no 44/2001. *— V. Règl. (CE) no 44-2001 du 22 déc. 2000, App., vo Droit européen et international. —* ***C. pr. civ.***



 Le règlement (CE) no 44/2001 reste d'application aux procédures de reconnaissance et d'exécution en cours à la date d'application du présent règlement. *— V. Règl. (CE) no 44-2001 du 22 déc. 2000, App., vo Droit européen et international. —* ***C. pr. civ.***



 Le premier et le deuxième alinéa s'appliquent *mutatis mutandis* aux transactions judiciaires approuvées ou conclues et aux actes authentiques établis dans les États membres.

 3. Le chapitre VII concernant la coopération entre autorités centrales s'applique aux requêtes et demandes reçues par l'autorité centrale à compter de la date d'application du présent règlement.

**Art. 76** *Entrée en vigueur*.  Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

 L'article 2, paragraphe 2, l'article 47, paragraphe 3, et les articles 71, 72 et 73 s'appliquent à compter du 18 septembre 2010.

 Le présent règlement s'applique, à l'exception des dispositions visées au deuxième alinéa, à compter du 18 juin 2011, sous réserve que le protocole de La Haye de 2007 soit applicable dans la Communauté à cette date. À défaut, le présent règlement s'applique à compter de la date d'application dudit protocole dans la Communauté.

**Accord du 4 février 2010,**

*Entre la République française et la République fédérale d'Allemagne instituant un régime matrimonial optionnel de la participation aux acquêts.*

*V. ce texte ss. art. 1581.*



**Règlement (UE) no 1259/2010 du Conseil du 20 décembre 2010,**

*Mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps.*

*Ce règlement est entré en vigueur, pour certains pays de l'Union Européenne, le 21 juin 2012 (JOUE 29 déc).*

L'Union s'est donné pour objectif de maintenir et de développer un espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes. Pour la mise en place progressive de cet espace, l'Union doit adopter des mesures relevant du domaine de la coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontière, en particulier lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur.

Conformément à l'article 81 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, parmi ces mesures figurent celles favorisant la compatibilité des règles applicables dans les États membres en matière de conflit de lois.

La Commission a adopté, le 14 mars 2005, un livre vert sur le droit applicable et la compétence en matière de divorce. Ce livre vert a été le point de départ d'une large consultation publique sur les possibles solutions pouvant être apportées aux problèmes susceptibles de se poser dans la situation actuelle.

La Commission a proposé, le 17 juillet 2006, un règlement modifiant le règlement (CE) no 2201/2003 du Conseil *Règl. (CE) no 2201/2003 du Conseil du 27 nov. 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale (JO L 338 du 23.12.2003, p. 1).* en ce qui concerne la compétence et instituant des règles relatives à la loi applicable en matière matrimoniale.

Le Conseil, réuni à Luxembourg les 5 et 6 juin 2008, a conclu à l'absence d'unanimité sur la proposition et à l'existence de difficultés insurmontables rendant impossible, à ce moment et dans un avenir proche, toute unanimité. Il a constaté que les objectifs de la proposition ne pourraient être réalisés dans un délai raisonnable en appliquant les dispositions appropriées des traités.

La Belgique, la Bulgarie, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, l'Autriche, le Portugal, la Roumanie et la Slovénie ont ultérieurement présenté à la Commission une demande indiquant qu'ils avaient l'intention d'instaurer entre eux une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable en matière matrimoniale. Le 3 mars 2010, la Grèce a retiré sa demande.

Le Conseil a adopté, le 12 juillet 2010, la décision 2010/405/UE autorisant une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps.

En vertu de l'article 328, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lors de leur instauration, les coopérations renforcées sont ouvertes à tous les États membres, sous réserve de respecter les conditions éventuelles de participation fixées par la décision d'autorisation. Elles le sont également à tout autre moment, sous réserve de respecter, outre lesdites conditions, les actes déjà adoptés dans ce cadre. La Commission et les États membres participant à une coopération renforcée veillent à promouvoir la participation du plus grand nombre possible d'États membres. Le présent règlement ne devrait être obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable que dans les États membres participants, conformément aux traités.

Le présent règlement devrait créer un cadre juridique clair et complet dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps dans les États membres participants, garantir aux citoyens des solutions appropriées en termes de sécurité juridique, de prévisibilité et de souplesse, et empêcher une situation dans laquelle l'un des époux demande le divorce avant l'autre pour faire en sorte que la procédure soit soumise à une loi donnée qu'il estime plus favorable à ses propres intérêts.

Le champ d'application matériel et les dispositions du présent règlement devraient être cohérents par rapport au règlement (CE) no 2201/2003. Toutefois, il ne devrait pas s'appliquer à l'annulation du mariage.

Le présent règlement ne devrait s'appliquer qu'à la dissolution ou au relâchement du lien matrimonial. La loi désignée par les règles de conflit de lois énoncées dans le présent règlement devrait s'appliquer aux causes de divorce et de séparation de corps.

Des questions préalables, telles que la capacité juridique et la validité du mariage, ainsi que les questions telles que les effets patrimoniaux du divorce ou de la séparation de corps, le nom, la responsabilité parentale, les obligations alimentaires ou autres mesures accessoires éventuelles devraient être réglées selon les règles de conflit de lois applicables dans l'État membre participant concerné.

Afin de bien délimiter le champ d'application territorial du présent règlement, il convient de préciser quels sont les États membres qui participent à la coopération renforcée.

Le présent règlement devrait présenter un caractère universel, c'est-à-dire qu'il devrait être possible, en ce qui concerne ses règles uniformes de conflit de lois, de désigner la loi d'un État membre participant, la loi d'un État membre non participant, ou la loi d'un État non membre de l'Union européenne.

Le présent règlement devrait s'appliquer quelle que soit la nature de la juridiction saisie. S'il y a lieu, une juridiction devrait être réputée saisie conformément au règlement (CE) no 2201/2003.

Pour offrir aux époux la liberté de désigner une loi applicable avec laquelle ils ont des liens étroits ou, à défaut de choix, pour que cette loi s'applique à leur divorce ou séparation de corps, celle-ci devrait s'appliquer même si elle n'est pas celle d'un État membre participant. En cas de désignation de la loi d'un autre État membre, le réseau créé par la décision 2001/470/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale *[JO L 174 du 27.6.2001, p. 25.]* pourrait jouer un rôle de soutien des juridictions sur le contenu de la loi étrangère.

Accroître la mobilité des citoyens requiert davantage de souplesse et une plus grande sécurité juridique. Pour répondre à cet objectif, le présent règlement devrait renforcer l'autonomie des parties en matière de divorce et de séparation de corps en leur laissant une possibilité limitée de choisir la loi applicable à leur divorce ou à leur séparation de corps.

Les époux devraient pouvoir choisir la loi d'un pays avec lequel ils ont des liens particuliers ou la loi du for comme loi applicable au divorce et à la séparation de corps. La loi choisie par les époux doit être conforme aux droits fondamentaux reconnus par les traités et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Avant de désigner la loi applicable, il est important que les époux aient accès à des informations mises à jour concernant les aspects essentiels de la loi nationale et du droit de l'Union ainsi que des procédures en matière de divorce et de séparation de corps. Afin de garantir cet accès à des informations appropriées et de qualité, la Commission met ces dernières régulièrement à jour dans le système public d'information fondé sur l'internet créé par la décision 2001/470/CE.

Le choix éclairé des deux conjoints est un principe essentiel du présent règlement. Chaque époux devrait savoir exactement quelles sont les conséquences juridiques et sociales du choix de la loi applicable. La possibilité de choisir d'un commun accord la loi applicable devrait être sans préjudice des droits et de l'égalité des chances des deux époux. A cet égard, les juges des États membres participants devraient être conscients de l'importance d'un choix éclairé des deux époux concernant les conséquences juridiques de la convention conclue sur le choix de la loi.

Il convient de définir les règles relatives à la validité matérielle et formelle de manière à faciliter le choix éclairé des époux et assurer le respect de leur consentement, en vue de garantir la sécurité juridique ainsi qu'un meilleur accès à la justice. Pour ce qui est de la validité formelle, certaines garanties devraient être introduites afin de s'assurer que les époux sont conscients des conséquences de leur choix. La convention sur le choix de la loi applicable devrait au moins être formulée par écrit, datée et signée par les deux parties. Toutefois, si la loi de l'État membre participant dans lequel les deux époux ont leur résidence habituelle au moment de la conclusion de la convention prévoit des règles formelles supplémentaires, celles-ci devraient être respectées. Par exemple, ces règles formelles supplémentaires peuvent exister dans un État membre participant où la convention est insérée dans un contrat de mariage. Si, au moment de la conclusion de la convention, les époux ont leur résidence habituelle dans des États membres participants différents qui prévoient des règles formelles supplémentaires, il suffirait que les règles formelles de l'un de ces États soient respectées. Si, au moment de la conclusion de la convention, seul l'un des époux a sa résidence habituelle dans un État membre participant qui prévoit des règles formelles supplémentaires, celles-ci devraient être respectées.

Une convention désignant la loi applicable devrait pouvoir être conclue et modifiée au plus tard au moment de la saisine de la juridiction, et même au cours de la procédure si la loi du for le prévoit. Dans ce cas, il devrait suffire que la juridiction donne acte de la désignation conformément à la loi du for.

A défaut de choix de la loi applicable, le présent règlement devrait instaurer des règles de conflit de lois harmonisées sur la base d'une échelle de critères de rattachement successifs fondés sur l'existence d'un lien étroit entre les époux et la loi concernée, en vue de garantir la sécurité juridique et la prévisibilité et d'empêcher une situation dans laquelle l'un des époux demande le divorce avant l'autre pour faire en sorte que la procédure soit soumise à une loi donnée qu'il estime plus favorable à ses propres intérêts. Ces critères de rattachement devraient être choisis de façon que la procédure de divorce ou de séparation de corps soit régie par une loi avec laquelle les époux ont des liens étroits.

Lorsque, aux fins de l'application de la loi d'un État, le présent règlement fait de la nationalité un critère de rattachement, la gestion des cas de pluralité de nationalités devrait relever du droit national, dans le plein respect des principes généraux de l'Union européenne.

Si une juridiction est saisie afin de convertir une séparation de corps en divorce et en l'absence de choix de la loi applicable par les parties, la loi qui a été appliquée à la séparation de corps devrait également s'appliquer au divorce. Une telle continuité favoriserait la prévisibilité pour les parties et renforcerait la sécurité juridique. Si la loi qui a été appliquée à la séparation de corps ne prévoit pas de conversion de la séparation de corps en divorce, le divorce devrait être régi par les règles de conflit de lois à défaut de choix. Cela ne devrait pas empêcher les époux de demander le divorce sur la base d'autres règles prévues dans le présent règlement.

Dans certaines situations, la loi de la juridiction saisie devrait toutefois s'appliquer, comme lorsque la loi applicable ne prévoit pas le divorce ou lorsqu'elle n'accorde pas à l'un des époux, en raison de son appartenance à l'un ou l'autre sexe, une égalité d'accès au divorce ou à la séparation de corps. Cela ne devrait cependant pas porter atteinte à l'ordre public.

Dans des circonstances exceptionnelles, des considérations d'intérêt public devraient donner aux juridictions des États membres la possibilité d'écarter une disposition de la loi étrangère lorsque son application dans un cas précis serait manifestement contraire à l'ordre public du for. Néanmoins, les juridictions ne devraient pas pouvoir appliquer l'exception d'ordre public pour écarter une disposition de la loi d'un autre État lorsque c'est contraire à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, en particulier à son article 21, qui interdit toute forme de discrimination.

Lorsque le présent règlement se réfère au fait que la loi de l'État membre participant dont une juridiction est saisie ne prévoit pas le divorce, il conviendrait de l'interpréter comme le fait que la loi de cet État membre ne connaît pas l'institution du divorce. En pareil cas, la juridiction compétente ne devrait pas être tenue de prononcer un divorce en vertu du présent règlement.

Lorsque le présent règlement se réfère au fait que la loi de l'État membre participant dont une juridiction est saisie ne reconnaît pas la validité du mariage concerné aux fins de la procédure de divorce, il conviendrait de l'interpréter, notamment, comme le fait qu'un tel mariage n'existe pas dans la loi de cet État membre. En pareil cas, la juridiction compétente ne devrait pas être tenue de prononcer un divorce ou une séparation de corps en vertu du présent règlement.

Comme il existe des États et des États membres participants dans lesquels coexistent deux ou plusieurs systèmes de droit ou ensembles de règles ayant trait aux questions régies par le présent règlement, il conviendrait de prévoir une disposition qui stipule dans quelle mesure le présent règlement s'applique dans les différentes unités territoriales de ces États et États membres participants ou aux différentes catégories de personnes de ces États et États membres participants.

En l'absence de règles désignant la loi applicable, les parties qui choisissent la loi de l'État de la nationalité de l'un d'entre eux devraient préciser dans le même temps qu'elle est l'unité territoriale dont ils ont choisi la loi dans le cas où l'État dont la loi a été choisie comprend plusieurs unités territoriales ayant leur propre système de droit ou leur propre ensemble de règles en matière de divorce.

Étant donné que les objectifs du présent règlement, à savoir le renforcement de la sécurité juridique, la prévisibilité et la souplesse dans les procédures matrimoniales internationales et dès lors la facilitation de la libre circulation des personnes à l'intérieur de l'Union, ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions et des effets du présent règlement, être mieux réalisés au niveau de l'Union, celle-ci peut prendre des mesures, au moyen d'une coopération renforcée le cas échéant, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité sur l'Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, le présent règlement n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.

Le présent règlement respecte les droits fondamentaux et observe les principes reconnus par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, en particulier par son article 21, qui interdit toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Ce règlement devrait être appliqué par les juridictions des États membres participants dans le respect de ces droits et principes,

CHAPITRE I  ***CHAMP D'APPLICATION, RELATION AVEC LE RÈGLEMENT (CE) No 2201/2003, DÉFINITIONS ET APPLICATION UNIVERSELLE***

**Art. 1er** *Champ d'application*.  1. Le présent règlement s'applique, dans les situations impliquant un conflit de lois, au divorce et à la séparation de corps.

 2. Le présent règlement ne s'applique pas aux questions suivantes, même si elles ne sont soulevées qu'en tant que questions préalables dans le cadre d'une procédure de divorce ou de séparation de corps:

*a)* la capacité juridique des personnes physiques;

*b)* l'existence, la validité ou la reconnaissance d'un mariage;

*c)* l'annulation d'un mariage;

*d)* le nom des époux;

*e)* les effets patrimoniaux du mariage;

*f)* la responsabilité parentale;

*g)* les obligations alimentaires;

*h)* les trusts et successions.

**Art. 2** *Relation avec le règlement (CE) no 2201/2003*.  Le présent règlement n'a pas d'incidence sur l'application du règlement (CE) no 2201/2003.

**Art. 3** *Définitions*.  Aux fins du présent règlement, on entend par:

 1. "État membre participant": un État membre qui participe à la coopération renforcée sur la loi applicable au divorce et à la séparation de corps en vertu de la décision 2010/405/UE, ou en vertu d'une décision adoptée conformément à l'article 331, paragraphe 1, deuxième ou troisième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

 2. "juridiction": toutes les autorités des États membres participants compétentes dans les matières relevant du champ d'application du présent règlement.

**Art. 4** *Application universelle*.  La loi désignée par le présent règlement s'applique même si cette loi n'est pas celle d'un État membre participant.

CHAPITRE II  ***RÈGLES UNIFORMES SUR LA LOI APPLICABLE AU DIVORCE ET À LA SÉPARATION DE CORPS***

**Art. 5** *Choix de la loi applicable par les parties*.  1. Les époux peuvent convenir de désigner la loi applicable au divorce et à la séparation de corps, pour autant qu'il s'agisse de l'une des lois suivantes:

*a)* la loi de l'État de la résidence habituelle des époux au moment de la conclusion de la convention; ou

*b)* la loi de l'État de la dernière résidence habituelle des époux, pour autant que l'un d'eux y réside encore au moment de la conclusion de la convention; ou

*c)* la loi de l'État de la nationalité de l'un des époux au moment de la conclusion de la convention; ou

*d)* la loi du for.

 2. Sans préjudice du paragraphe 3, une convention désignant la loi applicable peut être conclue et modifiée à tout moment, mais au plus tard au moment de la saisine de la juridiction.

 3. Si la loi du for le prévoit, les époux peuvent également désigner la loi applicable devant la juridiction au cours de la procédure. Dans ce cas, la juridiction prend acte de la désignation conformément à la loi du for.

**Art. 6** *Consentement et validité matérielle*.  1. L'existence et la validité d'une convention sur le choix de la loi ou de toute clause de celle-ci sont soumises à la loi qui serait applicable en vertu du présent règlement si la convention ou la clause était valable.

 2. Toutefois, pour établir son absence de consentement, un époux peut se fonder sur la loi du pays dans lequel il a sa résidence habituelle au moment où la juridiction est saisie si les circonstances indiquent qu'il ne serait pas raisonnable de déterminer l'effet du comportement de cet époux conformément à la loi visée au paragraphe 1.

**Art. 7** *Validité formelle*.  1. La convention visée à l'article 5, paragraphes 1 et 2, est formulée par écrit, datée et signée par les deux époux. Toute transmission par voie électronique qui permet de consigner durablement la convention est considérée comme revêtant une forme écrite.

 2. Toutefois, si la loi de l'État membre participant dans lequel les deux époux ont leur résidence habituelle au moment de la conclusion de la convention prévoit des règles formelles supplémentaires pour ce type de convention, ces règles s'appliquent.

 3. Si, au moment de la conclusion de la convention, les époux ont leur résidence habituelle dans des États membres participants différents et si les lois de ces États prévoient des règles formelles différentes, la convention est valable quant à la forme si elle satisfait aux conditions fixées par la loi de l'un de ces pays.

 4. Si, au moment de la conclusion de la convention, seul l'un des époux a sa résidence habituelle dans un État membre participant et si cet État prévoit des règles formelles supplémentaires pour ce type de convention, ces règles s'appliquent.

**Art. 8** *Loi applicable à défaut de choix par les parties*.  A défaut de choix conformément à l'article 5, le divorce et la séparation de corps sont soumis à la loi de l'État:

*a)* de la résidence habituelle des époux au moment de la saisine de la juridiction; ou, à défaut,

*b)* de la dernière résidence habituelle des époux, pour autant que cette résidence n'ait pas pris fin plus d'un an avant la saisine de la juridiction et que l'un des époux réside encore dans cet État au moment de la saisine de la juridiction; ou, à défaut,

*c)* de la nationalité des deux époux au moment de la saisine de la juridiction; ou, à défaut,

*d)* dont la juridiction est saisie.

**Art. 9** *Conversion de la séparation de corps en divorce*.  1. En cas de conversion d'une séparation de corps en divorce, la loi applicable au divorce est la loi qui a été appliquée à la séparation de corps, sauf si les parties en sont convenues autrement conformément à l'article 5.

 2. Toutefois, si la loi qui a été appliquée à la séparation de corps ne prévoit pas de conversion de la séparation de corps en divorce, l'article 8 s'applique, sauf si les parties en sont convenues autrement conformément à l'article 5.

**Art. 10** *Application de la loi du for*.  Lorsque la loi applicable en vertu des articles 5 ou 8 ne prévoit pas le divorce ou n'accorde pas à l'un des époux, en raison de son appartenance à l'un ou l'autre sexe, une égalité d'accès au divorce ou à la séparation de corps, la loi du for s'applique.

**Art. 11** *Exclusion du renvoi*.  Lorsque le présent règlement prescrit l'application de la loi d'un État, il entend les règles de droit en vigueur dans cet État à l'exclusion de ses règles de droit international privé.

**Art. 12** *Ordre public*.  L'application d'une disposition de la loi désignée en vertu du présent règlement ne peut être écartée que si cette application est manifestement incompatible avec l'ordre public du for.

**Art. 13** *Différences dans le droit national*.  Aucune disposition du présent règlement n'oblige les juridictions d'un État membre participant dont la loi ne prévoit pas le divorce ou ne considère pas le mariage en question comme valable aux fins de la procédure de divorce à prononcer un divorce en application du présent règlement.

**Art. 14** *États ayant deux ou plusieurs systèmes de droit — conflits de lois territoriaux*.  Lorsqu'un État comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a son propre système de droit ou son propre ensemble de règles ayant trait aux questions régies par le présent règlement.

*a)* toute référence à la loi de cet État est interprétée, aux fins de la détermination de la loi applicable selon le présent règlement, comme visant la loi en vigueur dans l'unité territoriale concernée;

*b)* toute référence à la résidence habituelle dans cet État est interprétée comme visant la résidence habituelle dans une unité territoriale;

*c)* toute référence à la nationalité vise l'unité territoriale désignée par la loi de cet État ou, en l'absence de règles applicables, l'unité territoriale choisie par les parties, ou en l'absence de choix, l'unité territoriale avec laquelle l'époux ou les époux présente(nt) les liens les plus étroits.

**Art. 15** *États ayant deux ou plusieurs systèmes de droit – conflits de lois interpersonnels*.  Pour un État qui a deux ou plusieurs systèmes de droit ou ensembles de règles applicables à différentes catégories de personnes et ayant trait aux questions régies par le présent règlement, toute référence à la loi d'un tel État est interprétée comme visant le système de droit déterminé par les règles en vigueur dans cet État. En l'absence de telles règles, le système de droit ou l'ensemble de règles avec lequel l'époux ou les époux présente(nt) les liens les plus étroits s'applique.

**Art. 16** *Non-application du présent règlement aux conflits de lois internes*.  Un État membre participant dans lequel différents systèmes de droit ou ensembles de règles s'appliquent aux questions régies par le présent règlement n'est pas tenu d'appliquer le présent règlement aux conflits de lois concernant uniquement ces systèmes de droit ou ensembles de règles.

CHAPITRE III  ***AUTRES DISPOSITIONS***

**Art. 17** *Informations fournies par les États membres participants*.  1. Au plus tard le 21 septembre 2011, les États membres participants communiquent à la Commission, le cas échéant, leurs dispositions nationales relatives:

*a)* aux exigences formelles applicables aux conventions sur le choix de la loi applicable conformément à l'article 7, paragraphes 2 à 4; et

*b)* à la possibilité de désigner la loi applicable conformément à l'article 5, paragraphe 3.

 2. A cette fin, les États membres participants informent la Commission des éléments pertinents concernant l'application du présent règlement par leurs juridictions.

**Art. 18** *Dispositions transitoires*.  1. Le présent réglement s'applique aux actions judiciaires engagées ainsi qu'aux conventions visées à l'article 5 conclues à compter du 21 juin 2012.

 Toutefois, une convention sur le choix de la loi applicable conclue avant le 21 juin 2012 prend également effet, pour autant qu'elle soit conforme aux articles 6 et 7.

 2. Le présent réglement s'applique sans préjudice des conventions sur le choix de la loi applicable conclues conformément à la loi de l'État membre participant dont la juridictions est saisie avant le 21 juin 2012.

**Art. 19** *Liens avec les conventions internationales en vigueur*.  1. Sans préjudice des obligations incombant aux États membres participants conformément à l'article 351 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le présent règlement n'a pas d'incidence sur l'application des conventions internationales auxquelles un ou plusieurs États membres participants sont parties au moment de l'adoption du présent règlement ou lors de l'adoption de la décision conformément à l'article 331, paragraphe 1, deuxième ou troisième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et qui règlent les conflits de lois en matière de divorce ou de séparation de corps.

 2. Toutefois, le présent règlement prévaut, entre les États membres participants, sur les conventions conclues exclusivement entre deux ou plusieurs d'entre eux dans la mesure où elles concernent des questions régies par le présent règlement.

CHAPITRE IV  ***DISPOSITIONS FINALES***

**Art. 21** *Entrée en vigueur et date d'application*.  Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

**Règlement (UE) no 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012,**

*Relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen (JOUE 27 juill., L. 201/107).*

*Ce Règl. est applicable à partir du 17 août 2015, à l'exception des art. 77 et 78 qui sont applicables à partir du 16 janv. 2014 et des art. 79, 80 et 81 qui sont applicables à partir du 5 juill. 2012 (Règl., art. 84).*

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 81, paragraphe 2,

vu la proposition de la Commission européenne,

vu l'avis du Comité économique et social européen *[JO C 44 du 11.2.2011, p. 148.]*,

statuant conformément à la procédure législative ordinaire *[Position du Parlement européen du 13 mars 2012 (non encore parue au Journal officiel) et décision du Conseil du 7 juin 2012.]*,

considérant ce qui suit:

(1) L'Union s'est donné pour objectif de maintenir et de développer un espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes. En vue de l'établissement progressif de cet espace, l'Union doit adopter des mesures relevant du domaine de la coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontière, notamment lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur.

(2) Conformément à l'article 81, paragraphe 2, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ces mesures peuvent comprendre des mesures visant à assurer la compatibilité des règles applicables dans les États membres en matière de conflits de lois et de compétence.

(3) Le Conseil européen, réuni à Tampere les 15 et 16 octobre 1 999, a approuvé le principe de reconnaissance mutuelle des jugements et des autres décisions émanant des autorités judiciaires en tant que pierre angulaire de la coopération judiciaire en matière civile et a invité le Conseil et la Commission à adopter un programme de mesures destinées à mettre en œuvre ce principe.

(4) Un programme de mesures sur la mise en œuvre du principe de reconnaissance mutuelle des décisions en matière civile et commerciale *[JO C 12 du 15.1.2001, p. 1.]*, commun à la Commission et au Conseil, a été adopté le 30 novembre 2000.

Ce programme décrit les mesures relatives à l'harmonisation des règles de conflits de lois comme des mesures destinées à faciliter la reconnaissance mutuelle des décisions et prévoit l'élaboration d'un instrument en matière de testaments et successions.

(5) Le Conseil européen, réuni à Bruxelles les 4 et 5 novembre 2004, a adopté un nouveau programme, intitulé "Le programme de La Haye: renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'Union européenne" *[JO C 53 du 3.3.2005, p. 1.]*. Ce programme souligne la nécessité d'adopter un instrument en matière de successions, traitant notamment des questions de conflits de lois, de la compétence, de la reconnaissance mutuelle et de l'exécution des décisions dans le domaine des successions ainsi que d'un certificat successoral européen.

(6) Réuni à Bruxelles les 10 et 11 décembre 2009, le Conseil européen a adopté un nouveau programme pluriannuel intitulé "Le programme de Stockholm – une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens" *[JO C 115 du 4.5.2010, p. 1.]*. Dans ce programme, le Conseil européen estimait que la reconnaissance mutuelle devrait être étendue à des domaines encore non couverts mais essentiels pour la vie quotidienne, tels que les successions et les testaments, tout en tenant compte des systèmes juridiques des États membres, y compris en matière d'ordre public, et des traditions nationales dans ce domaine.

(7) Il y a lieu de faciliter le bon fonctionnement du marché intérieur en supprimant les entraves à la libre circulation de personnes confrontées aujourd'hui à des difficultés pour faire valoir leurs droits dans le contexte d'une succession ayant des incidences transfrontières. Dans l'espace européen de justice, les citoyens doivent être en mesure d'organiser à l'avance leur succession. Les droits des héritiers et légataires, des autres personnes proches du défunt ainsi que des créanciers de la succession doivent être garantis de manière effective.

(8) Afin d'atteindre ces objectifs, le présent règlement devrait regrouper les dispositions sur la compétence, la loi applicable, la reconnaissance – ou, le cas échéant, l'acceptation –, la force exécutoire et l'exécution des décisions, des actes authentiques et des transactions judiciaires ainsi que sur la création d'un certificat successoral européen.

(9) Le champ d'application du présent règlement devrait s'étendre à tous les aspects de droit civil d'une succession à cause de mort, à savoir tout mode de transfert de biens, de droits et d'obligations à cause de mort, qu'il s'agisse d'un acte volontaire de transfert en vertu d'une disposition à cause de mort ou d'un transfert dans le cadre d'une succession *ab intestat*.

(10) Le présent règlement ne devrait pas s'appliquer aux questions fiscales ni aux questions administratives relevant du droit public. Il appartient dès lors au droit national de déterminer, par exemple, comment sont calculés et payés les impôts et autres taxes, qu'il s'agisse d'impôts dus par la personne décédée au moment de son décès ou de tout type d'impôt lié à la succession dont doivent s'acquitter la succession ou les bénéficiaires. Il appartient également au droit national de déterminer si le transfert d'un bien successoral aux bénéficiaires en vertu du présent règlement ou l'inscription d'un bien successoral dans un registre peut, ou non, faire l'objet de paiement d'impôts.

(11) Le présent règlement ne devrait pas s'appliquer aux domaines du droit civil autres que les successions. Pour des raisons de clarté, le champ d'application du présent règlement devrait explicitement exclure une série de questions dont il pourrait être estimé qu'elles ont un lien avec les questions de succession.

(12) Ainsi, le présent règlement ne devrait pas s'appliquer aux questions ayant trait aux régimes matrimoniaux, y compris les conventions matrimoniales que connaissent certains systèmes juridiques, dès lors que celles-ci ne traitent pas de questions successorales, ni aux régimes patrimoniaux applicables aux relations réputées avoir des effets comparables à ceux du mariage. Les autorités chargées d'une succession donnée en vertu du présent règlement devraient néanmoins, en fonction de la situation, prendre en compte la liquidation du régime matrimonial ou d'un régime patrimonial similaire du défunt lors du calcul de la masse successorale et des parts respectives des différents bénéficiaires.

(13) Il convient également d'exclure du champ d'application du présent règlement les questions liées à la constitution, au fonctionnement et à la dissolution de trusts. Cela ne devrait pas s'entendre comme une exclusion générale des trusts. Dans le cas où un trust est constitué en vertu d'un testament ou de la loi en lien avec une succession *ab intestat*, la loi applicable à la succession en vertu du présent règlement devrait s'appliquer s'agissant de la dévolution des biens et de la vocation successorale des bénéficiaires.

(14) Les droits et biens créés ou transférés autrement que par succession, par exemple au moyen de libéralités, devraient également être exclus du champ d'application du présent règlement. Néanmoins, c'est la loi désignée par le présent règlement comme étant la loi applicable à la succession qui précise s'il convient que les libéralités ou autres formes de dispositions entre vifs qui donnent naissance à un droit réel avant le décès fassent l'objet d'un rapport ou d'une réduction aux fins du calcul des parts des bénéficiaires conformément à la loi applicable à la succession.

(15) Le présent règlement devrait permettre la création ou le transfert par succession d'un droit mobilier ou immobilier tel que prévu par la loi applicable à la succession. Il ne devrait toutefois pas porter atteinte au nombre limité ("*numerus clausus*") de droits réels que connaît le droit national de certains États membres. Un État membre ne devrait pas être tenu de reconnaître un droit réel en rapport avec des biens situés dans cet État membre, s'il ne connaît pas un tel droit réel dans son droit.

(16) Afin de permettre toutefois aux bénéficiaires de jouir, dans un autre État membre, des droits qui ont été créés ou leur ont été transférés par succession, il convient que le présent règlement prévoie l'adaptation d'un droit réel inconnu à son équivalent le plus proche en vertu du droit de cet autre État membre. Dans le cadre de cette adaptation, il y a lieu de tenir compte des objectifs et des intérêts poursuivis par le droit réel en question et des effets qui y sont liés. Pour déterminer l'équivalent le plus proche du droit réel dans le droit national, les autorités ou les personnes compétentes de l'État dont la loi s'applique à la succession peuvent être contactées afin d'obtenir des informations complémentaires sur la nature et les effets de ce droit. A cette fin, il serait possible d'avoir recours aux réseaux existants dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, ainsi qu'à tout autre moyen disponible permettant de comprendre plus facilement la loi étrangère.

(17) L'adaptation d'un droit réel inconnu, expressément prévu par le présent règlement, ne devrait pas empêcher d'autres formes d'adaptation dans le cadre de l'application de ce règlement.

(18) Les exigences relatives à l'inscription dans un registre d'un droit immobilier ou mobilier devraient être exclues du champ d'application du présent règlement. Par conséquent, c'est la loi de l'État membre dans lequel le registre est tenu (pour les biens immeubles, la *lex rei sitae*) qui devrait définir les conditions légales et les modalités de l'inscription, et déterminer quelles sont les autorités, telles que les responsables des cadastres ou les notaires, chargées de vérifier que toutes les exigences sont respectées et que les documents présentés ou établis sont suffisants ou contiennent les informations nécessaires. En particulier, les autorités peuvent vérifier que le droit du défunt sur les biens successoraux mentionnés dans le document présenté pour inscription est un droit qui est inscrit en tant que tel dans le registre ou qui a été attesté d'une autre manière conformément au droit de l'État membre dans lequel le registre est tenu. Afin d'éviter la duplication des documents, les autorités chargées de l'inscription devraient accepter les documents rédigés par les autorités compétentes d'un autre État membre, dont la circulation est prévue par le présent règlement. En particulier, le certificat successoral européen délivré en vertu du présent règlement devrait constituer un document valable pour l'inscription de biens successoraux dans le registre d'un État membre. Cela ne devrait pas empêcher les autorités chargées de l'inscription de solliciter de la personne qui demande l'inscription de fournir les informations supplémentaires ou présenter les documents complémentaires exigés en vertu du droit de l'État membre dans lequel le registre est tenu, par exemple les informations ou les documents concernant le paiement d'impôts. L'autorité compétente peut indiquer à la personne demandant l'inscription la manière dont elle peut se procurer les informations ou les documents manquants.

(19) Les effets de l'inscription d'un droit dans un registre devraient également être exclus du champ d'application du présent règlement. Par conséquent, c'est la loi de l'État membre dans lequel le registre est tenu qui devrait déterminer si l'inscription a un effet, par exemple, déclaratoire ou constitutif. Donc, dans le cas où, par exemple, l'acquisition d'un droit immobilier exige une inscription dans un registre en vertu du droit de l'État membre dans lequel le registre est tenu afin d'assurer l'effet *erga omnes* des registres ou de protéger les transactions juridiques, le moment de cette acquisition devrait être régi par le droit de cet État membre.

(20) Le présent règlement devrait respecter les différents systèmes de règlement des successions applicables dans les États membres. Aux fins du présent règlement, il convient dès lors de donner au terme "juridiction" un sens large permettant de couvrir, non seulement les juridictions au sens strict qui exercent des fonctions juridictionnelles, mais également les notaires ou les services de l'état civil dans certains États membres qui, pour certaines questions successorales, exercent des fonctions juridictionnelles au même titre que les juridictions, et les notaires et les professionnels du droit qui, dans certains États membres, exercent des fonctions juridictionnelles dans le cadre d'une succession donnée en vertu d'une délégation de pouvoirs accordée par une juridiction. Toutes les juridictions au sens du présent règlement devraient être liées par les règles de compétence prévues dans le présent règlement. Inversement, le terme "juridiction" ne devrait pas viser les autorités non judiciaires d'un État membre qui, en vertu du droit national, sont habilitées à régler les successions, telles que les notaires dans la plupart des États membres, lorsque, comme c'est généralement le cas, ils n'exercent pas de fonctions juridictionnelles.

(21) Le présent règlement devrait permettre à tous les notaires gui sont compétents en matière de successions dans les États membres d'exercer cette compétence. La question de savoir si les notaires d'un État membre donné sont ou non liés par les règles de compétence prévues dans le présent règlement devrait dépendre de la question de savoir s'ils relèvent ou non de la définition du terme "juridiction" aux fins du présent règlement.

(22) Les actes dressés par des notaires en matière de successions dans les États membres devraient circuler dans le cadre du présent règlement. Lorsque les notaires exercent des fonctions juridictionnelles, ils sont liés par les règles de compétence, et les décisions qu'ils rendent devraient circuler conformément aux dispositions relatives à la reconnaissance, à la force exécutoire et à l'exécution des décisions. Lorsque les notaires n'exercent pas des fonctions juridictionnelles, ils ne sont pas liés par les règles de compétence juridictionnelle et les actes authentiques qu'ils dressent devraient circuler conformément aux dispositions relatives aux actes authentiques.

(23) Compte tenu de la mobilité croissante des citoyens et afin d'assurer une bonne administration de la justice au sein de l'Union et de veiller à ce qu'un lien de rattachement réel existe entre la succession et l'État membre dans lequel la compétence est exercée, le présent règlement devrait prévoir que le facteur général de rattachement aux fins de la détermination, tant de la compétence que de la loi applicable, est la résidence habituelle du défunt au moment du décès. Afin de déterminer la résidence habituelle, l'autorité chargée de la succession devrait procéder à une évaluation d'ensemble des circonstances de la vie du défunt au cours des années précédant son décès et au moment de son décès, prenant en compte tous les éléments de fait pertinents, notamment la durée et la régularité de la présence du défunt dans l'État concerné ainsi que les conditions et les raisons de cette présence. La résidence habituelle ainsi déterminée devrait révéler un lien étroit et stable avec l'État concerné, compte tenu des objectifs spécifiques du présent règlement.

(24) Dans certains cas, il peut s'avérer complexe de déterminer la résidence habituelle du défunt. Un tel cas peut se présenter, en particulier, lorsque, pour des raisons professionnelles ou économiques, le défunt était parti vivre dans un autre État pour y travailler, parfois pendant une longue période, tout en ayant conservé un lien étroit et stable avec son État d'origine. Dans un tel cas, le défunt pourrait, en fonction des circonstances de l'es-pèce, être considéré comme ayant toujours sa résidence habituelle dans son État d'origine, dans lequel se trouvait le centre des intérêts de sa vie familiale et sociale. D'autres cas complexes peuvent se présenter lorsque le défunt vivait de façon alternée dans plusieurs États ou voyageait d'un État à un autre sans s'être installé de façon permanente dans un État. Si le défunt était ressortissant de l'un de ces États ou y avait l'ensemble de ses principaux biens, sa nationalité ou le lieu de situation de ces biens pourrait constituer un critère particulier pour l'appréciation globale de toutes les circonstances de fait.

(25) En vue de déterminer la loi applicable à la succession, l'autorité chargée de la succession peut, dans des cas exceptionnels où, par exemple, le défunt s'était établi dans l'État de sa résidence habituelle relativement peu de temps avant son décès et que toutes les circonstances de la cause indiquent qu'il entretenait manifestement des liens plus étroits avec un autre État, parvenir à la conclusion que la loi applicable à la succession ne devrait pas être la loi de l'État de résidence habituelle du défunt mais plutôt celle de l'État avec lequel le défunt entretenait manifestement des liens plus étroits. Les liens manifestement les plus étroits ne devraient toutefois pas être invoqués comme facteur de rattachement subsidiaire dès que la détermination de la résidence habituelle du défunt au moment de son décès s'avère complexe.

(26) Aucune disposition du présent règlement ne devrait empêcher une juridiction d'appliquer les mécanismes destinés à lutter contre la fraude à la loi, par exemple dans le cadre du droit international privé.

(27) Les dispositions du présent règlement sont conçues pour assurer que l'autorité chargée de la succession en vienne, dans la plupart des cas, à appliquer son droit national. Le présent règlement prévoit dès lors une série de mécanismes qui entreraient en action dans les cas où le défunt avait choisi pour régir sa succession le droit d'un État membre dont il était un ressortissant.

(28) Parmi ces mécanismes devrait figurer celui permettant aux parties concernées de conclure un accord d'élection de for en faveur des juridictions de l'État membre de la loi choisie. Il faudrait préciser au cas par cas, en fonction notamment de la question couverte par l'accord d'élection de for, si l'accord devrait être conclu entre toutes les parties concernées par la succession ou si certaines d'entre elles pourraient accepter de soumettre une question spécifique à la juridiction choisie au cas où la décision de ladite juridiction sur ladite question n'affecterait pas les droits des autres parties à la succession.

(29) Si une procédure en matière de succession est engagée d'office par une juridiction, comme cela se produit dans certains États membres, cette juridiction devrait clore la procédure si les parties conviennent de régler la succession à l'amiable par voie extrajudiciaire dans l'État membre dont la loi avait été choisie. Lorsqu'une procédure en matière de succession n'est pas engagée d'office par une juridiction, le présent règlement ne devrait pas empêcher les parties de régler la succession à l'amiable par voie extrajudiciaire, par exemple devant un notaire, dans un État membre de leur choix, dans le cas où le droit de cet État membre le permet. Ce devrait être le cas même si la loi applicable à la succession n'est pas la loi de cet État membre.

(30) Afin de veiller à ce que les juridictions de tous les États membres puissent s'appuyer sur les mêmes motifs pour exercer leur compétence à l'égard de la succession de personnes n'ayant pas leur résidence habituelle sur le territoire d'un État membre au moment du décès, le présent règlement devrait dresser la liste exhaustive, dans l'ordre hiérarchique, des motifs pour lesquels cette compétence subsidiaire peut s'exercer.

(31) Afin de remédier tout particulièrement à des situations de déni de justice, il y a lieu de prévoir dans le présent règlement un forum *necessitatis* permettant à une juridiction d'un État membre, dans des cas exceptionnels, de statuer sur une succession qui présente un lien étroit avec un État tiers. Un tel cas exceptionnel pourrait exister lorsqu'une procédure se révèle impossible dans l'État tiers concerné, par exemple en raison d'une guerre civile, ou lorsqu'on ne peut raisonnablement attendre d'un bénéficiaire qu'il introduise ou conduise une procédure dans cet État. La compétence fondée sur le forum *necessitatis* ne pourrait cependant être exercée que si l'affaire présente un lien suffisant avec l'État membre de la juridiction saisie.

(32) Afin de faciliter la vie des héritiers et légataires résidant habituellement dans un autre État membre que celui dans lequel la succession est ou sera réglée, le présent règlement devrait permettre à toute personne ayant le droit, en vertu de la loi applicable à la succession, de faire des déclarations relatives à l'acceptation de la succession, d'un legs ou d'une réserve héréditaire ou à la renonciation à ceux-ci, ou une déclaration visant à limiter sa responsabilité à l'égard des dettes de la succession, de faire ces déclarations sous la forme prévue par la loi de l'État membre de sa résidence habituelle devant les juridictions dudit État membre. Cette disposition ne devrait pas empêcher de faire de telles déclarations devant d'autres autorités de cet État membre qui sont compétentes pour recevoir les déclarations en vertu du droit national. Les personnes qui choisissent de se prévaloir de la possibilité de faire une déclaration dans l'État membre de leur résidence habituelle devraient informer elles-mêmes la juridiction ou l'autorité qui est ou sera chargée de la succession de l'existence de telles déclarations dans le délai éventuellement fixé par la loi applicable à la succession.

(33) Une personne qui souhaite limiter sa responsabilité à l'égard des dettes de la succession ne devrait pas avoir la possibilité de le faire par une simple déclaration à cet effet devant les juridictions ou d'autres autorités compétentes de l'État membre de sa résidence habituelle lorsque la loi applicable à la succession exige qu'elle engage une procédure judiciaire spécifique, par exemple une procédure d'inventaire, devant la juridiction compétente. Une déclaration faite dans de telles circonstances par une personne dans l'État membre de sa résidence habituelle, sous la forme prévue par le droit de cet État membre, ne devrait dès lors pas être valable en la forme aux fins du présent règlement. De même, les actes introductifs d'instance ne devraient pas être considérés comme des déclarations aux fins du présent règlement.

(34) Dans l'intérêt du fonctionnement harmonieux de la justice, il conviendrait d'éviter que des décisions inconciliables soient rendues dans différents États membres. À cette fin, le présent règlement devrait prévoir des règles générales de procédure semblables à celles d'autres instruments de l'Union dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile.

(35) Parmi ces règles de procédure figure la règle de la litispendance qui entrera en jeu si la même affaire de succession est portée devant différentes juridictions de différents États membres. Cette règle déterminera alors la juridiction appelée à poursuivre le règlement de la succession.

(36) Étant donné que, dans certains États membres, les successions peuvent être réglées par des autorités non judiciaires telles que des notaires, qui ne sont pas liées par les règles de compétence en vertu du présent règlement, on ne peut exclure qu'une transaction extrajudiciaire à l'amiable et une procédure judiciaire ayant trait à la même succession ou deux transactions extrajudiciaires à l'amiable ayant trait à la même succession puissent être engagées parallèlement dans différents États membres. En pareil cas, il devrait appartenir aux parties impliquées, une fois qu'elles connaissent l'existence de procédures parallèles, de convenir entre elles de la manière de procéder. À défaut d'accord entre elles, il appartiendra aux juridictions compétentes en vertu du présent règlement de régler et de statuer sur la succession.

(37) Afin de permettre aux citoyens de profiter, en toute sécurité juridique, des avantages offerts par le marché intérieur, le présent règlement devrait leur permettre de connaître à l'avance la loi applicable à leur succession. Des règles harmonisées de conflits de lois devraient être introduites pour éviter des résultats contradictoires. La règle principale devrait assurer que la succession est régie par une loi prévisible, avec laquelle elle présente des liens étroits. Pour des raisons de sécurité juridique et afin d'éviter le morcellement de la succession, cette loi devrait régir l'ensemble de la succession, c'est-à-dire l'intégralité du patrimoine composant la succession, quelle que soit la nature des biens et indépendamment du fait que ceux-ci sont situés dans un autre État membre ou dans un État tiers.

(38) Le présent règlement devrait permettre aux citoyens d'organiser à l'avance leur succession en choisissant la loi applicable à leur succession. Ce choix devrait être limité à la loi d'un État dont ils possèdent la nationalité afin d'assurer qu'il existe un lien entre le défunt et la loi choisie et d'éviter que le choix d'une loi ne soit effectué avec l'intention de frustrer les attentes légitimes des héritiers réservataires.

(39) Le choix de la loi devrait être formulé de manière expresse dans une déclaration revêtant la forme d'une disposition à cause de mort ou résulter des termes d'une telle disposition. Le choix de la loi pourrait être considéré comme résultant d'une disposition à cause de mort dans le cas où, par exemple, dans sa disposition, le défunt avait fait référence à des dispositions spécifiques de la loi de l'État de sa nationalité ou dans le cas où il avait mentionné cette loi d'une autre manière.

(40) Le choix de la loi en vertu du présent règlement devrait être valable même si la loi choisie ne prévoit pas de choix de la loi en matière de succession. Il devrait toutefois appartenir à la loi choisie de déterminer la validité au fond de l'acte d'élection de la loi, c'est-à-dire si l'on peut considérer que la personne qui a choisi la loi savait ce qu'elle faisait en faisant ce choix et qu'elle avait consenti à le faire. Il devrait en aller de même pour l'acte visant à modifier ou à révoquer un choix de loi.

(41) Aux fins de l'application du présent règlement, la détermination de la nationalité ou des différentes nationalités d'une personne devrait être réglée comme une question préliminaire. La question de savoir si une personne doit être considérée comme ressortissant d'un État n'entre pas dans le champ d'application du présent règlement et relève du droit national, y compris, le cas échéant, de conventions internationales, dans le plein respect des principes généraux de l'Union européenne.

(42) La loi désignée comme la loi applicable à la succession devrait régir la succession depuis son ouverture jusqu'au transfert de la propriété des biens composant la succession aux bénéficiaires, tel que déterminé par ladite loi. Elle devrait inclure les questions liées à l'administration de la succession et à la responsabilité à l'égard des dettes de la succession. L'apurement des dettes de la succession peut, en fonction notamment de la loi applicable à la succession, prévoir la prise en compte du rang spécifique des créanciers.

(43) Les règles de compétence établies par le présent règlement peuvent, dans certains cas, conduire à une situation où la juridiction compétente pour statuer sur la succession n'appliquera pas sa propre loi. Lorsqu'une telle situation survient dans un État membre dont la loi prévoit la nomination obligatoire d'un administrateur de la succession, le présent règlement devrait autoriser les juridictions de cet État membre, lorsqu'elles sont saisies, à nommer un ou plusieurs administrateurs en vertu de leur propre loi. Ceci est sans préjudice du choix fait par les parties de régler la succession à l'amiable par la voie extrajudiciaire dans un autre État membre lorsque cette option est possible en vertu de la loi de cet État membre. Afin d'assurer une bonne coordination entre la loi applicable à la succession et la loi de l'État membre de la juridiction de nomination, il convient que cette juridiction nomme la ou les personnes habilitées à administrer la succession en vertu de la loi applicable à la succession, comme, par exemple, l'exécuteur du testament du défunt ou les héritiers eux-mêmes ou, si la loi applicable à la succession le requiert, un tiers administrateur. Dans des cas particuliers où leur loi l'exige, les juridictions peuvent cependant nommer un tiers en qualité d'administrateur même si la loi applicable à la succession ne le prévoit pas. En cas de nomination d'un exécuteur testamentaire par le défunt, cette personne ne peut être dépossédée de ses pouvoirs, à moins que la loi applicable à la succession n'autorise qu'il soit mis fin à son mandat.

(44) Les pouvoirs exercés par les administrateurs nommés dans l'État membre de la juridiction saisie devraient être les pouvoirs d'administration qu'ils sont habilités à exercer en vertu de la loi applicable à la succession. Ainsi, par exemple, si l'héritier est nommé administrateur, il devrait avoir, pour administrer la succession, les pouvoirs que conférerait ladite loi à un héritier. Lorsque les pouvoirs d'administration susceptibles d'être exercés en vertu de la loi applicable à la succession ne suffisent pas à préserver les biens successoraux ou à protéger les droits des créanciers ou d'autres personnes ayant garanti les dettes du défunt, le ou les administrateurs nommés dans l'État membre de la juridiction saisie peuvent, sur une base résiduelle, exercer les pouvoirs d'administration prévus à cette fin par la loi de cet État membre. Ces pouvoirs résiduels pourraient consister, par exemple, à établir la liste de l'actif et du passif de la succession, à informer les créanciers de l'ouverture de la succession et à les inviter à faire connaître leurs créances, ainsi qu'à prendre toutes les mesures provisoires ou conservatoires visant à préserver les biens successoraux. Les actes accomplis par un administrateur en vertu de ces pouvoirs résiduels devraient respecter la loi applicable à la succession en ce qui concerne le transfert de la propriété d'un bien successoral, y compris toute transaction conclue par les bénéficiaires avant la désignation de l'administrateur, la responsabilité à l'égard des dettes de la succession et les droits des bénéficiaires, y compris, le cas échéant, le droit d'accepter la succession ou d'y renoncer. Ces actes pourraient, par exemple, concerner uniquement l'aliénation des biens ou le paiement des dettes lorsque ces mesures sont autorisées en vertu de la loi applicable à la succession. Lorsqu'en vertu de la loi applicable à la succession, la nomination d'un tiers administrateur modifie la responsabilité des héritiers, il convient de respecter cette modification de responsabilité.

(45) Le présent règlement ne devrait pas empêcher les créanciers, par exemple par l'intermédiaire d'un représentant, d'entreprendre des démarches complémentaires comme pourrait le prévoir le droit national, le cas échéant, conformément aux instruments de l'Union applicables en la matière, afin de protéger leurs droits.

(46) Le présent règlement devrait permettre la communication d'informations sur l'ouverture de la succession aux créanciers potentiels se trouvant dans d'autres États membres où se situent des biens. Dans le cadre de l'application du présent règlement, il convient dès lors d'envisager la possibilité d'instaurer un mécanisme, le cas échéant via le portail "e-Justice" pour permettre aux créanciers se trouvant dans d'autres États membres d'avoir accès aux informations pertinentes de manière à leur permettre de déclarer leurs créances.

(47) La loi applicable à la succession devrait déterminer qui sont les bénéficiaires d'une succession donnée. Dans la plupart des ordres juridiques, le terme "bénéficiaires" tend à englober les héritiers et les légataires ainsi que les héritiers réservataires, bien que, par exemple, la situation juridique des légataires ne soit pas la même selon les ordres juridiques. En vertu de certains ordres juridiques, le légataire peut recevoir une part directe dans la succession, alors que selon d'autres ordres juridiques, le légataire ne peut acquérir qu'un droit à faire valoir à l'encontre des héritiers.

(48) Afin de garantir la sécurité juridique pour les personnes souhaitant planifier leur succession à l'avance, le présent règlement devrait fixer une règle spécifique de conflit de lois concernant la recevabilité et la validité au fond des dispositions à cause de mort. Pour assurer une application uniforme de cette règle, il convient que le présent règlement énumère les éléments à prendre en compte comme relevant de la validité au fond. L'examen de la validité au fond d'une disposition à cause de mort peut aboutir à la conclusion que cette disposition à cause de mort n'a pas d'existence juridique.

(49) Un pacte successoral est un type de disposition à cause de mort dont la recevabilité et l'acceptation varient d'un État membre à l'autre. En vue de faciliter l'acceptation dans les États membres de droits successoraux acquis du fait d'un pacte successoral, il convient que le présent règlement détermine quelle loi doit régir la recevabilité de tels pactes, leur validité au fond et leurs effets contraignants entre les parties, y compris les conditions de leur dissolution.

(50) La loi qui, en vertu du présent règlement, régira la recevabilité et la validité au fond d'une disposition à cause de mort ainsi que, en ce qui concerne les pactes successoraux, les effets contraignants d'un tel pacte entre les parties, devrait être sans préjudice des droits de toute personne qui, en vertu de la loi applicable à la succession, peut prétendre à une réserve héréditaire ou jouit d'un autre droit dont elle ne peut être privée par la personne dont la succession est concernée.

(51) Dans le cas où il est fait référence, dans le présent règlement, à la loi qui aurait été applicable à la succession de la personne qui dispose, si elle était décédée le jour, selon le cas, de l'établissement de la disposition à cause de mort, de la modification ou de la révocation de la disposition, cette référence doit s'entendre comme étant une référence soit à la loi de l'État de la résidence habituelle de la personne concernée ce jour-là, soit, si la personne avait fait un choix de loi en vertu du présent règlement, à la loi de l'État de sa nationalité ce jour-là.

(52) La validité quant à la forme de toutes les dispositions à cause de mort établies par écrit devrait être réglementée par le présent règlement au moyen de règles qui soient compatibles avec celles de la convention de La Haye du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires. Lorsqu'elle détermine si une disposition à cause de mort est valable en la forme en vertu du présent règlement, l'autorité compétente ne devrait pas prendre en considération la création frauduleuse d'un élément international en vue de contourner les règles relatives à la validité quant à la forme.

(53) Aux fins du présent règlement, toute disposition légale limitant les formes admises pour les dispositions à cause de mort en faisant référence à certaines qualités personnelles de la personne qui dispose telles que son âge, par exemple, devrait être considérée comme relevant du domaine de la forme. Cela ne devrait pas s'interpréter comme signifiant que la loi applicable à la validité quant à la forme d'une disposition à cause de mort au titre du présent règlement devrait déterminer si un mineur a ou non la capacité de disposer à cause de mort. Cette loi devrait uniquement déterminer si une qualité personnelle telle que, par exemple, la minorité devrait empêcher une personne d'effectuer une disposition à cause de mort sous une forme donnée.

(54) En raison de leur destination économique, familiale ou sociale, certains biens immobiliers, certaines entreprises et d'autres catégories particulières de biens font l'objet, dans l'État membre de leur situation, de règles spéciales imposant des restrictions concernant la succession portant sur ces biens ou ayant une incidence sur celle-ci. Le présent règlement devrait assurer l'application de ces règles spéciales. Toutefois, cette exception à l'application de la loi applicable à la succession requiert une interprétation stricte afin de rester compatible avec l'objectif général du présent règlement. Dès lors, ne peuvent être considérées comme des dispositions spéciales imposant des restrictions concernant la succession portant sur certains biens ou ayant une incidence sur celle-ci ni les règles de conflits de lois soumettant les biens immobiliers à une loi différente de celle applicable aux biens mobiliers, ni les dispositions prévoyant une réserve héréditaire plus importante que celle prévue par la loi applicable à la succession en vertu du présent règlement.

(55) En vue d'assurer un traitement uniforme de la situation dans laquelle l'ordre de décès de deux ou plusieurs personnes dont la succession serait régie par des lois différentes n'est pas connu, le présent règlement devrait prévoir une règle prévoyant qu'aucune de ces personnes défuntes ne devrait avoir de droits dans la succession de l'autre ou des autres.

(56) Dans certains cas, une succession peut se retrouver en déshérence. Ces cas sont réglés différemment selon les ordres juridiques. Certains de ceux-ci prévoient que l'État pourra revendiquer la qualité d'héritier à la succession en déshérence, indépendamment du lieu où les biens sont situés. Dans d'autres ordres juridiques, l'État ne pourra appréhender que les biens situés sur son territoire. Il convient dès lors que le présent règlement fixe une règle prévoyant que l'application de la loi applicable à la succession ne devrait pas empêcher un État membre d'appréhender, conformément à son propre droit, les biens situés sur son territoire. Cependant, pour éviter que cette règle ne soit préjudiciable aux créanciers de la succession, il y a lieu de l'assortir d'une réserve donnant la possibilité aux créanciers de faire valoir leurs créances sur l'ensemble des biens successoraux, indépendamment du lieu où ils se situent.

(57) Les règles de conflit de lois énoncées dans le présent règlement peuvent conduire à l'application de la loi d'un État tiers. Dans un tel cas, il convient de tenir compte des règles de droit international privé dudit État. Si ces règles prévoient le renvoi à la loi d'un État membre ou à la loi d'un État tiers qui appliquerait sa propre loi à la succession, il y a lieu d'accepter ce renvoi afin de garantir une cohérence au niveau international. Il convient toutefois d'exclure le renvoi lorsque le défunt avait fait un choix de loi en faveur de la loi d'un État tiers.

(58) Dans des circonstances exceptionnelles, des considérations d'intérêt public devraient donner aux juridictions et aux autres autorités compétentes des États membres chargées du règlement des successions la possibilité d'écarter certaines dispositions d'une loi étrangère lorsque, dans un cas précis, l'application de ces dispositions serait manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État membre concerné. Néanmoins, les juridictions ou autres autorités compétentes ne devraient pas pouvoir appliquer l'exception d'ordre public en vue d'écarter la loi d'un autre État membre ou refuser de reconnaître – ou, le cas échéant, d'accepter –, ou d'exécuter une décision rendue, un acte authentique ou une transaction judiciaire d'un autre État membre, lorsque ce refus serait contraire à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, en particulier à son article 21 qui interdit toute forme de discrimination.

(59) À la lumière de l'objectif général du présent règlement qui est la reconnaissance mutuelle des décisions rendues dans les États membres en matière de successions, indépendamment du fait que de telles décisions aient été rendues dans le cadre d'une procédure contentieuse ou gracieuse, le présent règlement devrait fixer des règles relatives à la reconnaissance, à la force exécutoire et à l'exécution des décisions qui soient semblables à celles d'autres instruments de l'Union adoptés dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile.

(60) Afin de prendre en compte les différents systèmes de règlement des successions dans les États membres, le présent règlement devrait assurer l'acceptation et la force exécutoire dans tous les États membres des actes authentiques en matière de succession.

(61) Les actes authentiques devraient avoir la même force probante dans un autre État membre que dans l'État membre d'origine ou les effets les plus comparables. Lors de la détermination de la force probante d'un acte authentique donné dans un autre État membre ou des effets les plus comparables, il convient de faire référence à la nature et à la portée de la force probante de l'acte authentique dans l'État membre d'origine. La force probante qu'un acte authentique donné devrait avoir dans un autre État membre dépendra dès lors de la loi de l'État membre d'origine.

(62) L'"authenticité" d'un acte authentique devrait être un concept autonome recouvrant des éléments tels que la véracité de l'acte, les exigences de forme qui lui sont applicables, les pouvoirs de l'autorité qui le dresse et la procédure suivie pour le dresser. Elle devrait également recouvrir les éléments factuels consignés dans l'acte authentique par l'autorité concernée, tels que le fait que les parties indiquées ont comparu devant ladite autorité à la date indiquée et qu'elles ont fait les déclarations qui y sont mentionnées. Une partie souhaitant contester l'authenticité d'un acte authentique devrait le faire devant la juridiction compétente de l'État membre d'origine de l'acte authentique en vertu de la loi dudit État membre.

(63) Les termes "actes juridiques ou relations juridiques consignés dans un acte authentique" devraient être interprétés comme faisant référence au contenu quant au fond consigné dans l'acte authentique. Les actes juridiques consignés dans un acte authentique pourraient être, par exemple, l'accord conclu entre les parties quant au partage ou à la répartition de la masse successorale, un testament, un pacte successoral ou toute autre déclaration de volonté. Les relations juridiques pourraient être, par exemple, la vocation successorale des héritiers et autres bénéficiaires établie au titre de la loi applicable à la succession, la détermination de leurs parts respectives, l'existence d'une réserve héréditaire ou tout autre élément établi au titre de la loi applicable à la succession. Une partie souhaitant contester les actes juridiques ou relations juridiques consignés dans un acte authentique devrait le faire devant les juridictions compétentes en vertu du présent règlement, qui devraient statuer sur cette contestation conformément à la loi applicable à la succession.

(64) Si une question relative aux actes juridiques ou relations juridiques consignés dans un acte authentique est soulevée de manière incidente dans le cadre d'une procédure devant une juridiction d'un État membre, celle-ci est compétente pour en connaître.

(65) Un acte authentique contesté ne devrait pas avoir de force probante dans un autre État membre que l'État membre d'origine tant que le recours est pendant. Si le recours ne concerne qu'un élément spécifique lié aux actes juridiques ou relations juridiques consignés dans l'acte authentique, l'acte authentique en question ne devrait pas avoir de force probante dans un autre État membre que l'État membre d'origine en ce qui concerne l'élément de la contestation, tant que le recours est pendant. Un acte authentique déclaré non valable à la suite d'un recours devrait cesser de produire toute force probante.

(66) Une autorité à laquelle seraient soumis deux actes authentiques incompatibles dans le cadre de l'application du présent règlement devrait examiner la question de savoir auquel, le cas échéant, il convient de donner la priorité, compte tenu des circonstances de l'espèce. Dans le cas où les circonstances ne permettent pas de déterminer à quel acte authentique il convient, le cas échéant, de donner la priorité, la question devrait être tranchée par les juridictions compétentes en vertu du présent règlement ou, lorsque la question est soulevée de manière incidente au cours d'une procédure, par la juridiction saisie de ladite procédure. En cas d'incompatibilité entre un acte authentique et une décision, il convient de tenir compte des motifs de non-reconnaissance des décisions prévus par le présent règlement.

(67) Afin de régler de manière rapide, aisée et efficace une succession ayant une incidence transfrontière au sein de l'Union, les héritiers, les légataires, les exécuteurs testamentaires ou les administrateurs de la succession devraient être à même de prouver facilement leur statut et/ou leurs droits et pouvoirs dans un autre État membre, par exemple dans un État membre où se trouvent des biens successoraux. À cette fin, le présent règlement devrait prévoir la création d'un certificat uniforme, le certificat successoral européen (ci-après dénommé "certificat") qui serait délivré en vue d'être utilisé dans un autre État membre. Afin de respecter le principe de subsidiarité, ce certificat ne devrait pas se substituer aux documents internes qui peuvent exister à des fins similaires dans les États membres.

(68) L'autorité qui délivre le certificat devrait tenir compte des formalités requises pour l'inscription des biens immobiliers dans l'État membre qui tient le registre. À cette fin, le présent règlement devrait prévoir un échange d'informations sur ces formalités entre les États membres.

(69) Le recours au certificat ne devrait pas être obligatoire. Cela signifie que les personnes en droit de déposer une demande de certificat ne devraient pas avoir l'obligation de le faire, mais devraient être libres de recourir aux autres instruments mis à disposition dans le présent règlement (décisions, actes authentiques ou transactions judiciaires). Cependant, aucune autorité ou personne devant laquelle serait produit un certificat délivré dans un autre État membre ne devrait être en droit de demander la production d'une décision, d'un acte authentique ou d'une transaction judiciaire en lieu et place du certificat.

(70) Le certificat devrait être délivré dans l'État membre dont les juridictions sont compétentes en vertu du présent règlement. Il devrait appartenir à chaque État membre de déterminer, dans son droit interne, quelles sont les autorités compétentes pour délivrer le certificat, qu'il s'agisse de juridictions telles que définies aux fins du présent règlement ou bien d'autres autorités compétentes en matière de succession telles que, par exemple, les notaires. Il devrait également appartenir à chaque État membre de déterminer, dans son droit interne, si l'autorité émettrice peut faire appel, durant le processus de délivrance, à d'autres services compétents, par exemple des services compétents pour recueillir des déclarations solennelles en lieu et place d'un serment. Les États membres devraient communiquer à la Commission les informations pertinentes relatives à leurs autorités émettrices, de manière que ces informations soient rendues publiques.

(71) Le certificat devrait produire les mêmes effets dans tous les États membres. Il ne devrait pas être, en tant que tel, un titre exécutoire mais devrait avoir une force probante et il devrait être présumé attester fidèlement de l'existence d'éléments qui ont été établis en vertu de la loi applicable à la succession ou en vertu de toute autre loi applicable à des éléments spécifiques, tels que la validité au fond des dispositions à cause de mort. La force probante du certificat ne devrait pas s'étendre aux éléments qui ne sont pas régis par le présent règlement comme la question de l'affiliation ou la question de l'appartenance d'un actif donné au défunt. Toute personne effectuant un paiement ou remettant un bien successoral à une personne indiquée dans le certificat comme étant en droit d'accepter ce paiement ou ce bien en qualité d'héritier ou de légataire devrait bénéficier d'une protection adéquate si elle a agi de bonne foi, en se fiant à l'exactitude des informations certifiées dans le certificat. La même protection devrait être accordée à toute personne qui, en se fiant à l'exactitude des informations certifiées dans le certificat, achète ou reçoit un bien successoral d'une personne indiquée dans le certificat comme étant en droit de disposer de ce bien. La protection devrait être assurée si des copies certifiées conformes toujours valables sont présentées. Il n'appartient pas au présent règlement de déterminer si l'acquisition de ce bien par un tiers est effective ou non.

(72) L'autorité compétente devrait délivrer le certificat sur demande. L'original du certificat devrait demeurer auprès de l'autorité émettrice, qui devrait en délivrer une ou plusieurs copies certifiées conformes au demandeur ou à toute autre personne justifiant d'un intérêt légitime. Cela ne devrait pas empêcher un État membre, en vertu de sa réglementation nationale en matière d'accès du public aux documents, d'autoriser la délivrance au public de copies du certificat. Le présent règlement devrait prévoir des voies de recours contre les décisions de l'autorité de délivrance, y compris les décisions de refus de délivrance d'un certificat. Lorsque le certificat est rectifié, modifié ou retiré, l'autorité émettrice devrait informer les personnes auxquelles des copies certifiées conformes ont été délivrées de manière à éviter une utilisation abusive de ces copies.

(73) Le respect des engagements internationaux souscrits par les États membres justifie que le présent règlement n'affecte pas l'application des conventions internationales auxquelles un ou plusieurs États membres sont parties au moment de l'adoption du présent règlement. En particulier, les États membres qui sont parties à la convention de La Haye du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires devraient pouvoir continuer à appliquer les dispositions de cette convention au lieu de celles du présent règlement pour ce qui est de la validité quant à la forme des testaments et des testaments conjonctifs. La cohérence avec les objectifs généraux du présent règlement commande toutefois que le règlement prévale entre

États membres sur les conventions conclues exclusivement entre deux États membres ou plus, dans la mesure où ces conventions concernent des matières régies par le présent règlement.

(74) Le présent règlement ne devrait pas empêcher les États membres qui sont parties à la convention du 19 novembre 1934 conclue entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, qui comporte des dispositions de droit international privé relatives aux successions, aux testaments et à l'administration des successions, de continuer à appliquer certaines dispositions de ladite convention telle que révisée par l'accord intergouvernemental conclu entre les États parties à celle-ci.

(75) Afin de faciliter l'application du présent règlement, il convient de prévoir une obligation pour les États membres de communiquer certaines informations sur leur législation et leurs procédures concernant les successions dans le cadre du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale établi par la décision 2001/470/CE du Conseil *[JO L 174 du 27.6.2001, p. 25.]*. Pour permettre la publication au *Journal officiel de l'Union européenne*, dans les délais impartis, de toutes les informations pertinentes pour l'application concrète du présent règlement, les États membres devraient également communiquer ces informations à la Commission avant que le règlement ne commence à s'appliquer.

(76) De la même manière, afin de faciliter l'application du présent règlement et pour permettre le recours aux technologies modernes de communication, il convient de prévoir des formulaires types pour les attestations à fournir en lien avec la demande de déclaration constatant la force exécutoire d'une décision, d'un acte authentique ou d'une transaction judiciaire et pour la demande d'un certificat successoral européen, ainsi que pour le certificat lui-même.

(77) Pour le calcul des périodes et délais prévus par le présent règlement, le règlement (CEE, Euratom) no 1182/71 du Conseil du 3 juin 1971 portant détermination des règles applicables aux délais, aux dates et aux termes *[JO L 124 du 8.6.1971, p. 1.]* devrait s'appliquer.

(78) Afin d'assurer des conditions uniformes d'exécution du présent règlement, il convient de conférer des compétences d'exécution à la Commission en ce qui concerne l'établissement et la modification ultérieure des attestations et des formulaires relatifs à la déclaration constatant la force exécutoire des décisions, des transactions judiciaires et des actes authentiques, ainsi qu'au certificat successoral européen. Ces compétences devraient être exercées en conformité avec le règlement (DE) no 182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission *[JO L 55 du 28.2.2011, p. 13.]*.

(79) Il convient d'avoir recours à la procédure consultative pour l'adoption d'actes d'exécution visant à établir et ensuite à modifier les attestations et les formulaires prévus au présent règlement conformément à la procédure prévue à l'article 4 du règlement (UE) no 182/2011.

(80) Étant donné que les objectifs du présent règlement, à savoir la libre circulation des personnes, l'organisation à l'avance par les citoyens de leur succession dans le cadre de l'Union et la protection des droits des héritiers, des légataires et des autres personnes proches du défunt, ainsi que des créanciers de la succession, ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions et des effets du présent règlement, être mieux atteints au niveau de l'Union, celle-ci peut prendre des mesures conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité sur l'Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, le présent règlement n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.

(81) Le présent règlement respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Ce règlement doit être appliqué par les juridictions et autres autorités compétentes des États membres dans le respect de ces droits et principes.

(82) Conformément aux articles 1er et 2 du protocole no 21 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ces États membres ne participent pas à l'adoption du présent règlement et ne sont pas liés par celui-ci ni soumis à son application. Cela s'entend toutefois sans préjudice de la possibilité, pour le Royaume-Uni et l'Irlande, de notifier leur intention d'accepter le présent règlement après son adoption conformément à l'article 4 dudit protocole.

(83) Conformément aux articles 1 er et 2 du protocole no 22 sur la position du Danemark, annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Danemark ne participe pas à l'adoption du présent règlement et n'est pas lié par celui-ci ni soumis à son application,

ONT ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*V. ce texte ss. art. 720.*



Copyright 2024 - Dalloz – Tous droits réservés